

NOTE D'INFORMATION

présentée par



**Société anonyme de droit luxembourgeois
19, avenue de la Liberté, L - 2930, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg
Registre de commerce et des sociétés Luxembourg N°B 82.454**

en réponse à la note d'information de Mittal Steel relative à l'offre publique mixte à titre principal, assortie à titre subsidiaire d'une offre publique d'échange et d'une offre publique d'achat dans la limite globale de 68,9% en actions Mittal Steel et 31,1% en numéraire, visant les actions et les OCEANEs Arcelor

Des exemplaires de la présente note d'information sont disponibles gratuitement auprès d'Arcelor (19, avenue de la Liberté, L-2930, Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg) et sur le site Internet d'Arcelor (www.arcelor.com).

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1. AVIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ARCELOR.....	2
CHAPITRE 2. ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'ISSUE OU L'APPRECIATION DE L'OFFRE.....	5
1 HISTORIQUE DE L'OFFRE ET EVENEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'OFFRE	5
2 CONTRATS AYANT UN IMPACT SUR L'ISSUE OU L'APPRECIATION DE L'OFFRE	6
2.1 Protocole d'accord entre Arcelor et Mittal Steel.....	6
2.2 Proposition d'alliance stratégique entre Arcelor et SeverStal.....	27
2.3 Création de la « Strategic Steel Stichting ».....	27
2.4 Clauses de changement de contrôle.....	28
2.5 O.C.E.A.N.E 2017.....	30
CHAPITRE 3. PRESENTATION D'ARCELOR	31
1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES.....	31
2 FACTEURS DE RISQUE	32
2.1 Risques juridiques généraux liés aux activités du Groupe.....	32
2.2 Risques industriels.....	32
2.3 Risques environnementaux.....	33
2.4 Risques de marché (risque de liquidité, de taux, de change, sur titres en capital détenus)	35
2.5 Approvisionnements – Risques de dépendance	36
2.6 Conditions de travail et gestion des Ressources humaines	38
2.7 Éthique - Fraude - Respect des lois	39
2.8 Risques découlant de la mise en place des nouveaux cadres réglementaires relatifs aux produits chimiques dans l'Union Européenne (Reach) et dans le monde (GHS)	40
2.9 Assurance et couverture des risques	40
3 INFORMATIONS CONCERNANT ARCELOR	43
3.1 Historique et évolution de la Société	43
3.2 Investissements.....	49
4 INFORMATIONS CONCERNANT L'ACTIVITE D'ARCELOR.....	54
4.1 Principales activités	54
4.2 La stratégie	57
4.3 Les principaux marchés.....	59
4.4 Recherche et Développement, brevets et licences	62
4.5 Degré de dépendance d'Arcelor à l'égard de brevets et de contrats industriels et commerciaux	63
4.6 Propriétés immobilières, usines et équipements	63
4.7 Développement durable.....	70
5 PRESENTATION DU GROUPE	71
5.1 Organigramme.....	71
5.2 Organisation du Groupe.....	71
5.3 Liste des filiales et participations.....	74
6 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	78
6.1 Commentaires et analyse sur les résultats consolidés des exercices clos les 31 décembre 2003 et 2004.....	78
6.2 Commentaires et analyse sur les résultats consolidés des exercices clos les 31 décembre 2004 et 2005.....	85
6.3 Environnement économique	92
6.4 Barrières commerciales	94
6.5 Quotas à l'importation.....	98
7 TRESORERIE ET CAPITAUX	99
7.1 Capitaux	99
7.2 Flux de trésorerie.....	100
7.3 Emprunts, structure de financement	101
7.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	101
7.5 Politique de financement, sources de financement	101

8	INFORMATION SUR LES TENDANCES ET LES PERSPECTIVES DU GROUPE	103
9	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	105
9.1	Prévisions et estimations de bénéfices issus du plan stratégique de création de valeur 2006-2008.....	105
9.2	Rapport du réviseur d'entreprises sur les données prévisionnelles	107
10	ADMINISTRATION ET DIRECTION D'ARCELOR.....	108
10.1	Gouvernance d'entreprise.....	108
10.2	Administration et direction de la Société.....	109
10.3	Rémunérations et avantages	124
10.4	Sommes provisionnées ou constatées par Arcelor ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	128
10.5	Contrats de service liant les administrateurs, les directeurs généraux au Groupe.....	128
10.6	Principe de la double signature.....	128
10.7	Réviseur d'entreprises	128
10.8	Contrôle interne	129
11	SALARIÉS.....	143
11.1	Nombre et répartition des salariés	143
11.2	Options d'achat ou de souscription d'actions Arcelor	144
11.3	Participation et intéressement des salariés d'Arcelor.....	144
12	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	145
12.1	Répartition du capital et des droits de vote	145
12.2	Droits de vote multiple	146
12.3	Contrôle direct ou indirect.....	146
12.4	Accords pouvant entraîner un changement de contrôle	146
12.5	Informations boursières	147
12.6	Politique d'information financière.....	149
13	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS.....	150
14	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR.....	151
14.1	Comptes consolidés en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003.....	151
14.2	Comptes consolidés Pro forma en normes IFRS relatifs à l'acquisition de Dofasco	390
14.3	Résultats du premier trimestre 2006 (non audités)	395
14.4	Politique de distribution des dividendes	399
14.5	Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	400
14.6	Événements récents - Changement significatif de la situation financière ou commerciale	400
15	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	402
15.1	Capital social.....	402
15.2	Acte constitutif et statuts	405
16	CONTRATS IMPORTANTS.....	411
16.1	Alliance stratégique avec Nippon Steel Corporation	411
16.2	Autres contrats importants du Groupe	411
17	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	411
18	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	411
19	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	412
20	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	412
21	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA NOTE D'INFORMATION.....	412

La société Mittal Steel Company N.V. (“Mittal Steel”) a annoncé le 27 janvier 2006 un projet d’offre publique mixte à titre principal assortie, à titre subsidiaire, d’une offre publique d’échange et d’une offre publique d’achat visant les actions et les obligations à option de conversion et/ou d’échange en actions nouvelles et/ou existantes (“OCEANES”) d’Arcelor SA (“Arcelor” ou la “Société”). Le document d’information relatif à cette offre a été approuvé par la Commission de surveillance du secteur financier du Luxembourg, l’Autorité des marchés financiers française et la Commission bancaire, financière et des assurances belge le 16 mai 2006, ainsi que par la *Comisión Nacional del Mercado de Valores* espagnole le 22 mai 2006. L’offre a été ouverte au Luxembourg, en France et en Belgique le 18 mai 2006.

Le lendemain de cette ouverture, le 19 mai 2006, Mittal Steel a annoncé son intention d’améliorer les termes de son offre. A cet égard, un complément au document d’information déposé par Mittal Steel a été approuvé le 31 mai 2006 par les autorités boursières européennes compétentes.

Suite au rejet par le Conseil d’administration d’Arcelor de l’offre modifiée de Mittal Steel, les deux sociétés ont mené des négociations qui ont conduit, le 25 juin 2006, à la conclusion d’un protocole d’accord ou *memorandum of understanding* approuvé par le Conseil le même jour. Ce protocole d’accord, dont une traduction en français figure ci-après à la section 2.1 du chapitre 2, prévoit notamment un nouveau relèvement des termes de l’offre de Mittal Steel.

Conformément au protocole d’accord, Mittal Steel propose :

- dans le cadre de son offre publique mixte à titre principal, 150,60 euros en numéraire et 13 actions Mittal Steel pour 12 actions Arcelor apportées ;
- dans le cadre de son offre publique d’achat à titre subsidiaire, 40,40 euros pour chaque action Arcelor apportée ;
- dans le cadre de son offre publique d’échange à titre subsidiaire, 11 actions Mittal Steel pour 7 actions Arcelor apportées.

En contrepartie de 13 OCEANES Arcelor, Mittal Steel propose 13 actions Mittal Steel et 188,42 euros en numéraire.

Le complément au document d’information relatif à cette offre révisée a été approuvé le 4 juillet 2006 par les mêmes autorités de marché qui avaient approuvé le document d’information initial et son premier complément.

Outre l’offre initiée par Mittal Steel au Luxembourg, en France, en Espagne et en Belgique, Mittal Steel a déposé auprès de la *U.S. Securities and Exchange Commission* des Etats-Unis d’Amérique (la “SEC”) une offre à destination des actionnaires et porteurs d’ADR Arcelor résidant aux Etats-Unis. Cette offre, dont les termes sont identiques à ceux de l’offre présentée en Europe (exception faite de son calendrier), a fait l’objet d’un *Registration Statement on Form F-4* qui a été approuvé par la SEC le 7 juin 2006 et qui a fait ensuite l’objet de modifications successives.

Dans le cadre de la présente note d’information, les références à l’“Offre” renvoient à l’offre publique de Mittal Steel mixte à titre principal, assortie à titre subsidiaire d’une offre publique d’échange et d’une offre publique d’achat, telle que modifiée le 31 mai 2006 et le 4 juillet 2006.

Sauf indication contraire, les références au “Groupe” renvoient à Arcelor et à ses filiales consolidées.

Les autres termes commençant par une majuscule employés dans la présente note d’information ont la définition qui leur y est attribuée.

CHAPITRE 1. AVIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ARCELOR

Le Conseil d'administration d'Arcelor s'est réuni sous la présidence de Monsieur Joseph Kinsch pour examiner les termes et les conditions de l'offre publique en surenchère de Mittal Steel, déposée suite à la conclusion d'un accord entre Arcelor et Mittal Steel le 25 juin 2006, dont la signature avait été autorisée par le Conseil le même jour. A l'issue de cette réunion, le Conseil a adopté l'avis motivé suivant à l'unanimité des membres présents ou représentés, aucun membre n'ayant émis d'opinion dissidente. Cet avis a été émis le 6 juillet 2006 sous la signature du président du Conseil dûment mandaté à cet effet.

« Le Conseil d'administration d'Arcelor a pris connaissance des termes de l'offre de Mittal Steel d'acquérir la totalité des actions et OCEANES d'Arcelor, tels qu'ils ressortent des documents d'information approuvés par les autorités boursières compétentes le 16 et le 22 mai 2006, puis le 31 mai 2006 et le 4 juillet 2006 à la suite de deux surenchères de Mittal Steel.

1. Rappel des termes de l'offre

- Le Conseil a relevé que l'offre de Mittal Steel consiste en une offre publique mixte d'échange et d'achat à titre principal assortie de deux offres à titre subsidiaire, aux termes desquelles il est proposé aux actionnaires :
 - 150,60 euros et 13 actions Mittal Steel pour 12 actions Arcelor dans le cadre de l'offre mixte à titre principal ;
 - 40,40 euros par action Arcelor dans le cadre de l'offre publique d'achat à titre subsidiaire ;
 - 11 actions Mittal Steel pour 7 actions Arcelor dans le cadre de l'offre publique d'échange à titre subsidiaire.
 - Les deux offres publiques d'achat et d'échange à titre subsidiaire font l'objet d'une procédure de réduction destinée à permettre que la part de titres et de numéraire payée par Mittal Steel dans le cadre l'offre s'établisse respectivement à 68,9% et 31,1%.
 - Les porteurs d'OCEANES Arcelor se voient proposer 188,42 euros et 13 actions Mittal Steel pour 12 OCEANES Arcelor.
- Le Conseil a pris note des conditions posées par Mittal Steel à la réalisation de son offre, et notamment de la possibilité que Mittal Steel décide de ne pas donner suite à son offre si les actions qui y sont apportées représentent moins de la majorité du capital et des droits de vote d'Arcelor sur base totalement diluée. Le Conseil prend acte que l'assemblée générale de Mittal Steel a le 30 juin 2006 autorisé l'émission des actions Mittal Steel à remettre aux actionnaires et porteurs d'obligations Arcelor dans le cadre de l'offre, en cas de succès de celle-ci.

2. Examen des termes de l'offre

- Le Conseil a considéré en premier lieu qu'à la suite de la conclusion de l'accord intervenu le 25 juin 2006 entre Arcelor, Mittal Steel et les actionnaires de contrôle de Mittal Steel, l'offre s'inscrit désormais dans le cadre d'un projet bien défini, très différent de l'offre hostile annoncée le 27 janvier et modifiée le 19 mai. L'offre en surenchère de Mittal Steel modifiée implique un rapprochement en deux étapes par lequel, à la suite de l'offre de Mittal Steel, il serait procédé à une fusion entre égaux des deux sociétés par absorption de Mittal Steel par Arcelor, le nouveau groupe prenant le nom d'ArcelorMittal.
- Le Conseil a relevé, au plan financier,
 - que l'offre en surenchère de Mittal Steel représente une amélioration significative des termes de l'offre initiale de Mittal Steel annoncée le 27 janvier ;
 - que la part de l'offre en surenchère de Mittal libellée en numéraire a plus que doublé par comparaison à la part en numéraire prévue à l'offre initiale ;
 - que l'offre en surenchère de Mittal Steel fait apparaître une prime de près de 100% sur le cours de bourse d'Arcelor le 26 janvier 2006, veille de l'annonce par Mittal Steel de son projet d'offre, en y incluant le dividende exceptionnel versé le 29 mai ;

- que les actionnaires actuels d’Arcelor détiendront à l’issue de l’offre, en supposant que 100% des actions soient apportées à l’offre, 50,5% du nouvel ensemble ;
 - que la part de l’offre libellée en numéraire et en titres s’établit désormais respectivement à 31% et 69% ;
 - il a pris connaissance également des analyses des banques conseil d’Arcelor, portant sur la valorisation du groupe sous-jacente à l’offre.
- Le Conseil a également considéré le projet industriel et social convenu pour le groupe formé par Arcelor et Mittal Steel, tel qu’il ressort de l’accord conclu avec Mittal Steel le 25 juin 2006. Il a relevé en particulier que Mittal Steel est convaincu de l’importance de préserver et de promouvoir le modèle Arcelor et qu’en conséquence, Arcelor, Mittal Steel et l’actionnaire de contrôle de Mittal Steel sont convenus de développer et de mettre en œuvre le modèle Arcelor / Mittal Steel qui tend à atteindre les standards les plus élevés en matière d’excellence dans l’industrie sidérurgique. Ceci suppose :
 - la poursuite d’une politique de recherche et d’innovation destinée à proposer à nos clients des produits et des services continuellement améliorés ;
 - le maintien d’un réseau de distribution performant ;
 - une attention particulière portée au développement des compétences, au dialogue et à la responsabilité sociale en cas de restructurations, à des standards élevés en matière d’éthique ;
 - le maintien d’un outil industriel d’excellence grâce à un programme d’investissements, de recherche et de développement ambitieux et en particulier au programme prévu par le Plan Stratégique 2006-2008 d’Arcelor.
 - En matière d’engagements sociaux, le Conseil a également relevé la disposition de l’accord conclu avec Mittal Steel selon laquelle en dehors des plans de restructuration déjà prévus par Arcelor, le rapprochement d’Arcelor avec Mittal Steel ne donnera lieu à aucun plan social ou plan de restructuration au sein du groupe Arcelor dans l’Union Européenne.
 - Le Conseil a relevé ensuite que le modèle de gouvernement d’entreprise convenu pour l’ensemble issu d’un rapprochement avec Mittal Steel serait conforme aux meilleures pratiques de gouvernement d’entreprise, qu’il serait inspiré par le modèle en vigueur au sein d’Arcelor aujourd’hui, et qu’il serait assuré une répartition équilibrée entre représentants d’Arcelor et de Mittal Steel au sein des organes sociaux, notamment sur les aspects suivants :
 - le Conseil d’administration d’Arcelor-Mittal serait composé exclusivement d’administrateurs non-exécutifs ;
 - il serait composé d’une majorité d’administrateurs indépendants ;
 - il aurait en son sein deux comités, un comité d’audit composé exclusivement d’administrateurs indépendants et un comité des nominations et rémunérations présidé par un administrateur indépendant ;
 - en outre, pendant une période de trois ans, il serait proposé à l’assemblée que le Conseil se compose de neuf membres issus d’Arcelor et de six membres proposés par Mittal Steel, auxquels s’ajouteraient trois administrateurs représentant les salariés ; au-delà de ce délai, la famille Mittal conserverait au Conseil une représentation proportionnelle à sa participation ;
 - la Direction générale du nouvel ensemble comprendra les quatre membres de la Direction générale actuelle d’Arcelor (le Président de la Direction générale actuel d’Arcelor devenant Président de la Direction générale du nouvel ensemble) et trois membres nommés par le conseil d’administration de Mittal Steel. Au cas où le Président de la Direction générale actuel d’Arcelor quitterait ses fonctions, son successeur serait désigné sur proposition de Monsieur Joseph Kinsch, approuvée par Monsieur Lakshmi N. Mittal.

Le Conseil a pris acte de la décision du Comité d’Entreprise Européen d’Arcelor, lequel a été consulté sur l’offre de Mittal Steel conformément aux exigences légales et réglementaires, de ne pas émettre d’avis.

Le Conseil rappelle qu'il a passé en revue certaines alternatives qu'il a envisagées à l'offre publique de Mittal Steel notamment le projet d'une acquisition de la participation majoritaire de M. Mordashov dans le groupe SeverStal rémunéré en actions nouvellement émises d'Arcelor. Il a rappelé à cet égard qu'un accord a été conclu entre Arcelor et M. Mordashov le 25 mai 2006 en vue d'une telle opération, avant que Mittal Steel n'améliore une seconde fois les termes de son offre, et que M. Mordashov a proposé ensuite, le 23 juin, certaines modifications à cet accord.

Cependant, une analyse détaillée des mérites respectifs du projet de rapprochement proposé avec SeverStal et de la nouvelle proposition de Mittal Steel ont conduit le Conseil, à l'occasion de sa réunion du 25 juin 2006, à privilégier la proposition de Mittal Steel.

3. Conclusion

Le Conseil a ainsi constaté que des améliorations significatives ont été convenues avec Mittal Steel sur les principaux points qui l'avaient conduit à rejeter l'offre dans ses formulations précédentes, au premier rang desquels le prix proposé, le projet industriel et social et le mécanisme de gouvernement d'entreprise.

Il a observé que le projet négocié avec Mittal Steel, dans le cadre duquel s'inscrit l'offre en surenchère, assure la pérennité et la continuité du modèle Arcelor.

Il a considéré également que le prix proposé par Mittal Steel fait ressortir une valorisation adéquate d'Arcelor.

En conséquence, considération prise de l'ensemble des engagements pris par Mittal Steel et ses actionnaires de contrôle d'une part, et par Arcelor d'autre part, dans le cadre de l'accord conclu avec Arcelor le 25 juin 2006, et après en avoir délibéré, le Conseil a estimé que l'offre est conforme à l'intérêt de la Société, à celui de ses actionnaires, de ses salariés, de ses créanciers et de ses clients, fournisseurs et autres partenaires commerciaux.

En conclusion :

1. le Conseil recommande aux actionnaires et porteurs d'OCEANES de la Société d'apporter leurs titres à l'offre publique de Mittal Steel ;
2. le Conseil décide que les actions d'autocontrôle et les actions auto-détenues de la Société¹ ne seront pas apportées à l'offre de Mittal Steel, mais seront réservées au service des instruments donnant accès au capital de la Société (OCEANE, stock options) ;
3. chacun des administrateurs présents ou représentés a déclaré son intention et, pour les représentants de Coporación JMAC BV, de Sogepa et de l'Etat luxembourgeois, l'intention des actionnaires qu'ils représentent d'apporter leurs actions² à l'offre de Mittal Steel. »

¹ Soit 10 330 717 titres représentant 1,61% du capital de la Société au 30 juin 2006.

² Soit 74.153.589 titres représentant 11,59% du capital de la Société au 30 juin 2006.

CHAPITRE 2. ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'ISSUE OU L'APPRECIATION DE L'OFFRE

1 HISTORIQUE DE L'OFFRE ET EVENEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'OFFRE

A la suite de l'annonce le 27 janvier 2006 par Mittal Steel de son projet d'offre publique sur les actions et obligations convertibles d'Arcelor, le Conseil d'administration d'Arcelor a rejeté à l'unanimité la proposition de Mittal Steel dans sa formulation initiale, considérant notamment que la valorisation proposée par Mittal Steel était insuffisante sur le plan financier et que dans ce contexte, la poursuite de la stratégie d'Arcelor était la meilleure garantie de création de valeur pour ses actionnaires.

Mittal Steel proposait initialement (pour des actions dividende attaché) :

- dans le cadre de son offre publique mixte à titre principal, 35,25 euros en numéraire et 4 actions Mittal Steel pour 5 actions Arcelor apportées ;
- dans le cadre de son offre publique d'achat à titre subsidiaire, 28,21 euros pour chaque action Arcelor apportée ;
- dans le cadre de son offre publique d'échange à titre subsidiaire, 16 actions Mittal Steel pour 15 actions Arcelor apportées.

Arcelor a présenté le 27 février 2006 les objectifs de son plan stratégique de création de valeur pour la période 2006-2008. Le plan stratégique a notamment pour objectif la réalisation d'un EBITDA d'environ 7 milliards d'euros à l'horizon 2008. Le cash flow ainsi dégagé sera mis au service (i) d'une politique de distribution de dividendes ambitieuse avec un objectif de taux de distribution d'environ 30% du résultat net part du Groupe en moyenne au cours du cycle et (ii) d'une politique de croissance externe créatrice de valeur axée sur des investissements garantissant un retour sur capitaux engagés d'au moins 15% avant impôts³.

Le 4 avril 2006, le Conseil a décidé la mise en place d'une fondation destinée à protéger Dofasco contre une cession qui serait contraire aux intérêts du Groupe et de ses actionnaires (voir section 2.3 ci-dessus). Il a également annoncé son intention de distribuer un montant de 5 milliards d'euros à ses actionnaires, montant porté à 6,5 milliards d'euros le 11 juin 2006, par le biais d'une offre publique de rachat d'actions dont l'approbation serait soumise une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société convoquée pour le 21 juin 2006. Cette distribution serait intervenue dans les douze mois suivant le retrait ou l'échec de l'offre de Mittal Steel, et en toute hypothèse après l'annonce du règlement-livraison des titres apportés à l'offre de Mittal Steel.

Le 19 juin 2006 le Conseil d'administration a décidé, compte tenu des discussions en cours entre Arcelor et Mittal Steel et afin de n'obérer aucune solution pour le futur d'Arcelor, de retirer la convocation de l'assemblée générale prévue le 21 juin 2006 relative au projet d'offre publique de rachat d'actions.

Dans le courant du mois d'avril et du mois de mai 2006, Arcelor a mené des discussions avec M. Mordashov en vue d'un possible rapprochement d'Arcelor et du groupe SeverStal, dont M. Mordashov est l'actionnaire majoritaire.

Mittal Steel a annoncé le 19 mai 2006 un relèvement des termes de son offre. Un complément au document d'information de Mittal Steel a été approuvé à cet égard le 31 mai 2006 par les autorités boursières luxembourgeoise, française, espagnole et belge. Réuni le 21 mai 2006, le Conseil d'administration d'Arcelor a pris connaissance avec intérêt des améliorations proposées aux termes de l'offre, et il a exprimé sa volonté d'examiner le plan d'entreprise (*business plan*) de Mittal Steel que M. Mittal a proposé de communiquer à Joseph Kinsch dans une lettre datée du 16 mai 2006, et ce afin de pouvoir en apprécier l'intérêt industriel ainsi que la valeur des titres Mittal Steel offerts en échange.

Le 26 mai 2006, Arcelor et SeverStal ont annoncé avoir conclu un accord en vue d'un rapprochement des deux groupes, dans le cadre duquel M. Mordashov, sous réserve de la réalisation de certaines

³ Objectif de retour sur capitaux employés comme défini dans le rapport annuel 2005 d'Arcelor.

conditions suspensives, aurait apporté ses actifs sidérurgiques et miniers et un montant en numéraire en contrepartie de 32% environ du capital d'Arcelor. Cet accord est décrit à la section 2.2 ci-dessous. La conclusion de cet accord a fait suite à la comparaison par le Conseil d'administration réuni le 25 mai 2006 des termes modifiés de l'offre de Mittal Steel, et des perspectives dégagées par l'acquisition de SeverStal.

Mittal Steel a communiqué son business plan à Arcelor le 2 juin 2006. A la suite de cette communication, des réunions ont eu lieu entre représentants d'Arcelor et de Mittal Steel afin de répondre aux questions identifiées par Arcelor en relation avec ce projet.

Le 11 juin 2006, le Conseil d'administration, après revue et examen détaillés des termes de l'offre de Mittal Steel modifiés selon le complément au document d'offre approuvé le 31 mai et du business plan de Mittal Steel, a conclu à l'unanimité au rejet de l'offre de Mittal Steel, au motif notamment que l'offre demeurerait insuffisante au plan financier et inadéquate en termes de gouvernance d'entreprise. Toutefois, après avoir noté que Mittal Steel avait indiqué être disposé à améliorer les termes de son offre dans le cadre d'une opération qui serait recommandée par le Conseil, le Conseil a demandé à la Direction générale d'Arcelor de rencontrer Mittal Steel afin d'examiner les nouvelles améliorations que celui-ci proposait d'apporter à son offre en cours. A la suite de cette décision, des discussions se sont tenues entre représentants d'Arcelor et de Mittal Steel.

Le 21 juin 2006, le Conseil d'administration d'Arcelor a pris connaissance des améliorations proposées par M. Mordashov des termes et conditions de l'accord conclu entre Arcelor et ce dernier. Ayant reçu rapport des discussions entre Arcelor et Mittal Steel, le Conseil d'administration a décidé de se réunir à nouveau le 25 juin afin de prendre une décision concernant les dernières propositions de Mittal Steel et de M. Mordashov.

Le 25 juin 2006, le Conseil d'administration d'Arcelor a examiné et comparé le projet de nouvelle offre proposée par Mittal Steel et la proposition de révision de l'accord conclu avec SeverStal. Le Conseil d'administration a longuement analysé les nouvelles propositions de M. Mordashov et comparé les mérites des deux projets en présence du point de vue industriel et du point de vue des aspects financiers, de gouvernance, et sociaux. Tout en reconnaissant que les nouvelles propositions de M. Mordashov représentaient une amélioration par rapport aux accords existants, le Conseil d'administration a estimé que l'offre révisée de Mittal Steel était globalement supérieure et a décidé unanimement de conclure avec Mittal Steel un protocole d'accord (figurant ci-dessous section 2.1) et de recommander cette offre.

Le 30 juin 2006, l'assemblée générale des actionnaires d'Arcelor a rejeté le projet de rapprochement avec SeverStal par une majorité représentant environ 58% du capital de la Société, soit un seuil permettant à Arcelor de mettre fin à son accord avec M. Mordashov, faculté qu'Arcelor a exercée le même jour.

2 CONTRATS AYANT UN IMPACT SUR L'ISSUE OU L'APPRECIATION DE L'OFFRE

La Société n'a connaissance d'aucune convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition de ses actions.

A l'exception de ce qui suit, il n'existe aucun autre accord porté à la connaissance d'Arcelor et susceptible d'avoir une incidence sur l'appréciation ou l'issue de l'Offre.

2.1 Protocole d'accord entre Arcelor et Mittal Steel

Le texte ci-après est une traduction intégrale en français du protocole d'accord ou *Memorandum of Understanding* ("MoU") conclu le 25 juin 2006 entre Arcelor, Mittal Steel et les actionnaires de contrôle de Mittal Steel.

Memorandum of Understanding

Le présent *Memorandum of Understanding* ("MoU"), qui engage les parties, en date du 25 juin 2006, entre Arcelor SA ("Arcelor"), Mittal Steel Company NV ("Mittal Steel") et M. Lakshmi N. Mittal et Mme Usha Mittal, agissant directement et par l'intermédiaire de Mittal Investments S.à.r.l. et ISPAT International Investments S.L. (collectivement ci-après l'"Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel" ; et ensemble avec Arcelor et Mittal Steel, les "Parties") définit les modalités sur lesquelles et sous réserve desquelles (1) Mittal Steel a accepté de modifier les termes actuels de son offre publique d'acquisition portant sur la totalité des actions Arcelor en circulation, des ADSs et des OCEANES à échéance 2017 (telle que modifiée, l'"Offre") et prend certains autres engagements décrits ci-dessous, (2) Arcelor a accepté de recommander l'acceptation de l'Offre Révisée (telle que définie ci-dessous) à tous les détenteurs de ses actions et OCEANES et prend certains autres engagements décrits ci-dessous, et (3) l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel a accepté de prendre certains engagements portant sur le gouvernement d'entreprise du groupe combiné Mittal Steel / Arcelor et sur certaines autres sujets, ainsi qu'il est décrit ci-dessous.

L'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel est convaincu de l'importance de préserver et de promouvoir le modèle Arcelor. Par conséquent, l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel, Mittal Steel et Arcelor conviennent de développer et de mettre en œuvre le Modèle Arcelor/Mittal Steel pour Arcelor, Mittal Steel et la Société. Le Modèle Arcelor/Mittal Steel tend à atteindre les standards les plus élevés en matière d'excellence dans l'industrie sidérurgique, c'est-à-dire qu'il fixe à la Société (telle que définie ci-dessous) l'objectif de rester ou de devenir le leader mondial des solutions d'acier à forte valeur ajoutée et la meilleure société du secteur pour les consommateurs, les actionnaires et les salariés. Un tel objectif suppose 1) une excellence industrielle à travers des actifs compétitifs soutenus par des dépenses d'investissement solides et une Recherche et Développement de tout premier plan, 2) un leadership commercial fondé sur de forts réseaux de distribution, tourné vers le client et les marges avant l'optimisation des volumes, 3) une gestion des ressources humaines et une responsabilité sociale fortes à travers la mise en place de plans incitatifs adéquats, le développement de l'entrepreneuriat, le dialogue social et la responsabilité sociale dans l'hypothèse de décisions de restructurations et des standards d'éthique élevés 4) des objectifs de rentabilité élevés incluant un objectif de redistribution sous forme de dividende de 30 % et une structure de capital solide et 5) une organisation managériale et des standards de gouvernement d'entreprise élevés, notamment la séparation du Conseil d'administration et de la Direction générale, une majorité d'administrateurs indépendants, et une structure de direction à trois dimensions (unités opérationnelles, fonctions de gestion et transversales et régions).

Il a été convenu ce qui suit par les Parties :

FUSION ENTRE ÉGAUX

1. Structure d'Opération

- (a) **Offre Révisée Mittal Steel:** Mittal Steel et Arcelor effectueront une fusion entre égaux par le biais d'une offre mixte faite par Mittal Steel pour toutes les actions et obligations convertibles d'Arcelor (l'"Offre Révisée"), comprenant:
- (i) une offre publique mixte à un prix égal à 13 actions Mittal Steel et €150,6 en numéraire pour 12 actions Arcelor ;
 - (ii) une offre publique en numéraire à un prix égal à €40,4 par action Arcelor ;
 - (iii) une offre publique d'échange à un ratio d'échange de 11 actions Mittal Steel pour 7 actions Arcelor ; et
 - (iv) une offre publique mixte à un prix égal à 13 actions Mittal Steel et €188,42 en numéraire pour 12 obligations

convertibles Arcelor.

Les apports aux offres mentionnées ci-dessus seront soumises à un mécanisme de réduction et de proratisation visant à assurer qu'au total, la part de la contrepartie payée en actions Mittal Steel et la part de la contrepartie en numéraire seront de 68,9% et 31,1%, respectivement, sous réserve de possibles ajustements. Le montant total en numéraire payable au titre de l'Offre Révisée ne pourra excéder 8,6 milliards d'euros. Les autres modalités de l'offre demeurent inchangées.

Les modalités de l'offre Modifiée seront définies dans un supplément (le "**Prospectus Complémentaire**") au Document d'Information publié le 18 mai 2006 et complété le 31 mai 2006 (le "**Document d'Information**"). Arcelor s'engage, pour elle-même ainsi que pour ses filiales, à ne pas apporter à l'Offre Révisée les actions autodétenues.

- (b) **Annnonce :** L'Offre Révisée sera annoncée par Mittal Steel et Arcelor le 26 juin 2006, à la suite de l'approbation par le Conseil d'administration d'Arcelor du présent MoU et de la recommandation de l'Offre Révisée aux actionnaires d'Arcelor.
- (c) **Fusion Post-Offre :** Aussi rapidement que possible à la suite de la réalisation de l'Offre Révisée, en ce compris toute offre subséquente ou retrait obligatoire, les Parties feront tout leur possible pour que Mittal Steel soit fusionnée dans Arcelor, en utilisant un ratio d'échange conforme à la valeur de l'Offre Révisée à la date de son règlement-livraison, fondée sur les termes de l'Offre Révisée mentionnées ci-dessus au paragraphe 1(a)(i) (aux fins de clarification, il n'y aura pas de part en numéraire dans la fusion). La fusion sera réalisée de la manière la plus efficiente possible, notamment d'un point de vue fiscal. Arcelor continuera à être immatriculée, domiciliée et aura son siège social au Luxembourg. La finalisation de la Fusion Post-Offre sera soumise à la condition que l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel obtienne une dérogation à l'obligation de dépôt d'une offre publique obligatoire prévue par l'Article 5 de la Loi luxembourgeoise du 22 mai 2006 sur les offres publiques pour l'éventuel dépassement du seuil de 33,33% du capital d'Arcelor qui résulterait de la fusion de Mittal Steel dans Arcelor, et que cette dérogation ne soit pas être remise en cause avec succès devant les juridictions compétentes.

2. Conditions

Mittal Steel ne renoncera pas la Condition de Seuil Minimum (telle que définie à la Section 6.1 du Document d'Information), à moins qu'elle ne détienne à l'issue de l'Offre Révisée, au moins 215 millions d'actions Arcelor (en ce compris les titres apportés à l'Offre Révisée et détenus par Mittal Steel et par toute(s) personne(s) agissant de concert avec lui). Mittal Steel n'aura aucune obligation de renoncer à la Condition de Seuil Minimum.

3. Recommandation d'Arcelor

- (a) La recommandation aux actionnaires d'Arcelor de l'Offre Révisée par le Conseil d'administration d'Arcelor devra être publiée dans un communiqué de presse sous une forme à convenir par les Parties (la "Recommandation"), concomitamment à l'annonce de l'Offre Révisée, suivie par la publication d'une "note en réponse" motivant sa recommandation ; étant entendu, cependant, que le

Conseil d'administration d'Arcelor aura le loisir, à sa seule discrétion, de modifier ou de retirer sa recommandation en cas de survenance de l'un des événements suivants : (i) la réception d'une Offre Supérieure (telle que définie ci-dessous), (ii) la survenance d'un Changement Défavorable Significatif affectant Mittal Steel (tel que défini ci-dessous), (iii) une rupture significative des déclarations et garanties de Mittal Steel. "Offre Supérieure" signifie toute Proposition d'Acquisition (telle que définie ci-dessous) prenant la forme d'une offre publique d'acquisition portant sur tous les titres d'Arcelor, régie par la loi luxembourgeoise du 22 mai 2006 sur les offres publiques d'acquisition, que le Conseil d'administration estime, de bonne foi et après une étude appropriée menée conformément à ses devoirs de diligence et de loyauté et sur la base d'une fairness opinion émise par une banque de réputation internationale, supérieur à l'Offre Révisée dans son ensemble du point de vue des *stakeholders* d'Arcelor. "Changement Significatif Défavorable" désigne tout événement exceptionnel intervenant en relation avec Mittal Steel ou toute action entreprise par Mittal Steel (en ce non compris les événements ou actions résultant du présent contrat ou les événements ou actions dont Arcelor est à l'origine) ayant pour effet d'affecter de façon significative la substance de Mittal Steel ou d'affecter substantiellement et de façon défavorable l'économie de l'Offre ou la capacité de Mittal Steel à réaliser l'Offre Révisée.

- (b) Arcelor recommandera publiquement l'Offre Révisée et encouragera tous ses actionnaires et détenteurs d'OCEANE à apporter leurs titres à l'Offre Révisée.
- (c) Les Parties devront faire tout leur possible pour obtenir l'engagement public de l'Etat du Luxembourg, de la Région wallonne et des fonds de salariés d'apporter leurs actions Arcelor à l'Offre Révisée.
- (d) Arcelor ne devra pas reprogrammer ni annoncer une offre publique de rachat d'actions ("OPRA"), ni procéder à un quelconque rachat d'actions ou achat sur le marché pendant la durée de l'Offre Révisée.
- (e) Le Conseil d'administration d'Arcelor exercera son droit de résilier son Accord d'Alliance Stratégique ("SAA"), en date du 25 mai 2006, conclu entre Arcelor, SeverStal et M. Mordashov et tous les contrats connexes y afférents (ensemble, le "SAA") aussi tôt qu'il lui sera permis de le faire conformément aux termes du SAA. De plus, Arcelor devra:
 - (i) encourager les actionnaires d'Arcelor à assister, en personne ou en se faisant représenter, à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2006, réitérer la Recommandation et informer (x) les actionnaires qui souhaitent apporter leurs actions à l'Offre Révisée qu'il serait cohérent de leur part de s'opposer au projet SeverStal à l'assemblée, et (y) les actionnaires qui souhaitent soutenir le projet SeverStal en dépit de la Recommandation qu'il serait cohérent de leur part de ne pas s'opposer au projet SeverStal ;
 - (ii) faire le nécessaire afin que le Président du Conseil d'administration agisse de manière cohérente avec le présent MoU et la Recommandation, y compris à l'occasion

de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ses actionnaires convoquée le 30 juin 2006 ;

- (iii) encourager tous les actionnaires Arcelor à apporter leurs actions à l'Offre Révisée, notamment en participant à des efforts marketing conjoints, en ce compris des roadshows et des présentations aux investisseurs avec Mittal Steel ;
- (iv) ne convenir aucune modification (x) du SAA ou (y) de tout autre contrat avec M. Mordashov, SeverStal ou aucune de ses filiales.

Sauf dans la mesure où une émission de titres serait expressément requise par le SAA tel qu'en vigueur aujourd'hui, pendant la durée de l'Offre Révisée (y compris toute modification, extension, réouverture ou nouveau dépôt de l'Offre Révisée), le Conseil d'administration d'Arcelor n'utilisera pas le pouvoir qui lui est accordé par l' Article 5 de ses Statuts pour émettre de nouveaux titres Arcelor (ou tout autre titre ou droit d'acquérir de nouveaux titres), et Arcelor n'émettra pas de nouveaux titres ou ne vendra de titres (ou tout titre ou droit à acquérir de nouveaux titres) hormis dans le cadre d'un vote favorable des actionnaires dans les conditions exigées pour modifier les statuts d'Arcelor ;

Pendant toute la durée de l'Offre Révisée (y compris toute modification, extension, réouverture ou nouveau dépôt de l'Offre Révisée), Arcelor s'abstiendra, hormis dans le cadre de l'exécution de ses obligations en vertu du SAA dans sa version actuelle, de conclure de nouveau contrat ou d'agir en dehors du cadre normal de ses activités sans le vote favorable de ses actionnaires et dans le respect des statuts modifiés d'Arcelor, ou sans l'accord préalable et écrit de Mittal Steel, étant entendu que le présent paragraphe ne saurait être interprété comme une interdiction pour le Conseil de recommander une Offre Supérieure.

CONFIRMATION DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

4. Confirmation des engagements industriels et sociaux

- (a) En accord avec le Modèle Arcelor/Mittal Steel, Mittal Steel honorera l'intégralité des engagements sociaux d'Arcelor, maintiendra et fournira des efforts raisonnables pour développer davantage la place de l'innovation et de la R&D, continuera à s'associer à des laboratoires publics et des universités, et à investir afin de maintenir les hauts niveaux de performance des infrastructures existantes. A cette fin, Mittal Steel mettra en œuvre, sauf accord contraire avec Arcelor, les dépenses d'investissement prévues dans le Value Plan d'Arcelor tel que communiqué par écrit à Mittal Steel par Arcelor. Mittal Steel a connaissance de quatre initiatives de rationalisation qu'Arcelor poursuit ou à l'intention de poursuivre en Europe de l'Ouest (acier au carbone uniquement) et souscrit à chacune d'elles. Mittal Steel suivra les projets actuels d'Arcelor, en honorant tous les engagements sociaux d'Arcelor. Arcelor a connaissance des engagements pris par Mittal Steel envers les autorités belges de manière anticipée et elle les soutiendra.
- (b) L'intégration des groupes Mittal Steel et Arcelor n'entraînera pas de plan de restructuration, de licenciements collectifs ou autres réductions d'effectifs au sein d'Arcelor en Europe, à l'exception des plans de restructuration déjà annoncés par Arcelor et des

opérations liées à la mise en place de solutions convenues avec les autorités communautaires en charge du contrôle de concentration.

5. Actionnariat salarié

Arcelor et Mittal Steel désirent continuer à promouvoir l'actionnariat salarié conformément aux meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise pour les sociétés cotées d'Europe continentale. Les dispositions du projet AESOPE seront respectées.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

(Les règles de gouvernance d'entreprise prévues ci-dessous s'appliqueront à Mittal Steel et Arcelor dès que possible après la réalisation de l'Offre Révisée et jusqu'à la date à laquelle les deux sociétés seront intégrées ou fusionnées, et à Arcelor après la fusion Arcelor-Mittal Steel. Toute référence à la "Société" dans les présentes vise Mittal Steel ou Arcelor selon le cas.)

6. Droits de vote de l'Actionnaire

Le capital de la Société sera divisé en actions, aux droits de vote et droits financiers identiques. A chaque action est attaché un droit de vote, quelle que soit sa durée de détention.

7. Compétence du CA de la Société et de la DG de la Société

La Société sera dirigée par un Conseil d'Administration (le "**CA de la Société**") et une Direction générale (la "**DG de la Société**"). Le CA de la Société sera un conseil non-exécutif et la gestion quotidienne du groupe sera confiée à la DG de la Société.

8. Composition du CA de la Société

- (a) Durant la Période (définie ci-dessous), le CA de la Société (qui, pour éviter toute confusion, désigne respectivement Arcelor et Mittal Steel jusqu'à la Fusion Post-Offre) sera composé de 18 membres ; (i) 9 membres de l'actuel CA d'Arcelor, représentant les nationalités des principaux pays où Arcelor opère, dont 3 représenteront les principaux actionnaires d'Arcelor (autres que l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel) et 6 seront des administrateurs indépendants (qui pourraient inclure certains représentants des principaux actionnaires), (ii) 6 membres actuellement en place ou désignés par le CA actuel de Mittal Steel, dont 3 seront des Administrateurs Indépendants, (les "**Administrateurs Mittal Steel**"), et (iii) 3 administrateurs représentant les salariés. Les Parties doivent convenir de l'identité des Administrateurs proposés conformément aux dispositions ci-dessus. "Période" désigne une période de trois (3) ans à compter de la date de règlement-livraison des actions acquises dans le cadre de l'Offre Révisée. A l'issue du Terme, les Parties s'efforceront de manière raisonnable de respecter les meilleurs standards de gouvernement d'entreprise décrits au paragraphe 8(e) ci-dessous.
- (b) Tous les administrateurs du CA de la Société seront non-exécutifs et une majorité du CA de la Société sera composée d'administrateurs qui sont (i) indépendants (tel que ce terme est défini par les règles NYSE applicables aux émetteurs privés étrangers) et (ii) non-affiliés à tout actionnaire détenant ou contrôlant plus de 2% des actions de la Société ("**Administrateurs Indépendants**"). Pendant la Période et à condition que l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel détienne ou contrôle au moins 15% des actions en circulation de la Société, il pourra élire jusqu'à (et dans la limite de) six administrateurs, incluant trois administrateurs affiliés (directement ou indirectement) à l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel au CA de la Société et

trois Administrateurs Indépendants.

- (c) Durant la Période, le CA de la Société désignera un « *Chairman* » et un « *President* ». Les fonctions de *President* et de *Chairman* seront assurées par Messieurs L. Mittal (en sa qualité de représentant de l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel) et Joseph Kinsch, respectivement, au niveau d'Arcelor et de la Société, et par Messieurs Joseph Kinsch et L. Mittal (en sa qualité de représentant de l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel), respectivement, au niveau de Mittal Steel. En cas de départ à la retraite de M. Joseph Kinsch, M. Lakshmi Mittal (en sa qualité de représentant de l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel) deviendra *Chairman* et M. Joseph Kinsch proposera le *President* successeur, qui devra être un Administrateur Indépendant ou un ancien salarié d'Arcelor. Cette personne exercera les fonctions de *President* pendant toute la durée de son mandat d'administrateur et l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel accepte par avance de voter en faveur du renouvellement de son mandat d'administrateur, sauf faute lourde ou mauvaise conduite volontaire dans l'exercice de ses fonctions d'administrateur ou dans l'hypothèse où le Comité des Nominations et Rémunérations opposerait un veto à sa nomination. En cas de départ à la retraite, décès ou incapacité de M. L. Mittal, celui-ci pourra être remplacé à tout moment par tout autre représentant désigné par l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel.
- (d) Aucun administrateur n'aura de voix prépondérante.
- (e) A l'expiration de la Période et sous réserve du paragraphe 8(c) ci-dessus, les Parties examineront les règles en matière de gouvernance d'entreprise de la Société décrites ci-dessus afin de les conformer, dans le respect des dispositions des Statuts prévues au paragraphe 31, aux meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise pour une société telle que la Société, et notamment aux normes NYSE (applicables aux émetteurs privés étrangers) et au Code de gouvernance de Luxembourg. De plus, le *Chairman* et le *President* devront se consulter l'année précédant l'expiration de la Période en vue de déterminer l'identité des administrateurs qui pourraient être recommandés au Comité des Nominations et Rémunérations.

**9. CA de la Société
Nomination des
Administrateurs/
Révocation
Procédure ;
Election à l' AGM**

Après l'élection du CA initial de la Société, les Administrateurs du CA de la Société seront élus et révoqués par l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité simple des votes émis. Sauf disposition contraire du présent MoU, aucun actionnaire ne dispose de droits spéciaux lui permettant de nommer, élire ou révoquer les administrateurs. En cas de vacance, les règles prévues ci-dessus s'appliqueront à la désignation par le CA de l'administrateur remplaçant.

**10. Terme du mandat
des membres du CA
de la Société**

Tous les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une durée de trois ans.

**11. Quorum du CA de
la Société**

Afin que les réunions du CA de la Société soient valablement tenues, une majorité des administrateurs doit être présente à la réunion, comprenant au moins (en personne ou par mandataire) le *Chairman*, le *President* et la

majorité des Administrateurs Indépendants.

12. CA de la Société
Ordre du jour ;
Décisions

- (a) Pendant la Période, l'ordre du jour de chacune des réunions du CA de la Société devra être conjointement approuvé par le *Chairman* et le *President* du CA et devra inclure toutes les résolutions proposées conjointement par le *Chairman* et le *President*. En cas de désaccord, le *Chairman* et le *President* travailleront en commun afin de tenter de résoudre leur désaccord. A l'expiration de la Période, le *Chairman* et le *President* feront leur possible afin de trouver un accord sur l'ordre du jour.
- (b) Durant la Période, s'agissant des décisions du CA de la Société sur des mesures non proposées par M. Lakshmi N. Mittal et qui ne requièrent pas l'approbation des actionnaires, si M. Lakshmi N. Mittal s'oppose à une telle mesure, M. Mittal pourra exiger qu'une telle mesure soit préalablement approuvée par l'assemblée des actionnaires. L'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel pourra participer au vote lors d'une telle réunion s'il le souhaite. Aux fins de clarification, si M. Lakshmi N. Mittal a proposé une mesure au CA de la Société et si le CA de la Société n'a pas approuvé une telle mesure, alors M. Lakshmi N. Mittal ne pourra pas proposer une telle mesure à l'assemblée des actionnaires de la Société ou passer outre le CA de la Société de quelque manière que ce soit. Le CA de la Société ne pourra pas approuver une mesure qui a été rejetée par l'assemblée des actionnaires.
- (c) Durant la Période, s'agissant des décisions du CA de la Société qui requièrent l'approbation des actionnaires, l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel devra voter conformément à la position exprimée par le CA de la Société, à moins que M. Lakshmi N. Mittal ne s'oppose à une telle position. Dans ce cas, l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel sera libre de son vote lors de l'assemblée appelée à approuver la décision du CA. Le CA de la Société ne pourra pas approuver une mesure qui a été rejetée par l'assemblée des actionnaires.
- (d) Tant qu'il y aura un *Chairman* et un *President*, ceux-ci se rencontreront à intervalles réguliers, plus souvent si nécessaire à la demande de l'un ou de l'autre, afin de discuter et d'évaluer les principales décisions stratégiques pour la Société et de préparer les réunions du conseil y afférentes. En prévision des réunions du CA de la Société, la Direction générale de la Société devra inviter le *Chairman* et le *President* à assister aux réunions organisées afin de discuter des sujets présentés au CA de la Société.
- (e) Chaque administrateur aura une voix et aucun administrateur n'aura de voix prépondérante. Les décisions du CA seront prises à la majorité des administrateurs présents et représentés et conformément aux règles de quorum, sauf disposition contraire de la législation luxembourgeoise ou néerlandaise, le cas échéant.
- (f) Le capital autorisé sera réduit au nombre d'actions en circulation après exécution de l'Offre Révisée (incluant les actions à émettre en vertu des stock options restants et des OCEANES exigibles en 2017), de telle sorte que toute augmentation de capital ultérieure devra être approuvée par l'assemblée des actionnaires conformément à la loi applicable.

13. Comités du CA de la Société	<p>(a) <u>Comité d'Audit</u> : composé uniquement d'Administrateurs Indépendants, le critère d'indépendance étant défini ici par référence à la Règle 10A-3 de l'U.S. Exchange Act de 1934 ; 4 membres désignés par le Conseil d'Administration. Les décisions seront prises par le Comité à la majorité simple, aucun membre n'ayant de voix prépondérante.</p> <p>(b) <u>Comité des Nominations et Rémunérations</u> : composé de 4 membres : le <i>President</i> (tant qu'il y aura un <i>President</i> et, ensuite, un Administrateur Indépendant), le <i>Chairman</i> et 2 Administrateurs Indépendants (l'un représentant Mittal Steel et l'autre Arcelor), et présidé par un Administrateur Indépendant ; les membres seront nommés par le Conseil d'Administration. Les décisions seront prises par le Comité à la majorité simple, aucun membre n'ayant voix prépondérante. Le Comité des Nominations et Rémunérations sera chargé d'émettre des recommandations au CA de la Société concernant la désignation des membres du CA de la Société, et la désignation et la rémunération des membres de la Direction générale de la Société ainsi que les principes de rémunération pour les autres cadres supérieurs ou membres de la direction du groupe.</p> <p>(c) Durant la Période, la désignation et la rémunération de ceux qui occupent les fonctions de directeur général et d'administrateur des principales filiales, ainsi que celles des directeurs des principales unités de production et de gestion seront décidées par la Direction générale à l'unanimité.</p>
14. Direction générale de la Société	<p>La Direction générale initiale de la Société comprendra les 4 membres de la direction générale actuelle d'Arcelor (le Président de la Direction générale actuel d'Arcelor devenant Président de la direction générale) et 3 membres nommés par le conseil d'administration de Mittal Steel. Au cas où le Président de la Direction générale actuel d'Arcelor quitterait ses fonctions, le Directeur général serait désigné sur proposition de Monsieur Joseph Kinsch, approuvée par M. Lakshmi N. Mittal.</p>
15. Règlement du CA de la Société	<p>Les Parties prendront les mesures nécessaires et appropriées afin d'assurer que le CA de la Société adopte et respecte le Règlement du CA de la Société reflétant les dispositions prévues sous le présent titre " Gouvernance d'Entreprise" (pour les règles destinées à s'appliquer durant la Période).</p>
16. Obligations de l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel	<p>Les droits et obligations de l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel en vertu de la "Gouvernance d'Entreprise" et des paragraphes 20 et 21 ci-dessous cesseront de produire effet si l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel cesse de détenir ou contrôler au moins 15% des actions en circulation de la Société.</p>
17. Emission d'actions au profit de M. Mordashov ; Accord entre M. Mordashov et Mittal Steel ou l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel	<p>(a) Si des actions d'Arcelor sont émises au profit de M. Mordashov ou de toute entité affiliée à M. Mordashov conformément au SAA, ou de toute autre partie ayant formulé une Proposition d'Acquisition sans que Mittal Steel et l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel aient convenu par écrit d'une telle émission d'actions préalablement à sa réalisation, les dispositions prévues sous les titres " Gouvernance d'Entreprise" et "Indépendance de la Société" du présent accord prendront fin. Dans l'hypothèse où (i) M. Mordashov ou toute société qui lui serait liée aurait acquis des actions Arcelor conformément au SAA, (ii) aurait exercé la faculté</p>

de débouclage prévu par celui-ci et (iii) ne détiendrait en conséquence plus, directement ou indirectement, aucune des actions Arcelor ainsi acquises, les dispositions du présent MoU intitulées “Gouvernement d’entreprise” et “Indépendance de la Société” retrouveraient immédiatement leur plein effet.

- (b) Tout accord entre M. Mordashov ou toute entité affiliée à M. Mordashov d’une part, et Mittal Steel ou l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel ou toute entité affiliée à ceux-ci d’autre part, nécessitera l’approbation préalable d’une majorité simple des Administrateurs Indépendants d’Arcelor. A l’issue de la réalisation de l’Offre Révisée, dans l’hypothèse où M. Mordashov ou toute entité qui lui serait liée aurait acquis des actions Arcelor au titre du SAA, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel pourrait librement mener des discussions avec M. Mordashov afin de trouver une solution à cette situation. Les administrateurs indépendants nommés au Conseil d’administration de la Société seront informés et consultés sur les solutions envisagées par l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel et l’Actionnaire de Contrôle Mittal pourra librement mettre en œuvre ces solutions, à moins que deux tiers des Administrateurs Indépendants ne s’y opposent.

INDEPENDANCE DE LA SOCIETE

18. Conventions réglementées

Toute transaction conclue entre la Société (y compris ses filiales) et un des ses administrateurs ou un de ses affiliés sera conclue à des conditions normales et, si elle est significative, nécessitera l’autorisation des Administrateurs Indépendants.

19. Préservation de l’indépendance de la Société

- (a) Pendant toute la Période, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel n’augmentera pas sa représentation au Conseil d’administration de la Société, ne révoquera aucun membre du Conseil d’administration (qui n’aurait pas été nommé par lui) et ne tentera pas de modifier la composition ou la taille du Conseil d’administration de la Société.
- (b) A l’issue de la Période, et sous réserve des dispositions des statuts, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel pourra bénéficier d’une représentation au Conseil d’administration de la Société proportionnelle à sa participation.
- (c) Le Conseil d’administration de la Société pourra occasionnellement requérir l’assistance d’experts dans la mesure qu’il jugera nécessaire et appropriée pour toute décision stratégique majeure.

20. *Standstill* (Plafonnement de participation)

- (a) Durant la durée de l’Offre Révisée, Mittal Steel, ses affiliés, conseils ou représentants ne discuteront ou ne négocieront pas avec un tiers une prise de participation directe ou indirecte par ce tiers à une offre ou une acquisition d’Arcelor, une fusion, un apport d’actifs, une recapitalisation ou une transaction capitalistique relative au capital d’Arcelor, sans l’autorisation préalable du conseil d’administration de Arcelor. Mittal Steel sera libre d’acquérir des actions à l’issue du Règlement-Livraison de l’Offre Révisée, sur le marché ou par tout autre moyen.
- (b) L’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel s’engage à ne pas

acquérir, directement ou indirectement, sans l'autorisation écrite préalable de la majorité des Administrateurs Indépendants du Conseil d'administration de la Société, la propriété ou le contrôle d'un nombre d'actions représentant un pourcentage du capital social de la Société supérieur au pourcentage d'actions de la Société qu'il détiendra ou contrôlera à l'issue de l'Offre Révisée et d'une offre ultérieure ou d'un retrait obligatoire (le « Seuil Pertinent »). Dans l'hypothèse où l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel viendrait à détenir ou contrôler un nombre d'actions dans la Société supérieur au Seuil Pertinent, alors l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel s'engage à ramener rapidement sa participation en deçà du Seuil Pertinent et ne pourra exercer les droits de vote attachés aux actions détenues en excès du Seuil Pertinent. Nonobstant les dispositions ci-dessus, dès l'instant où l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel viendrait à détenir directement ou indirectement moins de 45% des actions de la Société alors émises (la "Limite de 45%"), l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel serait autorisé à acheter sur le marché ou autrement, des actions de la Société dans la Limite de 45%.

- (c) Nonobstant les dispositions du paragraphe (a), l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel sera autorisé à franchir le Seuil Pertinent ou la Limite de 45%, selon le cas, si ce franchissement résulte (i) de la souscription d'actions ou de droits proportionnelle à sa participation existante dans la Société dans l'hypothèse où d'autres actionnaires n'auraient pas exercé leurs droits ; (ii) d'un franchissement de seuil passif résultant d'une réduction du nombre d'actions (par exemple, du fait d'une OPRA, d'un programme de rachat d'actions etc), si et seulement si (en ce qui concerne le (ii) seulement), alors que la décision de mise en oeuvre a été prise lors d'une assemblée générale d'actionnaires, l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel s'est abstenu de voter, et si et seulement si (en ce qui concerne le (ii) seulement), alors que la décision de mise en oeuvre a été prise par le Conseil d'administration de la Société, la résolution a été approuvée par la majorité des Administrateurs Indépendants ; à condition toutefois que, dès lors que l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel franchit le Seuil Pertinent ou La Limite de 45%, selon le cas, du fait d'un évènement sociétaire décrit en (i) ou (ii) ci-dessus, il ne pourra augmenter le pourcentage d'actions qu'il détient ou contrôle d'une autre façon que celles décrites en (i) ou (ii) ci-dessus ou avec l'autorisation écrite préalable de la majorité des Administrateurs Indépendants du Conseil d'administration de la Société ; et à condition par ailleurs que si par la suite l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel ramène sa participation en deçà du Seuil Pertinent ou de la Limite de 45%, selon le cas, il ne pourra franchir le Seuil Pertinent ou de la Limite de 45%, selon le cas, autrement que du fait d'un évènement sociétaire décrit en (i) ou (ii) plus haut, ou avec l'autorisation écrite préalable de la majorité des Administrateurs Indépendants du Conseil d'administration de la Société.
- (d) Nonobstant les dispositions du paragraphe (a), l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel sera également autorisé à franchir le Seuil Pertinent ou la Limite de 45%, selon le cas, dans l'hypothèse où un tiers, agissant seul ou de concert, aurait annoncé une offre publique d'achat visant les actions de la Société, à condition que (i)

l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel a obtenu l’autorisation écrite préalable de la majorité des Administrateurs Indépendants du Conseil d’administration de la Société, ou (ii) l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel franchit l’un de ces seuils par le biais d’une offre publique d’achat portant sur l’intégralité des actions de la Société.

21. Engagement de conservation

- (a) A l’exception de ce qui est prévu au paragraphe (b) ci-dessous, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel consentira, pour une période de 5 ans à compter de la date de règlement-livraison de l’Offre Révisée (la « **Période de Lock-up** ») à ne transférer (et il empêchera les membres de son groupe de transférer) directement ou indirectement aucune action de sa Société sans l’accord de la majorité des Administrateurs Indépendants, sauf dans le cadre d’une proposition d’acquisition par un tiers recommandée par la majorité des Administrateurs Indépendants et/ou en cas d’apport par l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel d’actions de la Société à la Société elle-même dans le cadre d’une Offre Publique de Rachat d’Actions (« OPRA »).
- (b) Après le 2ème anniversaire de la date de règlement-livraison de l’Offre Révisée et jusqu’à l’expiration de la Période de Lock-up, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel sera autorisé à céder, sans que l’accord de la majorité des Administrateurs Indépendants ne soit exigé, jusqu’à 5% du capital de la Société en circulation à cette date.

22. Autres dispositions

- (a) A condition que la dérogation au dépôt d’une offre publique obligatoire prévu par le droit luxembourgeois, mentionnée au paragraphe 1(c), ait été obtenue et n’ait pas été contestée avec succès devant les tribunaux, la Société sera domiciliée et son siège localisé au Luxembourg. Les parties devront fournir leurs meilleurs efforts afin d’obtenir des autorités luxembourgeoises le niveau de confort approprié pour la domiciliation et la localisation du siège social de la Société au Luxembourg.
- (b) Le nom de la société deviendra « Arcelor-Mittal »

23. Non-concurrence

Aussi longtemps que l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel détiendra ou contrôlera au moins 15% des actions en circulation de la Société ou que la Société disposera de membres du Conseil d’administration ou de la Direction générale nommés par lui, l’Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel et ses affiliés (autres que Mittal Steel ou les membres de son groupe) ne seront pas autorisés à investir dans ou à poursuivre des activités concurrentes avec celles de la Société, à l’exception de Harley Indonésie.

DECLARATIONS ET GARANTIES

24. Déclarations et garanties

- (a) Mittal Steel et Arcelor se consentent mutuellement les déclarations et garanties figurant en Annexe A aux présentes.
- (b) Les déclarations et garanties figurant en Annexe A aux présentes seront résiliées de plein droit et n’auront plus d’effet pour le futur à compter de clôture de l’Offre Révisée. En cas de violation significative des déclarations et garanties données par Arcelor, Mittal Steel ne pourra au titre du présent MoU prétendre qu’au

retrait de l'Offre Révisée ou à la résiliation unilatérale dudit MoU. En cas de violation significative des déclarations et garanties données par Mittal Steel, Arcelor ne pourra au titre du présent MoU prétendre qu'au retrait de la Recommandation ou à la résiliation unilatérale dudit MoU.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES

25. Opérations pendant la période intermédiaire

Jusqu'à (i) la réalisation de l'Offre Révisée ou (ii) en cas de résiliation du présent MoU, la résiliation du MoU, Mittal Steel et Arcelor poursuivront chacun leurs activités respectives dans le cadre normal de ces dernières, conformément à leurs pratiques respectives.

26. Coopération en matière réglementaire

- (a) Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 29, les parties fourniront leurs meilleurs efforts afin d'obtenir toutes les autorisations réglementaires requises au titre de l'Offre révisée, étant entendu que toute cession d'une branche d'activité ou d'actifs d'Arcelor ou de Mittal Steel devra être discutée et acceptée par les parties de bonne foi, en tenant compte des droits des actionnaires minoritaires d'Arcelor ou de Mittal Steel, selon le cas, et des intérêts sociaux d'Arcelor et de Mittal Steel.
- (b) Mittal Steel et Arcelor fourniront leurs meilleurs efforts afin d'obtenir, aussi rapidement que possible après la conclusion de ce MoU, une dérogation au dépôt d'une offre publique obligatoire, prévue par l'article 5 de la loi luxembourgeoise du 22 mai 2006 relative aux offres publiques d'achat, dans le cas d'un éventuel franchissement du seuil du tiers dans Arcelor par l'Actionnaire de contrôle Mittal Steel si sa participation venait à être diluée en dessous du seuil de 33,33 % après la réalisation de l'Offre Révisée à la suite de l'émission de nouvelles actions Arcelor afin de lui permettre de restaurer sa participation à un seuil supérieur au tiers.

27. Non sollicitation

- (a) A l'exception de ce qui est prévu au titre du présent MoU ou en relation avec une Proposition Supérieure, ni Arcelor, ni aucune personne agissant pour son compte, seul ou de concert, ne devra ni solliciter ou offrir, ni engager ou poursuivre aucune discussion ou négociation, ni conclure aucun accord en relation avec toute « Proposition d'Acquisition », y compris avec M. Mordashov, SeverStal, tout affilié de M. Mordashov ou de SeverStal ou toute personne agissant de concert avec l'une quelconque de ces personnes ou pour leur compte (étant expressément convenu entre les parties qu'Arcelor pourra poursuivre des discussions avec M. Mordashov en relation avec la mise en œuvre du SAA tel que ce dernier le prévoit). « Proposition d'Acquisition » signifie toute proposition ou offre formulée par toute personne autre que Mittal Steel en relation avec toute (i) offre publique d'achat ou d'échange impliquant des actions Arcelor, (ii) fusion, consolidation ou combinaison d'activité impliquant Arcelor, (iii) l'acquisition ou la cession directe ou indirecte d'une part significative des actifs d'Arcelor, (iv) recapitalisation ou restructuration d'Arcelor, ou (v) l'acquisition de tout titre Arcelor, ou de tout intérêt bénéficiaire sur des titres Arcelor, ou de tout droit à conversion ou échange en titre Arcelor, que ce soit par apport, échange, émission ou de toute autre

manière. « Proposition Supérieure » signifie (i) une offre non sollicitée, complète et ferme, (ii) dont le financement est démontré publiquement, (iii) soumise uniquement à la recommandation du Conseil d'administration d'Arcelor, (iv) ayant été annoncée publiquement et officiellement déposée auprès de toutes les autorités compétentes de l'Union Européenne, (v) visant une offre supérieure et (vi) dont le conseil d'administration d'Arcelor (après consultation de ses conseils financiers et juridiques) a validement déterminé comme aboutissant à une offre supérieure de la part d'un offrant capable de mener à terme une telle offre supérieure.

- (b) Aprilla ne pourra pas retirer ou modifier sa recommandation de l'Offre Révisée ou approuver ou recommander aucune Proposition d'Acquisition, sauf s'il s'agit d'une Offre Supérieure.

28. Régime applicable aux stock-options

Sans préjudice de la possibilité pour Arcelor de déclarer exerçables les stock options par anticipation dans le cadre de l'Offre Révisée, étant entendu qu'à cet égard Arcelor mettra en œuvre des efforts raisonnables afin de limiter le coût fiscal et social d'une telle mesure pour Arcelor, les stock options d'Arcelor resteront en place de façon à ce que les titulaires desdites options en conservent le bénéfice à l'issue de la Fusion Post Offre. Au cas où la fusion ne pouvait être réalisée pour quelque raison que ce soit avant le 30 juin 2007 ou à tout moment avant cette date, Mittal Steel accepte de mettre en place un mécanisme de liquidité permettant aux titulaires desdites options, après l'expiration des périodes de blocage fiscal applicable, d'échanger les actions Arcelor résultant de l'exercice desdites options contre des actions Mittal Steel sur la base du ratio figurant au paragraphe 1(a)(i) ci-dessus.

29. Conservation de Dofasco et de Thüringen

- (a) Les parties admettent qu'en dépit de longues discussions et d'efforts importants, elles n'ont pas été en mesure de s'accorder sur la cession finale de Dofasco. Dans le cadre des discussions, Mittal Steel a insisté sur le fait qu'elle avait pris des engagements relatifs à la vente de Dofasco par Arcelor, que Dofasco n'était pas stratégiquement nécessaire ou important pour le groupe combiné étant données les activités existantes de Mittal Steel en Amérique du Nord, et a fortement insisté auprès d'Arcelor pour que soit dissoute la Strategic Steel Stichting qui détient actuellement Dofasco afin de permettre sa cession. En réponse Arcelor a fortement insisté sur le fait qu'elle considérait Dofasco comme un investissement de grande valeur et stratégiquement important pour Arcelor et le groupe combiné en dépit des activités existantes de Mittal Steel en Amérique du Nord, que conformément à ses déclarations réaffirmées elle considère que le maintien de Dofasco au sein du groupe est conforme à l'intérêt social d'Arcelor et que la vente de Dofasco serait contraire à celui-ci, qu'elle ne contrôle pas la Stichting et qu'elle n'allait pas et ne pouvait pas, dans le cadre du présent MoU ou ailleurs, s'engager à dissoudre la Stichting et à céder Dofasco. Eu égard à ce sérieux désaccord et afin de permettre le lancement de l'Offre Révisée dans l'intérêt de leurs actionnaires respectifs, les Parties ont convenu qu'en cas de succès de l'Offre Révisée, Mittal Steel soumettra de nouveau la question de la cession de Dofasco au Conseil d'administration d'Arcelor pour un nouvel examen et discussion. Toute décision de dissoudre la Stichting et de vendre Dofasco est en premier lieu soumise à l'approbation du Conseil d'administration d'Arcelor qui, comme

condition essentielle à la participation d'Arcelor à l'opération, ne considérera la question qu'au regard de l'intérêt social d'Arcelor et, en second lieu, à l'approbation unanime de la Stichting.

- (b) Mittal Steel emploiera ses meilleurs efforts afin de rester propriétaire de Thüringen et Arcelor coopérera à cet effet.

30. Places de cotation

La Société restera cotée sur le NYSE et à Paris, Amsterdam, Brussels, Luxembourg et Madrid.

31. Assemblée générale extraordinaire de la Société

En cas de succès de l'Offre Révisée, les Assemblées Générales Extraordinaires de Mittal Steel et d'Arcelor seront convoquées dans les meilleurs délais. Les résolutions valablement présentées à l'ordre du jour de chacune de ces deux assemblées seront :

- (a) Modification des Statuts afin de refléter ce qui suit :
 - (i) le nombre maximum d'administrateurs est fixé à 18 ;
 - (ii) les membres du Conseil d'administration n'auront pas de fonctions exécutives
 - (iii) au moins la moitié du Conseil d'administration sera composé d'administrateurs indépendants ;
 - (iv) le Comité d'Audit sera composé uniquement d'administrateurs indépendants ;
 - (v) nonobstant les autres stipulations des statuts, l'actionnaire de contrôle de Mittal Steel sera représenté au conseil d'administration en proportion de sa participation ;
 - (vi) Les statuts de Mittal Steel, Arcelor et de la Société pourront être modifiés par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires aux conditions de quorum et de majorité prévues par les droits néerlandais et luxembourgeois à cet effet, à l'exception des stipulations relatives aux règles énoncées ci-dessus, qui ne pourront être modifiées qu'avec l'assentiment d'une majorité des 2/3 des droits de vote de Mittal Steel, Arcelor ou de la Société, selon le cas.
- (b) l'élection des membres initiaux du Conseil d'administration nommés par Mittal Steel et Arcelor tel que cela est prévu par le présent MoU ; et
- (c) la réduction du capital autorisé d'Arcelor après la réalisation de l'Offre Révisée au montant de son capital émis (à l'exclusion des actions devant être émises dans le cadre du SAA, mais comprenant les actions devant être émises au titre des stock options et des OCEANES à échéance 2017 en circulation).

32. Communication publique

A l'exception de ce qui pourrait être requis par les lois applicables, le calendrier de communication et le contenu de toute annonce, communiqué de presse, ou tout autre déclaration publique concernant ce MoU ou tout autre accord conclu entre Mittal Steel et Arcelor seront déterminés au préalable d'un commun accord entre les parties.

TERME

33. Terme

Le présent MoU ne deviendra effectif qu'à compter de la date des présentes et pourra être résilié avant la réalisation de l'Offre Révisée :

- (i) par accord mutuel écrit des Parties ;
- (ii) par Mittal Steel ou Arcelor, dans l'hypothèse où Mittal Steel retirerait l'Offre Révisée en raison de l'absence de levée ou de réalisation de l'une quelconque des Conditions de l'Offre ;
- (iii) par Mittal Steel ou Arcelor, en cas de violation significative des déclarations et garanties mutuellement consenties ;
- (iv) par Arcelor, en cas d'inexécution significative de ce MoU par Mittal Steel ou l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel s'il n'est pas remédié rapidement à cette inexécution après notification et dans tous les cas dans les cinq jours de l'inexécution ;
- (v) par Mittal Steel, en cas d'inexécution significative de ce MoU par Arcelor s'il n'est pas remédié rapidement à cette inexécution après notification et dans tous les cas dans les cinq jours de l'inexécution ;
- (vi) par l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel, en cas d'inexécution significative de ce MoU par la Société s'il n'est pas rémédié rapidement à cette inexécution après notification et dans tous les cas dans les cinq jours de l'inexécution ;
- (vii) par Arcelor en cas de Changement Défavorable Significatif relatif à Mittal Steel ;
- (viii) par Mittal Steel en cas de Changement Défavorable Significatif relatif à Arcelor, étant entendu que pour les besoins du présent paragraphe, « Changement Défavorable Significatif » “Changement Défavorable Significatif” désigne tout événement exceptionnel concernant Arcelor ou toute action entreprise par Arcelor (à l'exclusion des événements et actions résultant du présent MoU ou d'une action entreprise par Mittal Steel) qui altère significativement la substance d'Arcelor, les fondamentaux économiques de l'Offre ou qui affecte significativement et négativement la capacité d'Arcelor à réaliser l'Offre Révisée. ;
- (ix) Par Mittal Steel en cas de retrait de la recommandation de l'Offre Révisée résultant de l'Offre Supérieure et émise par le Conseil d'administration d'Arcelor.

DIVERS

34. Exécution forcée

En cas de violation par l'Actionnaire de Contrôle de Mittal Steel des engagements consentis au bénéfice de la Société ou d'Arcelor ou des parties prenantes d'Arcelor à la suite de la réalisation de l'Offre Révisée, le MoU

devra pouvoir être exécuté par les administrateurs indépendants agissant au nom de la Société.

35. Loi applicable

Cet accord sera régi par les lois de l'Etat luxembourgeois à l'exclusion de toute règle de conflits de lois.

36. Juridiction

Toute contestation relative à la conclusion ou à l'exécution des obligations contenues dans le présent MoU, son interprétation et sa validité seront soumis à arbitrage selon les règles de la Chambre de Commerce Internationale. La langue d'arbitrage sera l'anglais et l'arbitrage aura lieu à Bruxelles.

ANNEXE A
Déclarations et Garanties

A l'exception de ce qui a été expressément déclaré et garanti par une Partie à l'égard de l'autre ou ce qui a été publiquement révélé par la Partie concernée, Mittal Steel et Arcelor (chacune en qualité de « **Partie Déclarante** ») déclarent et garantissent l'une envers l'autre l'exactitude de ce qui suit à la date du présent MoU.

1. Organisation, Pouvoir et Capacité des Parties et de leurs Filiales

(a) La Partie Déclarante et chacune de ses Filiales a été dûment immatriculée ou organisée, existe valablement en tant que personne morale régulièrement constituée, organisée, immatriculée et financièrement solvable (pour les juridictions reconnaissant le concept) selon les lois de son lieu d'immatriculation, et dispose de tout pouvoir et toute capacité requis pour prendre part à ce MoU, effectuer les obligations contenues dans les présentes et réaliser les opérations prévues dans ce MoU. La validation et la livraison de ce MoU par la Partie Déclarante, l'accomplissement par la Partie Déclarante des obligations contenues dans les présentes, et la réalisation par la Partie Déclarante des opérations prévues dans ce MoU ont été dûment autorisées par la Partie Déclarante et aucune autre procédure n'est requise. Ce MoU a été dûment validé et remis par la Partie Déclarante, et ce MoU (étant présumé que les autres Parties l'ont dûment autorisé, validé et livré) constitue pour les Parties une obligation légale, valable et ayant force exécutoire, opposable à chaque Partie Déclarante conformément à ses termes, à l'exception de certaines restrictions liées à la faillite, l'insolvabilité, la réorganisation, le moratoire, la cession frauduleuse ou toute autre Loi applicable similaire que ce soit à ce jour ou par la suite, affectant l'opposabilité des droits des créanciers en général et nécessitant l'intervention d'un tribunal compétent pour l'attribution de réparations équitables. Par « Filiale », est entendue toute entité sous le contrôle direct ou indirect (tel que défini par la loi du Luxembourg du 10 août 1915) de la Partie Déclarante et dont le chiffre d'affaires (non consolidé) au cours de l'exercice fiscal 2005, représente plus de 1 % du chiffre d'affaires consolidé de la Partie Déclarante au cours du même exercice.

(b) La Partie Déclarante et chacune de ses Filiales est dûment habilitée à mener des activités commerciales dans tous leurs aspects significatifs (et est en état de solvabilité financière auprès de chaque juridiction reconnaissant le concept) dans chaque juridiction auprès de laquelle elle est propriétaire ou locataire de biens substantiels ou conduit toute activité commerciale substantielle et qu'une telle qualification est requise, à l'exception des cas où la défaillance dans la réalisation ne devrait raisonnablement pas produire des Effets Défavorables Significatifs.

Par « Effets Défavorables Significatifs », est entendu tout événement exceptionnel relatif à la Partie Déclarante et à ses Filiales, prises dans leur ensemble, ou toute action de la Partie Déclarante (dans les deux cas, autre que résultant des termes du MoU ou des actions de l'autre partie) qui altère significativement les aspects substantiels de la Partie Déclarante et ses Filiales, prises dans leur ensemble, ou qui affecte substantiellement ou de façon défavorable les aspects financiers de l'Offre révisée.

2. Structure du capital

(a) Mittal Steel déclare et garantit par les présentes qu'à la date de celles-ci, Mittal Steel a émis et a en circulation au 31 mars 2006 255 401 673 Actions de Classe A et 457 490 210 Actions de Classe B, dont 8 751 388 Actions de Classe A autodétenues par Mittal Steel. A l'exception de ce qui a été établi ci-dessus et de ce qui a été publiquement révélé, il n'existe pas d'autres (a) autorisation, émission d'actions ou actions de Mittal Steel en circulation, (b) titres de Mittal Steel convertibles ou échangeables en actions de Mittal Steel, (c) garanties, options d'achat, options ou tout autre droit d'acquérir de Mittal Steel ou de souscrire à celle-ci ou l'une de ses Filiales, ou tout engagement de Mittal Steel ou de l'une de ses Filiales d'émettre toute action ou tout titre convertible ou échangeable en actions de Mittal Steel, ou (d) engagements en cours de Mittal Steel de racheter, rembourser ou acquérir de toute autre manière de tels titres, ou d'émettre, livrer ou vendre, ou causant l'émission, la livraison ou la vente de tels titres. Toutes les actions de Mittal Steel ont été valablement émises et sont entièrement libérées.

(b) Arcelor déclare et garantit par les présentes qu'à la date de celles-ci, Arcelor a émis et a en circulation 639 774 327 actions et 360 225 673 actions autorisées mais non émises. A l'exception de ce qui a été établi ci-dessus et sous réserve des déclarations publiques de la Société, il n'existe pas d'autres (a) autorisation, émission d'actions ou actions d'Arcelor en circulation, (b) titres d'Arcelor convertibles ou échangeables en actions d'Arcelor, (c) garanties, options d'achat, options ou tout autre droit d'acquiescer d'Arcelor ou de souscrire à celle-ci ou l'une de ses Filiales, ou tout engagement d'Arcelor ou de l'une de ses Filiales d'émettre toute action ou tout titre convertible ou échangeable en actions d'Arcelor, ou (d) engagements en cours d'Arcelor de racheter, rembourser ou acquiescer de toute autre manière de tels titres, ou d'émettre, livrer ou vendre, ou causant l'émission, la livraison ou la vente de tels titres. Toutes les actions d'Arcelor ont été valablement émises et sont entièrement libérées.

3. Consentements et Agréments

(a) Aucune violation à l'exception de ce qui est prévu dans ce MoU et, à l'exception des cas où l'enregistrement, le dépôt ou la notification, ou l'obtention de tout permis, autorisation, consentement ou agrément de toute Autorité Gouvernementale est refusé (tout ce qui précède étant considéré comme un « Consentement »), (i) n'empêcherait ou ne différerait pas significativement la réalisation des opérations prévues par les présentes ou n'empêcherait pas la Partie Déclarante de réaliser ses obligations dans tous leurs aspects substantiels conformément à ce MoU ou (ii) n'aurait pas un Effet Défavorable Significatif, individuellement ou dans l'ensemble, le Consentement de toute Autorité Gouvernementale n'étant pas requis pour l'exécution et la livraison de ce MoU par la Partie Déclarante.

(b) Ni la validation, la livraison ou l'exécution de ce MoU par la Partie Déclarante, ni la réalisation des opérations prévues dans les présentes par la Partie Déclarante, ne devrait (i) enfreindre ou entrer en conflit avec toute disposition des Statuts de la Partie Déclarante ou de l'une de ses Filiales, (ii) aboutir à une violation ou une rupture, ou constituer un manquement ou permettre de se prévaloir d'un quelconque droit de résiliation, annulation, assignation, paiement, accélération, changement des droits de contrôle, suspension ou révocation selon toute disposition de tout engagement, sûreté, accord, contrat ou tout autre instrument ou obligation auquel la Partie Déclarante ou une de ses Filiales est partie, ou par n'importe lequel de ces instruments qui la lierait, (iii) enfreindre une quelconque Loi, à l'exception des cas où les clauses (ii) et (iii) relatives aux violations, ruptures, manquements, résiliations, annulations, assignations, paiements, accélérations, changement des droits de contrôle, suspensions ou révocations qui, individuellement ou dans l'ensemble, (x) n'auraient pas un Effet Défavorable Significatif, (y) ne diminueraient pas la capacité de la Partie Déclarante de réaliser ses obligations dans tous leurs aspects substantiels conformément à ce MoU, ou (z) empêcherait ou différerait significativement la réalisation des opérations prévues par les présentes.

4. Dépôts d'Echanges Applicables ; Etats Financiers ; Listings d'Echanges Applicables

(a) Le bilan consolidé audité de la Partie Déclarante et ses Filiales pour les années fiscales closes les 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005 et chaque compte de résultat consolidé audité s'y rapportant, bénéfices non distribués, capitaux propres et *cash-flow* de la Partie Déclarante et de ses Filiales, avec toutes les annexes et programmes s'y rapportant (collectivement, les « Etats Financiers Audités »), (i) ont été élaborés conformément aux livres de comptes et autres archives financières de la Partie Déclarante et ses Filiales, (ii) donnent une image fidèle de la situation financière consolidée dans tous ses aspects significatifs, des résultats d'exploitation, actifs, passifs et *cash-flow* de la Partie Déclarante et de chacune de ses Filiales aux dates ou pour les périodes couvertes par les présentes, et (iii) ont été élaborés conformément aux normes IFRS, IAS et US GAAP en vigueur, appliquées sur une base compatible avec les périodes passées.

(b) Les états financiers non audités de la Partie Déclarante et de ses Filiales consolidées pour la période des trois mois se terminant le 31 mars 2006 (les « Etats Financiers Non Audités »), ont été élaborés conformément aux mêmes normes comptables que celles utilisées pour élaborer les Etats Financiers Audités de la Partie Déclarante, appliquées sur une base compatible, et donnant une image fidèle de la situation financière consolidée, des résultats d'exploitation, actifs, passifs et *cash-flow* de la Partie Déclarante et de chacune de ses Filiales à la date et pour la période telle que mentionnée par les présentes.

(c) Depuis le 1er janvier 2006, ni la Partie Déclarante ou l'une de ses Filiales, ni aucun Représentant de la Partie Déclarante ou de l'une de ses Filiales n'a reçu une quelconque plainte écrite significative, allégation, assertion ou réclamation relative aux méthodes comptables ou d'audit de la

Partie Déclarante ou de l'une de ses Filiales, ou concernant leurs contrôles internes respectifs, y compris toute plainte écrite significative, allégation, assertion ou réclamation que la Partie Déclarante ou l'une de ses Filiales aurait engagé relativement à des méthodes comptables ou d'audit douteuses.

(d) Mittal Steel déclare et garantit que, depuis le 1er janvier 2003, Mittal Steel est soumis à l'Euronext Amsterdam et a déposé auprès de l'*U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC ») tous les formulaires, rapports et documents devant être soumis ou déposés conformément aux lois et réglementations néerlandaises, aux réglementations de l'Euronext Amsterdam, de l'*U.S. Securities Act* et de l'*U.S. Exchange Act*, et ces derniers, en vertu de leur dates respectives de soumission ou de dépôt, se conforment dans tous leurs aspects significatifs aux lois et réglementations néerlandaises, aux réglementations d'Euronext Amsterdam, à l'*U.S. Securities Act* et à l'*U.S. Exchange Act* (les dépôts de Mittal Steel effectués à la date ou avant la date des présentes sont mentionnés comme les « Soumissions Précontractuelles de Mittal Steel »). Aucune des Soumissions Précontractuelles de Mittal Steel, aux dates respectives auxquelles elles furent soumises aux autorités néerlandaises compétentes ou à l'Euronext Amsterdam et déposées auprès de la SEC, ne comportait un état infidèle d'un fait significatif ou omettait de rapporter un fait significatif requis devant être établi ou nécessaire pour en dresser les états fidèles, à la lumière des circonstances dans lesquelles ils ont été faits.

(e) Arcelor déclare et garantit que, depuis le 1er janvier 2003, Arcelor est soumise au *Luxembourg Stock Exchange*, à l'Euronext Paris, à l'Euronext Bruxelles et au *Spanish Stock Exchange* et a déposé toute information, tous formulaires, rapports et documents devant être soumis conformément aux lois et réglementations en vigueur au Luxembourg, en France, en Belgique et en Espagne, et aux réglementations relatives à de tels échanges (les soumissions d'Arcelor déposées à la date ou avant la date des présentes sont mentionnées comme les « Soumissions Précontractuelles d'Arcelor »). Aucune des Soumissions Précontractuelles d'Arcelor, aux dates respectives auxquelles elles furent soumises aux autorités luxembourgeoises, françaises, belges et espagnoles compétentes, ne comportait un état infidèle d'un fait significatif ou omettait de rapporter un fait significatif requis devant être établi ou nécessaire pour en dresser les états fidèles, à la lumière des circonstances dans lesquelles ils ont été faits.

5. Non occurrence de certains changements ou événements

A l'exception des déclarations faites par la Partie Déclarante dans les Soumissions Précontractuelles de la Partie Déclarante ainsi que dans le présent MoU, la Partie Déclarante et ses Filiales ont conduit leurs affaires en « bon père de famille » et de la même façon que par le passé. Il n'est notamment survenu :

- (a) aucun Effet Défavorable Significatif ;
- (b) aucun changement significatif dans les méthodes de comptabilité ni dans les pratiques comptables de la Partie Déclarante et de ses Filiales, sauf lorsque ces changements résultaient d'une obligation légale ;
- (c) aucun remboursement, achat ou toute autre acquisition d'une quelconque action ou droit de vote par la Partie Déclarante, ni aucune promesse, provision ou paiement d'aucun dividende ou toute autre forme de distribution (que ce soit en numéraire, en action ou en un bien quelconque) en rapport avec ces actions ou droits de vote, à l'exception du versement annoncé d'un dividende en numéraire ; ni
- (d) aucune émission d'actions ou de droits de vote à l'exception de, dans le cadre (i) de l'exercice de stocks options existantes ou de tout autre plan salarial prévoyant l'attribution d'actions et (ii) de la conversion d'options ou d'obligations convertibles ou échangeables en actions.

6. Absence de Passifs Cachés

Aucun passif d'une quelconque sorte, échu ou non, potentiel ou non, identifié ou identifiable, n'est à la charge de la Partie Déclarante ou de ses Filiales et qui soit significatif pour la Partie Déclarante et ses Filiales prises dans leur ensemble, à l'exception (a) des passifs déclarés par la Partie Déclarante dans les Soumissions Précontractuelles de la Partie Déclarante, et (b) des passifs encourus par la Partie Déclarante dans le cadre du présent MoU et des opérations qui y sont envisagées et (c) des passifs que les normes comptables et les réglementations applicables n'imposent pas de déclarer.

7. Litiges

Aucune plainte, action, poursuite, ou procès n'a été, à la connaissance de la Partie Déclarante, ni n'est susceptible d'être intenté ou notifié à l'encontre de la Partie Déclarante ou de l'une de ses Filiales et qui pourrait affecter négativement l'un quelconque de leurs biens ou actifs significatifs, devant une Autorité Gouvernementale, une quelconque juridiction administrative, cour de justice ou tribunal arbitral et pouvant, individuellement ou collectivement, avoir un Effet Défavorable Significatif sur la Partie Déclarante, ou pouvant empêcher ou retarder la réalisation de l'Offre. Ni la Partie Déclarante ni aucune de ses Filiales ni aucun actif significatif de la Partie Déclarante ou de ses Filiales n'est sous le coup d'une quelconque ordonnance, assignation ou décret qui pourraient, individuellement ou dans leur ensemble, avoir un Effet Défavorable Significatif ou empêcher ou retarder significativement la réalisation de l'Offre.

8. Respect des lois

(a) Ni la Partie Déclarante ni aucune de ses Filiales n'a, au jour du présent MoU, été notifiée par écrit ou par une déclaration orale officielle d'une infraction significative à une quelconque loi ou réglementation.

(b) La Partie Déclarante et ses Filiales possèdent toutes les autorisations, licences, agréments, accords et ordonnances de toute Autorité Gouvernementale (les « Permis ») nécessaires ou requis pour que la Partie Déclarante et ses Filiales puissent mener leurs activités telles qu'elles sont menées à ce jour. Les Permis sont valides, (ii) la signature, la transmission et l'application du présent MoU et des opérations qui y sont mentionnées par la Partie Déclarante ne violera, ni n'entrera en conflit, ni ne résultera en une atteinte significative des Permis et (iii) ni la Partie Déclarante ni aucune de ses Filiales n'a reçu de notification écrite d'une quelconque suspension, annulation ou révocation d'un quelconque Permis et, à la connaissance de la Partie Déclarante, aucun Permis n'est arrivé à son terme, ou sur le point d'y arriver ou d'être échu avant la réalisation des Offres et (iv) ni la Partie Déclarante ni aucune de ses Filiales n'est en infraction grave au regard de l'un des Permis, à l'exception des cas où cette violation, ce conflit, cette infraction, cette suspension, cette annulation, cette révocation ou ce non respect ne pourraient pas raisonnablement être présumés produire, ou produisant, un Effet Défavorable Significatif.

(c) Ni la Partie Déclarante ni l'une de ses Filiales n'a reçu de notification écrite d'une action en cours ou, à la connaissance de la Partie Déclarante, n'est menacée par une Autorité Gouvernementale impliquant des allégations de non-conformité avec les lois en vigueur ou les autorisations de produit ou les règles, politiques ou directives de telles Autorités Gouvernementales concernant les produits ou le développement, la fabrication, la vente ou la distribution de leurs Produits et (ii) la Partie Déclarante et chacune de ses Filiales a déposé toutes soumissions significatives, notifications et rapports requis par de telles lois, autorisations de produit ou règles, politiques ou directives, autres que ceux qui ne pourraient pas raisonnablement être présumés produire, ou produisant, un Effet Défavorable Significatif.

(d) A la connaissance de la Partie Déclarante, ses propres directeurs et représentants ainsi que ceux de ces Filiales n'ont commis aucun acte pénalement répréhensible significatif. A la connaissance de la Partie Déclarante, les ressources utilisées par la Partie Déclarante pour acquérir des intérêts dans toute Filiale ou actif ne proviennent d'aucune activité illégale.

9. Impôts

En relation avec tous les impôts pour lesquels les prescriptions fixées n'ont pas expirées à la date des présentes : (a) la Partie Déclarante et chacune de ses Filiales ont déposés de façon opportune toutes les déclarations d'impôt et rapports devant être déposés auprès de toutes autorités fiscales pour les impôts de toute la période expirant à la date ou avant la date de ce MoU et ces déclarations d'impôt et rapports étaient complets et exacts dans tous leurs aspects significatifs ; (b) tous les impôts apparaissant comme payables dans ces déclarations et rapports ont été payés dans la mesure où ils étaient payables avant la date de ce MoU ; et (c) à la date de ce MoU, aucun manquement à un montant fiscal significatif n'a été réclamé ou imposé par une autorité fiscale à l'encontre de la Partie Déclarante ou l'une de ses Filiales.

10. Opérations avec les Affiliés

Il n'existe pas de montants dus, payables ou recevables, ou avancés par la Partie Déclarante ou l'une de ses Filiales, et aucune des Parties Déclarantes ou l'une de leurs Filiales n'est autrement un créancier ou un débiteur d'un quelconque affilié, dirigeant, mandataire social, employé ou l'une quelconque des Parties Déclarantes ou l'une de ses Filiales, autre que ce qui entre dans le cadre normal et habituel des relations contractuelles de ces personnes avec cette société.

2.2 **Proposition d'alliance stratégique entre Arcelor et SeverStal**

Il est rappelé qu'Arcelor avait conclu le 25 mai 2006 un contrat d'alliance stratégique ou *Strategic Alliance Agreement*, visant à l'acquisition par Arcelor des actifs sidérurgiques et miniers détenus par Alexey Mordashov, pour l'essentiel en Russie, en Italie et en Amérique du Nord. Au nombre des actifs apportés figurait en particulier une participation de 90% environ dans OAO SeverStal, premier groupe sidérurgique de Russie. En contrepartie de ces apports et d'un montant en numéraire de 1,25 milliard d'euros, M. Mordashov aurait reçu indirectement des actions Arcelor nouvellement émises représentant environ 32% du capital d'Arcelor (après apports).

La réalisation des opérations prévues à ce contrat d'alliance stratégique était soumise à un certain nombre de conditions. Notamment, il était prévu que le projet d'acquisition de SeverStal par Arcelor fasse l'objet d'une consultation des actionnaires d'Arcelor réunis en assemblée générale. Dans l'hypothèse où une majorité représentant plus de 50% du capital d'Arcelor aurait rejeté ce projet, chacune des parties aurait eu la possibilité de mettre fin au contrat.

Conformément à cette disposition, à la suite du rejet du projet le 30 juin 2006 par des actionnaires représentant environ 58% du capital d'Arcelor, la Société a mis fin le même jour au contrat d'alliance stratégique. Cette rupture ouvrira droit, au bénéfice de M. Mordashov, au versement d'une indemnité de résiliation d'un montant de 140 millions d'euros.

2.3 **Création de la « Strategic Steel Stichting »**

Le 3 avril 2006, la Société a transféré 89% de la participation qu'elle détenait indirectement, via la société holding 4313267 Canada Inc. ("Canada Inc."), dans la société canadienne Dofasco à une fondation de droit néerlandais (*stichting*) dénommée "Strategic Steel Stichting" (ci-après, "S3"). Le contrat emportant transfert des actions Dofasco est assorti d'un pacte d'actionnaires conclu entre Arcelor, S3 et Canada Inc. et des conditions administratives régissant le fonctionnement de S3.

L'objet statuaire de S3 porte principalement sur la gestion de la participation détenue par Arcelor dans Canada Inc., Dofasco et ses filiales et le maintien de cette participation à un niveau minimum de 89% du capital social de Dofasco en vue notamment d'assurer au mieux l'intégration de Dofasco et ses filiales au sein du Groupe et de protéger les actionnaires d'Arcelor contre la perte d'un actif stratégique.

Les documents de constitution de S3 prévoient qu'Arcelor conserve l'ensemble des prérogatives d'administration, de direction et de contrôle qui lui sont dévolues par les dispositions légales et statutaires applicables sur Canada Inc., Dofasco et ses filiales, à l'exception de toute décision portant sur le capital, les actifs, la gouvernance sociale ou le financement de Canada Inc., Dofasco et ses filiales emportant ou ayant un effet équivalent à celui d'une cession des actions de Dofasco ou de Canada Inc. ou d'une cession de tout ou une partie substantielle de leurs actifs à un tiers, laquelle décision relève de la compétence du conseil d'administration de S3.

Sous réserve de ce qui précède, Arcelor garde donc un contrôle exclusif sur Dofasco et a vocation à exercer seule les prérogatives liées à ce contrôle exclusif (notamment en ce qui concerne la stratégie de Dofasco et le contrôle de sa gestion). Arcelor conserve en outre tout le bénéfice économique et les droits financiers attachés à la participation acquise dans Dofasco.

S3 est dirigé par un conseil d'administration. Le statut des administrateurs de S3 a été défini de façon à permettre à celle-ci de remplir sa mission conformément à son objet social et en toute indépendance. Les premiers administrateurs de S3 sont au nombre de 3 : Frederik Van Bladel, actuel Directeur Juridique du Groupe, et deux administrateurs indépendants, Allan Tuttle et Robert Hurdy. Ils pourront nommer par eux-mêmes de nouveaux administrateurs par voie de cooptation.

Suite à la recommandation de l'Offre par le Conseil d'administration d'Arcelor, le conseil d'administration de S3 pourrait décider de restituer au Groupe la participation détenue dans Dofasco et de dissoudre la fondation.

2.4 Clauses de changement de contrôle

2.4.1 Contrats commerciaux

Arcelor et les sociétés de son Groupe sont parties à des accords de partenariats et de collaboration conclus avec différents partenaires commerciaux. Arcelor a identifié deux contrats significatifs qui contiennent des clauses de changement de contrôle :

- un accord d'alliance stratégique mondiale conclu initialement entre Nippon Steel et Usinor le 22 janvier 2001, puis transféré à Arcelor le 22 avril 2002. En application de ce contrat les deux sociétés entendent mettre en place une coopération visant à accroître leur compétitivité respectives et utiliser au mieux leurs ressources à travers la mise en place d'une politique de recherche et développement en commun et la concession de licences entre les 2 partenaires (pour une description détaillée de cette alliance voir la section 16 du chapitre 3 de la note d'information). En cas de mise en œuvre par Nippon Steel des clauses de changement de contrôle ce dernier aurait la possibilité de résilier de manière unilatérale l'accord ainsi que les autres contrats découlant de son exécution (notamment les accords de licence et de recherche et développement en commun),
- un accord de licence d'exploitation exclusive d'un procédé de fabrication d'acier revêtu pour boîtes boissons qui consiste en une « coextrusion » d'acier co-laminé à sec conclu entre Arcelor Packaging International (ci-après « API ») et Toyo Kohan le 8 février 2005. En cas de mise en œuvre de la clause de changement de contrôle par Toyo Kohan ce dernier peut résilier de manière unilatérale l'accord de licence et interdire l'exploitation de la technologie donnée en licence ou la commercialisation des produits couverts par la dite licence.

La mise en œuvre par l'un quelconque des co-contractants visés ci-dessus de la clause de résiliation anticipée en cas de changement du contrôle d'Arcelor est susceptible d'avoir une incidence sur l'appréciation ou l'issue de l'Offre. Il n'est cependant pas possible pour Arcelor, d'évaluer avec certitude l'incidence exacte des dites clauses sur l'issue ou l'appréciation de l'Offre.

2.4.2 Contrats financiers

Par ailleurs, certains contrats de financement significatifs conclus pour le compte du Groupe contiennent des clauses d'exigibilité anticipée des sommes empruntées en cas de changement de contrôle d'Arcelor ou en cas de violation des engagements financiers pris dans le cadre de ces contrats, ces contrats sont décrits ci-dessous :

Type d'emprunt	Montant total de l'engagement	Montant tiré au 30 mars 2006	Date	Définition du changement de contrôle
Contrat d'emprunt	4 milliards d'euros	0 euro	30 mars 2006	Acquisition de 40% des droits de vote
Garantie syndiquée	311 millions d'euros	259,3 millions d'euros	27 juillet 2005	Acquisition de 50% des droits de vote
Contrat de financement	125 millions d'euros	125 millions d'euros	6 juillet 2005	Acquisition de 50% des droits de vote
Ligne de crédit renouvelable	60 millions d'euros	60 millions d'euros	15 juin 2005	Acquisition de 50% des droits de vote
Ligne de crédit renouvelable	450 millions d'euros	250 millions d'euros	22 avril 2005	Acquisition de 50% des droits de vote
Ligne de crédit renouvelable	3 milliards d'euros	0 euro	9 février 2005	Acquisition de 50% des droits de vote
Ligne de crédit renouvelable	50 millions d'euros	0 euro	15 septembre 2003	Acquisition de 50% des droits de vote
Placement privé US	120 millions de dollars US	120 millions de dollars US	29 août 2003	Acquisition de 50% des droits de vote et défaut de confirmation du maintien de la notation antérieure au changement de contrôle
Acte de substitution de débiteur	107,5 millions d'euros	102,3 millions d'euros	13 juin 2003	Acquisition de 50% des droits de vote
Acte de substitution de débiteur	9,3 millions d'euros	9,3 millions d'euros	13 juin 2003	Acquisition de 50% des droits de vote
Acte de substitution de débiteur	28 millions d'euros	22,7 millions d'euros	13 juin 2003	Acquisition de 50% des droits de vote
Ligne de crédit renouvelable	136 millions d'euros	0 euro	16 avril 2003	Acquisition de 50% des droits de vote et avis du prêteur constatant un impact significatif et négatif sur les capacités de remboursement de l'emprunteur

2.5 O.C.E.A.N.E 2017

En cas lancement d'une offre publique d'acquisition visant les actions de la Société, les titulaires d'O.C.E.A.N.E 2017 (les « Obligataires ») disposent, dans certaines circonstances, de la faculté de demander le remboursement anticipé en numéraire de leurs obligations.

La demande de remboursement anticipé est ouverte aux Obligataires lorsque cette offre publique (i) ne vise pas les O.C.E.A.N.E 2017 ou n'est pas assortie d'une attestation d'équité d'une banque d'investissement de réputation internationale et qu'il est impossible pour Arcelor d'obtenir une d'attestation d'équité d'une banque d'investissement de réputation internationale approuvée par la Banque Générale du Luxembourg S.A. et relative à l'offre faite aux Obligataires et (ii) qu'à l'issue de cette offre devenue inconditionnelle et aboutissant au contrôle par l'offrant de plus de 50% des actions Arcelor en circulation, Arcelor ne peut faire une offre alternative aux Obligataires ou n'est pas en mesure de fournir une attestation d'équité d'une banque d'investissement de réputation internationale approuvée par la Banque Générale du Luxembourg S.A. et relative à l'offre faite aux Obligataires.

Morgan Stanley Co. Ltd a émis le 4 juillet 2006 une attestation sur le caractère équitable de l'Offre au plan financier, du point des porteurs d'O.C.E.A.N.E 2017. Cette attestation a fait l'objet d'une notification publiée le 6 juillet 2006 conformément aux termes et conditions des O.C.E.A.N.E. En conséquence, la réalisation de l'Offre ne permettra pas aux porteurs d'O.C.E.A.N.E de demander le remboursement anticipé de celles-ci.

CHAPITRE 3. PRESENTATION D'ARCELOR

1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

Les informations financières sélectionnées présentées ci-dessous, pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2004 et 2005, ont été extraits des comptes consolidés figurant à la section 14.1 du présent chapitre de la note d'information préparés conformément aux normes IFRS, que la Société applique depuis sa création au 28 février 2002, et certifiés par KMPG Audit.

Les investisseurs sont invités à lire les informations financières sélectionnées présentées ci-dessous conjointement avec, les comptes consolidés du Groupe, les notes annexées aux comptes consolidés présentés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information ainsi qu'avec toute autre information financière mentionnée dans toute autre section de la présente note.

Chiffres clés

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2003	31.12.2004 Retraité*	31.12.2005
Chiffre d'affaires	25 923	30 176	32 611
Résultat brut opérationnel	2 228	4 461	5 641
Résultat opérationnel	738	3 314	4 376
Résultat net part du groupe	257	2 290	3 846
Résultat net par action (en euros)	0,54	4,21	6,26
Résultat avant impôt	557	3 206	4 439
Endettement financier net	4 464	2 642	1 257
Endettement financier net / Fonds propres	0,55	0,22	0,07

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

2 FACTEURS DE RISQUE

2.1 Risques juridiques généraux liés aux activités du Groupe

Le Groupe n'est pas exposé à des risques juridiques majeurs du fait de ses activités sidérurgiques. Les installations de production du Groupe fonctionnent en conformité avec les réglementations qui leurs sont applicables.

Les conditions de livraison des marchandises produites et commercialisées par le Groupe font l'objet d'une négociation commerciale. Ces conditions de livraison peuvent préciser que ce sont les tribunaux du pays dans lequel l'acheteur est situé qui sont compétents en cas de litige. De plus, l'instabilité des législations ou des réglementations de certains pays dans lesquels le Groupe est implanté (notamment par le biais de « *joint-ventures* ») peut constituer un risque juridique général de nature à l'exposer dans la conduite de ses activités. Le Groupe dispose cependant d'antennes juridiques délocalisées dans ses principaux pays d'implantation en dehors de l'Europe. Là où il n'est pas économiquement raisonnable de disposer de telles ressources juridiques propres, le Groupe fait appel à des cabinets d'avocats reconnus et de réputation internationale.

Le Groupe peut être amené à faire prévaloir ses droits et sauvegarder ses intérêts dans le cadre de ses activités, notamment dans le cadre de litiges techniques ou commerciaux (voir sur ce point les sections 14.5 « Procédures judiciaires et d'arbitrage » et 6.4 « Barrières commerciales » et 6.4.1 « Mesures antidumping et antisubventions »). Les risques juridiques habituels liés à la conduite des activités et des opérations du Groupe font l'objet d'un contrôle de la part de la Direction des affaires juridiques du Groupe. Celle-ci est elle-même soumise à des procédures de contrôle interne de la part des services d'audit interne (voir sur ce point la section 10.8 « Contrôle interne » du présent chapitre de la note d'information).

Il convient de noter que les risques juridiques identifiés ont fait l'objet de provisions au sein des différentes filiales du Groupe concernées conformément aux normes comptables applicables en la matière.

Le Groupe ne dispose plus, en Europe, d'activité minière d'extraction de minerai ou de charbon.

2.2 Risques industriels

2.2.1 Les différentes étapes de production des produits en acier

L'acier liquide est élaboré à partir du minerai (la filière fonte, représentant 70% de la production d'Arcelor) ou à partir de ferrailles (la filière électrique, représentant 30% de la production du Groupe). L'acier liquide est ensuite solidifié par moulage dans une machine de coulée continue. En sortent les demi-produits, des barres de section rectangulaire (brames) ou carrée (blooms ou billettes), qui sont les ébauches des formes finales. Enfin, les ébauches sont transformées en produits finis par laminage, dont certains subissent un traitement thermique. Plus de la moitié des tôles laminées à chaud sont relaminées à froid et éventuellement revêtues d'une protection anti-corrosion.

2.2.2 Nature des risques encourus

Au sein des différentes installations de production de l'acier : cokeries, agglomérations, hauts-fourneaux, fours électriques (...), les incendies et les explosions accidentels constituent les risques opérationnels majeurs.

Ces risques résultent entre autres de la production de gaz (dans la cokerie et le haut-fourneau), de la combustibilité du charbon employé et de la mise en contact d'eau de refroidissement avec le métal en fusion.

Dans les laminoirs à chaud et à froid ainsi que dans les installations de revêtement, les équipements électriques et les fours de réchauffage constituent les principales cibles pour les incendies. Les huiles lubrifiantes et les fluides hydrauliques sont considérés comme inflammables.

La production d'acier nécessite l'utilisation de ferrailles que ce soit au cours de la transformation de la fonte en acier dans un convertisseur dans la filière fonte ou directement dans un four électrique. Arcelor est amené à se prémunir contre le risque d'enfourner de la ferraille radioactive au moyen d'un contrôle interne rigoureux.

2.2.3 Évaluation des risques en termes d'impact et de probabilité

La sûreté industrielle est un enjeu stratégique pour Arcelor. Chaque établissement décline de façon compréhensible sa propre politique, dans le respect des législations locales, à partir de celle du Groupe. Cette politique regroupe l'ensemble des dispositions organisationnelles et matérielles permettant d'assurer la prévention des accidents ou des incidents industriels et d'en limiter les conséquences pour les personnes, les installations et les biens.

Des objectifs généraux et les responsabilités de gestion sont écrites. Des plans d'actions concrets, partant des écarts entre la réalité et les objectifs fixés, sont définis.

Les risques industriels sont analysés dès la conception et des mesures de prévention sont prises en respectant le « *Loss Prevention Guide* » d'Arcelor. Des audits internes et externes sont réalisés dans les établissements selon une fréquence fixée en fonction de l'importance du risque. Ces audits font l'objet de rapport d'évaluation des risques et des actions de prévention à la fois sur le plan humain et matériel. Les sites soumis à la norme Seveso II ont fait l'objet d'un audit spécifique par des experts internes selon le référentiel Arcelor DCO-18001. Ces audits ont été étendus aux autres établissements du Groupe en 2005/2006.

2.2.4 Procédures mises en place pour assurer le suivi et la mesure de ces risques

Depuis la création d'Arcelor, une organisation a été mise en place avec la création d'un Comité sûreté industrielle au sein de la Direction Santé-Sécurité. Ce Comité est composé de représentants d'unités opérationnelles en sûreté industrielle et ingénierie. Il a pour mission de définir et proposer des axes d'orientation à la Direction générale. Il a mis en place le référentiel « *Loss Prevention Guide Arcelor* » qui a pour objectif de mesurer et d'assurer un niveau de sûreté industrielle cohérent sur tous les sites du Groupe, ainsi qu'un réseau de correspondants spécialisés en sûreté industrielle responsables de la gestion quotidienne, de la conformité des installations et du respect des règles.

Chaque année, un plan d'investissement pour les recommandations d'ordre matériel est mis en place selon un ordre prioritaire, avec un suivi, par le Comité sûreté industrielle.

2.3 Risques environnementaux

La gestion des risques environnementaux distingue les dommages connus et estimés faisant l'objet de provisions bilantielles, des événements futurs plus ou moins incertains, d'origine interne ou externe, susceptibles de porter atteinte à la réalisation des objectifs environnementaux d'Arcelor et pouvant se traduire, d'un point de vue comptable, par la reconnaissance d'un engagement hors bilan (correspondant à l'estimation d'une charge future possible mais non certaine) ou donner lieu, le cas échéant, à un investissement.

Les événements internes peuvent être principalement dus à des défaillances dans les processus de production ou de traitement des rejets industriels et des résidus. Ces défaillances peuvent entraîner une atteinte aux objectifs fixés par Arcelor qui sont le respect des législations en vigueur et une diminution continue des rejets et des matières non valorisables.

Pour maîtriser ces risques de défaillance, Arcelor développe des activités de contrôle de quatre types :

- **directifs** : l'obligation pour tous les sites de production d'obtenir la certification ISO 14001 et le déploiement d'une politique environnementale à travers le Groupe ;
- **préventifs** : par l'implication systématique de la Direction de l'environnement dans les projets d'investissement majeurs, afin de construire des installations respectueuses de l'environnement et limitant le plus possible les nuisances sonores et visuelles résultant de l'activité industrielle lourde, ainsi que par la participation de responsables environnementaux dans les opérations de « *due diligences* » préalables aux acquisitions ;

- **de détection** : par un tableau de bord de suivi des rejets pour toutes les filiales du Groupe. De plus, un processus d'audit de conformité par rapport à la législation et à la politique environnementale du Groupe est mis en place par la Direction de l'environnement ;
- **correctifs** : avec la mise en place d'une organisation au niveau du Groupe pour stimuler les synergies et intensifier le partage des meilleures pratiques dans le domaine environnemental.

Les événements externes résultent principalement de la pression croissante des lois et règlements environnementaux. Cette poussée législative s'exerce principalement dans quatre domaines :

- les émissions de CO2 avec la directive européenne de marché des droits d'émission de CO2 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005 dans sa phase initiale s'étendant jusqu'au 31 décembre 2007. La phase opérationnelle est prévue pour la période de 2008 à 2012, à la suite de quoi la directive prévoit des cycles de 5 ans de réduction des émissions ;
- le traitement des rejets émis par les usines d'agglomération avec principalement la mise en œuvre des directives européennes IPPC (*Integrated Pollution Prevention and Control*) et NEC (*National Emission Ceilings*) ;
- le stockage et l'élimination des résidus industriels qui seront de plus en plus restreints et taxés ;
- la remise en état des sols des sites désaffectés qui représente un grand défi pour le Groupe, le coût de remise en état pouvant être partiellement compensé par la réaffectation des terrains vers des nouvelles activités.

La modification continue des cadres législatifs déplace sans cesse l'objectif de conformité réglementaire et ses conséquences sur l'augmentation des coûts futurs d'exploitation des usines sidérurgiques, celles situées en Europe étant le plus affectées.

Pour maîtriser les risques liés à la mise en place de la directive européenne sur les quotas de CO2 et profiter de toutes les opportunités, Arcelor gère ses quotas centralement en s'appuyant sur un comité de pilotage CO2. Les décisions de vendre ou d'acheter des quotas sont prises par la direction générale, en fonction des allocations, des prévisions d'émission futures et du monitoring des émissions passées. L'opération de *trading* est confiée à la société Arcelor Treasury qui assure la fonction de trésorerie centrale du groupe.

D'autre part, sans avoir attendu la mise en vigueur du protocole de Kyoto, Arcelor optimise en permanence son processus de production pour réduire au maximum ses émissions de CO2, par exemple, en transformant certaines de ses usines vers la filière électrique basée sur la ferraille au lieu de minerai de fer. Par ailleurs, Arcelor pilote un ambitieux programme de recherche ULCOS⁴ auquel sont associés d'autres sidérurgistes européens mais aussi des producteurs de gaz et des centres de recherche ayant pour objectif de réduire de 50 à 75% les émissions de CO2 par tonne d'acier produite, à l'horizon 2050. Pour sa première phase (2005-2009), ULCOS a un budget de 45 millions d'euros, dont 50% proviennent de l'UE et 2,3 millions d'euros d'Arcelor. Au cours de cette phase, toutes les possibilités de réduire les émissions de CO2 vont être explorées ; de la capture et du confinement du CO2 dans des couches géologiques imperméables, au remplacement du charbon par du méthane dans le haut-fourneau, en passant par l'intervention de nouveaux types de fours, l'utilisation de la biomasse, et la récupération du CO2 dans le processus de fabrication de l'acier.

Une autre action, déjà en cours, consiste à jouer un rôle important dans le domaine de l'énergie renouvelable et de la biomasse (les plantes fixent le CO2 pendant leur croissance). Deux filiales brésiliennes, CAF Santa Barbara et Acesita Energética, cultivent des plantations d'eucalyptus sur plus de 180 000 hectares. CAF détient la certification *Forest Stewardship Council*, alors qu'Acesita Energética est en cours de certification.

Même si Arcelor est convaincu de la nécessité absolue de réduire les émissions de CO2, le Groupe n'est cependant pas d'accord avec les principes définis dans la directive européenne, en raison des distorsions qu'elle engendre avec les producteurs d'aciers situés hors d'Europe et par rapport aux matériaux organiques pour lesquels les émissions n'arrivent qu'à la fin de leur cycle de vie et qui ne sont donc pas concernées par les restrictions. De plus, l'évolution de la réglementation pour la période

⁴ Ultra Low CO2 Steelmaking

2008-2012 ainsi que pour les périodes après 2012 est incertaine ce qui ne correspond pas avec l'horizon long terme qui détermine les investissements dans l'industrie lourde. Finalement, dans sa version actuelle, la directive ne permet pas de récupérer les quotas des sites qui vont être fermés. Pour ces raisons, Arcelor a décidé de déposer plainte devant la Cour de justice des communautés européennes contre la directive elle-même et sa transposition dans les législations nationales.

La maîtrise des risques relatifs aux stockages des déchets se fait au travers de la politique de valorisation des coproduits telle que décrite dans la section 4.6.2 du présent chapitre « Questions environnementales liées aux immobilisations ».

2.4 Risques de marché (risque de liquidité, de taux, de change, sur titres en capital détenus)

2.4.1 Risques de liquidité

Le Groupe a réduit son endettement financier net de 1 385 millions d'euros au cours de l'exercice 2005 (1 257 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 2 642 millions au 31 décembre 2004). Au 31 mars 2006, l'endettement financier net s'est cependant accru à 5 742 millions d'euros comparé à 1 257 millions d'euros au 31 décembre 2005, traduisant l'acquisition de Dofasco (y compris 765 millions d'euros de dette nette de Dofasco).

Le 29 mai 2006, la Société a procédé à la distribution d'un dividende de 1,85 euro par action. En outre, en cas d'approbation et de mise en œuvre de l'OPRA, celle-ci sera financée en partie par les fonds propres de la Société et en partie par un endettement complémentaire. La Société estime que sa trésorerie et les lignes de crédits dont elle dispose sont suffisantes pour couvrir l'ensemble des engagements visés ci-dessus.

Certains contrats de financement significatifs conclus pour le compte du Groupe contiennent des clauses d'exigibilité anticipée des sommes empruntées en cas de changement de contrôle d'Arcelor ou en cas de violation des engagements financiers pris dans le cadre de ces contrats (voir la liste des contrats de financiers ayant une clause de changement de contrôle figurant au chapitre 2 de la note d'information).

Un éventuel succès de l'offre publique d'acquisition de Mittal Steel en cours sur les actions de la Société, pourrait au titre des clauses de changement de contrôle contenues dans les principaux contrats de financement conclus pour le compte du Groupe, entraîner une demande d'exigibilité anticipée des sommes empruntées de la part des établissements prêteurs.

Enfin le contrat d'emprunt conclu dans le cadre du refinancement de l'acquisition de la société Dofasco et en vue du maintien de la flexibilité financière de la Société, à un niveau comparable à celui existant avant les acquisitions récentes contient une clause d'exigibilité anticipée des sommes empruntées en cas de cession de Dofasco ou d'une partie substantielle de ses actifs. Une éventuelle cession de Dofasco obligerait, sauf en cas d'accord unanime des établissements prêteurs, à affecter les fonds reçus (après déduction des frais et dépenses engagés) au titre de la dite cession au désintéressement desdits établissements.

Les contrats de financement conclus par la Société comportent des covenants financiers dont l'impact est présenté à la section 7.4 du présent chapitre de la note d'information.

2.4.2 Risques de taux et risques de change

Voir sur ce point la note 25 annexée aux comptes consolidés figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information.

2.4.3 Risques sur actions

Arcelor ne gère d'autres actions que celles de ses filiales et les actions propres détenues en autocontrôle. A ce titre, Arcelor n'a pas mis en œuvre de gestion spécifique du risque sur actions.

2.5 Approvisionnements – Risques de dépendance

2.5.1 Matières premières

Le Groupe est un acheteur important de matières premières, notamment de minerai de fer et de charbon. Les achats de minerai de fer ont représenté plus de 50 millions de tonnes en 2005 en provenance principalement du Brésil, de la Mauritanie et de l'Australie, mais aussi de Suède, du Venezuela, du Canada, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Russie. En 2005, les charbons ont été achetés, pour un tonnage de 24,5 millions de tonnes, principalement en Australie, aux États-Unis, au Canada et en Russie.

Arcelor s'est approvisionné en zinc pour 288 milliers de tonnes, en chrome pour 422 milliers de tonnes, en nickel pour 78 milliers de tonnes et en chutes inoxydables (ferrailles de nickel) pour 548 milliers de tonnes. En 2005, Arcelor a mis en place une politique de diversification des sources.

Pour les aciers plats au carbone produits en filière intégrée en Europe et au Brésil, activité pour laquelle l'exposition du Groupe aux évolutions des prix du minerai de fer et de charbon est de loin la plus marquée, l'impact d'une variation de 10% par rapport au niveau actuel du prix du minerai, du charbon à coke et du coke sur le coût d'une tonne d'acier produite serait de l'ordre de 13 euros par tonne en année pleine, se répartissant en parts à peu près égales pour ces deux matières premières. Néanmoins, l'impact de ces variations sur les résultats annuels du Groupe est généralement moindre en raison de l'effet de certains contrats de couverture renégociés en cours d'exercice, soit au 1^{er} avril de chaque année, mais également en raison de l'existence de stocks, dont le prix d'acquisition n'intègre pas ladite variation.

S'agissant des métaux de base (zinc et nickel en particulier) le Groupe couvre l'essentiel du risque de prix associé par la mise en place d'instruments financiers relatifs ou au travers d'une ré-indexation sur le prix de vente au client (« extra d'alliage »).

2.5.2 Énergie

Arcelor est l'un des principaux consommateurs d'énergie dans plusieurs pays européens mais assure la production d'environ un tiers de ses besoins. Afin de réduire l'exposition en énergie électrique du Groupe, Arcelor poursuit cette production à partir de gaz sidérurgiques avec divers projets, en France, sur le site de Fos (mise en service prévue en 2008) et de Dunkerque (mise en service industriel en avril 2005), ainsi qu'en Belgique, à Gand (mise en service prévue en 2010). Arcelor s'attache par ailleurs à poursuivre et développer des contrats long terme dans le cadre de partenariats industriels avec les producteurs d'électricité.

Les contrats d'achat de gaz naturel sont globalisés pour chaque pays afin de tirer le meilleur parti de l'ouverture du marché, même si l'exposition sous-jacente au prix du Brent a représenté un facteur de risque important lors de la montée du prix du pétrole enregistrée au cours de l'année 2005.

Le prix des sources énergétiques consommées par le groupe Arcelor suit en tendance les variations enregistrées sur les marchés de référence. Chaque fois que cela est possible le Groupe couvre le risque de prix associé par la mise en place d'instruments financiers de couverture lorsqu'un marché de couverture existe.

Dans l'hypothèse d'une variation de 10% du prix de l'énergie (électricité et gaz naturel qui représentent les deux plus importantes sources d'énergie consommées), l'impact pour l'activité spécialisée dans la fabrication de produits plats serait de 1,5 euro par tonne sur le coût unitaire d'un coil à chaud produit en filière intégrée. Pour les produits longs au carbone produits essentiellement au sein de la filière électrique, l'effet d'une variation de 10% du prix de l'électricité se traduirait par une augmentation de 4,3 euros par tonne au niveau du coût unitaire.

2.5.3 Dépendance à l'égard de brevets et licences

Le Groupe dispose d'une politique de partenariat avec d'autres industriels ayant amené à des développements en commun de nouveaux produits et de nouveaux procédés ou à la conclusion d'accords de licence.

A ce titre, Arcelor a engagé avec Nippon Steel Corporation des programmes communs de Recherche et de Développement, et a également pris un certain nombre de licences sur des aciers destinés au marché automobile. Une autre alliance stratégique significative unit Arcelor et MSC Laminates and Composites pour le développement de tôles sandwich *Quiet Steel*. Aux termes d'un accord pluriannuel de Recherche et Développement conclu le 3 février 2005 Arcelor et ThyssenKrupp Stahl ont convenu de joindre leurs efforts de Recherche et Développement dans le domaine des aciers plats au carbone à haute résistance et hautement emboutissables pour applications automobiles. Enfin, un contrat de licence a été conclu avec Toyo Kohan, concernant un procédé de fabrication d'acier revêtu pour boîtes boissons.

Ces alliances et licences peuvent être dénoncées par le partenaire en cas de changement de contrôle du Groupe. Or la dénonciation de ces contrats par les partenaires pourrait empêcher le Groupe de continuer à fournir certains de ses clients stratégiques et avoir un effet négatif sur les résultats, les activités et la situation financière du Groupe.

2.5.4 Performance achats du Groupe

La maîtrise du processus achat est documentée par la certification ISO 9001/V2000 et l'attestation TS 16949. Le développement de l'*e-purchasing* (approvisionnement en ligne) renforce l'efficacité des actions déjà mises en oeuvre. Sur le plan organisationnel, une équipe dédiée a été mise en place pour accompagner le développement des activités du Groupe au niveau mondial à travers le renforcement de relations de partenariat avec les fournisseurs existants et l'évaluation en permanence des nouvelles opportunités d'approvisionnement.

Le plan de développement 2006 s'inscrit dans la continuité de ces résultats. Il comprend des actions d'anticipation des marchés et de management du risque, de respect du code éthique Arcelor dans les achats, de sécurité des sous-traitants travaillant sur les sites et de coopération transversale entre tous les acteurs du processus.

2.5.5 « Dépendance » d'Arcelor vis à vis de ses plus gros clients du secteur automobile

Quinze des clients les plus importants d'Arcelor sur le marché des produits destinés à l'industrie automobile représentent environ 70% des volumes livrés aux clients de ce secteur. Les contrats conclus avec ces derniers sont en général négociés sur une base annuelle ou pluriannuelle et viennent à échéance en 2007 et 2008.

Les clients imposent la livraison de produits réalisés à partir d'outils de production Arcelor ayant reçu leur homologation préalable. Par ailleurs, des partenariats étroits ayant pour objectif le développement de produits et de technologies adaptés aux besoins de chaque client ont été mis en place créant une interdépendance qui rend difficile à très court terme et pour tout ou partie des volumes livrés, la substitution à Arcelor d'un nouveau fournisseur non homologué, le processus d'homologation étant contraignant et long (prototype, commande d'essai, lancement en fabrication des commandes industrielles, mise en place des stocks consignment).

Cependant Arcelor n'ayant jamais la qualité de fournisseur exclusif, la substitution d'un autre fournisseur déjà homologué et livrant la même clientèle automobile n'est pas à exclure. Cette substitution ne devrait toutefois pas, en raison de la proximité géographique entre lesdits clients et les sites de production Arcelor, avoir un impact sur la totalité des volumes fournis à ces derniers.

2.6 Conditions de travail et gestion des Ressources humaines

2.6.1 Droits de l'homme et conditions de travail

Le Groupe est aujourd'hui déjà implanté dans de nombreux pays et sa globalisation va encore s'accroître. Les cultures dans les milieux du travail varient fortement d'une région du monde à l'autre. Le Groupe ne veut pas imposer un modèle et respecte les cultures de ses filiales. Cependant, conformément à l'accord mondial de responsabilité sociale, le groupe ne tolère aucune entorse au respect des droits fondamentaux des travailleurs présents sur ses sites, qu'ils soient employés d'Arcelor ou de sous-traitants.

Pour garantir le respect de ces principes Arcelor les a insérés dans ses principes de responsabilité et dans son code d'éthique, que chaque employé d'Arcelor est tenu de respecter.

Pour s'assurer de leur mise en application effective, des missions d'audits internes sont diligentées sur le terrain, en coopération avec des experts indépendants. Le comité de suivi de l'accord mondial de responsabilité sociale et le comité d'entreprise européen sont informés des conclusions et des mesures prises.

2.6.2 Santé et sécurité des travailleurs

Le métier de la sidérurgie présente des risques. Voilà pourquoi la sécurité de ses travailleurs est le premier souci du Groupe. Chaque année, le groupe déplore encore des accidents, même si d'année en année, leur nombre diminue et le « zéro accident » est l'objectif recherché. On peut dire aujourd'hui que le risque d'accident est contrôlé dans le Groupe.

Le contrôle des risques liés à la santé des travailleurs concerne les responsables du Groupe. La responsabilité de l'employeur est de plus en plus mise en avant par les tribunaux dans des cas de maladies professionnelles. En ce qui concerne les risques résultant de la manipulation de produits pouvant avoir un impact sur la santé des travailleurs, ils sont pris en compte par le département Sécurité Produits, qui les identifie, propose puis surveille l'implémentation de mesures de réduction du risque.

Arcelor s'est doté dès sa création en 2002 d'une Charte Sécurité applicable à l'ensemble de son périmètre. Elle couvre les domaines de la Santé, la Sécurité, la Sûreté industrielle et la Sécurité des produits et concerne non seulement le personnel du groupe, mais également les prestataires intervenant sur les sites, les personnes vivant à proximité des installations, le personnel des clients qui met en œuvre les produits d'Arcelor et les consommateurs. Les partenaires sociaux, co-signataires de cette charte, sont étroitement associés à sa diffusion et à sa bonne application, tant au niveau du personnel que des co-traitants.

Cette charte a été mise à jour en 2005 suite aux différents travaux initiés par la convention de Bilbao de 2004 qui a associé personnel d'encadrement et représentants du personnel autour des sujets de la santé et de la sécurité.

2.6.3 Pyramide d'âge, plan de succession et développement des compétences

Si l'âge moyen dans le Groupe est proche de 45 ans, la répartition n'est pas uniforme dans les différents sites et dans les différentes fonctions. Pour prévenir le risque de carence dans des postes clés, les Ressources humaines animent des comités métiers et carrière qui recensent les besoins et les profils existants en intégrant la mobilité. En fonction des besoins, des plans de succession sont établis ; des plans de formation et de recrutement sont proposés.

2.6.4 Risques sociaux liés aux décisions de restructuration

Évoluant dans un environnement mondial en mutation, le Groupe doit en permanence se transformer pour anticiper les changements en conservant ses atouts. Dans ce contexte, la mise en œuvre des décisions stratégiques implique des mutations industrielles dans des sites d'Arcelor et des réorganisations des fonctions transversales.

Arcelor s'expose dans ce cadre à des risques sociaux : des grèves peuvent se produire pendant les phases de négociation des mesures d'accompagnement de ces restructurations. Ces actions sociales peuvent interrompre l'activité de certains sites du Groupe pendant une période indéterminée. Par ailleurs, comme de nombreux sous-traitants travaillent sur les sites du Groupe, il n'est pas exclu que des actions de grève puissent affecter ces sites sans que des décisions prises par le Groupe en soient les déclencheurs.

Arcelor, en tant que société responsable de ses employés et de ses partenaires, accompagne les mutations industrielles résultant de ces décisions de restructuration avec anticipation. En effet, l'annonce est faite plusieurs années en avance si possible. Une telle anticipation permet de déployer un dialogue approfondi avec les organisations représentatives du personnel, les autorités publiques et tous les autres acteurs concernés afin de traiter dans les meilleures conditions les conséquences sociales de ces évolutions. Arcelor propose également d'offrir une aide concrète au redéploiement économique des bassins d'emploi concernés. Cette volonté de dialogue social représente une telle opportunité que le Groupe a constitué dès sa création un comité d'entreprise européen, lieu privilégié de concertation et de proposition entre les membres de la direction et les représentants des salariés.

Pour limiter l'impact des conflits sociaux sur ses clients, Arcelor profite de sa dimension et de la dispersion géographique des usines du Groupe pour garantir un approvisionnement en cas d'interruption de la production dans un de ses sites.

2.7 Éthique - Fraude - Respect des lois

Les derniers scandales financiers rendus publics et les interrogations relatives à l'éthique du monde des affaires qu'ils ont suscitées ont amené Arcelor à se prémunir contre la survenance de tels événements. En effet, Arcelor veut être la référence dans le monde de l'acier, non seulement en terme de rentabilité mais aussi dans la conduite de ses affaires.

Les facteurs qui contribuent à la réalisation de la fraude se retrouvent dans le « triangle de la fraude », à savoir l'existence d'une opportunité conciliée à une attitude rationnelle vis-à-vis de la fraude et le fait qu'il existe un encouragement ou une pression. Les fraudes peuvent être classées en trois catégories : corruption, détournement d'actifs et falsification des comptes consolidés ou des indicateurs de performance, chaque catégorie faisant l'objet de moyens de contrôle (prévention, détection, correction) différents.

Les contrôles préventifs sont principalement axés autour du code d'éthique et de sa campagne de mise en place. En relation avec le *reporting* financier, chaque responsable d'entité est tenu de signer une lettre de déclaration à l'attention du Directeur financier d'Arcelor attestant que les comptes consolidés sont en conformité avec les règles et procédures comptables du Groupe. Pour prévenir les détournements d'actifs par le biais de frais professionnels non justifiés, une politique Arcelor unique sur les frais de voyage et de réception a été émise et est déclinée dans des procédures adaptées à chaque site.

La détection des cas de fraude est par nature très difficile. Les employés qui se posent des questions en matière d'éthique peuvent contacter le « *Ethics Compliance Officer* », pour faire part de façon confidentielle de leurs préoccupations ou informations. La fonction *Business Risk Control*, audit interne, dispose depuis 2005 d'une équipe dédiée, chargée également de former les auditeurs internes à la détection de la fraude. Par ailleurs, les auditeurs statutaires, sont tenus, par la norme IAS 240, à faire preuve de scepticisme professionnel lors de leurs diligences sur les comptes consolidés et d'informer le comité d'audit de tout problème.

Si malgré la prévention, des cas de fraude sont avérés, la ligne managériale décide en premier lieu de la suite à donner, en sachant que les personnes qui enfreignent le code d'éthique n'ont pas leur place au sein d'Arcelor. Le comité d'audit est informé de problèmes éventuels.

Plus généralement, tant le Conseil d'administration que la Direction générale et les directions des entités du Groupe, supportés en cela par la fonction BRC et le *Ethics Compliance Officer*, veillent au strict respect par le Groupe et son personnel des lois et règlements des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités.

2.8 Risques découlant de la mise en place des nouveaux cadres réglementaires relatifs aux produits chimiques dans l'Union Européenne (Reach⁵) et dans le monde (GHS⁶)

Tant l'Union Européenne que les Nations Unies veulent assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement dans le domaine de la fabrication et de l'utilisation des substances chimiques.

A ce titre, Arcelor considère ces buts universellement partagés plutôt comme étant générateurs d'opportunités que de risques, car ils répondent à l'engagement d'Arcelor de fournir des produits sûrs à ses clients et aux consommateurs à travers ses objectifs de développement durable.

Au niveau de l'Union européenne, la Commission européenne a publié une proposition de règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), et instituant une Agence Européenne des Produits Chimiques.

REACH se focalise sur les 30 000 substances existantes mises sur le marché avant 1981 en quantités supérieures à une tonne pour lesquelles les données concernant les propriétés dangereuses n'ont pas été suffisamment examinées par le système actuel.

La décision finale sur REACH devrait être prise par le Parlement Européen et le Conseil des Ministres à l'automne 2006, pour une application au plus tôt courant 2007.

Concernant le reste du monde, le Conseil Économique et Social des Nations Unies a développé un système harmonisé global de classification, d'étiquetage et de réalisation des Fiches de Données de Sécurité pour les produits chimiques. Le GHS (*Globally Harmonised System*), publié en juillet 2003, permettra d'avoir un même étiquetage pour un même produit chimique dans tous les pays.

Ce système, qui s'appliquera dans le monde entier sur la base du volontariat, sera mis en œuvre dans l'Union Européenne.

Tant REACH que certaines dispositions du GHS pourraient être des facteurs de distorsion de concurrence en défaveur des produits fabriqués en Europe.

Arcelor est concerné en tant qu'utilisateur de métaux (qui seront soumis à REACH et au GHS), producteurs de substances (le fer, les co-produits associés à sa fabrication), et utilisateur d'un très grand nombre de substances dans ses procédés de fabrication et en accompagnement des aciers.

Arcelor se prépare à ces nouvelles réglementations à travers son Comité Sécurité Produits regroupant les spécialistes des Directions Santé & Sécurité, de l'Environnement, de l'Innovation-R&D, des Affaires Internationales et des différents Secteurs et Directions Commerciales du Groupe. Ce Comité coordonne aussi les actions de lobbying vers les instances européennes via les organisations professionnelles telles qu'EUROFER et l'UNICE.

2.9 Assurance et couverture des risques

La politique d'Arcelor consiste en la souscription, auprès d'assureurs présentant une solvabilité de premier rang, de polices d'assurance Groupe couvrant les risques catastrophiques pour le monde entier et de polices d'assurance locales pour ceux dont la couverture est obligatoire. Les montants assurés sont fonction des risques financiers définis par les scénarii de catastrophes et de l'offre du marché d'assurance.

Pour tous les risques assurables, le Groupe privilégie l'auto-assurance pour les risques de fréquence de faible amplitude supportable par chaque entité. Cela se traduit par la mise en place de franchises

⁵ REACH est l'acronyme anglais du système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques ainsi que des restrictions applicables à ces substances. REACH = *Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals*.

⁶ GHS est le système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques élaboré sous l'égide des Nations Unies. GHS = *Globally Harmonised System*

adaptées à la surface financière de chaque entité pour une meilleure sensibilisation des acteurs à la prévention des risques.

La captive de réassurance intervient pour les risques de fréquence de moyenne amplitude pour optimiser et lisser le coût d'assurance au niveau du Groupe. Son exposition aux risques est limitée par des protections mises en place avec le marché de la réassurance.

En 2005, dans le cadre de la sûreté industrielle, Arcelor a alloué un budget supplémentaire de 30 millions d'euros pour la protection de ses outils industriels, en sus des budgets d'investissements usuels de prévention des entités. L'engagement d'Arcelor pour l'amélioration de la protection de ses outils industriels induit un double impact positif : maintien depuis 2004 d'un montant global des sinistres dommages sur l'année très bas comparativement aux autres acteurs de la sidérurgie et la poursuite de la réduction de la prime à payer au marché de l'assurance.

Pour réduire davantage ses risques, le Groupe :

- met en place des formations internes pour sensibiliser et former, à tous les niveaux, les acteurs concernés ;
- sensibilise et responsabilise tous les intervenants extérieurs à la problématique sécurité et sûreté industrielle : « pas de sécurité à deux vitesses ».

En dommages et pertes d'exploitation consécutives, le Groupe :

- fait effectuer, par des organismes externes, des audits d'ingénierie sur la sécurité incendie et le risque bris de machine de toutes ses installations dont la valeur des biens assurés dépasse 50 millions d'euros. 100% des installations concernées ont ainsi été auditées. Les recommandations, issues de ces audits, servent de base à la décision d'allocation de budget supplémentaire pour les investissements de prévention ;
- étudie les scénarii de sinistres majeurs en estimant les conséquences possibles pour les personnes, pour l'environnement et pour les installations ;
- renforce les moyens destinés à limiter la probabilité de survenance de ces sinistres catastrophiques et de leurs conséquences ;
- formalise les moyens de dépannage intra-Groupe existants pour limiter les pertes d'exploitation consécutives ;
- transfère les risques catastrophiques résiduels au marché d'assurance, pour la part excédant 20 millions d'euros par sinistre, avec des montants assurés en ligne avec son secteur d'activité et l'offre du marché.

Pour ce qui est de la responsabilité civile, les montants assurés sont en ligne avec l'offre du marché et avec les montants assurés achetés par les groupes industriels de taille et d'activité comparables. Pour répondre aux besoins spécifiques locaux, le Groupe souscrit des polices groupe locales par pays. Afin d'harmoniser les garanties responsabilité civile au niveau du Groupe notamment pour les produits livrés, il souscrit une police groupe monde entier venant compléter les polices locales précédentes.

Pour le transport des produits, lorsque le client le confie au Groupe, les navires utilisés doivent :

- être classifiés par une société de classification membre de *l'International Association of Classification Societies* (IACS) ;
- être couverts par un P&I club présentant une solvabilité de premier rang ;
- détenir le certificat *International Safety Management* (ISM) et le certificat *International Ship & Port Facility Security* (ISPS) en cours de validité pour toute la durée du voyage ;
- être âgés de moins de 21 ans si possible.

À ces critères s'ajoutent deux autres en cas d'affrètement de navire par Arcelor :

- la connaissance des résultats des derniers contrôles effectués par l'autorité portuaire ;

- l'existence ou non d'événement majeur ayant touché le navire durant les 12 derniers mois.

Le plein assuré correspond au risque maximum potentiel par événement. La Société estime que toute activité significative ou actif significatif est couvert par une police d'assurance. Le montant total des primes toutes taxes d'assurance comprises payé par le Groupe en 2005 s'élève à 120 millions d'euros.

3 INFORMATIONS CONCERNANT ARCELOR

3.1 Historique et évolution de la Société

3.1.1 Dénomination sociale

« Arcelor »

3.1.2 Lieu, numéro d'enregistrement et forme juridique

La Société est une société anonyme de droit luxembourgeois enregistrée au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 82.454.

3.1.3 Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 8 juin 2001 pour une durée illimitée. La publication des statuts a été effectuée au Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C le 24 septembre 2001 et le 11 octobre 2001.

3.1.4 Siège social

Le siège social de la Société est sis au 19, avenue de la Liberté, L-2930, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le numéro de téléphone du siège social est le : +352 47 92 26 09.

3.1.5 Législation applicable

La Société est principalement régie par les dispositions applicables de la loi luxembourgeoise.

3.1.6 Evènements importants dans le développement des activités

3.1.6.1 Historique

Arcelor est né de la volonté de trois sidérurgistes, Aceralia, Arbed et Usinor de créer un leader mondial dans l'industrie de l'acier.

La création d'Arcelor a été annoncée le 19 février 2001 et s'est concrétisée le 18 février 2002, avec la cotation en bourse d'Arcelor sur la bourse de Luxembourg, Euronext Paris, Euronext Brussels et les bourses espagnoles.

Le 28 juin 2004, Arcelor annonçait son intention de consolider ses positions au Brésil par consolidation de ses participations dans CST et Acesita. Le 27 juillet 2004, Arcelor procédait à une augmentation de capital de 1,14 milliard d'euros via l'émission de bons de souscription d'actions. Le 14 octobre 2004, Arcelor concluait avec les principaux actionnaires minoritaires de CST des accords définitifs portant sur la cession, le transfert des droits et obligations ainsi que sur des options d'achat relatives à des actions ordinaires de CST. La conclusion de ces accords a permis à Arcelor de consolider pleinement CST à partir du 1^{er} octobre 2004. Également au cours de l'exercice 2004, Arcelor a pris le contrôle de la société Acindar en Argentine à travers Belgo-Mineira. Le 23 décembre 2005, la première cotation d'Arcelor Brasil à la bourse de São Paulo (*Bolsa de Valores de São Paulo, Bovespa*) était enregistrée. Arcelor Brasil a été créée par le regroupement des activités brésiliennes du Groupe dans les aciers plats et longs au carbone (CST, Vega do Sul et Belgo) au sein d'une société contrôlée majoritairement. Arcelor Brasil emploie 14 500 personnes et dispose d'une capacité de production totale de 11 millions de tonnes d'acier répartie sur 25 sites industriels au Brésil et en Argentine. Sa capitalisation boursière est de l'ordre de 23 milliards de réals à fin janvier 2005 (soit 8,8 milliards d'euros). Le nouveau groupe ainsi constitué représente le premier sidérurgiste d'Amérique latine.

Après une phase réussie de fusion et d'intégration, l'année 2005 a marqué le début d'une nouvelle phase de développement mondial du Groupe. La croissance géographique d'Arcelor s'est concrétisée notamment au Brésil, en Pologne et en Chine. Elle s'inscrit dans une politique de développement équilibrée entre la conquête des marchés émergents en forte croissance et l'accompagnement des clients mondialisés dans leurs pays d'implantation.

Le Groupe se développe dans quatre activités principales : les aciers plats au carbone, les aciers longs au carbone, la production d'aciers inoxydables et la distribution-transformation.

Employant 97 000 personnes dans plus de 60 pays, Arcelor est le premier sidérurgiste mondial avec un chiffre d'affaires en 2005 de 32,6 milliards d'euros. Sa production s'élève à 46,7 millions de tonnes d'acier en 2005. Il constitue un opérateur de premier plan sur tous ses grands marchés : l'automobile, la construction, l'électroménager, l'emballage et l'industrie générale.

Arcelor est le premier producteur mondial d'aciers plats au carbone, en volume et en valeur, avec des expéditions d'environ 28,1 millions de tonnes en 2005. Cette activité, qui emploie près de 45 900 salariés, représente un chiffre d'affaires d'environ 18 milliards d'euros en 2005. Le portefeuille de produits couvre toute la gamme des aciers plats minces : bobines à chaud, bobines à froid, tôles revêtues.

Ces produits sont utilisés sur les marchés de l'automobile, de l'électroménager, de l'emballage, de la construction, du génie civil, de la construction mécanique et de la transformation.

Arcelor est également le premier producteur mondial d'aciers longs au carbone, avec des expéditions d'environ 12,3 millions de tonnes en 2005. Ce secteur, qui emploie près de 20 300 salariés, représente un chiffre d'affaires d'environ 6,6 milliards d'euros en 2005, avec les trois catégories suivantes de produits :

- les produits de commodités (produits laminés) : poutrelles légères et moyennes, aciers marchands et ronds à béton ;
- les produits de spécialités (produits laminés) : palplanches, poutrelles lourdes, profilés spéciaux et rails ;
- les produits tréfilés : *steelcord*, acier bas carbone et acier haut carbone.

Les produits longs laminés sont essentiellement utilisés sur les marchés de la construction, de l'infrastructure et de l'équipement. Les produits tréfilés sont destinés à de multiples utilisations comme la fabrication de pneus (*steelcord*), l'agriculture (fils à vigne, clôtures), l'industrie (fils galvanisés pour l'armature de câbles) et la construction (fibres).

Arcelor est l'un des leaders mondiaux, en volume et chiffre d'affaires, dans les aciers inoxydables avec des expéditions de près de 1,6 million de tonnes en 2005. Ce secteur, qui emploie environ 13 600 salariés, représente un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros en 2005 et détient environ 14% de part de marché mondial des laminés à froid. Arcelor produit la quasi totalité de la gamme des produits inoxydables et des alliages.

Le portefeuille de produits comporte les catégories suivantes :

- produits plats inoxydables ;
- produits longs inox et alliages ;
- laminés inox de précision et produits plats en alliages de nickel ;

Les aciers inoxydables sont utilisés sur quatre marchés privilégiés : le ménager (gros électroménager et petit équipement ménager), l'automobile (principalement l'échappement), le bâtiment et le mobilier urbain (façades et équipement) et l'industrie (notamment alimentaire, chimique et pétrolière).

Les activités de distribution et de transformation, regroupée sous le nom d'Arcelor Steel Solutions and Services (A3S) sont menées à partir des aciers produits par le Groupe ou achetés à des tiers. A3S emploie près de 11 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 8,7 milliards d'euros en 2005.

Les métiers exercés par A3S sont caractérisés par :

- la proximité d'une clientèle diffuse, fidélisée par une force de vente importante ;
- l'importance du service et de la logistique ;

- l'expertise dans la promotion aval des « solutions acier » ;
- l'apport de valeur ajoutée aux produits sidérurgiques commercialisés.

A3S est organisé en six unités développant des activités spécifiques mais complémentaires.

Arcelor exerce des activités complémentaires avec les sociétés Paul Wurth, spécialisée dans l'ingénierie d'installations et d'équipements pour les industries sidérurgiques et des métaux non-ferreux, Industeel, spécialisée dans les plaques et acier inoxydables et aciers spéciaux, ou encore Circuit Foil, spécialisée dans la production de feuilles de cuivre extra fines de 3 à 400 microns d'épaisseur, utilisées dans la fabrication de circuits imprimés.

3.1.6.2 Faits marquants du dernier exercice

Le 14 février 2005.....	<p>48 entreprises et universités, conduites par Arcelor, ont associé leurs efforts de recherche dans le cadre d'un programme de la Commission européenne visant à réduire les émissions de CO2 de la sidérurgie.</p> <p>Ce projet, dénommé ULCOS (<i>Ultra Low CO2 Steelmaking</i>), a pour objet de trouver des solutions innovantes et en rupture pour poursuivre la réduction des émissions de CO2 de l'industrie sidérurgique.</p> <p>L'objectif visé est une réduction de l'ordre de 30 à 70% de ces émissions par rapport à un haut-fourneau moderne.</p> <p>D'ici cinq ans, doit être défini un concept de filière de production partant du minerai de fer, avec vérification de sa faisabilité en termes de technologie, de projections économiques et d'acceptabilité sociale.</p> <p>Ce programme ambitieux s'inscrit après les actions déjà menées par l'industrie sidérurgique pour réduire ses besoins énergétiques : la consommation spécifique d'énergie a ainsi diminué de 60% au cours des 40 dernières années, le total des émissions de CO2 de l'industrie sidérurgique étant réduit de 50% sur la même période.</p>
Le 21 février 2005.....	<p>Le Nouveau Train Moyen de Belval (Luxembourg) est entré en phase de démarrage industriel.</p> <p>Cet investissement, dont la construction a démarré en 2003, doit permettre de produire dans des conditions optimales et aux coûts les plus avantageux la totalité de la gamme de profilés dans les différentes nuances d'acier proposé. Les conditions d'exploitation de cet outil doivent permettre à Arcelor Aciers Longs Carbone de renforcer, grâce à une compétitivité accrue, sa place sur le marché concurrentiel des profilés moyens.</p>
Le 17 mars 2005.....	<p>Le haut-fourneau numéro 1 de CST (Brésil) a franchi le seuil significatif de 70 millions de tonnes de fonte produite en une campagne.</p> <p>Démarré en novembre 1983, cet équipement a fait preuve d'une très grande stabilité opérationnelle et de hauts niveaux de performance tant en matière d'utilisation de matières premières qu'en termes de contrôle et de maintenance.</p> <p>Le haut-fourneau 1 de CST détient le record mondial de production cumulée et de fonctionnement ininterrompu.</p>
Fin mars 2005.....	<p>La première ligne de galvanisation de Baosteel-Nippon Steel Corporation/Arcelor Automotive Steel Sheet Co., Ltd (BNA), est mise en service à Shangai, en Chine, suivie en juin du démarrage d'une seconde ligne, représentant une capacité annuelle combinée de 800 000 tonnes d'aciers galvanisés.</p> <p>BNA a été créée en juillet 2004 entre Baosteel, premier sidérurgiste</p>

chinois, Nippon Steel Corporation et Arcelor.

Outre les deux lignes de galvanisation, l'usine comprend des installations de laminage à froid. Elle dispose d'une capacité de production de 1,7 million de tonnes d'aciers plats au carbone pour un investissement de l'ordre de 800 millions de dollars (USD).

Cette entité est principalement orientée vers les applications pour l'automobile.

Le 1^{er} avril 2005..... Guy Dollé, Président de la direction générale d'Arcelor, a inauguré l'extension de l'usine de produits longs de Belgo Mineira à Piracicaba au Brésil.

L'investissement avait pour objectif de doubler les capacités de production du site, en les portant de 500 000 tonnes à 1,1 million de tonnes. Son montant s'élève à 100 millions de dollars (USD).

Fin avril 2005..... La gestion du portefeuille d'activités du secteur Aciers Longs Carbone a été poursuivie activement avec la signature d'un accord de cession au groupe espagnol Alfonso Gallardo de trois unités de production de ronds à béton et de treillis soudés en Espagne (Corrugados Azpeitia, Corrugados Getafe et Corrugados Lasao) représentant des expéditions de 1,7 million de tonnes en 2004. La vente effective est intervenue le 22 juillet 2005.

Le 30 avril 2005..... Conformément aux orientations stratégiques définies dans le cadre du plan Apollo, le premier haut-fourneau de Liège (Belgique) représentant une capacité de production de 1,7 million de tonnes d'équivalent acier brut, a été arrêté.

En mai 2005..... Arcelor Projects, unité opérationnelle du secteur A3S a finalisé l'acquisition de la société hollandaise De Boer, spécialisée dans la production de tubes de fondation de grande taille.

Parallèlement, Arcelor Projects construit aux Etats-Unis une nouvelle usine destinée à fabriquer une gamme de produits similaires.

Ces tubes de fondation sont utilisés conjointement aux palplanches pour la construction de ports, d'installations de front de mer, des protections contre les inondations, jetées (...).

Ces investissements permettent à Arcelor Projects de compléter sa gamme de produits de fondation afin de proposer aux clients des solutions complètes notamment pour les grands projets.

Le 13 juin 2005..... Arcelor a inauguré l'usine de tubes en acier inoxydables de sa filiale Matthey sro, située au nord de Prague (République tchèque). Cette usine représente un investissement de 15 millions d'euros. A terme elle emploiera plus de 100 personnes.

Cet investissement fait partie intégrante de l'ambition stratégique d'Arcelor d'accompagner ses clients et de développer de nouveaux marchés dans les pays d'Europe orientale.

Matthey est spécialisée dans la fabrication de tubes en acier inoxydable destinés à l'échappement automobile.

- Le 29 juin 2005..... Arcelor a inauguré la deuxième phase des installations de Stal Serwis Polska à Bytom (Pologne). Cet investissement permettra une augmentation de la capacité de production grâce à trois nouvelles lignes de presse et à une nouvelle refendeuse, qui serviront à doubler les chiffres de production actuels et à dépasser le seuil des 200 000 tonnes d'acier traité par an.
- L'accroissement de la capacité de Bytom illustre comment Arcelor entend renforcer sa présence en Europe orientale en commercialisant des produits et services à haute valeur ajoutée.
- Un des objectifs d'Arcelor Stal Serwis Polska est d'orienter une partie de la production à la fabrication de pièces sur mesure pour l'électroménager, l'industrie générale et l'automobile.
- Le 1^{er} juillet 2005..... Arcelor et Severstal Metiz ont signé un accord prévoyant le rachat par Arcelor de 50% des activités de fabrication de *steelcord*⁷ de Severstal Metiz, dans le cadre de la création d'une *joint-venture* commune entre les deux groupes. La nouvelle société, dénommée Trefilarbed Russia, dispose de deux unités de fabrication en Russie.
- Cette opération conforte la position d'Arcelor comme deuxième producteur mondial de *steelcord*. La branche *steelcord* de TrefilArbed est présente en Corée du Sud et en Chine en partenariat avec le groupe coréen Kiswire, aux Etats-Unis, au Luxembourg, en Autriche et en Hongrie.
- Cette nouvelle implantation en Russie permettra de répondre à la demande croissante du marché russe.
- Le 31 août 2005..... Arcelor a finalisé le rachat au groupe Lucchini de ses actifs sidérurgiques en Pologne.
- La société Huta Warszawa, située à Varsovie, dispose d'une aciérie électrique d'une capacité annuelle de 600 kilotonnes et de trains de laminage produisant 300 000 tonnes de produits longs en aciers spéciaux et alliages. Arcelor renforcera le dispositif industriel existant afin de répondre à la forte demande du marché polonais de la construction.
- Le 14 septembre 2005.... Arcelor a signé un accord d'application mondiale sur les principes de responsabilité sociale d'entreprise avec la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) et la Fédération européenne des métallurgistes (FEM). Arcelor est la première entreprise sidérurgique à signer un tel document.
- Cet accord définit des droits sociaux fondamentaux dont la liberté de choix de son employeur, la non-discrimination, l'interdiction du travail des enfants, la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Il traite des relations sociales telles que la santé et la sécurité, l'environnement, le dialogue social, la communication et la gestion anticipative des changements industriels et économiques.
- Un comité conjoint veillera à la mise en oeuvre et à l'application de l'accord.
- Le 20 septembre 2005.... Arcelor a été sélectionné pour rejoindre le *Dow Jones Sustainability Index* (DJSI) World, l'un des principaux indices mondiaux de l'investissement socialement responsable.
- Arcelor a été reconnu pour sa performance environnementale, la

⁷ Le *steelcord* est constitué de plusieurs fils minces en acier, tressés en câbles, revêtus de laiton. Il est utilisé pour renforcer la carcasse du pneu radial.

meilleure de son secteur, et pour sa performance sociale et économique, supérieure à la moyenne du secteur de l'acier. Arcelor est, avec Dofasco et Posco, l'un des trois sidérurgistes sélectionnés dans cet indice regroupant les 250 sociétés les plus performantes en matière de développement durable.

Avec son intégration dans le DJSI, Arcelor est désormais référencé par les principaux indices et registres de notation basés sur des critères de développement durable : FTSE4 Good Index Europe, Global 100 *Most Sustainable Corporations in the World*, Registre d'Investissement d'Ethibel et *Advanced Sustainable Performance Index* de Vigeo.

- Le 28 septembre 2005.... La nouvelle aciérie du site Carinox d'Ugine & ALZ, à Charleroi (Belgique), a effectué sa première coulée. Représentant un investissement de 241 millions d'euros et d'une capacité de production annuelle d'un million de tonnes d'acier inoxydable, Carinox, se substituera à deux aciéries de plus petite taille et non intégrées.
- Le 14 octobre 2005..... La nouvelle ligne de galvanisation de Mardyck (France), d'une capacité de traitement de 400 000 tonnes d'acier par an a démarré, en remplacement de l'ancienne ligne d'électrozingage.
- Cet investissement majeur porte la capacité de galvanisation de l'usine de Mardyck à 880 000 tonnes par an.
- Elle vient compléter le dispositif mondial d'Arcelor en lignes de galvanisation, présent en Europe, en Amérique du Nord, au Brésil, en Turquie, en Chine, et bientôt en Russie, afin de répondre à la demande toujours croissante des constructeurs automobiles.
- Le 16 décembre 2005..... La ligne de galvanisation de Severgal, construite sur le site de Severstal à Cherepovets au nord-est de Moscou (Russie) a démarré en production.
- Disposant d'une capacité annuelle de 400 000 tonnes, cette nouvelle ligne produit des aciers galvanisés à chaud destinés principalement à l'industrie automobile russe.
- Severgal est une société de droit russe détenue à 25% par Arcelor, et à 75% par Severstal, l'un des principaux acteurs sidérurgiques en Russie.
- Le 22 décembre 2005..... L'entité brésilienne d'Arcelor, Arcelor Brasil, a signé un accord pour acquérir une participation de 50% dans le capital des entreprises costaricaines Laminadora Costarricense SA et Trefteria Colima à Grupo Pujol Marti.
- La société Laminadora Costarricense SA produit des laminés marchands et des ronds à béton et dispose d'une capacité annuelle de production de 400 000 tonnes. La tréfilerie Trefteria Colima a une capacité de 60 000 tonnes par an.
- Ce premier investissement dans cette région permet au Groupe de prendre un positionnement stratégique sur le marché d'Amérique centrale des aciers longs au carbone.
- Le 23 décembre 2005..... La première cotation d'Arcelor Brasil à la bourse de São Paulo (*Bolsa de Valores de São Paulo, Bovespa*) a été enregistrée. Arcelor Brasil a été créée par le regroupement des activités brésiliennes du Groupe dans les aciers plats et longs au carbone (CST, Vega do Sul et Belgo) au sein d'une société contrôlée majoritairement.
- Arcelor Brasil emploie 14 500 personnes et dispose d'une capacité de production totale de 11 millions de tonnes d'acier répartie sur 25 sites industriels au Brésil et en Argentine.
- Sa capitalisation boursière est de l'ordre de 23 milliards de réals à fin

janvier 2005 (soit 8,8 milliards d'euros).

Le nouveau Groupe ainsi constitué représente le premier sidérurgiste d'Amérique latine.

3.1.6.3 Événements postérieurs à la clôture du dernier exercice

Voir sur ce point la section 14.6 du présent chapitre de la note d'information.

3.2 Investissements

Le Conseil d'administration formule la politique d'investissement et autorise les investissements stratégiques qui sont proposés, planifiés et exécutés par la Direction générale, les autres investissements relevant de la compétence des secteurs et des unités opérationnelles.

Dans le cadre de ces décisions, le Groupe applique rigoureusement les critères d'investissements permettant de réaliser les objectifs de rentabilité fixés pour le Groupe.

3.2.1 Investissements réalisés et en cours

Le tableau ci dessous présente l'évolution des acquisitions d'immobilisations corporelles par secteur d'activité au cours des trois derniers exercices.

Investissements corporels

<i>En millions d'euros</i>	2003	2004	2005
Aciers Plats Carbone	714	723	1391
Aciers Longs Carbone	290	376	334
Aciers Inoxydables et Alliages	188	145	180
A3S	81	77	86
Autres activités	20	32	49
TOTAL	1 293	1 353	2040

3.2.1.1 Dépenses d'investissements relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2003

Les investissements corporels réalisés par le Groupe en 2003 se sont élevés à 1 293 millions d'euros.

En ce qui concerne les Aciers Plats Carbone, les dépenses d'investissements corporels représentaient 714 millions d'euros à fin décembre 2003. Elles ont eu principalement pour objet la réfection du haut-fourneau A de Sidmar (Belgique) et l'augmentation de capacité des phases à chaud de Sidmar (Belgique) et de Sollac Atlantique (France), les investissements relatifs aux travaux d'augmentation de capacité de la ligne de décapage de la mini-mill ACB (Espagne), la nouvelle ligne d'étamage d'Avilés (Espagne), les dépenses de recherche relatives à la ligne de revêtement sous vide « *Plasma coating* » chez Cockerill Sambre (Belgique), la construction de la nouvelle unité de transformation de bobines d'acier laminées à froid et galvanisées chez Vega do Sul au Brésil, ainsi que des investissements portant sur l'amélioration de la qualité.

Des dépenses d'investissements à concurrence de 290 millions d'euros ont été réalisées dans le cadre de l'activité de production d'Aciers Longs Carbone afin d'entamer la construction du nouveau train moyen au Luxembourg, de réaliser la modernisation et l'extension des installations existantes, notamment celle de Piracicaba au Brésil pour la production de barres. En Espagne, les dépenses d'investissements concernaient notamment l'agrandissement du laminoir d'Azpeitia.

Les dépenses enregistrées en 2003 pour les Aciers Inoxydables s'élevaient à 188 millions d'euros et correspondaient essentiellement à la fin des travaux de modernisation de l'aciérie d'Ugine & ALZ à Genk en Belgique pour amener sa capacité à 1,1 million de tonnes, la mise en place d'une ligne de planage sous traction à l'usine d'Ugine & ALZ de Genk pour améliorer la qualité des produits laminés à

froid épais, d'une ligne de planage sous traction à l'usine d'Ugine & ALZ de Gueugnon (France) pour améliorer la qualité des produits laminés à froid minces, d'un nouveau bain de décapage sur la ligne de l'usine d'Ugine & ALZ de Gueugnon, d'un dépoussiérage sur les fours électriques de l'usine d'UGITECH à Ugine (France) et enfin les premières dépenses de la nouvelle aciérie électrique (CARINOX) en amont du train à bande de Carlam à Châtelet (Belgique).

En 2003 A3S a enregistré 81 millions d'euros de dépenses d'investissements divers alors que les autres secteurs d'activités du Groupe ont représenté 20 millions d'euros.

3.2.1.2 Dépenses d'investissements relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2004

Les dépenses d'investissements corporels réalisées par le Groupe en 2004 ont été réparties de la manière suivante.

Dans le secteur des Aciers Plats Carbone, les dépenses d'investissements corporels se sont élevées à 722,8 millions d'euros à fin décembre 2004. Elles avaient principalement pour objet :

- l'injection de charbon dans le haut-fourneau de SWB, à Brême et dans celui d'Ekostahl à Eisenhüttenstadt, en Allemagne ;
- les travaux relatifs à la ligne de décapage et à l'extension de la seconde ligne de coulée de brames minces chez ACB, Bilbao, en Espagne ;
- la transformation de la ligne d'électrozingage de Mardych et la rénovation du gazomètre de la cokerie et du haut-fourneau de Dunkerque (France) ;
- la rénovation du laminoir 4 cages, du recuit continu mixte et du train à bandes chez Sollac Lorraine (France) ;
- l'augmentation de la capacité de production de la cokerie et de la capacité de dépoussiérage dans les cheminées de l'agglomération de Sollac Méditerranée (Fos, France) ;
- la ligne prototype de revêtement sous vide « *Plasma coating* » chez Cockerill Sambre (Belgique) ;
- la finalisation de la construction de l'usine de Vega do Sul (Brésil) ;
- la réfection de la ligne d'étamage chez Arcelor Packaging Intl. Espana (Espagne) ;
- ainsi que des investissements portant sur l'amélioration de la qualité, le développement et l'adaptation de matériels et la protection de l'environnement.

En août 2004, CST, Belgo-Mineira et Sun Coal & Coke Company ont signé un accord afin de constituer une *joint-venture* SOL Coqueria Tubarão destinée à la construction d'une nouvelle cokerie dans l'État d'Espírito Santo dans le sud-est du Brésil. Pour l'année 2004, ces dépenses engagées ont représenté 60,6 millions d'euros.

Dans le secteur des Aciers Longs Carbone le Groupe a réalisé des dépenses d'investissements à hauteur de 376,3 millions d'euros afin de réaliser la construction du nouveau train moyen au Luxembourg, de moderniser et d'étendre des installations existantes notamment celle de Piracicaba au Brésil pour la production de barres. Par ailleurs, des dépenses visant à augmenter la sécurité du personnel, la modernisation d'installations et la protection de l'environnement sont venues compléter les investissements du secteur.

Dans la modernisation et l'extension des installations existantes, les investissements les plus importants ont porté sur la coulée continue et le laminoir de Zumarraga, le laminoir d'Azpeitia, le laminoir d'Olaberría et la coulée continue à Madrid, en Espagne et, au Brésil, la modernisation du laminoir de Vitoria.

Dans les Aciers Inoxydables, les dépenses d'investissement se sont élevées à 145,4 millions d'euros et ont concerné essentiellement :

- la poursuite des dépenses pour la nouvelle aciérie électrique Carinox, en amont du train à bande de Carlam à Châtelet (Belgique) pour 63,2 millions ;
- les investissements relatifs à la ligne de planage sous traction chez Ugine & ALZ France ;

- les dépenses chez Ugitech concernent l'installation d'un second dépoussiéreur dans l'aciérie et une nouvelle installation de recuit cloche (France).

Diverses dépenses augmentant la sécurité au travail et la sûreté industrielle ont complété ces investissements.

A3S a réalisé des dépenses d'investissements diverses pour un montant de 76,7 millions d'euros qui ont concerné essentiellement :

- une augmentation de capacité de transformation chez Arcelor Stal Serwis en Pologne ;
- la construction d'une usine pour gros tubes pour fondations aux États-Unis chez Arcelor Project ;
- la nouvelle ligne de décapage à Contrisson (France) pour Arcelor Construction.

3.2.1.3 Dépenses d'investissements relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2005

En 2005, les dépenses d'investissements corporels se sont élevées à 2 040 millions d'euros, soit une progression de 50% par rapport à 2004, et se répartissent de la manière suivante.

Dans les Aciers Plats Carbone, les dépenses d'investissements corporels se sont élevées à 1 391 millions d'euros. Les investissements brésiliens représentent 711 millions d'euros sur 2005, dont 480 millions d'euros pour CST et 231 millions d'euros pour la nouvelle cokerie SOL. CST poursuit son programme de construction d'un troisième haut-fourneau et d'extension de l'aciérie. La nouvelle usine SOL, dont le lancement est prévu en juillet 2006, totalisera un investissement de près de 600 millions de dollars (USD) et disposera d'une capacité annuelle de production de 1,55 million de tonnes de coke sidérurgique. SOL Coqueria Tubarão est détenue à concurrence de 62% par CST, 37% par Belgo Mineira et 1% par Sun Coal & Coke Company.

Chez Stahlwerke Bremen (Allemagne), les investissements ont porté sur l'injection de charbon dans le haut-fourneau pour un montant de 1,2 million d'euros, dans la modernisation des installations électrique du laminoir à froid pour 3,9 millions d'euros et dans le financement du projet de réduction des coûts (dénommé FIT) pour 20 millions d'euros.

En Espagne, les investissements s'élèvent à 104,8 millions d'euros pour Aceralia CS et portent principalement sur l'augmentation de la capacité de production de l'usine à 4,2 millions de tonnes, sur des améliorations des hauts-fourneaux et sur la rénovation du réseau de chemin de fer entre Avilés et Gijón.

En France, les dépenses d'investissement s'élèvent à près de 300 millions d'euros dont 200 millions d'euros pour Arcelor Atlantique et Lorraine avec principalement des adaptations de lignes sur les sites de Montataire et Mardyck, la réfection d'un haut-fourneau (HF3) et le traitement des eaux de refroidissement à Dunkerque. Chez Sollac Méditerranée, les dépenses d'investissement portent principalement sur l'augmentation de la capacité de production de la cokerie, de la modification du plancher de coulée, la rénovation des automatismes de préparation de la fonte, et sur les capacités de dépoussiérage dans les cheminées.

Dans les Aciers Longs Carbone, les dépenses d'investissements se sont élevées à 334 millions d'euros dont 185 millions d'euros pour l'Europe.

Au Luxembourg, 80 millions d'euros de dépenses ont été engagées en partie pour la finalisation du nouveau Train Moyen de Belval inauguré fin septembre 2005. Ce nouveau laminoir, qui représente un investissement total de plus de 170 millions d'euros, a une capacité annuelle de 800 000 tonnes et produira des poutrelles légères et moyennes, des fers en U et des cornières. Le sous-groupe ARES a réalisé pour plus de 27 millions d'euros d'investissement principalement à l'aciérie de Schiffange et au laminoir de Rodange.

En Espagne, le projet de transfert de l'usine de Saragosse à l'extérieur de la ville a généré près de 30 millions d'euros de dépenses d'investissement. D'autres investissements ont été réalisés dans les usines d'Olaberria, de Madrid et de Bergara.

Au Brésil, près de 150 millions d'euros de dépenses d'investissement ont été réalisées. L'usine Belgo de Juiz de la Fora a réalisé près de 33 millions d'euros d'investissement dont 26,5 millions d'euros au département « fonte ». L'usine de Monlevade a réalisé plus de 20 millions d'euros d'investissement. 37 millions d'euros d'investissement ont été réalisés dans les tréfileries brésiliennes. 19 millions d'euros ont été engagés pour le maintien des forêts d'eucalyptus.

En Argentine, Acindar a réalisé pour près de 24 millions d'euros de dépenses d'investissement.

Dans les Aciers inoxydables et alliages, les dépenses d'investissement se sont élevées à 180 millions d'euros. Le projet Carinox représente l'investissement principal avec 89 millions d'euros en 2005, correspondant à la dernière phase des travaux. L'aciérie de Carinox a livré sa première coulée le 28 septembre 2005 et devrait produire un million de tonnes annuelles d'ici à 2007. La nouvelle aciérie de Carinox, construite en 26 mois, représente un investissement total de 241 millions d'euros.

Au Brésil, Acesita a réalisé pour 17 millions d'euros de dépenses d'investissement au cours du quatrième trimestre (trimestre de consolidation dans les comptes Arcelor) correspondant principalement à l'agrandissement de son parc forestier et à l'achat d'un système d'inspection automatique de surface.

En France, Ugine & ALZ France a réalisé des dépenses d'investissements pour un montant de 22,5 millions d'euros avec notamment les travaux relatifs à la ligne de planage sous traction, et l'achat d'une cercleuse automatique. Ugitech a réalisé pour 7,9 millions d'euros de dépenses d'investissements.

En Italie, Ugine & ALZ Italia, a réalisé pour 10,3 millions d'euros d'investissements notamment dans des installations de coupe et de refendage.

A3S a réalisé des dépenses d'investissements pour un montant de 86 millions d'euros en 2005. Au Luxembourg, les travaux de construction du nouveau centre logistique européen composé de 17 halls de stockage pour les produits longs ont commencé, représentant une dépense 3,6 millions d'euros sur un total de 28 millions d'euros. Cette plateforme doit entrer en service début 2007.

En France, près de 6 millions d'euros d'investissements ont été réalisés chez Cisol, avec notamment l'achat d'une presse à Woippy pour près de 4 millions d'euros, et 4,5 millions d'euros chez Etilam dans le cadre du transfert des lignes de zinc et cuivre de Thionville à Saint-Dizier. Arcelor Construction France a réalisé près de 10 millions d'euros de dépenses dans le cadre du plan de réorganisation commerciale et industrielle "Gamma", avec notamment l'installation d'une nouvelle tête de peinture sur la ligne de pré-laquage et des améliorations de productivité sur les lignes de profilage.

Aux Etats-Unis, Skyline a effectué 8,3 millions d'euros de dépenses pour la construction d'une nouvelle usine de production de tubes de gros diamètre destinés aux fondations.

Les autres activités du Groupe ont réalisé pour 49 millions d'euros de dépenses d'investissement dont 11,1 millions d'euros effectués par Industeel France et 5,9 millions d'investissements par Arcelor Technologies France pour en achats de matériels informatique. Industeel Belgium (Belgique) a réalisé 3,5 millions d'euros de dépenses pour la remise à niveau ou l'amélioration de machines. Circuit Foil à Luxembourg a effectué pour 3,4 millions d'euros d'investissements divers. Le solde est composé d'investissements non significatifs.

Des investissements portant sur l'amélioration de la qualité, le développement et l'adaptation de matériels, la sécurité du personnel et la protection de l'environnement ont également été réalisés dans l'ensemble du Groupe.

3.2.2 Investissements à venir

La Société a récemment réalisée des investissements de croissance externe par le biais de l'acquisition de la société canadienne Dofasco (se reporter à la section 14.6.4 du présent chapitre de la note d'information), d'une prise de participation de 38,41% dans la société chinoise Laiwu (se reporter à la section 14.6.3 du présent chapitre de la note d'information) et une prise de participation indirecte dans la société marocaine Sonasid (se reporter à la section 14.6.5 du présent chapitre de la note d'information).

Les principaux investissements que la Société compte réaliser au cours des mois à venir consistent principalement en travaux de rénovation et de modernisation de ses outils de production.

4 INFORMATIONS CONCERNANT L'ACTIVITE D'ARCELOR

4.1 Principales activités

Le Groupe se développe dans quatre activités principales : les aciers plats au carbone, les aciers longs au carbone, la production d'aciers inoxydables et la distribution-transformation.

4.1.1 Les Aciers Plats Carbone

Le secteur des Aciers Plats Carbone d'Arcelor produit et commercialise une gamme étendue de produits plats en acier au carbone : bobines, produits revêtus et parachevés, flans de forme et flans soudés. Présent sur l'ensemble des marchés mondiaux, le secteur Aciers Plats Carbone propose des solutions aciers aux industries de l'automobile, de l'emballage et du packaging industriel, de la construction mécanique, ainsi qu'aux secteurs du bâtiment et de l'équipement ménager. Le secteur Aciers Plats Carbone vise à garantir à ses clients le meilleur niveau de qualité et de performance sur l'ensemble de la gamme des produits et services proposés. En Europe, la densité du réseau industriel et commercial du secteur Aciers Plats Carbone et l'appui d'Arcelor Négoces Distribution (unité opérationnelle d'A3S) permettent à Arcelor d'être proche de tous les utilisateurs d'aciers plats au carbone auxquels il peut ainsi fournir le meilleur service. Dans le reste du monde, la politique active d'investissements et de partenariats, en particulier en Amérique du Sud, en Amérique du Nord, en Russie et en Chine, permet à Arcelor de fournir, dans les meilleures conditions, ses clients mondiaux.

Les axes stratégiques majeurs des Aciers Plats Carbone sont l'internationalisation, la satisfaction des clients et la maîtrise des coûts.

Les phénomènes puissants de concentration et de globalisation, constatés dans plusieurs grands secteurs consommateurs d'aciers plats au carbone, notamment dans l'automobile et l'équipement ménager, conduisent les industriels de ces secteurs à rechercher des fournisseurs capables de leur fournir des produits et des services identiques partout dans le monde. Arcelor, qui est le premier fournisseur d'acier européen aux constructeurs automobiles et aux fabricants d'électroménager, conduit une politique de développement lui permettant d'accompagner ses clients par une politique active d'investissements et de partenariats. Ainsi, en Amérique du Sud, les Aciers Plats Carbone d'Arcelor sont désormais fortement ancrés avec CST, un des leaders mondiaux sur le marché des brames en acier au carbone avec une part de marché globale d'environ 20% et présentant un des plus bas niveaux de coût au monde, et avec Vega do Sul, une usine de galvanisation destinée à l'industrie automobile brésilienne. En Amérique du Nord, l'acquisition de Dofasco permettra de développer une présence forte sur le marché américain notamment auprès des constructeurs automobiles. En Turquie et en Russie, des sociétés nouvelles ont été créées avec les groupes sidérurgiques Dofasco, Borcelik et Severstal pour la production de tôles galvanisées. Une coopération en Inde avec Tata Steel et la création d'une *joint-venture* avec Nippon Steel Corporation et Bao Steel en Chine permettent de livrer les clients du Groupe en tôles à froid et revêtues sur les marchés asiatiques. Dans le domaine de l'emboutissage, Arcelor a développé des partenariats approfondis avec les sous-traitants majeurs de l'automobile, en particulier avec ses associés, Gestamp Automocion et Magnetto, leaders européens et sud-américains de l'emboutissage automobile et de la production de roues.

Dans le domaine des aciers pour emballage, Arcelor Packaging International a étendu ses activités en Turquie et en Chine en coopération avec Erdemir et Bao Steel.

Parallèlement à l'accompagnement de ses clients, le secteur Aciers Plats Carbone crée les moyens lui permettant de capturer la croissance dans les nouvelles zones d'influence géographiques en se positionnant sur les produits techniques.

Afin de permettre à Arcelor de conserver ses positions sur ses marchés traditionnels et pour faciliter la conquête de nouveaux marchés, le secteur Aciers Plats Carbone a engagé un programme d'adaptation de son dispositif industriel et procède activement à l'échange des meilleures pratiques industrielles et logistiques.

À cette fin, le secteur Aciers Plats Carbone a optimisé l'affectation de la production sur l'ensemble de ces actifs industriels, en retenant la chaîne logistique (de l'approvisionnement en matières premières à la livraison aux clients) la plus rentable en distinguant les fonctions « amont », correspondant à la

production d'acier, et les fonctions « aval » correspondant à la fabrication des produits destinés aux clients. Ainsi, les usines « amont » littorales, dont l'approvisionnement en matières premières est facilité par leur positionnement en bord de mer, vont assurer progressivement la quasi-totalité de la production d'acier du fait de leurs avantages en matière de coûts structurels. Le dispositif « aval » est redessiné pour plus de souplesse afin de mieux répondre aux attentes des clients.

Parallèlement, une importante politique de réduction et de maîtrise des coûts d'achat est menée.

Enfin, afin d'accroître la valeur ajoutée apportée aux clients, le secteur Aciers Plats Carbone synchronise ses projets de recherche et sa stratégie commerciale en lançant une approche intégrée des ventes, de la promotion des ventes et du marketing ainsi que de la R&D. Afin de réduire les délais de mise sur le marché des nouveaux produits, le secteur a spécialisé ses centres de recherche par marché et *process*.

4.1.2 Les Aciers Longs Carbone

Les Aciers Longs Carbone d'Arcelor regroupent une activité sidérurgique et une activité de transformation avec des tréfileries. L'activité sidérurgique est implantée en Union européenne et en Amérique du Sud, et fournit principalement les marchés de la construction, du génie civil et de l'équipement. L'activité Tréfileries se développe en Union européenne, en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Asie, à travers ses *joint-ventures* avec le groupe Kiswire en Corée du Sud et en Chine et avec le groupe Bekaert au Brésil.

Les Aciers Longs Carbone représentent un dispositif industriel performant situé à proximité des clients, et proposent au marché une gamme très étendue de produits. La qualité des outils et la souplesse de l'organisation lui permettent de réagir rapidement aux évolutions du marché tout en maintenant un niveau de coûts très compétitifs.

Les Aciers Longs Carbone assurent une gestion dynamique de leurs actifs. Ils développent une politique de croissance en se positionnant sur de nouveaux marchés géographiques, notamment dans les nouveaux pays de l'Union européenne et en Amérique du Sud, tout en renforçant leurs positions sur leurs marchés traditionnels en s'appuyant sur une politique commerciale basée sur la satisfaction du client.

À l'écoute des marchés, les Aciers Longs Carbone d'Arcelor développent des produits, proposent des solutions et offrent des services adaptés aux besoins des clients. Cette stratégie, centrée sur les clients et les produits, est conduite dans une recherche permanente de maîtrise des coûts et de rentabilité. De nombreuses actions tendant à comparer les performances des différentes usines de l'activité sont menées. Les meilleures pratiques en la matière sont échangées afin de réduire les écarts qui pourraient être constatés entre les différents sites. Enfin, les achats sont optimisés grâce à une coordination géographique efficace et en s'appuyant sur les ressources de la plate-forme Achats du Groupe.

L'activité Aciers Longs Carbone est organisée par famille de produits et se compose de cinq unités opérationnelles, chacune étant responsable de sa politique industrielle et commerciale et de son résultat opérationnel. L'unité opérationnelle *Bars and Rods* est dédiée aux aciers marchands, ronds à béton, fil machine et demi-produits. L'unité opérationnelle Sections produit les profilés. L'unité opérationnelle RPS est spécialisée dans les palplanches, les profilés spéciaux et les rails. L'unité opérationnelle Tréfileries, organisée en une sous-unité acier au bas carbone et une sous-unité *steeltcord*, comprend l'ensemble des tréfileries du secteur à l'exception des installations situées en Amérique du Sud, qui sont rattachées à l'unité opérationnelle Americas. Celle-ci comprend l'ensemble des activités Aciers Longs Carbone en Amérique du Sud.

4.1.3 Les Aciers Inoxydables

Le secteur des Aciers Inoxydables d'Arcelor regroupe les activités liées à la fabrication et à la commercialisation de produits en aciers inoxydables et en alliages de nickel. Présent sur les grands marchés mondiaux, Arcelor a engagé un processus de recentrage sur un de ses métiers dans le secteur des aciers inoxydables, les aciers inoxydables plats en Europe et au Brésil.

Dès la création d'Arcelor en 2002, la stratégie du Groupe pour les Aciers Inoxydables a été de redresser la rentabilité de ses activités à travers, d'une part, le lancement de programmes d'amélioration des coûts de production dans toutes les unités, et d'autre part la gestion active du portefeuille d'activités. Entre 2002 et 2004, l'activité Aciers Inoxydables a accompli des progrès significatifs, en améliorant ses résultats grâce principalement aux actions de réduction des coûts.

Dans le cadre de sa politique de recentrage, J&L et Thainox ont été cédées au cours du premier trimestre 2004. Le 1^{er} janvier 2005, l'unité opérationnelle, composée des entités Industeel Belgium et Industeel France, a rejoint le secteur « Autres Activités » d'Arcelor.

Les autres métiers de l'activité Aciers Inoxydables sont amenés à évoluer hors du Groupe au travers d'alliances ou de cessions. Arcelor a annoncé le 10 mars 2006 la conclusion d'un accord d'exclusivité avec Schmolz Bickenbach pour la cession de 100% de sa filiale de produits longs inoxydables, Ugitech. Le projet de cession est soumis à la conclusion des opérations de *due diligence*, à l'accord des conseils d'administration des deux sociétés et à l'accord des autorités de la concurrence.

Les « Inox Plats Europe et Brésil » sont constitués d'Ugine & ALZ en Europe et d'Acesita au Brésil. Acesita, dans le capital de laquelle Arcelor détient une participation de 40,12%, est le seul producteur d'aciers inoxydables plats en Amérique du Sud et une des entreprises les plus rentables du secteur de l'inox.

Ugine & ALZ, leader du marché européen avec plus de 25% de parts de marché, procède à la reconfiguration de son dispositif amont. UGINE & ALZ se recentre sur deux aciéries de taille mondiale (Genk et Carinox en Belgique) autour d'un train à chaud performant. Les synergies issues de la fusion entre Ugine & ALZ et les programmes d'amélioration de la performance opérationnelle lancés sur tous les sites sont autant d'atouts pour maîtriser une pression compétitive croissante. Le doublement de l'aciérie de Genk, réalisé en 2002, et la nouvelle aciérie en connexion directe avec le laminoir à chaud assurent un schéma industriel optimisé, une économie de coûts de transport et une compétitivité de premier rang.

L'organisation d'Ugine & ALZ est articulée autour de quatre pôles opérationnels. Le pôle amont est responsable de la fourniture de bobines noires aux trois tôleries (Genk en Belgique, Gueugnon et Isbergues en France), au moindre coût et avec le meilleur service. Les trois pôles aval, responsables de leur activité et de leurs résultats, sont dédiés aux marchés de l'industrie (Genk et Isbergues), de l'automobile (Isbergues) et des produits minces (Gueugnon et Genk). Cette organisation vise un partage plus efficace des compétences des forces commerciales et attribue des savoir-faire spécifiques à chacun des sites pour optimiser les coûts et le service au client.

4.1.4 Arcelor Steel Solutions & Services (A3S)

Présent dans plus de 50 pays avec plus de 11 000 collaborateurs, A3S propose une vaste gamme des produits plats et longs et des « solutions acier » pour des projets sur mesure. Il est un acteur de référence sur les marchés de l'automobile, de l'électroménager et de la construction (travaux publics, génie civil, offshore). En distribuant et en parachevant les produits sidérurgiques proposés à ses clients, A3S répond à une demande sans cesse réaffirmée de service et de valeur ajoutée. S'approvisionnant principalement auprès des usines du groupe Arcelor tout en faisant appel au marché pour une partie de ses besoins (à hauteur de 30 à 35% environ, tous produits confondus), A3S s'articule sur un vaste réseau de dépôts, centres de services et sites industriels dont le maillage permet à ses clients européens un accès rapide à toute la gamme des produits du Groupe. Veillant à l'évolution du besoin de ses clients, petites et moyennes entreprises ou groupes multinationaux, A3S adapte ses structures et ses outils en consolidant son réseau sur ses marchés historiques et en investissant dans des régions en croissance.

A3S a défini une stratégie lui permettant de pérenniser ses performances financières. L'évolution de son environnement (maturité de certains marchés traditionnels, redéploiement géographique ou repositionnement stratégique de certains clients, progrès de la concurrence) le conduit à redéfinir sa politique de consolidation et d'expansion. Celle-ci se fonde sur le renforcement de ses avantages concurrentiels (étendue du réseau, puissance logistique, innovation et assistance technique), ainsi que sur le recentrage de ses activités sur ses métiers stratégiques.

La mise en œuvre de sa politique de développement conduit également A3S à déployer son réseau dans des régions en croissance forte. Les pays d'Europe centrale et orientale constituent des zones attractives dans lesquelles A3S a déjà commencé à investir. D'autres régions, non européennes, sont également étudiées pour leur potentiel de développement futur.

A3S est organisé par métier en cinq unités opérationnelles, chacune étant responsable de sa politique industrielle et commerciale et de son résultat opérationnel. L'unité opérationnelle Arcelor Négoces-Distribution assure une activité de négoce multi-produits avec stockage. Arcelor Steel Services Centers distribue des aciers plats au carbone parachevés. Arcelor International est spécialisée dans la grande exportation et le *trading*. Arcelor Projects intervient dans les projets sur mesure pour grands travaux. Arcelor Construction est présent sur le marché de la construction métallique.

4.1.5 Autres activités

4.1.5.1 Paul Wurth

Le groupe Paul Wurth est un acteur de renommée internationale dans le domaine de l'ingénierie et de la réalisation d'installations et d'équipements pour la sidérurgie et l'industrie des métaux non ferreux. L'entreprise est également présente dans la gestion de grands projets civils et industriels dans le secteur de la construction et développe depuis quelques années déjà de nouvelles technologies pour la protection de l'environnement dans l'industrie.

Basé au Luxembourg, Paul Wurth dispose de filiales et succursales en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en République tchèque, en Russie mais aussi en Asie (Inde, Chine, Corée, Taiwan), en Amérique latine (Brésil, Chili, Mexique), en Amérique du Nord et en Afrique de Sud, ainsi que d'un réseau de preneurs de licence et d'agents établis sur tous les continents. Au 31 décembre 2005, Paul Wurth employait plus de 1 100 collaborateurs répartis dans une vingtaine de filiales à travers le monde.

4.1.5.2 Circuit Foil

Circuit Foil est spécialisée dans la production de feuilles de cuivre extra-fines de 3 à 400 microns d'épaisseur, utilisées dans la fabrication de circuits imprimés.

4.1.5.3 Industeel

Industeel compte parmi les grands producteurs mondiaux en chaudronnerie spéciale, aciers pour moules et outils résistants à l'abrasion. Implantée à Charleroi, la société Industeel Belgium est spécialisée dans la production de plaques en acier inoxydable et de plaques d'aciers spéciaux au carbone. En France, les sites du Creusot, Chateaufort et Saint-Chamond sont respectivement dédiés à la production de tôles, de lingots de forge, de pièces moulées et de viroles.

Industeel dispose d'un réseau mondial d'agences commerciales et bénéficie également d'un large appui du réseau Arcelor Stainless International.

4.2 La stratégie

4.2.1 Développement et création de valeur

Malgré les restructurations intervenues en Europe et ailleurs, la sidérurgie mondiale reste encore peu concentrée face des secteurs économiques fournisseurs et clients déjà bien globalisés. Dans ce contexte, Arcelor met en œuvre une stratégie de développement dans les produits à forte valeur ajoutée afin d'offrir à travers le monde à ses principaux clients, et notamment l'industrie automobile et les industriels de l'équipement ménager, les mêmes qualités d'aciers et la même capacité à coopérer à leur propre développement grâce à une recherche commune de progrès. Mais Arcelor entend aussi conquérir de nouvelles parts de marché dans les pays à forte croissance économique. Ainsi la stratégie d'Arcelor se traduit par une ambition de développement équilibré entre la conquête des marchés émergents en forte croissance et l'accompagnement des clients mondialisés dans leurs pays d'implantation. Cette stratégie de croissance raisonnée doit aussi permettre à Arcelor de jouer un rôle de régulateur et de stabilisateur sur le marché mondial de l'acier.

4.2.1.1 Une stratégie qui associe développement, qualité des produits et des services et innovation

Arcelor développe sa stratégie selon trois axes majeurs :

- maintenir l'outil européen au meilleur niveau de compétitivité,
- consolider sa position de leader mondial dans les aciers pour l'automobile, hors Europe,
- accompagner le développement de la consommation d'acier dans les pays en croissance.

Cette stratégie globale de développement industriel et géographique s'inscrit dans une recherche permanente de compétitivité et de différenciation sur un marché mondial qui, malgré les regroupements opérés, reste très fortement concurrentiel. La différenciation stratégique d'Arcelor repose sur trois exigences fortes : la qualité des produits et des services, l'innovation et le respect de l'environnement.

Qualité et services

Arcelor est le fournisseur de référence pour la qualité et le caractère innovant des solutions acier qu'il propose à ses principaux clients. Arcelor ambitionne de devenir aussi le fournisseur de référence pour le niveau de services apporté à ses clients : être à la fois le fournisseur qui respecte ses clients en termes de délais de livraison, de qualité et d'innovation et qui les accompagne dans leur démarche de progrès et dans leur propre développement.

Arcelor a donc choisi d'intégrer dans sa stratégie générale la différenciation par le service. Celle-ci passe :

- par un respect total des délais de livraison et nécessite un bon arbitrage entre l'emploi optimal de la capacité de production du *downstream*⁸ et les contraintes de délais imposées par les clients,
- par une implication renforcée, à l'image de ce qui se passe avec les constructeurs automobiles, dans la conception des produits fabriqués par les clients et dans la mise en oeuvre opérationnelle des solutions aciers pour contribuer à améliorer l'efficacité et la productivité des lignes de production des clients,
- par la mise en place d'un réseau de distribution à haute efficacité.

Dans cette optique, Arcelor a lancé, en 2005, une nouvelle approche stratégique du marché de la construction, en se concentrant sur l'amélioration du service. Le produit et les offres de services ont été redéfinis conformément aux nécessités particulières de plusieurs groupes et marchés cibles. Une meilleure compréhension des besoins du client, aboutissant à des offres personnalisées, va aider dans ce secteur économique à construire et à développer la fidélité du client par l'innovation, la qualité, et les solutions sur mesure apportées en termes d'assistance technique ou d'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.

Innovation

Dans des marchés techniques de plus en plus exigeants, Arcelor propose des solutions de plus en plus innovantes pour renforcer l'attractivité de l'acier par rapport aux autres matériaux concurrents et développer de nouvelles applications pour les aciers d'Arcelor.

Ainsi la recherche et l'innovation jouent-elles un rôle important dans la stratégie du Groupe avec trois thèmes principaux :

- allègement, sécurité, durabilité, aspect, à travers le développement de nouveaux types d'aciers et de nouvelles solutions aciers ;
- suppression des étapes de transformation chez les clients grâce à des offres de revêtements, de préparation, d'assemblages ;

⁸ Phase aval du processus de production : voir schéma de production de l'acier.

- recherche d'une plus grande flexibilité et de meilleurs prix de revient sur les processus de fabrication par une baisse des coûts, une amélioration des performances, et une réduction de l'impact environnemental.

Respect de l'environnement

Recyclé à 90% dans certains de ses usages et indéfiniment recyclable, l'acier est par nature un matériau écologique : Arcelor a pour stratégie de faire de ces qualités un atout stratégique majeur notamment dans les secteurs de l'emballage, de l'automobile et de la construction.

Ainsi Arcelor oriente ses efforts dans ce domaine :

- sur la réduction des prélèvements sur la nature (eau, minerais, matériaux (...)),
- sur la suppression des rejets polluants,
- sur la réduction des émissions de CO2 dans le *process* de production,
- sur l'efficacité énergétique des procédés et la mise aux futures normes environnementales des produits,
- sur la production d'aciers à haute résistance augmentant la sécurité des automobiles tout en réduisant leur poids et donc leurs émissions de CO2 à l'utilisation,
- sur la valorisation des coproduits.

4.2.1.2 La stratégie au service de la création de valeur

Arcelor a un objectif primordial de défense de l'intérêt de ses actionnaires. Ainsi, la stratégie de développement d'Arcelor est centrée sur les produits à forte valeur ajoutée et s'exerce dans le respect d'une politique d'investissements garantissant un excellent retour des capitaux engagés. Arcelor est donc très attentif au bon niveau de ses investissements en les maîtrisant soigneusement pour ne pas surinvestir au détriment de la politique de dividendes du Groupe, et en les dimensionnant suffisamment pour maintenir l'outil existant au plus haut niveau technologique, et le développer pour permettre un renouvellement de l'offre et s'inscrire dans un processus de croissance.

4.2.1.3 Une ambition stratégique large et cohérente

La stratégie d'Arcelor est mise au service d'une ambition forte et cohérente qui associe les actionnaires, les collaborateurs et les clients dans une optique de croissance et de progrès :

- maintenir au premier plan mondial l'outil industriel,
- innover sans cesse grâce à une politique de recherche dynamique et ciblée,
- faire progresser encore le modèle social pertinent et reconnu du Groupe,
- conserver une performance opérationnelle de référence et continuer à l'améliorer,
- ne se satisfaire que de l'excellence commerciale et technique,
- s'appuyer sur un management international dynamique et compétent,
- appliquer un modèle de développement équilibré et transparent qui respecte les intérêts de l'ensemble des actionnaires et des « *stakeholders* ».

4.3 Les principaux marchés

À l'écoute de ses clients, Arcelor développe des produits, propose des solutions et offre des services adaptés aux besoins des différents marchés. Cette approche commerciale s'appuie sur une politique de partenariat avec les clients s'inscrivant dans la durée.

4.3.1 L'automobile : un marché mondial à forte valeur ajoutée

L'acier est le matériau le plus utilisé par l'industrie automobile. Ses qualités de résistance, d'absorption d'énergie, de capacité de déformation et de recyclage en font un matériau de choix dans un contexte d'exigences fortes sur les coûts, la sécurité et le respect de l'environnement.

L'acier représente environ 40% du poids total d'un véhicule automobile, dans lequel on trouve :

- des aciers plats laminés à froid avec des revêtements spécifiques ou des aciers plats laminés à chaud, utilisés pour la caisse en blanc de la voiture et pour ses équipements : sièges, roues, accessoires (...);
- des aciers plats inoxydables pour les pots d'échappement, les réservoirs et les pièces de sécurité pour lesquels Arcelor est un leader mondial grâce à ses solutions innovantes en acier ferritique, sans nickel mais résistant à la corrosion ;
- des produits longs en acier inoxydable.

Arcelor représente le premier fournisseur mondial d'acier à l'industrie automobile, avec, en 2005, 10 millions de tonnes d'aciers plats livrées à ce secteur, soit environ 15% des besoins mondiaux.

Arcelor se positionne sur ce marché comme un fournisseur de produits à haute technicité en proposant des aciers à haute et très haute résistance et en développant des tôles de surface améliorées de basse densité et en acier à ultra haute résistance. Le projet *Arcelor Body Concept* (ABC) permet aux constructeurs automobiles de trouver, grâce à l'acier, de nouvelles solutions aux problèmes de sécurité et de réduction de poids.

Arcelor met l'innovation au centre de sa stratégie pour répondre aux besoins et aux contraintes des constructeurs automobiles. Dans les produits et solutions du futur à moyen et long terme, Arcelor travaille, par exemple sur les aciers très déformables, faciles à mettre en forme, et de résistance mécanique élevée en poursuivant le développement des aciers à Très Haute Résistance (THR) afin d'améliorer leurs propriétés d'usage (ductilité ou formabilité). L'objectif est de doubler la ductilité (résistance à la rupture des aciers THR) ou d'augmenter la résistance de 50% en conservant une capacité similaire de mise en forme et d'utilisation par le client. Les aciers à haute teneur en manganèse sont issus de cette démarche.

4.3.2 La construction : un marché en pleine expansion

Le secteur de la construction est le premier utilisateur d'acier dans le monde. Sur ce marché, Arcelor offre à sa clientèle les avantages d'un acteur international : nombre élevé de sites de production et de transformation, large gamme de produits offrant diverses spécialités (Aluzinc, aciers galvanisés de forte épaisseur étamés à chaud, poutrelles, palplanches), grande expérience dans les produits à valeur ajoutée (tôles prélaquées, aciers à haute limite élastique). L'offre est complétée par des systèmes constructifs pour l'enveloppe du bâtiment : façade, toiture, plancher et structure.

Le marché de la construction est très fragmenté et se caractérise par une forte composante locale. Dans ce contexte, une bonne adaptation des solutions apportées à chacun des projets joue un rôle important dans les décisions d'achat. La construction constituant un axe de développement prioritaire pour Arcelor, une structure transversale spécifique, *Building and Construction Support* (BCS), a été créée afin de répondre au mieux aux exigences de ce marché dans une optique de performance. Ainsi sur tous les marchés locaux, Arcelor s'attache à proposer une offre élargie de solutions acier combinées et optimisées en travaillant en coopération avec les équipes de recherche, les activités opérationnelles du Groupe, ainsi que des architectes indépendants, des bureaux d'études et des promoteurs.

Le besoin d'innovation et de réponses à des contraintes environnementales de plus en plus marquées influencent fortement ce marché. Grâce aux travaux menés en Recherche et Développement, l'acier peut contribuer de façon significative à la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre liées au chauffage et à la climatisation des logements et des immeubles à usage professionnel : les solutions acier combinées avec d'autres matériaux permettent notamment de construire des bâtiments où les échanges thermiques s'effectuent naturellement et qui sont donc moins consommateurs d'énergie.

En 2005, Arcelor a livré 12,5 millions de tonnes d'acier à ses clients de la construction dans le monde.

4.3.3 L'industrie générale : des solutions diversifiées

Le marché de l'industrie générale est vaste et diversifié et les solutions acier proposées par Arcelor très variées. Elles ont pour points communs la recherche permanente de la facilité d'utilisation et le combat pour l'allègement.

A l'exception de quelques secteurs industriels concentrés comme le transport ferroviaire, la plupart des clients industriels s'approvisionnent en produits parachevés auprès du réseau de distribution d'Arcelor. C'est le cas notamment des métiers de la construction mécanique et des industries de transformation primaire et secondaire.

La première transformation est, pour Arcelor, un marché porteur : il s'agit des revêteurs, des relamineurs, des fabricants de gros tubes soudés, de la construction navale, des fabricants de conteneurs, de silos (...).

Sur ce marché, Arcelor propose une offre large répondant à l'ensemble des besoins. Ainsi, Arcelor propose une gamme très étendue d'aciers plats au carbone livrés nus ou avec un revêtement métallique (aciers à très haute limite élastique pour grues, nuances d'acier pour le traitement thermique et les applications pétrolières, aciers pour radiateurs, fûts, rayonnage industriel, citernes et bouteilles de gaz).

Dans les aciers longs carbone, Arcelor fournit des poutrelles, des aciers marchands, des palplanches, du fil machine utilisés sur les marchés de l'infrastructure et de l'équipement ainsi que des rails ferroviaires destinés au marché des transports. Les tréfileries proposent des fils clairs, recuits ou galvanisés pour les fils de vigne, les clôtures, les armatures et les pointes.

Les aciers inoxydables, quant à eux, progressent dans les industries chimique et pétrolière avec, par exemple, de nouvelles nuances d'acier ferritique (pour les réservoirs d'eau chaude) ou des aciers permettant l'allègement des conteneurs.

Sur ces marchés, Arcelor privilégie trois axes de développement :

- des produits verts non toxiques, présentant un haut niveau de sécurité tant au niveau de la fabrication que dans leur mise en oeuvre, et facilement recyclables ;
- des produits fonctionnels offrant une alternative favorable par rapport à d'autres matériaux et permettant de réduire le coût du produit final ;
- des produits économiques grâce à des fabrications simplifiées réduisant de manière significative le taux de rebut, améliorant ainsi la rentabilité.

4.3.4 L'emballage : l'acier, un matériau compétitif, haut de gamme et sur mesure

L'acier est un matériau solide, résistant, étanche et qui offre toutes les garanties de sécurité. Il est donc particulièrement bien adapté aux applications de l'emballage grâce à la technicité de ses applications.

Positionné sur les produits hauts de gamme, Arcelor est présent sur de nombreux segments de marché : les boîtes alimentaires, les boîtes de boissons, les boîtes décoratives de biscuits ou d'alcools, les pots de peinture et de vernis, les aérosols, etc. Son action s'exerce sur l'ensemble de la filière de l'emballage – fabricants d'emballage, équipementiers, marques, designers – ainsi que sur celui de la grande distribution.

Bien qu'étant un marché mondial, le marché de l'emballage dépend beaucoup du profil local des consommateurs : les habitudes de consommation et les niveaux de vie influencent fortement l'acte d'achat. Pour y tenir une place prépondérante, il faut non seulement être à la pointe du progrès technologique mais aussi être à l'écoute des besoins diversifiés des industriels, qui sont eux-mêmes fonction des attentes des clients finaux. En Europe, Arcelor détient 34% des parts de marché et renforce sa présence à l'international. Avec « *Creasteel* », une nouvelle gamme conçue pour une production plus facile et plus souple de boîtes tréfilées, Arcelor ambitionne de pénétrer de nouveaux segments de l'alimentation en rivalisant avec les emballages minces en plastique et en aluminium. Arcelor développe également en association avec Toyo Seikan un projet d'acier pré-enduit de plastique pour le segment boisson.

En 2005, Arcelor a livré 1,7 million de tonnes au secteur de l'emballage.

4.3.5 L'électroménager : l'acier, esthétique et indéfiniment recyclable

Les aciers, outre leurs qualités intrinsèques de réduction du coût des appareils finis, d'esthétisme, d'acoustique, de confort d'utilisation et d'économie d'énergie, apportent aussi une plus-value pour l'environnement.

Les directives européennes concernant le recyclage des appareils électroniques et électriques, applicables dès 2006, constituent une opportunité de promotion de l'usage de l'acier dans les appareils électroménagers grâce à sa capacité remarquable à être indéfiniment recyclé.

Le marché global de l'équipement ménager comprend :

- le petit électroménager et le petit équipement ménager (cafetières, préparateurs culinaires, couverts, ustensiles de cuisine, éviers, etc.) qui représentent un marché diffus ;
- le gros électroménager qui est pour Arcelor un débouché stratégique.

Dans le cadre de véritables partenariats industriels et commerciaux développés depuis plusieurs années, Arcelor a suivi les fabricants d'électroménager dans leur délocalisation vers les nouvelles zones de croissance à la fois en offrant une plus grande flexibilité logistique et à travers de nouvelles implantations.

Le marché de l'équipement ménager étant caractérisé par une forte compétition entre les fabricants, initiée principalement par les circuits de distribution, Arcelor a cherché à réduire les coûts totaux pour ses clients en mettant en oeuvre, en collaboration avec eux, un programme de création de valeur.

4.4 Recherche et Développement, brevets et licences

Arcelor a pour volonté de créer de la valeur en proposant à ses clients des solutions acier toujours plus adaptées à leurs besoins. L'innovation-Recherche & Développement est au centre de ce projet en développant dans tous les domaines des produits et des procédés innovants et créateurs de valeur. Le portefeuille Recherche & Développement (R&D) est en grande partie défini et conduit au niveau des secteurs et des unités opérationnelles, garantissant ainsi une détermination des objectifs et des projets de recherche au plus près de la stratégie tant industrielle que commerciale sur l'ensemble des marchés d'Arcelor.

La politique de Recherche & Développement d'Arcelor vise à contribuer activement au renouvellement de l'offre de produits et de solutions acier du Groupe. L'outil de R&D participe également à l'amélioration des procédés de production, que ce soit en continu ou en rupture. Pour réaliser ses objectifs, le Groupe s'appuie sur la recherche d'une amélioration en continu de l'offre en produits et services, sur une approche multi-marchés, multi-procédés et multi-produits.

En ce qui concerne les processus de fabrication, la Recherche & Développement initialise des innovations techniques ayant trait à la production tout en y incluant les aspects environnementaux et elle développe de nouveaux procédés et méthodes opérationnelles, l'objectif étant d'améliorer les coûts, d'augmenter les performances, de réduire l'impact sur l'environnement et d'accroître la flexibilité des installations.

Au niveau du développement produit, les activités de Recherche & Développement concernent l'amélioration de la qualité, le développement de nouveaux types d'acier et de produits, l'identification de nouvelles solutions aciers en partenariat avec les clients et la promotion de l'acier face aux produits de substitution. Les activités de recherche se développent dans de nombreux domaines, en particulier, la sécurité, le respect de l'environnement, les revêtements, les assemblages, la définition des codes et des normes ainsi que la réalisation de guides et logiciels d'utilisation optimale des produits. Le développement de solutions acier de plus en plus légères et performantes est un axe de progrès important.

C'est ainsi, par exemple, que le développement d'aciers plus résistants dans l'automobile contribue à l'amélioration de la sécurité, et à travers l'allègement, à la réduction des émissions de CO₂ des véhicules.

L'efficacité et la compétence des activités de Recherche & Développement sont renforcées par des partenariats, tout d'abord avec les grands clients d'Arcelor et d'autres grands industriels, ainsi qu'avec d'autres producteurs d'acier dans le cadre des projets de recherche de la Communauté européenne. En outre, Arcelor coopère activement avec des universités et des instituts de recherche.

Arcelor pratique une politique de brevets qui vise à protéger et valoriser son capital de connaissances tant vis-à-vis des autres sidérurgistes que des autres matériaux. Arcelor a pour objectif de breveter les inventions touchant les domaines dits stratégiques, et notamment le renouvellement de l'offre.

Au 31 décembre 2005 Arcelor employait plus de 1 300 chercheurs à travers le monde dont 1 100 en Europe répartis entre Maizières-les-Metz (France), Gand et Liège (Belgique) et Aviles (Espagne). Les aciers plats carbone représentent 80% de l'effort d'innovation et R&D d'Arcelor, les aciers inoxydables 15% et les aciers long Carbone 5% ; à noter près de 150 ingénieurs en résidence chez les grands clients du Groupe (60% dédié à la recherche dans l'automobile et 40% à l'emballage, la construction et les opérations industrielles).

Les dépenses nettes de recherche du groupe se sont élevées à 137,61 millions d'euros en 2005, 130 millions en 2004 et 142 millions en 2003.

Le Groupe propose en moyenne chaque année 20 nouvelles solutions acier dont 12 pour les aciers plats et crée 35 produits nouveaux dont 25 pour les aciers plats. La moitié des aciers qui sont proposés aux constructeurs automobile par Arcelor n'existaient pas il y a cinq ans.

Arcelor a développé de nombreux partenariats de recherche à travers le monde. Ainsi, avec Nippon Steel Corporation (Japon) 15 projets sont actuellement en cours pour l'acier automobile et les *process*. Cette alliance technologique avec le sidérurgiste japonais permet de constituer un ensemble de 2 500 chercheurs, soit 60% de la recherche sidérurgique mondiale.

4.5 Degré de dépendance d'Arcelor à l'égard de brevets et de contrats industriels et commerciaux

Voir à ce sujet la section 2.5 du présent chapitre de la note d'information relative aux risques de dépendance.

4.6 Propriétés immobilières, usines et équipements

4.6.1 Immobilisations corporelles importantes

4.6.1.1 Les outils de production

Arcelor dispose d'un outil performant, doté des dernières innovations technologiques et adapté aux besoins de ses clients. Sa flexibilité et sa modernité permettent à Arcelor d'appliquer une gestion de la production calquée sur la demande réelle du marché. Cette politique industrielle est fondée sur l'idée de privilégier les marges par rapport aux volumes produits. Le Groupe réduit ainsi volontairement son offre dès que la consommation réelle l'exige. Grâce à cette gestion de production rationnelle basée sur une anticipation intelligente du besoin réel du marché, Arcelor contribue à la stabilisation des revenus en limitant la volatilité des prix qui a longtemps caractérisé le marché sidérurgique.

La production des aciers plats au carbone au sein du Groupe s'articule autour de deux pôles correspondant aux spécificités techniques et économiques du processus de fabrication de l'acier. Le pôle amont (« *upstream* ») comprend la production de fonte de hauts-fourneaux, la production d'acier brute, et le laminage à chaud. Les outils des différents sites sont mutualisés et ont pour objectif prioritaire la production de brames et de bobines laminées à chaud de qualité à des coûts compétitifs. Dans cette optique, le dispositif de production européen amont d'Arcelor est en cours de reconfiguration avec la fermeture progressive des sites continentaux et le renforcement des sites littoraux en Allemagne, en Belgique, en Espagne, et en France, les coûts logistiques liés notamment au transport des matières premières rendant les premiers nettement moins compétitifs.

Au Brésil, Arcelor dispose d'un outil particulièrement performant avec CST, premier fournisseur mondial de brames et l'un des acteurs sidérurgiques les plus compétitifs. Afin de capitaliser ce savoir-faire et de participer à la croissance des marchés dans des conditions optimales, Arcelor a lancé un vaste programme d'augmentation des capacités de production de CST de 50%. Ces nouvelles capacités devraient être opérationnelles fin 2006.

Le pôle amont livre le pôle aval en bobines laminées à chaud dans le respect des délais et au coût du marché.

Le pôle aval (« *downstream* ») est constitué des outils participant à la fabrication des produits finis : laminages à froid, lignes de galvanisation et d'électrozingage, lignes de revêtement organique, lignes d'étamage. Les unités de fabrication de ce pôle sont situées à proximité de leurs clients et sont en contact permanent avec eux afin d'assurer une qualité de produits et de services répondant aux attentes du marché. A travers de nombreux partenariats avec d'autres acteurs sidérurgiques, Arcelor accroît encore sa couverture géographique afin de satisfaire ses clients. Arcelor a ainsi participé à la construction de nouvelles lignes de galvanisation dédiées principalement à l'industrie automobile en Chine, en Russie et en Turquie.

A travers une croissance externe, Arcelor conquiert aussi de nouveaux marchés. Le rachat de Dofasco au Canada permet au Groupe de disposer d'un outil performant en Amérique du Nord, en synergie avec ses actifs européens et brésiliens, tout en renforçant ses positions sur le marché mondial de l'acier pour automobiles.

Dans les aciers longs au carbone, Arcelor s'appuie sur un dispositif industriel établi principalement autour de la filière électrique, à savoir la production d'aciers dans des fours électriques à partir de ferrailles. Une partie des aciers longs fabriqués au Brésil est issue de la fonte, alors qu'en Argentine le Groupe dispose d'une unité de réduction directe de minerai de fer alimentant une filière électrique. Les unités de production des aciers longs au carbone sont réparties géographiquement de manière à couvrir des marchés qui présentent la caractéristique d'être plutôt locaux. Le Groupe, déjà très présent en Europe occidentale et en Amérique latine accroît son dispositif industriel grâce à des prises de participation majoritaires dans des acteurs sidérurgiques locaux afin de participer à la croissance des nouveaux marchés. Ces prises de participation s'accompagnent de projets industriels permettant de proposer aux clients un niveau de qualité et de services plus élevé tout en répondant à l'augmentation de la demande. Le Groupe s'est ainsi développé en Pologne en 2005, au Costa Rica début 2006 et s'implantera prochainement au Maroc pour servir le grand marché nord-africain. En Chine, un partenariat stratégique avec le groupe sidérurgique chinois Laiwu a été conclu le 24 février 2006.

Dans les aciers inoxydables, Arcelor restructure sa production d'acier plat avec le lancement de la nouvelle aciérie électrique de Carinox, associée à un laminoir à chaud mitoyen afin de rationaliser les flux. Les deux aciéries spécialisées dans les aciers inoxydables plats se situeront en Belgique et approvisionneront les unités françaises et belges de laminage à froid. Au Brésil, Acesita, premier producteur d'aciers inoxydables d'Amérique du Sud, produit ses aciers à partir de fonte.

De nombreuses unités de transformation et de parachèvement, en connexion directe avec les clients, complètent le dispositif industriel d'Arcelor.

4.6.1.2 Propriétés immobilières

Le Groupe Arcelor est présent industriellement et commercialement dans le monde entier sur plusieurs centaines de sites. La quasi totalité des sites de production et de laminage d'acier sont la propriété du Groupe.

Le patrimoine du Groupe Arcelor peut être scindé en deux parties, les terrains et les immeubles.

La nature même des activités du Groupe, dont une très large majorité est située dans l'Union européenne et au Brésil, nécessite de nombreux terrains en vue d'y accomplir les diverses étapes intervenant dans le processus de production, de transformation et de parachèvement de produits sidérurgiques de l'acier.

Le Groupe dispose d'une superficie importante de terrains non affectés à la production qu'il entend mettre en valeur lorsque ces terrains ne présentent pas un intérêt stratégique.

Le Groupe est propriétaire de nombreux bâtiments à travers le monde, dont la partie la plus significative se situe en Europe et au Brésil. Le tableau ci-dessous présente les principaux sites de production du Groupe :

Aciers Plats Carbone	
Europe	Brême, Eisenhüttenstadt (Allemagne) Gand, Liège (Belgique) Aviles, Gijon, Viscaya (Espagne) Dunkerque, Florange, Fos sur Mer (France)
Canada	Hamilton, Concorde
Amérique du Sud	Vitória São Francisco do Sul
Aciers Longs Carbone	
Europe	Belval, Differdange, Schifflange (Luxembourg) Veriña (Espagne) Bergara, Olaberria (Espagne) Thuringen (Allemagne) San Zeno, Pallanzeno (Italie) Saragosse, Zumarraga (Espagne) Varsovie (Pologne)
Amérique du Sud	Rosario (Argentine) Monlevade, Vitoria, Piracicaba, Juiz de Fora (Brésil)
Aciers Inoxydables	
Europe	Charleroi, Genk (Belgique) Imphy Isbergues, Ugine (France)
Amérique du Sud	Timoteo (Brésil)

4.6.2 Questions environnementales liées aux immobilisations

4.6.2.1 Évolution des Performances Environnementales

L'action environnementale d'Arcelor s'est poursuivie en 2005, mais comme l'année précédente, des modifications de périmètre influencent les résultats. Les points marquants sont la cession des sites d'Azpeitia et Getafe en Espagne qui impacte le ratio acier de four électrique sur acier total et le démarrage de l'aciérie de Carinox à Charleroi en fin d'année avec un effet négligeable sur le résultat global du Groupe. Les résultats d'Acesita, consolidés à compter de novembre 2005, ont été pris en compte en totalité sur l'année mais n'ont qu'un faible impact sur la performance moyenne.

Émissions dans l'air

Les émissions atmosphériques restent très comparables aux niveaux observés en 2004, qu'il s'agisse des émissions de poussières canalisées, d'oxydes de soufre ou d'azote.

Deux faits marquants peuvent être cités :

- L'extension du dépoussiérage secondaire de l'aciérie de Sidmar à Gand, réalisée en 2004 (un convertisseur en juillet et le second en octobre), a pleinement porté ses fruits en 2005. La quantité de poussières récupérées s'élève à 2301 tonnes en 2005 contre 929 tonnes en 2004, ces poussières étaient précédemment émises sous forme diffuse à l'atmosphère. Par ailleurs, les émissions de poussières canalisées rapportées en 2005 s'élèvent à 1231 tonnes ; la comparaison de ces données montre l'importance potentielle des émissions de poussières diffuses qui feront l'objet d'une action d'évaluation à partir de 2006.

- La mise en service à l'agglomération de Fos-sur-Mer d'un filtre à manches traitant la moitié des fumées. Une injection de chaux en amont du filtre permet également une réduction des émissions d'oxydes de soufre. Compte tenu du démarrage de cette installation en fin d'année, il n'y a pas d'effet apparent sur les émissions de 2005 mais on attend des réductions sensibles des émissions de poussières canalisées et de métaux associés.

Rejets d'eau

La comparaison des résultats 2004 et 2005 est impactée par un effet périmètre, du fait de la prise en compte des données d'Acindar. Cette usine située sur le Río Paraña a accès à une ressource en eau très importante et fonctionne en circuit ouvert en consommant de très grandes quantités.

Une révision des données pour l'année 2004 à périmètre constant donne une valeur de rejet de 5,63 m3 par tonne d'acier soit une valeur très proche de celle de 2005. De même, à périmètre équivalent, les rejets de DCO et Matières en Suspension étaient de 215 g/t et 165 g/t. La performance 2005 apparaît donc en léger progrès.

Fin 2004, le site brésilien de Juiz de Fora a terminé une réorganisation de ses réseaux d'eau qui a permis d'accroître sensiblement le recyclage. En conséquence, les rejets d'eaux usées sont passés de 505 000 m3 en 2004 à 62 800 m3 en 2005 (74 l/t).

Parmi les sites de production d'acier du groupe, quatre sites d'aciérie électrique ont totalement fermé leurs circuits d'eau (Bergara, Olaberría et Zumárraga en Espagne, Piracicaba au Brésil) et le site de Monlevade (Brésil) a un rejet inférieur à 100 l par tonne d'acier.

Pour l'année 2006, le Groupe a lancé une opération de fiabilisation des évaluations des débits d'eaux prélevées.

Résidus

Les résultats de 2005 sont très semblables à ceux de 2004 qu'il s'agisse des quantités de résidus éliminés, qui sont toutefois sensiblement inférieures à celles de 2003 (- 10 kg/t), ou des quantités mises en stock. Il faut toutefois noter que cette stabilité globale des mises en stock cache des situations très contrastées d'un site à l'autre :

- Le site de Dunkerque qui, en 2004, avait bénéficié d'opportunités de valorisation de laitier d'aciérie et avait fait une action forte sur ses stocks de laitier cristallisé, est revenu en 2005 aux niveaux de mise en stock antérieurs ;
- Le site de Sidmar a réduit de plus de 50% ses mises en stock par rapport à 2004. De plus, le site a investi en 2005 dans un dispositif d'injection de silice dans les laitiers d'aciérie afin de les stabiliser et d'en faciliter l'utilisation. Cet investissement devrait porter ses fruits en 2006 ;
- Le site d'Eko Stahl poursuit sa pratique de retraitement d'anciens stocks de laitier et a pu utiliser en interne des quantités importantes pour des opérations de génie civil (couverture de décharge, réalisation de talus anti-bruit).

En 2005, le département d'audit interne du groupe a réalisé un audit sur la gestion des résidus dans onze sites représentatifs de la diversité géographique et d'activité du Groupe.

Émissions de CO2

Les émissions de CO2 rapportées au tableau de synthèse couvrent l'ensemble des sites de production d'acier (11 usines intégrées, Acesita y compris, et 21 aciéries électriques ayant produit 46 millions de tonnes d'acier brut en 2005) ainsi que tous les sites de laminage à froid et de revêtement. L'émission spécifique rapportée correspond à une émission totale de 72 millions de tonnes de CO2 qui inclut :

- Les émissions directes de CO2 (émissions des cheminées du Groupe) ;
- Les émissions découlant de la combustion des gaz sidérurgiques exportés vers des centrales ou d'autres utilisateurs afin de bien évaluer l'impact global de l'activité du Groupe ;

- Les émissions liées aux achats d'électricité sur les réseaux en considérant l'équivalent CO2 du kWh dans chaque pays.

4.6.2.2 La protection de l'environnement inscrite dans les priorités d'Arcelor

Les mêmes standards environnementaux dans chacune des entités d'Arcelor

Soucieux de promouvoir l'excellence environnementale au sein de ses différentes entités, le Groupe s'est doté dès sa création d'une charte environnement. Cette charte insiste sur la minimisation des impacts et nuisances de l'appareil de production, le développement de produits respectueux de l'environnement, la transparence et la sensibilisation des *stakeholders* sur le thème de l'environnement. Elle est appliquée dans chacune des entités du Groupe.

Signature d'un accord stratégique avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Chine

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe dans les marchés à forte croissance comme la Chine, Arcelor a signé le 7 Novembre 2005 un partenariat stratégique avec le Programme de Développement des Nations Unies avec une priorité sur les provinces de Shandong, Jiangsu, Qinghai et Sichuan avec une priorité donnée à l'environnement. Des actions communes vont être notamment développées dans l'amélioration de l'efficacité énergétique (mise en oeuvre de Mécanismes de Développement Propres dans le cadre de l'application du Protocole de Kyoto, *capacity-building* ...) et de la protection de l'environnement.

4.6.2.3 Minimiser l'impact environnemental des sites de production

Mise en place d'un plan de monitoring

Afin d'optimiser la collecte et le suivi des indicateurs de performance environnementale, Arcelor s'est doté d'un système d'information environnement unique, via intranet, favorisant le *reporting* mais aussi l'identification des meilleures pratiques au sein du Groupe. Ce système de *monitoring* a été récompensé en 2005 par le 2^{ème} Prix de l'Environnement pour l'Industrie de la FEDIL, l'association professionnelle luxembourgeoise représentative des secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises.

Un très haut niveau de certification ISO 14001

Dans le but de favoriser l'adoption d'une démarche de progrès continu par les entités du groupe, la Direction Environnement d'Arcelor s'est fixée comme objectif d'obtenir la certification ISO 14001 pour l'ensemble des sites de production. Chaque nouvelle acquisition du Groupe doit obtenir la certification ISO 14001 dans une période de 2 ans. Fin 2005, 97% des 90 sites de production que possédait Arcelor étaient certifiés ISO 14001.

Le périmètre des certifications ISO 14001 s'élargit aussi progressivement aux sites de parachèvement : 68% des 57 sites du groupe sont actuellement certifiés ISO 14001. La totalité le sera d'ici fin 2006.

Des efforts significatifs pour lutter contre les émissions de CO2

Les sites de production du Groupe multiplient les projets d'amélioration du processus de fabrication de l'acier au départ de minerai de fer dans le but de réduire les émissions de CO2. Arcelor a ainsi réduit ses émissions de CO2 de 18% en valeur absolue et de 23% par tonne d'acier brut entre 1990 et 2004 alors que l'Europe s'est engagée, dans le cadre du protocole de Kyoto, à réduire ses émissions de 8% entre 1990 et 2008.

Favorable à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et aux principes du protocole de Kyoto, Arcelor a dénoncé ses modalités d'application en Europe, et en particulier la directive sur les droits d'émission. Celle-ci concentre l'effort à faire sur la seule industrie et est discriminatoire entre secteurs industriels. L'allocation des droits d'émission par pays, et même par région est en contradiction avec l'approche mondiale de grands secteurs comme la sidérurgie. De plus les efforts volontaires de l'industrie n'ont pas été pris en compte par les autorités. Arcelor a néanmoins négocié des engagements

volontaires pour la période 2005-2007 et devrait disposer des droits d'émission correspondant aux quantités d'acier à produire d'ici fin 2007. Arcelor ne compte pas être un acteur majeur du marché des droits d'émission. A plus long terme, seule une approche mondiale de la problématique de la réduction des émissions de gaz à effet de serre permettra d'obtenir les réductions demandées par les scientifiques tout en assurant la pérennité de l'industrie sidérurgique en Europe.

Trouver une technologie en rupture

L'avenir de l'industrie sidérurgique dépendra de sa capacité à faire évoluer ses procédés, en particulier les procédés de production de fer à partir du minerai de fer, pour réduire de manière significative les émissions de CO₂ et répondre aux attentes de la société à l'horizon 2030-2050.

Fin 2001, Arcelor a pris l'initiative de lancer les réflexions sur un ambitieux projet de développement de technologies de rupture. Ce projet est coordonné par l'*International Iron and Steel Institute* (IISI) et se fonde sur des initiatives régionales. En Europe, Arcelor assure la direction du projet ULCOS (*Ultra Low CO₂ Steelmaking*) qui recense une quarantaine de partenaires entreprises, centres de recherches et écoles et qui évalue toutes les techniques envisageables comme le recyclage des gaz au sein du hautfourneau, l'utilisation d'hydrogène, de biomasse, ainsi que les techniques de séparation et de stockage du CO₂ dans des structures géologiques adaptées.

Utilisation d'énergies renouvelables

A travers ses filiales brésiliennes, le Groupe est un acteur important dans le domaine des énergies renouvelables.

CAF Santa Barbara, filiale de Belgo, est propriétaire de plantations représentant 127 000 hectares dans les états du Minas Gerais et de Bahia. Ces plantations ont reçu en décembre 2004 la certification *Forest Stewardship Council* pour une exploitation durable dans le cadre d'un programme de reforestation. Avec des surfaces plantées en eucalyptus de 80 000 hectares, ces plantations produisent des bois d'œuvre (mobilier, bois traité) et du charbon de bois utilisés dans des petits hauts fourneaux locaux. Grâce à la capture de carbone pendant la croissance des eucalyptus, la production de fonte à partir de charbon de bois se fait avec un bilan carbone équilibré, c'est-à-dire sans accumulation de CO₂ supplémentaire dans l'atmosphère et donc sans effet sur le réchauffement climatique.

En 2005, la production de charbon de bois a été de 900 000 m³ et les plans de développement de CAF prévoient un doublement de la production de charbon de bois à l'échéance 2010.

La filiale forestière d'Acesita (Acesita Energetica) exploite des plantations représentant environ 95 000 hectares de zones plantées en Eucalyptus et produit environ 800 000 m³ de charbon de bois utilisé dans un des hauts fourneaux de l'usine de Timoteo.

En 2005, Belgo a démarré la construction de deux hauts fourneaux à charbon de bois d'une capacité totale de 360 000 tonnes par an qui alimenteront l'aciérie électrique qui prévoit un accroissement de capacité.

Transports

Le transport ne représente que 0,2% des émissions totales de CO₂ du Groupe. Il est fait à 50% par rail, 25% par transport maritime, 5% par barges et voies fluviales et 20% par la route.

4.6.2.4 Maximiser la valeur ajoutée environnementale des produits et co-produits du Groupe

L'acier est différent des autres matériaux : il est non seulement le matériau le plus recyclé au monde avec des taux de collecte pouvant atteindre 80 à 90% selon les usages, mais il présente aussi la propriété, une fois collecté, d'être indéfiniment recyclable.

L'acier apporte une valeur ajoutée environnementale significative aux clients. L'allègement des aciers permet dans l'automobile de réduire la consommation en carburant, les émissions polluantes par véhicule. L'acier permet des chantiers secs pour la construction. L'emballage acier favorise le

recyclage des aliments et des boîtes de boissons. La signature d'Arcelor, « *Steel solutions for a better world* » symbolise ce respect de l'environnement.

Valorisation des co-produits

Les co-produits, bien que souvent classés réglementairement comme des déchets, sont gérés par Arcelor avec un système rigoureux de gestion de la qualité. La proportion de résidus utilisés directement ou stockés en attente d'utilisation ultérieure représente 94% des quantités produites. Ils entrent dans la fabrication de produits tels que les ciments et bétons, les engrais et amendements agricoles, les routes, les digues, la laine de roche pour l'isolation, le verre, les céramiques, les pigments, les aimants, les matières plastiques comme le polystyrène, les électrodes pour l'industrie de l'aluminium ou la sidérurgie électrique, les cosmétiques. Certains sont recyclés dans la fabrication de la fonte ou de l'acier par Arcelor. Arcelor dispose en interne d'une organisation dédiée afin de stimuler les synergies et d'intensifier le partage des meilleures pratiques de gestion des co-produits entre toutes ses unités industrielles. Un plan de réduction des résidus non valorisés a été développé par tous les sites de production qui dépassent 50 kg/t de résidus non réutilisés.

Quelques exemples de co-produits de l'acier et de leur utilisation

- Le laitier sert d'ingrédient de base aux ciments verts et permet aux cimenteries de réduire chaque année de 2 millions de tonnes leurs émissions de CO₂. Les ciments verts offrent des qualités de résistance et de durabilité accrues par rapport à un ciment portland classique.
- Les scories sont valorisées comme agrégats dans la construction des routes (ballast) et comme fertilisant agricole.
- Les sous-produits contenant du fer, du carbone ou du calcaire sont réutilisés dans le processus de fabrication (325 000 t/an).
- Le zinc contenu dans les poussières est récupéré par l'industrie non-ferreuse.

4.6.2.5 Protéger l'environnement naturel autour des sites d'Arcelor

Les sites de production Arcelor occupent des surfaces au sol de plusieurs centaines d'hectares dont une part importante abrite des écosystèmes fragiles. Le respect de ces zones naturelles est intégré dans la politique environnementale d'Arcelor : chaque site met en oeuvre tous les moyens pour assurer les meilleures garanties de conservation de ces espaces naturels. A titre d'exemple, le site sidérurgique de Fos sur Mer (France) a déployé depuis 1993 un système de gestion des 531 hectares de son parc naturel en partenariat avec le Centre de Recherche de la Tour du Valat (www.tourduvalat.org) pour la conservation de la flore et de la faune exceptionnelles de son site. Une part notable des 800 hectares du site de Sidmar (Belgique) forment une réserve naturelle comprenant des étangs, des zones de verdure, des terres sablonneuses et de bois. Sidmar affiche une politique active de reboisement du site (plus de 800 000 arbres ont été plantés entre 1970 et 2000) et porte une attention particulière à la protection de la faune de son site.

Sur l'ensemble de ses sites de production, Arcelor recense près de 3 000 hectares de zones naturelles dont 1 360 hectares en Europe et 1 962 hectares pour les sites brésiliens. A cela s'ajoutent les zones vertes protégées de réserve légale ou de préservation permanente autour des points et cours d'eau qui représentent 81 600 des 281 000 hectares détenus par CAF et Acesita Energetica.

Au Brésil, toutes les entités constitutives d'Arcelor Brasil ont mis en oeuvre des programmes avancés de gestion de la biodiversité.

Une méthodologie commune de meilleure prise en compte de la biodiversité est en cours d'élaboration par la Direction Environnement Groupe. Elle permettra un suivi harmonisé de tous les programmes d'actions lancés au niveau des sites.

4.6.2.6 Réhabiliter les friches industrielles

Arcelor effectue une surveillance et un suivi de la pollution de ses sols de manière continue. Arcelor mène une politique active de provisionnement pour risques environnementaux.

Les risques couverts concernent essentiellement des mesures de protection et d'assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, le traitement de résidus et d'autres mesures environnementales. Les provisions sont constituées en fonction des normes réglementaires locales et/ou nationales en vigueur.

Arcelor fait appel depuis 1986 aux services de sa filiale spécialisée Bail Industrie pour effectuer le diagnostic environnemental approfondi de ses sites, pour piloter les travaux de dépollution et pour assurer le suivi des plans de surveillance concernant la qualité des eaux superficielles et souterraines.

L'expertise de Bail Industrie est reconnue en externe puisque la filiale d'Arcelor est consultée pour son savoir faire dans les domaines de la protection des eaux de ressources dans des groupes de travail du Ministère français de l'Environnement et du développement durable, et participe aussi à l'élaboration de normes avec l'Afnor. Pour accompagner les restructurations annoncées, le Groupe a créé Arcelor Real Estate Belgium qui assurera la réhabilitation des sites wallons concernés dans le cadre d'un partenariat public – privé avec la Région Wallonne (La Foncière Liégeoise).

4.7 Développement durable

En matière de développement durable, Arcelor a renforcé ses plans d'actions et a fait des progrès significatifs en 2005. Le taux de fréquence des accidents du travail a diminué de 3,7 en 2004 à 2,4 accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées en 2005. Cette évolution confirme l'amélioration constante initiée depuis 2002 grâce à l'implication du management et en partenariat étroit avec les représentants des salariés.

Le Groupe a poursuivi la mise en oeuvre de sa politique environnementale (97% des sites de production certifiés ISO 14001, fin 2005), tout en restant attentif au cadre légal et réglementaire. Depuis les 3 dernières années, Arcelor a réduit de 25% le volume total de ses résidus non valorisés et atteint un taux de valorisation de 95%. En outre, 6 sur 33 de ses sites de production d'acier peuvent être considérés comme n'ayant aucun effluent.

Depuis 1990, Arcelor a réduit de 18% ses émissions de CO₂ en Europe. Sur la période 2005-2007, Arcelor bénéficiera des crédits CO₂ nécessaires à travers les divers plans nationaux d'allocation des pays européens concernés afin de couvrir ses niveaux de production anticipés. Pour préparer l'avenir et pour réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre, Arcelor coordonne les efforts de 48 entreprises et universités dans le cadre d'un programme de recherche ambitieux appelé ULCOS (*Ultra Low CO₂ Steelmaking*). Ce projet vise à développer des technologies de rupture et est soutenu par la Commission européenne.

Le respect de la multiculturalité est une réalité de tous les jours pour Arcelor avec pas moins de 60 nationalités représentées au sein du Groupe et de ses Conseils.

En 2005, Arcelor a été la première entreprise dans le secteur de l'acier à signer un Accord d'application mondiale sur la responsabilité sociale d'entreprise avec la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) et la Fédération européenne des métallurgistes (FEM). Cet accord est la confirmation de l'engagement d'Arcelor à appliquer les mêmes normes sociales et environnementales exigeantes partout au sein du Groupe.

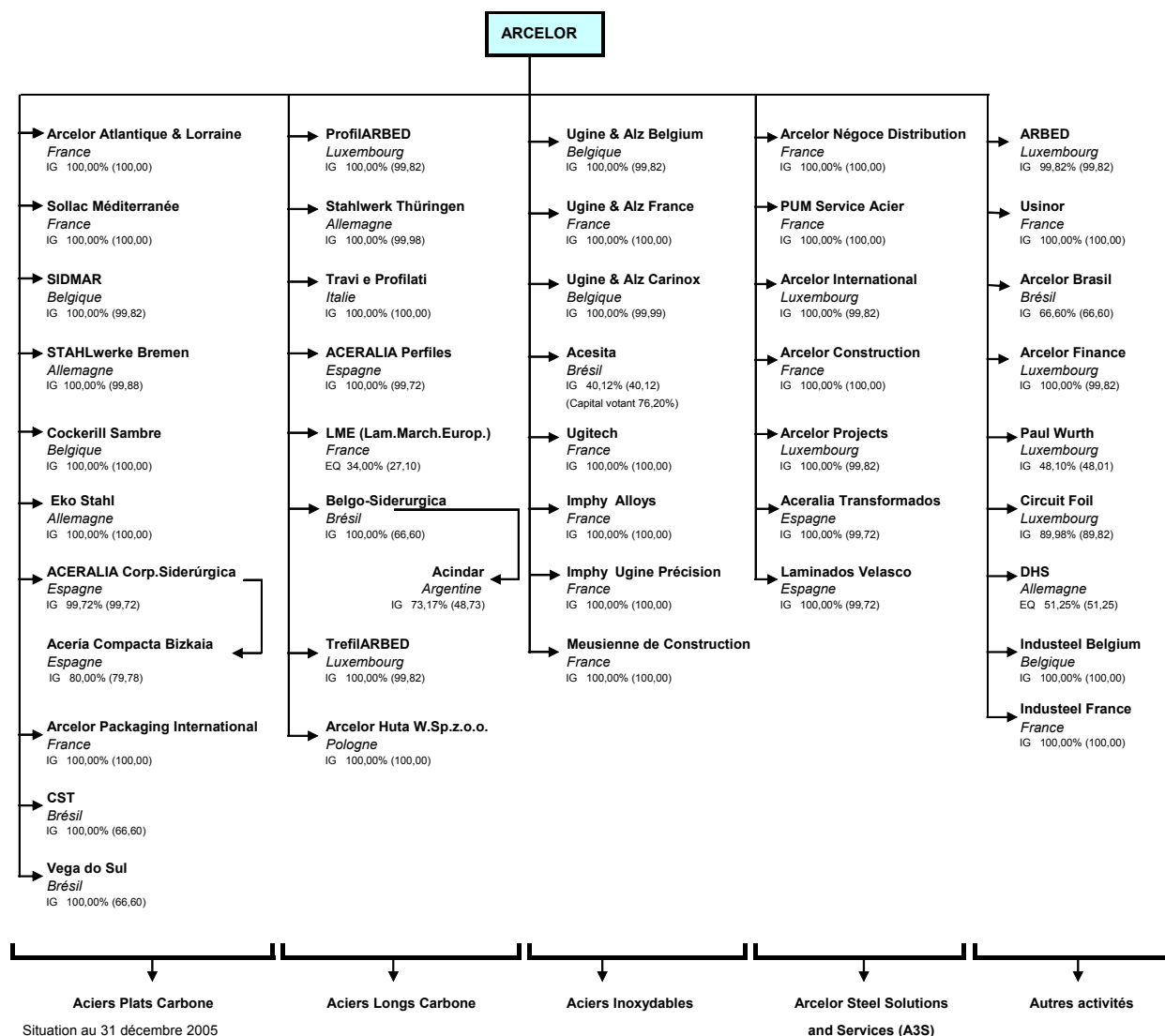
Arcelor adhère aux normes les plus strictes en matière de gouvernance d'entreprise : séparation des fonctions de Président du Conseil d'administration, et de Président de la Direction générale, administrateurs non exécutifs, la majorité d'entre eux étant indépendants, deux comités ainsi qu'une communication financière de haute qualité avec les investisseurs et les actionnaires.

En 2005, Arcelor a été encore une fois récompensé pour son engagement en matière de développement durable : le Groupe a été sélectionné pour faire partie du *Dow Jones Sustainability Index World* (l'un des trois sidérurgistes sélectionnés avec Dofasco), des indices *FTSE4 Good Global & FTSE4 Good*

Europe et a été le seul producteur d'acier à faire partie du *Global 100 Most Sustainable Corporations in the World*.

5 PRESENTATION DU GROUPE

5.1 Organigramme



5.2 Organisation du Groupe

L'organisation managériale du Groupe est structurée en 2 niveaux :

- Au niveau de la société tête du Groupe, la Direction générale et le *Corporate* (directions fonctionnelles et services centraux),
- Les unités opérationnelles (*Business Units*), contributives des métiers du Groupe, pleinement responsables de leur compte d'exploitation.

La Direction générale, organe collégial, est composée de 4 membres. Chaque Directeur général est responsable de plusieurs unités opérationnelles, de même que de certaines régions.

Chaque Directeur général a en charge les « *Business Units* » et les Régions suivantes :

Président de la Direction Générale G.Dollé	Vice-Président de la Direction Générale M.Wurth	Directeur Général R.Junck	Directeur Général et Directeur Financier G.Urquijo
Conseillers du Président de la Direction Générale	Plats Carbone Europe et Auto	Longs Europe	A 3 S
Inox	Plats Carbone Brésil	Longs Amérique du Sud	Finances
RH Santé Sécurité	R & D	Tréfilage	Achats
Coordination Commerciale	Coordination Brésil	Coordination Chine	IT
Communication – Développement Durable-Secrétariat DG	Coordination Plaques		Juridique
Affaires Internationales	Alliance Nippon Steel Corporation		Relations investisseurs
Audit			Autres activités

L'organisation opérationnelle du Groupe est fondée sur les *Business Units* (unités opérationnelles) impliquant une ou plusieurs filiales, mais pouvant également être limitées à une partie des activités de certaines filiales. Les *Business Units* sont constituées sur la base d'une logique industrielle et commerciale, indépendamment des limites purement juridiques des filiales résultant de l'application stricte du droit des sociétés. L'activité du Groupe doit donc être appréciée au niveau des *Business Units* et des métiers.

Le tableau ci-dessous présente une information sectorielle du Groupe par métier au 31 décembre 2005 :

2005 (Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	Aciers Plats Carbone	Aciers Longs Carbone	Aciers Inoxydables	Arcelor Steel Solutions and Services	Autres Activités	Éliminations	Total
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires	18 060	6 618	4 028	8 656	1 961	- 6 712	32 611
Ventes interactivités	- 3 849	- 1 146	- 84	- 973	- 660	6 712	
TOTAL	14 211	5 472	3 944	7 683	1 301		32 611
Résultat brut opérationnel	3 634	1 371	173	328	132	3	5 641
Amortissements	- 842	- 277	- 124	- 84	- 44		- 1 371
Réduction de valeur	- 20	- 1	44		54		77
Résultat opérationnel (hors écarts d'acquisition)	2 772	1 093	93	244	142	3	4 347
Écarts d'acquisition	1	18		10			29
Résultat opérationnel	2 773	1 111	93	254	142	3	4 376
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	58	14	47	30	168		317
Bilan							
Actifs sectoriels	18 359	5 578	4 171	3 707	9 578	- 9 713	31 680
dont immobilisations corporelles	8 341	2 632	1 877	542	375		13 767
Participations dans les entreprises mises en équivalence	391	203	7	245	632		1 478
Actifs non alloués							2 758
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS	18 750	5 781	4 178	3 952	10 210	- 9 713	35 916
Passifs sectoriels	6 734	1 689	1 516	1 736	3 096	- 3 023	11 748
Passifs non alloués							6 535
TOTAL DES PASSIFS CONSOLIDÉS	6 734	1 689	1 516	1 736	3 096	- 3 023	18 283
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 412	334	183	88	53		2 070
Autres informations							
Effectifs moyens (équivalent temps plein)	47 112	20 248	13 908	11 207	5 220		97 695

5.3 Liste des filiales et participations

Liste des principales sociétés consolidées du Groupe Arcelor au 31 décembre 2005

Le tableau ci-dessous présente les principales filiales du Groupe et leurs relations avec la Société :

<u>Dénomination</u>	<u>Siège social</u>	<u>Secteur d'activité</u>	<u>% de participation</u>	<u>Méthode de consolidation</u>	<u>% de consolidation</u>	<u>Monnaie</u>	<u>Capital social (en millions d'euros)</u>	<u>Réserves (en millions d'euros)</u>	<u>Résultat de l'exercice (en millions d'euros)</u>	<u>Total Capitaux propres (en millions d'euros)</u>
Arcelor Atlantique & Lorraine SAS	Puteaux (F)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	200	577	247	1 024
Sollac Méditerranée SAS	Puteaux (F)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	69	150	226	445
Sidmar N.V.	Gent (B)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	99,82	EUR	159	394	633	1 186
Stahlwerke Bremen GmbH	Bremen (D)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	99,88	EUR	270	- 186	195	279
Cockerill Sambre SA	Seraing (B)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	658	850	84	1 592
Eko Stahl GmbH	Eisenhüttenstadt (D)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	178	297	128	603
Aceralia Corporación Siderúrgica SA	Gozón (E)	Aciers plats carbone	99,72	Intégration globale	99,72	EUR	751	1 042	648	2 441
Acería Compacta de Bizkaia sous-groupe	Sestao (E)	Aciers plats carbone	80,00	Intégration globale	79,78	EUR	105	101	- 24	182
Arcelor Packaging International SA	Puteaux (F)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	46	37	- 36	47
CST sous-groupe	Serra (BR)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	66,60	USD	1 685	381	753	2 818
Vega do Sul SA	Francisco do Sul (BR)	Aciers plats carbone	100,00	Intégration globale	66,60	USD	200	- 61	7	147
ProfilArbed SA	Esch s./Alzette (L)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,82	EUR	348	37	30	415
Stahlwerk Thüringen GmbH	Unterwellenborn (D)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,73	EUR	10	51	- 4	57

<u>Dénomination</u>	<u>Siège social</u>	<u>Secteur d'activité</u>	<u>% de participation</u>	<u>Méthode de consolidation</u>	<u>% de consolidation</u>	<u>Monnaie</u>	<u>Capital social (en millions d'euros)</u>	<u>Réserves (en millions d'euros)</u>	<u>Résultat de l'exercice (en millions d'euros)</u>	<u>Total Capitaux propres (en millions d'euros)</u>
Travi e Profilati di Pallanzeno Spa	Pallanzeno (I)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,73	EUR	20	20	- 10	30
Aceralia Perfiles sous-groupe	Madrid (E)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,72	EUR	258	26	25	309
LME Laminés Marchands Européens SA	Trith Saint Léger (F)	Aciers longs carbone	34,00	Mise en équivalence	27,10	EUR	48	62	- 27	83
Belgo Mineira sous-groupe	Belo Horizonte (BR)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	66,60	EUR	941	772	461	2 174
TrefilArbed Bettembourg SA	Dudelange (L)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,82	EUR	41	- 1	16	56
Arcelor Huta Warszawa Spzoo	Warszawa (PLN)	Aciers longs carbone	100,00	Intégration globale	99,82	PLN	98	- 8	3	94
Ugine & ALZ Belgium NV	Gent (B)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	99,82	EUR	214	8	27	249
Ugine & ALZ France SA	Puteaux (F)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	355	- 145	- 52	158
Ugine & ALZ Carinox SA	Châtelet (B)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	99,99	EUR	64	- 3	- 20	41
Acesita sous-groupe	Belo Horizonte (BR)	Aciers inoxydables	76,20	Intégration globale	40,12 (capital votant 76,20%)	USD	344	598	29	971
Ugitech SA	Ugine (F)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	176	- 96	34	114
Imphy Alloys SA	Puteaux (F)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	35	31	11	77
Imphy Ugine Précision SA	Puteaux (F)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	109	- 125	2	- 14
Meusienne de Construction SA	Ancerville (F)	Aciers inoxydables	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	10	- 27	- 7	- 24
Arcelor Distribution SAS	Reims (F)	A3S Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	0	0	3	3
PUM Service Acier	Reims (F)	Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	67	75	16	158
Arcelor International SA	Luxembourg (L)	Distribution-Transformation-Trading	101,00	Intégration globale	100,00	EUR	10	1	27	38

<u>Dénomination</u>	<u>Siège social</u>	<u>Secteur d'activité</u>	<u>% de participation</u>	<u>Méthode de consolidation</u>	<u>% de consolidation</u>	<u>Monnaie</u>	<u>Capital social (en millions d'euros)</u>	<u>Réserves (en millions d'euros)</u>	<u>Résultat de l'exercice (en millions d'euros)</u>	<u>Total Capitaux propres (en millions d'euros)</u>
Arcelor Construction France SA	Rueil Malmaison (F)	Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	80	80	30	190
Arcelor Projects Sarl	Luxembourg (L)	Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	6	5	0	11
Aceralia Transformados sous-groupe	Pamplona (E)	A3S Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	99,72	EUR	51	130	2	183
Laminados Velasco sous-groupe	Basauri (E)	Distribution-Transformation-Trading	100,00	Intégration globale	99,72	EUR	15	108	7	130
ARCELOR S.A	Luxembourg (L)	Autres (Holding)	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	3 199	6 042	2 006	1 1247
Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA)	Luxembourg (L)	Autres (Holding)	99,82	Intégration globale	99,82	EUR	581	1 141	1 005	2 727
Arcelor France (anciennement Usinor SA)	Puteaux (F)	Autres (Holding)	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	772	1 126	766	2 664
Arcelor Brasil SA	Belo Horizonte (BR)	Autres (Holding)	66,60	Intégration globale	66,60	USD	3 591	- 756	57	2 892
Arcelor Finance Sca	Luxembourg (L)	Autres (Holding)	100,00	Intégration globale	99,82	EUR	0	0	9	9
Paul Wurth SA	Luxembourg (L)	Autres (Holding)	48,10	Intégration globale	48,01	EUR	14	11	4	29
Circuit Foil Luxembourg Sarl	Wiltz (L)	Autres (Holding)	89,98	Intégration globale	89,82	EUR	35	- 38	27	24
DHS-Dillinger Hütte Saarstahl AG sous-groupe	Dillingen (D)	Autres (Holding)	51,25	Mise en équivalence	51,25	EUR	180	278	166	624
Industeel Belgium sous-groupe	Charleroi (B)	Autres (Holding)	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	11	61	78	150
Industeel France sous-groupe	Puteaux (F)	Autres (Holding)	100,00	Intégration globale	100,00	EUR	15	11	19	45

Le montant total des dividendes perçus par Arcelor au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 se sont élevées à 2 085 millions d'euros, dont 1 167 millions d'euros ont été payés par Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA), 506 millions d'euros par Arcelor Spain Holding, 252 millions d'euros par Arcelor France (anciennement Usinor SA), 100 millions d'euros par Arcelor Germany, 58 millions d'euros par AFSB et 2 millions d'euros par Arcelor Insurance.

Pour plus de détails voir les notes 30 et 31 annexées aux comptes consolidés figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information.

6 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	2003	2004 Retraité *	2005
Chiffre d'affaires	25 923	30 176	32 611
Autres produits opérationnels	729	437	707
Production stockée et immobilisée	- 255	515	352
Consommation de matières premières et marchandises	- 12 095	- 14 759	- 15 991
Autres charges externes	- 6 307	- 6 337	- 6 761
Charges de personnel	- 5 071	- 4 748	- 4 899
Amortissements et dépréciations	- 1 601	- 1 225	- 1 294
Ecart d'acquisition négatifs	111	78	29
Autres charges opérationnelles	- 696	- 823	- 378
Résultat opérationnel	738	3 314	4 376
Charges financières nettes	- 321	- 521	- 254
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	140	413	317
Résultat avant impôts	557	3 206	4 439
Impôts sur les résultats	- 141	- 513	- 161
Résultat de l'exercice	416	2 693	4 278
Résultat net – part du Groupe	257	2 290	3 846
Résultat net – part des minoritaires	159	403	432

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

6.1 Commentaires et analyse sur les résultats consolidés des exercices clos les 31 décembre 2003 et 2004⁹

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 30 176 millions d'euros en 2004 contre 25 923 millions en 2003, soit une hausse de 16,4% (17,7% à périmètre comparable). L'exercice s'est caractérisé par une forte hausse des prix moyens de l'acier au cours de la seconde moitié de l'année ainsi que des matières premières à partir d'avril.

Le résultat brut opérationnel consolidé du Groupe a doublé et s'est élevé à 4 461 millions d'euros en 2004 contre 2 228 millions en 2003. Les gains de gestion (programmes de réductions de coûts et synergies), une demande mondiale soutenue, la variation du périmètre de consolidation et la hausse des prix de vente de l'acier (notamment pour les aciers longs au carbone) ont contribué à la bonne qualité des résultats.

⁹ Les chiffres présentés dans la présente section au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 ont été retraités en raison de l'introduction de la norme IFRS 2 et de la révision de la norme IAS 32, voir sur ce point la note 1 annexée aux comptes consolidés du Groupe à la section 14.1.5 de la présente annexe à la note d'information.

Le résultat opérationnel consolidé du Groupe s'est élevé à 3 314 millions d'euros en 2004 contre 738 millions en 2003.

Après imputation des charges financières nettes de 521 millions d'euros, une contribution positive des sociétés mises en équivalence de 413 millions, une charge d'impôt de 513 millions, et la prise en compte de 403 millions d'intérêts minoritaires, le résultat net consolidé, part du Groupe, s'est élevé à 2 693 millions d'euros contre 257 millions pour l'exercice 2003.

Le Groupe a réduit son endettement financier net de 2 milliards d'euros au cours de l'exercice 2004 (2 642 millions d'euros au 31 décembre 2004 contre 4 464 millions au 31 décembre 2003). L'augmentation de capital de 1 136 millions d'euros réalisée au mois de juillet 2004 a été utilisée principalement pour financer l'achat des actifs brésiliens (CST) tandis que la trésorerie disponible réduisait l'endettement net.

La génération de trésorerie s'est accélérée trimestre après trimestre, renforcée par l'amélioration des prix de vente au cours de la seconde moitié de l'année et par un contrôle rigoureux des besoins en fonds de roulement. Les dépenses d'investissements se sont élevées à 1 400 millions d'euros et ont été maintenues à un niveau correspondant aux amortissements en Europe.

Le ratio endettement financier net sur fonds propres, y compris intérêts minoritaires, était de 0,22 au 31 décembre 2004 contre 0,55 au 31 décembre 2003.

6.1.1 Aciers Plats Carbone

Les Aciers Plats Carbone ont généré en 2004 un chiffre d'affaires de 16 139 millions d'euros soit 53,5% du chiffre d'affaires du Groupe. À périmètre comparable, il a progressé de 12,6% par rapport à 2003 du fait de la hausse significative des prix de vente sur le second semestre et d'une augmentation des volumes vendus. Tous produits confondus, l'effet prix a été de 8,8% et l'effet volume de 3,9%. L'intégration de CST dans les comptes consolidés du Groupe à partir du 1^{er} octobre 2004 a représenté un effet périmètre de 456 millions d'euros au niveau du chiffre d'affaires.

Le résultat brut opérationnel du secteur s'est élevé à 2 368 millions d'euros en 2004, en hausse de 1 003 millions d'euros par rapport à 2003.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 1 698 millions d'euros en 2004 contre 774 millions pour l'exercice 2003.

La production d'acier brut a été de 31,9 millions de tonnes en 2004 (y compris 3 mois de contribution de CST pour 1,2 million de tonnes) contre 28,6 millions de tonnes en 2003. Les expéditions sont en progression, à périmètre comparable, de 6,1% à 28,4 millions de tonnes. En Europe, 35% des expéditions étaient à destination du marché de l'automobile, 52% sont allées vers l'industrie (dont la construction et l'équipement ménager), 6% vers le secteur de l'emballage et 7% sont allées à des transformateurs (relamineurs). Au Brésil, le marché automobile a représenté 23% des expéditions et l'industrie générale 77%.

La demande mondiale d'acier a été particulièrement soutenue en 2004 sur un grand nombre de marchés en Asie, sur le continent américain et en Europe occidentale, provoquant un déséquilibre entre l'offre et la demande. Cette situation conjuguée à un renchérissement très significatif de l'ensemble des coûts de production, principalement de l'énergie et des matières premières, a conduit à des augmentations substantielles des prix de l'acier sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Dans ce contexte, tout en répercutant la hausse des coûts de production, Arcelor s'est efforcé de satisfaire au mieux la demande de sa clientèle européenne en utilisant la totalité de ses capacités de production et en privilégiant ses relations partenariales.

Le secteur Industrie a particulièrement bénéficié de la bonne conjoncture avec une augmentation de ses expéditions de plus de 6% par rapport à 2003 et une hausse significative de ses prix de vente, dépassant la croissance de ses principaux marchés que sont la construction, l'équipement ménager, l'équipement mécanique et le travail des métaux.

Sur le marché de la construction, Arcelor a profité du dynamisme enregistré dans les pays d'Europe orientale et s'est imposé comme leader, notamment dans les produits à haute valeur ajoutée tels que les produits revêtus organiques et Aluzinc, doublant ses ventes par rapport à 2003. En Europe occidentale, les livraisons ont enregistré une hausse de 15% qui s'est accompagnée d'une amélioration très forte de la rentabilité.

Sur le segment de l'équipement ménager, Arcelor a consolidé, en 2004, sa position de premier fournisseur d'acier, en garantissant la livraison de ses produits à ses clients traditionnels.

Les livraisons à l'automobile ont progressé de 1,7%. Malgré les difficultés rencontrées dans l'approvisionnement des matières premières, Arcelor a respecté ses engagements en volumes à long terme avec la clientèle automobile. Dans ce contexte, Arcelor a consolidé ses positions en Europe occidentale chez les clients automobiles et a développé ses ventes hors Europe. Ainsi, hors Europe, les livraisons d'aciers plats au carbone ont fortement progressé, en particulier sur les marchés des pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Turquie et au Brésil où Arcelor a profité pour ces marchés, de la pleine capacité de production, 18 mois après leur lancement, des nouvelles usines du Groupe, Vega do Sul au Brésil et Borcelik en Turquie.

L'activité Emballage a augmenté légèrement ses prix de vente, malgré une évolution défavorable de la conversion euro/dollar (USD) par rapport à la répartition de son chiffre d'affaires. Le niveau des expéditions a enregistré une hausse de 1,7% grâce notamment à une évolution très favorable des ventes à l'export, venant compenser la baisse des volumes vendus aux principaux fabricants d'emballage en Europe.

6.1.2 Aciers Longs Carbone

Avec 6 221 millions d'euros pour l'exercice 2004, les Aciers Longs Carbone ont enregistré une progression de leur chiffre d'affaires de 42% par rapport à 2003. La consolidation d'Acindar (Argentine) au 1^{er} mai 2004 a contribué à hauteur de 394 millions d'euros à cette évolution. À périmètre comparable, l'évolution du chiffre d'affaires a été de 36,1%.

Le résultat brut opérationnel a progressé de plus de 160% par rapport à 2003, à 1 289 millions d'euros. Le mécanisme de supplément « extra-ferraille » mis en place fin 2003 a compensé l'explosion des prix de cette matière première. La stabilisation du réal brésilien et du peso argentin a également contribué à l'amélioration des résultats. À 20,7%, la marge brute opérationnelle du secteur a atteint des niveaux historiques (11,3% en 2003).

Le résultat opérationnel s'est élevé à 1 080 millions d'euros en 2004, contre 311 millions en 2003.

La production d'acier brut a été de 12,6 millions de tonnes en 2004 contre 11,5 millions de tonnes en 2003, soit une hausse de 10%. Les expéditions ont augmenté de 9,8% en 2004, à 13,4 millions de tonnes contre 12,2 millions de tonnes en 2002 et sont en hausse, à périmètre comparable, de 2,5%. Les clients principaux en Europe ont été le secteur de la construction pour 73% des produits expédiés, et l'industrie pour 20%. Le marché des produits tréfilés a représenté 3% des expéditions. Au Brésil, le marché de la construction a représenté 37% des expéditions, l'industrie générale 41%, et le marché des produits tréfilés 19%.

Dans les ronds à béton, la politique commerciale a visé une optimisation du prix de vente face à des hausses rapides et élevées du coût de la ferraille. En Europe du Nord, les variations de prix ont engendré un comportement d'achat fortement spéculatif. Suite aux ventes à des prix intéressants aux deuxième et troisième trimestres 2004, le quatrième trimestre a été caractérisé par un affaiblissement de la demande et du prix de vente. En Europe du Sud, le secteur de la construction a connu une activité exceptionnelle, notamment dans le résidentiel. L'activité a également été élevée dans le bâtiment public, surtout au premier semestre. Les actions commerciales ont permis la compensation des hausses successives du coût de la matière première et l'amélioration de la marge sur la ferraille.

Dans les aciers marchands, après une période d'augmentation des prix de vente durant le premier semestre 2004, l'évolution s'est stabilisée au troisième trimestre pour entamer un mouvement de baisse de la demande au quatrième trimestre. La demande en fil machine a été très élevée en début d'année,

généralisant une certaine pénurie. Arcelor s'est engagé à assurer l'approvisionnement de ses clients dans cette période exceptionnelle.

L'explosion du marché de la construction en Chine, associée à une croissance mondiale soutenue, a impacté l'activité poutrelles du Groupe. Les expéditions se sont élevées à 4,4 millions de tonnes, en progression de 6% par rapport à 2003. Malgré les opportunités sur les marchés à l'exportation, Arcelor a privilégié ses clients traditionnels en Europe. En Allemagne, au Benelux et en France, la demande apparente s'est maintenue à son niveau de 2003, après une première moitié de l'année caractérisée par une demande apparente très forte, poussée par la spéculation et des craintes de pénurie, alors que la fin de l'année connaissait des phénomènes de déstockage dans un environnement conjoncturel moyen.

Dans la péninsule ibérique, la demande apparente a été en nette progression en 2004 avec cependant un ralentissement des ventes en fin d'année, dû au niveau des stocks.

Dans les autres pays de l'Union européenne, hors nouveaux États membres, Arcelor consolide ses positions par rapport à 2003. Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, Arcelor a poursuivi sa politique de pénétration, tout en donnant priorité à une harmonisation des prix par rapport aux marchés de l'UE 15.

À l'exportation, les livraisons ont diminué. Les marchés les plus porteurs d'Arcelor pour les poutrelles ont été le Moyen Orient, la Turquie et le Mexique. Les ventes en Amérique du Nord ont été en net retrait par rapport à 2003 du fait, d'une part, des disponibilités restreintes de produits, et, d'autre part, par la volonté affichée des producteurs locaux de limiter les importations.

Au niveau des prix, Arcelor a pu compenser les hausses répétitives des matières premières avec l'introduction en novembre 2003 d'un supplément « extra-ferraille », lié de façon dynamique à l'évolution des prix de la ferraille en Europe. Ce modèle de prix, la limitation des importations, due à la situation mondiale du marché des produits longs, ainsi que la demande spéculative soutenue ont permis une amélioration sensible des marges en Europe. À partir du deuxième semestre, les réalisations étaient cependant entravées par la forte position de l'euro vis-à-vis du dollar (USD), situation qui s'aggravait encore vers la fin de l'année, du fait de la hausse continue de la monnaie européenne.

Pour le marché des palplanches, 2004 a été une année de contrastes. Alors que le volume des ventes de palplanches laminées à chaud et formées à froid était en progression, les prix, sous pression, ont continué à se dégrader malgré leurs niveaux déjà faibles atteints en fin d'année 2003, pour ensuite se redresser à un niveau satisfaisant durant le deuxième semestre. La progression des ventes a été particulièrement significative sur les marchés européens et cela en dépit d'un environnement concurrentiel difficile. L'acquisition du fonds de commerce anglais de Corus Group plc. pour les palplanches a contribué favorablement à cette évolution.

À la grande exportation, le volume des ventes en Amérique du Nord s'est confirmé et les efforts de promotion entamés dès 2002 en Amérique latine ont commencé à porter leurs fruits, permettant de compenser la perte de volume enregistrée au Moyen Orient et en Asie du Sud-Est.

Tout au long de l'année, l'évolution des prix a été fonction des cours des matières premières. Après un point bas au début du premier semestre, dû principalement à un environnement concurrentiel défavorable, les marges dégagées ont atteint à nouveau un niveau satisfaisant en fin de second semestre.

Sur le marché des rails pour ponts roulants et des profilés spéciaux, les volumes des ventes ont atteint un nouveau record grâce à une gamme complète et une haute technicité des produits offerts. Au niveau des prix, la hausse du coût des demi-produits a pu être compensée dans une bonne mesure par la hausse des prix de ventes, ce qui a permis de dégager, au courant du second semestre, des marges satisfaisantes.

Dans le domaine des rails pour transport en commun, l'année 2004 s'est clôturée avec un volume des ventes en régression tant sur le marché espagnol que sur les marchés à l'exportation.

Dans les tréfileries, la stratégie commerciale de la branche *steelcord* se focalise sur un renforcement continu des relations avec les clients, l'augmentation des parts de marché hors Europe et le maintien des parts de marché en Europe tout en suivant la croissance dans les marchés émergents. La demande a

été en augmentation tout au long de l'année et les prix de vente ont évolué à la hausse pour compenser le coût élevé de la matière première.

Dans les aciers au bas carbone, dont la stratégie est axée sur la croissance dans les produits à haute valeur ajoutée, notamment les fils à vigne, les toiles soudées et les fibres pour l'armature de béton, l'exercice 2004 a été marqué par les efforts pour faire face à la hausse du coût des matières premières par une augmentation correspondante des prix de vente.

6.1.3 Aciers Inoxydables

L'activité Aciers Inoxydables a poursuivi en 2004 son redressement engagé en 2002 autour de son métier stratégique des « aciers plats inox Europe et Brésil ».

Avec 4 577 millions d'euros au 31 décembre 2004 contre 4 280 millions pour l'exercice 2003, le chiffre d'affaires du secteur Aciers Inoxydables a augmenté de 6,9% (+14,5% à périmètre comparable). Cette évolution s'explique par une augmentation générale des prix de vente, surtout liée à l'envolée des prix des matières premières. En Europe, l'extra d'alliage a ainsi doublé d'une année sur l'autre (environ 400 euros par tonne en moyenne pour 2003 contre plus de 800 dollars (USD) par tonne en 2004). Un extra ferraille, qui n'existait pas en 2003, a également été mis en place à partir du second trimestre 2004.

Avec 268 millions d'euros pour l'exercice 2004 contre 23 millions d'euros en 2003, le résultat brut opérationnel a été en très nette progression. Le résultat s'est amélioré grâce à un ciseau de prix légèrement positif, à un mix plus favorable et à la réalisation de gains de gestion significatifs, dont l'impact cumulé a dépassé l'effet de différents éléments non récurrents liés à la restructuration en cours du secteur. Les programmes de réduction de coûts engagés dans toutes les unités opérationnelles, améliorations continues ou véritables ruptures, ont largement contribué à la progression de la rentabilité du secteur.

Le résultat opérationnel s'est élevé en 2004 à 127 millions d'euros, contre - 463 millions d'euros en 2003.

La production d'acier inoxydable a été de 2,453 millions de tonnes en 2004 contre 2,650 millions de tonnes en 2003, soit une baisse de 7,4% mais en hausse de 1,4% à périmètre comparable. Le volume des expéditions, à 2,1 millions de tonnes, a enregistré une baisse de 11% mais était en augmentation de 1,6% à périmètre comparable.

Ugine & ALZ, l'unité opérationnelle dédiée aux aciers plats inoxydables, a conforté, en 2004, sa position sur ses marchés stratégiques, grâce à la forte technicité de ses produits et à l'accompagnement de ses clients dans la mise en œuvre de solutions innovantes. L'organisation en pôles dédiés à des marchés a largement contribué au renforcement des relations qu'Ugine & ALZ entretient avec ses clients partenaires.

Dans les produits longs inoxydables, la demande s'est inscrite en hausse dans tous les domaines (barres, tréfilés et fil machine). L'augmentation des prix de base, principalement au début de l'année, et la répercussion des hausses de matières premières, y compris la ferraille, ont permis de maintenir l'activité dans un ciseau de prix positif.

Sur le segment des plaques spéciales, la deuxième partie de l'année a vu une demande forte associée à des hausses de prix significatives. Ce regain d'activité au niveau mondial a été essentiellement provoqué, de manière directe ou indirecte, par les marchés asiatiques, notamment chinois et indien.

6.1.4 Arcelor Steel Solutions & Services (A3S)

Avec 8 267 millions d'euros en 2004 contre 7 954 millions en 2003, le chiffre d'affaires d'A3S a augmenté de 3,9%. Hors effet de change (- 128 millions d'euros, sous l'effet de la dépréciation du dollar (USD)) et effet périmètre (- 836 millions d'euros) la progression a été de 17,7%, dont - 6,9% en volume et + 26,5% en prix.

Le volume des expéditions a été de 14,9 millions de tonnes en 2004 contre 15,9 millions de tonnes en 2003. En moyenne, 30% du volume total des expéditions annuelles ont été approvisionnées hors du Groupe.

Les variations de périmètre sont dues au recentrage stratégique du secteur vers les activités de négoce et de parachèvement de produits métalliques dans l'Union européenne (Arcelor Négoce-Distribution, Arcelor Steel Service Centres), vers les activités de profilés et panneaux de construction (Arcelor Construction), vers les activités de fondations métalliques (Arcelor Projects) et de négoce international (Arcelor International).

L'augmentation de la marge brute opérationnelle (résultat brut opérationnel/chiffre d'affaires), qui passe de 3,6% à 6,2% entre 2003 et 2004, est due à la capacité du secteur à répercuter rapidement les fortes hausses de coûts matières qu'il a dû supporter, ainsi qu'à des gains de gestion de plus de 40 millions d'euros et à un effet de valorisation des stocks.

Pour Arcelor Négoce-Distribution (AND), 2004 s'est caractérisée par une évolution favorable du niveau moyen des prix de vente, évolution due à la hausse très prononcée du coût des matières premières, répercutée sur les prix de ventes, et à la relative rareté de certains produits sur le marché. À périmètre comparable, le chiffre d'affaires d'AND a augmenté de 27,6%, soit + 31,6% pour les prix et - 3% pour les volumes. AND a renforcé sa position en Allemagne avec l'acquisition d'un des grands acteurs du marché, la société Ravené Schäfer. Par cette opération AND est dorénavant le troisième acteur du négoce en Allemagne. Dans les autres pays européens, la marche des affaires n'a pas connu de progression sensible, à l'exception de l'Espagne, où le volume moyen d'activité d'AND a augmenté de 12%, tiré par la demande en produits métallurgiques destinés à la rénovation. Les ventes sur le marché français ont légèrement reculé conformément au choix d'une politique commerciale privilégiant la rentabilité sur les volumes.

Dans un marché caractérisé par la raréfaction de l'offre de matières premières nécessaires à la production d'acier, Arcelor Steel Service Centres (ASSC) s'est attachée, en partenariat avec les Aciers Plats Carbone d'Arcelor, à livrer ses clients européens dans les meilleures conditions de services. À périmètre comparable, et hors effet de change, le chiffre d'affaires d'ASSC a augmenté de 16,5%, dont + 19,2% pour les prix moyens de vente et - 2,2% pour les volumes. Grâce aux diverses actions de développement engagées sur l'exercice, ASSC a réussi à maintenir son positionnement sur ses marchés historiques et à se développer dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Arcelor Construction a enregistré une progression marquée de ses prix de vente tout au long de l'exercice 2004, alors que ses volumes déclinaient par rapport à 2003, dans un contexte de net ralentissement des investissements, principalement au second semestre. À périmètre comparable cependant, et hors effet de change, le chiffre d'affaires d'Arcelor Construction a augmenté de 10,6%, dont + 8,9% pour les prix moyens de vente et + 1,6% pour les volumes. La migration du carnet des profilés vers les panneaux, produits à plus haute valeur ajoutée, s'est poursuivie et a permis d'améliorer chiffre d'affaires et marges. La croissance de l'activité s'est également poursuivie en Europe centrale avec l'ouverture d'une nouvelle unité de production à Kiskun en Hongrie (ligne de profilage).

Arcelor International a enregistré une baisse des volumes en 2004 dans un contexte de forte progression des prix. Le recul des ventes enregistré en Asie et dans les marchés de grande exportation (Proche et Moyen Orient, Afrique du Nord) a été compensé en partie seulement par une légère augmentation de la reprise des ventes aux États-Unis, les secteurs « amont » d'Arcelor ayant réservé en priorité leurs volumes à la clientèle européenne. À périmètre comparable, et hors effet change, le chiffre d'affaires d'Arcelor International a augmenté de 3,7%, dont + 20,6% pour les prix moyens de vente et - 14% pour les volumes.

Arcelor Projects a connu une progression des volumes vendus dans le métier des produits pour fondations ainsi qu'une augmentation de ses prix moyens de vente, en particulier aux États-Unis. À périmètre comparable, et hors effet de change, le chiffre d'affaires d'Arcelor Projects a augmenté de 13,8%, dont + 13,1% pour les prix moyens de vente et + 0,7% pour les volumes.

6.1.5 Autres activités

6.1.5.1 Paul Wurth

Évoluant dans un secteur porté par une demande soutenue et les effets bénéfiques de la consolidation du marché sidérurgique, Paul Wurth a connu en 2004 une progression significative de ses activités et de sa rentabilité au niveau de l'ensemble du Groupe. Son chiffre d'affaires a atteint en 2004 163 millions d'euros contre 145 millions d'euros l'année précédente. Les nouvelles commandes ont enregistré une hausse de 70 % par rapport au volume de 2003.

Avec l'acquisition stratégique, en décembre 2004, de la société d'engineering allemande Didier - M&P Energietechnik GmbH, spécialisée dans le domaine des cowpers à vent chaud et des revêtements réfractaires pour hauts-fourneaux, Paul Wurth complète sa gamme de produits, renforçant ainsi sa position de leader global sur le marché des technologies de haut-fourneau.

Dans ce secteur, Paul Wurth continue de bénéficier de la forte demande chinoise. Les contrats en provenance de la Chine ont représenté en 2004 près d'un quart de l'ensemble des nouvelles commandes de Paul Wurth SA. Le Brésil et la Russie constituent également des marchés importants.

Au niveau des équipements pour aciéries et coulées continues, Paul Wurth a poursuivi avec succès la commercialisation de ses lingotières à oscillation intégrée Vibromold®.

Dans le domaine de la Recherche et du Développement, les activités de Paul Wurth se sont concentrées en 2004 essentiellement sur la continuation des travaux de recherche effectués dans le cadre du projet Primus®. D'une part, des essais en laboratoire et à l'échelle industrielle ont porté sur le traitement des boues d'usines intégrées, d'autre part, des travaux d'optimisation des équipements permettront la modification de l'installation Primus® chez Primorec SA en mars 2005 en vue d'une augmentation de sa capacité à raison de 10 tonnes par heure de coproduits sidérurgiques traités.

La division de gestion de grands projets de génie civil a pu consolider sa position au niveau régional, tant pour des projets privés et publics qu'industriels, en remportant également en 2004 des commandes et des contrats importants.

6.1.5.2 Circuit Foil

Après la crise de surcapacité de 2001 qui a touché le secteur des feuilles de cuivre, les années 2002 et 2003 ont été des années difficiles. Le marché s'est déplacé de l'Europe, des États-Unis et du Japon vers les pays du Sud-Est asiatique et la Chine. La part de l'Asie représente maintenant environ 50 % des ventes de Circuit Foil. Bien que pour 2004 la production ait augmenté de 16 % et les prix de vente de 20 %, une baisse des volumes a été enregistrée en fin d'année, ce qui a entraîné la décision de mettre en veilleuse l'usine de Granby au Québec. La hausse de coût du cuivre à 3 000 dollars (USD) la tonne et la faiblesse du dollar (USD) ont pesé sur les résultats de Circuit Foil. Cependant, le programme de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité, lancé en 2004, a permis une amélioration des performances de 15 %.

6.1.5.3 Industeel

Le groupe Industeel, producteur de plaques spéciales (aciers alliés et inoxydables) a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 666 millions d'euros pour 342 milliers de tonnes de tôles expédiées. Une politique de spécialités, confortée par l'envol de la demande, a permis de renouer avec des résultats opérationnels positifs malgré l'explosion du prix de certaines matières premières.

Industeel investit environ 1,2 % de son chiffre d'affaires dans une politique de Recherche et Développement active. Le Groupe emploie 50 personnes dans son Centre de recherche métallurgique du Creusot. En 2004, le Groupe a, entre autres, mis sur le marché les deux nouvelles nuances Superplast 400 pour les moules et l'acier Duplex Ur45N à soudabilité améliorée.

En 2005, Industeel continue sa spécialisation sur des niches rentables et pilote activement le processus d'innovation pour maintenir son avance technologique tout en préparant son plan d'avenir à long terme, y compris à travers la conclusion de partenariats.

6.1.5.4 Activité financière

Arcelor a poursuivi en 2004 la mise en oeuvre de sa politique financière, à la fois en termes d'organisation centrée autour de ses deux véhicules Arcelor Finance SCA et Arcelor Treasury SNC et en termes d'optimisation de sa charge financière et de sécurité de financement par une liquidité très forte.

Arcelor Finance est le support de 7,8 milliards d'euros de financement à court, moyen et long termes ; elle intervient sur les marchés financiers avec la notation Arcelor.

Arcelor Treasury assure la couverture quotidienne des risques financiers, notamment de change, de taux ou sur matières premières, selon les principes détaillés (voir la note 25 annexée aux comptes consolidés du Groupe à la section 14.1.5.2 du présent chapitre de la note d'information) approuvés par le Comité d'audit ; elle assure en outre la gestion de trésorerie centralisée.

En 2004, Arcelor a réalisé plusieurs opérations sur le marché financier, dont principalement :

- en mars, exercice de l'option de rachat des O.C.E.A.N.E. 2006, qui s'est traduit par la conversion de 80 % de l'émission en capital par échange de 22 millions d'actions d'autocontrôle ;
- en juillet, émission de 533 millions de warrants qui, après exercice, ont permis d'augmenter les fonds propres de 1,1 milliard d'euros ;
- en octobre, lancement de l'emprunt obligataire d'Arcelor Finance pour 500 millions d'euros à 10 ans au taux de 4 5/8 %.

Arcelor a par ailleurs procédé au remboursement anticipé de certains emprunts à taux élevés en vue de réduire la charge d'intérêt.

Enfin, Arcelor Finance a, en décembre, lancé une nouvelle syndication bancaire, qui s'est conclue en février 2005 avec succès auprès de 41 banques pour 3 milliards d'euros, en remplacement de lignes antérieures.

6.2 Commentaires et analyse sur les résultats consolidés des exercices clos les 31 décembre 2004¹⁰ et 2005

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 32 611 millions d'euros en 2005 contre 30 176 millions en 2004, soit une hausse de 8,1% (3,9% à périmètre comparable). L'exercice se caractérise par une forte diminution des prix spot de l'acier au cours du troisième trimestre, engendrant une baisse des expéditions (- 3,4% au total et - 12,9% en Europe) et des réductions de production (- 11,4% en Europe).

Le résultat brut opérationnel consolidé du Groupe s'élève à 5 641 millions d'euros en 2005 contre 4 461 millions en 2004 et comprend 106 millions d'éléments non récurrents. Les gains de gestion et la consolidation de CST (Brésil) et d'Acindar (Argentine) ainsi que des prix de vente moyen en hausse (à l'exception de ceux des aciers inoxydables) ont contribué à l'excellente qualité des résultats malgré la forte hausse du coût des matières premières.

Le résultat opérationnel consolidé du Groupe s'élève à 4 376 millions d'euros en 2005 contre 3 314 millions en 2004 et comprend 198 millions d'éléments non récurrents.

Après des charges financières nettes de 254 millions d'euros, une contribution positive des sociétés mises en équivalence de 317 millions, une charge d'impôt de 161 millions, et la prise en compte de 432 millions d'intérêts minoritaires, le résultat net consolidé, part du Groupe s'élève à 3 846 millions d'euros contre 2 290 millions pour l'exercice 2004.

La charge d'impôt s'élève à 161 millions d'euros et correspond à un taux d'imposition effectif de 3,9%. La charge d'impôt courant de 396 millions d'euros (360 millions en 2004) a été réduite par un produit

¹⁰ Les chiffres présentés dans la présente section au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 ont été retraités en raison de l'introduction de la norme IFRS 2 et de la révision de la norme IAS 32, voir sur ce point la note 1 annexée aux comptes consolidés du Groupe à la section 14.1.5 de la présente annexe à la note d'information.

d'impôt différé de 235 millions d'euros. Ce dernier résulte de l'activation, conformément aux normes IFRS, de pertes fiscales évaluées annuellement et sur base des perspectives positives incluses dans les plans d'activité du Groupe.

Le Groupe a réduit son endettement financier net de 1 385 millions d'euros au cours de l'exercice 2005 (1 257 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 2 642 millions au 31 décembre 2004).

La forte génération de cash a permis de faire face aux besoins en fonds de roulement, à travers un contrôle rigoureux des stocks et malgré le coût élevé des matières premières. Les dépenses d'investissements s'élèvent à 2 milliards d'euros et reflètent l'expansion du Groupe au Brésil (accroissement de la production de CST de 2,5 millions de tonnes) et ont été maintenues à un niveau optimal en Europe (1,1 milliard d'euros).

Le ratio endettement financier net sur fonds propres, y compris intérêts minoritaires, est de 0,07 au 31 décembre 2005 contre 0,22 au 31 décembre 2004, et significativement inférieur à l'objectif de 0,35 à 0,50 en moyenne sur le cycle.

6.2.1 Aciers Plats Carbone

A 18 060 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 16 139 millions au 31 décembre 2004, le chiffre d'affaires de l'activité Aciers Plats au Carbone augmente de 3,3% à périmètre comparable. Cette hausse est due à un effet prix de 12,7% qui a plus que compensé un effet volume de - 9,4%, la baisse des volumes touchant plus particulièrement l'industrie générale (-1,3 millions de tonnes).

Avec une réduction volontaire du niveau des expéditions ajustant ainsi l'offre du Groupe à une consommation apparente négative au courant du deuxième et troisième trimestre, et malgré la forte augmentation du coût des matières premières, le résultat brut opérationnel s'élève à 3 634 millions d'euros contre 2 368 millions en 2004. La qualité de ces résultats est due à des prix de vente moyens supérieurs ainsi qu'à des gains de gestion continus à travers des réductions de coûts, la mise en oeuvre de mesures de restructurations et un contrôle très rigoureux des stocks.

Le résultat opérationnel s'élève à 2 773 millions d'euros en 2005 contre 1 735 millions d'euros en 2004.

La production d'acier brut est de 32,9 millions de tonnes en 2005, dont 4,9 millions de tonnes de CST, contre 31,9 millions de tonnes en 2004, dont 1,2 millions de tonnes de CST consolidé à partir du 1^{er} octobre 2004.

Les expéditions de l'activité Aciers Plats au Carbone s'élèvent à 28,1 millions de tonnes en 2005, comprenant 4,4 millions de tonnes en provenance de CST, contre 28,5 millions de tonnes en 2004 dont 1,7 million de tonnes sur trois mois pour CST. Elles enregistrent une diminution de 11,4% en Europe, principalement dans les produits spot de l'industrie générale, tandis qu'elles restent stables au Brésil à période identique.

Arcelor a accru ses livraisons d'acier pour l'automobile en Europe centrale et orientale malgré la faiblesse du marché, en Turquie et au Brésil. Sur ces marchés, Arcelor a pu bénéficier de la pleine capacité des usines Borcelik en Turquie et Vega do Sul au Brésil.

Sur l'année, Arcelor a consolidé ses positions en Europe et développé ses ventes hors Europe, livrant 10 millions de tonnes d'acier plat à l'industrie automobile, ce qui représente une part de marché de 15% au niveau mondial.

Dans le secteur de l'équipement ménager, le marché a été globalement stable en 2005 avec cependant des évolutions inégales géographiquement et au cours de l'année. Les fabricants d'électroménager s'implantant sur les nouvelles zones de croissance, Arcelor les a suivis dans leur délocalisation géographique tant à travers la mise en oeuvre d'une grande flexibilité logistique que par de nouvelles implantations.

Le marché de la construction a été marqué par des évolutions contrastées, tant entre les différentes activités du secteur que géographiquement. Tout en restant bien placé dans le secteur non résidentiel Arcelor a augmenté ses livraisons en Europe sur le marché résidentiel notamment dans les applications

telles que les tuiles, les structures en acier léger, les portes de garage, et les applications CVC (chauffage, ventilation, climatisation). Un mix de produits optimisé et une évolution positive des prix ont contribué à de meilleurs résultats financiers.

Dans le secteur de l'emballage, Arcelor Packaging International, leader mondial des aciers pour emballages, a renforcé en 2005 sa part de chiffre d'affaires à l'exportation hors Europe pour la porter à 20%. En Europe, API, qui détient 34% des parts de marché, des contrats annuels ont été négociés, stabilisant ainsi le niveau d'activité. Les augmentations de prix passées en 2005 ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires, mais n'ont pas permis de couvrir les hausses de prix des matières premières et des transports. La production d'aciers pour emballage s'est élevée en 2005 à 1,7 millions de tonnes.

Au Brésil, l'unité de fabrication d'aciers plats au carbone a enregistré une augmentation de son chiffre d'affaires malgré une baisse des volumes expédiés du fait de l'amélioration du mix produits avec un accroissement des ventes de bobines laminées à chaud. Les exportations représentent toujours en volume près des deux tiers des expéditions de l'unité, notamment avec les brames produites par CST avec comme destination principales l'Amérique du Nord et l'Asie.

Sur le marché intérieur, les ventes de bobines laminées à chaud et à froid et les produits revêtus ont augmentées de 20% par rapport à 2004. La pénétration rapide de ces produits sur le marché domestique survient suite à d'importants gains en efficacité chez CST et Vega do Sul depuis le démarrage, en 2003, des lignes de laminage à froid et en 2004 de galvanisation.

6.2.2 Aciers Longs Carbone

A 6 618 millions d'euros en 2005 contre 6 221 millions en 2004, le chiffre d'affaires de l'activité Aciers Longs au Carbone augmente de 6,4% (12% à périmètre comparable) tiré par le mécanisme automatique de supplément « extra ferraille », et la forte appréciation du real brésilien. A périmètre comparable, la hausse du chiffre d'affaires est due à un effet prix de 10,7%, les volumes totaux restants stables (1,4%).

A 1 371 millions d'euros en 2005 contre 1 289 millions en 2004 le résultat brut opérationnel baisse légèrement à périmètre comparable (- 1%). En Europe, la réduction est le résultat net d'un effet volume négatif partiellement compensé par des marges supérieures sur le coût des facteurs et des gains de gestion. Aux Amériques, le résultat brut opérationnel a augmenté fortement malgré un mix vente géographique non favorable. La marge brute opérationnelle de l'activité reste stable à des niveaux historiques, à 20,7% en 2005 comme en 2004).

Le résultat opérationnel est de 1 111 millions d'euros en 2005 contre 1 080 millions en 2004, soit une marge de 16,8% en 2005 contre 17,4% en 2004. Le résultat opérationnel comprend 113 millions d'euros d'éléments non-récurrents (dont 96 millions d'euros de la vente de Corrugados en Espagne).

La production d'acier brut est de 11,4 millions de tonnes en 2005 contre 12,6 millions de tonnes en 2004, soit une baisse de 9,9% liée à l'évolution du périmètre. Les expéditions sont passées de 13,4 millions de tonnes en 2004 à 12,3 millions de tonnes en 2005, soit une diminution de 7,7%. Les expéditions des unités opérationnelles localisées en Europe représentent 62% des expéditions totales et celles des usines en Amérique du Sud représentent 37%.

6.2.2.1 Activité Aciers Longs Carbone Europe

Les expéditions de poutrelles ont diminué de 11% par rapport à l'année 2004. Arcelor a continué d'augmenter sa pénétration en Europe centrale et en Europe de l'Est tout en oeuvrant pour obtenir une harmonisation des prix de vente avec le niveau du marché UE15. Les expéditions sur les marchés de l'exportation ont diminué à cause d'une forte situation concurrentielle entraînant des niveaux de prix très bas pendant une certaine période. Les ventes en Amérique du Nord se sont sensiblement améliorées pendant le quatrième trimestre et ont finalement atteint le niveau de l'année antérieure.

Au premier trimestre, les ventes de ronds à béton en Europe du Nord étaient minimales à cause de l'arrêt de la production pour remise à niveau des installations. Cette période d'arrêt correspondait avec une réduction sensible de la consommation de ronds à bétons en UE5 (France, Allemagne, Benelux) suite à

des niveaux de stocks très élevés à la fin de l'année 2004. Un redressement de la situation s'est amorcé vers la fin de l'exercice.

Dans le fil machine, le niveau des prix de vente se situait à un niveau stable au début de l'année alors que les stocks auprès des consommateurs augmentaient suite à un ralentissement de l'activité. Cette situation s'est prolongée jusqu'à la fin de l'année.

Dans les aciers marchands, la période de janvier à juillet fut caractérisée par une activité faible sur les marchés notamment en Europe avec, en conséquence, une diminution sensible des prix de vente. Suite à la hausse du coût de la ferraille intervenue au troisième trimestre, le marché a repris confiance, ce qui s'est traduit par des actions de reconstitution des stocks.

Sur le marché des palplanches, le ralentissement des dépenses pour infrastructures publiques en Europe, principalement en Angleterre et en Allemagne, a provoqué une diminution des ventes en début d'année. La reprise des activités a commencé au courant du deuxième trimestre et s'est confirmée. L'année 2005 se termine sur une note positive tant au niveau du volume des expéditions en constante augmentation qu'au niveau du résultat.

Sur le marché des rails pour transport en commun, après une année 2004 marquée par une diminution des ventes, tant sur le marché principal, qui est l'Espagne, qu'à l'exportation, les ventes se sont sensiblement améliorées en 2005 et ont dépassé les attentes en termes aussi bien de volume que de prix.

Grâce à la gamme complète et la haute technicité des produits offerts, les volumes des ventes en profilés spéciaux et en rails pour ponts roulants ont encore progressé pour atteindre un nouveau record.

6.2.2.2 Activité Aciers Longs Carbone Amérique du Sud

Au Brésil, Arcelor a dû faire face à une forte diminution de la demande sur le marché intérieur que la Société a compensée par une augmentation des exportations notamment dans les pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale ainsi qu'aux Caraïbes où le marché des commodités était en forte expansion. Les expéditions des spécialités ont progressé de 10% par rapport à l'exercice 2004 et représentent un nouveau record.

En Argentine, le chiffre d'affaires net en devise locale de Acindar a augmenté de 20% vis-à-vis de l'année 2004. Les expéditions sur le marché intérieur ont augmenté de 6,7%, cette hausse s'élevant même à 14,6% si l'on fait abstraction des expéditions de demi-produits. En ce qui concerne les exportations, une légère diminution des expéditions à l'exportation est enregistrée (- 0,5%), alors que le chiffre d'affaires augmente de 1%.

6.2.3 Aciers inoxydables et alliages

Avec 4 028 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 4 577 millions pour l'exercice 2004, le chiffre d'affaires des Aciers Inoxydables diminue de 11,9% (- 0,4% à périmètre comparable). Cette évolution s'explique largement par une forte augmentation des extras d'alliage au cours de trois premiers trimestres, compensant l'érosion importante des prix de base et la baisse de volumes. En Europe, l'extra d'alliage a ainsi augmenté d'environ 15% d'une année sur l'autre.

Avec 173 millions d'euros pour l'exercice 2005 contre 268 millions d'euros en 2004, le résultat brut opérationnel est en nette régression (- 19% à périmètre comparable), le résultat se dégradant du fait d'un ciseau de prix négatif et de la baisse des volumes.

Le résultat opérationnel s'élève en 2005 à 93 millions d'euros, contre 127 millions d'euros en 2004.

La production d'acier inoxydable est de 1,741 millions de tonnes en 2005 contre 2,453 millions de tonnes en 2004, soit une baisse de 29% (- 12,3% à périmètre comparable), suite aux arrêts volontaires de production. Le volume des expéditions, s'élevant à 1,6 millions de tonnes, est en baisse de 25% (- 9% à périmètre comparable).

La conjoncture, moins favorable par rapport à l'année 2004 mais encore satisfaisante pendant le premier semestre 2005, s'est fortement dégradée au cours du deuxième semestre 2005, qui a été marqué par un déstockage important chez les clients.

Dans les produits plats inoxydables, la consommation apparente mondiale a connu au cours de l'année 2005 une diminution marginale par rapport à une croissance de l'ordre de 7% en 2004. La demande a évolué différemment dans chacune des régions. La demande apparente de produits plats en Europe et aux Etats-Unis s'est dégradé d'environ 5%, pendant qu'en Chine, elle augmentait de 12%. Le déstockage prolongé chez les clients et la limitation des opportunités d'exportation vers l'Asie suite à la montée en puissance de la production chinoise, ont mis le marché dans une situation d'offre excédentaire. Pour s'adapter à la faiblesse de la demande et faciliter la baisse des stocks sans peser plus encore sur les prix, les producteurs d'acier inoxydables ont décidé de procéder à des ajustements de production au cours du second semestre.

En Europe, le fléchissement de la demande constaté au début de l'année s'est accentué au cours de 2005 et a maintenu une forte pression sur les prix. Les prix de base étaient en moyenne environ 20% en dessous du niveau de 2004, avant de se rétablir début 2006 grâce à la fin du déstockage et à un environnement économique plus favorable.

Au Brésil, la consommation apparente sur 2005 a été de 5% plus basse qu'en 2004. Les prix et les volumes sur le marché étaient sous pression suite au ralentissement de la conjoncture sur les marchés internationaux, à un environnement macro-économique défavorable (maintien de taux d'intérêt élevés, appréciation du réal brésilien par rapport au dollar (USD), aux niveaux de stock élevés et à la croissance des importations. Le niveau d'activité sur le marché brésilien affichait une légère amélioration début 2006, mais les prix de base restent toujours sous pression.

La situation sur les marchés asiatiques, encore globalement bonne au début de l'année, s'est rapidement détériorée au cours de 2005. En Chine les prix ont poursuivi leur baisse alimentée par une croissance des capacités de production supérieure à celle de la demande. Au début de 2006, les marchés asiatiques montrent cependant des signes de reprise ; en Chine les hausses des prix sont attendues sur les produits laminés à froid.

Aux Etats-Unis, la demande a enregistré un ralentissement par rapport à l'année dernière, mais est restée globalement bien orientée. Les prix étaient sous pression, entre autre suite à l'augmentation des importations, mais restent cependant plus élevés qu'en Europe et en Asie.

Dans les produits longs, la demande encore correcte pour les barres au cours du premier semestre, a montré un ralentissement pour toute la gamme de produits sur la deuxième partie de l'année. Néanmoins la pression sur les prix reste légèrement moins forte par rapport à celle que subissent les produits plats, ce qui a permis à ce jour une meilleure tenue des rentabilités. Fin 2005 et début 2006 les produits longs ont bénéficié d'une légère amélioration de la demande qui correspond à la fin du déstockage important.

6.2.4 Arcelor Steel Solution Services (A3S)

Arcelor Steel Solutions and Services (A3S) a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 8 656 millions d'euros contre 8 267 millions d'euros en 2004, soit une hausse apparente de +4,7%. A périmètre comparable, l'évolution du chiffre d'affaires est de +3,4%, dans un contexte de baisse des volumes commercialisés de 7% et de hausse des prix de vente moyens de 13%. Le volume total des expéditions du secteur A3S est de 13,7 millions de tonnes en 2005 contre 15 millions en 2004. Approximativement 19% du volume total des expéditions annuelles proviennent d'approvisionnements hors Groupe.

Globalement, et à périmètre comparable, l'effet volume représente un impact négatif sur le chiffre d'affaires à fin décembre 2005 de 673 millions d'euros par rapport à fin décembre 2004. Dans le même temps, l'effet prix de vente représente un impact positif de 1 074 millions d'euros.

Le résultat brut opérationnel s'élève à 328 millions d'euros en 2005 contre 516 millions en 2004 soit une marge brute de 3,8% contre 6,2%. Cette baisse s'explique par des coûts croissants des approvisionnements en début d'année et un ralentissement des expéditions intervenu à la fin du deuxième trimestre et se prolongeant jusqu'au quatrième trimestre. Le résultat de l'exercice 2004 avait

également bénéficié d'importantes plus values sur stocks, compte tenu de la forte hausse des prix de l'acier au cours de l'année. Les gains de gestions représentent plus de 10% du résultat brut opérationnel.

Le résultat opérationnel s'élève à 254 millions d'euros en 2005, contre 398 millions en 2004.

Le contrôle des investissements et la très forte baisse du besoin en fonds de roulement suite à l'adaptation du niveau de stock à la demande du marché au cours du deuxième semestre, ont permis au secteur de dégager un flux de trésorerie disponible de plus de 500 millions d'euros.

Arcelor Distribution a connu une année 2005 en demi-teinte, avec un niveau de résultat satisfaisant dans un contexte de faible consommation réelle, mais significativement en recul par rapport à 2004. A périmètre constant, le chiffre d'affaires d'Arcelor Distribution a enregistré une baisse de 9%. Les volumes sont en retraits de 16% mais le prix de vente moyen est en hausse de 8%. L'activité des sociétés acquises par Arcelor Distribution a permis de compenser partiellement le recul des volumes commercialisés sur ses marchés historiques. Les parts de marchés d'Arcelor Distribution se maintiennent néanmoins partout en Europe, et augmentent sensiblement en Allemagne grâce à la montée en puissance de la société Ravene Schäfer. Cette expansion s'est poursuivie par l'acquisition de Heller & Köster au cours de la deuxième partie de 2005.

Dans un environnement concurrentiel très agressif du fait de la chute des volumes, liée en partie au ralentissement du rythme d'investissements amorcé dès le deuxième semestre 2004, Arcelor Construction a pu limiter la baisse de ses résultats en 2005. A périmètre constant, le chiffre d'affaires d'Arcelor Construction a enregistré une baisse de 6%. Les volumes diminuent de 14% mais les prix moyens de ventes sont en hausse de 9%, suite à l'application d'une politique de prix réaliste et opportuniste. 2005 a également confirmé la croissance des pays de la zone de l'Europe Centrale (+20% en volume) et la baisse tendancielle des marchés historiques nationaux, y compris en panneaux, signe manifeste du fléchissement de l'activité du bâtiment industriel en Europe de l'Ouest.

Dans un marché où la demande apparente est restée globalement faible tout au long de l'année sur le marché européen du fait d'un niveau de stocks élevé, les résultats d'Arcelor Steel Service Center (ASSC) demeurent satisfaisants, même s'ils sont en retrait par rapport à 2004. ASSC s'attachant à défendre ses marges en privilégiant les prix par rapport aux volumes. A périmètre constant, le chiffre d'affaires d'ASSC a enregistré une hausse de 6% avec des volumes en baisse de 10% mais un prix moyen de vente en hausse de 18%. 2005 a été contrastée. ASSC a souffert sur l'ensemble de ses marchés historiques, en particulier en France et en Allemagne où seules les activités dédiées au marché automobile ont réalisé une bonne année tant en volumes (+2%) qu'en résultat. En Allemagne, le réseau de centres de parachèvement fait l'objet d'une rationalisation industrielle avec la cession prévue courant 2006 de la société Flachform. ASSC a aussi poursuivi son développement en Europe centrale, région dans laquelle les volumes commercialisés ont continué à progresser, suite, notamment, à la montée en puissance du centre de découpe de flans dédié à l'industrie automobile en Pologne (+53% par rapport à 2004).

A périmètre constant, le chiffre d'affaires d'Arcelor Projects enregistre une hausse de 19%, avec des volumes en baisse de 3%, mais des prix moyens de vente en hausse de 23%.

Arcelor International enregistre un chiffre d'affaires 2005 à périmètre constant en hausse de 25%, malgré des volumes en retrait de 1%, grâce à des prix moyens de vente à la tonne en progression de 26% sur la période.

6.2.5 Autres activités

6.2.5.1 Paul Wurth

Grâce au climat conjoncturel favorable que connaît actuellement la sidérurgie à l'échelle mondiale, Paul Wurth a enregistré d'excellents résultats en 2005 avec une augmentation du niveau consolidé des nouvelles commandes de +58% par rapport au volume déjà important de 2004, et une progression de son chiffre d'affaires de près de 80%.

Après l'acquisition en décembre 2004 de la société Didier-M&P Energietechnik GmbH (Allemagne), spécialisée dans les systèmes à vent chaud et les revêtements réfractaires pour hauts fourneaux, Paul

Wurth a repris les actifs et le personnel de SMS Demag S.p.A., Gênes (Italie). A travers cette acquisition lui apportant une expertise supplémentaire dans le domaine des cokeries et de la réduction directe, le groupe Paul Wurth s'est doté des moyens en personnel et en savoir-faire lui permettant d'aborder des projets d'ensemble de construction et de modernisation de hauts fourneaux, tout en le hissant au rang de leader mondial dans le domaine des technologies de production de fonte.

D'un point de vue commercial, Paul Wurth a signé d'importants contrats pour des technologies de hauts fourneaux en Chine, en Inde, au Brésil et en Russie. En Europe, Paul Wurth a été notamment actif en France et en Allemagne dans le cadre des réfections d'usines au sein du groupe Arcelor, ainsi qu'en Allemagne.

Paul Wurth a poursuivi en 2005 sa politique de Recherche et Développement. Parallèlement à l'augmentation de la productivité et de la disponibilité de l'installation de Primorec à Differdange (Luxembourg), Paul Wurth a continué à améliorer son portefeuille existant d'équipements et a mené des projets de R&D dans les domaines de l'électrometallurgie et de la métallurgie des poudres. La prise d'une participation majoritaire de 65%, prenant effet le 1^{er} janvier 2006, par l'intermédiaire de Paul Wurth Umwelttechnik, dans Turbofilter GmbH, Essen, (Allemagne), permettra de renforcer les activités du groupe dans le domaine des technologies de protection de l'environnement.

Paul Wurth emploie désormais plus de 1 100 collaborateurs répartis dans une vingtaine de filiales à travers le monde.

6.2.5.2 Industeel

Le Groupe Industeel a conforté en 2005 sa position de leader mondial sur des marchés spécifiques pour les plaques spéciales en aciers alliés et inoxydables. Ses spécialités-phares comportent notamment les tôles cryogéniques, les tôles inoxydables spéciales, les tôles alliées super-lourdes, les moules alliées, les tôles plaquées, les tôles anti-abrasion. Son réseau de vente mondial lui permet d'exporter plus de 50% de sa production hors Europe. Industeel continue à développer son activité en investissant plus de 5 millions d'euros par an dans la Recherche et Développement.

Son positionnement unique de fournisseur de solutions taillées sur mesure pour les grands projets lui a permis en 2005 de profiter pleinement de la forte demande dans la plupart de ses secteurs phares (pétrole, gaz, pétrochimie, dessalement, dépollution, mines, ...). Industeel a ainsi réalisé en 2005 un chiffre d'affaires en progression de 50% par rapport à 2004, à 953 millions d'euros. Son résultat opérationnel s'élève à 102 millions d'euros, le meilleur résultat de son histoire.

Dans le but de répondre à une demande croissante de ses clients, Industeel a renforcé ses moyens de première transformation en achetant en septembre 2005 la société UF Aciers à Dunkerque (France). Dans le cadre de son développement stratégique, Industeel va renforcer en 2006 sa capacité de production de tôles spéciales : trois nouveaux fours de traitement thermiques seront mis en service en été 2006.

6.2.5.3 Circuit Foil

Le secteur des feuilles de cuivre continue de souffrir des problèmes de surcapacité et de transfert des marchés vers la Chine et les pays du sud-est asiatique. La baisse des volumes enregistrée fin 2004 a entraîné la mise en veille de l'usine circuit Foil au Canada. Cette baisse des volumes s'est poursuivie en 2005 avec pour conséquence l'arrêt définitif de l'usine de Wiltz et le transfert de son activité dans la deuxième usine du Luxembourg.

La hausse de 20% des prix de vente n'a pas pu compenser la baisse des volumes de ventes de 25%, l'augmentation du coût d'électricité de 20% et les coûts d'arrêt de l'usine canadienne, ce qui a pesé sur les performances de Circuit Foil en 2005. De plus, l'augmentation du prix du cuivre de 3000 à 4600 dollars (USD) ainsi que les difficultés d'approvisionnement ont marqué cette année.

Afin d'augmenter la productivité et de réduire les coûts de production, une démarche « Six Sigma » a été lancée. Les premiers résultats sont attendus dans le courant 2006.

L'Asie représentant environ 50% des ventes de Circuit Foil, Circuit Foil a démarré cette année avec succès un centre de service de découpe en Chine afin d'améliorer sa présence sur ce marché.

6.2.5.4 Activité financière

Arcelor a poursuivi en 2005 la mise en oeuvre de sa politique financière, toujours articulée autour de ses deux véhicules, Arcelor Finance SCA et Arcelor Treasury SNC, et en se focalisant sur l'optimisation de sa charge financière.

Arcelor Finance est le support de 8,3 milliards d'euros de financement à court, moyen et long termes ; elle intervient sur les marchés financiers avec la notation Arcelor qui a bénéficié en 2005 d'une perspective positive de la part de Moody's.

Arcelor Treasury assure la couverture quotidienne des risques financiers, notamment de change, de taux ou sur matières premières, selon les principes détaillés approuvés par le comité d'audit (voir la note 25 annexée aux comptes consolidés du Groupe à la section 14.1.5.1 du présent chapitre de la note d'information) ; elle assure en outre la gestion de trésorerie centralisée, dont le volume s'est fortement accru en cours d'année.

En 2005, Arcelor n'a pas réalisé d'opérations publiques de financement sur le marché. En revanche, elle a restructuré une partie de sa dette pour en réduire le coût et réduire encore la subordination structurelle de sa dette :

- prêt de 125 millions d'euros en faveur de Carinox pour une durée moyenne de 7 ans ;
- prêt de 85 millions d'euros en substitution d'un prêt de CST remboursable par annuités constantes jusqu'en 2013 ;
- placement privé de 150 millions d'euros pour une durée de 6 ans ;
- remboursement anticipé d'un emprunt obligataire d'un montant de 260 millions de dollars (USD).
- renégociation d'une facilité de crédit syndiqué pour un montant de 3 milliards d'euros pour une durée de 5 ans extensible sur 7 ans.

Enfin, Arcelor Finance a assuré, en fin d'année, le financement de l'externalisation de certains fonds de pension.

6.3 Environnement économique¹¹

En 2005, malgré une forte hausse du prix du pétrole, la croissance mondiale a été soutenue. Le PIB mondial a augmenté de 3,5%, l'inflation a été contenue et les taux d'intérêt à long terme se sont maintenus à un faible niveau.

Aux États-Unis, la croissance a enregistré une hausse de 3,4% malgré un léger ralentissement de l'activité au cours du quatrième trimestre. Au Canada, le PIB a connu un taux de croissance proche de 3% tout comme le Mexique.

En Amérique Centrale et en Amérique du Sud (hors Mexique) la croissance a affiché une hausse de 4,8% grâce à des conditions favorables à l'exportation avec un prix élevé des matières premières et la forte demande de la Chine.

En Asie (hors Japon), la croissance économique reste très soutenue. En Chine, le PIB a augmenté de 9,9% et la production industrielle a progressé de 15,9%. En Inde, la croissance a augmenté de 7,2%, la production industrielle de 8,3%. Au Japon, la croissance a progressé de 2,5%.

Comme les années précédentes, l'UE15 est restée en retrait de la forte croissance mondiale avec une hausse du PIB de 1,6% et une production industrielle en augmentation de 0,6%. Les autres pays de l'Union européenne ont enregistré une croissance nettement plus soutenue, avec notamment en Pologne une croissance du PIB de 4,5%.

¹¹ Sources : Eurofer et Instituts de conjoncture

En Turquie, le PIB a augmenté de 5,1% en 2005 et la production industrielle de 5,5%. La CEI a enregistré une croissance de 6,5%, avec une activité industrielle en hausse de 4,9%. En Russie, la production manufacturière a augmenté de 6,1% mais certains secteurs ont souffert de l'appréciation du rouble.

Évolution des secteurs utilisateurs d'acier

L'ensemble des secteurs utilisateurs d'acier a enregistré en 2005 une croissance forte au niveau mondial, avec cependant des variations importantes selon les zones géographiques. Le secteur de l'automobile a vu sa production augmenter de plus de 11% en Inde, au Brésil, en Chine, de 3,3% aux Etats-Unis et de 3,8% en Russie alors qu'elle baissait de 1,07% en Europe.

L'activité mécanique a également connu une forte progression dans les pays émergents (+11,2% en Inde, +29% en Chine) mais aussi aux Etats-Unis (+4,8%) et en Russie (+4%) alors qu'elle enregistrait une légère baisse de - 1% en Europe (EU15) ainsi qu'au Brésil.

Dans le travail des métaux, la croissance a particulièrement été forte en Chine (+26%) et en Turquie (+47%) ; aux Etats-Unis, elle a été de +3,1% et en Europe (EU15) de +1,5%.

Le secteur de la construction bénéficie du dynamisme actuel de l'économie mondiale : sa croissance est soutenue avec +4,6% aux Etats-Unis, +9% en Chine, +6,1% en Inde, +7,3% en Russie, mais n'est que de +0,2% en Europe (EU15), ce taux reflétant l'atonie de l'économie européenne.

Enfin, le secteur de l'équipement ménager a également enregistré une croissance forte en 2005 : +11,1% aux Etats-Unis, +11,2% en Inde, +18,5% en Chine, +12,9% en Turquie, +4,2% en Russie, compensant largement le recul européen (- 2,0%).

Évolution de la production mondiale d'acier

Au cours de l'année 2005, la production mondiale d'acier brut s'est élevée à 1 129,4 millions de tonnes, en progression de 5,9% par rapport à 2004, avec des variations importantes d'une région à l'autre.

L'essentiel de cette hausse est le fait des sidérurgistes chinois, dont la production s'est accrue de 24,6% pour atteindre 349,4 millions de tonnes, soit 31% de la production mondiale, contre 26,3% en 2004.

Une hausse de plus faible ampleur est également constatée en Inde (+16,7%), l'Asie produisant désormais la moitié de l'acier mondial, et ce, malgré la stabilité de l'apport japonais. Dans le même temps, les sidérurgistes européens et nord-américains diminuaient leurs volumes de production de respectivement 3,6 et 5,3%.

Évolution de la production mondiale d'acier brut (*) :

<i>En millions de tonnes</i>	2002	2003	2004	2005	2004/2005
Monde (**)	903,8	969,1	1 066,5	1 129,4	+5,9%
Europe	308,5	319,4	338,6	331,5	- 2,1%
dont : UE 25	180,9	184,0	193,4	186,5	- 3,6%
dont : UE 15	158,7	160,5	168,3	164,1	- 2,5%
dont : CIS (***)	101,1	106,2	113,1	112,9	- 0,2%
Amérique du Nord et Amérique Centrale	122,9	126,2	134,0	127,0	- 5,3%
dont : États-Unis	91,6	93,7	99,7	93,9	- 5,8%
Amérique du Sud	40,9	43,0	45,9	45,3	- 1,2%
dont : Brésil	29,6	31,1	32,9	31,6	- 3,9%
Asie	394,9	442,4	508,7	583,8	+14,8%
dont : Chine	182,2	222,4	280,5	349,4	+24,6%
dont : Japon	107,7	110,5	112,7	112,5	- 0,2%
Autres pays	36,6	38,1	39,3	41,8	+6,4%

(*) Chiffres estimés IISI, janvier 2006

(**) Monde = 61 pays représentant 98% de la production mondiale d'acier brut

(***) CIS = Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Kazakhstan, Ouzbékistan

La Chine a augmenté en 2005 sa production de 69 millions de tonnes par rapport à 2004 alors que le reste du monde voyait sa production baisser de 6 millions de tonnes.

Évolution de la consommation mondiale d'acier

La consommation apparente mondiale d'aciers produits finis a enregistré une hausse de l'ordre de 6% et dépasse désormais le milliard de tonnes. L'évolution de la consommation apparente par grande région est très inégale. Ainsi, hors Chine, la consommation apparente a chuté de 1,0% du fait principalement d'une baisse importante en Europe (EU25) et en Amérique du Nord. La Chine, par contre, a connu une hausse de la consommation apparente de 23% et représente désormais près de 32% de la demande globale d'acier. En Europe (UE25) et en Amérique du Nord, après une année 2004 marquée par un fort stockage lié à des anticipations de hausse de prix, l'année 2005 s'est caractérisée par un phénomène de déstockage. Les évolutions ont été les suivantes : Europe (UE25) : - 6% ; Amérique du Nord : - 7% ; Amérique du Sud : 0,0% ; CEI : +5% ; Asie (hors Chine) : +5% ; Moyen Orient : +3%.

Ce déstockage a eu comme conséquence une baisse significative des prix sidérurgiques spots en fin de premier semestre. Après stabilisation des stocks au cours du troisième trimestre, une stabilisation des prix, voire une légère hausse, s'est concrétisée dans certaines régions. En Chine toutefois, les prix ont récemment connu une forte dépréciation.

6.4 Barrières commerciales

La libéralisation des échanges a conduit à la création d'instruments nationaux de défense commerciale pour réguler les échanges internationaux. Adoptés au niveau international par les accords du GATT, dont le dernier date de 1994, les principaux instruments de défense commerciale sont la législation antidumping et anti-subsidiation (*countervailing duty*), les clauses de sauvegarde et les accords d'autolimitation.

Les dernières années ont été marquées par un fort développement d'actions de défense commerciale, en particulier la mise en oeuvre de la législation antidumping et anti-subsidiation par un nombre accru de pays. Cette tendance de fond est accentuée par l'ouverture d'une enquête au titre de la clause de sauvegarde initiée en juin 2001 par les États-Unis.

Les mesures de sauvegarde permettent de protéger une branche de l'industrie nationale lorsqu'un produit est importé en quantité accrue et qu'il porte ou menace de porter un préjudice grave à cette industrie, mais elles n'ont pas pour objet de lutter contre les pratiques dites déloyales. Les droits antidumping visent à éliminer l'effet de la pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur. Ils sont équivalents à la différence entre le prix de vente sur le marché intérieur et le prix de vente sur le marché d'exportation.

Les droits anti-subsidiation visent à annuler l'effet des avantages résultant des subventions, directes ou indirectes, pour les produits importés.

6.4.1 Mesures antidumping et anti-subsidiation

6.4.1.1 Actions défensives

États-Unis

Aciers plats carbone

Certains aciers plats au carbone produits par Arcelor sont soumis à des droits antidumping et à des droits anti-subsidiation aux États-Unis. Les produits concernés sont les suivants :

- **Plaques et tôles fortes** : l'ordonnance imposant des droits antidumping sur les importations de ce produit en provenance de France, qui remonte à l'année 2000, a été révoquée à l'issue de la revue quinquennale qui s'est déroulée en 2005. En effet, tous les cinq ans, le département du Commerce américain (« *US Department of Commerce* » ou « DoC ») et la Commission du commerce international (« *International Trade Commission* » ou « ITC ») doivent procéder à une revue spéciale (*sunset review*) pour décider si la révocation des droits antidumping et des droits anti-subsidiation peut conduire à la continuation ou à la résurgence du dumping.

De plus les droits anti-subsidiation ont été révoqués par le département du Commerce américain (« *US Department of Commerce* » ou « DoC ») en novembre 2003 comme étant incompatibles avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Par conséquent il n'existe plus de restriction à l'importation aux États-Unis de ce type de produit en provenance de France.

Concernant la Belgique et l'Espagne, des droits antidumping et anti-subsidiation sont applicables sur les importations de ce type de produit depuis 1993. Ainsi Cockerill Sambre (Belgique) fait l'objet de droits antidumping de 6,75%, et anti-subsidiation de 23,15%. Les importations de tôles fortes sur mesure du groupe Aceralia (Espagne) font l'objet de droits antidumping de 105,61% et de droits anti-subsidiation de 36,86%. Ces taux peuvent être révisés chaque année à travers une procédure de révision administrative. La procédure de révision quinquennale (*sunset review*) qui a débuté en 2005 est actuellement en cours.

- **Produits plats laminés à froid revêtus anticorrosion** : depuis 1993 des droits antidumping de 29,41% et anti-subsidiation de 15,13% frappent les importations en provenance notamment de France. La procédure de révision quinquennale de ces ordonnances (*sunset review*) qui a débutée en 2005, est actuellement en cours.
- **Produits plats laminés à froid** : en 2005, le Tribunal du Commerce International (*US Court of International Trade*) et la Cour d'Appel (*the U.S. Court of Appeals for the Federal Circuit*) ont confirmé l'avis de l'ITC que l'industrie sidérurgique américaine n'avait pas subi de préjudice du fait des importations de produits plats laminés à froid intervenus en 2001. Les ordonnances antidumping contre les produits plats laminés à froid en provenance de France, Belgique, Espagne, Brésil et 16 autres pays, sont donc réputés n'être jamais entrées en vigueur. Par conséquent il n'existe plus de restriction à l'importation aux États-Unis de ce type de produit.

Aciers longs carbone

En 2005, tous les appels contre la décision de l'ITC jugeant que l'industrie sidérurgique américaine n'avait pas subi de préjudice du fait des importations venant du Luxembourg, d'Allemagne et d'Espagne ont pris fin et sa décision a été confirmée. Par conséquent il n'existe plus de restriction à l'importation aux États-Unis de ce type de produit.

Aciers inoxydables

Certains aciers inoxydables produits par Arcelor sont soumis à des droits antidumping et à des droits anti-subsidiation aux États-Unis. Les produits concernés sont les suivants :

- **Aciers plats inoxydables en provenance de France** : L'ordonnance imposant des droits antidumping sur les importations de ce produit en provenance de France, qui remonte à l'année 2000, a été révoquée à l'issue de la revue quinquennale qui s'est déroulée en 2005. De plus, les droits anti-subsidiation, qui remontent à l'année 2000, ont été annulés en 2003 comme étant incompatibles avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Par conséquent il n'existe plus de restriction à l'importation aux États-Unis de ce type de produit.
- **Aciers longs inoxydables en provenance de France** : les importations aux États-Unis de fils d'acier inoxydable venant de France sont soumises à des droits antidumping de 7,19%. La procédure de révision quinquennale de cette ordonnance (*sunset review*) qui a débutée en 2005, est actuellement en cours.
- **Barres aciers inoxydables** : en 2001, le DoC et l'ITC ont ouvert une enquête relative aux importations de barres en acier inoxydable en provenance de France et d'Italie. Le DoC a calculé un taux de droits antidumping de minimis pour les importations en provenance d'Italie (Tréfileries Bedini), signifiant qu'aucun droit antidumping n'est imposé à l'entrée de ces produits aux États-Unis. En revanche le DoC a calculé un taux de droits antidumping de 14,98% pour les importations en provenance de France (Ugitech). Une procédure de révision administrative de l'ordonnance concernant les importations en provenance de France est en cours.
- **Bobines fortes en acier inoxydable** : les importations de ce type de produit en provenance de Belgique sont actuellement soumises à des droits antidumping de 2,96% et anti-subsidiation de 0,97%. Ces taux peuvent être révisés chaque année à travers une procédure de révision administrative.

Canada

À la suite d'une décision des autorités canadiennes en 2001, des droits antidumping demeurent en vigueur sur les importations de certains produits plats carbone laminés à chaud en provenance du Brésil (CST). En 2005, CST a demandé et obtenu la mise en place de valeurs normales pour ses exportations de produits plats carbone laminés à chaud au Canada et n'est donc plus sujette à l'imposition des droits antidumping de 77% sur ces produits. Cependant, les droits antidumping imposés sur ces produits font présentement l'objet d'une procédure de révision quinquennale par les autorités canadiennes et une décision sera rendue en août 2006 sur l'annulation de ces droits ou leur maintien pour une nouvelle période de cinq ans.

À la suite d'une demande de révision intérimaire présentée aux autorités canadiennes, les droits antidumping qui étaient en vigueur sur les importations de certaines barres rondes en acier inoxydable en provenance de France (Ugitech) ont été annulés en janvier 2005.

Aucune autre mesure antidumping n'affecte présentement les expéditions d'Arcelor au Canada.

6.4.1.2 Actions offensives : Union européenne

- Certains aciers plats inoxydables laminés à froid en provenance des États-Unis. En septembre 2003, la Commission européenne a imposé des droits antidumping provisoires sur les importations en provenance des États-Unis de certains aciers plats inoxydables laminés à froid (20,6% sur les importations en provenance d'AK Steel Corporation, 25% sur les importations en provenance

d'autres sociétés). En mars 2004, suite à une demande d'Eurofer, la Commission européenne a mis un terme à cette action offensive antidumping.

- Certains aciers plats carbone laminés à chaud en provenance de l'Inde, de Taiwan, de la Serbie Monténégro, de la Bulgarie et de l'Afrique du Sud. En septembre 2004, le Conseil, sur proposition de la Commission européenne, a terminé les mesures antidumping contre les importations de certains aciers plats carbone laminés à chaud en provenance de l'Inde (0%, – 18,1%), de Taiwan (2,1%, – 24,9%), de la Serbie Monténégro (15,4%), de la Bulgarie (7,5%) et de l'Afrique du Sud (5,2%, – 37,8%).
- Certaines tôles acier quarto en provenance de l'Inde, de la Chine et de la Roumanie. En août 2000, le Conseil, sur proposition de la Commission européenne, a imposé des droits antidumping définitifs contre les importations de certaines tôles acier quarto en provenance de l'Inde (22,3%), de la Chine (8,1%) et de la Roumanie (5,7%, – 11,5%).

6.4.1.3 Clause de sauvegarde

États-Unis : fil machine

Les importations de la majorité des différents types de fil machine en provenance de tous les pays producteurs (sauf le Canada et le Mexique) font l'objet d'un quota maximum. En 2001, le quota pour les pays membres de l'Union européenne a été fixé à 419 948 tonnes.

États-Unis : certains types d'aciers

Le 4 décembre 2003, le président des États-Unis a levé les droits qu'il avait imposés en mars 2002 sur certains types de produits plats, et en particulier les plaques, tôles fortes, ronds à béton, laminés à chaud, laminés à froid, produits revêtus, aciers étamés, barres laminées à chaud, barres laminées à froid, certains tubes, certains accessoires en acier au carbone et alliés, barres en acier inoxydable, fil machine en inox, et aciers outils alliés. Ces droits avaient initialement été fixés à 30% pour les produits plats au carbone, 15% pour les tubes, les ronds à béton et les barres en inox, et 8% pour les fils. En mars 2003, ces droits avaient été diminués respectivement à 24, 12, 10 et 7%. Les importations de plaques étaient soumises à des quotas de 4,9 millions de tonnes pour la première année, puis 5,35 millions de tonnes pour la deuxième année.

Par ailleurs, les mesures de sauvegarde ménagent la possibilité de négocier des exclusions individuelles par produit. Arcelor et ses filiales fabriquent de nombreux produits qui ne sont pas fabriqués par l'industrie sidérurgique américaine. En 2002 et 2003, Arcelor a réussi à négocier avec succès avec l'administration américaine plus de 75 exclusions relatives à ces produits.

Europe

En décembre 2003, la Commission européenne a éliminé les contingents tarifaires applicables sur certains produits en aciers (rouleaux laminés à chaud, tôles laminées à chaud, bandes et feuillards laminés à chaud, produits plats laminés à chaud, tôles laminées à froid, raccords de tuyauterie, brides). Cette décision a été prise suite à la décision de l'administration américaine d'éliminer ses propres mesures de sauvegarde à l'encontre des importations aux États-Unis de certains produits sidérurgiques.

Canada : aciers plats au carbone et alliés, certains aciers longs et alliés

En octobre 2003, le gouvernement canadien a décidé de ne pas imposer de mesure de sauvegarde sur les importations de produits sidérurgiques étrangers.

Pologne

En mars 2003, le gouvernement polonais a décidé d'imposer des mesures de sauvegarde sur huit produits et ce pour une période de deux ans (de mars 2003 à mars 2005). Les produits concernés par ces quotas sont : les produits plats non alliés laminés à froid, à chaud et galvanisés, les produits plats non alliés avec un revêtement organique, les aciers alliés plats électriques, les barres non alliées laminées à chaud, les tubes soudés, les tubes sans soudure.

Hongrie

En avril 2003, le gouvernement hongrois a décidé d'introduire des mesures de sauvegarde sur sept produits. Ces mesures sont effectives pour une période de deux ans à compter d'avril 2003. Les produits concernés par ces quotas sont : les produits plats non alliés laminés à froid, à chaud ainsi que certains produits longs et tubes.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

De février 2002 à juin 2004, les pays producteurs d'acier ont discuté au sein de l'OCDE les éléments de l'Accord international sur les subsides, afin d'éliminer tous les subsides spécifiques à l'industrie sidérurgique, faussant la concurrence internationale dans le secteur de l'acier. Faute d'avoir pu surmonter les principaux désaccords entre les participants, le Groupe à Haut Niveau, composé de 37 pays et de représentants de l'Union européenne, totalisant environ 90% de la production mondiale de l'acier, a suspendu la poursuite des négociations sur cet Accord (29 juin 2004). Cependant, les pays participants ont réaffirmé leur intérêt à conclure l'Accord. Pour cette raison, le Groupe à Haut Niveau a conclu que les divergences persistantes nécessitent la poursuite des examens et des discussions informelles entre les pays participants, afin de réduire les écarts de positions et, ainsi, de faire avancer les négociations.

OMC (Organisation mondiale du commerce)

En septembre 2004, l'OMC a établi, sur demande de l'Union européenne, un deuxième Groupe spécial dans l'affaire du « USA Privatisation », afin de décider sur la légalité de la nouvelle méthodologie américaine pour évaluer l'applicabilité des droits d'anti subvention dans le cadre des affaires de procédures d'anti subventions liées aux privatisations des industries sidérurgiques française, anglaise, allemande et espagnole.

En juillet 2004, l'OMC a établi, sur demande de l'Union européenne, un Groupe spécial dans l'affaire du « Zeroing » pour étudier la compatibilité du recours par les États-Unis à la « réduction à zéro », lors du calcul du dumping. La « réduction à zéro » est une méthode de calcul consistant à ignorer les marges négatives de dumping, ce qui gonfle le taux de droit antidumping des exportateurs, notamment les exportateurs d'acier européens.

En août 2004, l'OMC a autorisé l'Union européenne et sept pays (Brésil, Canada, Chili, Inde, Japon, Corée du Sud et Mexique) à dresser des droits supplémentaires à l'importation des produits américains, en rétorsion à l'amendement Byrd, une législation antidumping américaine, jugée illégale par l'OMC en septembre 2002. Cet amendement, dont l'OMC avait demandé l'abrogation avant le 27 décembre 2003, permet au gouvernement américain de reverser les taxes antidumping aux entreprises, ayant dénoncé des actes de dumping. Cette autorisation a limité la rétorsion jusqu'à 72% des sommes perçues au titre de l'amendement, s'élevant, pour l'Union européenne, à un total d'environ 10 millions de dollars (USD), imposables aux importations des produits américains.

En février 2004, l'OMC a autorisé l'Union européenne à des mesures de rétorsion contre les États-Unis, suite à l'absence de la mise en conformité avec la décision de l'OMC, condamnant en 2000 la loi américaine USA 1916 *Antidumping Act*. Cette loi prévoit la possibilité d'accorder des dommages-intérêts au plaignant, équivalant à trois fois le dommage subi, causé par des pratiques de dumping, des amendes pouvant aller jusqu'à 5 000 millions de dollars (USD) ou une condamnation jusqu'à un an de prison. Cette rétorsion devrait prendre la forme d'une législation spécifique applicable aux importations américaines, faisant l'objet d'un dumping et similaire à la législation américaine (législation « miroir »).

6.5 Quotas à l'importation

Sur la base des accords de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, les importations en Europe des produits sidérurgiques en provenance de ces trois pays sont soumises à des quotas (quotas bilatéraux sur les importations d'acier en provenance de la Russie et du Kazakhstan, et contingents autonomes applicables aux importations d'acier en provenance d'Ukraine).

En 2004, la Commission européenne a obtenu un accord avec la Russie sur un nouvel accord bilatéral, imposant des quotas à l'importation de 2 217 286 tonnes pour 2005 et 2 272 719 tonnes pour 2006. En attendant la signature et la mise en oeuvre de cet accord, le Conseil a décidé, en décembre 2004, la mise en place des contingents autonomes s'appliquant, à partir du 1^{er} janvier 2005, sur les importations de l'acier russe, totalisant 2 041 210 tonnes pour 2005.

En attendant la négociation d'un nouvel accord bilatéral avec l'Ukraine pour 2005 et 2006, le Conseil a décidé, en décembre 2004, la mise en place des contingents autonomes, s'appliquant, à partir du 1^{er} janvier 2005, sur les importations de l'acier ukrainien, totalisant 703 070 tonnes pour 2005.

En 2004, la Commission européenne a obtenu un accord avec le Kazakhstan sur un nouvel accord bilatéral, imposant des quotas à l'importation de 200 000 tonnes pour 2005 et 205 000 tonnes pour 2006. En attendant la signature et la mise en oeuvre de cet accord, le Conseil a décidé, en décembre 2004, la mise en place des contingents autonomes s'appliquant, à partir du 1^{er} janvier 2005, sur les importations de l'acier en provenance du Kazakhstan, totalisant 155 743 tonnes pour 2005.

7 TRESORERIE ET CAPITAUX

7.1 Capitaux

Au cours de l'exercice 2005, les capitaux propres totaux ont augmenté de 5 406 millions d'euros et s'établissent à 17 633 millions d'euros. Ceci résulte essentiellement de l'augmentation de la part groupe à hauteur de 4 297 millions d'euros.

L'augmentation de la part groupe inclut notamment les éléments suivants :

- Résultat annuel de 3 846 millions d'euros,
- Augmentation de la réserve de couverture de flux de trésorerie liée aux instruments dérivés couvrant le risque de taux de change du dollar US et le risque prix sur métaux non-ferreux à hauteur de 75 millions d'euros,
- Revalorisation des titres disponibles à la vente et évalués à la juste valeur pour 24 millions d'euros,
- Distribution le 2 mai 2005, d'un dividende de 399 millions d'euros, soit 0,65 euro par action,
- Réserve de réévaluation d'Acesita de 42 millions d'euros correspondant à la revalorisation à la juste valeur des actifs et passifs déjà détenus par le groupe Arcelor au moment de la prise de contrôle,
- Cession nette de 6 990 021 actions d'autocontrôle provoquant une augmentation des capitaux propres consolidés de 97 millions d'euros,
- Diminution de l'écart de conversion négatif pour 552 millions d'euros due principalement à l'appréciation du dollar US et du réal brésilien par rapport à l'euro,

Les intérêts minoritaires augmentent en 2005 de 1 109 millions d'euros au 31 décembre 2005 pour s'établir à 2 524 millions d'euros. Cette variation s'explique de la façon suivante :

- Part des minoritaires dans le résultat annuel : 432 millions d'euros,
- Distribution de dividendes aux minoritaires pour 161 millions d'euros,
- Augmentation de l'écart de conversion pour 236 millions d'euros, en raison de l'appréciation du dollar US et du réal brésilien vis-à-vis de l'euro,
- Augmentation des minoritaires de 602 millions d'euros, dont 568 millions d'euros liés à l'intégration globale d'Acesita.

Pour une description des variations des capitaux propres du Groupe se reporter également au tableau de présentation de la variation des capitaux propres consolidés du Groupe figurant à la section 0 du présent chapitre de la note d'information.

7.2 Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie nets provenant des opérations d'exploitation en 2005 s'élèvent à 4 464 millions d'euros contre 3 205 millions d'euros en 2004, soit une augmentation de 1 259 millions d'euros.

Cette variation s'explique principalement par :

- l'amélioration du résultat net de 1 585 millions d'euros (4 278 millions d'euros en 2005 contre 2 693 millions d'euros en 2004) ;
- l'amélioration des besoins en fonds de roulement de -615 millions d'euros en 2005 contre -726 millions d'euros en 2004, soit une augmentation de 111 millions d'euros ;
- l'activation des impôts différés actifs avec un impact sur la trésorerie d'exploitation de -235 millions d'euros ;
- le résultat de change non réalisé qui a eu un impact de 128 millions d'euros.

Les décaissements de trésorerie nets liés aux activités d'investissement se sont élevés à 1 606 millions d'euros en 2005 contre 1 382 millions d'euros en 2004, soit une augmentation de 224 millions d'euros.

Cette augmentation des décaissements s'explique par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles (pour un montant total de 2 070 millions d'euros dont 1 129 millions d'euros en Europe des 15, 910 millions d'euros en Amérique du Sud et 31 millions d'euros dans le reste du monde).

En 2005, l'acquisition des filiales (essentiellement Acesita et Arcelor Huta Warszawa), nettes de trésorerie acquise a conduit à un encaissement net de 57 millions d'euros.

Les autres acquisitions d'immobilisations financières s'élevaient à 331 millions d'euros en 2005, contre 414 millions en 2004. Elles incluent notamment l'acquisition de titres CST pour un montant de 145 millions d'euros.

En 2005, le groupe Arcelor a cédé des filiales, nettes de trésorerie pour un montant de 331 millions d'euros. Ce solde inclut les trois unités de production de ronds à béton et de treillis soudés Azpeitia, Lasao et Getafe cédées en Espagne.

Les autres cessions d'immobilisations financières s'élevaient à 325 millions d'euros contre 459 millions d'euros en 2004, soit une diminution de 128 millions d'euros. Ce solde inclut notamment le remboursement des créances et dettes financières court terme pour un montant de 205 millions d'euros.

En 2005, les opérations de financement se sont traduit par un décaissement net de 2 389 millions d'euros contre un encaissement net de 354 millions d'euros en 2004.

Ce décaissement net résulte principalement :

- de la distribution de dividende pour un montant total de 560 millions d'euros
- des remboursements nets des emprunts pour 1 587 millions d'euros, en augmentation de 1 214 millions d'euros par rapport à 2004
- de la cession d'une partie des engagements du Groupe en matière de pensions en France à un assureur externe (externalisation partielle du plan de retraite complémentaire IRUS) pour un montant de 254 millions d'euros.

En 2005, la variation des taux de change a eu impact de 133 millions d'euros sur la trésorerie, principalement due aux variations du dollar US, du réal brésilien et du peso argentin.

Au total, la trésorerie est passée de 4 043 millions d'euros en 2004 à 4 645 millions d'euros en 2005.

Pour une description de la source et du montant des flux de trésorerie du Groupe se reporter également au tableau de présentation de la variation des flux de trésorerie consolidés du Groupe figurant à la section 0 du présent chapitre de la note d'information.

7.3 Emprunts, structure de financement

Au 31 décembre 2005 le Groupe avait réduit son endettement financier net de 1 385 millions d'euros au cours de l'exercice 2005 (1 257 millions d'euros au 31 décembre 2004 contre 2 642 millions au 31 décembre 2004).

La forte génération de trésorerie a permis de faire face aux besoins en fonds de roulement, à travers un contrôle rigoureux des stocks et malgré le coût élevé des matières premières. Les dépenses d'investissements s'élèvent à 2 milliards d'euros et reflètent l'expansion du Groupe au Brésil (accroissement de la production de CST de 2,5 millions de tonnes) et ont été maintenues à un niveau optimal en Europe (1,1 milliard d'euros).

Le ratio endettement financier net sur fonds propres, y compris intérêts minoritaires, est de 0,07 au 31 décembre 2005 contre 0,22 au 31 décembre 2004, et significativement inférieur à l'objectif de 0,35 à 0,50 en moyenne sur le cycle.

Au 31 mars 2006, l'endettement financier net s'élève à 5 742 millions d'euros comparé à 1 257 millions d'euros au 31 décembre 2005, traduisant l'acquisition de Dofasco (Canada) et inclut 765 millions d'euros de dette nette de Dofasco.

L'évolution du besoin en fonds de roulement est principalement due à la consolidation de Dofasco (1,4 milliards d'euros), le volume des stocks ayant baissé sur la période.

Les investissements industriels représentent 532 millions d'euros sur la période (dont 261 millions d'euros sont dus à des investissements de croissance, essentiellement au Brésil) et sont en ligne avec les prévisions.

Le ratio endettement financier net/fonds propres (y inclus minoritaires) est de 0,31 au 31 mars 2006, à comparer à 0,07 au 31 décembre 2005.

Pour une description détaillée de l'endettement financier du Groupe se reporter à la note 16 annexée aux comptes consolidés du Groupe figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information.

7.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux

Arcelor s'est engagé, au titre des principaux contrats de financement régissant les emprunts bancaires du Groupe, à respecter certains covenants financiers usuels pour ce type de contrats. Ces covenants imposent notamment le maintien de ratios financiers mais n'ont pas d'impact significatif sur l'utilisation des capitaux du Groupe.

7.5 Politique de financement, sources de financement

7.5.1 Organisation

Arcelor a mis en place une politique de centralisation de la dette du Groupe au niveau de sa filiale Arcelor Finance. Les fonds recueillis au niveau d'Arcelor Finance sont mis à la disposition des filiales du Groupe principalement par le biais de contrats d'emprunts documentaires à long terme entre ces filiales et Arcelor Finance. Les emprunts ainsi consentis font préalablement l'objet d'une approbation par un comité de crédit.

Arcelor Finance en sa qualité de véhicule prépondérant de financement dispose d'un accès aux marchés financiers de la dette en son propre nom et agit en qualité de contrepartie principale des établissements de crédit et autres institutions financières dans le cadre de la conclusion desdits contrats de prêts consentis au Groupe.

7.5.2 Arcelor Finance

Arcelor Finance est une société en commandite par actions de droit luxembourgeois.

En tant que société en commandite par actions, Arcelor Finance dispose de deux types d'associés : les associés commandités, responsables indéfiniment et solidairement du passif social d'Arcelor Finance et les associés commanditaires dont la responsabilité est limitée au montant de leurs apports.

Le capital social d'Arcelor Finance est de 300 000 euros divisé en 12 000 actions sans valeur nominale comprenant quatre actions de commandité et 11 996 actions de commanditaire.

Les actionnaires commandités responsables indéfiniment et solidairement du passif social sont Arcelor, Arcelor Espagne (anciennement Aceralia), Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed) et Arcelor France (anciennement Usinor SA) détentrices d'une action de commandité. Les actionnaires commanditaires sont Arcelor Luxembourg détenant une participation de 11 994 actions de commanditaire, Arcelor Investment Services S.A. et Arcelor Investments S.A., deux sociétés anonymes de droit luxembourgeois, qui sont des filiales à 100 % du Groupe détenant chacune une action de commanditaire.

7.5.3 Politique de financement

La politique de financement du Groupe est destinée à préserver les qualités bilanciellles nécessaires pour opérer avec succès dans une industrie cyclique tel que celui de la sidérurgie. Cet objectif est atteint en :

- s'assurant qu'Arcelor ait accès aux capitaux à tout moment au cours du cycle des affaires,
- en maintenant de la flexibilité financière par le biais de lignes de crédits de moyen à long terme disponibles dont les covenants financiers ne sont pas trop onéreux,
- maintenant une réserve de trésorerie disponible,
- maintenant une majorité des emprunts financiers à long terme, de façon à refléter la durée de vie économique des actifs sous-jacents,
- ciblant des niveaux de ratio financiers clés,
- consacrant le temps et les ressources nécessaires aux relations avec les partenaires financiers.

7.5.4 Sources de financements attendus

Les fonds nécessaires à la réalisation des projets d'investissements du Groupe proviennent d'Arcelor Finance société centralisatrice de la dette et de la trésorerie du Groupe. L'acquisition de Dofasco a été financée à titre principal grâce à des excédents de trésorerie du Groupe.

L'année 2006 devrait s'inscrire dans la continuité de l'année 2005 avec une prévision d'accroissement du PIB de l'ordre de 3,4% avec comme principaux moteurs de la croissance mondiale, l'Amérique du Nord et les pays d'Asie (hors Japon).

Aux Etats-Unis, la production industrielle progresserait de 3,0% sur l'ensemble de l'année, les principaux secteurs consommateurs d'acier enregistrant une croissance solide, à l'exception du secteur automobile qui connaîtrait une relative contraction. Au Canada, la production industrielle serait en hausse de 2,4%.

Le Brésil enregistrerait une accélération de sa croissance par rapport à 2005 avec une augmentation de son PIB de 3,6% et une hausse de la production industrielle de 3,8%. Tous les secteurs consommateurs d'acier bénéficieraient de ce dynamisme et notamment le secteur automobile pour lequel il est prévu une croissance de +5,4%. Le secteur de la construction progresserait de +3,8%. L'Argentine devrait consolider son expansion avec une croissance de 5,0%.

En Asie (hors Japon) la croissance resterait soutenue avec des hausses comparables à celles de 2005.

En Europe (UE15), les perspectives pour 2006 s'annoncent un peu meilleures qu'en 2005. La production industrielle augmenterait de 2,4% et tous les secteurs consommateurs d'acier connaîtraient une évolution positive. Les nouveaux pays membres de l'Union européenne continueraient à enregistrer un rythme de croissance plus soutenu, avec notamment en Pologne, une hausse de la production industrielle de 6,4%.

Le PIB de la Turquie devrait croître de 5,0% et sa production industrielle progresser de 4,8%. La CEI devrait enregistrer une hausse de son PIB de 6,5% et de son activité industrielle de 6,2%.

Dans le secteur de l'acier, la croissance mondiale, qui devrait être de l'ordre de 7%, serait mieux répartie géographiquement. La consommation apparente de la Chine ne croîtrait que de 10% en raison d'un sur stockage en 2005 tandis que celle du reste du monde enregistrerait une hausse de 5%. Les croissances escomptées de 5% en Europe (UE25) et de 7% en Amérique du Nord s'appuieraient d'une part sur la hausse de la consommation réelle et, d'autre part, sur une reprise technique résultant de la reconstitution des stocks, ces derniers se situant au dessous de leur niveau normal à la fin de 2005. En Amérique du Sud, la consommation apparente devrait croître cette année de l'ordre de 7%. Dans la CEI, au Moyen Orient et en Asie (hors Chine), la hausse de la consommation apparente équivaldrait approximativement à celle de la consommation réelle, soit respectivement +5%, +6% et +4%.

La consommation réelle de produits finis devrait croître en EU15 de 2,0% environ, la limitation de l'offre en 2005 devant produire ses effets cette année sur la consommation apparente. Cette perspective, pourtant optimiste, est confirmée par l'évolution récente des carnets de commandes, à la fois pour les produits longs et plats au carbone. La conjonction d'une reprise de la demande en Amérique du Nord, en Europe (UE25) et de la poursuite de la croissance robuste de la demande intérieure des pays émergents pourrait créer des conditions favorables à des hausses de prix.

Sur le marché des aciers inoxydables, les perspectives sont nettement meilleures qu'en 2005, avec une croissance de consommation apparente globale d'environ 5 à 7%, proche de la croissance de la consommation réelle.

Parallèlement à la poursuite de la gestion active de son portefeuille d'activités visant à réduire davantage la volatilité de ses résultats, Arcelor accélère sa phase de transformation en continuant d'une part ses réductions de coûts et ses restructurations telles qu'annoncées lors de la fusion en janvier 2003. D'autre part, Arcelor se développe dans des régions à fort potentiel de croissance et à bas coûts, afin de réduire le seuil de rentabilité et de renforcer son leadership sur les marchés mondiaux. Arcelor a atteint, avec une année d'avance sur le calendrier, son objectif de 700 millions de synergies résultant de la fusion.

¹² Sources : IISI, Eurofer, Arcelor

D'autres gains sont attendus de la mise en oeuvre des plans annoncés au courant des prochaines années.

Les performances d'Arcelor en 2006 devraient être renforcées suite à la consolidation de Dofasco et d'Acesita ainsi que par la poursuite des efforts en matière de réductions de coûts. Le développement de CST contribuera à l'amélioration structurelle de la rentabilité alors que la poursuite de projets externes qui se trouvent à différents niveaux de maturité, devraient permettre d'accroître l'exposition d'Arcelor face à des marchés à forte croissance au niveau mondial.

La gestion active de son portefeuille d'activités comportant des cessions d'activités non stratégiques et la mise en place de fermetures programmées se fera dans la tradition d'Arcelor en matière de développement durable et de responsabilité sociale. Ces actions ne mettront pas en cause le développement des activités du Groupe, à travers des investissements organiques ou des acquisitions ciblées, protégeant ses outils industriels à la pointe de la technologie par le biais de dépenses d'investissements raisonnables et adaptées. Conjointement, Arcelor continuera à être présent sur les marchés des produits à haute valeur ajoutée en bénéficiant de partenariats sophistiqués, plus particulièrement en matière de R&D.

9 PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

9.1 Prévisions et estimations de bénéfices issus du plan stratégique de création de valeur 2006-2008

La présente section contient des déclarations prévisionnelles qui reflètent les plans, les estimations et les convictions du Groupe Arcelor. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ceux des déclarations prévisionnelles. Ces informations prévisionnelles ont été établies en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations prévisionnelles.

Le 27 février 2006, Arcelor a présenté à ses actionnaires les objectifs de son plan stratégique de création de valeur 2006-2008 (le « Plan Stratégique »). Ce Plan Stratégique constitue un engagement fort en faveur de la création de valeur pour les actionnaires de la Société ciblant en particulier la réalisation d'un EBITDA¹³ d'environ 7 milliards d'euros à l'horizon 2008 (pour une description détaillée du Plan Stratégique se reporter à la section 2.1.2 de la présente note d'information).

Ces prévisions données au titre de la période 2006-2008 dans le cadre du Plan Stratégique s'appuient sur un certain nombre d'hypothèses tant internes qu'externes.

Synthèse des hypothèses macroéconomiques retenues pour l'établissement des données prévisionnelles :

Pour la construction de son plan stratégique, Arcelor a notamment utilisé les hypothèses économiques suivantes :

- Un environnement économique semblable à l'environnement actuel, notamment en termes de croissance et d'inflation sur les principales zones d'activités d'Arcelor
- Un cours euro/dollar (USD) de 1,24 pour 2006, de 1,3 par la suite. (Une parité dollar (USD)/réal brésilien de 2,36 pour 2006, de 2,5 pour 2007 et de 2,55 pour 2008).
- Une conjoncture sidérurgique en retrait, à moyen terme, par rapport aux périodes de forte demande apparente survenant actuellement et dans les premiers mois de l'année 2005. Cette prévision se traduit dans une tension moins forte sur le marché des principales matières premières, dans une poursuite de la progression des autres coûts, liés à l'inflation, et dans une relation prix/coûts moins favorable pour le secteur que celle observée en 2005. Arcelor a délibérément privilégié un tel scénario à moyen terme, souhaitant placer ses prévisions de résultat sur une conjoncture sidérurgique de moyenne de cycle.

Synthèse des hypothèses internes retenues pour l'établissement des données prévisionnelles :

- Périmètre des activités identique à celui explicité dans les comptes 2005 pro forma tel que décrits à la section 14.2 du présent chapitre de la note d'information
 - En particulier, le périmètre de consolidation inclut toutes les filiales significatives directes et indirectes d'Arcelor au 31 décembre 2005. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le périmètre inclut également Dofasco, acquis au 28 février 2006.
 - Les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe tel que présentés à la section 14.2 du présent chapitre de la note d'information ont été élaborés conformément aux méthodes comptables du Groupe au 31 décembre 2005, à l'exception des politiques comptables suivantes qui ont été modifiées par le Groupe au 1^{er} janvier 2006 :
 - Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cette dernière remplace la méthode de la mise en équivalence ;

¹³ L'EBITDA est défini comme étant le résultat opérationnel avant déduction des amortissements et des dépréciations d'actifs d'exploitation. L'EBITDA n'est pas un agrégat défini par les principes comptables. L'EBITDA étant calculé différemment d'une société à une autre, les données indiquées dans la présente note d'information relatives à l'EBITDA d'Arcelor pourraient ne pas être comparables à des données relatives à l'EBITDA communiquées par d'autres sociétés.

- Les écarts actuariels générés par les calculs des engagements liés aux avantages long terme octroyés au personnel sont reconnus directement et immédiatement en capitaux propres. Cette option remplace la politique du corridor permettant de différer une partie des écarts actuariels cumulés.
- Activités opérationnelles
 - Poursuite de la stratégie axée sur les prix et la rentabilité,
 - Croissance des volumes portée par une augmentation des capacités de production pour brames et aciers plats au carbone d'Arcelor Brasil de 5,0 millions de tonnes en 2005 à 7,5 millions de tonnes par an en 2007 et une augmentation des capacités de production pour produits long au carbone d'Arcelor Brasil de moins de 5,0 millions de tonnes en 2005 à près de 6 millions de tonnes par an en 2008,
 - Diminution des frais fixes et variables opérationnels suite à la mise en œuvre du plan de réduction des coûts se traduisant par des gains de gestion (améliorations de productivité, augmentation du rendement des installations, optimisation des processus, programmes de réduction des coûts, etc.) et des synergies de 2,2 milliards en cumulé sur la période.

EBITDA de 7 milliards d'euros, en moyenne de cycle à l'horizon 2008

L'EBITDA d'Arcelor en 2005 s'élève à 5,6 milliards d'euros. Sur la base du périmètre actuel, après intégration en année pleine de Dofasco, Acesita et Huta, il aurait été proche sur une base pro forma de 6,6 milliards d'euros.

En tenant compte d'au moins 2,2 milliards d'euros de gains de gestion et de synergies prévus pour la période 2006-2008 cet EBITDA pourrait théoriquement passer à 8,8 milliards d'euros, ceci sur la base de conditions économiques identiques à celles de l'année 2005.

Afin donc de tenir compte de l'évolution probable des conditions économiques au cours des exercices 2006 et 2007 une correction nette estimée à - 1,8 milliard d'euros sur la période 2006-2008 est prévue dans le plan élaboré par Arcelor. Cette correction intègre notamment un effet ciseau coûts/prix (négatif) et un effet mix produit/marché (positif) et permet de ramener l'estimation de résultat dans des conditions moyennes de cycle d'où un objectif d'EBITDA de 7 milliards d'euros.

Dans des conditions moyennes de cycle, le Groupe est donc confiant dans sa capacité à délivrer un EBITDA de l'ordre de 7 milliards d'euros à l'horizon 2008.

Les données financières prévisionnelles présentées dans la présente section au titre de la période 2006-2008 sont fondées sur des données, hypothèses, objectifs et estimations considérées comme raisonnables par Arcelor. Ces hypothèses, objectifs et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire ou en fonction d'autres facteurs inconnus à ce stade. En particulier, la matérialisation de certains risques décrits à la section 2 du présent chapitre de la note d'information pourrait avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser les dits objectifs et prévisions. Par ailleurs, la réalisation de ces hypothèses, objectifs et prévisions supposant une mise en œuvre réussie du plan de création de valeur 2006-2008 présenté à la section **Error! Reference source not found.** du présent chapitre de la note d'information, aucune assurance ne peut être fournie par Arcelor quant à la réalisation effective de ces derniers.

9.2 Rapport du réviseur d'entreprises sur les données prévisionnelles

Au Conseil d'administration
d'Arcelor S.A.
19, Avenue de la Liberté
Luxembourg

Rapport du réviseur d'entreprises sur les prévisions de résultat

En notre qualité de réviseur d'entreprises et en application du règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat du Groupe Arcelor, incluses dans la section 9 du chapitre 3 de la note d'information présentée par Arcelor en réponse à la note d'information de Mittal Steel publiée à l'occasion de l'offre publique mixte visant les actions Arcelor.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du Règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient d'exprimer sur ces prévisions une conclusion dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2, du Règlement (CE) N° 809/2004.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables au Luxembourg. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques de la société Arcelor. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins de l'établissement de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables appliquées par le Groupe Arcelor, telles que présentées dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice 2005, à l'exception de la méthode d'intégration des co-entreprises et du traitement des écarts actuariels mentionnés au chapitre 3 de la note d'information section 14.2.1.1 dans les hypothèses d'établissement du bilan et du compte de résultat consolidés résumés pro forma non audités au 31 décembre 2005.

Ce rapport est émis aux seules fins de la note d'information présentée par Arcelor et qui sera déposée au Luxembourg, en France, en Espagne et en Belgique et visée respectivement par la CSSF, l'AMF, la CNMV et la CBFA. Il ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Luxembourg, le 5 juillet 2006

KPMG Audit S.à r.l.
Réviseurs d'Entreprises

Eric Damotte

10 ADMINISTRATION ET DIRECTION D'ARCELOR

10.1 Gouvernance d'entreprise

10.1.1 Objectifs

Le respect des normes reflétant les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise constitue la base de l'engagement d'Arcelor vis-à-vis de ses actionnaires. Arcelor est particulièrement soucieux d'appliquer rigoureusement les règles de bonne gouvernance d'entreprise en termes de transparence, de qualité de l'information et d'équilibre des pouvoirs.

Les principes de gouvernance d'entreprise développés dans le présent rapport répondent aux recommandations internationales en la matière. Dans un contexte réglementaire en constante évolution, Arcelor a poursuivi ses efforts de transparence et d'amélioration de la qualité de l'information diffusée afin de :

- concourir à la transparence et à l'efficacité des marchés ;
- protéger les droits des actionnaires et en faciliter leur exercice ;
- garantir la diffusion en temps opportun d'informations précises sur les faits significatifs affectant la vie du Groupe.

Soucieux de répondre aux attentes des actionnaires de la Société et de ses investisseurs, Arcelor met à disposition sur son site Internet une rubrique web consacrée entièrement à la gouvernance d'entreprise (www.arcelor.com). En plus des sujets développés dans la présente note, cette rubrique web procède à une mise à jour régulière d'informations telles que les statuts de la Société, la structure de l'actionariat et l'évolution du capital social.

10.1.2 Principes d'organisation

Arcelor est une société de droit luxembourgeois régie par la loi luxembourgeoise et en particulier par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée. Des informations détaillées peuvent être trouvées à ce sujet sur le site d'Arcelor, rubrique gouvernance d'entreprise.

Dès la création d'Arcelor, les fonctions de Président et de Directeur général ont été dissociées, M. Joseph Kinsch étant le Président du Conseil d'administration alors que M. Guy Dollé occupe la fonction de Président de la Direction générale.

Dans un souci d'optimiser les processus de gestion dans la transparence à l'égard de chaque partenaire, le Conseil d'administration et la Direction générale se sont dotés d'un règlement intérieur ayant pour objectif de préciser le mode de fonctionnement du Groupe en réalisant un juste équilibre entre le Conseil d'administration et la Direction générale.

10.1.3 L'assemblée générale des actionnaires

L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier tous actes en rapport avec les opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président du Conseil d'administration et en son absence par le Vice-président.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires d'Arcelor se tient à Luxembourg, au siège social, ou à tout autre endroit de la ville de Luxembourg précisé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois d'avril à 11h00.

Tout actionnaire a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter par la Présidence (avec ou sans instructions de vote) ou par toute personne de son choix justifiant d'une procuration, d'y prendre la parole et d'y exercer son droit de vote, sous réserve d'observer les statuts de la Société.

Il n'y a pas de nombre minimum d'actions à détenir pour participer à l'assemblée générale des actionnaires. Chaque action donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter :

- les actionnaires personnellement inscrits dans le registre des actions nominatives d'Arcelor reçoivent à domicile tous les documents relatifs à la tenue de cette réunion et notamment l'avis de convocation avec l'ordre du jour et les propositions de résolutions ainsi qu'un formulaire leur permettant de signifier leur intention d'assister à l'assemblée générale annuelle ou de s'y faire représenter ;
- les actionnaires non inscrits personnellement dans le registre des actions nominatives d'Arcelor doivent s'adresser à leur intermédiaire financier auprès duquel leurs actions sont détenues en compte.

L'assemblée générale annuelle délibère valablement, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées. Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées des actionnaires présents ou représentés.

Arcelor entend suivre les principes d'une gouvernance d'entreprise destinés à assurer l'information des actionnaires et la transparence vis-à-vis du marché.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

- des comptes annuels et des comptes consolidés ;
- de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille ;
- du rapport de gestion ;
- des documents établis par les réviseurs d'entreprises dont la communication aux actionnaires nominatifs est prescrite par la loi.

Le rapport de gestion, les comptes annuels et consolidés, ainsi que les documents prédits établis par les réviseurs d'entreprises, sont adressés aux actionnaires nominatifs en même temps que la convocation. Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur production de son titre, quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Après l'approbation des comptes annuels et des comptes consolidés, l'assemblée générale annuelle se prononcera par vote spécial sur la décharge des administrateurs.

10.2 Administration et direction de la Société

10.2.1 Conseil d'administration et ses comités

10.2.2 Le Conseil d'administration

Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration d'Arcelor est composé de 18 administrateurs – tous non-exécutifs – désignés par l'assemblée générale des actionnaires, dont trois représentent le personnel.

Il se caractérise entre autres par son caractère international, six nationalités différentes y étant représentées.

Au cas où un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants pourront, à la majorité des voix valablement exprimées, élire un administrateur qui exercera provisoirement cette fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs agissent dans l'intérêt social de la Société.

En cas de conflit d'intérêt portant sur une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, l'administrateur concerné en informe préalablement le Président du Conseil, dans la mesure du possible. Il est tenu d'en faire part au Conseil d'administration. Il ne participe pas à la discussion et au vote concernant cette opération. Mention en est faite au procès-verbal de la réunion. L'assemblée générale en est informée conformément à la loi.

Le Conseil d'administration comprend un nombre suffisant d'administrateurs indépendants pour que ces derniers disposent d'une influence significative sur ses processus de décision. Les administrateurs indépendants témoignent d'une indépendance particulière envers la Société et ses principaux actionnaires, ce qui implique :

- qu'ils n'occupent pas de fonction de direction au sein de la Société ;
- qu'ils n'ont pas de lien de parenté avec des membres de la Direction générale pouvant influencer leur jugement indépendant ;
- qu'ils ne représentent pas un actionnaire détenant au moins 2% du capital social de la Société ;
- qu'ils ne fournissent à la Société ni services, ni biens qui soient, selon le Conseil d'administration, de nature à influencer leur jugement.

Le Conseil d'administration considère que 11 administrateurs remplissent tous les critères d'indépendance précédemment cités, à savoir MM. Joseph Kinsch, José Ramón Álvarez Rendueles, S.A.R. le Prince Guillaume de Luxembourg, Noël Forgeard, Hedwig De Koker, Jean-Yves Durance, Ulrich Hartmann, Daniel Melin, Edmond Pachura, Francisco Javier de la Riva Garriga et Sergio Silva de Freitas.

MM. John Castegnaro, Manuel Fernández López et Michel Marti sont classés comme étant des administrateurs représentant les salariés.

La société Corporación JMAC B.V., représentée par M. Ramón Hermosilla Martín, est considérée comme étant un administrateur non-indépendant en raison du niveau de sa participation dans le capital social d'Arcelor.

MM. Georges Schmit et Jean-Pierre Hansen sont considérés comme étant des administrateurs non-indépendants car ils représentent deux actionnaires détenant une participation significative dans le capital social d'Arcelor, à savoir respectivement l'État luxembourgeois et la Région wallonne.

M. Fernand Wagner est classé comme étant un administrateur non-indépendant en raison de ses anciennes fonctions exécutives au sein d'Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed S.A).

<i>NB : Il n'est précisé que les mandats dans les sociétés cotées</i>	Date de naissance	Nationalité	Date de premier mandat	Date d'échéance (AG)	Qualification
Joseph Kinsch Président du Conseil d'administration, Luxembourg	2 mai 1933	Luxembourgeoise	15 février 2002	2008	Administrateur indépendant
José Ramon Alvarez Rendueles Vice-Président du Conseil d'administration, Espagne, Madrid <i>Administrateur</i> Gestavision Telecinco S.A.	17 juin 1940	Espagnole	15 février 2002	2010	Administrateur indépendant
S.A.R le Prince Guillaume de Luxembourg Luxembourg	1 ^{er} mai 1963	Luxembourgeoise	15 février 2002	2011	Administrateur indépendant
John Castegnaro Président honoraire de l'OGB-L, Luxembourg	3 novembre 1944	Luxembourgeoise	15 février 2002	2010	Administrateur représentant les salariés
Jean-Yves Durance Président du Directoire Marsh, France, Paris	28 juillet 1942	Française	15 février 2002	2011	Administrateur indépendant
Noël Forgeard	8 décembre 1946	Française	30 avril 2004	2009	Administrateur

<i>NB : Il n'est précisé que les mandats dans les sociétés cotées</i>	Date de naissance	Nationalité	Date de premier mandat	Date d'échéance (AG)	Qualification
Président et CEO d'EADS, France, Toulouse					indépendant
Jean-Pierre Hansen Vice-Président du Comité exécutif de Suez, Belgique, bruxelles <i>Administrateur</i> Abgar – Distrigaz – Electrabel – Fluxys	25 avril 1948	Belge	15 février 2002	2009	Administrateur représentant la Région Wallone (SOGEPa)
Ulrich Hartmann Vorsitzender des Aufsichtsrats der E.ON AG, Allemagne, Dusseldorf <i>Conseils de surveillance</i> IKB Industriebank AG (Président) Münchener Rückversicherungs Gesellschaft AG – RAG Aktiengesellschaft Deutsche Lufthansa AG <i>Administrateur</i> Henkel KgaA	7 août 1938	Allemande	15 février 2002	2008	Administrateur indépendant
Corporacion JMAC B.V. , représentée par Ramon Hermosilla Martin	-	-	15 février 2002	2011	Administrateur non-indépendant
Hedwig de Koker Président du Conseil d'administration de Van der Vaken Vastgoed PLC, Belgique, Bruxelles	28 décembre 1955	Belge	15 février 2002	2009	Administrateur indépendant
Manuel Fernandez Lopez Secrétaire général de Metal, Construcción y Afines de la U.G.T., Federación Estatal (M.C.A.-U.G.T.), Espagne, Madrid	8 juin 1947	Espagnole	Coopté lors de la réunion du CA du 12 novembre 2004 Ratification lors de l'AG 2005	2010	Administrateur représentant les salariés
Michel Marti Ancien Secrétaire confédéral CFDT, France, Broye	6 juillet 1947	Française	30 avril 2004	2009	Administrateur représentant les salariés
Daniel Melin Président d'EMEA South EDS, France, Paris	29 mai 1944	Française	15 février 2002	2009	Administrateur indépendant
Edmond Pachura Président de l'UNAS, France, Paris	31 janvier 1934	Française	25 avril 2003	2008	Administrateur indépendant
Francisco Javier de la Riva Garriga Vice-Président exécutif de Fertiberia S.A., Espagne, Madrid	28 août 1945	Espagnole	15 février 2002	2010	Administrateur indépendant
Sergio Silva de Freitas Senior Vice-Président de Banco Itau S.A., Brésil, Sao Paulo	16 janvier 1943	Brésilienne	15 février 2002	2009	Administrateur indépendant
Georges Schmit Premier Conseiller de Gouvernement, Luxembourg <i>Administrateur</i> S.E.S. Global S.A. ARES S.A.	19 avril 1953	Luxembourgeoise	15 février 2002	2011	Administrateur représentant l'Etat luxembourgeois
Fernand Wagner Ancien CEO de l'Arbed, Luxembourg	24 février 1938	Luxembourgeoise	15 février 2002	2008	Administrateur non-indépendant

Le Secrétariat du Conseil d'administration est assuré par Paul Junck, Secrétaire général d'Arcelor.

Biographies des membres du Conseil d'administration

Joseph Kinsch (73 ans)

est Président du Conseil d'administration depuis la création de la Société en février 2002. Il est également président honoraire de la Chambre de Commerce de Luxembourg. Avant sa désignation en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société, Monsieur Kinsch était Président du Conseil d'administration d'Arbed. Monsieur Kinsch est licencié en sciences économiques.

José Ramon Alvarez Rendueles (65 ans)

est Vice-Président du Conseil d'administration depuis la création de la Société en février 2002 et membre de son Comité d'audit et de son Comité de nominations et de rémunérations. Monsieur Rendueles était Président d'Aceralia Corporación Siderúrgica avant sa désignation en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration de la Société. Il est également membre du Conseil d'administration de la société cotée Gestevisión Telecinco, S.A. depuis le 28 juillet 2004. Docteur en Sciences Économiques et titulaire d'une Maîtrise en Droit, il a également été Secrétaire Général du Ministère des Finances en 1973, ainsi que Secrétaire d'Etat à l'Économie (1977-1978), gouverneur de la Banque d'Espagne (1978-1984), Président de Banco Zaragozano, du groupe d'entreprises Cofir, de Peugeot España, ainsi que d'autres sociétés, et de la Fondation Príncipe de Asturias.

S.A.R. le Prince Guillaume de Luxembourg (42 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002.

John Castegnaro (61 ans)

est administrateur de la Société représentant des salariés du Groupe depuis le 15 février 2002. Il fut Président du syndicat luxembourgeois OGB-L entre 1979 et 2005. Il est également député auprès de la Chambre des Représentants luxembourgeois.

Jean-Yves Durance (63 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002 et membre de son Comité d'audit. Monsieur Durance est également président du Directoire de Marsh France et membre du comité exécutif de Marsh Europe depuis 2002. Outre ses fonctions au sein d'Arcelor et de Marsh, Monsieur Durance fut également Président de Slivarente, d'Eurofactor et de Loxxia-Slibail. Chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du mérite, Jean-Yves Durance est ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Institut d'études politiques de Paris où il est également professeur et membre du Comité de direction.

Noël Forgeard (59 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Monsieur Noël Forgeard a exercé des fonctions de direction et d'administration au sein de grands groupes internationaux. Nommé Vice-président en charge des activités Défense et Espace au sein du Groupe Matra en 1987, il est nommé Directeur général du Groupe Lagardère et *Chief Executive Officer* de Matra Hautes Technologies en 1992. En 1998, il rejoint Airbus Industrie en qualité de Directeur général, avant de devenir en 2001 le Président et *Chief Executive Officer* de la société intégrée Airbus. Chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du mérite, Monsieur Forgeard est ancien élève de l'Ecole Polytechnique et Ingénieur des Mines de Paris.

Jean-Pierre Hansen (58 ans)

est administrateur de la Société représentant de la région Wallone depuis le 15 février 2002 et membre de son Comité de nominations et de rémunérations. Ingénieur Civil Électricien, Licencié en Sciences Économiques et Docteur Ingénieur, il rejoint en 1975 le secteur de l'électricité et du gaz. Depuis le 1^{er} janvier 2005, Jean-Pierre Hansen est Administrateur délégué d'Electrabel, une fonction qu'il a déjà exercée de 1992 à 1999 et Président de son Comité exécutif depuis mars 1999. Par ailleurs, il est Administrateur délégué de SUEZ-Tractebel et Président de Fabricom. Il est également Vice-Président du Comité exécutif et Directeur général de SUEZ, en charge des opérations. Il est administrateur de

Distrigaz, Fluxys, AGBAR et ACEA, Vice-Président de la Fédération des Entreprises de Belgique, professeur associé d'économie à l'UCL et à l'École polytechnique.

Ulrich Hartmann (67 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Docteur en droit, il est Président du Conseil de surveillance d'E-ON depuis avril 2003. Il est également membre du Conseil de surveillance de IKB Industriebank AG, Münchner Rückversicherungsgesellschaft AG, et de Deutsche Lufthansa AG.

Luis De Guindos (46 ans)

est administrateur de la Société représentant la société Corporacion JMAC B.V depuis le 28 avril 2006. Economiste de formation, il est également *Chief Executive Officer* de Lehman Brothers Iberia.

Hedwig de Koker (50 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Il est également Président du Conseil d'administration de Van der Veken Vastgoed PLC, Belgique.

Manuel Fernandez Lopez (50 ans)

est administrateur élu par cooptation depuis le 12 novembre 2004 (nomination ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires en 2005). Monsieur Fernández López représente les salariés du Groupe au sein du Conseil d'administration. Il est également Secrétaire Général de la section Métal, Construction et Analogues du syndicat U.G.T., Fédération Nationale (M.C.A-U.G.T), Madrid.

Michel Marti (58 ans)

est administrateur de la Société représentant les salariés du Groupe depuis le 15 février 2002. Il a exercé de 1994 à 2002 la fonction de secrétaire confédéral de la CFDT en France.

Daniel Melin (61 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Président d'Eds Emea South depuis septembre 2002, Monsieur Melin a exercé des fonctions de premier plan dans les plus grandes entreprises françaises, à commencer par Saint Gobain, puis Schneider dont il fut *Executive Vice-Président*, enfin Saint Louis et BSN (groupe Danone) dont il a été Président et Directeur général. Chevalier de l'ordre national du Mérite, il est ancien élève de l'Ecole polytechnique et Ingénieur Civil des Mines.

Edmond Pachura (72 ans)

est administrateur de la Société depuis le 25 avril 2003 et membre de son Comité de nominations et de rémunérations. Ayant rejoint Usinor en 1987 il en fut successivement Directeur des produits plats, Directeur général puis administrateur. Ingénieur de l'Ecole nationale supérieure d'électricité et de mécanique de Nancy, Monsieur Pachura a notamment exercé des fonctions d'administration au sein de la SNCF et de direction au sein de Renault. Commandeur de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre national du Mérite, il est Gouverneur du comité de l'*European foundation for Quality management*.

Francisco Javier de la Riva Garriga (60 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Monsieur Francisco Javier de la Riva Garriga est également Vice-Président exécutif de Fertiberia, S.A. Titulaire d'une Maîtrise en Droit, il a également été Inspecteur des finances et a exercé diverses responsabilités au sein du Ministère des Finances et des Affaires Étrangères (1976-1989). Il a également été membre du Conseil d'administration d'Aceralia Corporación Siderúrgica et Vice-Président d'Ercros.

Sergio Silva de Freitas (63 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Il fut en premier lieu Directeur international de Banco Itau S.A. au Brésil de 1979 à 1986 avant d'être nommé administrateur de cette société.

Georges Schmit (53 ans)

est administrateur de la Société représentant de l'Etat luxembourgeois depuis le 15 février 2002. Il exerce actuellement la fonction de Premier Conseiller du Gouvernement. Il est également administrateur de S.E.S Global S.A. et de ARES S.A. Il est licencié en sciences économiques.

Fernand Wagner (68 ans)

est administrateur de la Société depuis le 15 février 2002. Ingénieur métallurgiste, il a exercé la fonction de Président de la Direction générale d'Arbed SA de 1998 à 2002.

Rôle et pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a, dans les limites de la loi et des statuts, les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société et pour la réalisation de l'objet social.

Il nomme les membres et le Président de la Direction générale.

Sans préjudice de ses missions légales, le Conseil d'administration établit, sur proposition du Président de la Direction générale, les objectifs stratégiques et le plan de gestion général de la Société et du Groupe, approuve les moyens à mettre en oeuvre en vue d'atteindre ces objectifs, veille à la mise en œuvre du plan de gestion général et à la surveillance de la Société et du Groupe, et rend compte aux actionnaires.

Il arrête notamment, sur proposition de la Direction générale :

- les comptes annuels de la Société et la proposition d'affectation du résultat ;
- les comptes consolidés du Groupe ;
- les prévisions budgétaires consolidées ;
- les rapports à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires.

Il approuve tout investissement majeur et toutes les opérations stratégiques.

Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président. Il a les pouvoirs prévus par les statuts et ceux que le Conseil lui confie. Il représente le Conseil d'administration vers l'extérieur.

En concertation avec le Président de la Direction générale, il entretient des contacts suivis avec les actionnaires importants d'Arcelor.

Il préside les réunions du Conseil d'administration.

Parmi ses responsabilités, le Président du Conseil d'administration doit évaluer les dossiers majeurs qui sont soumis par la Direction générale au Conseil d'administration pour élaborer sa propre opinion. À cette fin, il maintient ou développe sa nécessaire connaissance et compréhension des enjeux, défis, évolutions et opportunités des différents secteurs d'Arcelor à travers les échanges périodiques qu'il a avec la Direction générale et son Président.

D'une façon générale, l'action du Président se développe dans le cadre d'un fonctionnement en équipe avec la Direction générale et son Président.

Le Conseil d'administration peut élire parmi ses membres un Vice-Président qui a les pouvoirs prévus par les statuts et ceux que le Conseil d'administration lui confie.

Le Conseil d'administration se réunit sept fois par an sur convocation de son Président. D'autres réunions peuvent être convoquées si l'intérêt de la Société l'exige.

En cas d'empêchement du Président, le Conseil est présidé par le Vice-Président ou l'administrateur le plus âgé.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le Président du Conseil, en concertation avec le Président de la Direction générale.

Le Président et les membres de la Direction générale participent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

Sur invitation du Président du Conseil, d'autres personnes peuvent être admises avec voix consultative pour participer aux échanges concernant un point particulier de l'ordre du jour.

Le Conseil est assisté par un Secrétaire nommé par le Conseil d'administration sur proposition de son Président. Le Secrétaire du Conseil assiste aux réunions du Conseil d'administration, aide à les préparer et en rédige le procès-verbal. Il ne participe pas aux votes.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Toutefois, les décisions du Conseil d'administration ayant pour objet l'émission, dans le cadre du capital autorisé, d'actions ou de tous autres titres donnant ou pouvant donner droit à des actions, seront prises à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés.

Les communiqués de presse portant sur les comptes sociaux et consolidés ou sur les décisions majeures du Groupe sont soumis pour accord au Conseil d'administration, les premiers après avis du Comité d'audit.

Information du Conseil

Il appartient au Président du Conseil, assisté du Secrétaire du Conseil d'administration, de transmettre aux administrateurs les informations appropriées préalablement à chaque réunion, en fonction des circonstances et selon les points figurant à l'ordre du jour.

Le Président du Conseil veille à ce que soient portées à la connaissance des administrateurs les principales informations concernant le Groupe, notamment les rapports d'analyse financière et les communiqués de presse.

Informations privilégiées – opérations sur le titre Arcelor

Au début de chaque année, les administrateurs sont informés des règles en matières de délits d'initiés ainsi que des périodes « d'abstention » pendant lesquelles ils ne doivent pas procéder à des opérations sur le titre Arcelor.

À compter de 2005, l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est informée des opérations sur le titre Arcelor effectuées par les administrateurs et les membres de la Direction générale lorsqu'elles dépassent 5 000 euros par année civile.

Confidentialité des informations

Les administrateurs et toutes personnes appelées à assister aux réunions du Conseil d'administration doivent garder le secret à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel dont ils ont eu connaissance du fait de leur participation auxdites réunions.

Cette obligation de secret reste en vigueur même après la cessation de leurs fonctions.

Rapport d'activité

En 2005, le Conseil d'administration a tenu 7 réunions, dont la durée moyenne a été proche de trois heures et demie. Le taux moyen de présence des administrateurs a été de 86%.

Au cours de chacune de ses réunions, le Conseil d'administration a consacré un point de son ordre du jour à la Santé-Sécurité sur l'ensemble des sites du Groupe en procédant à une analyse du taux de fréquence et de gravité ainsi que des accidents graves et mortels.

Le Conseil d'administration a consacré sa première session à l'examen du budget pour l'année 2005. Il a arrêté les comptes annuels de l'exercice 2004 ainsi que les comptes trimestriels et semestriels de l'exercice 2005 lors de trois autres réunions. Les administrateurs ont par ailleurs été informés des périodes d'abstention concernant les opérations sur le titre Arcelor pour l'exercice 2005. Le Conseil a donné son accord au plan de *stock-options* pour l'année 2005.

Le Conseil d'administration a délibéré sur les opérations d'acquisitions et de cessions importantes du Groupe telles que le projet d'acquisition d'une part significative du capital de la société chinoise Laiwu Steel Corporation, ainsi que l'acquisition de la part détenue par les actionnaires minoritaires d'Aceria Compacta de Bizcaia (Espagne). Il a en outre délibéré sur la participation d'Arcelor aux enchères publiques en vue de l'acquisition du groupe Erdemir (Turquie) et de Krivorihtstal (Ukraine), et ensuite marqué son accord sur l'initiation de négociation avec le fonds de pension turc Oyak, adjudicataire des enchères d'Erdemir, en vue de nouer un partenariat industriel et financier. Il a également donné son accord à la cession des sociétés espagnoles productrices de ronds à béton Corrugados Azpeitia, Corrugados Getafe et Corrugados Ladsao au groupe Gallardo.

Le Conseil d'administration a donné son accord au lancement d'une offre publique d'achat visant la prise de contrôle de la société canadienne Dofasco.

Le Conseil d'administration a approuvé le regroupement des actifs brésiliens d'Arcelor dans les secteurs plats et longs carbone (CST, Vega do Sul et Belgo Mineira) au sein d'un holding de droit brésilien, Arcelor Brasil, cotée à la bourse de São Paulo. Par ailleurs, le Conseil d'administration a donné son accord en vue de la prise de contrôle d'Acesita, seul producteur d'acier inoxydable en Amérique latine.

Le Conseil d'administration a approuvé des investissements importants, tels la réfection du haut-fourneau n°1 de Fos (France), l'augmentation de la capacité de l'aciérie d'Avilès (Espagne), la construction de hauts-fourneaux à charbon de bois à Juiz de Fora (Brésil), la modernisation de l'aciérie de Dunkerque, l'extension de la capacité d'Acindar (Argentine), et la rénovation de la coulée continue de l'aciérie de Fos (France).

Le Conseil d'administration a consacré une réunion thématique à la stratégie du Groupe. Lors de cette réunion ont été analysés en détail l'évolution de la scène sidérurgique internationale ainsi que le positionnement afférent d'Arcelor sur les différents marchés et les différents segments de produits.

Le Conseil d'administration a approuvé le nouveau modèle d'organisation de la Direction générale, et, sur proposition du Comité de nominations et de rémunérations, a désigné les membres de la nouvelle Direction générale.

Le Conseil d'administration a adopté un Code éthique pour le Groupe, établissant des directives claires en matière d'éthique, destinée à tous les managers et salariés du Groupe.

Enfin, le Conseil a débattu de sujets de diverses natures relatifs à l'environnement général du Groupe, au développement durable, aux conséquences de la mise en oeuvre en Europe d'un système d'échanges de permis de gaz à effet de serre, aux Ressources humaines, à la R&D, à l'environnement macroéconomique et au marché de l'acier.

Évaluation du Conseil d'administration et de ses Comités

Conformément à une décision prise lors de sa réunion du 29 juillet 2004, le Conseil d'administration a, dans le courant du premier semestre 2005, procédé à une auto-évaluation formalisée de son fonctionnement ainsi que du fonctionnement du Comité d'audit et du Comité de nominations et de

rémunérations, sur la base d'un questionnaire approuvé par le Conseil. A l'avenir, cette évaluation sera effectuée au moins une fois tous les trois ans.

Le questionnaire d'auto-évaluation a porté sur sept thèmes principaux :

- l'organisation des réunions du Conseil et leur suivi ;
- la composition du Conseil ;
- le caractère actuel des critères d'indépendance des administrateurs ;
- les missions et l'étendue des pouvoirs du Conseil ;
- la rémunération des membres du Conseil ;
- le fonctionnement du Comité d'audit ;
- le fonctionnement du Comité de nominations et de rémunérations.

Suite aux réponses et observations formulées par les membres du Conseil d'administration, certaines décisions ont été adoptées en vue d'optimiser encore le fonctionnement du Conseil et de ses comités. Il a en outre été décidé de porter de 6 à 7 le nombre de réunions annuelles ordinaires du Conseil.

10.2.3 Le Comité d'audit et le Comité de nominations et de rémunérations

Dans le cadre de l'application des principes de la gouvernance d'entreprise, deux Comités fonctionnent au sein du Conseil.

10.2.3.1 Le Comité d'audit

Mission

Le Comité d'audit a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans sa fonction de contrôle de la Société et du Groupe. Il examine par ailleurs les comptes annuels, semestriels et trimestriels tant sociaux que consolidés et se prononce sur les principes et règles comptables ainsi que sur les règles d'évaluation utilisées par la Société pour l'établissement des comptes susmentionnés.

Composition

Il se compose de :

- José Ramón Álvarez Rendueles, Président
- Hedwig De Koker, membre
- Jean-Yves Durance, membre
- Georges Schmit, membre

Fonctionnement

Le Comité d'audit se réunit sur convocation du Président au moins deux fois par an. Il peut se réunir, en outre, chaque fois que deux de ses membres au moins le demandent.

L'ordre du jour des réunions est établi par son Président.

Les réunions ne peuvent se tenir valablement que si trois au moins de ses membres sont présents.

Il peut associer à ses travaux et/ou inviter à participer à ses réunions :

- le Président du Conseil d'administration ;
- le Président de la Direction générale ;
- le Directeur général en charge des Finances ;

- le responsable des affaires comptables et le chef de l'audit interne ;
- les réviseurs externes ;
- toute autre personne dont il juge la collaboration utile.

Il dispose du plan de travail de l'audit interne et peut demander tout document et toute information qu'il juge utile ou nécessaire pour la bonne exécution de sa mission.

Les travaux du Comité d'audit sont documentés dans des procès-verbaux dressés par le Secrétaire et signés par les quatre membres du Comité d'audit et le Secrétaire.

Rapport d'activité

En 2005, le Comité d'audit s'est réuni à 6 reprises. Le taux moyen de présence des membres a été de 92%.

Lors de ses réunions, le Comité a notamment :

- analysé les comptes consolidés de l'exercice 2004 dont les principaux éléments non-récurrents affectant le résultat consolidé de cet exercice, ainsi que les comptes trimestriels et semestriels de 2005 ;
- examiné le budget consolidé de 2005.

Le Comité d'audit a également proposé au Conseil d'administration des périodes spécifiques d'abstention liées à la publication des résultats en cours d'année.

Il a passé en revue les activités de financement du Groupe exécutées via les sociétés Arcelor Finance et *Arcelor Treasury* ainsi que la politique du Groupe en matière d'assurances. Le Comité d'audit a également voué une attention particulière à la couverture du risque de change concernant les achats de charbon, coke, minerai et fret, et au traitement comptable des droits d'émission de gaz à effet de serre.

Il a d'autre part pris acte du programme de travail pour l'année 2005 de la Direction du *Business Risk Control* de même qu'un rapport détaillé de cette Direction lui a été soumis concernant principalement le *risk mapping* du Groupe reprenant les risques majeurs identifiés au sein d'Arcelor ainsi qu'un résumé des rapports d'audit prestés en 2004 y compris les recommandations en vue d'une optimisation des procédures de contrôle interne.

Le réviseur d'entreprises s'est tenu à la disposition des membres du Comité d'audit à chacune de leurs réunions en vue de leur fournir les compléments d'information et les éclaircissements souhaités.

À l'issue de chaque réunion du Comité d'audit, son Président a présenté un rapport oral au Conseil d'administration consigné dans le procès-verbal du Conseil.

10.2.3.2 Le Comité de nominations et de rémunérations

Mission

Le Comité de nominations et de rémunérations a pour mission principale de proposer au Conseil d'administration la politique de rémunération des membres de la Direction générale et la nomination de nouveaux administrateurs ainsi que des membres de la Direction générale. Il est par ailleurs informé par le Président de la Direction générale des politiques et éléments de rémunération des principaux cadres dirigeants du Groupe.

Composition

Sa composition est la suivante :

- Joseph Kinsch, Président
- José Ramón Álvarez Rendueles, membre
- Jean-Pierre Hansen, membre
- Edmond Pachura, membre

Fonctionnement

Le comité se réunit au moins une fois par an. Il peut se réunir, en outre, chaque fois que son Président le demande.

Ses réunions ne peuvent se tenir valablement que si trois au moins de ses membres sont présents, dont le Président.

Il peut associer à ses travaux le Président de la Direction générale ou toute autre personne dont il juge la collaboration utile.

Rapport d'activité

En 2005, le Comité de nominations et de rémunérations s'est réuni à 3 reprises. Le taux de présence moyen des membres a été de 100%.

Lors de ses réunions, le Comité de nominations et de rémunérations a notamment :

- suivi l'évolution de l'actionnariat de la Société ;
- élaboré des propositions destinées au Conseil d'administration en matière de rémunération des membres de la Direction générale, ceci tant au niveau de la part fixe que de la part variable et des *stock-options* ;
- soumis une proposition au Conseil d'administration pour la fixation du tantième à payer aux membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2005, proposition – qui après accord du Conseil – a été validée par l'assemblée générale annuelle du 28 avril 2006 ;
- élaboré un projet de questionnaire devant servir de base à une auto-évaluation du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités qui a été approuvé par le Conseil ;
- présenté au Conseil d'administration les conclusions et les recommandations de cette auto-évaluation ;
- suivi la classification des membres du Conseil d'administration en fonction des critères d'indépendance retenus par la Société ;
- élaboré un projet de réorganisation de la Direction générale qui a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 15 décembre 2005.

A l'issue de chaque réunion du Comité de nominations et de rémunérations, son Président a présenté un rapport oral au Conseil d'administration consigné dans le procès-verbal du Conseil.

10.2.4 Direction générale

Réorganisation de la Direction générale

En vue de faciliter le franchissement d'une nouvelle étape de son développement, Arcelor a décidé d'adapter – à partir du 1^{er} janvier 2006 – son organisation et de resserrer la Direction générale.

Par sa création, Arcelor a contribué de manière sensible et constante à l'accélération des évolutions de l'industrie sidérurgique. Après les trois premières années d'intégration pleinement réussie, Arcelor a

amorcé une nouvelle étape de son développement, avec l'ambition de poursuivre une croissance saine et de demeurer le leader de cette industrie. Pour faire face à de nouveaux défis tels notamment la consolidation des marchés développés, et en vue de faciliter l'expansion vers de nouvelles zones géographiques, il est apparu qu'une Direction générale de huit membres n'était plus aussi adaptée qu'au moment de la création du Groupe.

Pour réaliser de manière optimale les ambitions du Groupe, le Conseil d'administration a décidé de resserrer la Direction générale à 4 membres, sous la conduite de Guy Dollé. Ce nouveau modèle est articulé non plus autour de grands secteurs, mais autour d'unités opérationnelles qui rapporteront directement à la Direction générale. Chaque Directeur général sera responsable de plusieurs unités opérationnelles, de même que de certaines Régions.

Après une première phase d'intégration et de consolidation pleinement réussie, cette nouvelle structure resserrée augmentera la souplesse de fonctionnement de la Direction générale, renforcera la responsabilité collégiale de ses membres, et permettra une adaptation plus rapide à la mondialisation des métiers de l'acier.

Composition

Le Président de la Direction générale et les membres de la Direction générale sont nommés par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nominations et de rémunérations.

Au 31 décembre 2005, la Direction générale se présentait comme suit :

	Fonction	Date de naissance	Nationalité
Guy Dollé	Président de la Direction générale	31 octobre 1942	Française
Jacques Chabanier	Directeur général Achats, R&D, <i>Information Technology</i> , e-commerce, Alliance avec Nippon Steel	11 mars 1949	Française
Jean-Yves Gilet	Directeur général Aciers Inoxydables	9 mars 1956	Française
Roland Junck	Directeur général Aciers Longs Carbone	10 novembre 1955	Luxembourgeoise
Paul Matthys	Directeur général Stratégie, <i>International Business Development</i>	1 ^{er} septembre 1949	Belge
Guillermo Ulacia	Directeur général Aciers Plats Carbone	12 février 1954	Espagnole
Gonzalo Urquijo	Directeur général adjoint A3S	17 septembre 1961	Espagnole
Michel Wurth	Directeur général Finances, Pilotage par Objectifs	17 avril 1954	Luxembourgeoise

La nouvelle Direction générale resserrée, effective au 1^{er} janvier 2006, se présente comme suit :

	Fonction	Date de naissance	Nationalité
Guy Dollé	Président de la Direction générale	31 octobre 1942	Française
Michel Wurth	Vice-Président de la Direction générale	17 avril 1954	Luxembourgeoise
Roland Junck	Directeur général	10 novembre 1955	Luxembourgeoise
Gonzalo Urquijo	Directeur général et Directeur financier	17 septembre 1961	Espagnole

Biographies des membres de la Direction générale

Guy Dollé (63 ans)

Ancien élève de l'École Polytechnique, Guy Dollé a débuté en 1966 à l'Irsid (Centre de Recherche de la Sidérurgie).

En 1980, il rejoint Usinor. Directeur de la division Plaques et Tubes et Président de GTS en 1985, il est nommé Directeur Général Adjoint d'Usinor Aciers en 1986, en charge de l'ensemble de la production à chaud.

Après la fusion d'Usinor Aciers avec Sollac, il devient Directeur du Groupe de Production Nord, puis Directeur Industriel de Sollac en novembre 1987. Président d'Unimétal de février 1993 à avril 1995, il est nommé Directeur Général Adjoint en charge de la Stratégie, du Plan et des Affaires Internationales du groupe Usinor en 1995. En septembre 1997, il est nommé Directeur de la Branche Aciers Inoxydables et Alliages. En 1999, il devient Directeur Général d'Usinor.

Guy Dollé est Président de la Direction générale du Groupe.

Michel Wurth (52 ans)

Licencié en droit de l'Université de Grenoble, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et titulaire d'un *Master of Economics* de la *London School of Economics*, Michel Wurth est entré à l'Arbed en 1979.

Attaché à la Direction en 1984, il devient secrétaire du Conseil d'administration et de la Direction générale en 1986 puis prend la direction de NovAR en 1988. Secrétaire général de l'Arbed en 1992, il est nommé membre de la Direction générale et Directeur financier du groupe Arbed en 1996. En 1998, il devient Vice-président de la Direction générale de l'Arbed.

Dans le cadre de la fusion d'Aceralia, Arbed et Usinor, Michel Wurth est nommé en 2002 Directeur Général d'Arcelor, avec la responsabilité de la Direction Générale Finances et Pilotage par Objectifs.

En janvier 2006, Michel Wurth a été nommé Vice-Président de la Direction générale d'Arcelor, avec les responsabilités suivantes : Aciers Plats Carbone Europe et Auto, Aciers Plats Carbone Brésil, Coordination Brésil, Coordination Plaques, R & D, Alliance Nippon Steel Corporation.

Roland Junck (50 ans)

Diplômé de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich et titulaire d'un MBA de la Sacred Heart University, Roland Junck a commencé sa carrière à l'Arbed en 1980, d'abord dans les services laminoirs à Dudelange puis, en 1985, à Esch-Schifflange.

En 1993, il rejoint TrefilARBED Bissen en qualité de Directeur où il sera nommé Administrateur directeur en 1996. En 1998, il devient Administrateur directeur général d'Aceralia. Roland Junck a été membre de la Direction générale de l'Arbed depuis 1999.

Dans le cadre de la fusion d'Aceralia, Arbed et Usinor, Roland Junck est nommé en 2002 Directeur Général d'Arcelor, avec la responsabilité de la Direction Générale du Secteur Produits Longs Carbone.

Depuis janvier 2006, Roland Junck assure les responsabilités suivantes: Aciers Longs Carbone Europe, Aciers Longs Carbone Amérique du Sud, Tréfilage et Coordination Chine.

Gonzalo Urquijo (44 ans)

Gonzalo Urquijo est diplômé de l'Université de Yale en économie et en sciences politiques et est titulaire d'un MBA de l'*Instituto de Empresa de Madrid*.

Entre 1984 et 1992, il a occupé diverses fonctions chez Citibank et au Crédit Agricole, avant de rejoindre en 1992 le groupe Aristrain en qualité de *Chief Financial Officer* (CFO) puis comme *Co-Chief Executive Officer* (CEO).

Devenu le CFO du groupe Aceralia en 1997, il fut nommé Executive Vice President de l'Unité Opérationnelle Sud du Secteur Plats Carbone d'Arcelor au moment de la fusion d'Aceralia, Arbed et Usinor en 2002.

En novembre 2002, il prend la responsabilité, auprès de Robert Hudry, des Directions fonctionnelles du Secteur Arcelor Steel Solutions and Services. Il est nommé Directeur général adjoint en mai 2004, en charge de ce secteur.

Depuis janvier 2006, Gonzalo Urquijo est Directeur Général et Directeur Financier d'Arcelor, avec les responsabilités suivantes : Finances, Achats, IT, Juridique, Relations investisseurs, Arcelor Steel Solutions & Services et Autres Activités.

Chaque Directeur général a en charge les *Business Units* et les Régions suivantes :

Président de la Direction générale Guy Dollé	Vice-Président de la Direction générale Michel Wurth	Directeur général Roland Junck	Directeur général et Directeur financier Gonzalo Urquijo
Conseillers du Président de la Direction générale	Plats Carbone Europe et Auto	Longs Europe	A 3 S
Inox	Plats Carbone Brésil	Longs Amérique du Sud	Finances Achats
RH Santé-Sécurité	R & D	Tréfilage	IT
Coordination commerciale	Coordination Brésil	Coordination Chine	Juridique
Communication	Coordination Plaques Alliance Nippon Steel Corporation		Relations investisseurs Autres activités
Développement durable			
Secrétariat DG			
Affaires internationales			
Audit			

Guy Dollé est assisté de deux conseillers, anciens Directeurs généraux, en la personne de Jean-Yves Gilet, en charge de l'inoxidable mondial et de Paul Matthys, conseiller à la croissance externe.

Trois Directeurs généraux adjoints, ne faisant pas partie de la Direction générale, ont en outre été nommés. Il s'agit de :

- José Armando Campos : en charge des produits plats Brésil et CEO d'Arcelor Brasil ;
- Christophe Cornier : en charge des produits plats et de l'automobile monde ;
- Carlo Panunzi : en charge des produits longs Amérique du Sud et Vice-CEO d'Arcelor Brasil.

Pouvoirs

Les pouvoirs de la Direction générale sont définis par le Conseil d'administration. Sur la base d'une délégation du Conseil d'administration, la Direction générale a les pouvoirs suivants :

- définition et suivi des objectifs stratégiques et du plan de gestion général de la Société et du Groupe à proposer pour décision au Conseil après concertation avec le Président du Conseil ;
- définition des politiques et moyens destinés à la mise en oeuvre de cette stratégie, les décisions autres que celles relatives à la gestion courante étant à soumettre au Conseil pour accord ;
- exécution et contrôle des décisions avec suivi des performances et des résultats.

Missions

La Direction générale est un organe collégial qui partage des valeurs communes et incarne un sens renforcé de l'identité et de l'esprit du Groupe.

Dans le cadre des pouvoirs délégués par le Conseil d'administration, la Direction générale :

- est responsable des performances du Groupe et des unités opérationnelles ;
- veille à l'exploitation des convergences industrielles, financières et commerciales et des synergies à l'intérieur et entre les unités opérationnelles ;
- désigne les cadres dirigeants des principales sociétés du Groupe ;
- assure les relations avec les autorités publiques et communautaires ainsi qu'avec les associations professionnelles nationales et internationales ;
- prend en charge la coordination des relations publiques et veille au respect de la *corporate identity* du Groupe ;
- propose au Conseil d'administration :
 - les comptes annuels de la Société et la proposition d'affectation du résultat,
 - les comptes consolidés du Groupe,
 - les prévisions budgétaires consolidées,
 - les rapports à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires.

10.2.5 Principes de comportement

Les membres de la Direction générale adoptent les règles les plus élevées en matière de déontologie et de professionnalisme et se prêtent assistance mutuelle pour la réalisation des objectifs fixés. Aucun des membres du Conseil d'administration, ni aucun des principaux dirigeants d'Arcelor n'a fait l'objet d'une condamnation pour faute prononcée au cours des cinq dernières années. Aucun de ces membres n'a participé en qualité de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années et aucun n'a fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Aucun de ces membres n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

10.2.6 Conflits d'intérêts

Il n'existe pas à la connaissance d'Arcelor, de conflit d'intérêts entre les intérêts privés des membres des Conseil d'administration et Direction générale de la Société et leurs devoirs à l'égard de la Société.

Une partie du bonus des membres de la Direction générale est convertie en actions Arcelor en fonction de critères définis. Les actions Arcelor ainsi octroyées sont incessibles pendant une durée de 4 années à compter de la date de décision d'octroi par le Comité de nominations et de rémunérations du Conseil d'administration.

Par ailleurs, dans le cadre du plan de stocks-options quinquennal 2003/2007 décrit à la section 11.2 du présent chapitre de la note d'information les actions Arcelor émises ou achetées par suite de la levée totale ou partielle des options par les bénéficiaires sont incessibles, sous réserve de certaines exceptions limitées, jusqu'au jour du septième anniversaire de la date de décision d'octroi des options aux bénéficiaires, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur dans les pays concernés.

10.3 Rémunérations et avantages

10.3.1 Rémunération et avantages des mandataires sociaux et dirigeants d'Arcelor

10.3.1.1 Conseil d'administration et Comités

Principes de rémunération du Conseil et des Comités

Chaque année, il est prélevé au profit du Conseil d'administration, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, un montant global sur les sommes distribuables à titre de dividende aux actionnaires. Ce montant – qui constitue le tantième – ne peut en aucun cas être inférieur à 1 million d'euros ni supérieur à 2 millions d'euros. En cas d'insuffisance des sommes mises en distribution, le montant de 1 million d'euros est imputé en tout ou en partie aux charges.

Ce montant est réparti en parts entre ses membres de façon telle que chaque administrateur reçoive une part, le Vice-Président une part et demie et le Président deux parts.

D'autre part, il est alloué au Conseil d'administration un montant global de 36 000 euros pour chacune de ses réunions, à titre de jetons de présence. Ce montant est imputé aux charges.

La rémunération spécifique des membres du Comité d'audit et du Comité de nominations et de rémunérations est la suivante :

- 3 000 euros par membre et par réunion,
- 4 500 euros par réunion pour le Président.

Ces rémunérations sont imputées aux charges.

Montants alloués au titre de 2005

Rémunération totale¹⁴ au titre de 2005 : 1 967 500 euros
dont 1 600 000 euros au titre du tantième
et 367 500 euros au titre des jetons de présence.

Le Président du Conseil participe à un plan de stock-options mis en place au sein de la Société¹⁵ :

	Nombre total d'options attribuées	Prix d'exercice en euros	Période d'exercice
Plan 2003	51 395	9,67	Exerçable immédiatement ¹⁶
Plan 2004	51 395	13,11	Exerçable immédiatement
Plan 2005	50 000	16,17	Exerçable immédiatement

10.3.1.2 Direction générale

La rémunération du Président et des membres de la Direction générale d'Arcelor est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nominations et de rémunérations.

¹⁴ Y compris celle des membres des comités du Conseil.

¹⁵ De manière à préserver les droits de bénéficiaires suite à l'augmentation de capital d'ARCELOR en juillet 2004, le Conseil d'administration a approuvé un ajustement des plans de stock-options 2003 et 2004 :

- pour le plan Arcelor 2003, le nouveau prix d'exercice est de 9,67 euros (au lieu de 9,94 euros avant l'augmentation de capital) ; le nombre d'options attribuées était de 1 300 000 et est désormais fixé à 1 336 282 options.

- pour le plan Arcelor 2004, le nouveau prix d'exercice est de 13,11 euros (au lieu de 13,48 euros avant l'augmentation de capital) ; le nombre d'options attribuées était de 1 195 000 et est désormais fixé à 1 228 361 options.

¹⁶ Suite à décision du Conseil d'administration en date du 25 juin 2006, la Direction générale a modifié le 26 juin 2006 le règlement du plan de stock options de la Société de manière à rendre exerçables immédiatement les options attribuées avant cette date.

Principes de rémunération

La rémunération du Président et des membres de la Direction générale se décompose en :

- une rémunération annuelle fixe ;
- un bonus lié aux résultats ;
- des *stock-options*.

Tous les jetons de présence et les tantièmes perçus par le Président et les membres de la Direction générale au titre de mandats Arcelor ont été reversés à la Société.

Rémunération annuelle fixe

Jusqu'au 31 décembre 2005, elle est fixée sur une base nette après charges sociales et impôts normalisés, pour prendre en compte les pays d'activité et de résidence des membres de la Direction générale

À partir du 1^{er} janvier 2006, elle est fixée sur une base brute.

Bonus

Le bonus du Président et des membres de la Direction générale est réparti selon les règles suivantes :

- un tiers sur les résultats de l'année en fonction des indicateurs financiers RCE (Retour sur Capitaux Engagés) et FCF (*Free Cash Flow*) payé en cash ;
- un tiers sur les résultats de l'année en fonction des indicateurs financiers RCE et FCF converti en actions Arcelor à la moyenne des cours de bourse des 30 jours calendaires précédant l'assemblée générale¹⁷ ;
- un tiers sur la moyenne mobile des résultats de l'année en cours et des deux années précédentes en fonction des indicateurs financiers RCE et FCF.

Le montant maximum du bonus est égal à 75% de la rémunération annuelle nette avant application du coefficient individuel de performance compris entre 0,8 et 1,2.

Avantages en nature

Les membres de la Direction générale disposent chacun d'une voiture de fonction avec chauffeur. MM. Dollé et Urquijo bénéficient en outre d'une assurance maladie complémentaire.

Stock-options

Le Président et les membres de la Direction générale bénéficient du plan de *stock-options* à 5 ans décidé lors de l'assemblée générale du 25 avril 2003 et mis en oeuvre par le Conseil d'administration le 15 mai 2003. Le nombre d'options attribuées annuellement est décidé par le Conseil d'administration.

Montants alloués au titre de 2005

	Rémunération annuelle brute en euros	Bonus annuel brut en euros	Nombre de stock-options attribuées
Guy Dollé	632 000	750 000 ¹⁸	50 000
Autres membres	2 997 000	2 557 000	280 000

¹⁷ Ces actions devront être détenues au moins 4 ans.

¹⁸ Soit 75% de la rémunération nette, à laquelle s'ajoute une prime exceptionnelle liée aux résultats de l'année 2005.

Le détail des informations concernant les attributions de stock-options pour les plans 2003, 2004 et 2005 est le suivant :

Plan 2003			
	Nombre total d'options attribuées	Prix d'exercice en euros	Date d'exercice
Guy Dollé	51 395	9,67	Exerçable immédiatement ¹⁹
Autres membres ²⁰	287 812	-	Exerçable immédiatement

Plan 2004			
	Nombre total d'options attribuées	Prix d'exercice en euros	Date d'exercice
Guy Dollé	51 395	13,11	Exerçable immédiatement
Autres membres ²¹	267 254		Exerçable immédiatement

Plan 2005			
	Nombre total d'options attribuées	Prix d'exercice en euros	Date d'exercice
Guy Dollé	50 000	16,17	Exerçable immédiatement
Autres membres ²²	280 000		Exerçable immédiatement

¹⁹ Suite à décision du Conseil d'administration en date du 25 juin 2006, la Direction générale a modifié le 26 juin 2006 le règlement du plan de stock options de la Société de manière à rendre exerçables immédiatement les options attribuées avant cette date.

²⁰ Pour le plan 2003, il s'agit de MM. J. Chabanier, J.Y. Gilet, R. Hudry, R. Junck, P. Matthys, G. Ulacia, M. Wurth.

²¹ Pour le plan 2004, il s'agit de MM. J. Chabanier, J.Y. Gilet, R. Junck, P. Matthys, G. Ulacia, G. Urquijo, M. Wurth.

²² Pour le plan 2005, il s'agit de MM. J. Chabanier, J.Y. Gilet, R. Junck, P. Matthys, G. Ulacia, G. Urquijo, M. Wurth.

10.3.2 Participation des administrateurs et membres de la Direction générale dans le capital d'Arcelor

Le tableau ci-dessous présente sur une base individuelle la participation dans le capital d'Arcelor des administrateurs de la Société au 31 décembre 2005 :

	Nom	Fonction	Nombre d'actions au 31.12.2005
1	Joseph Kinsch	Président	31 514
2	J.R. Álvarez Rendueles	Vice-président	5 000
3	Prince Guillaume de Luxembourg	Administrateur	0
4	*Daniel Bouton	Administrateur	-
5	John Castegnaro	Administrateur	0
6	Hedwig De Koker	Administrateur	0
7	F. J. de la Riva Garriga	Administrateur	1 192
8	Jean-Yves Durance	Administrateur	360
9	Jean-Pierre Hansen	Administrateur	0
10	Ulrich Hartmann	Administrateur	0
11	Corporación JMAC	Administrateur	22 730 890
12	*Jean Lapeyre	Administrateur	-
13	Daniel Melin	Administrateur	1 200
14	Georges Schmit	Administrateur	0
15	Sergio Silva de Freitas	Administrateur	2 200
16	*Ignacio Fernández Toxo	Administrateur	-
17	*Manuel Fernández López	Administrateur	0
18	Fernand Wagner	Administrateur	60 063
19	Edmond Pachura	Administrateur	0
20	*Noël Forgeard	Administrateur	1 200
21	*Michel Marti	Administrateur	0
	TOTAL		22 833 619

* Sorties : le 29/08/2003 : Jean Lapeyre, le 30/04/2004 : Daniel Bouton, le 12/11/2004 : I. Fernández Toxo

* Entrées: le 30/04/2004 : Noël Forgeard et Michel Marti, le 16/02/2005 : M. Fernández Lopez

Le tableau ci-dessous présente sur une base individuelle la participation dans le capital d'Arcelor des directeurs généraux de la Société au 31 décembre 2005 :

	Nom	Fonction	Nombre d'actions au 31.12.2005
1	Dollé Guy	Président de la Direction générale	11 922
2	Chabanier Jacques	Ancien membre de la Direction générale	6 274
3	Gilet Jean-Yves	Ancien membre de la Direction générale	6 516
4	Junck Roland	Directeur général	25 350
5	Matthys Paul	Ancien membre de la Direction générale	35 294
6	Ulacia Guillermo	Ancien membre de la Direction générale	24 299
7	Wurth Michel	Vice-président de la Direction générale	32 684
8	Urquijo Gonzalo	Directeur général et Directeur financier	3 480
	TOTAL		145 819

10.4 Sommes provisionnées ou constatées par Arcelor ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par le Groupe aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages est présenté par la note 17 annexée aux comptes consolidés du Groupe figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information.

Monsieur Guy Dollé, Président de la Direction générale, bénéficie d'une garantie de retraite d'un montant égal à 62% de son dernier salaire brut de base plafonné à 593 500 euros, en application du régime applicable aux cadres IRUS (régime de retraite Usinor-Sacilor), à laquelle s'ajoute un capital à percevoir à l'occasion de son départ en retraite au titre de contrats belge et luxembourgeois, égal à 384 000 euros et 337 000 euros, respectivement (valeur à mars 2006).

Par ailleurs, les accords conclus entre la Société et Monsieur Guy Dollé prévoient que celui-ci percevra, dans l'hypothèse où il quitterait le groupe avant la date prévue de son départ en retraite, un montant équivalent aux indemnités susceptibles de lui être versées en cas de licenciement en application du droit et des conventions collectives applicables, dégressif selon la durée restant à courir jusqu'à la date prévue de son départ en retraite, soit, à ce jour, un montant maximum de 1,6 million d'euros.

10.5 Contrats de service liant les administrateurs, les directeurs généraux au Groupe

Il n'existe à la connaissance de la Société aucun contrat de service liant un administrateur ou un membre de la Direction générale à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.

10.6 Principe de la double signature

Concernant la représentation de la Société, celle-ci a opté pour le principe de la double signature. Sans préjudice du pouvoir de représentation conféré par la loi au Conseil d'administration, la Société n'est engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe de deux fondés de pouvoir. Tous les fondés de pouvoir sont nommés par le Conseil d'administration qui détermine aussi l'étendue de leurs pouvoirs.

10.7 Réviseur d'entreprises

Conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, la certification des comptes consolidés et des comptes sociaux est effectuée par un Réviseur d'entreprises qui procède à un examen des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures de contrôle interne du Groupe.

Suite à un appel d'offres ouvert, l'assemblée générale du 26 avril 2002 a nommé – sur proposition du Conseil d'administration – la firme KPMG Audit réviseur d'entreprises d'Arcelor pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale annuelle du 28 avril 2006 a prolongé le mandat de la firme KPMG Audit pour contrôler les comptes de la société anonyme Arcelor et les comptes consolidés du Groupe jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2007.

Les honoraires du réviseur d'entreprises, des membres de son réseau ainsi que des autres réviseurs, pris en charge par le Groupe, se sont élevés à 11 millions d'euros en 2005 contre 10 millions d'euros en 2004. Les autres prestations réalisées par KPMG ont représenté moins de 10% du montant ci-dessus.

10.8 Contrôle interne

10.8.1 Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne fait partie intégrante de la stratégie de gouvernance d'entreprise du Groupe. Les procédures de contrôle interne permettent au management du Groupe d'améliorer la maîtrise des risques en mettant à la disposition des dirigeants un référentiel de maîtrise de ces risques tout en vérifiant son respect.

Le contrôle interne a comme finalité :

- le respect des lois, règlements, normes et règles internes, et des contrats ;
- la protection du patrimoine et la préservation des actifs du Groupe ;
- l'exercice d'un contrôle optimal sur les secteurs et sociétés du Groupe ;
- la fiabilité et l'intégrité du système comptable et des informations financières et opérationnelles ;
- la réalisation et l'optimisation des objectifs du Groupe ;
- la prévention et la maîtrise des risques pouvant faire obstacle à la réalisation de ces objectifs.

Par conséquent, le contrôle interne encadre la réalisation des objectifs du Groupe en matière de performance et de rentabilité. Aussi bien conçu et appliqué soit-il, le contrôle interne ne peut toutefois être considéré comme pouvant prévenir toute erreur.

10.8.2 Principes d'organisation du contrôle interne

L'organisation du Groupe se base sur le principe de subsidiarité. La Direction générale formalise et communique sa vision de l'entreprise et supervise son déploiement. Elle se fait assister par le *corporate* dans ses fonctions d'orientation, de pilotage et de gouvernance.

Parmi les éléments de cette vision figurent les principes de responsabilité d'Arcelor. Élaborés par un groupe de cadres et dirigeants du Groupe, ces principes ont été validés par la Direction générale et largement diffusés aux cadres, managers et employés du Groupe.

En cohérence avec les principes énoncés ci-dessus, la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un dispositif et de procédures de contrôle interne appartient à la Direction générale, dans le cadre de la délégation accordée par le Conseil d'administration. Par ailleurs, la déclinaison, l'application et le suivi de ces procédures de contrôle interne, et donc de la maîtrise des risques relèvent de la responsabilité des opérationnels.

L'approche générale du Groupe en matière de contrôle interne fait partie du dispositif de maîtrise des risques, lui-même inclus dans le processus global de gestion des risques.

La gestion des risques et le contrôle interne sont encadrés par la direction « *Business Risk Control* » qui comprend les activités opérationnelles de développement de la gestion des risques et d'audit interne. Le responsable du BRC dépend hiérarchiquement de la Direction générale et fonctionnellement du Comité d'audit du Conseil d'administration.

Schématiquement, le dispositif de maîtrise des risques se compose des activités suivantes :

- identifier périodiquement, en collaboration avec les secteurs opérationnels et en se basant le plus souvent sur les cartographies de risques existantes, le niveau de risques résiduels des différents processus d'activité, compte tenu du dispositif existant de contrôle interne (cartographie de contrôle interne) ;
- assister les spécialistes du Groupe dans leur conception de référentiels homogènes de bonnes pratiques de contrôle interne face aux risques des différents processus (ingénierie de contrôle interne) ;
- diffuser les référentiels aux acteurs opérationnels pour qu'ils se les approprient via les recommandations d'audit (évaluation du contrôle interne) ;
- vérifier périodiquement, de manière indépendante, le respect des référentiels par les acteurs opérationnels (revue de contrôle interne) ;
- apporter au management et au Comité d'audit du Conseil d'administration une opinion indépendante sur le niveau global de contrôle interne face aux risques des différentes activités (*reporting* sur le contrôle interne).

10.8.3 Fonctionnement du contrôle interne

Concernant les caractéristiques du fonctionnement du dispositif de contrôle interne du Groupe, il convient de mentionner que les différents départements du *corporate* ont défini un ensemble de règles, directives internes et manières de procéder couvrant en particulier les domaines financier, comptable, contrôle de gestion, juridique, relations humaines, santé et sécurité, environnement, achats, systèmes d'information, communications, audit interne et *risk management* qui sont déployés sur l'ensemble du Groupe et qui font l'objet de mises à jour régulières.

Dans ce cadre, citons les exemples de dispositifs Groupe de contrôle interne et de maîtrise des risques des processus suivants :

Procédures de contrôle interne juridique

Le contrôle effectué par la direction des Affaires juridiques d'Arcelor sur les activités d'Arcelor et de ses filiales découle des principes généraux d'organisation du Groupe, et notamment de la définition de la mission générale de la fonction juridique d'Arcelor.

Afin d'optimiser la couverture des risques juridiques et de contribuer au développement du Groupe, le dispositif de contrôle interne mis en place par la direction des Affaires juridiques comprend les procédures suivantes :

- tous les contrats majeurs engageant la responsabilité des sociétés du Groupe doivent être validés par la direction des Affaires juridiques ;
- en cas de nouveau contentieux ou de risque de contentieux, les sociétés du Groupe doivent impérativement faire appel à la direction des Affaires juridiques qui jugera de la stratégie à adopter dans chaque dossier ;
- en ce qui concerne plus particulièrement les litiges en cours d'un enjeu supérieur à 500 000 euros, la direction des affaires juridiques les recense dans un rapport de litiges (*litigation report*) mis à jour tous les 6 mois ; les litiges les plus importants faisant par ailleurs l'objet d'un *reporting* bimensuel à la direction des affaires juridiques ;
- tout recours à la sous-traitance juridique (avocats, conseils externes) doit être signalé au préalable à la direction des Affaires juridiques qui donne son avis sur l'opportunité et les modalités d'un tel recours, et qui organise, selon une procédure Groupe, cette sous-traitance ;
- les évolutions législatives ou réglementaires pouvant avoir des répercussions sur l'activité du Groupe et sur les obligations des filiales et/ou de leurs dirigeants font l'objet d'une veille par la direction des Affaires juridiques, qui prend les mesures qui s'imposent si nécessaire ;

- une équipe dédiée au suivi des filiales et participations du Groupe effectue un contrôle de la documentation juridique afférente au droit des sociétés et opérations de structure et fait remédier aux éventuelles anomalies relevées.

Procédures de contrôle interne relatives au financement du Groupe

La gestion des risques financiers (change, taux, métaux, énergie) est gérée centralement par *Arcelor Treasury* dans la salle des marchés propre du Groupe dans le respect des procédures approuvées par le Comité d'audit et dont l'application est régulièrement auditée. Notamment, le risque de change dollar (USD) est géré globalement pour ce qui concerne la couverture des achats de matières premières (minerai, charbon...), en application de décisions précises de la Direction générale.

Le risque de liquidité est géré par Arcelor Finance avec l'objectif d'avoir en permanence un volume de lignes de crédits bancaires confirmées pour faire face à des aléas éventuels durables (plus de 12 mois) du marché financier.

Les allocations des ressources financières à l'intérieur du Groupe sont réalisées sous le contrôle d'un Comité de crédit composé :

- du Directeur général Finances (CFO) ;
- des responsables des fonctions Finances, Contrôle de gestion, Fusions & Acquisitions et *Group Operations* ;
- des représentants opérationnels concernés au cas par cas.

Le rôle de ce Comité de crédit, clairement défini dans les procédures internes approuvées par le Comité d'audit du Conseil d'administration, est :

- d'allouer les ressources financières aux sociétés du Groupe et en déterminer la forme et les conditions ;
- de se prononcer sur la structure bilantaire des sociétés ;
- d'approuver les opérations financières décidées par les secteurs et les unités opérationnelles.

Le Comité de crédit s'est réuni 10 fois en 2005 et a confirmé ou validé la mise en place de 1,7 milliard d'euros de ressources sous forme de capital, d'emprunts à long terme ou de lignes de crédit à court terme.

Chaque opération de prêt ou d'emprunt fait l'objet d'un contrat écrit. Les tirages sur les lignes de crédit à court terme auprès d'Arcelor Treasury SNC sont suivis informatiquement en permanence.

Les opérations financières font l'objet systématiquement d'une AFO – *Authorization for Financial Operation*.

Le niveau de décision est défini dans la procédure et chaque décision est incluse dans le *reporting* financier mensuel.

Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière consolidée

L'information financière consolidée trimestrielle est établie par la direction des Affaires comptables du Groupe sur la base d'un calendrier général tenant compte des contraintes de publications sur les marchés où le Groupe est coté (date butoir) et du processus de validation et d'approbation interne du Groupe (Direction générale, Comité d'audit, Conseil d'administration, assemblée générale).

La remontée et le traitement de l'information comptable collectée auprès des entités du périmètre consolidé sont organisés selon le principe de séparation des tâches entre les entités locales, responsables de l'établissement de la liasse de *reporting*, y compris tous les retraitements pour mise en conformité avec les normes comptables du Groupe, et la direction des Affaires comptables qui en assure la revue et la prise en compte dans l'établissement des comptes consolidés.

Les entités locales attestent à cet égard, lors de chaque clôture trimestrielle, de la prise de responsabilité de l'établissement de leur liasse de *reporting* en conformité avec les règles et procédures comptables du Groupe par le biais d'une lettre de déclarations à l'attention du Directeur général Finances d'Arcelor.

La revue opérée par la direction des Affaires comptables de l'information financière et comptable périodique remontée par les entités locales porte sur plusieurs niveaux d'analyse et comprend des contrôles systématiques détaillés de chaque liasse individuelle, des analyses thématiques transversales et la revue des divers états de restitution consolidés.

Les liasses de *reporting* sont en outre soumises à des procédures de revues périodiques (semestrielles et/ou annuelles) de la part des réviseurs externes locaux dans le cadre de l'audit des comptes consolidés du Groupe.

L'information financière et comptable des entités locales fait également l'objet de contrôles thématiques ponctuels par l'audit interne.

Arcelor utilise un système d'information unique et centralisé (progiciel Carat édité par la société Cartesis), commun aux directions des Affaires comptables et du Contrôle de gestion, destiné à la préparation de l'information consolidée trimestrielle et des tableaux de bord mensuels. Ce progiciel permet une remontée et un traitement de l'information intégrés, standardisés, sécurisés et entièrement automatisés.

Le progiciel Carat sera remplacé en 2006 par la nouvelle version Cartesis ES Magnitude, application modulaire partagée (pour la consolidation financière, le *reporting* de gestion, les processus budgétaires et de planification ainsi que la gestion de tableaux de bord) qui sera mis en place dans le cadre d'un projet global de mesure de performances initié par le Groupe en 2005 (projet BPM - Business Performance Management).

Le *reporting* trimestriel consolidé s'établit dans un cadre procédural soutenu, comprenant notamment des documents de référence mis à disposition de l'ensemble du Groupe (Manuel de consolidation et de *reporting* détaillant l'ensemble des règles de comptabilisation et de valorisation du Groupe ; Manuel d'utilisateur du système d'information) et des programmes annuels de formation à destination des entités locales.

En complément de ce cadre général, Arcelor dispose d'une fonction de « *Compliance* » Comptable Groupe, au sein de la direction des Affaires comptables, dont l'objectif est de définir et de développer un environnement normatif comptable sécurisé pour les comptes consolidés. À cette fin, la fonction « *Compliance* » Comptable Groupe a établi un réseau de compétences (composé de deux experts Groupe et de onze experts locaux) ayant vocation à relayer la communication et l'application des politiques comptables telles qu'adoptées par Arcelor.

La direction des Affaires comptables opère en pleine coopération, dans l'ensemble de ses fonctions, avec de nombreuses autres directions internes. Certains travaux sont récurrents dans le cadre de *reportings* croisés périodiques (avec les directions du Contrôle de gestion, de la Fiscalité, de l'Environnement, des Affaires juridiques, de la Trésorerie et des Ressources humaines) ou ponctuels en fonction des projets en cours, par exemple avec la direction des Fusions et Acquisitions.

Les comptes consolidés du Groupe font l'objet d'un contrôle semestriel par le réviseur externe, conformément à la législation luxembourgeoise et aux réglementations boursières en vigueur dans les pays où Arcelor est cotée.

Procédures de contrôle interne relatives au Contrôle de gestion

Les travaux du Contrôle de gestion du Groupe sont guidés par ses principaux objectifs, à savoir :

- l'information, l'analyse et l'explication des performances réalisées, comparées aux objectifs fixés et concernant le Groupe ainsi que ses principales composantes ;
- l'anticipation d'évolutions à court et à moyen terme ;
- la proposition d'actions correctrices ;

- la mise en oeuvre au sein du Groupe de méthodes communes ;
- la mesure de la performance du Management (processus MBO).

Le Groupe ayant opté pour un système d'information unique et centralisé, la direction du Contrôle de gestion élabore ses rapports essentiellement à partir de la même base de données que celle utilisée pour le *reporting* de la consolidation, ainsi que pour certaines autres fonctions (Santé-sécurité, Ressources humaines, Développement durable). Le déroulement de l'action du Contrôle de gestion est documenté en particulier par l'application des procédures suivantes :

- procédure d'élaboration du plan pluri-annuel ;
- procédure d'établissement et d'approbation du budget annuel ;
- procédure de *reporting* mensuel ;
- procédure d'analyse de l'évolution des résultats et de calcul des gains de gestion ;
- procédure de re-prévision trimestrielle ;
- procédure de suivi du besoin en fonds de roulement opérationnel ;
- procédure d'autorisation des investissements (industriels et autres) en collaboration avec la direction de la Stratégie.

Ces procédures font appel à une collaboration étroite entre les contrôleurs de gestion opérant au *Controller Desk* du Groupe, et ceux opérant dans les unités opérationnelles et dans les entités juridiques. Elles précisent l'intervention et les responsabilités de chaque niveau de contrôle dans le cadre commun qu'elles définissent.

Sur la base des éléments décrits ci-dessus, la direction du Contrôle de gestion établit les documents suivants destinés à la Direction générale du Groupe :

- rapport sur le budget de l'exercice ;
- rapport mensuel sur les performances du Groupe et de ses principales composantes, ce rapport incluant les analyses d'évolution des résultats et des gains de gestion ;
- rapport mensuel sur l'évolution du besoin en fonds de roulement opérationnel et l'effet des actions de gestion y afférentes ;
- rapport trimestriel de re-prévision de l'activité du Groupe pour les trimestres à venir ;
- rapport trimestriel d'analyse de l'activité et des résultats du Groupe et de ses principales composantes en support de la Communication financière ;
- rapport semi-annuel sur les enveloppes d'autorisations d'investissements ;
- validation des principaux investissements, préalable à l'approbation par la Direction générale, et effectués en collaboration avec la Direction de la Stratégie ;
- rapport annuel final sur les résultats *Management by Objectives*.

Les contrôleurs de gestion opérant aux différents niveaux du Groupe établissent également des rapports spécifiques, adaptés à l'usage des directions respectives, dans le respect des procédures du Groupe.

Procédures de contrôle interne relatives à la définition et la mise en œuvre de la stratégie

La définition de la stratégie du Groupe s'insère dans un cycle annuel. Ce cycle s'appuie sur deux temps forts que sont les deux séminaires de stratégie de la Direction générale, d'une durée de 1 à 2 jours chacun, qui se déroulent en janvier et en juillet ou en août.

Le séminaire stratégique d'été est plus orienté vers la vision à moyen et long terme de l'environnement du monde de l'acier et vers la définition de l'orientation du Groupe. Il aborde les questions d'évolution à long terme des marchés de base du Groupe, en matière de demande, ainsi que les questions globales d'adaptation de l'offre commerciale et industrielle du Groupe. Il définit les choix et les orientations en matière de croissance géographique et de produits.

Le séminaire stratégique de janvier est plus orienté vers une revue d'ensemble de tous les projets stratégiques en cours. Tout en les replaçant dans l'environnement prévisible à moyen et long terme, mais aussi avec ses inflexions à court terme, l'analyse simultanée de tous les dossiers stratégiques permet la vérification de leur cohérence d'ensemble avec la stratégie définie.

Annuellement, au mois de novembre, un Conseil d'administration est principalement consacré à la stratégie, tant pour la validation de ses perspectives d'ensemble que pour ses déclinaisons opérationnelles.

Les décisions importantes relatives à chaque dossier stratégique font l'objet d'une double décision de la Direction générale puis du Conseil d'administration en fonction de la maturité et de l'urgence des dossiers.

Ce processus stratégique s'appuie sur des procédures elles-mêmes encadrées de diverses structures :

- l'évolution pluriannuelle à 3 ans du Groupe est analysée au travers du « *business plan* » établi par le Contrôle de gestion ;
- le plan à 3 ans des investissements est établi en commun avec le Contrôle de gestion ;
- les investissements industriels font l'objet d'une procédure structurée gérée en commun avec le Contrôle de gestion ;
- les prévisions d'investissements font l'objet d'autorisations semestrielles, tant en termes d'engagement de dépenses qu'en termes de décaissements, pour l'ensemble du Groupe et pour chaque secteur opérationnel. Ces autorisations sont déléguées aux Directeurs généraux, avec une possibilité de subdélégation en fonction des montants concernés ;
- les investissements dont le montant total des dépenses est supérieur à 12 millions d'euros (respectivement 6 millions d'euros quand ils concernent la recherche ou les systèmes d'information) font l'objet d'une double approbation en Direction générale et en Conseil d'administration.

Procédures de contrôle interne relatives à la communication interne et externe en particulier celles en relation avec la gestion du risque image

Parmi les risques identifiés, la gestion du risque lié à l'image du Groupe relève de la responsabilité de la direction de la Communication *Corporate* qui a élaboré une politique de gestion de ce risque comprenant des mesures proactives et des mesures réactives.

Parmi les mesures proactives et préventives, il convient de citer :

Les supports de communication en interne :

Une des missions de la direction de la Communication *Corporate* en matière de prévention des risques est de fournir, en interne, des documents de référence pouvant être utilisés par des relais de communication vers l'interne (cascade) et par les collaborateurs du Groupe s'adressant aux interlocuteurs extérieurs. À cette fin, des procédures d'envois systématiques ont été mises en place. Elles concernent en particulier les communiqués de presse, les documents relatifs aux résultats financiers, les lettres Accents, le magazine Accents qui sont destinés aux 350 *top managers*, donc à des communicateurs développant leur activité sur le terrain. De nombreuses informations sont accessibles pour les 20 000 collaborateurs ayant accès au portail intranet.

Les messages stratégiques et prises de position Corporate :

Les principales directions du Groupe qui ont vocation à s'adresser à des interlocuteurs extérieurs sont celles des Affaires internationales, des Relations investisseurs, de la Stratégie, du département Fusions et acquisitions, des services commerciaux, de la Recherche et Développement et des Ressources humaines. En définissant des messages stratégiques communs, le risque de discordance entre les messages communiqués vers l'extérieur par les différents départements est réduit.

La communication de crise :

La crise est définie comme un événement imprévu et inopportun dont la brutalité, la gravité, et/ou les conséquences peuvent être préjudiciables directement ou indirectement à l'image de l'entreprise, soit au plan local, soit au niveau du Groupe. Pour faire face à une crise, il existe une procédure et un ensemble de mesures visant à mieux préparer les communicateurs désignés :

- la direction de la Communication Corporate est immédiatement informée grâce au réseau d'alerte qu'elle a mis en place. Par la suite, son rôle est d'assister et de conseiller. Une permanence 24 heures sur 24 et 365 jours par an est assurée par la direction de la Communication ;
- l'ensemble des entités d'Arcelor a été sollicité pour élaborer un plan de communication de crise. Ce document regroupe :
 - la liste des risques locaux identifiés comme pouvant porter atteinte à l'image du Groupe ;
 - les coordonnées du responsable de l'entité et des personnes désignées comme membre de la cellule de crise ;
 - l'identité du ou des porte-parole habilités à communiquer en externe ;
 - l'organisation d'une permanence 24 heures sur 24 et 365 jours par an ;
- pour aider les sites industriels dans la gestion de situations de crise, des formations sont organisées pour les collaborateurs identifiés ;
- afin d'accroître la réactivité des sites, la direction de la Communication Corporate va recueillir et diffuser les informations sous forme de REX (« retour d'expérience »). Ces REX sont disponibles sur intranet depuis début 2005. L'expérience partagée pourra ainsi servir à la prévention d'éventuelles crises futures ou en améliorer la gestion.

En plus, les mesures réactives sont :

La procédure de gestion de la communication de crise :

En situation de crise, la Direction générale et la direction de la Communication Corporate sont informées via la procédure établie :

- l'entité concernée évalue le niveau de crise (classification en trois niveaux) ;
- la direction de la Communication Corporate est alertée grâce à la hotline de crise, la permanence étant assurée sans interruption ;
- un bref compte rendu de la situation est donné aux responsables concernés en se référant au formulaire d'alerte et des points sont faits régulièrement pour tenir un bilan à jour ;
- dépendant du niveau de gravité de la crise, une cellule centrale de crise impliquant le Président de la direction générale ou son délégué est activée pour piloter la gestion de la crise.

La veille médias :

Les relations presse Corporate assurent une veille médias constante. Une revue de presse paraît tous les matins avant 9 heures, elle est ensuite mise en ligne sur le portail intranet et envoyée par courrier interne ou e-mail aux personnes concernées. La revue de presse est une sélection d'articles à partir des journaux nationaux des principaux pays où le Groupe est actif. Par ailleurs, les agences de communication partenaires et relais dans certains pays ainsi que certaines filiales assurent la veille médias au niveau de leur pays et font remonter des informations pertinentes.

Les équipes de communicateurs :

Une liste des personnes habilitées à traiter avec la presse est tenue à jour : tous les communicateurs ne s'exprimant pas sur les mêmes sujets.

Les secteurs et les entités du Groupe communiquent seuls sur les sujets se référant à leur communication interne et sur les thèmes de communication externe ayant trait à leur périmètre d'action (gamme de produits, activité commerciale...).

Les relations presse réactives :

Dans une situation où l'image de l'entreprise est en jeu, ne pas communiquer peut constituer un vrai danger ; aussi, les relations presse de la direction de la Communication *Corporate* ont mis en place un dispositif réactif pour répondre aux journalistes avec une adresse e-mail et un numéro d'appel pouvant fonctionner 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 durant les périodes sensibles.

Toutes les interviews avec des membres de la Direction sont préparées et suivies par un responsable de la communication pour aider à leur bon déroulement.

Procédures de contrôle interne relatives à la gestion des Ressources humaines

En matière de Ressources humaines, Arcelor a retenu le principe d'une analyse régulière des risques encourus. En ce qui concerne le risque lié aux obligations de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés retraités, une revue de l'ensemble des dispositifs de retraite (de toute nature, pour toutes les catégories de personnel) a été entreprise par la direction des Ressources humaines Groupe avec le concours des directions de Ressources humaines des secteurs et sociétés ainsi que de la Direction financière concernée. Cette revue a permis d'une part de valider les provisions passées dans les comptes pour ce motif et d'autre part de mettre en place un plan systématique de transformation des dispositifs existants de régimes à prestations définies vers des régimes à contribution définie. Cette transformation permet de mieux cerner les obligations encourues à terme par l'entreprise.

Par ailleurs, pour les autres processus de gestion des Ressources humaines, le principe de revues croisées a été retenu. Ainsi, le suivi des effectifs et la consolidation des effectifs sont assurés dans le cadre des processus de consolidation existants dans le Groupe. Les processus de direction (sélection, promotion, évolution des salaires...) font l'objet d'une préparation collégiale via les comités carrière dont les salariés concernés dépendent.

En France, compte tenu des risques de dégradation des régimes de retraites de base (Sécurité Sociale) et des régimes de retraites complémentaires (ARRCO et AGIRC), des accords ont été signés le 22 décembre 2005 entre la Direction générale et quatre organisations syndicales. Ces accords ont pour objectif de prévenir ces risques en prévoyant une évolution du régime de retraite supplémentaire avec :

- une externalisation des droits du passé dans un contrat d'assurance auprès d'une société externe ;
- un passage d'un système de prestations définies à un régime à cotisations définies, dès le 1^{er} janvier 2006.

L'ensemble du dispositif a également pour objectif de mieux protéger les retraites des salariés d'Arcelor tout en assurant une cohérence avec la politique sociale antérieure.

Procédures de contrôle interne relatives à la gestion de l'environnement (en matière d'ISO 14001)

Objectifs

Les procédures de contrôle interne ont pour but d'assister la direction du Groupe dans l'identification et la maîtrise des risques environnementaux liés aux sites de production et aux produits mis sur le marché.

Fonctionnement du contrôle interne

Le contrôle interne se base principalement sur l'introduction d'un système de gestion environnementale et de procédures environnementales Groupe, sur la collecte standardisée d'un minimum de données environnementales et sur la prévention et la maîtrise des risques environnementaux.

Le respect des lois, réglementations, décrets et normes environnementales régionales L'implantation du système de gestion de l'environnement ISO 14001 a été demandée à tous les sites de production du Groupe.

La certification ISO 14001 permet d'identifier les aspects d'une opération qui présentent des risques potentiels significatifs pour l'environnement et de les prendre en compte pour la définition d'objectifs environnementaux. C'est ainsi que la conformité avec le système de management de l'environnement

ISO 14001 indique une maîtrise des risques environnementaux. Pour évaluer la maîtrise des risques liés à l'environnement, les rapports annuels d'audit externe ISO 14001 sont demandés à tous les sites certifiés. Les rapports sont analysés et les non-conformités réglementaires sont notées. Une liste de non-conformités réglementaires est établie et suivie en ce qui concerne les plans d'actions nécessaires. Ceci permet de s'assurer que les risques liés à l'environnement sont correctement suivis par les sites.

La direction de l'Environnement *Corporate* effectue aussi des audits environnement ponctuels des sites de production.

La fiabilité et l'intégrité des informations environnementales

Un plan de monitoring (collecte de données environnementales) a été implanté dans tous les sites de production du Groupe. Le plan de monitoring définit les paramètres à mesurer dans les ateliers de production et la fréquence de mesure de chaque paramètre. Le plan de monitoring permet de contrôler la performance environnementale du Groupe, de faire des comparaisons à périmètres équivalents parmi les différents sites, et d'améliorer les résultats environnementaux du Groupe.

La prévention et la maîtrise des risques liés à l'environnement

- Par sa participation au Comité européen sur la révision des BAT-BREF, la direction de l'Environnement *Corporate* confronte les techniques utilisées à celles classées Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour l'environnement.
- Tous les projets importants d'investissements sont soumis à la direction de l'Environnement *Corporate* qui vérifie que les techniques proposées font au minimum partie des MTD.

La protection du patrimoine

Une procédure sur l'évaluation des sols et des eaux souterraines est élaborée. Cette procédure, à appliquer par l'ensemble des sites de production en différentes étapes, permet d'évaluer la qualité des sols et des eaux et des mesures à prendre le cas échéant.

Procédures de communication

Pour assurer une communication adéquate dans le Groupe de toutes les matières et risques liés à l'environnement, une procédure de communication a été rédigée. La procédure définit les documents, actions et événements devant être transmis par les sites de production à la direction de l'Environnement *Corporate* ainsi que ceux devant être transmis par la direction de l'Environnement *Corporate* aux sites. Toutes les matières liées à l'environnement sont comprises : tableaux de bord, ISO 14001, investissements, publications, incidents, recherche et législation.

Procédures de contrôle interne relatives à la gestion des activités débouchant sur les fusions, acquisitions et cessions de sociétés

Avec l'objectif de piloter, pour le compte du Groupe et des secteurs qui en sont le maître d'ouvrage, les projets de fusions, d'acquisitions et de désinvestissements, en tant que banquier d'investissement interne (*Arcelor Group Investment Banker*), la direction des Fusions et acquisitions (*Mergers & Acquisitions* ou en abrégé M&A) opère en pleine coopération avec le département *d'International Business Development* de la direction Stratégie, avec les secteurs et via les secteurs, avec les unités opérationnelles du Groupe. Ces projets peuvent être générés par la stratégie du Groupe ou du secteur ou en externe, c'est-à-dire apportés par les banques d'investissements, cabinets et agences de M&A.

Agissant comme *investment banker* interne, la fonction M&A remplit les missions suivantes :

- évaluer, à l'attention de la Direction générale, du Directeur général en charge de la Stratégie et du Directeur général en charge des Finances, les propositions d'investissements et de désinvestissements ;
- négocier les conditions de partenariat avec une tierce partie participant dans l'actionnariat ainsi que les conditions de vente et achat de la participation ;

- assurer un *reporting* régulier, à la Direction générale, de l'ensemble des projets M&A (acquisitions et désinvestissements) menés au niveau du Groupe et des secteurs ;
- conseiller le Directeur général en charge des Finances sur la stratégie financière à suivre par le Groupe dans ce domaine.

Les lignes de conduite en matière d'investissements financiers définissent les circuits d'information, les seuils de délégation et les niveaux d'instructions/d'autorisations, les principes de désignation des conseils externes, les principes et modalités de suivi des dépenses et frais relatifs à chaque opération ou projet ainsi que pour la réalisation de l'opération, la liaison avec la procédure AFO – *Authorization for Financial Operation* – du département.

Le Groupe distingue trois types de projets de fusions, acquisitions et désinvestissements :

- les projets stratégiques pour le Groupe, avec un montant des capitaux engagés au-dessus de 100 millions d'euros, qualifiés comme tels par la Direction générale qui en est le maître d'ouvrage et qui désigne en son sein le responsable (maître d'oeuvre) du projet et pour lesquels le département M&A assure l'exécution ;
- les projets importants pour le secteur où le maître d'ouvrage est le directeur général en charge du secteur concerné ou son délégué, pour lesquels la direction M&A est le maître d'oeuvre et fait le *reporting* à l'attention de la Direction générale ;
- les projets mineurs, avec des capitaux engagés au-dessous de 12 millions d'euros, pour lesquels le secteur et la direction M&A se concertent sur le déroulement optimal pour le Groupe.

Une fois l'opération réalisée, la réalisation d'un bilan a posteriori est effectuée en collaboration avec le département de Contrôle de gestion Groupe.

Procédures de contrôle interne relatives au processus des achats traités au niveau Groupe

En cohérence avec la stratégie de gouvernance du Groupe et mandaté par les sociétés du Groupe pour réaliser ses achats globaux, *Arcelor Purchasing* déploie une politique de contrôle interne à plusieurs niveaux :

- la maîtrise de ses processus au travers d'audits internes et d'audits externes planifiés annuellement et déployés dans quatre axes : l'axe fournisseurs, l'axe processus, l'axe contrats et l'axe système, et cela en s'appuyant sur des référentiels normalisés ;
- l'implication de son organisation dans des plans d'actions d'amélioration notamment au niveau de la gestion de la sécurité des informations sensibles et le risque de rupture d'approvisionnement, deux risques majeurs identifiés par la Direction générale. Les contrats négociés en 2005 ont notamment permis de mettre en oeuvre des politiques de risk management (*hedging*, contrats pluriannuels) décidés en Direction générale ;
- le déploiement de conditions générales d'achats Arcelor pour les biens, services et investissements ;
- le *reporting* régulier à la Direction générale et aux mandants des résultats de l'activité achats au travers d'une base de données unique et partagée ;
- l'implication dans la définition et le déploiement des actions liées à la mise en application de la loi de Sécurité financière.

Ce contrôle interne est documenté par un système de procédures au niveau notamment des règles de calcul de performance, de délégation et pouvoirs de signature et de maîtrise des contrats élaborés en coopération étroite avec la direction des Affaires juridiques et le Contrôle de gestion Groupe.

L'efficacité du déploiement de cette politique de contrôle interne et de sa maîtrise s'est concrétisée par l'obtention en mai 2004 de la certification ISO 9001 V2000 et de l'attestation TS 16949 et confirmées par un audit de suivi en juin 2005.

Procédures de contrôle interne relatives aux systèmes d'information

Les systèmes d'information sont soumis à des règles de gouvernance qui visent à assurer une bonne maîtrise des investissements informatiques, leur alignement avec les stratégies des différents métiers du Groupe ainsi que les directives générales opérationnelles régissant les systèmes d'information.

Une bonne gouvernance se traduit par :

- une définition claire des propriétaires métiers ayant pouvoir de décision sur les investissements ;
- l'existence de comités d'investissements et de pilotage pour l'engagement et le contrôle des projets importants, avec une validation au niveau de chaque entité, des secteurs, voire du Groupe (pour les projets supérieurs à 6 millions d'euros). Les critères de décision prennent en compte les nécessités légales, l'alignement du projet vis-à-vis des stratégies métier et systèmes d'information, la rentabilité économique, les gains qualitatifs attendus, la progression des programmes, les risques liés au projet et les risques potentiels encourus par le fait de ne pas réaliser le projet ;
- la maîtrise globale de l'ensemble des budgets informatiques du Groupe au travers d'un réseau d'hommes Systèmes d'Information (*Chief Information Officers, Information System Managers, Business Leaders*) positionnés dans le métier et responsables des demandes faites aux organisations informatiques ;
- des méthodes partagées de conception de systèmes ;
- l'existence de processus et de règles portant sur la sécurité des systèmes d'information.

Ces règles de gouvernance existent dans un but d'harmoniser et de normaliser les pratiques de fonctionnement par l'adoption des meilleurs standards et pratiques de l'industrie.

En matière de sécurité IS/IT, des auto-évaluations annuelles de conformité par rapport aux politiques de sécurité sont menées en vue d'évaluer l'implémentation du premier niveau de sécurité *baseline* par tous les services informatiques du Groupe. Pour compléter ces auto-évaluations, des revues sécurité sont effectuées en interne et en collaboration avec le *Business Risk Control*. Ces revues couvrent le contrôle des accès logiques, la sécurité réseau, la gestion de la vulnérabilité, la sauvegarde des données, les codes malveillants (virus...) et le maintien de la continuité de fonctionnement. Des audits sont aussi réalisés par des auditeurs externes.

Parallèlement à ces politiques de sécurité ciblant principalement les services informatiques du Groupe et les pratiques liées, une charte de bonne utilisation des moyens informatiques ciblant les utilisateurs finaux internes et externes a été définie en collaboration avec les départements juridiques, IT et droit du travail et Ressources humaines.

En matière d'applications, la consolidation des éléments financiers et de *reporting* du Groupe est réalisée grâce à un progiciel unique. Des études de convergence sont régulièrement menées dans le but de simplifier et de réduire le nombre de systèmes concernés dans les années à venir.

Procédures de contrôle interne du domaine Santé & Sécurité

Le Président de la Direction générale est en charge du domaine de la Santé & Sécurité et il préside un Comité stratégique « Santé et Sécurité » qui comprend l'ensemble des membres de la Direction générale.

Ce Comité se réunit au moins deux fois par an. Au cours de la réunion d'automne, le plan d'action de l'année à venir est arrêté. Ce plan est largement diffusé et sert de guide à la direction Santé & Sécurité tout au long de l'année.

Un *reporting* mensuel est effectué et diffusé à la Direction générale. Il comprend les résultats Sécurité en matière de taux de fréquence, de taux de gravité, la répartition et l'évolution par secteur. Les accidents graves survenus sur les sites du Groupe (employés ou co-traitants) sont suivis et analysés individuellement, incluant aussi, le suivi du montant des sinistres déclarés aux assurances.

Les accidents graves ou caractéristiques sont présentés à la Direction générale. Ces présentations figurent régulièrement à l'ordre du jour du Conseil d'administration.

Chaque année, le Président de la Direction générale effectue des visites d'usines axées sur les problèmes Santé & Sécurité. Après une focalisation sur les problèmes de sûreté industrielle et de fiabilité en 2004, l'année 2005 a été orientée sur la santé et les maladies professionnelles.

Ce *reporting* est également communiqué aux partenaires sociaux, en particulier aux membres du Comité d'entreprise européen et fait l'objet d'une session spéciale présidée par le Président de la Direction générale lors des réunions plénières.

Tout au long de l'année, des suivis d'activité sont organisés :

- en temps réel, tous les incidents et accidents significatifs sont rapportés et diffusés (Rapport de retour d'expérience – REX) ;
- outre les réunions du Président de la Direction générale dans les usines, chaque comité domaine Santé & Sécurité (Sécurité, Sûreté industrielle, Santé au travail, Sécurité des produits) présidé par un Vice-président se réunit au moins trois fois par an. Chaque comité comprend des représentants des divers pays et des secteurs. Les actions en cours sont suivies et de nouvelles propositions sont discutées ;
- le plan spécifique d'investissements en Sûreté industrielle (notamment protection incendie), validé par la Direction générale, est suivi mensuellement par le Vice-président Sûreté industrielle. Cette activité se fait en liaison étroite avec la direction des Assurances. Le Vice-président pilote les audits Sûreté industrielle effectués tant par des auditeurs que par des représentants agréés des compagnies d'assurances ;
- le vice-président Sécurité organise et suit les audits internes effectués dans les sites.

En collaboration avec la direction Assurances du Groupe, des audits de la Sécurité industrielle des sites de production sont organisés annuellement.

En 2005, le plan d'actions lancé lors de la convention Santé & Sécurité de Bilbao a été déployé et fait l'objet d'un *reporting* au niveau de la Direction générale et du Comité de Groupe européen.

10.8.4 Dispositif d'évaluation des procédures de contrôle interne

L'évaluation de la pertinence et du respect des procédures de contrôle interne est exercée par la fonction *Business Risk Control* (BRC).

Le BRC a pour mission d'apporter une assistance indépendante et objective aux acteurs opérationnels dans la réduction de leurs risques par le développement de la gestion des risques et le contrôle interne. Dans ce cadre, il évalue la pertinence et l'efficacité de la maîtrise des risques afin de déterminer si les contrôles opérés par la direction et les opérationnels donnent une assurance raisonnable pour la réalisation des objectifs du Groupe.

La mission et les modalités du processus BRC se basent sur le respect des normes pour la pratique professionnelle de l'audit interne et du code de déontologie édités par l'*Institute of Internal Auditors* (IIA).

Le fonctionnement du BRC découle de l'application d'une méthodologie et d'une politique uniques applicables à l'ensemble du Groupe et son activité est exercée sur base d'un plan BRC annuel qui est approuvé par la Direction générale et soumis au Comité d'audit du Conseil d'administration qui font le suivi de son exécution.

La direction BRC Groupe est responsable de l'ensemble du processus devant la Direction générale et le Comité d'audit du Conseil d'administration. Elle est directement rattachée au Président de la Direction générale et est supportée dans sa responsabilité par quatre responsables BRC localisés dans les secteurs opérationnels et avec lesquels elle a un lien fonctionnel fort.

10.8.5 Fonctionnement du Business Risk Control

Le déploiement du processus *Business Risk Control* – BRC – qui comprend d'un côté le développement de la gestion des risques et de l'autre côté, l'audit interne, peut être résumé comme suit :

Activités du BRC dans la gestion des risques

Dans le domaine de la gestion des risques, la mission du BRC est de développer un processus de type *Enterprise Risk Management* intégré dans l'organisation et effectué par le management opérationnel.

Ce processus couvre :

- l'identification des événements futurs pouvant avoir un impact sur les objectifs d'Arcelor ;
- l'évaluation des risques et des opportunités qui en découlent ;
- la décision des éventuelles mesures de maîtrise des risques à apporter pour conserver le niveau de risque souhaité ;
- le suivi régulier du dispositif.

Par l'action de sa branche *Risk Management Development*, le BRC aide les managers à formaliser leur démarche de gestion des risques pour l'intégrer en toute transparence dans la gestion quotidienne. Il offre une assistance pour identifier les zones de risques, met à disposition des opérationnels un référentiel de bonnes pratiques de contrôle interne, et via ses missions d'audit interne en vérifie le respect, et apporte périodiquement au management une opinion indépendante sur le niveau global de maîtrise des risques.

Le BRC utilise une cartographie détaillée dénommée « Univers des risques » de 190 types de risques couvrant toutes les activités d'Arcelor. Cette cartographie est en cours de renouvellement : les risques majeurs liés à la stratégie, à la gestion, aux opérations, aux finances et à des événements extérieurs sont dorénavant identifiés et gérés à la fois au niveau Groupe mais aussi au niveau des unités opérationnelles et des sites.

Au niveau des unités opérationnelles, le BRC a mis en place depuis 2002 des missions d'assistance des opérationnels à la gestion des risques, principalement en initiant des cartographies de risques pour ces unités opérationnelles.

Des cartographies de risques majeurs y sont établies essentiellement sur une base déclarative en utilisant des *workshops*/ateliers, des interviews individuelles ou des auto-évaluations. Ces cartographies de risques sont utilisées pour déterminer les plans d'action et leur planning d'exécution, pour être par la suite discutées et approuvées au sein des organes de direction de l'unité opérationnelle concernée, et pour servir de base à l'établissement de la cartographie du Groupe.

Le responsable de la fonction BRC débat avec les membres du Comité d'audit du processus de gestion des risques, ainsi que des cartographies qui en découlent, au cours des sessions dudit comité dédiées à la revue des activités du BRC.

Activités du BRC dans l'audit interne

Le déploiement du processus BRC dans les unités opérationnelles est adapté dans la mesure du possible aux particularités de leur organisation tout en respectant les contraintes d'indépendance et la charte BRC. L'activité d'audit interne est effectuée selon un Plan d'audit groupe annuel unique qui est établi sous la responsabilité du directeur du BRC sur la base d'une procédure incluant la prise en considération, entre autres, des facteurs suivants :

- analyse et conclusions des résultats des cartographies de risques ;
- analyse des tableaux de bord ;
- résultats de précédentes missions d'audit interne ;
- demandes émises par la DGG et les responsables des unités opérationnelles ;

- expérience des auditeurs internes ;
- identification de besoins spécifiques par le biais d'interviews de responsables fonctionnels et opérationnels.

Le plan d'audit vise à couvrir le contrôle interne des principaux processus du Groupe sur 3 ans. La proposition du plan d'audit annuel est soumise pour approbation à la Direction générale et au Comité d'audit du Conseil d'administration.

Au cours de l'année, les missions d'audit sont en principe exécutées sur base du plan d'audit initial annuel. Cependant celui-ci est revu et modifié avec l'approbation de la Direction générale et du Comité d'audit en fonction de l'évolution des missions, des requêtes spécifiques (missions ad hoc et/ou d'urgence) ou suite à l'évolution de l'appréciation des risques.

Les missions d'audit donnent lieu à des rapports contradictoires diffusés à l'attention des audités et de leur hiérarchie. Les recommandations ont pour but d'améliorer la maîtrise des risques en proposant les meilleures pratiques de contrôle interne et donc de créer de la valeur ajoutée.

Les missions peuvent être de plusieurs types et natures, à savoir :

- audits d'entités : évaluation du contrôle interne des risques les plus importants et des processus les plus exposés ;
- audits de processus : évaluation du contrôle interne des principaux risques identifiés ;
- audits ad hoc : sur demande spéciale de la direction et/ou d'urgence ;
- missions de suivi : audit d'implémentation des recommandations d'audits effectués dans le passé.

Les missions d'audit peuvent être localisées à différents niveaux : Groupe, régions, unités opérationnelles.

La fonction BRC fait un *reporting* trimestriel Groupe à destination de la Direction générale sur l'état d'avancement et les principaux problèmes rencontrés.

Le responsable de la fonction BRC rapporte au Comité d'audit sur les exceptions majeures découvertes lors des missions d'audit interne, sur les moyens mis en oeuvre par la fonction, ainsi que sur l'état d'avancement du plan d'audit au cours des sessions dudit Comité dédiées à la revue des activités du BRC.

11 SALARIÉS

11.1 Nombre et répartition des salariés

Les effectifs (fin de période équivalent temps plein) au 31 décembre 2005 s'élèvent à 96 256 personnes contre 94 601 personnes à fin décembre 2004.

Répartition des effectifs consolidés par secteur d'activité

Effectifs (Équivalents Temps Plein)	2004	2005	Variation
Aciers Plats Carbone	48 332	45 883	- 2 449
Aciers Longs Carbone	20 306	20 313	+7
Aciers Inoxydables	11 758	13 679	+1 921
Arcelor Steel Solution Services	11 245	11 055	- 190
Autres activités	2 960	5 326	+2 366
TOTAL	94 601	96 256	+1 655

Les sorties de périmètre, soit par cessions de sociétés, soit par déconsolidation de sociétés non significatives, ont généré une sortie des effectifs de 1 117 personnes, dont 725 personnes liées à la cession de trois unités de production de ronds à béton et de treillis soudés en Espagne (Corrugados Azpeitia, Corrugados Getafe et Corrugados Lasao). Les entrées de périmètre ont apporté 6 051 personnes supplémentaires, dont 4 574 personnes par l'intégration d'Acesita au Brésil dans les Aciers Inoxydables et +690 personnes par l'acquisition de H.L. Warszawa en Pologne par les Aciers Longs Carbone.

A périmètre comparable, la réduction d'effectif pour le Groupe s'établit à 3 241 personnes (soit - 3,4%), d'une ampleur semblable aux années précédentes.

Effectifs (Équivalents Temps Plein)	2004	%	2005	%
France	28 456	30	26 645	28
Belgique	15 591	16	15 405	16
Espagne	14 897	16	13 225	14
Allemagne	9 630	10	9 197	10
Luxembourg	5 959	6	5 911	6
Autres UE25	3 450	4	4 181	4
Autres pays européens	251	1	254	2
Total Europe	78 234	83	74 818	78
Amérique du Nord	1 404	1	1 109	1
Brésil	11 937	13	17 015	18
Argentine	2 971	3	3 229	3
Total Amérique du Sud	14 908	16	20 245	22
Asie du Sud-Est	55	0	84	0
TOTAL	94 601	100	96 256	100

Les salariés d'Arcelor situés en Amérique du Sud représentent désormais plus de 20% des effectifs du Groupe.

11.2 Options d'achat ou de souscription d'actions Arcelor

Voir sur cette question les sections 10.3.1.1 et 10.3.1.2 du présent chapitre de la note d'information.

11.3 Participation et intéressement des salariés d'Arcelor

Au 31 décembre 2005, 0,9% du capital d'Arcelor était détenu par les salariés du Groupe.

Le Conseil d'administration du 17 mars 2006 a approuvé le lancement d'un programme d'actionnariat salarié (AESOPE 2006) dont les objectifs sont de renforcer (i) le sentiment d'appartenance des salariés au Groupe et (ii) leur culture d'actionnariat. Cette opération devrait être réitérée tous les ans jusqu'en 2010.

Les salariés des pays suivants sont concernés par cette opération : Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Etats-Unis.

Il s'agit pour Arcelor d'offrir un nombre maximum de 4 000 000 d'actions Arcelor aux salariés des pays concernés (hors France). Les actions offertes dans le cadre du programme proviendront des actions détenues en portefeuille par Arcelor.

Le principe régissant AESOPE 2006 est celui d'une acquisition et d'une détention directe d'actions Arcelor par les bénéficiaires. Cependant, les salariés travaillant en Argentine, au Brésil et en Pologne se verront offrir la possibilité de souscrire des actions au travers d'un fonds commun de placement d'entreprise (« FCPE »).

Les actions ou parts de FCPE seront bloquées pour une période fixée en considération de la législation nationale ou de la fiscalité applicable (le plus souvent entre 4 et 5 ans). Des clauses de sorties anticipées sont prévues.

En vertu de la délégation de compétence conférée par le Conseil d'administration, la Direction générale d'Arcelor par une décision en date du 27 mars 2006 a fixé, notamment, les modalités suivantes :

Période de souscription

La période de souscription débutera le 8 mai et se clôturera le 31 mai 2006 (la « Période de Souscription »).

Prix de souscription

Le prix de référence correspond à la moyenne des cours d'ouverture des 20 derniers jours de bourse (sur le marché Eurolist d'Euronext Paris) précédant la réunion de la Direction générale du 27 mars 2006, soit: 31,613 euros (le « Prix de Référence »). Le prix de souscription est égal au Prix de Référence diminué d'une décote de 20%, soit: 25,30 euros (le « Prix »).

En outre, les salariés se verront offrir 1 action Arcelor pour 3 actions souscrites jusqu'à 99 actions souscrites et 1 action gratuite pour 4 actions souscrites au-delà de la limite de 300 actions Arcelor souscrites (les « Actions Gratuites »). Ces Actions Gratuites seront soumises aux mêmes restrictions (période de blocage et cas de déblocage anticipé) que les actions acquises dans le cadre l'opération AESOPE 2006.

Enfin, Arcelor pourra décider d'annuler ou de suspendre l'opération AESOPE 2006 en cas de situation exceptionnelle sur les marchés financiers entre la date de fixation du Prix et la clôture de la Période de Souscription.

12 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

12.1 Répartition du capital et des droits de vote

Au 31 décembre 2005, le capital souscrit d'Arcelor s'élevait à 3 198 871 635 euros et se composait de 639 774 327 actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

Tableau de l'évolution de l'actionnariat au cours des trois derniers exercices

	Situation au 31.12.2003			Situation au 31.12.2004			Situation au 31.12.2005		
Actionnariat	Nombre de titres	% du capital	% de droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% de droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% de droits de vote
Public	378 312 084	70,97%	79,08%	521 341 205	81,49%	85,05%	539 933 861	84,40%	87,08%
Autocontrôle/ autodétention *	54 644 789	10,25%	0,00%	26 802 407	4,19%	0,00%	19 771 296	3,09%	0,00%
Etat luxembourgeois	31 632 606	5,93%	6,61%	35 967 997	5,62%	5,87%	35 967 997	5,62%	5,80%
J.M.A.C. B.V. (Aristrain)	22 076 936	4,14%	4,61%	22 730 890	3,55%	3,71%	22 730 890	3,55%	3,67%
Région wallonne	20 064 044	3,76%	4,19%	20 541 973	3,21%	3,35%	15 351 973	2,40%	2,48%
Région flamande	12 716 419	2,39%	2,66%	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
Actionnariat Salarié	13 593 918	2,55%	2,84%	12 389 855	1,94%	2,02%	6 018 310	0,94%	0,97%
TOTAL	533 040 796	100,00%	100,00%	639 774 327	100,00%	100,00%	639 774 327	100,00%	100,00%

**La loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales dispose que seules les actions propres détenues par la Société elle-même et celles détenues par ses filiales directes entrent dans le calcul du seuil de détention à hauteur de 10% du capital de la Société. Les actions propres détenues par les filiales indirectes ne sont pas prises en compte pour ce calcul. Les actions détenues en autocontrôle ou en autodétention voient leur droit de vote attaché suspendu.*

La baisse de l'actionnariat salarié en 2005 s'explique par la venue à échéance du plan d'actionnariat salarié FCP Synergie 2000 en date du 20 décembre 2005.

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun actionnaire autre que l'État luxembourgeois détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote.

Tableau de l'actionnariat de la Société au 28 avril 2006

Situation au 28.04.2006

Actionnariat	Nombre de titres	% du capital	% de droits de vote
Public	503 595 056	78,70%	81,10%
Autocontrôle/ Autodétention	18 760 070	2,95%	0,00%
Etat luxembourgeois	35 967 997	5,62%	5,79%
Carlo Tassara International	28 840 862	4,51%	4,64%
J.M.A.C. B.V. (anciennement Aristrain)	22 730 890	3,55%	3,66%
Région wallonne	15 351 973	2,40%	2,47%
EDF	8 980 793	1,40%	1,45%
Actionnariat Salarié	5 546 685	0,87%	0,89%
TOTAL	639 774 327	100.00%	100.00%

12.2 Droits de vote multiple

Les 639 774 327 actions composant le capital de la Société sont toutes de même catégorie et disposent toutes des mêmes droits.

12.3 Contrôle direct ou indirect

Néant.

12.4 Accords pouvant entraîner un changement de contrôle

A la connaissance de la Société il n'existe pas d'accords conclus entre ses actionnaires dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle.

12.5 Informations boursières

12.5.1 Places de cotation

L'action Arcelor est cotée à la bourse de Luxembourg, au Marché Eurolist d'Euronext Bruxelles, au Marché Eurolist d'Euronext Paris ainsi qu'aux bourses de valeurs de Madrid, Barcelone, Bilbao et Valence. Un programme d'ADR (*American Depositary Receipt*) 144A est actif aux États-Unis avec la Bank of New York agissant en tant que banque dépositaire.

12.5.2 Evolution du cours de bourse

L'action Arcelor a été cotée pour la première fois le 18 février 2002. Les cours de bourse en euros sur Euronext Paris S.A. sur les 18 derniers mois ont évolués comme suit :

	Moyenne à la clôture	Cours le plus haut à la clôture	Cours le plus bas à la clôture	Nombre moyen quotidien d'actions échangées	Montant quotidien moyen des capitaux échangés (en milliers d'euros)
Septembre 2004	14,58	14,88	14,21	3 550 976	51 801
Octobre 2004	15,13	15,91	14,45	5 167 441	77 888
Novembre 2004	15,83	16,96	14,81	4 091 687	65 338
Décembre 2004	16,72	17,16	16,05	3 052 949	50 813
Janvier 2005	16,71	17,22	16,14	3 592 992	60 002
Février 2005	18,18	19,06	17,22	4 426 802	80 589
Mars 2005	18,37	19,41	17,48	3 979 922	73 104
Avril 2005	16,71	17,66	15,43	5 491 709	91 769
Mai 2005	15,74	16,19	15,12	3 873 196	60 976
Juin 2005	16,18	16,87	15,68	4 186 340	67 718
Juillet 2005	16,90	18	15,96	5 192 687	87 749
Août 2005	18,06	18,63	17,47	3 468 534	62 625
Septembre 2005	18,54	19,46	17,79	4 018 695	74 512
Octobre 2005	19,12	19,93	18,25	4 785 108	91 505
Novembre 2005	20,25	20,64	19,76	4 085 483	82 742
Décembre 2005	20,94	21,27	20,55	2 638 738	55 266
Janvier 2006	22,61	29,75	20,86	8 289 584	187 431
Février 2006	30,12	31,31	29,23	6 590 458	198 478

Les données boursières annuelles ont évolué comme suit entre 2002 et 2005 :

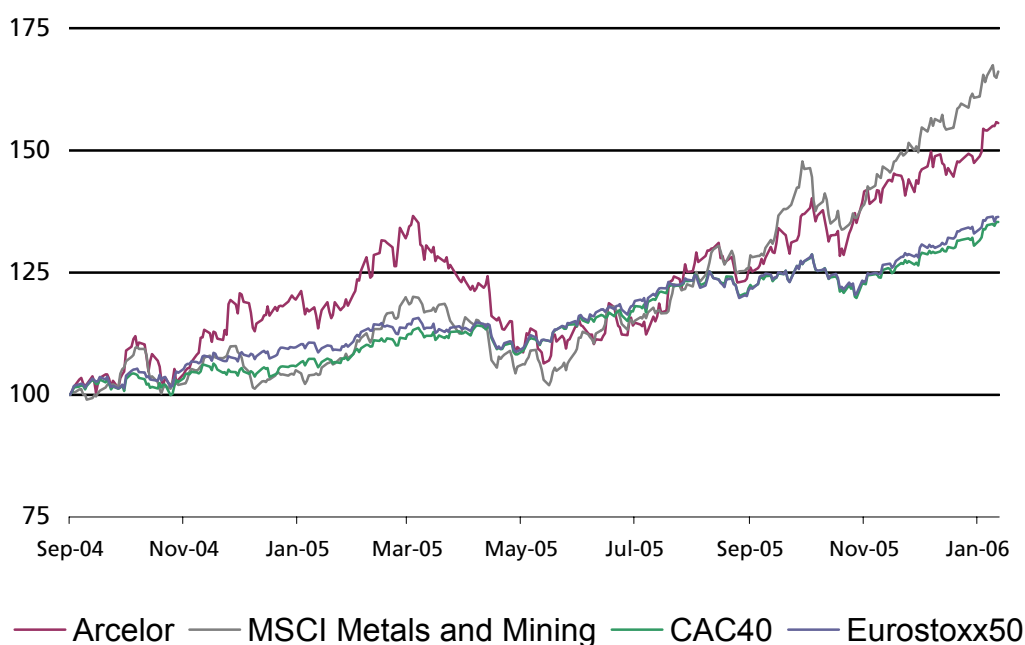
	2002	2003	2004	2005
Cours le plus haut (en euros)	16,05	13,37	17,16	21,27
Cours le plus bas (en euros)	8,12	7,61	12,60	15,12
Moyenne sur la période (en euros)	12,82	10,61	14,50	17,97
Cours en fin de période (en euros)	11,34	13,37	16,97	20,95
Nombre d'actions en fin de période	532 366 409	533 040 796	639 774 327	639 774 327
Capitalisation boursière en fin de période (en millions d'euros)	6 037	7 127	10 857	13 402
Volume quotidien moyen échangé sur la période	2 206 021	2 562 938	4 037 819	4 137 036
Résultat net par action (en euros)	- 0,25*	0,54	4,26	6,26

* Pro forma, non audité

12.5.3 Indices

Arcelor fait partie des sociétés constituant les indices CAC 40, EURONEXT 100, FTSEurofirst 80, IBEX 35, LuxX et SBF 120. Reconnu pour son engagement en matière de développement durable, le Groupe est notamment présent dans le *Dow Jones Sustainability Index World*, le FTSE4Good Index Europe, le Global 100 Most Sustainable Corporations in the World, le Ethibel Sustainability Index, le Registre d'Investissement d'Ethibel et l'Advanced Sustainable Performance Index de Vigeo.

Évolution boursière depuis le 1^{er} septembre 2004 (= indice 100)



Depuis le 1^{er} septembre 2004, le titre a progressé fortement. Par rapport à l'indice CAC 40, le titre Arcelor a connu une évolution de 78% et de 76% par rapport à l'indice Eurostoxx 50 entre le 1^{er} septembre 2004 et le 28 février 2006. Sur cette même période, l'action Arcelor a amélioré sa

performance par rapport à l'indice MSCI de 44%. Le 27 janvier 2006, l'action Arcelor a enregistré une revalorisation significative de son cours suite à l'annonce de l'offre publique d'achat du groupe sidérurgique Mittal sur les titres Arcelor.

12.5.4 Titres donnant accès au capital

Le 27 juin 2002, Arcelor a émis un emprunt obligataire d'un montant de 749 999 981,50 euros à 3% avec échéance finale 2017, à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes d'Arcelor (O.C.E.A.N.E. 2017). Cet emprunt est représenté par 38 879 338 obligations d'une valeur nominale unitaire de 19,25 euros.

Évolution du cours des obligations (O.C.E.A.N.E.) Arcelor

Cours moyen trimestriel (en euros)	O.C.E.A.N.E. 2017
De juin à août 2004	20,50
De septembre à novembre 2004	21,25
De décembre 2004 à février 2005	22,14
De mars à mai 2005	21,84
De juin à août 2005	21,77
De septembre à novembre 2005	22,90
De décembre 2005 à février 2006	26,12

12.6 Politique d'information financière

La volonté d'Arcelor est de fournir une information claire, régulière, transparente et de même niveau à l'ensemble de ses actionnaires individuels et institutionnels.

Pour répondre à cet objectif et adapter cette information aux besoins de chacun, Arcelor a développé une politique active de communication financière en multipliant les supports d'information : rencontres avec les investisseurs institutionnels et analystes financiers, conférences téléphoniques, rencontres avec les actionnaires, guide de l'actionnaire, lettre aux actionnaires, visites de sites industriels, accès au site Internet reproduisant les commentaires du management sur les résultats trimestriels et annuels (www.arcelor.com).

Soucieux de fournir une information financière de qualité, Arcelor fait partie du segment NextPrime d'Euronext. Le segment NextPrime rassemble les sociétés cotées du secteur traditionnel qui choisissent de consentir des efforts particuliers en matière de communication financière. Arcelor témoigne ainsi de sa volonté d'exemplarité en termes de transparence financière, en phase avec les meilleurs standards internationaux.

Arcelor a mis en oeuvre en 2005 une action en profondeur visant à encore améliorer l'information financière afin de répondre de la manière la plus adéquate possible aux demandes précises des diverses catégories d'investisseurs, se plaçant ainsi au niveau des standards internationaux les plus élevés.

Arcelor a reçu le 20 juin 2005 le prix du meilleur rapport annuel 2004 dans la catégorie « Sociétés luxembourgeoises cotées en bourse de Luxembourg ». Ce prix a été décerné par l'Association Luxembourgeoise des Gestionnaires de Portefeuilles et Analystes Financiers (ALGAFI) et récompense Arcelor pour la qualité de l'information financière et économique reprise dans le rapport annuel.

Le 30 novembre 2005, Arcelor a obtenu 3 distinctions pour la qualité de ses Relations avec les Investisseurs : meilleures Relations Investisseurs par un CEO, meilleures Relations Investisseurs par les équipes du département, Grand Prix des meilleures Relations Investisseurs. Ces distinctions décernées annuellement par le IR Magazine Continental Europe Awards se base sur une enquête réalisée auprès de plus de 500 investisseurs professionnels.

Investisseurs institutionnels

Faisant partie des valeurs de référence de l'industrie sidérurgique mondiale, Arcelor développe continuellement ses relations avec les analystes financiers et les investisseurs institutionnels européens et mondiaux. Des réunions téléphoniques avec les analystes sont organisées lors de la publication des résultats et peuvent être suivies sur le site Internet du Groupe. Des rencontres et des visites de sites sont organisées tout au long de l'année avec des investisseurs. En 2005, le management d'Arcelor a rencontré près de 850 investisseurs institutionnels en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Actionnaires individuels

Les actionnaires inscrits au registre des nominatifs purs, ainsi que tous ceux en faisant la demande, reçoivent le guide de l'actionnaire et une lettre d'information trimestrielle. Cette lettre, éditée à 5 000 exemplaires, comprend, outre les informations relatives aux performances du Groupe et à l'évolution du cours de bourse, l'actualité d'Arcelor et des dossiers thématiques. En cours d'année, les actionnaires sont invités à rencontrer la Direction générale du Groupe et le département Relations Investisseurs. En 2005, ce sont près de 4 000 actionnaires qui ont pu échanger avec la Direction générale sur la politique d'Arcelor. Arcelor est également présent sur des salons financiers : à l'occasion du salon Actionnaria qui s'est tenu à Paris les 18 et 19 novembre 2005, les représentants d'Arcelor ont pu dialoguer avec plus de 400 personnes ; au salon Bolsalia à Madrid, qui s'est tenu du 24 au 26 février 2005, plus de 600 personnes ont reçu des informations sur le Groupe.

Calendrier de l'information financière

Résultats du 1 ^{er} semestre 2006*	27 juillet 2006
Résultats du 3e trimestre 2006*	26 octobre 2006

**Publication des résultats avant ouverture des marchés*

Contacts investisseurs

Responsable de l'information :	Lignes téléphoniques actionnaires :
Martine Hue, Executive Vice President, Relations Investisseurs Tél. : 00 352 47 92 24 14 Fax : 00 352 47 92 24 49	Numéro Vert : 00 800 4792 4792 Espagne : 0034 902 152 153 France : 00 33 (0) 1 71 92 00 90 Internet : http://www.arcelor.com E-mail : investor.relations@arcelor.com

13 OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Pour une description des opérations avec des apparentés se reporter à la note 24 annexée aux comptes consolidés du Groupe figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information.

14 INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

Les informations financières historiques présentées à la présente section 14 du présent chapitre de la note d'information, sont issus des états financiers consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2004 et 2005 établis conformément aux normes IFRS appliqués par le Groupe depuis sa création au 28 février 2002.

14.1 Comptes consolidés en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003

14.1.1 Bilans consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003

Actifs

(En millions d'euros au 31 décembre)	2003	2004 Retraité*	2005
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles (note 4)	- 551	157	193
Immobilisations corporelles (note 5)	8 947	11 230	13 767
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (note 6)	1 758	1 366	1 478
Autres participations et actifs financiers disponibles à la vente (note 7)	307	528	653
Créances et autres actifs financiers (note 8)	693	684	758
Impôts différés (note 23)	1 436	1 300	1 347
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	12 590	15 265	18 196
Actifs courants			
Stocks (note 9)	5 497	6 801	7 580
Clients (note 10)	3 253	3 757	3 716
Créances d'impôt	158	126	268
Autres débiteurs (note 11)	1 220	1 246	1 511
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	1 890	4 043	4 645
TOTAL ACTIFS COURANTS	12 018	15 973	17 720
TOTAL DES ACTIFS	24 608	31 238	35 916

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

Capitaux propres et passifs

(En millions d'euros au 31 décembre)	2003	2004Retraité *	2005
Capitaux propres			
Capital souscrit	2 665	3 199	3 199
Prime d'émission	4 795	5 397	5 397
Réserves consolidées	- 419	2 619	6 364
Écarts de conversion	- 308	- 403	149
Capitaux propres - part du Groupe (note 13)	6 733	10 812	15 109
Capitaux propres - part des minoritaires (note 15)	730	1 415	2 524
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	7 463	12 227	17 633
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt (note 16)	4 871	4 478	4 341
Provisions pour pensions et avantages assimilés (note 17)	1 733	1 652	1 431
Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail (note 18)	718	887	852
Autres provisions à long terme (note 19)	983	920	943
Impôts différés (note 23)	289	605	571
Autres dettes	163	82	141
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	8 757	8 624	8 279
Passifs courants			
Fournisseurs	4 348	4 997	5 228
Partie à court terme des emprunts portant intérêt (note 16)	1 551	2 293	1 623
Dettes d'impôt	221	340	312
Autres crédateurs (note 20)	1 973	2 508	2 567
Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail (note 18)	82	50	30
Autres Provisions (note 19)	213	199	244
TOTAL PASSIFS COURANTS	8 388	10 387	10 004
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	24 608	31 238	35 916

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

14.1.2 Comptes de résultats consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003

(En millions d'euros au 31 décembre)	2003	2004 Retraité*	2005
CHIFFRE D'AFFAIRES (Note 27)	25 923	30 176	32 611
Autres produits opérationnels	729	437	707
Production stockée et immobilisée	- 255	515	352
Consommation de matières premières et marchandises	- 12 095	- 14 759	- 15 991
Autres charges externes	- 6 307	- 6 337	- 6 761
Charges de personnel (note 21)	- 5 071	- 4 748	- 4 899
Amortissements et dépréciations	- 1 601	- 1 225	- 1 294
Ecarts d'acquisition négatifs	111	78	29
Autres charges opérationnelles	- 696	- 823	- 378
RESULTAT OPERATIONNEL	738	3 314	4 376
Charges financières nettes (note 22)	- 321	- 521	- 254
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	140	413	317
RESULTAT AVANT IMPOTS	557	3 206	4 439
Impôts sur les résultats (note 23)	- 141	- 513	- 161
RESULTAT DE L'EXERCICE	416	2 693	4 278
Résultat net – part du Groupe	257	2 290	3 846
Résultat net – part des minoritaires	159	403	432
Résultat de base	0,54	4,21	6,26
Résultat dilué	0,54	3,80	5,90

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

14.1.3 Variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Réserve de réévaluation des instruments dérivés (note 25)	Réserve de réévaluation des titres disponibles à la vente (note 7)	Autres réserves consolidées	Écarts de conversion	Capitaux propres part du Groupe (note 13)	Capitaux propres parts des minoritaires	Total capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>										
31 décembre 2003	2 665	4 795	- 751			332	- 308	6 733	730	7 463
1ère application IFRS 3						686		686		686
1ère application IAS 32 révisée						- 70		- 70		- 70
1 ^{er} janvier 2004	2 665	4 795	- 751			948	- 308	7 349	730	8 079
PROFITS ET PERTES										
Résultat de l'exercice 2004 publié						2 314		2 314	403	2 717
Ajustement Paiement fondé sur des actions						- 3		- 3		- 3
Option de conversion O.C.E.A.N.E 2017						- 21		- 21		- 21
Résultat de l'exercice 2004 ajusté						2 290		2 290	403	2 693
Couverture de flux de trésorerie				28				28		28
Écarts de conversion							- 95	- 95	- 64	- 159
DISTRIBUTIONS ET TRANSACTIONS AVEC LES ACTIONNAIRES										
Dividendes distribués						- 192		- 192	- 57	- 249
Augmentation de capital	534	602						1 136		1 136

Prise de contrôle de CST et Acindar (note 13.6)					158		158	23	181	
Coût des paiements en actions réglés en instruments de capitaux propres					4		4		4	
Utilisation et résultat sur cession d'actions propres					387		387	4	391	
Autres variations					- 42		- 42		- 42	
Acquisitions et rachats de minoritaires					- 211		- 211	376	165	
31 décembre 2004	3 199	5 397	- 364	28	2 955	- 403	10 812	1 415	12 227	
PROFITS ET PERTES										
Résultats de l'exercice 2005					3 846		3 846	432	4 278	
Couverture de flux de trésorerie					75		75		75	
Titres disponibles à la vente (note 7)						24	24		24	
Écarts de conversion						552	552	236	788	
DISTRIBUTIONS ET TRANSACTIONS AVEC LES ACTIONNAIRES										
Dividendes distribués					- 399		- 399	- 161	- 560	
Prise de contrôle d'Acesita (note 13.6)					42		42		42	
Coût des paiements en actions réglés en instruments de capitaux propres					4		4		4	
Utilisation et résultat sur cession d'actions propres					97		97		97	
Rachat de minoritaires								602	602	
Autres variations					56		56		56	
31 décembre 2005	3 199	5 397	- 267	103	24	6 504	149	15 109	2 524	17 633

14.1.4 Tableau des flux de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	2003	2004*	2005
Flux d'exploitation			
Résultat de l'exercice	416	2 693	4 278
Résultat des sociétés mises en équivalence, net de dividendes	- 48	- 336	- 222
Amortissements et dépréciations	1 490	1 147	1 265
Dotation aux provisions	85	31	- 107
Profits sur cession d'actifs	- 14	- 80	- 63
Dividendes encaissés	29	31	51
Variation du besoin en fonds de roulement	641	- 726	- 615
Autres postes	- 97	445	- 123
TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION**	2 502	3 205	4 464
Flux d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 1 327	- 1 424	- 2 070
Acquisitions de filiales, nettes de trésorerie acquise (note 3)	- 41	- 302	57
Acquisitions d'immobilisations financières	- 536	- 414	- 331
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	112	107	82
Cessions de filiales nettes de trésorerie cédée (note 3)	284	459	331
Cessions d'immobilisations financières	399	192	325
TRESORERIE UTILISEE PAR LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	- 1 109	- 1 382	- 1 606
Flux de financement			
Augmentation de capital Arcelor S.A.	-	1 136	-
Autres apports en fonds propres	85	- 64	12
Dividendes versés	- 218	- 249	- 560
Encaissement provenant des dettes	1 891	1 205	499
Remboursement des dettes	- 2 444	- 1 578	- 2 086
Remboursement fonds de pension	-	-	- 254
Rachat de 4,56% de minoritaires dans Aceralia	-	- 96	-
TRESORERIE PROVENANT DES (UTILISEES PAR LES) OPERATIONS DE FINANCEMENT	- 686	354	- 2 389
Impact des variations des taux de change	- 56	- 24	133
AUGMENTATION TOTALE DE LA TRESORERIE	651	2 153	602
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 239	1 890	4 043
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 890	4 043	4 645

(*) Informations comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS (voir note 1).

(**) Y compris les impôts payés qui s'élèvent à 405 millions d'euros (204 : 199 millions d'euros) et les intérêts nets payés qui s'élèvent à 107 millions d'euros (2004 : 151 millions d'euros).

14.1.5 Notes annexes aux comptes consolidés

14.1.5.1 Notes annexes aux comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1 – Généralités

Note 2 – Méthodes comptables

Note 3 – Variations du périmètre de consolidation

Note 4 – Immobilisations incorporelles

Note 5 – Immobilisations corporelles

Note 6 – Participations dans les entreprises mises en équivalence

Note 7 – Autres participations et actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

Note 8 – Créances et autres actifs financiers

Note 9 – Stocks

Note 10 – Clients

Note 11 – Autres débiteurs

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Note 13 – Capitaux propres

Note 14 – Résultat par action

Note 15 – Intérêts minoritaires

Note 16 – Emprunts portant intérêt

Note 17 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Note 18 – Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail

Note 19 – Autres provisions

Note 20 – Autres créditeurs

Note 21 – Charges de personnel

Note 22 – Résultat financier net

Note 23 – Impôts sur les résultats

Note 24 – Transactions avec les parties liées

Note 25 – Instruments financiers et produits dérivés

Note 26 – Engagements donnés ou reçus

Note 27 – Informations sectorielles

Note 28 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Note 29 – Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Note 30 – Organigramme simplifié du Groupe

Note 31 – Liste des sociétés du Groupe

Annexe aux comptes consolidés

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Arcelor pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont préparés en application des normes internationales d'information financière ou « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005. L'exclusion de certaines dispositions relatives à la comptabilité de couverture, dans le cadre de l'adoption de la norme IAS 39 par l'Union européenne, n'a pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Note 1 - Généralités

Arcelor S.A est une société de droit luxembourgeois, constituée le 8 juin 2001 dans le cadre du regroupement d'Aceralia, Arbed et Usinor, effectif au 28 février 2002.

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2005 reflètent la situation comptable d'Arcelor S.A et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration a arrêté les états de synthèse consolidés au 31 décembre 2005 le 15 février 2006 et donné son autorisation à la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2005 le 17 mars 2006. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

L'établissement des comptes consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ses estimations.

L'introduction de la norme IFRS 2 (Transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres) ainsi que la révision de la norme IAS 32 (Instruments financiers : informations à fournir et présentation) ont conduit le Groupe à présenter une information comparative retraitée sur les options de souscriptions d'actions (note 13.4) et sur l'O.C.E.A.N.E. 2017 (note 16). Dans ce contexte, les impacts liés aux retraitements sur les comptes de 2004 sont les suivants :

Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	2004 publié	IFRS2	IAS32	Reclassement de la charge financière sur provisions pour pensions	2004 retraité*
CHIFFRE D'AFFAIRES (NOTE 27)	30 176				30 176
Autres produits opérationnels	437				437
Production stockée et immobilisée	515				515
Consommation de matière premières et marchandises	-14 759				-14 759
Autres charges externes	-6 337				-6 337
Charges de personnel (Note 21)	-4 868	-4		124	-4 748
Amortissements et dépréciations	-1 225				-1 225
Ecart d'acquisition négatifs	78				78
Autres charges opérationnelles	-823				-823
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	3 194	-4		124	3 314
Charge financières nettes (Note 22)	-367		-30	-124	-521
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	413				413
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	3 240	-4	-30		3 206
Impôts sur les résultats (Note 23)	-523	1	9		-513
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	2 717	-3	-21		2 693
Résultat net – part du Groupe	2 314	-3	-21		2 290
Résultat net – part des minoritaires	403				403
Résultat par action – en euros (Note 14)					
Résultat de base	4,26		0,05		4,21
Résultat dilué	3,83		0,03		3,80

* Informations financières comparatives retraitées suite notamment à l'introduction et à la révision des normes IFRS 2 et IAS 32 (voir note 1 aux comptes consolidés à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information)

Bilan consolidé

Actif

En millions d'euros

	2004 publié	IFRS2	IAS32	2004 retraité
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles (Note 4)	157			157
Immobilisations incorporelles (Note 5)	11 230			11 230
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (Note 6)	1 366			1 366
Autres participations (Note 7)	528			528
Créances et autres actifs financiers (Note 8)	684			684
Impôts différés (Note 23)	1 284	1	15	1 300
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	15 249	1	15	15 265
Actifs courants				
Stocks (Note 9)	6 801			6 801
Clients (Note 10)	3 757			3 757
Créances d'impôts	126			126
Autres débiteurs (Note 11)	1 246			1 246
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 12)	4 043			4 4043
TOTAL ACTIFS COURANTS	15 973			15 973
TOTAL DES ACTIFS	31 222	1	15	31 238

Capitaux propres et passifs

En millions d'euros

	2004 publié	IFRS2	IAS32	2004 retraité
Capitaux propres				
Capital Souscrit	3 199			3 199
Prime d'émission	5 397			5 397
Réserves consolidées	2 709	1	- 91	2 619
Ecart de conversion	- 403			- 403
Capitaux propres part du Groupe (Note 13)	10 902	1	- 91	10 812
Capitaux propres part des minoritaires (Note 15)	1 415			1 415
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	12 317	1	- 91	12 227
Passifs non courants				
Emprunts portant intérêt (Note 16)	4 348		130	4 478
Provisions pour pensions et avantages assimilés (Note 17)	1 652			1 652
Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail (Note 18)	887			887
Autres provisions à long terme (Note 19)	920			920
Impôts différés (Note 23)	629		- 24	605
Autres dettes	82			82
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	8 518		106	8 624
Passifs courants				
Fournisseurs	4 997			4 997
Partie à court terme des emprunts portant intérêts (Note 16)	2 293			2 293
Dettes d'impôt	340			340
Autres créditeurs (Note 20)	2 508			2 508
Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail (Note 18)	50			50
Autres provisions (Note 19)	199			199
TOTAL PASSIFS COURANTS	10 387			10 387
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	31 222	1	15	31 238

Les notes de l'annexe ont été adaptées afin de tenir compte de ces retraitements.

Note 2 – Méthodes comptables

1) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

2) Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche. Les comptes consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice

ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

3) Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les comptes consolidés des filiales significatives sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister. Les titres de filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20% des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée. Les comptes consolidés des entreprises associées sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date où l'influence notable est constatée jusqu'à la date où l'influence notable cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dont le Groupe a un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de la coentreprise. Les comptes consolidés des coentreprises sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des comptes consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement.

Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où

il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Le relevé complet des sociétés du Groupe au 31 décembre 2005 est fourni dans la note 31.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 31 décembre 2005 est fourni dans la note 31.

4) Regroupement d'entreprises

Goodwill

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels sont comptabilisées comme *goodwill* à l'actif du bilan. Ces différences positives sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur (voir paragraphe 8 ci-après sur les dépréciations d'actifs).

Les différences négatives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels acquis (*goodwills* négatifs) sont enregistrées directement en résultat de l'exercice.

Acquisition d'entreprises par achats successifs Lorsque le regroupement (l'acquisition) s'effectue par achats successifs, chaque transaction importante est traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels acquis ainsi que pour celle du *goodwill* provenant de cette opération.

Les justes valeurs des actifs et passifs identifiables peuvent varier à la date de chaque opération. Lorsqu'un achat complémentaire permet l'obtention du contrôle d'une entreprise, la part d'intérêt détenue précédemment par l'acquéreur est réévaluée sur base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire, la contrepartie de la réévaluation est enregistrée en capitaux propres.

Lorsque les achats complémentaires interviennent après la prise de contrôle, la transaction est considérée comme une simple opération sur titres avec les actionnaires minoritaires : les actifs et passifs identifiables de l'entreprise contrôlée ne font pas l'objet de réévaluation ; l'écart positif ou négatif généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré directement dans les capitaux propres de l'acquéreur.

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

5) Méthodes de conversion

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Comptes consolidés libellés en devises

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en devises étrangères, y compris le *goodwill* et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de l'année. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

6) Actifs incorporels

Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement ayant pour but d'améliorer de manière substantielle la production de produits et de procédés nouveaux sont capitalisées si le produit ou le procédé est jugé techniquement et commercialement viable et que le Groupe dispose de ressources suffisantes pour en achever le développement.

Les dépenses ainsi capitalisées incluent le coût des matériaux, la main-d'oeuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux. Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées au coût moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les autres dépenses de développement sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les dépenses relatives au *goodwill* généré en interne sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les actifs incorporels autres que le *goodwill* incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement sur une période maximale de 5 ans.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux actifs incorporels sont capitalisées si elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif spécifique auquel elles se rapportent, et que ce coût peut être évalué et attribué à l'actif de façon fiable. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé comme charge sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Brevets et marques : 5 ans
- Coûts de développement capitalisés : 5 ans

7) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles. Le coût des actifs produits par le Groupe pour lui-même inclut le coût des matières premières, de la main-d'oeuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux. Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont immobilisés, comme élément du coût, sur la période de temps nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les immobilisations corporelles sont par la suite comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément.

Le coût de réfection périodique des hauts-fourneaux est capitalisé et amorti sur la durée prévue de la campagne de production. Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de résultat sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains ne sont pas amortis. Les actifs corporels acquis antérieurement au 1^{er} janvier 2001 sont amortis sur des durées d'utilisation variant de 12 à 20 ans pour les constructions et installations industrielles et de 5 à 12 ans pour les autres immobilisations corporelles.

Pour les autres actifs corporels, les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

	Produits plats	Produits longs et inox	
		Fours électriques	Laminoirs
Bâtiments industriels	25 ans	25 ans	
Installations techniques et machines			
Phase à chaud : nouveaux investissements	25 ans	15 ans	25 ans
Phase à chaud : rénovation	15 ans	10 ans	15 ans
Phase à froid : nouveaux investissements	18 ans	-	18 ans
Phase à froid : rénovation	12 ans	-	15 ans
Phase à froid en aval	12 ans	-	12 ans
Autres	5 – 20 ans		

Contrats de location

Comptabilisation chez le preneur

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location-financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles. Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges de la période dans le compte de résultat.

Accords contenant une location

Conformément à l'interprétation IFRIC 4, le même traitement s'applique aux accords qui, bien que n'ayant pas la forme légale d'un contrat de location, confèrent au Groupe le droit d'utiliser une immobilisation corporelle spécifique en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

8) Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. Les *goodwills* générés dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont affectés, pour les besoins de cette identification, aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition.

En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient fait l'objet d'une estimation.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers.

Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Une perte de valeur comptabilisée pour un *goodwill* n'est pas reprise.

9) Valeurs mobilières et autres titres de placement

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat. Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; conformément à la norme IAS 39 révisée applicable depuis le 1^{er} janvier 2005, les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés directement en capitaux propres. La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs disponibles à la vente est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

10) Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) Stocks

Contrats de construction

Les contrats de construction sont comptabilisés à leur coût de contrat augmenté des produits liés, déduction faite des facturations intermédiaires. Le coût du contrat inclut toutes les dépenses directement imputables au projet ainsi qu'une quote-part des frais généraux fixes et variables encourus dans le cadre de l'activité.

Autres stocks

Les matières premières et fournitures sont évaluées au plus faible du coût d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré ou du Premier Entré, Premier Sorti (PEPS) et de la valeur nette de réalisation. Les produits finis et les produits en-cours sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation. Les coûts de production incluent les coûts directs de matière première, de main d'œuvre et une quote-part des frais généraux, à l'exclusion des frais généraux administratifs. La valeur de marché des matières premières et des autres éléments stockés se fonde sur la valeur nette de réalisation et tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence des stocks à rotation lente.

12) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

13) Capital et réserves

Rachat d'actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres. Les actions rachetées/actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'elles soient annulées ou cédées.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en dettes dans la période où ils ont été approuvés par l'assemblée générale.

14) Emprunts obligataires convertibles en actions

Les emprunts obligataires convertibles en actions à la demande du porteur et dont le nombre d'actions à émettre ne varie pas en fonction des fluctuations de l'emprunt, sont comptabilisés comme des instruments financiers composés, déduction faite des coûts de transaction imputables. La composante des emprunts obligataires convertibles reprise en capitaux propres correspond à l'excédent de la valeur de remboursement sur la valeur actualisée des intérêts futurs et du nominal, déterminée en fonction du taux d'intérêt du marché d'une dette similaire n'ayant pas de composante « capitaux propres ». La charge d'intérêt reprise en résultat est calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

15) Emprunts portant intérêt

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont, par la suite, comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) Avantages du personnel

Types de régimes

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de salariés, des cotisations définies à une société d'assurance ou fonds de pension externes. Les cotisations sont versées en contrepartie des services rendus par les salariés au titre de l'exercice. Elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, selon la même logique que les salaires et traitements. Les régimes à cotisations définies, ne générant pas d'engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies sont exclusivement des régimes de retraite. Ils sont, dans la plupart des cas, complémentaires à la pension légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires contractuelles (ou par le biais de conventions collectives). Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé. Le calcul de la provision s'effectue en estimant le montant des avantages que les employés auront accumulés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices précédents.

Le calcul tient compte d'hypothèses démographiques relatives aux caractéristiques futures du personnel ancien et actuel (mortalité, rotation du personnel etc.) ainsi que d'hypothèses financières comme les niveaux futurs de salaires du personnel ou le taux d'actualisation des prestations.

Les prestations sont actualisées afin de déterminer la valeur actualisée de l'engagement au titre des prestations définies. Elles sont renseignées au bilan déduction faite de la juste valeur des actifs du régime qui couvrent, le cas échéant, les engagements.

Le taux d'actualisation utilisé à la date de clôture correspond au taux de rendement des emprunts obligataires dont le risque de crédit est évalué AA et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire qualifié selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses actuarielles (démographiques et financières) sont revues et adaptées à chaque clôture. Des écarts actuariels peuvent ainsi être générés.

Le Groupe comptabilise une fraction de ces écarts actuariels en produits ou en charges, si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent dix pour cent du

montant le plus élevé entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à la clôture (politique du corridor). En deçà, les écarts actuariels latents ne sont pas considérés.

Lorsque le calcul des écarts actuariels conduit à une diminution de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, l'actif correspondant n'est reconnu qu'à hauteur du montant total net des pertes actuarielles, de la valeur actualisée du coût des services passés et d'éventuelles diminutions des cotisations futures.

Le Groupe adoptera à compter du 1^{er} janvier 2006, en remplacement de la politique du corridor, la nouvelle option introduite par la norme IAS 19 révisée, à savoir la reconnaissance directe et immédiate des écarts actuariels latents en capitaux propres. Le contexte de ce changement et les impacts chiffrés au 1^{er} janvier 2006 sont explicités dans la note 17.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, la quote-part relative à l'accroissement des avantages afférents à des services passés du personnel est renseignée comme une charge et comptabilisée sur base linéaire en fonction de la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis. Dans la mesure où les droits sont immédiatement acquis, la charge est reprise directement en résultat.

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies regroupent des régimes complémentaires de retraite, d'indemnités de départ, de médailles du travail et de couverture médicale.

Nature des engagements des régimes à prestations définies

Régimes complémentaires de retraite

Ces régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Indemnités de départ

Les indemnités de départ sont le plus souvent liées à des conventions collectives signées avec les salariés et concernent principalement des indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

Programmes de médailles du travail

Les programmes de médailles du travail, prévus le cas échéant par des accords d'entreprise, constituent des gratifications supplémentaires versées aux salariés qui justifient d'une certaine ancienneté au sein de leur société.

Régimes de couverture médicale

Les régimes de couverture médicale concernent les filiales américaines du Groupe (couverture médicale du personnel durant la retraite – « post retirement medical care »). Les engagements comprennent également certains avantages annexes octroyés par des sociétés européennes du Groupe. La couverture médicale des salariés pour les entités européennes est assurée dans son ensemble par le biais de cotisations obligatoires auprès d'organismes sociaux étatiques. Ces cotisations obligatoires sont comptabilisées en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Couverture des engagements des régimes à prestations définies

Les engagements de certains régimes sont tout ou partiellement couverts par des contrats souscrits auprès de sociétés d'assurance ou fonds de pension, en fonction de la réglementation en vigueur dans le pays où les avantages sont octroyés (notion de « funded obligation »). Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

Rémunérations en actions ou liées aux actions

Le Groupe octroie des plans d'attribution d'options de souscription d'actions à certaines catégories de dirigeants. Conformément aux dispositions transitoires de la norme IFRS 2 entrée en vigueur au 1^{er}

janvier 2005, le traitement comptable de ces plans rémunérés en actions est différencié en fonction de la date d'octroi.

Les plans octroyés avant le 7 novembre 2002 (un plan résiduel d'Usinor S.A. au 31 décembre 2005) ne donnent lieu à aucune comptabilisation en compte de résultat. Lorsque les options sont exercées, les encaissements reçus, diminués des coûts de transaction, sont crédités au capital souscrit et à la prime d'émission.

Les plans octroyés après le 7 novembre 2002 (trois plans au 31 décembre 2005) sont valorisés à la valeur de l'option à la date d'octroi. Les effets de cette valorisation sont pris en charge sur base linéaire sur la période d'acquisition des droits donnant lieu à la rémunération. La contrepartie est enregistrée directement dans les capitaux propres de la société émettrice, Arcelor S.A.

17) Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail

Des indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en provisions et en charges lorsque le Groupe est engagé à mettre fin au contrat de travail d'une ou plusieurs catégories de salariés avant l'âge de la retraite ou suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Ces indemnités de fin de contrat de travail ne confèrent pas au Groupe d'avantages économiques futurs (prestation de service des salariés) et sont donc comptabilisées immédiatement en charges.

Au sein du Groupe, les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail se décomposent en deux catégories :

Provisions sociales dans le cadre de plans de restructuration

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a annoncé auprès de l'ensemble des salariés concernés ou de leurs représentants un plan social détaillé et formalisé en application de la norme IAS 37. Ces plans sociaux peuvent se traduire par des mesures de licenciement ou de mise en départ en préretraite.

Les indemnités sont calculées en fonction du nombre approximatif des personnes pour lesquelles il doit être mis fin au contrat de travail. Lorsqu'elles sont exigibles à plus de douze mois après la clôture, elles sont actualisées par application d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés de première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

Plans de préretraite

Au sein du Groupe, les programmes de préretraite constituent le plus souvent la mise en oeuvre de plans sociaux ; cette mise en oeuvre est considérée effective lorsque les salariés concernés ont été formellement informés et que les engagements ont fait l'objet d'un calcul actuariel approprié. Les plans de préretraite peuvent également être liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

Les engagements, dans les deux cas de figure évoqués, sont calculés sur la base du nombre effectif de personnes susceptibles de partir en préretraite conformément à la norme IAS 19. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire.

Les engagements sont actualisés en fonction d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés de première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

18) Autres Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe.

Garanties techniques

Une provision pour garanties techniques est comptabilisée lorsque des produits ou services sujets à garantie technique sont vendus. L'estimation du montant à provisionner est fonction de l'expérience passée et se fonde sur la simulation de tous les scénarii possibles en fonction de leur probabilité de survenance respective.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en oeuvre ou que les détails du plan de restructuration ont fait l'objet d'une annonce publique.

Environnement

Le Groupe, de manière générale, évalue les risques environnementaux au cas par cas, en fonction des exigences légales applicables, et comptabilise une provision sur la base des meilleures informations disponibles, sous réserve que ces informations permettent de déterminer une perte probable, estimée de façon suffisamment fiable.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables permettant de satisfaire aux obligations contractuelles.

19) Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

20) Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le Groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par conséquent, compte tenu du caractère cyclique de l'activité, des actifs d'impôt peuvent être comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices.

21) Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Ventes de biens et prestations de services

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat et les coûts du contrat associés sont comptabilisés respectivement en produits et charges en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat de construction. Le degré d'avancement est évalué sur base

d'examen des travaux réalisés. Les pertes attendues sur les contrats de construction sont immédiatement comptabilisées en charges.

Produits d'intérêts et dividendes

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat, prorata temporis, sur base du taux de rendement effectif. Les dividendes à recevoir sont comptabilisés en résultat à la date à laquelle l'assemblée générale les a approuvés.

22) Politique de gestion des risques financiers

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, *swaps* de taux d'intérêts et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de change et de taux d'intérêt qui découlent des activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits ou pertes latentes qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

À la date de clôture, la juste valeur des *swaps* de taux d'intérêts est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêts actuels et du risque de crédit des contreparties. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est-à-dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

Couverture des flux de trésorerie

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

Si l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte conduit à comptabiliser un actif ou un passif, les profits ou pertes associés qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres sont sortis des capitaux propres et intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition ou dans toute autre valeur comptable de l'actif ou du passif. La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte cumulé dégagé sur l'instrument de couverture est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Lorsque la transaction se produit, le principe de comptabilisation détaillé ci-dessus s'applique. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se produise, le produit ou la charge net cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

Couverture de juste valeur

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net. La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand

l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres, la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat net. Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, tout le profit ou la perte réalisé est porté en résultat.

23) Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Sont concernés par la Directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre, effective à compter du 1^{er} janvier 2005, les sites industriels du Groupe en Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre, attribués au Groupe à titre gratuit dans le cadre des plans annuels nationaux d'allocation, sont repris au bilan pour une valeur nulle.

Les obligations de restitution à échéance en fonction des émissions effectives sont suivies par le Groupe de façon continue. Les émissions effectives font également l'objet d'une certification, sur base annuelle, par un expert externe agréé, conformément aux réglementations nationales en vigueur.

Les déficits éventuels entre les quotas disponibles et ces obligations de restitution à l'échéance font l'objet d'une provision pour leur valeur de marché. Les excédents certains de quotas disponibles cédés sur le marché sont comptabilisés en profit au compte de résultat. Les opérations d'achat ou de vente de quotas réalisées sur le marché sont comptabilisées à leur valeur de transaction.

24) Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et le deuxième niveau de l'information sectorielle du Groupe sont respectivement le « secteur d'activité » et le « secteur géographique ».

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants. Ces actifs sont identifiés dans la ligne « actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont identifiés dans la ligne « passifs non alloués ».

Note 3 - Variations du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2005, le périmètre de consolidation du groupe Arcelor comprend, au côté d'Arcelor S.A, 371 sociétés consolidées par intégration globale (31 décembre 2004 : 361 sociétés consolidées par intégration globale). Par ailleurs, le Groupe met 186 sociétés en équivalence (31 décembre 2004 : 185 sociétés mises en équivalence). La variation du nombre d'entreprises consolidées par intégration globale s'explique principalement par certaines cessions et acquisitions dont les principales sont reprises ci-dessous :

Acquisitions

Acesita

Au 31 décembre 2004, le groupe Arcelor détenait 27,68% (27,83% en retraitant les actions d'autocontrôle) de la société mise en équivalence Acesita S.A. (Brésil, Aciers Inoxydables). En octobre 2005, le Groupe a pris le contrôle d'Acesita par l'exercice d'options d'achat-vente négociées avec les autres actionnaires inclus dans le pacte d'actionnaires d'Acesita.

Le 6 octobre 2005, Arcelor a conclu un accord avec les fonds de pension PREVI (Caixa de Previdência dos Funcionários do Banco do Brasil) et PETROS (Fundação Petrobrás de Seguridade Social) pour acquérir 8,24% d'Acesita au prix de 45 BRL par action. À cette même date, Arcelor est parvenu à un accord de principe avec le fonds de pension brésilien SISTEL (Fundação Sistel de Seguridade Social) afin de lui acheter 4,05% d'Acesita au même prix, soit 45 BRL par action. Cette deuxième transaction a été formalisée le 26 octobre 2005. Au terme de ces transactions, Arcelor détient directement 40,12% (actions d'autocontrôle comprises) du capital d'Acesita (soit 76,2% des actions avec droit de vote).

À partir du 1^{er} octobre 2005, Acesita est consolidée globalement dans les comptes du Groupe.

Arcelor Huta Warszawa

Le 31 août 2005, Arcelor a acquis auprès de Lucchini le contrôle de la société Huta Warszawa (Pologne, Aciers Longs Carbone). Arcelor Huta Warszawa est ainsi intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe depuis le 1^{er} septembre 2005.

Arcelor Projects Spiral Mill

Arcelor a pris au 1^{er} avril 2005 le contrôle du groupe Arcelor Projects Spiral Mill (ex De Boer) spécialisé dans la production de tubes de fondation (Pays-Bas, Arcelor Steel Solutions & Services).

Cessions

Corrugados Azpeitia, Corrugados Getafe et Gorrugados Lasao

Le 22 juillet 2005, le Groupe a cédé au groupe espagnol Alfonso Gallardo trois unités de production de ronds à béton et de treillis soudés en Espagne (Corrugados Azpeitia, Corrugados Getafe et Gorrugados Lasao – Espagne, Aciers Longs Carbone).

Techalloy

Le 8 février 2005, le Groupe a vendu sa participation dans la société américaine Techalloy Company Inc. (États-Unis, Aciers inoxydables) à la société Central Wire Industries Ltd.

TIM – Trefilados Inoxydables de Mexico

Le 10 mai 2005, Arcelor a vendu sa filiale TIM - Trefilados Inoxydables de Mexico S.A. (Mexique, Aciers inoxydables) à la société Novametal SA.

La juste valeur des actifs nets acquis est présentée ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Immobilisations incorporelles	14	3
Immobilisations corporelles	1 065	2 570
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7	-
Autres participations	27	62
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	379	290
Stocks	280	248
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176	257
Impôts différés actifs / passifs nets	- 91	- 345
Emprunts portant intérêts	- 465	- 631
Provisions pour pensions et avantages assimilés	- 2	-
Autres provisions	- 58	- 50
Dettes (fournisseurs et autres)	- 243	- 175
Intérêts minoritaires	- 589	- 624

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Juste valeur des actifs nets acquis	500	1 605
Élimination de la contribution dans les entreprises mises en équivalence (Note 6)	- 204	- 504
Goodwill (+) / Goodwill négatif (-) net comptabilisé	11	- 78
Réévaluation des participations détenues lors de l'acquisition	- 71	- 186
Coût d'acquisition total	236	837
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	- 176	- 257
Solde payé au cours des exercices antérieurs	-	- 74
À payer lors d'exercices ultérieurs	- 117	- 204
DECAISSEMENT (+) / ENCAISSEMENT (-) LIÉ À L'ACQUISITION	- 57	302

Concernant Acesita, la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables a été réalisée lors de l'intégration globale d'Acesita (1^{er} octobre 2005). Cet exercice de juste valeur n'étant cependant pas achevé au 31 décembre 2005, il demeure sujet à une modification éventuelle jusqu'au 30 septembre 2006. La juste valeur des actifs nets acquis s'établit donc provisoirement à 396 millions d'euros, diminuée du prix d'acquisition (150 millions d'euros) et de la contribution mise en équivalence (204 millions d'euros à fin septembre) soit un écart d'acquisition s'élevant à 29 millions d'euros et un impact sur les fonds propres de 71 millions d'euros dû à la réévaluation de la participation historique (27,68%).

Dans une optique de tableau de flux de trésorerie, l'encaissement net lié à l'acquisition d'Acesita au titre de l'exercice 2005 (68 millions d'euros) s'obtient en soustrayant du prix d'acquisition (150 millions d'euros) le montant à payer en 2006 (50 millions d'euros) et la trésorerie acquise d'Acesita (168 millions d'euros).

La juste valeur des actifs nets cédés est présentée ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Immobilisations incorporelles	-	2
Immobilisations corporelles	184	168
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	211
Autres participations	1	14
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	157	328
Stocks	61	246
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76	48
Impôts différés actifs / passifs nets	- 13	- 4
Emprunts portant intérêts	- 28	- 207
Provisions pour pensions et avantages assimilés	- 3	- 24
Autres provisions	- 5	- 8
Dettes (fournisseurs et autres)	- 189	- 339
Juste valeur des actifs nets cédés (2)	241	435
PRIX DE CESSION (1)	331	515
RESULTAT DE CESSION (1)-(2)	90	80
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	-	- 5
Remboursement des dettes envers les sociétés cédées	-	- 11
À recevoir lors d'exercices ultérieurs	-	- 40
ENCAISSEMENT LIE A LA CESSION	331	459

Note 4 - Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2005 <i>En millions d'euros</i>	Écart d'acquisition	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	265	227	257	749
Acquisitions	33	21	9	63
Cessions		- 6	- 1	- 7
Variations de périmètre		14	6	20
Écart de conversion	- 8	5	1	- 2
Transferts et autres		- 3	6	3
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	290	258	278	826
Amortissements cumulés à l'ouverture	- 242	- 168	- 182	- 592
Acquisitions / Cessions		6	1	7
Variations de périmètre			- 2	- 2
Amortissements		- 29	- 11	- 40
Écart de conversion	8	1	- 1	8
Transferts et autres			- 14	- 14
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS CUMULES A LA CLOTURE	- 234	- 190	- 209	- 633
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	23	59	75	157
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	56	68	69	193

Au 31 décembre 2004 <i>En millions d'euros</i>	Écart d'acquisition	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	- 766	239	228	- 299
1ère application IFRS 3	1 032			1 032
Valeur brute à l'ouverture retraitée	266	239	228	733
Acquisitions		26	45	71
Cessions		- 40		- 40
Variations de périmètre		- 6	2	- 4
Écart de conversion	- 1	- 1		- 2
Transferts et autres		9	- 18	- 9
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	265	227	257	749
Amortissements et dépréciations cumulés à l'ouverture	121	- 175	- 198	- 252
1ère application IFRS 3	- 356			- 356
Valeur brute à l'ouverture retraitée	- 235	- 175	- 198	- 608
Acquisitions / Cessions		40		40
Variations de périmètre		7	4	11
Dépréciations	- 12			- 12
Amortissements		- 34	- 8	- 42
Écart de conversion	2			2
Transferts et autres	3	- 6	20	17
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS CUMULES A LA CLOTURE	- 242	- 168	- 182	- 592
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	- 645	64	30	- 551
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	23	59	75	157

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2005

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2004	Acquisitions	Valeur nette 2005
Usinor / S3P	8		8
Arcelor Profil	3		3
Galtec	3		3
Haironville Portugal	2		2
Belgo Siderurgica / Dedini	5		5
Arcelor Projects Spiral Mill		1	1
Acesita		29	29
Asturia de Perfiles		3	3
Autres	2		2
TOTAL	23	33	56

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2004

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2003	Dépréciations	Autres	Valeur nette 2004
Usinor / S3P	8			8
Avis Steel	1		- 1	0
Arcelor Profil	3			3
Galtec	3			3
Weha Edeltahl	2		- 2	0
CFA	10	- 10		0
Haironville Portugal	2			2
Belgo Siderurgica / Dedini			5	5
Trefilados Mexico	2	- 2		0
Autres			2	2
TOTAL	31	- 12	4	23

Note 5 - Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2005 <i>En millions d'euros</i>	Terrains & Constructions	Installations techniques et machines	Acomptes & Immobilisations corporelles en cours	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	3 510	15 219	1 024	736	20 489
Cessions	- 62	- 263	- 5	- 112	- 442
Acquisitions	47	139	1 825	29	2 040
Variations de périmètre	323	386	9	- 18	700
Écart de conversion	205	811	105	36	1 157
Transferts	163	707	- 872	144	142
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	4 186	16 999	2 086	815	24 086
Amortissements et dépréciations cumulés à l'ouverture	- 1 123	- 7 675	- 1	- 460	- 9 259
Cessions	23	224	-	113	360
Variations de périmètre	40	124	-	18	182
Amortissements	- 128	- 1 063	-	- 75	- 1 266
Dépréciations	- 1	96	1	- 19	77
Écart de conversion	- 57	- 286	-	- 19	- 362
Autres	- 64	105	-	- 92	- 51
AMORTISSEMENTS CUMULES A LA CLOTURE	- 1 310	- 8 475	-	- 534	- 10 319
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	2 387	7 544	1 023	276	11 230
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	2 876	8 524	2 086	281	13 767

Au 31 décembre 2004 <i>En millions d'euros</i>	Terrains & Constructions	Installations techniques et machines	Acomptes & Immobilisations corporelles en cours	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	3 152	12 930	780	703	17 565
Acquisitions	103	284	917	49	1 353
Cessions	- 79	- 463	- 37	- 89	- 668
Variations de périmètre	288	2 047	189	67	2 591
Écart de conversion	- 46	- 241	- 20	- 9	- 316
Transferts	92	662	- 805	15	- 36
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	3 510	15 219	1 024	736	20 489
Amortissements et dépréciations cumulés à l'ouverture	- 1 043	- 7 129	- 15	- 431	- 8 618
Cessions	52	417	13	79	561
Variations de périmètre	13	- 167	3	- 34	- 185
Dépréciations	- 3	- 20	- 1	-	- 24
Amortissements	- 144	- 880	- 1	- 104	- 1 129
Écart de conversion	16	75	-	6	97
Autres	- 14	29	-	24	39
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS CUMULES A LA CLOTURE	- 1 123	- 7 675	- 1	- 460	- 9 259
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	2 109	5 801	765	272	8 947
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	2 387	7 544	1 023	276	11 230

En 2005, la valeur brute des contrats de crédit-bail capitalisés est de 178 millions d'euros (131 millions d'euros en 2004) ; la valeur nette est de 120 millions d'euros (85 millions en 2004).

Des immobilisations corporelles pour une valeur de 212 millions d'euros sont données en garantie de dettes financières (2004 : 279 millions).

Les acquisitions de 2 040 millions d'euros en 2005 comprennent un montant de 141 millions d'euros d'investissements ayant comme objectif exclusif de prévenir, réduire ou réparer les dommages pouvant être occasionnés à l'environnement. Ces investissements environnementaux concernent principalement la réduction des rejets atmosphériques (gaz et poussières).

a) Répartition par pays et par nature d'investissement

<i>En millions d'euros</i>	Développement marché	Développement produit	Réduction de coût	Remplacement & rénovation	Environnement	Sécurité professionnelle	Sécurité industrielle	TOTAL
Brésil	623	7	56	134	64	3	3	890
France	17	99	108	194	22	5	11	456
Belgique	90	13	24	49	33	11	3	223
Espagne	13	12	31	111	18	3	10	198
Luxembourg	4	15	35	60	2	2	2	120
Allemagne	6	2	38	43	2	1	2	94
Autres	9	29	5	16	-	-	-	59
TOTAL	762	177	297	607	141	25	31	2 040

b) Répartition par pays et par nature d'investissement environnemental

<i>En millions d'euros</i>	Protection de l'air ambiant et du climat	Lutte contre le bruit et les vibrations (à l'exclusion du lieu de travail)	Gestion des eaux usées	Gestion des déchets	Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface	Total
Brésil	20	2	31	7	4	64
Belgique	23	2	3	4	1	33
France	9	-	11	2	-	22
Espagne	13	-	3	2	-	18
Luxembourg	-	-	2	-	-	2
Allemagne	2	-	-	-	-	2
TOTAL	67	4	50	15	5	141

Note 6 - Participations dans les entreprises mises en équivalence

<i>En million d'euros</i>	Valeur de mise en équivalence	Ecarts d'acquisition nets	Total
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2004	1 322	44	1 366
Acquisitions	16	-	16
Cessions	- 47	-	- 47
Résultat de l'exercice	317	-	317
Distribution	- 95	-	- 95
Variations du pourcentage d'intégration (Note 3)	- 160	- 44	- 204
Ecarts de conversion	91	-	91
Augmentation de capital	34	-	34
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2005	1 478	-	1 478

Les principales participations dans les entreprises associées et coentreprises sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	% d'intérêt à fin 2005	Valeur bilan au 31/12/05	Quote part résultat au 31/12/05	% d'intérêt à fin 2004	Valeur bilan au 31/12/04	Quote part résultat au 31/12/04
Entreprises associées						
ACIERS PLATS CARBONE						
CST (Brésil)	-	-	-	-	-	130
Gestamp (Espagne)	35,0%	169	18	35,0%	129	20
Gonvarri Industrial (Espagne)	35,0%	115	22	35,0%	96	34
Holding Gonvarri SRL (Espagne)	35,0%	79	-	35,0%	92	2
CLN (Italie)	35,0%	84	2	35,0%	70	2
Borcelik (Turquie)	40,3%	60	3	40,3%	54	12
Cia Hispano-Brasileira de Pelotização (Brésil)	49,1%	30	22	49,1%	19	7
Dosol Galva (Canada)	20,0%	28	11	20,0%	13	-
ACIERS INOXYDABLES						
Acesita (Brésil)	-	-	47	27,7%	153	32
ACIERS LONGS CARBONE						
Usina Hidreletrica Guilman Amorim (Brésil)	51,0%	14	11	51,0%	2	6
LME (France)	34,0%	12	- 10	34,0%	30	14
Société Nationale de Sidérurgie (Maroc)	7,5%	10	1	7,5%	11	2
San Zeno Acciai-Duferco (Italie)	49,9%	9	-	49,9%	9	-
AUTRES ACTIVITES						
Ensemble DHS (Allemagne)	51,3%	563	161	51,3%	394	61
Groupe Atic (France)	42,4%	27	5	42,3%	22	4
Soteg (Luxembourg)	20,0%	25	2	20,0%	24	2
Diverses entreprises associées	-	76	6	-	51	32
Coentreprises						
ACIERS LONGS CARBONE						
Trefil ARBED Kiswire (Corée)	50,0%	96	5	50,0%	78	8
Aquarius (Brésil)	-	-	-	50,0%	47	-
A3S (ARCELOR STEEL SOLUTIONS & SERVICES)						
Traxys SA (Luxembourg)	50,0%	34	8	50,0%	27	7
Diverses coentreprises	-	47	3	-	45	38
TOTAL		1 478	317		1 366	413

Note 7 – Autres Participations et actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

<i>En millions d'euros</i>	Parts dans les entreprises liées			Titres de participation			Autres titres			Total		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
SOLDE AU 31 décembre 2004	632	- 314	318	164	- 84	80	183	- 53	130	979	- 451	528
Acquisitions	42	-	42	3	-	3	145	-	145	190	-	190
Cessions/ Liquidations	- 49	42	- 7	- 64	41	- 23	- 52	-	- 52	- 165	83	- 82
Augm. de Capital	11	-	11	3	-	3	-	-	-	14	-	14
Var. de périmètre	- 81	19	- 62	- 5	-	- 5	21	- 1	20	- 65	18	- 47
Dépr.	-	- 6	- 6	-	1	1	-	- 1	- 1	-	- 6	- 6
Ecart de conversion	9	- 6	3	-	-	-	10	- 2	8	19	- 8	11
Autres mouvements	- 9	8	- 1	- 1	-	- 1	50	- 3	47	40	5	45
SOLDE AU 31 décembre 2005	555	- 257	298	100	- 42	58	357	- 60	297	1 012	- 359	653

La **principale acquisition** de la période est la prise de participation de 5,07% (Autres titres) dans le capital d'Erdemir (valeur des titres au 31 décembre 2005 de 138 millions d'euros).

Les **principales liquidations** de la période concernent Circuit Foil UK (16 millions d'euros de titres de participations, entièrement dépréciés) et la Tuberie de Differdange (15 millions d'euros, également entièrement dépréciés).

Les **principales augmentations de capital** de la période concernent les sociétés Arcelor Technologies España (3 millions d'euros, Parts dans les entreprises liées) et IUP Jindal Metals & Alloys (également 3 millions d'euros, Parts dans les entreprises liées).

Les variations de périmètre les plus significatives sont :

- la sortie des titres Performa, Agrinsa, Impeco, Acindar do Brasil et Acindar Uruguay, liée à leur première consolidation dans le sous-groupe Acindar (impact de -33 millions d'euros) ;
- l'entrée des titres Aços Villares liée à l'intégration globale d'Acesita (22 millions d'euros avant revalorisation de clôture) ;
- l'entrée des titres Matthey US LLC (5 millions d'euros) suite à la déconsolidation de cette société ;
- l'entrée des participations et titres (7 millions d'euros) détenus par la société Arcelor Huta Warszawa consolidée au cours de l'exercice ;
- les restructurations internes intervenues au sein des sociétés Arcelor Construction France et Arcelor Steel Services Centres (impact de -33 millions d'euros).

Enfin, les **autres mouvements** incluent la revalorisation des titres comptabilisés à leur juste valeur. La principale variation de juste valeur concerne les titres Erdemir (+30 millions d'euros).

La décomposition des mouvements par type de portefeuille (parts et titres évalués au coût d'acquisition, parts et titres évalués à la juste valeur) est la suivante :

La décomposition des mouvements par type de portefeuille (parts et titres évalués au coût d'acquisition, parts et titres évalués à la juste valeur) est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12 2004	Acq./ Cess./ Liqu.	Aug. de capital	Var. périmètre	Dépr. nette	Var. de juste valeur	Ecart de change	Autres	31/12 2005
Parts et Titres évalués "au coût"	512	-	14	- 69	- 6		11	13	475
Valeur brute	963	- 83	14	- 87			19	8	834
Dépréciation	- 451	83		18	- 6		- 8	5	- 359
Parts et Titres évalués à la "juste valeur"	16	108	-	22		32	-	-	178
Fortis	16	-	-	-		5	-	-	21
Erdemir	-	108	-	-		30	-	-	138
Aços Villare	-	-	-	22		- 3	-	-	19
Total	528	108	14	- 47	- 6	32	11	13	653

La revalorisation des parts et titres évalués à la juste valeur (+32 millions d'euros) est comptabilisée nette d'impôt en capitaux propres (+24 millions d'euros).

Note 8 - Créances et autres actifs financiers

Créances rattachées à des participations, prêts et autres immobilisations financières

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2004	824	- 140	684
Augmentation	130	-	130
Remboursements	- 247	37	- 210
Dépréciations nettes	-	9	9
Variation de périmètre	57	-	57
Autres mouvements	8	- 10	- 2
Ecart de conversion	93	- 3	90
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2005	865	- 107	758

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Prêt Siderurgica Añon	18	41
Prêt Allegheny Technologies	29	30
Prêt Bagoeta SL	-	57
Prêt Carsid	36	45
Prêts de SODISID	15	9
Titrisation de SODISID	-	21
Dépôts de garantie	200	141
Réévaluation des instruments de couverture de taux – Note 25	63	86
Réévaluation des instruments de couverture sur matières premières – Note 25	38	-
Couverture de régime de pensions	33	26
Autres	326	228
TOTAL	758	684

Note 9 - Stocks

Les stocks sont présentés ci-dessous en distinguant la part maintenue au coût historique de celle comptabilisée à la juste valeur, diminuée du coût des ventes.

Au 31 décembre 2005, les stocks sont évalués comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Stocks maintenus au coût historique	Stocks valorisés à la juste valeur diminuée du coût des	Total
----------------------------	---	---	-------

		ventes	
Matières premières et marchandises	1 056	1 974	3 030
Produits en cours de production	900	687	1 587
Produits finis	575	1 800	2 375
Contrats en cours	98	-	98
Pièces de rechange	68	395	463
Avances et acomptes sur commandes	27	-	27
TOTAL	2 724	4 856	7 580

Au 31 décembre 2004, les stocks sont évalués comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Stocks maintenus au coût historique	Stocks valorisés à la juste valeur diminuée du coût des ventes	Total
Matières premières et marchandises	969	1 807	2 776
Produits en cours de production	689	808	1 497
Produits finis	485	1 527	2 012
Contrats en cours	88	-	88
Pièces de rechange	48	361	409
Avances et acomptes sur commandes	19	-	19
TOTAL	2 298	4 503	6 801

Les dépréciations ramenant les stocks à leur juste valeur diminuée du coût des ventes s'élèvent à 618 millions d'euros au 31 décembre 2005 (560 millions au 31 décembre 2004).

Note 10 – Clients

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Valeurs brutes	3 862	3 889
Dépréciations	- 146	- 132
TOTAL	3 716	3 757

Note 11 – Autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Autres créances envers les organismes publics	535	430
Réévaluation des instruments de couverture de change – Note 25	172	45
Réévaluation des instruments de couverture sur matières premières – Note 25	56	48
Charges constatées d'avance	57	61
Débiteurs divers	691	662
TOTAL	1 511	1 246

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Valeurs mobilières de placement	2 654	2 298
Liquidités détenues en banque et en caisse	1 481	1 392
Dépôts bancaires à court terme	510	353
TOTAL	4 645	4 043

Note 13 – Capitaux propres

13.1 - Capital social et prime d'émission

Au 31 décembre 2005, le capital est composé de 639 774 327 actions ordinaires sans valeur nominale, émises, entièrement libérées et représentant 3 198 871 635 euros. La prime d'émission s'élève à 5 396 604 061 euros.

Le capital autorisé, y compris le capital souscrit, est composé de 1 milliard d'actions et s'élève à 5 milliards d'euros.

Cette situation est restée inchangée durant l'année 2005.

Evolution nombre d'actions en circulation	Nombre d'actions
31 décembre 2003	533 040 796
Augmentations de capital	106 733 531
31 décembre 2004	639 774 327
31 décembre 2005	639 774 327

13.2 - Écarts de conversion

La variation des écarts de conversion de 552 millions d'euros (-95 millions d'euros en 2004) correspond principalement aux effets de l'appréciation du dollar (USD) et du réal brésilien par rapport à l'euro.

13.3 – Autres réserves consolidées

Les autres réserves consolidées s'élèvent à 6 504 millions d'euros (2 955 millions en 2004) et incluent principalement le résultat net - part du Groupe - pour 3 846 millions d'euros (2 290 millions en 2004).

13.4 - Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Arcelor a conclu trois plans d'attribution d'options de souscriptions d'actions. Les caractéristiques de ces trois plans sont les suivantes :

	Premier plan conclu le 30 juin 2003	Deuxième plan conclu le 30 juin 2004	Troisième plan conclu le 30 juin 2005
Nombre d'options en circulation au 31 décembre 2005	1 320 863	1 202 663	1 135 000
Prix d'exercice (en euros)	9,67	13,11	16,17
Date d'échéance	30/06/2010	30/06/2011	30/06/2012
Prix du sous-jacent à la date d'octroi des options (en euros)	9,81	13,35	16,22
Volatilité historique (en %)	46,2	31,8	35,25
Dividende (en euros)	0,4	0,4	0,6
Taux d'intérêt (en %)	3,5	4,1	2,925

Le modèle d'évaluation des options utilisé pour ces trois plans est le modèle binomial.

Par ailleurs, les bénéficiaires du plan d'attribution d'options de souscription d'actions d'Usinor conclu le 7 mars 2000 et portant sur 2 380 000 actions disposent de la faculté de convertir leurs actions Usinor en actions Arcelor. La date d'échéance de ce contrat est le 7 avril 2007. Le prix d'exercice est de 15,24 euros et le nombre d'options en circulation au 31 décembre 2005 est de 1 017 150.

Les mouvements du nombre d'options d'achat au cours de l'exercice se présentent comme suit :

<i>(En nombre d'options)</i>	2005	2004
Options au début de l'exercice	4 723 824	4 679 500
Options émises durant l'exercice	1 145 000	1 249 224
Options auxquelles il est renoncé durant l'exercice	- 10 000	
Options exercées durant l'exercice	- 974 950	- 957 200
Options expirées durant l'exercice	- 208 198	- 247 700
OPTIONS A LA FIN DE L'EXERCICE	4 675 676	4 723 824

En application de la norme IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 font l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du Groupe depuis le 1^{er} janvier 2005. Les deux plans Arcelor octroyés les 30 juin 2003 et 2004 ont, dans ce contexte, un impact de 2,66 millions d'euros dans les capitaux propres du Groupe au 1^{er} janvier 2005. La charge de l'exercice 2005 relative à ces deux plans ainsi qu'au 3^{ème} plan émis le 30 juin 2005 est pour sa part établie à 3,59 millions d'euros.

13.5 - Actions propres

	Nombre de titres	Valeur (millions d'euros)
--	---------------------	---------------------------------

	Nombre de titres	Valeur (millions d'euros)
31 décembre 2003	54 644 789	756
Acquisitions	1 251 818	19
Cessions	- 29 094 200	- 408
31 décembre 2004	26 802 407	367
Acquisitions	8 189 502	147
Cessions	- 15 220 613	- 247
31 décembre 2005	19 771 296	267

13.6 - Dividendes

Le Conseil d'administration proposera comme distribution relative à l'exercice 2005 un dividende brut de 1,20 euro par action qui sera mis en paiement le 28 mai 2006. Ces comptes consolidés présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en assemblée générale le 28 avril 2006.

13.7 - Prise de contrôle d'Acesita

Conformément à la norme IFRS 3, les actifs et passifs d'Acesita déjà détenus au moment de la prise de contrôle par le Groupe ont fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur conduisant à enregistrer une augmentation des capitaux propres consolidés de 42 millions d'euros (2004 : 158 millions en part Groupe afférant respectivement à CST pour 123 millions et Acindar pour 35 millions).

Note 14 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

	2005	2004
Résultat attribuable aux actionnaires d'Arcelor (en millions d'euros)	3 846	2 290
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	639 774 327	578 365 994
Nombre moyen pondéré des actions d'autocontrôle	- 25 707 728	- 34 581 269
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	614 066 599	543 784 725
Résultat en euros par action	6,26	4,21

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs. Par ailleurs, le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière nette d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des bons de souscriptions et des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour de l'exercice pour les années suivantes.

	2005	2004
Résultat attribuable aux actionnaires d'Arcelor (en millions d'euros)	3 846	2 290
Charge d'intérêt nette d'impôt sur O.C.E.A.N.E	19	36
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action (en millions d'euros)	3 865	2 326
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	614 066 599	543 784 725
Instruments dilutifs (O.C.E.A.N.E et <i>stock options</i>)	41 051 425	69 886 987
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	655 118 024	613 671 712
Résultat dilué en euros par action	5,90	3,80

Note 15 – Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2005, les intérêts minoritaires augmentent de 1 109 millions d'euros, dont 617 millions liés aux variations de périmètre, en particulier Acesita (568 millions). La part des minoritaires dans le résultat 2005 contribue également à une augmentation des intérêts minoritaires de 432 millions d'euros.

Au 31 décembre 2004, les intérêts minoritaires augmentaient de 685 millions d'euros dont 376 millions liés aux variations de périmètre, principalement CST (511 millions), Acindar (113 millions) et Aceralia (-158 millions). La part des minoritaires dans le résultat 2004 contribuait également à une augmentation des intérêts minoritaires de 403 millions d'euros.

Note 16 – Emprunts portant intérêt

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Emprunts obligataires convertibles	709	698
Emprunts obligataires non convertibles	2 090	2 420
Dettes envers les établissements de crédit	1 016	786
Dettes sur immobilisations en crédit-bail	126	82
Juste valeur des options de conversion sur emprunt obligataire convertible – Note 25	168	124
Juste valeur des instruments financiers de couverture sur taux d'intérêt – Note 25	-	2
Emprunts et dettes financières divers	232	366
EMPRUNTS PORTANT INTERET A LONG TERME	4 341	4 478
Partie court terme des emprunts obligataires convertibles	-	484
Partie court terme des emprunts obligataires non convertibles	130	115
Dettes envers les établissements de crédit	331	187
Billets de trésorerie	504	487
Concours bancaires courants	92	178
Dettes sur immobilisations en crédit-bail	15	8
Intérêts courus non échus	62	92
Juste valeur des instruments financiers de couverture sur taux d'intérêt – Note 25	-	12
Emprunts et dettes financières divers	489	730
EMPRUNTS PORTANT INTERET A COURT TERME	1 623	2 293

16.1 - Emprunts obligataires convertibles

Le 1^{er} janvier 2005, Arcelor a procédé au remboursement de l'O.C.E.A.N.E. 2005 3,875% échéant à cette même date.

Suite à la révision de la norme IAS 32 et à l'application rétrospective qui en découle (voir note 1), la juste valeur de l'option de conversion de l'O.C.E.A.N.E. 2017 3% est reclassée, au 1^{er} janvier 2004, des capitaux propres vers les emprunts portant intérêt pour un montant de 70 millions d'euros. Cette option est revalorisée à chaque clôture à sa juste valeur (voir note 22).

16.2 - Analyse par devise (hors dettes à court terme)

<i>En millions d'euros</i>	2005	%	2004	%
Euro	3 497	81	3 466	77
US dollar	568	13	695	16
Réal brésilien	263	6	272	6
Divers	13	-	45	1
TOTAL	4 341	100	4 478	100

16.3 - Analyse par échéance (hors dettes à court terme)

	2005	2004
2006	-	618
2007	336	217
2008	839	893
2009	286	244
2010	780	-
Plus de 5 ans	2 100	2 506
TOTAL	4 341	4 478

16.4 - Taux d'intérêt

a) Dettes à long terme

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement Euribor et Libor. Lorsque des couvertures de taux d'intérêt transforment le financement à taux fixe en taux variable, l'emprunt est réputé être à taux variable.

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Arcelor Finance		
Emprunt obligataire 5,375 % 1998 / 2006 (62 millions EUR)	-	62
Emprunt obligataire 6,385 % 2003 / 2015 (120 millions USD)	103	91
Emprunt obligataire 3,395 % 2004 / 2009 (100 millions EUR)	100	100
Emprunt obligataire 5,125 % 2003 / 2010 (600 millions EUR)	619	621
Emprunt obligataire 6,125 % 2001 / 2008 (600 millions EUR)	625	640
Emprunt obligataire 5,50 % 2004 / 2014 (100 millions EUR)	108	107
Emprunt obligataire 4,625 % 2004 / 2014 (500 millions EUR)	495	494
Emprunt obligataire 2005 / 2020 (11 millions USD)	8	-
Emprunt Euribor 3 mois 2002 / 2006	-	9
Emprunt Euribor 3 mois 2005 / 2011 (97 millions EUR)	97	-
Emprunt 3,94 % 2005 / 2009 (53 millions EUR)	53	-
Emprunt Euribor 3 mois 2005 / 2010 (30 millions EUR)	30	-
Emprunt Euribor 3 mois 2005 / 2010 (35 millions EUR)	35	-
Emprunt 4,67 % 2001 / 2011 (47 millions EUR)*	31	-
Emprunt 5,36 % 2002 / 2012 (73 millions EUR)*	58	-
Emprunt 5,01 % 2002 / 2010 (5 millions EUR)*	3	-
Emprunt 4,01 % 2003 / 2011 (5 millions EUR)*	4	-
Emprunt 5,56 % 1995 / 2009 (25 millions EUR)**	9	-
Emprunt 5,45 % 1995 / 2009 (25 millions EUR)**	9	-
Emprunt 6,4 % 2001 / 2011 (58 millions EUR)	32	40
Émission de titres de créances cessibles Euribor 3 mois 2003 / 2008 (80 millions EUR)	79	80
Emprunt 4,06 % 2003 / 2008	14	21
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2013 (100 millions EUR)	83	94
Autres emprunts	36	53
SOUS-TOTAL	2 631	2 412
Arcelor		
Emprunt obligataire convertible 3 % 2002 / 2017	836	787
Usinor		
Emprunt obligataire 7,25 % (300 millions USD) 1996 / 2006	-	235
Arbed		
Emprunt Euribor 2000 / 2007	20	30
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2006	-	70
Emprunt 5,06 % 2001 / 2011 (AIS Finance)*	-	112
Belgo Siderurgica		
Emprunt obligataire TJLP 1998 / 2010 (97 millions BRL) - BMP	23	22
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2011 (93 millions BRL) - BMPS	-	20

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Emprunt Libor 2003 / 2006 (60 millions BRL) – Belgo	-	7
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2017 (29 millions BRL) - BMPS	-	7
Emprunt obligataire convertible 2004 / 2012 (47 millions USD) – Acindar	41	35
Emprunt TC+4 % 2003 / 2009 (100 millions ARP) - Acindar	-	24
Emprunt obligataire TJLP 1997 / 2009 (13 millions BRL)	5	-
Emprunt obligataire TJLP 1997 / 2009 (20 millions BRL)	7	-
Emprunt obligataire IGPM 1999 / 2017 (13 millions BRL)	5	-
CST		
Emprunt TJLP 2000 / 2010 (264 millions BRL)	65	44
Emprunt TJLP 2000 / 2007 (149 millions BRL)	-	14
Emprunt TJLP 2003 / 2012 (104 millions BRL)	23	25
Emprunt LIBOR 2003 / 2013 (99 millions USD)	-	51
Emprunt LIBOR 2004 / 2006 (75 millions USD)	-	29
Emprunt LIBOR 2005 / 2017 (51 millions USD)	42	-
Emprunt LIBOR 2005 / 2016 (70 millions USD)	57	-
Emprunt LIBOR 2005 / 2017 (11 millions USD)	9	-
Emprunt obligataire 2005 / 2014 (19 millions USD)	15	-
Vega do Sul		
Emprunt Libor 2002 / 2014 (50 millions USD)	35	34
Emprunt Libor 2002 / 2012 (100 millions USD)	-	63
Emprunt TJLP 2002 / 2011 (280 millions BRL)	82	77
Acesita		
Emprunt « Pre-Export » 2003 / 2010 (USD 50 millions)	36	-
Emprunt « Pre-Export » 2003 / 2011 (USD 50 millions)	41	-
Emprunt « Pre-Export » 2003 / 2007 (USD 15 millions)	9	-
Emprunt « Pre-Export » 2004 / 2007 (USD 10 millions)	8	-
Emprunt « Pre-Export » 2004 / 2009 (USD 14 millions)	12	-
Emprunt « Pre-Export » 2004 / 2007 (USD 10 millions)	8	-
Emprunt TJLP 2005 / 2010 (BRL 32 millions)	9	-
Autres emprunts	322	380
TOTAL	4 341	4 478
<i>* Ces emprunts ont été transférés en 2005 d'Arbed vers Arcelor Finance</i>		
<i>** Ces emprunts ont été transférés en 2005 des autres emprunts vers Arcelor Finance</i>		

Note 17 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

17.1 - Introduction

Les engagements pour pensions et avantages assimilés du groupe Arcelor sont concentrés majoritairement en Europe et au Brésil. Les avantages complémentaires accordés au personnel varient en fonction des réglementations et des usages en vigueur dans ces pays.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle. Le Groupe fait appel à des actuaires indépendants pour évaluer ces engagements. Une firme indépendante est en outre chargée de coordonner et superviser l'ensemble des calculs actuariels pour le Groupe.

Afin de refléter l'évolution en 2005 du taux de rendement des emprunts obligataires, le Groupe a décidé de réduire son taux d'actualisation pour la zone Euro de 5% à 4,5 %.

La perte actuarielle latente ainsi générée (131 millions d'euros) a été comptabilisée en application de la politique du corridor et est incluse dans la ligne « Gains / (pertes) actuariels non encore reconnus ». Certaines filiales couvrent tout ou partie de leurs engagements de retraite par des actifs placés auprès de sociétés d'assurance (notion de « *funded obligation* »).

Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

La différence entre la valeur actualisée de l'engagement et celle des actifs externalisés destinés à couvrir cet engagement (196 millions d'euros au total, tous avantages complémentaires confondus) représente l'engagement net du Groupe sur ce type de régimes. Elle ne correspond pas à une insuffisance globale de financement mais traduit dans la presque totalité des cas des options de financement prises par les filiales.

Fin 2005, le Groupe a cédé une partie de ses engagements pour pensions en France à un assureur externe (externalisation partielle du plan de retraite complémentaire IRUS).

17.2 - Information financière

17.2.1 - Détail des provisions par nature d'engagement

Les plans de préretraite ont été reclassés sous la rubrique du bilan « provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » (voir Note 18 ci-après).

Détail des provisions pour pensions et autres avantages assimilés

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Régimes complémentaires de pension	979	1 196
Indemnités de départ	374	379
Régimes de couverture médicale	25	26
Médailles du travail	53	51
TOTAL PROVISIONS POUR PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILES	1 431	1 652

Les charges de l'exercice relatives à l'ensemble de ces avantages complémentaires octroyés au personnel (hors charge nette financière liée à l'actualisation des engagements et au rendement escompté des actifs) sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de résultat telle que détaillée dans la note 21 de l'annexe.

17.2.2 – Pensions

	France		Belgique		Allemagne		Luxembourg		Brésil		Etats-Unis		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Actifs financiers de couverture																
Valeur en début d'exercice	19	19	284	294	7	7	1	1	218	24	12	68	57	47	598	460
Rendement constaté des actifs	2	-	14	8	-	-	-	-	84	24	-	1	3	6	103	39
Gains / (pertes) actuariels	1	-	7	-	-	-	-	-	7	-	-	-	3	-	18	-
Versements complémentaires	8	-	27	26	2	1	-	-	12	6	-	4	-	2	49	39
Prestations payées	-	-	- 25	- 24	-	- 1	-	-	- 13	- 4	- 1	- 2	- 4	- 2	- 43	- 33
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	-	-	- 1	-	-	-	-	-	- 52	-	-	- 59	-	-	- 53	- 59
Variations de périmètre	-	-	-	- 20	-	-	-	-	66	186	-	-	12	4	78	170
Variation de Change	-	-	-	-	-	-	-	-	44	- 18	2	-	-	-	46	- 18
Valeur en fin d'exercice	30	19	306	284	9	7	1	1	366	218	13	12	71	57	796	598
Valeur actuarielle des engagements																
Valeur en début d'exercice	781	656	375	330	374	344	199	179	208	23	12	142	76	58	2 025	1 732
Coût des services rendus au cours de l'exercice	39	40	10	10	4	4	5	5	6	2	-	1	3	1	67	63
Charge d'intérêt	42	44	18	19	18	19	10	10	19	6	1	9	5	5	113	112
(Gains) / pertes actuarielles	37	84	14	31	9	30	8	26	55	10	- 1	8	6	10	128	199
Versements des participants	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	-	-	1	1	5	3
Décassements	- 278	- 32	- 28	- 28	- 25	- 24	- 22	- 20	- 13	- 4	-	- 68	- 8	- 6	- 374	- 182
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	- 62	- 3	- 2	-	-	-	-	-	- 6	-	-	- 79	3	1	- 67	- 81
Reclassements	-	-	- 1	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	7	-
Modification du régime	-	-	4	13	2	1	-	-	-	-	-	-	-	5	6	19
Variations de périmètre	- 4	- 8	-	-	-	-	1	- 1	32	186	-	-	17	2	46	179
Variation de change	-	-	-	-	-	-	-	-	42	- 17	2	- 1	-	- 1	44	- 19
Valeur en fin d'exercice	555	781	390	375	382	374	209	199	347	208	14	12	103	76	2 000	2 025
Provisions renseignées au bilan																
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	126	150	361	344	12	8	3	3	347	208	14	12	100	76	963	801
Juste valeur des actifs financiers	- 30	- 19	- 306	- 284	- 9	- 7	- 1	- 1	- 366	- 218	- 13	- 12	- 71	- 57	- 796	- 598
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	96	131	55	60	3	1	2	2	- 19	- 10	1	-	29	19	167	203
Valeur Actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	429	631	29	31	370	366	206	196	-	-	-	-	3	-	1 037	1 224
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnu	- 69	- 83	- 77	- 76	- 47	- 37	- 49	- 42	15	8	- 2	- 1	- 29	- 20	- 258	- 251
Coût des modifications du régime non encore reconnu	-	-	-	-	-	- 5	-	- 2	-	-	-	-	-	1	-	- 6
Sous-total : Obligation nette	456	679	7	15	326	325	159	154	- 4	- 2	- 1	- 1	3	-	946	1 170
Montant des obligations financées en situation active nette	-	-	22	16	-	-	-	-	4	2	1	1	6	7	33	26
Provision au bilan	456	679	29	31	326	325	159	154	-	-	-	-	9	7	979	1 196
Composante de la charge annuelle																
Coût des services rendus au cours de l'exercice	39	40	10	10	4	4	5	5	6	2	-	1	3	1	67	63
Charge d'intérêts	42	44	18	19	18	19	10	10	19	6	1	9	5	5	113	112
Rendement escompté des actifs	- 1	- 1	- 12	- 16	-	-	-	-	- 27	- 6	- 1	- 7	- 5	- 3	- 46	- 33
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	7	- 4	3	1	-	-	1	4	7	-	-	6	-	2	18	9

	France		Belgique		Allemagne		Luxembourg		Brésil		Etats-Unis		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	-	-	4	11	4	1	2	2	-	-	-	-	-	1	10	15
Réductions/liquidations	- 20	- 3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	- 8	-	-	- 19	5
Charge de l'exercice	67	76	23	25	26	24	18	21	6	2	-	17	3	6	143	171
Variation des provisions au bilan																
Provisions au début de l'exercice	679	643	31	19	325	322	154	154	-	-	-	73	7	7	1 196	1 218
Variations de périmètre	- 4	- 8	-	-	-	-	1	- 1	-	-	-	-	-	-	- 3	- 9
Variations de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Variation de la situation active nette des obligations financée	-	-	6	16	-	- 1	-	-	2	1	-	1	- 1	-	7	17
Reclassements	-	-	-	-	2	4	8	-	-	-	-	- 22	-	-	10	- 18
Décassements	- 286	- 32	- 31	- 29	- 27	- 24	- 22	- 20	- 8	- 3	-	- 70	-	- 6	- 374	- 184
Charge de l'exercice	67	76	23	25	26	24	18	21	6	2	-	17	3	6	143	171
Provisions à la clôture de l'exercice	456	679	29	31	326	325	159	154	-	-	-	-	9	7	979	1 196
Hypothèses actuarielles principales																
Taux d'actualisation	4,50%	5,00%	4,50%	5,00%	4,50%	5,00%	4,50%	5,00%	11,16 %	12,35 %	5,75%	6,00%	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers	5,00%	5,75%	4,06%	4,08%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	13,54 %	12,35 %	8,50%	8,50%	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,82%	3,00%	3,58%	3,47%	2,49%	2,51%	4,57%	3,91%	6,90%	7,63%	(*)	(*)	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	5,00%	5,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-
Régimes à contribution définie																
Cotisations de l'exercice	-	-	11	11	-	-	1	2	2	-	2	1	5	1	21	15

* Hypothèse traduisant les changements intervenus dans les termes du régime

17.2.3 - Indemnités de départ

<i>En millions d'euros</i>	France		Autres		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Actifs financiers de couverture						
Valeur en début d'exercice	8	12	-	-	8	12
Rendement constaté des actifs	-	1	-	-	-	1
Gains / (pertes) actuariels	-	-	-	-	-	-
Versements complémentaires	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	- 5	-	-	-	- 5
Variation de Change	-	-	-	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	8	8	-	-	8	8
Valeur actuarielle des engagements						
Valeur en début d'exercice	274	275	30	35	304	310
Coût des services rendus au cours de l'exercice	9	8	1	2	10	10
Charge d'intérêt	13	15	2	1	15	16
(Gains) / pertes actuarielles	- 4	7	2	- 3	- 2	4
Versements des participants	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	- 16	- 14	- 3	- 3	- 19	- 17
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	- 3	- 5	-	-	- 3	- 5
Modification du régime	- 5	-	-	6	- 5	6
Variations de périmètre	- 1	- 12	-	- 8	- 1	- 20
Variation de change	-	-	-	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	267	274	32	30	299	304
Provisions renseignées au bilan						
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	12	10	-	-	12	10
Juste valeur des actifs financiers	- 8	- 8	-	-	- 8	- 8
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	4	2	-	-	4	2
Valeur Actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	255	264	32	30	287	294
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnu	76	78	1	3	77	81
Coût des modifications du régime non encore reconnu	6	2	-	-	6	2
Provision au bilan	341	346	33	33	374	379
Composante de la charge annuelle						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	9	8	1	2	10	10
Charge d'intérêts	13	15	2	1	15	16
Rendement escompté des actifs	-	-	-	-	-	-
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	- 6	- 8	-	1	- 6	- 7
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	- 1	2	-	6	- 1	8
Réductions/liquidations	- 3	- 6	-	-	- 3	- 6
Charge de l'exercice	12	11	3	10	15	21
Variation des provisions au bilan						
Provisions au début de l'exercice	346	357	33	34	379	391
Variations de périmètre	- 1	- 8	-	- 8	- 1	- 16
Variations de change	-	-	-	-	-	-
Décassements	- 16	- 14	- 3	- 3	- 19	- 17
Charge de l'exercice	12	11	3	10	15	21
Provisions à la clôture de l'exercice	341	346	33	33	374	379

<i>En millions d'euros</i>	France		Autres		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Hypothèses actuarielles principales						
Taux d'actualisation	4,50%	5,00%	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers	5,75%	5,75%	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,97%	3,00%	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	-	-	-	-

17.2.4 - Autres avantages (régimes de couverture médicale, médailles du travail)

<i>En millions d'euros</i>	France		Belgique		Autres		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Actifs financiers de couverture								
Valeur en début d'exercice	-	-	3	-	-	6	3	6
Rendement constaté des actifs	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains / (pertes) actuariels	-	-	- 1	-	-	-	- 1	-
Versements complémentaires	-	-	2	4	-	-	2	4
Prestations payées	-	-	- 2	- 1	-	-	- 2	- 1
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	-	-	-	-	-	- 6	-	- 6
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	-	-	2	3	-	-	2	3
Valeur actuarielle des engagements								
Valeur en début d'exercice	35	36	34	-	14	94	83	130
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1	-	-	1	2	2	3
Charge d'intérêt	2	2	2	2	1	3	5	7
(Gains) / pertes actuarielles	4	3	1	3	-	-	5	6
Versements des participants	-	-	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	- 7	- 6	- 2	- 2	- 2	- 3	- 11	- 11
Acquisitions/cessions/réductions/liquidations	-	-	-	-	-	- 82	-	- 82
Modification du régime	1	-	-	31	-	- 1	1	30
Variations de périmètre	-	- 1	-	-	-	1	-	-
Variation de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	36	35	35	34	14	14	85	83
Provisions renseignées au bilan								
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	-	-	27	27	-	-	27	27
Juste valeur des actifs financiers	-	-	- 2	- 3	-	-	- 2	- 3
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	-	-	25	24	-	-	25	24
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	36	35	8	7	14	14	58	56
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnu	-	-	- 5	- 3	-	-	- 5	- 3
Coût des modifications du régime non encore reconnu	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision au bilan	36	35	28	28	14	14	78	77

<i>En millions d'euros</i>	France		Belgique		Autres		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Composante de la charge annuelle								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1	-	-	1	2	2	3
Charge d'intérêts	2	2	2	2	1	3	5	7
Rendement escompté des actifs	-	-	-	-	-	-	-	-
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	4	3	-	-	-	-	4	3
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	1	-	-	28	-	2	1	26
Réductions/liquidations	-	-	-	-	-	- 76	-	- 76
Charges de l'exercice	8	6	2	30	2	- 73	12	- 37
Variation des provisions au bilan								
Provisions au début de l'exercice	35	36	28	-	14	88	77	124
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de change	-	-	-	-	-	1	-	1
Décassements	- 7	- 7	- 2	- 2	- 2	- 2	- 11	- 11
Charge de l'exercice	8	6	2	30	2	- 73	12	- 37
Provisions à la clôture de l'exercice	36	35	28	28	14	14	78	77
Hypothèses actuarielles principales								
Taux d'actualisation	4,50%	5,00%	4,50%	5,00%	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers	-	-	5,00%	5,75%	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,86%	3,00%	-	-	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-

17.3 - Changement de politique comptable au 1^{er} janvier 2006

Afin de mieux refléter les processus d'externalisation progressive de ses engagements, le Groupe optera à compter du 1^{er} janvier 2006 pour une comptabilisation immédiate en capitaux propres des écarts actuariels, conformément à la norme IAS 19 révisée. Cette comptabilisation immédiate en capitaux propres remplacera la politique du corridor permettant de différer une partie des écarts actuariels cumulés nets (ligne « gains ou pertes actuariels non encore reconnus » aux paragraphes 17.2.2, 17.2.3 et 17.2.4 ci-dessus).

Le changement de politique comptable affectera l'ensemble des avantages long terme octroyés au personnel (régimes complémentaires de pension, indemnités de départ en retraite et régimes de couverture médicale pour les retraités) à l'exception des médailles du travail pour lesquelles le Groupe n'applique pas la politique du corridor, leur évaluation n'étant pas soumise au même degré d'incertitude que les autres avantages long terme.

En première application de cette méthode de comptabilisation, les écarts actuariels nets non reconnus au 31 décembre 2005 seront transférés en capitaux propres. Les impacts sur les provisions reconnues au bilan du Groupe sont détaillés dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	Clôture 2005	Ecarts actuariels	Ouverture 2006
Régimes complémentaires de pension	979	258	1 237
Indemnités de départ	374	- 77	297
Régimes de couverture médicale	25	5	30
Médailles du travail	53	-	53
TOTAL PROVISIONS POUR PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILES	1 431	186	1 617

Note 18 – Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail reflètent les engagements sociaux du Groupe dans le cadre de plans de restructuration annoncés (qui se traduiront ou non ultérieurement sous forme de plans de préretraite) ou des plans de préretraite liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

<i>En millions d'euros</i>	Provisions sociales	Plans de retraite	Total
Solde au 1^{er} janvier 2005	441	496	937
Dotations	46	81	127
Utilisations et reprises	- 67	- 101	- 168
Reclassements (plans sociaux transformés en plan de préretraite au cours de l'exercice)	- 4	4	-
Autres reclassements, variations de périmètre et de taux de change	- 5	- 9	- 14
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2005	411	471	882

Les charges de l'exercice relatives aux provisions sociales sont reprises sous la ligne générale « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat. Les charges de l'exercice relatives aux plans de préretraite sont reprises sous la ligne générale « Charges de personnel » du compte de résultat telle que détaillée dans la note 21 de l'annexe.

18.1 - Provisions sociales

Les provisions sociales à la clôture comprennent notamment les indemnités estimées dans le cadre des plans de restructuration suivants (chiffres en millions d'euros) :

- Secteur Aciers Plats Carbone (2005 : 324 ; 2004 : 332), comprenant principalement le plan social lié à la restructuration de la phase à chaud de Cockerill Sambre à Liège (2005 : 184 ; 2004 : 176) et les provisions sociales en Espagne dans le cadre du plan ARCO (2005 : 109 ; 2004 : 107).
- Secteur Aciers Inoxydables (2005 : 59 ; 2004 : 78), incluant principalement les provisions sociales relatives à la restructuration de Ugitech S.A. (2005 : 14 ; 2004 : 20) et les provisions sociales relatives à la restructuration d'Ugine & ALZ France (2005 : 31 ; 2004 : 31).
- Secteur A3S (2005 : 17 ; 2004 : 26).

18.2 - Plans de préretraite

Les plans de préretraite dans le cadre de plans de restructuration ou liés à des conventions collectives font l'objet d'un calcul actuariel. Les hypothèses principales de calcul et les mouvements de l'exercice sont renseignés dans le tableau récapitulatif ci-après.

	Belgique		Allemagne		Luxembourg		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Provisions renseignées au bilan										
Valeur actuarielle des engagements	378	373	53	63	2	13	38	47	471	496
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision au bilan	378	373	53	63	2	13	38	47	471	496
Composante de la charge annuelle										
Coût des services rendus au cours de l'exercice	31	-	7	12	-	-	2	7	40	19
Charge d'intérêts	17	16	2	3	-	1	2	2	21	22
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	19	18	1	8	- 3	- 15	- 2	1	15	12
Amortissement du coût des modifications du régime ou	5	9	-	-	1	7	- 1	0	5	16

	Belgique		Allemagne		Luxembourg		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
des prestations rétroactives										
Charges de l'exercice	72	43	10	23	- 2	- 7	1	10	81	69
Variation des provisions au bilan										
Provisions au début de l'exercice	373	401	63	58	13	25	47	47	496	531
Variations de périmètre	-	- 2	-	-	-	-	-	- 2	-	- 4
Variations de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions	-	-	-	-	-	-	- 1	-	- 1	-
Reclassements	4	-	-	-	- 8	-	-	-	- 4	-
Décassements	- 71	- 69	- 20	- 18	- 1	- 5	- 9	- 8	- 101	- 100
Charge de l'exercice	72	43	10	23	- 2	- 7	1	10	81	69
Provisions à la clôture de l'exercice	378	373	53	63	2	13	38	47	471	496
Hypothèses actuarielles principales										
Taux d'actualisation	4,14%	5,00%	4,03%	4,00%	4,00%	4,00%	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,00%	2,00%	2,51%	2,51%	2,00%	2,00%	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-

Note 19 - Autres provisions

<i>En millions d'euros</i>	Restructurations	Risques commerciaux	Risques environnementaux	Autres risques	TOTAL
Solde à l'ouverture	115	64	215	725	1 119
Dotations	10	22	61	274	367
Utilisations et reprises	- 21	- 27	- 53	- 346	- 447
Reclassements, variations de périmètre et de taux de change	- 7	2	5	148	148
TOTAL PROVISIONS	97	61	228	801	1 187

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Autres provisions à long terme	943	920
Autres provisions à court terme	244	199
TOTAL AUTRES PROVISIONS	1 187	1 119

19.1 - Provisions pour restructurations

Les provisions pour restructurations renseignées sous cette rubrique n'incluent pas les engagements sociaux qui sont classés séparément sous la rubrique « Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » détaillée dans la note 18.

Les provisions comprennent notamment des charges liées au coût de démantèlement et assainissement des sites.

L'analyse par secteur se présente comme suit :

- Secteur Aciers Plats Carbone : 42 millions d'euros (2004 : 52)
- Secteur Aciers Inoxydables : 33 millions d'euros (2004 : 37)

- Autres secteurs : 22 millions d'euros (2004 : 26)

19.2 - Risques commerciaux

Les risques commerciaux incluent principalement les litiges avec les clients, les risques de non recouvrement de créances échues et les pertes en carnet ou à terminaison, garanties et autres.

19.3 - Risques environnementaux

Les provisions pour risques environnementaux se répartissent par zone géographique de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Allemagne	2	2
Belgique	100	97
France	68	70
Luxembourg	53	40
Autres	5	6
TOTAL	228	215

Les risques couverts concernent essentiellement des mesures de protection et d'assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface (135 millions d'euros en 2005 et 108 millions d'euros en 2004), le traitement de résidus (35 millions d'euros en 2005 et 31 millions d'euros en 2004) et d'autres mesures environnementales (58 millions d'euros en 2005 et 76 millions d'euros en 2004). Les provisions sont constituées en application des normes réglementaires locales et/ou nationales en vigueur.

Les provisions sont constituées en application des normes réglementaires locales et/ou nationales en vigueur.

19.4 - Autres risques

Les provisions pour autres risques couvrent notamment les risques suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Litiges	308	249
Risques fiscaux	235	176
Charges liées au personnel	21	15
Autres	237	285
TOTAL	801	725

Les provisions pour risques fiscaux reprennent des montants provisionnés dans le cadre de contentieux avec les autorités fiscales locales et/ou nationales.

Les provisions pour litiges reprennent des montants provisionnés dans le cadre de contentieux de nature autre que fiscale.

Les provisions pour charges liées au personnel comprennent les charges provisionnées qui ne sont pas renseignées sous la rubrique « Provisions pour pensions et avantages assimilés ».

Note 20 - Autres créditeurs

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Fournisseurs d'immobilisations	406	280
Avances et acomptes versés sur commandes	217	214
Réévaluation des instruments de couverture de change – Note 25	32	185
Réévaluation des instruments de couverture sur matières premières – Note 25	72	-
Dettes fiscales et sociales	1 334	1 253
Dividendes à payer	5	23
Autres dettes	451	478
Produits constatés d'avance	50	75
TOTAL	2 567	2 508

Note 21 - Charges de personnel

Pour une meilleure lisibilité, la charge financière nette relative aux provisions pour pensions et avantages assimilés et aux provisions pour préretraites a été renseignée à compter du 1^{er} janvier 2005 en résultat financier et non plus sous la rubrique « Charges de personnel ». Cette charge financière nette comprend la charge d'actualisation des provisions et le produit financier lié au rendement escompté des actifs de couverture. L'information comparative a été retraitée (voir note 1).

Les charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions comprenaient en 2005 des mouvements non récurrents liés à l'externalisation partielle du plan de retraite complémentaire IRUS en France et en 2004 à la cession de la filiale américaine July Products.

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Salaires et traitements	3 352	3 298
Charges sociales	1 082	1 075
Cotisations aux régimes de pension complémentaire à cotisations définies - Note 17	21	15
Charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions (hors charge financière) - Note 17	83	53
Charges de l'exercice relatives aux provisions pour préretraite (hors charge financière) - Note 18	60	47
Participation des salariés	103	84
Coût des paiements fondés sur des actions, réglés en instruments de capitaux propres	4	4
Autres charges de personnel	194	172
TOTAL	4 899	4 748

Note 22 - Résultat financier net

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Produits d'intérêts	229	196
Charges d'intérêts	- 336	- 347
Charges d'actualisation	- 128	- 145
▪ dont charge financière nette liée aux provisions pour pensions et avantages assimilés - Notes 17	- 87	- 102
▪ dont charge financière nette liée aux provisions pour préretraite – Notes 18	- 21	- 22
Dividendes reçus	51	31
Résultat de change	120	- 173
Revalorisation de l'option de conversion O.C.E.A.N.E. 2017	- 44	- 30
Autres revalorisations d'instruments financiers à la juste valeur	9	- 18
Dépréciation des immobilisations financières	- 3	- 28
Résultats sur cession d'immobilisations financières	28	60
Autres	- 180	- 67
TOTAL	- 254	- 521

Le résultat de change inclut des gains de change latents de 82 millions d'euros liés à la revalorisation d'options de change non retenues dans le cadre de la couverture de flux de trésorerie.

Les charges d'actualisation incluent depuis le 1^{er} janvier 2005 la charge d'intérêt et le rendement escompté des actifs liés aux avantages à long terme accordés aux salariés (solde net de 108 millions d'euros).

Dans le cadre de la révision de la norme IAS 32 au 1^{er} janvier 2005, la revalorisation à la juste valeur de l'option de conversion relative à l'emprunt obligataire convertible O.C.E.A.N.E. 2017 conduit à une charge de 44 millions d'euros (2004 : 30 millions d'euros).

Les autres charges financières incluent des frais et commissions bancaires pour 48 millions d'euros.

Note 23 - Impôts sur les résultats

Charge d'impôts

Analyse de la charge d'impôts

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Impôts courants	- 396	- 360
Impôts différés	235	- 153
TOTAL IMPOTS SUR LES RESULTATS	- 161	- 513

Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Résultat net	3 846	2 290
Intérêts minoritaires	432	403
Résultat net des sociétés mises en équivalence	- 317	- 413
Charge d'impôt	161	513
RESULTAT AVANT IMPOT	4 122	2 793
Charge d'impôt théorique (33,80% en 2005, 35,37 % en 2004)	- 1 393	- 988
Rapprochement :		
Différences permanentes	123	147
Variation des impôts différés actifs non reconnus	164	122
Variations des taux d'impôt	- 4	-
Déduction fiscale « Adene » (Brésil)	82	-
Déduction fiscale <i>goodwill</i> MJS (Brésil)	117	-
Déduction fiscale intérêts sur emprunts « Açominas » (Brésil)	56	-
Variation des impôts différés passifs liée aux effets de change sur les actifs et passifs non monétaires en devises	71	35
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	574	133
Crédit d'impôt et autres impôts	49	38
CHARGE REELLE D'IMPOT	- 161	- 513

Les différences permanentes sont liées principalement aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Dépréciation	- 8	- 4
Écarts d'acquisition et amortissements excédentaires	9	27
Résultats exonérés	80	110
Autres charges et produits non déductibles ou non imposables	42	14
TOTAL	123	147

Impôts différés

Variation de la provision pour impôts différés passifs

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Situation au 1 ^{er} janvier	605	265
Charge (produit) de l'exercice	108	57
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	- 109	-
Variation des impôts différés passifs liée aux effets de change sur les actifs et passifs non monétaires en devises	- 71	- 35

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements	32	323
Impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres	6	- 5
SITUATION AU 31 DECEMBRE	571	605

Variation des impôts différés actifs

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Situation au 1 ^{er} janvier	1 300	1 436
Produit (charge) de l'exercice	- 116	- 84
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	465	133
Consommation d'actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	- 226	- 175
Ajustement des impôts différés actifs constatés au cours d'exercices antérieurs	-	-
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements	- 60	- 4
Impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres	- 16	- 6
SITUATION AU 31 DECEMBRE	1 347	1 300

Origine des impôts différés actifs et passifs

	Actifs		Passifs		Net	
<i>En millions d'euros</i>	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Immobilisations incorporelles	9	6	- 3	- 2	6	4
Immobilisations corporelles	261	287	- 941	- 710	- 680	- 423
Stocks	120	110	- 27	- 26	93	84
Instruments financiers	36	32	- 117	- 32	- 81	-
Autres actifs	267	56	- 151	- 76	116	- 20
Provisions :	515	556	- 147	- 109	368	447
dont pensions	205	271	- 11	- 6	194	265
dont autres provisions sociales	157	148	- 1	- 2	156	146
dont autres provisions	153	137	- 135	- 101	18	36
Autres passifs	131	166	- 111	- 77	20	89
Reports fiscaux déficitaires	934	514	-	-	934	514
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	2 273	1 727	- 1 497	- 1 032	776	695
Impôts différés actifs au bilan					1 347	1 300
Impôts différés passifs au bilan					- 571	- 605
SOLDE NET					776	695

Au 31 décembre 2005, le Groupe dispose de reports fiscaux déficitaires dont l'échéance se répartit comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
2006	27	1
2007	41	6
2008	30	10
2009	26	-
2009 et au-delà	-	418
2010 et au-delà	273	-
Sans limite	5 833	4 840
TOTAL	6 230	5 275
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 105	1 313

Les impôts différés actifs non reconnus par le Groupe s'appliquent au 31 décembre 2005 aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	6 230	2 106	934	1 172
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 105	166	-	166
Immobilisations corporelles	1 381	476	261	215
Autres	3 381	1 142	1 078	64
TOTAL		3 890	2 273	1 617

Les impôts différés actifs non reconnus par le Groupe s'appliquent au 31 décembre 2004 aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	5 275	1 817	514	1 303
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 313	451	-	451
Immobilisations corporelles	1 541	548	287	261
Autres	2 945	1 020	926	94
TOTAL		3 836	1 727	2 109

Note 24 - Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses participations non consolidées ou mises en équivalence. Les transactions se font au prix du marché.

24.1 - Prêts et garanties données

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Prêts (y compris court terme) aux sociétés non intégrées	55	42
Garanties données aux sociétés non intégrées	161	159

24.2 - Achats et ventes de biens et services

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Ventes	1 444	1 111
Achats	758	500

24.3 - Rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Conseil d'administration et Direction générale	8,9	8,3

Un détail des rémunérations est fourni dans le chapitre Gouvernance d'entreprise du Rapport annuel.

Note 25 - Instruments financiers et produits dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers et produits dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change, de prix sur les matières premières, l'énergie et les droits d'émissions de gaz à effet de serre (depuis 2005 pour cette dernière catégorie de risque).

Le Groupe gère le risque de contrepartie associé à ces instruments au moyen d'une centralisation des engagements et de procédures spécifiant, par type d'opération et de sous-jacent, des limites de risque et/ou des qualités de contrepartie. En revanche, en général, il ne donne pas à ses contreparties et ne requiert pas d'elles de sûretés couvrant le risque encouru. Sauf exception, les contreparties du Groupe font partie de ses partenaires financiers et les transactions de marchés sont encadrées par des accords cadres (principalement de type ISDA) permettant une compensation des engagements en cas de défaut.

Tous les risques de l'ensemble des sociétés du Groupe font l'objet d'une gestion centralisée au niveau de la maison mère. Les principales exceptions à cette règle sont les sociétés nord et sud-américaines du Groupe. Ces sociétés gèrent leurs risques de marchés selon les mêmes principes et ce en pleine concertation avec leur maison mère.

Risque de taux

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges ou produits financiers, couvrir le risque de change associé aux emprunts et prêts en devises et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable.

Les contrats d'échange (« *swaps* ») de taux d'intérêt permettent au Groupe d'emprunter à long terme à taux variable, ou inversement, et d'échanger le taux de la dette ainsi levée, dès l'origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe ou variable. Le Groupe et sa contrepartie échangent à

intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du *swap*.

Les *swaps* peuvent également être utilisés pour échanger des taux variables contre d'autres taux variables.

Les FRA (« *forward rate agreements* ») et les contrats à terme sur taux d'intérêt sont utilisés par le Groupe principalement pour couvrir les taux payés sur les dettes et instruments financiers à taux variable ou, dans certains cas, une dette existante ou à venir. Les contrats à terme sont également utilisés par le Groupe pour couvrir, dans certains cas et dans le cadre de la gestion du risque de change, le différentiel de taux entre deux devises. Ces contrats sont des engagements soit d'acheter (ou de vendre) un instrument financier à une date future et pour un prix convenu, soit de recevoir (ou de payer) à une date future un différentiel entre deux taux donnés. Certains instruments donnent lieu au règlement d'une différence en numéraire, d'autres peuvent être dénoués par la livraison de l'instrument sous-jacent ou le règlement d'une différence en numéraire. Le Groupe ne s'engage en général que sur des contrats à terme aisément négociables, comme les futures de taux Euribor ou Eurodollar.

Les dérivés de taux utilisés par le Groupe pour couvrir les variations de valeur des dettes à taux fixes sont qualifiés de couverture de juste valeur en IAS 39. Ces produits dérivés sont réévalués dans le bilan avec impact en résultat. Cet impact est neutralisé par une réévaluation symétrique de la composante couverte des dettes.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2005 d'autres dérivés de taux qui ne soient qualifiés d'instruments de couverture en IAS 39.

Risques de change

Le Groupe utilise les achats et ventes à terme de devises et d'autres produits dérivés pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères de la plupart de ses filiales. Les *swaps* peuvent également être utilisés pour échanger une devise contre une autre, dans le cadre de la gestion du risque de change.

Le Groupe est principalement exposé aux variations de valeurs nées des fluctuations de cours de change sur ses approvisionnements en matières premières et énergie ainsi que sur le fret. La règle habituelle dans le Groupe est de facturer les clients dans leur devise.

Le Groupe utilise aussi ces instruments pour couvrir au niveau consolidé la dette libellée en devises étrangères ou le risque bilantiel encouru sur certains actifs. La politique générale du Groupe est de couvrir le risque de change transactionnel. Dans le cadre de cette politique générale, le Groupe peut ne pas couvrir ou couvrir par anticipation certains risques transactionnels dans le cas de certaines devises et pour des risques et des montants parfaitement identifiés et autorisés à un niveau de Direction générale.

Dans ce contexte le Groupe a mis en place une gestion macro économique d'une partie de ses achats (principalement au titre de ses consommations futures de matières premières ou associées : minerais de fer, charbon et fret) lui permettant de retraiter tout ou partie des variations de valeurs associées en capitaux propres, au titre d'une option de comptabilisation de couvertures de type « *Cash Flow Hedge* » (couvertures de flux de trésorerie).

Au 31 décembre 2005, les produits dérivés sur le change utilisés par le Groupe et qualifiés de couverture de flux de trésorerie en IAS 39 donnent lieu à une réserve de couverture de 115 millions d'euros. Cette réserve est enregistrée dans les capitaux propres du Groupe (2004 : -).

La réserve de couverture est définie comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Réévaluation brute	Impôt différé	Réévaluation nette
Options de change	79	- 27	52
Achats à terme USD	92	- 29	63
TOTAL	171	- 56	115

Au 31 décembre 2005, l'enregistrement dans le bilan à la valeur de marché des autres produits dérivés liés à la couverture du risque de change s'est traduit par un gain de 82 millions d'euros (2004 : -185 million d'euros).

Risque de matières premières et énergie

Le Groupe utilise des instruments financiers (achats à terme, options et *swaps* « *commodities* ») pour réduire le risque de volatilité des cours sur certains métaux de base et sur l'énergie. Le Groupe est exposé à ces risques compte tenu de ses contrats d'achat de matières premières et d'énergie liés à la production et de ses contrats de vente.

Le Groupe gère ses risques de façon globale. Les produits dérivés sur métaux de base utilisés par le Groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie en IAS 39. Au 31 décembre 2005, une réserve de couverture de -12 millions d'euros (nets d'impôt) est enregistrée dans les capitaux propres du Groupe (2004 : 248 millions d'euros nets d'impôt).

Au 31 décembre 2005, l'enregistrement dans le bilan à la valeur de marché des autres produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières et énergie s'est traduit par un gain de 8 millions d'euros (2004 : 28 millions d'euros).

Quotas d'émissions de gaz à effet de serre

Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la directive européenne 2003/87/CE du 13 octobre 2003, relative à l'attribution et à la gestion de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, le Groupe utilise plusieurs types de dérivés (Achat/Vente au Comptant ; À Terme ; Options) aux fins de mener à bien sa politique de gestion des risques associés. Au 31 décembre 2005, l'enregistrement dans le bilan à la valeur de marché des produits dérivés liés à la couverture du risque sur les droits d'émissions de gaz à effet de serre s'est traduit par un gain de 0,1 million d'euros (2004 : -).

Activité pour compte propre

Dans le cadre de positions ouvertes dûment encadrées par des procédures de « suivi de limites » (exprimées pour chaque nature de risque : en nominal autorisé, en niveau de perte ou de profit limité, ainsi que d'échéances définies), le Groupe réalise des opérations pour compte propre sur la base de l'assiette de risques de taux, de change, de matières premières, d'énergie et de droits d'émissions de gaz à effet de serre. Les positions ouvertes globales sur ces opérations ne sont pas significatives au regard du volume d'opérations de couverture traitées ou du risque de taux global.

Suivi des risques

Les types d'instruments, les produits et devises qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus (limites), sont déterminés à un niveau de Direction générale. Chaque risque est contrôlé quotidiennement (y compris en cours de journée) par une équipe dédiée et indépendante, ayant la faculté le cas échéant de rapporter directement au Comité d'audit du Groupe. En 2005 et 2004, le résultat net dégagé par les opérations de « *trading* » n'a pas été significatif pour le Groupe.

Le portefeuille des actifs liés aux instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2005 :

	2005			2004		
<i>En millions d'euros</i>	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*
Instruments de taux d'intérêt						
SWAPS DE TAUX ET DE DEVICES						
- Emprunteur taux fixe	-	-	-	-	-	-
- Prêteur taux fixe	-	-	-	-	-	-
- Variable / Variable	-	-	-	100	1	6,57 %
SWAPS DE TAUX – EMPRUNTEUR TAUX FIXE						
- EUR	-	-	-	-	-	-
- Devises	254	3	2,74%	220	2	2,74 %
SWAPS DE TAUX - PRETEUR TAUX FIXE						
- EUR	1 353	55	4,59%	1 400	72	4,72 %
- USD	356	3	5,51%	308	11	5,51 %
- Autres devises	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux - Variable / Variable	115	-	2,94%	88	-	2,35 %
Contrats de FRA - Achats	1 050	2	2,24%	100	-	2,26 %
Contrats de FRA - Ventes	-	-	-	100	-	2,46 %
Achats de cap	-	-	-	-	-	-
Ventes de cap	-	-	-	-	-	-
Achats de floor	100	-	2,55%	-	-	-
Ventes de floor	200	-	2,70%	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS - NOTE 8		63			86	
Instruments de change						
Achat à terme de devises	2 722	65	-	77	4	-
Vente à terme de devises	111	-	-	890	41	-
Options de change - achat	1 296	73	-	-	-	-
Options de change - vente	1 875	34	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS - NOTE 11		172			45	
Matières premières						
Contrats à terme - ventes	26	1	-	96	- 13	-
Contrats à terme - achats	242	61	-	401	65	-
Swaps indice de prix matière	1	1	-	9	0	-
Options - Ventes	62	2	-	236	- 5	-
Options - Achats	120	29	-	179	1	-
TOTAL DES ACTIFS - NOTES 8 & 11		94			48	

* Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.

Le portefeuille des passifs liés aux instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2005 :

	2005			2004		
<i>En millions d'euros</i>	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*
Instruments dérivés sur option de conversion						
Option O.C.E.A.N.E 2017	838	- 168	4,22%	669	- 124	4,31%
Instruments de taux d'intérêt						
SWAPS DE TAUX – EMPRUNTEUR TAUX FIXE						
- EUR	50	-	4,24%	50	- 2	4,24 %
- Devises	-	-	-	-	-	-
Contrats de FRA - Ventes	1 000	-	2,52%	-	-	-
Achats de cap	200	-	2,70%	-	-	-
Contrats de FRA taux long terme - Achats	-	-	-	190	- 12	4,53 %
TOTAL DES PASSIFS - NOTE 16					- 14	
Instruments de change						
Achat à terme de devises	18	- 2	-	1 583	- 118	-
Vente à terme de devises	1 870	- 17	-	-	-	-
Options de change - Achats	275	- 2	-	1 975	- 22	-
Options de change - Ventes	750	- 11	-	1 675	- 45	-
TOTAL DES PASSIFS - NOTE 20		- 32			- 185	
Matières premières						
Contrats à terme- Ventes	129	- 26	-	-	-	-
Contrats à terme- Achats	57	- 2	-	-	-	-
Swaps indice de prix matière	8	- 6	-	-	-	-
Options – Ventes	205	- 35	-	-	-	-
Options – Achats	86	- 3	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS - NOTE 20		- 72			-	

* Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.

Les actifs et passifs liés aux instruments de taux d'intérêt sont répartis selon les échéances suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
< 1 an	7	- 10
1 – 5 ans	55	48
> 5 ans	1	34
TOTAL	63	72
Actifs liés aux instruments de taux d'intérêt	63	86
Passifs liés aux instruments de taux d'intérêt	-	- 14
TOTAL	63	72

Les instruments de change sont exprimés dans les devises suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	Devises achetées				2005	2004
Devises vendues	USD	CAD	EUR	JPY		
USD			16	- 2	14	- 9
EUR	127	8			135	- 140
CAD			- 9		- 9	1
GBP					-	8
2005	127	8	7	- 2	140	
2004	- 138		- 3	1		- 140

Les instruments sur matières premières concernent les sous-jacents suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Métaux de base	14	46
Gaz	- 2	1
Pétrole	2	1
Electricité	8	-
TOTAL	22	48
Actifs liés aux instruments sur matières premières	94	48
Passifs liés aux instruments sur matières premières	- 72	-
TOTAL	22	48

Les instruments de couverture relatifs aux métaux de base (zinc, nickel, aluminium, étain et cuivre) et au pétrole sont négociés en USD tandis que les instruments relatifs au gaz et à l'électricité sont négociés respectivement en GBP et en EUR.

Note 26 – Engagements donnés ou reçus

Les engagements détaillés dans cette note n'incluent pas les engagements mentionnés dans la note 25.

Engagements donnés

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Garanties personnelles de dettes financières et d'ouvertures de crédits de tiers	133	106
Autres garanties personnelles	614	448
Garanties réelles	684	394
Effets escomptés non échus	266	29
Engagements d'acquisitions et de cessions d'immobilisations	896	1 013
Autres engagements donnés	184	424
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	2 777	2 414

ENGAGEMENTS REÇUS

<i>En millions d'euros</i>	2005	2004
Avals, cautions et garanties reçus des sociétés non consolidées	268	188
Autres engagements reçus	191	129
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	459	317

Les garanties personnelles de dettes financières et d'ouvertures de crédits de tiers comprennent les garanties personnelles couvrant des dettes financières et ouvertures de crédits de sociétés mises en équivalence ou non consolidées.

Les autres garanties personnelles reprennent les cautions, les garanties à première demande, les crédits documentaires, les lettres de crédit et autres lettres similaires. Les garanties réelles sont composées notamment d'hypothèques pour un montant de 212 millions d'euros (2004 : 279 millions d'euros).

Les autres engagements donnés comprennent notamment les engagements relatifs à l'usage à long terme de biens appartenant à des tiers, les engagements relatifs aux leasings opérationnels et les engagements dans le cadre de programmes de titrisation.

Par ailleurs, au 31 décembre 2005, le Groupe dispose de lignes de crédit accordées par des établissements financiers pour un total supérieur à 5 milliards d'euros (2004 : 4 milliards d'euros).

Note 27 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités puis par zones géographiques.

27.1 – Informations par activités

Les cessions interactivités se font aux conditions de marché. Le résultat d'exploitation est établi en contribution, donc après éliminations.

2005

<i>(Chiffres en millions d'euros à l'exception des effectifs)</i>	Aciers Plats Carbone	Aciers Longs Carbone	Aciers Inoxydables	Arcelor Steel Solutions and Services	Autres Activités	Éliminations	Total
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires	18 060	6 618	4 028	8 656	1 961	- 6 712	32 611
Ventes interactivités	- 3 849	- 1 146	- 84	- 973	- 660	6 712	
TOTAL	14 211	5 472	3 944	7 683	1 301		32 611
Résultat brut opérationnel	3 634	1 371	173	328	132	3	5 641
Amortissements	- 842	- 277	- 124	- 84	- 44		- 1 371
Dépréciations	- 20	- 1	44		54		77
Résultat opérationnel (hors écarts d'acquisition)	2 772	1 093	93	244	142	3	4 347
Écarts d'acquisition	1	18		10			29
Résultat opérationnel	2 773	1 111	93	254	142	3	4 376
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	58	14	47	30	168		317
Bilan							
Actifs sectoriels	18 359	5 578	4 171	3 707	9 578	- 9 713	31 680
<i>dont immobilisations corporelles</i>	8 341	2 632	1 877	542	375		13 767
Participations dans les entreprises mises en équivalence	391	203	7	245	632		1 478
Actifs non alloués							2 758
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS	18 750	5 781	4 178	3 952	10 210	- 9 713	35 916
Passifs sectoriels	6 734	1 689	1 516	1 736	3 096	- 3 023	11 748
Passifs non alloués							6 535
TOTAL DES PASSIFS CONSOLIDÉS	6 734	1 689	1 516	1 736	3 096	- 3 023	18 283
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 412	334	183	88	53		2 070
Autres informations							
Effectifs moyens (équivalent temps plein)	47 112	20 248	13 908	11 207	5 220		97 695

2004

<i>(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)</i>	Aciers Plats Carbone	Aciers Longs Carbone	Aciers Inoxydables	Arcelor Steel Solutions & Services	Autres Activités	Éliminations	Total
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires	16 139	6 221	4 577	8 267	1 081	- 6 109	30 176
Ventes interactivités	- 3 480	- 1 096	- 84	- 814	- 635	6 109	-
TOTAL	12 659	5 125	4 493	7 453	446	-	30 176
Résultat brut opérationnel	2 368	1 289	268	516	20	-	4 461
Amortissements	- 667	- 249	- 123	- 105	- 36	-	- 1 180
Dépréciations	- 3	- 1	- 18	- 13	- 10	-	- 45
Résultat opérationnel (hors écarts d'acquisition)	1 698	1 039	127	398	- 26	-	3 236
Écarts d'acquisition	37	41	-	-	-	-	78
Résultat opérationnel	1 735	1 080	127	398	- 26	-	3 314
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	212	52	32	14	103	-	413
Bilan							
Actifs sectoriels	15 445	5 401	3 156	3 729	8 072	- 8 427	27 376
<i>dont immobilisations corporelles</i>	7 374	2 239	904	514	199	-	11 230
Participations dans les entreprises mises en équivalence	492	169	153	38	514	-	1 366
Actifs non alloués	-	-	-	-	-	-	2 496
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS	15 937	5 570	3 309	3 767	8 586	- 8 427	31 238
Passifs sectoriels	6 592	1 867	1 679	1 807	1 721	- 1 925	11 741
Passifs non alloués	-	-	-	-	-	-	7 270
TOTAL DES PASSIFS CONSOLIDÉS	6 592	1 867	1 679	1 807	1 721	- 1 925	19 011
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	738	416	151	79	40	-	1 424
Autres informations							
Effectifs moyens (équivalent temps plein)	48 825	20 364	12 055	11 586	2 999	-	95 829

27.2 – Informations par zone géographique

2005

(chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)

	Union européenne (UE 25)	Amérique du Nord*	Amérique du Sud	Autres	Total
Chiffre d'affaires	23 228	2 955	3 530	2 898	32 611
Actifs sectoriels	22 684	685	8 178	133	31 680
Immobilisations corporelles	8 188	67	5 499	13	13 767
Résultat brut opérationnel	3 895	68	1 659	19	5 641
Résultat opérationnel	3 001	55	1 303	17	4 376
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 145	15	910		2 070
Effectifs moyens (équivalent temps plein ETP)	76 221	1 118	20 018	338	97 695

* Amérique du Nord y compris Mexique

2004

(chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)

	Union européenne (UE 25)	Amérique du Nord*	Amérique du Sud	Autres	Total
Chiffre d'affaires	23 377	2 308	2 146	2 345	30 176
Actifs sectoriels	21 866	539	4 851	120	27 376
Immobilisations corporelles	7 840	55	3 323	12	11 230
Résultat brut opérationnel	3 461	90	897	13	4 461
Résultat opérationnel	2 428	71	809	6	3 314
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 153	13	256	2	1 424
Effectifs moyens (équivalent temps plein ETP)	79 344	1 414	14 770	301	95 829

* Amérique du Nord y compris Mexique.

Note 28 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Arcelor et le groupe canadien Dofasco ont annoncé le 21 février 2006 que 69 563 143 actions ordinaires de Dofasco (soit 88,38% des actions ordinaires de Dofasco) ont été déposées en réponse à l'offre d'Arcelor visant l'acquisition de toutes les actions ordinaires en circulation de Dofasco au prix de 71,00 CAD par action à l'heure d'expiration de l'offre, le 20 février 2006.

Pour que les actionnaires de Dofasco n'ayant pas encore accepté l'offre disposent de temps pour le faire, Arcelor a reporté la date d'expiration de l'offre au 7 mars 2006. A cette date, 77 530 766 actions ordinaires de Dofasco, représentant 98,5% des actions ordinaires en circulation de Dofasco ont été apportées à l'offre d'Arcelor.

Le 24 février 2006, le sidérurgiste chinois Laiwu Steel Group s'engage à vendre à Arcelor une participation de 38,41% dans le capital de Laiwu Steel Corporation, une filiale cotée de Laiwu Steel Group., Ltd.

Aux termes du contrat d'achat d'actions, Arcelor acquerra 354 236 546 actions du type « *legal person shares* » de Laiwu Steel Group Ltd. au prix de RMB 5 888 par action, pour un montant total de RMB 2 085 760 530,86. La contrepartie, versée exclusivement en numéraire, pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la valeur de l'actif net à une date proche de la date d'acquisition.

En date du 3 mars 2006, Arcelor, la Société Nationale d'Investissement (SNI, Maroc) et les actionnaires de référence de Sonasid (MAMDA-MCMA, Axa Assurances Maroc, RMA-Watanya, CIMR et Attijariwafabank) ont conclu un accord de partenariat stratégique pour le développement de la Sonasid (Société Nationale de Sidérurgie). Cet accord prévoit notamment que, sous réserve de la réalisation de certaines conditions suspensives, Arcelor, la SNI et les actionnaires de référence procéderont au regroupement de leurs participations respectives dans le capital de Sonasid par transfert de titres Sonasid au prix de 1 350 MAD par action à une société holding spécialement constituée à cet effet. La société holding détiendra au terme de cette étape 64,86% du capital de Sonasid.

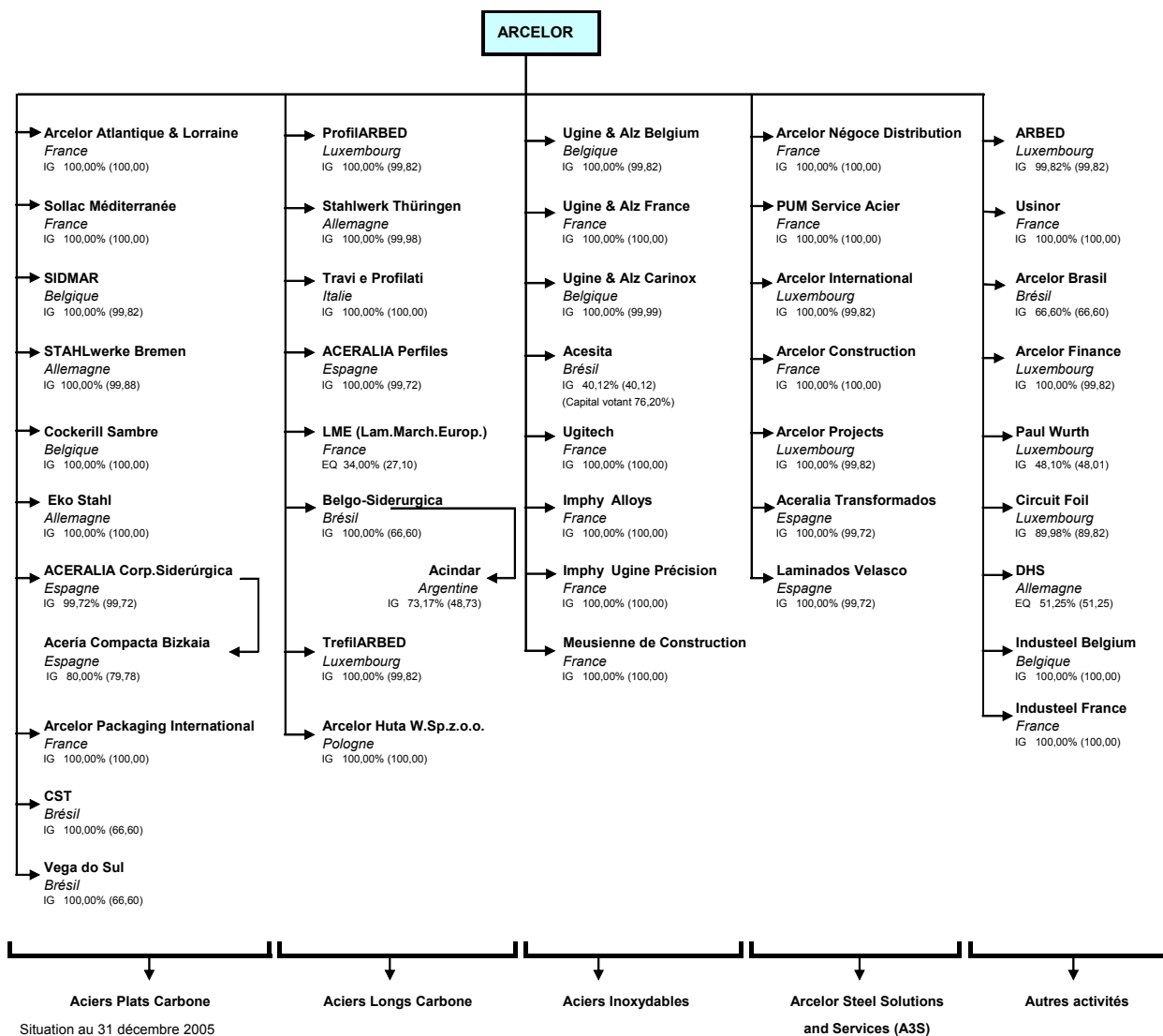
Le 10 mars 2006, Arcelor a annoncé la conclusion d'un accord d'exclusivité avec Schmolz+Bickenbach pour la cession de 100% de sa filiale de produits longs inoxydables Ugitech.

Note 29 – Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Pour l'année 2005, le volume total des quotas alloués au Groupe est de 57,3 millions de tonnes. Les volumes des émissions se sont élevés à 51 millions de tonnes au 31 décembre 2005.

3,9 millions de tonnes sur les 6,3 millions d'excédents de quotas disponibles ont été cédés sur le marché au deuxième semestre de 2005 pour un montant total de 85 millions d'euros. Cet excédent 2005 est lié partiellement à la fermeture d'un site industriel continental et, de façon plus générale, à la réduction volontaire des volumes de production durant l'exercice.

Note 30 – Organigramme simplifié du Groupe



Situation au 31 décembre 2005

Légende

- Pourcentages de participation en % & taux de consolidation entre parenthèses
- Méthodes de consolidation : IG (Intégration globale), EQ (Mise en équivalence)

Remarque : Transfert de l'activité Industeel du Secteur Aciers Inoxydables vers le Secteur "Autres activités".

Note 31 – Liste des sociétés du Groupe (Situation au 31 décembre 2005)

Périmètre de consolidation

371 sociétés consolidées par intégration globale (au côté d'Arcelor S.A)

186 sociétés en équivalence

Sociétés	<u>Méthode de consolidation</u>	<u>Pays</u>	<u>Fraction du capital détenue</u> <u>contrôle (%)</u>
<u>Secteur Aciers plats au carbone</u>			
ACB sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Acería Compacta de Bizkaia SA, Sestao	Globale	Espagne	80,004286
- Acb, Acr Decapado Aie, Sestao	Globale	Espagne	100,000000
ACERALIA Corporación Siderúrgica SA, Gozón	Globale	Espagne	99,589962
Aceros URS SA, Viladecans	Equivalence	Espagne	45,024739
Arcelor Atlantique et Lorraine Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor España SA, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor FCS Commercial Deutschland GmbH, Köln	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Packaging International SA, Puteaux	Globale	France	99,999801
Arcelor Packaging International España SL, Gozón	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Packaging International Italia Srl, Canossa	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Planos Sagunto SL, Valencia	Globale	Espagne	99,999999
Arcelor Research SA, Puteaux	Globale	France	99,779149
Borcelik Celik Sanyii Ticaret AS, Istanbul	Equivalence	Turquie	40,466215
Bregal Bremer Galvanisierungs-GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	75,050000
Bre.M.A Warmwalz GmbH & Co KG, Bremen	Globale	Allemagne	88,888889
Cia Hispano-Brasileira de Pelotizacao SA, Vitoria	Equivalence	Brésil	49,111101
Cockerill Sambre SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Coils Lamiere Nistri Spa, Caselette, sous-groupe comprenant 20 sociétés	Equivalence	Italie	35,000000
Comercial de Hojalata y Metales SA, San Adrian	Equivalence	Espagne	22,999561
Cortes y Aplanados Siderúrgicos SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
CST sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Companhia Siderúrgica de Tubarão SA (CST), Serra	Globale	Brésil	100,000000
- CST Corporation BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
- CST Overseas Ltd, Grand Cayman	Globale	Iles Cayman	100,000000
- Skadden Consultadoria e Servicos Lda, Funchal Madeira	Globale	Portugal	100,000000
Daval Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Decosteel NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Dermach SA, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Eko Stahl GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eurogal Srl, Flémalle	Globale	Belgique	99,999999
Ewald Giebel-Luxemburg GmbH, Dudelange	Equivalence	Luxembourg	33,333333
Ferramentas e Accessorios Industriais Lda, Agueda	Equivalence	Portugal	39,999864
Galtec NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Galvalange Sàrl, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
Gestamp Automocion SL, Abadiano, sous-groupe comprenant 58 sociétés	Equivalence	Espagne	34,999996
La Magona sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- La Magona d'Italia Spa, Firenze	Globale	Italie	99,791940
- Magona International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,990000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
- Societa Mezzi Portuali Piombino Spa, Piombino	Equivalence	Italie	50,000000
- Tubisud Srl, Luogosano	Globale	Italie	100,000000
Metalúrgica Asturiana SA, Mieres	Globale	Espagne	100,000000
R.Bourgeois SA, Besançon	Equivalence	France	29,996667
Siderúrgica del Mediterráneo SA, Puerto Sagunto	Globale	Espagne	100,000000
Sidmar NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sidstahl NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sikel NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Sol Coqueria Tubarão SA, Serra	Globale	Brésil	99,000000
Solcan Fininvest sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Solcan Fininvest Inc., Burlington	Globale	Canada	100,000000
- Dosol Galva Inc., Hamilton	Equivalence	Canada	20,000000
Sollac Ambalaj Celigi Sanayi ve Ticaret AS, Levent-Istanbul	Globale	Turquie	74,999931
Sollac Atlantique SA, Puteaux	Globale	France	99,999900
Sollac Lorraine SA, Puteaux	Globale	France	99,999832
Sollac Méditerranée Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Stahlwerke Bremen GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	100,000000
Tailor Steel America Llc, New York	Globale	Etats-Unis	70,602704
Tailored Blank Bremen GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	100,000000
Tailored Blank Eisenhüttenstadt GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Tailored Blank Genk NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Tailored Blank Liège SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Tailored Blank Lorraine SA, Uckange	Globale	France	99,984252
Tailored Blank Zaragoza SA, Pedrola	Globale	Espagne	100,000000
Toleries Delloye-Matthieu SA, Marchin	Globale	Belgique	100,000000
Usinor Auto SA, Puteaux	Globale	France	99,969510
Vega do Sul SA, São Francisco do Sul	Globale	Brésil	99,999996

Secteur Aciers longs au carbone

Arbed-Finanz Deutschland GmbH, Saarbrücken	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Alabron Zumárraga SA, Zumárraga	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Barras Comercial SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Huta L.W. Spzoo, Warszawa	Globale	Pologne	99,999487
Arcelor Laminados Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Perfiles sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Arbed-Finanz Deutschland GmbH, Saarbrücken	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Alabron Zumárraga SA, Zumárraga	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Barras Comercial SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Huta L.W. Spzoo, Warszawa	Globale	Pologne	99,999487
Arcelor Laminados Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Perfiles sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Aceralia Perfiles U.K. Ltd, Rayleigh	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
- Aceralia Redondos Comercial SA, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Long Commercial Bordeaux SA, Merignac	Globale	France	97,800000
- Arcelor Long Commercial Torino Srl, Torino	Globale	Italie	100,000000
- Arcelor Perfiles Bergara SA, Bergara	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Perfiles Madrid SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Perfiles Olaberria SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
- Aristrain Hispano Trade GmbH, Düsseldorf	Globale	Allemagne	100,000000
- Fercome Trading SL, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
- Ilsacer 2000 SL, Zaragoza	Equivalence	Espagne	50,000000
- Kramer and Sons Trading Co, Detroit	Equivalence	Etats-Unis	50,000000
- Servicios Complementarios del Norte SL, Bilbao	Equivalence	Espagne	49,000000
- Sobrinos De Manuel Cámara SA, Renteria	Equivalence	Espagne	50,000000
- Triturados Férricos SL, Madrid	Equivalence	Espagne	33,300000
Arcelor Rails, Piles & Special Sections Sàrl, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Sections Commercial SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Ares SA, Rodange	Globale	Luxembourg	80,467895
Asbm Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Belgo-Mineira sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Belgo Siderurgia SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	99,999816
- Belgo Bekaert Arames Ltda, Contagem	Globale	Brésil	55,000000
- Bemex International Ltd, Hamilton	Globale	Bermudes	100,000000
- Belgo Bekaert Nordeste SA, Feira de Santana	Globale	Brésil	99,031811
- Belgo-Mineira Uruguay SA, Montevideo	Globale	Uruguay	100,000000
- BelgoPar Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
- Bmb Belgo-Mineira Bekaert Artefatos de Arame Ltda, Vespasiano	Globale	Brésil	55,499970
- Bmf Belgo-Mineira Fomento Mercantil Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
- Caf Santa Bárbara Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
- Cima Cabos SA, Osasco	Equivalence	Brésil	50,000000
- Procables SA, Lima	Equivalence	Pérou	47,739239
- Productos de Acero SA, Santiago	Equivalence	Chili	50,000000
- Wire Rope Industries SA, Montréal	Equivalence	Canada	50,000000
Acindar sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Acindar Industria Argentina de Aceros SA, Buenos Aires	Globale	Argentine	73,165461
- Acindar do Brasil Ltda, São Paulo	Globale	Brésil	99,999999
- Acindar Pymes SA, Buenos Aires	Equivalence	Argentine	50,000000
- Acindar Uruguay Indústria Argentina de Aceros SA, Montevideo	Globale	Uruguay	100,000000
- Agrinsa -Agro Industrial SA, La Rioja	Globale	Argentine	100,000000
- Comercial Bagual Ltda, Santiago	Globale	Chili	100,000000
- Eco Oil SA, Buenos Aires	Equivalence	Argentine	16,666667
- Elmec SA, Buenos Aires	Globale	Argentine	99,999950
- I.P.H. Saicf, Buenos Aires	Equivalence	Argentine	32,999950
- Impeco SA, San Luis	Globale	Argentine	99,999898
- Performa SA, Buenos Aires	Globale	Argentine	100,000000
Belgo-Mineira Participação Indústria e Comércio SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
LME Laminés Marchands Européens SA, Trith Saint Léger, sous-groupe comprenant 3 sociétés	Equivalence	France	33,999260
MecanArbed Dommeldange Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco Sàrl & Cie Secs, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Redalsa SA, Valladolid	Equivalence	Espagne	26,000000
San zeno acciai - Duferco Spa, San Zeno Naviglio	Equivalence	Italie	49,900001
Socabel (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Socadi (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Société du Train Universel de Longwy SA, Herserange	Globale	France	99,999993
Stahlwerk Thüringen GmbH, Unterwellenborn	Globale	Allemagne	100,000000
Travi e Profilati di Pallanzeno Spa, Pallanzeno	Globale	Italie	100,000000
TrefilArbed Arkansas Inc, Pine Bluff	Globale	Etats-Unis	62,962963
TrefilArbed Bettembourg SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Bissen SA, Bissen	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Cheb Sro, Jesenice u Chebu	Globale	République Tchèque	100,000000
TrefilArbed Hungary Kft, Szentgotthárd	Globale	Hongrie	100,000000
TrefilArbed Kiswire Ltd, Kyung-Nam	Equivalence	Corée du Sud	50,000000
TrefilArbed Stahlcord Austria AG, Fürstenfeld	Globale	Autriche	96,502722
Usina Hidrelétrica Guilman-Amorim SA, Belo Horizonte	Equivalence	Brésil	51,000000

Secteur Aciers inoxydables

Acesita sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Acesita SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	63,612819
- Acesita Argentina SA, Buenos Aires	Globale	Argentine	98,000000
- Acesita Centros de Serviços Ltda, Timóteo	Globale	Brésil	100,000000
- Acesita Energética Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
- Acesita Export and Trade Ltd, Grand Cayman	Globale	Îles Cayman	100,000000
- Acesita International Ltd, Grand Cayman	Globale	Îles Cayman	100,000000
- Acesita Serviços Com. Ind. e Part. Ltda, Timóteo	Globale	Brésil	100,000000
- AP Participacoes SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
- Inox Tubos Part. SA, Ribeirão Pires	Equivalence	Brésil	43,850000
- Preservar Madeira Reflorestada Ltda, Ipatinga	Equivalence	Brésil	50,000000
- Stainless Overseas Ltd, Grand Cayman	Globale	Îles Cayman	(SPE)
AL-Fin NV, Genk	Globale	Belgique	99,996377
Alinox Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Stainless International SA, Puteaux	Globale	France	99,997909
Arcelor Stainless Processing Llc, New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
Arcelor Stainless USA Llc, New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
Haven Genk NV, Genk	Globale	Belgique	50,000000
Imphy Alloys SA, Puteaux	Globale	France	99,999829
Imphy Alloys Nevada sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Imphy Alloys Nevada Inc., New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Hood and Company Inc., Hamburg	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Metalimphy Precision Alloys Inc., Collegeville	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Rahns Specialty Metals Inc., Collegeville	Globale	Etats-Unis	100,000000
Imphy Mill Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Imphy Ugine Précision SA, Puteaux	Globale	France	99,999916
Longtain Aciers Spéciaux et Inoxydables SA, Strepy-Bracquegnies	Globale	Belgique	100,000000
Matthey et Cie SA, Apples	Globale	Suisse	100,000000
Matthey France Sas, Ancerville	Globale	France	100,000000
Matthey Holding SA, Apples	Globale	Suisse	100,000000
Matthey Sro, Praha	Globale	République Tchèque	100,000000
Mecagis Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Meusienne Italia Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
RCC & Weha sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- RCC & Weha GmbH, Erkrath	Globale	Allemagne	100,000000
- Ugine & Alz Deutschland GmbH, Erkrath	Globale	Allemagne	100,000000
Société Meusienne de Constructions Mécaniques SA, Ancerville	Globale	France	99,910716
Société Savoisienne de Métaux Sas, Annecy	Globale	France	100,000000
Sprint Metal Edelstahlziehereien GmbH, Hemer	Globale	Allemagne	100,000000
Trafilerie Bedini Srl, Peschiera Borromeo	Globale	Italie	100,000000
Ugine & Alz SA, Puteaux	Globale	France	99,851852
Ugine & Alz Belgium NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz Benelux Service NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz Carinox SA, Châtelet	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz France SA, Puteaux	Globale	France	99,999978
Ugine & Alz France Service Sas, Gonesse	Globale	France	100,000000
Ugine & Alz Iberica SL, Viladecans	Globale	Espagne	99,999480
Ugine & Alz Italia Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Ugine & Alz Luxembourg SA, Rodange	Globale	Luxembourg	100,000000
Ugine Savoie Rostfrei GmbH, Renningen	Globale	Allemagne	100,000000
Ugine Stainless & Alloys Inc., Doylestown	Globale	Etats-Unis	100,000000
Uginox Sanayi ve Ticaret AS, Gebze Kocaeli	Globale	Turquie	65,000000
Ugitech SA, Ugine	Globale	France	99,999948
Usi Holding Inc., New York	Globale	Etats-Unis	100,000000

Arcelor Steel Solutions and Services (A3S)

Aceralia Construcción Obras SL, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Distribución sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Aceralia Distribución SL, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribuição Portugal Spq, Ribatejo	Globale	Portugal	100,000000
- Arcelor Distribución Barcelona SL, Parets del Valles	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Valencia SL, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
- Perfiles Especiales SA, Pamplona	Equivalence	Espagne	100,000000
Aceralia Transformados sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Aceralia Transformados SA, Mutilva Alta	Globale	Espagne	100,000000
- Aceralia Color Acero SL, Mutilva Alta	Globale	Espagne	100,000000
Arbed Americas sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Arbed Americas Llc, New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Arcelor Internacional México SA, Tlalnepantla	Equivalence	Mexique	100,000000
Arcelor Bauteile GmbH, Kreuztal-Eichen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Construcción España sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Arcelor Construcción España SL, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
- Ach Paneles AIE, Azuqueca de Henares	Equivalence	Espagne	40,000000
Arcelor Construction France SA, Rueil Malmaison	Globale	France	99,999059
Arcelor Distribution GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Distribution Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Arcelor International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor International America Llc, New York	Globale	Etats-Unis	99,980004

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor International Antwerp SA, Antwerpen	Globale	Belgique	99,900000
Arcelor International Canada Inc., Burlington	Globale	Canada	100,000000
Arcelor International Export SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor International Singapore sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Arcelor International Singapore Plc, Singapore	Globale	Singapour	100,000000
- Arcelor International Malaysia Sdn. Bhd., Kuala Lumpur	Globale	Malaisie	100,000000
Arcelor Projects Spiral Mill sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Arcelor Projects Spiral Mill BV, Heijningen	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Byard Netherlands BV, Heijningen	Globale	Pays-Bas	100,000000
- De Boer Spiral Mill BV, Heijningen	Globale	Pays-Bas	100,000000
- De Boer Spiral Mill Vof, Heijningen	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Profil Sas, Yutz	Globale	France	100,000000
Arcelor Projects BV, Moerdijk	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Projects NV, Overpelt	Globale	Belgique	100,000000
Arcelor Projects Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Projects International BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Stal Serwis Polska Spzoo, Bytom	Globale	Pologne	100,000000
Arcelor Stahlhandel GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Steel Service Centres Sas, Saint Ouen l'Aumone	Globale	France	100,000000
Ask Mac Gowan Ltd, Halesowen	Globale	Grande-Bretagne	90,000000
Asturiana de Perfiles SA, Langreo	Globale	Espagne	97,481081
Avis Steel UK Ltd, Manchester	Globale	Grande-Bretagne	92,500000
Baechler Sas, Thionville	Globale	France	100,000000
Berton Sicard Produits Métallurgiques Sas, Avignon	Globale	France	100,000000
C.S.T.R. Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Chaillous Sas, Nantes	Globale	France	100,000000
Cima Sas, Bertrichamps	Globale	France	100,000000
Cisatol SA, Montataire	Globale	France	99,999603
Cockerill Stahl Service GmbH, Essen	Globale	Allemagne	100,000000
Cofrastra SA, Fribourg	Globale	Suisse	100,000000
Color Profil NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Comptoir Métallurgique du Littoral Sas, Nice	Globale	France	100,000000
D.T.T. Purchasing Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Dikema & Chabot Holding BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Dikema Staal Nederland BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Disteel NV, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
Disteel Cold NV, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
Etablissement Alfred André Sas, Harfleur	Globale	France	100,000000
Etablissements Jean Letierce et Cie Sas, Bolbec	Globale	France	100,000000
Etilam SA, Saint Dizier	Globale	France	99,989231
Eucosider Commercial SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
Eurinter France Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Eurinter Svenska AB, Karlstad	Globale	Suède	100,000000
Europafil SA, L'hospitalet	Equivalence	Espagne	50,000000
Europese Staal Prefabricatie NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Fermatec Sas, Nîmes	Globale	France	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Ferrometalli-Safem Spa, Milano	Globale	Italie	98,397895
Flachform Stahl GmbH, Schwerte	Globale	Allemagne	100,000000
Galva Service Sas, Bazeilles	Globale	France	99,998383
Gonvarri Industrial SA, Madrid, sous-groupe comprenant 18 sociétés	Equivalence	Espagne	29,850431
Jean Guille SA, Yutz	Globale	France	49,995000
Haironville Austria GmbH, Neuhausen	Globale	Autriche	99,997500
Haironville Metal Profil SA, Herstal	Globale	Belgique	100,000000
Haironville Portugal SA, Cartaxo	Globale	Portugal	99,988462
Haironville Tac Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Haironville UK Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Heller + Köster Stahlhandel GmbH, Olpe	Globale	Allemagne	100,000000
Holding Gonvarri Srl, Bilbao	Equivalence	Espagne	35,000140
Konti Steel Hellas AE, Marousi	Globale	Grèce	100,000000
Laminados Velasco sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Laminados Velasco SL, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Baleares SL, Palma de Mallorca	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Murcia SA, San Ginés	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Valencia SL, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Valladolid SA, Valladolid	Globale	Espagne	100,000000
- Arcelor Distribución Vigo SA, Porriño	Globale	Espagne	100,000000
- Auxiliar Laminadora Alavesa SA, Olaeta	Globale	Espagne	100,000000
- Calibrados Pradera SA, Miravalles	Equivalence	Espagne	50,000000
- Cántabra de Laminados Velasco SA, Santander	Globale	Espagne	100,000000
- Castellana de Laminados Velasco SA, Burgos	Globale	Espagne	100,000000
- Elaborados y Construcción SA, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
- Ferronía SA, Hernani	Globale	Espagne	100,000000
- Grupo Velasco Desarrollo SL, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
- Industrias Zarra SA, Galdacano	Equivalence	Espagne	25,000000
- Laminados Canarias SA, Telde	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Comavesa SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Gonvelsa SL, Lugo de Llanera	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Arbizu SA, Arbizu	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Duero SA, Basauri	Globale	Espagne	90,000000
- Laminados Siderúrgicos La Coruña SA, Arteixo	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Miranda SA, Miranda de Ebro	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Orense SA, San Ciprian de Viñas	Globale	Espagne	90,000000
- Laminados Siderúrgicos Sevilla SA, Alcalá de Guadaira	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Toledo SA, Villaluenga de la Sagra	Globale	Espagne	100,000000
- Laminados Siderúrgicos Vitoria SA, Vitoria	Globale	Espagne	100,000000
- SA Productos Empresas Metalúrgicas, Salvatierra	Globale	Espagne	100,000000
- Servicio del Acero SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
- Tremad SA, Icazteguieta	Globale	Espagne	100,000000
- Tubos y Decapados SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
Lardier et compagnie Sas, Blois	Globale	France	100,000000
Laserflash SA, Eupen	Globale	Belgique	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Lille Aciers Sas, Lomme	Globale	France	100,000000
Megaço Jma Comercio Siderúrgico Spq, Palmela	Equivalence	Portugal	38,666500
Mirouze Novacier Sas, Tournefeuille	Globale	France	100,000000
Mosacier SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Parements Métalliques d'Architecture SA, Cerons	Globale	France	99,988000
Perry Willenhall Steel Service Centres Ltd, Willenhall	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Plaques et Découpes France SA, Reims	Globale	France	99,998933
Produits d'Usines Métallurgiques Pum-Station Service Acier SA, Reims	Globale	France	99,983629
Produits Métallurgiques de l'Orléanais Sas, Ingre	Globale	France	100,000000
Produits Métallurgiques des Ardennes Sas, Donchery	Globale	France	100,000000
Produits Métallurgiques du Sud-Ouest Sas, Langon	Globale	France	100,000000
Produits Sidérurgiques de la Moselle Sas, Yutz	Globale	France	100,000000
Profil du futur Sas, Horbourg Wihr	Globale	France	100,000000
Profilage de Guadeloupe Sas, Baie Mahault	Globale	France	100,000000
Profilage de la Réunion SA, Le Port	Globale	France	94,203612
ProfilArbed Distribution SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Exploitation Luxembourg SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Luxembourg SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Staalhandel sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- ProfilArbed Staalhandel BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
- AND-Steel NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
- Borotrans Born BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Bouwstaal Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Demanet-Cassart Aciers SA, Seneffe	Globale	Belgique	100,000000
- Leduc Trading NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
- Limbustaal BV, Meersen	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Lommaert/Montan Wapeningsstaal BV, Nijmegen	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Lommaert Walserijprodukten BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Montan Staal BV, Den Haag	Globale	Pays-Bas	100,000000
- ProfilArbed Staalhandel Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
- Steelxpress NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
Profilsteel SA, Bouffloulx	Globale	Belgique	100,000000
Pum Paris-Normandie Sas, Savigny le Temple	Globale	France	100,000000
Pum Steel Service Centre Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Pum Sud Est Sas, Lyon	Globale	France	100,000000
Ravené Schäfer GmbH, Halle	Globale	Allemagne	100,000000
Robert Smith Steels Ltd, Mersyside	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Sar Stahlservice GmbH, Neuwied	Globale	Allemagne	100,000000
Savoie Métal SA, Saint Jorioz	Globale	France	100,000000
Savoie Métal Toiture Sas, Saint Jorioz	Globale	France	100,000000
Skyline Steel sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Skyline Steel Llc, Parsippany	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Arkansas Steel Processing Llc., Armorel	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Arkansas Steel Processing Llc, Bessemer	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Associated Pile and Fitting Llc, Clifton	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Casteel Llc, Belpre	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Midwest Steel & Tube Llc, Chicago	Globale	Etats-Unis	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
- PA Pipe Llc, Camp Hill	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Sheeting Solutions Llc, Belpre	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Skyline (Php) Canada Ltd, St Bruno	Globale	Canada	100,000000
- Skyline Canada Holding Inc., Parsippany	Globale	Etats-Unis	100,000000
- Skyline Steel Pipe Llc, Luka	Globale	Etats-Unis	100,000000
Slpm Sas, Denain	Globale	France	100,000000
Slpm Atlantique Sas, Saint Nazaire	Globale	France	100,000000
Société Belge d'Oxycoupage SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Société de transports de produits d'usines Métallurgiques Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Société Industrielle Métallurgique et d'entreprise Sas, La Chapelle Saint Luc	Globale	France	100,000000
Sotracier Sas, Pontcharra	Globale	France	100,000000
Sps Altensteig Stahl-Service-Center GmbH, Altensteig-Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Sps Lichtenstein Stahl-Service-Center GmbH, Lichtentein	Globale	Allemagne	100,000000
Station Service Acier Lopez Sas, Valence	Globale	France	100,000000
Steel Coat Service Centres SA, Alleur	Globale	Belgique	100,000000
Südband Stahl-Service GmbH, Ludwigshafen	Globale	Allemagne	100,000000
Traxys SA, Bertrange sous-groupe comprenant 14 sociétés	Equivalence	Luxembourg	50,000000
Upac Sas, Saint Ouen l'Aumone	Globale	France	100,000000
Welbeck Steel Service Centre Ltd, Barking	Globale	Grande-Bretagne	100,000000

Secteur Autres activités

ARCELOR S.A, Luxembourg		Luxembourg	
Aceralia Constructalia SL, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Steel Trading BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Ais Finance (Groupe Arbed) Snc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
ARBED SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,820701
Arbed Investments SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arbed Investment Services SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Aços Especiais do Brasil Ltda, São Paulo	Globale	Brésil	99,999976
Arcelor Brasil SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	65,973128
Arcelor Finance and Services Belgium SA, Bruxelles	Globale	Belgique	100,000000
Arcelor Finance Sca, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,999998
Arcelor Finanziara Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Germany Holding GmbH, Berlin	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Holding Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Italy Holding Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Netherlands BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Persebrás SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Purchasing Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor Spain Holding Srl, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Systems Belgium SA, Flemalle	Globale	Belgique	100,000000
Arcelor Systems France Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor Technologies France Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor Treasury Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor USA Holding Inc., New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
Atic Services SA, Paris, sous-groupe comprenant 20 sociétés	Equivalence	France	43,513975
Bail Industrie SA, Hayange	Globale	France	99,999663

Sociétés	<u>Méthode de consolidation</u>	<u>Pays</u>	<u>Fraction du capital détenue</u> <u>contrôle (%)</u>
Cfl Canada Investment Inc., Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil America Secs, Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil Luxembourg Sàrl, Wiltz	Globale	Luxembourg	89,979841
Circuit Foil Service SA, Weidingen/Wiltz	Equivalence	Luxembourg	49,000000
Cockerill Forges and Ringmill SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Cockerill Mécanique Prestations SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Daf Group NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
DHS-Dillinger Hütte Saarstahl AG, Dillingen, sous-groupe comprenant 15 sociétés	Equivalence	Allemagne	51,250000
Esperbras SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Finindus NV, Bruxelles	Globale	Belgique	100,000000
Finocas NV, Gent	Globale	Belgique	50,000000
G.Fer Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Groupement de l'Industrie Sidérurgique SA, Puteaux	Globale	France	99,908537
Groupement Immobilier Srl, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Imphy SA, Puteaux	Globale	France	99,671593
Industeel Belgium sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Industeel Belgium SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
- Aval Metal Center SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
- Charleroi Déroulage SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
Industeel France sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- Industeel France SA, Puteaux	Globale	France	99,999400
- Industeel Creusot Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
- Industeel Loire Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
- Creusot Métal SA, Puteaux	Globale	France	99,998500
Immobilière Schlusgoart (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
InvestAR Sàrl, Luxembourg	Equivalence	Luxembourg	50,000000
July Products sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
- July Products Llc, New York	Globale	Etats-Unis	100,000000
- J&L Speciality Steel International Sales Inc., Christiansted	Globale	Etats-Unis	100,000000
Paul Wurth SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	48,097230
Sidarfin NV, Gent	Globale	Belgique	99,999979
Sidarsteel NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sodisid Sas, Hayange	Globale	France	100,000000
Sofinus SA, Puteaux	Globale	France	99,997244
Sogepass SA, Hayange	Globale	France	100,000000
Somef SA, Liège	Globale	Belgique	60,000000
Soteg Société de Transport de Gaz SA, Luxembourg	Equivalence	Luxembourg	20,000000
Sotel SC, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	77,000000
Sotel Réseau et Cie Secs, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
USINOR SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Usinor Belgium SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Usinor Imports & Trading Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
1) Entreprises liées non consolidées (373 sociétés)		
A.S. Build SA, Liège	Belgique	100,000000
A.S.C.Praha Spo.r.o., Praha	République Tchèque	100,000000
A'Tol Sas, La Ravoire	France	100,000000
Acdo Llc, New-York	Etats-Unis	100,000000
Aceralia Construcciones SL, Sestao	Espagne	100,000000
Aciers Solcan Inc., Burlington	Canada	100,000000
Agifep, Arbed Group Investors for Electronic Purchasing SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Agifesa, Arbed Group Investors for Electronic Sales SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Airdix SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Alpha Profil SA, Yutz	France	99,760000
Arbed Building Concepts SA, en cessation d'activité, Esch s/Alzette	Luxembourg	100,000000
Arbed Spundwand GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Arc-Air SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arc Detal Spzoo, Ostrowiec	Pologne	67,000000
Arcelor Acelkereskedelmi Kft, Kecskemét	Hongrie	99,967208
Arcelor Assekuranz Vermittlungs-GmbH, en cessation d'activité, Bremen	Allemagne	100,000000
Arcelor Auto Brasil Ltda, São Paulo	Brésil	99,999882
Arcelor China holding (Luxembourg) Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor Construcción Iberia Srl, Madrid	Espagne	100,000000
Arcelor Consultants SA, Puteaux	France	99,840000
Arcelor Distribuce -CZ Sro, Praha	République Tchèque	100,000000
Arcelor Distribúcia Slovensko Sro, Kosice	Slovaquie	100,000000
Arcelor Distribucija Doo, Beograd	Serbie et Monténégro	100,000000
Arcelor Distribucija Doo, Cakovec	Croatie	100,000000
Arcelor Distributie Srl, Pantelimon	Roumanie	100,000000
Arcelor Distribution Bulgaria Eood, Sofia	Bulgarie	100,000000
Arcelor Distribution Négoce Sas, Reims	France	100,000000
Arcelor Distribution Steel Solutions Sas, Reims	France	100,000000
Arcelor Dystrybucja Polska Spzoo, Katowice	Pologne	100,000000
Arcelor FCS Celik Ticaret AS, Istanbul	Turquie	99,998400
Arcelor FCS Commercial Austria GmbH, Steyr	Autriche	100,000000
Arcelor FCS Commercial Benelux SA, Merelbeke	Belgique	99,960000
Arcelor FCS Commercial Central and Eastern Europe GmbH, Berlin	Allemagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial CZ Sro, Praha	République Tchèque	100,000000
Arcelor FCS Commercial Denmark A/S, Kobenhavn	Danemark	100,000000
Arcelor FCS Commercial Finland OY, Helsinki	Finlande	100,000000
Arcelor FCS Commercial France SA, Puteaux	France	99,949999
Arcelor FCS Commercial Greece Llc, Kifissia	Grèce	99,666667
Arcelor FCS Commercial Hungary Kft, Budapest	Hongrie	100,000000
Arcelor FCS Commercial Iberica SL, Madrid	Espagne	99,999999
Arcelor FCS Commercial Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Arcelor FCS Commercial Luxembourg SA, Dudelange	Luxembourg	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor FCS Commercial Netherlands BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Arcelor FCS Commercial Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor FCS Commercial Poland Spzoo, Poznan	Pologne	100,000000
Arcelor FCS Commercial Portugal Sul, Cascais	Portugal	100,000000
Arcelor FCS Commercial Schweiz AG, Wettingen	Suisse	99,950000
Arcelor FCS Commercial Sweden AK, Stockholm	Suède	100,000000
Arcelor FCS Commercial UK Ltd, Solihull-West	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Germany Services GmbH, Berlin	Allemagne	100,000000
Arcelor Grundstücksverwaltung Neckarsulm GmbH, Ratingen	Allemagne	100,000000
Arcelor Grundstücksverwaltung Thüringen GmbH, Ratingen	Allemagne	100,000000
Arcelor Holding Mexico SA, Mexico DF	Mexique	100,000000
Arcelor Inoxidables de Mexico SA, Mexico DF	Mexique	99,999971
Arcelor Insurance Belgium NV, Gent	Belgique	100,000000
Arcelor Insurance Consultants SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor International (Proprietary) Ltd, Sandton	Afrique du Sud	100,000000
Arcelor International Africa SA, Casablanca	Maroc	99,966102
Arcelor International Baltics OÜ, Tallinn	Estonie	100,000000
Arcelor International Celik Dis Ticaret AS, Istanbul	Turquie	99,755555
Arcelor International Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor International Steel Trading Shanghai Co. Ltd, Shanghai	Chine	100,000000
Arcelor International Ukraine Tob, Kyiv	Ukraine	100,000000
Arcelor IT & IS Italia Srl, Piombino	Italie	100,000000
Arcelor Italia Srl, Piombino	Italie	100,000000
Arcelor Logistics Belgium NV, Antwerpen	Belgique	99,999999
Arcelor Logistics Brazil Ltda, São Paulo	Brésil	100,000000
Arcelor Logistics France SA, Puteaux	France	99,935135
Arcelor Logistics Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Arcelor Logistics USA Llc, New York	Etats-Unis	100,000000
Arcelor Long Commercial Austria GmbH, Salzburg	Autriche	100,000000
Arcelor Long Commercial Denmark AS, Kobenhavn	Danemark	100,000000
Arcelor Long Commercial Finland OY, Helsinki	Finlande	100,000000
Arcelor Long Commercial Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor Long Commercial Polska Spzoo, Katowice	Pologne	100,000000
Arcelor Long Commercial Sweden AB, Stockholm	Suède	100,000000
Arcelor Metal Endüstri Ve Ticaret AS, Istanbul	Turquie	100,000000
Arcelor Négoce Distribution - Europe Est SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor Négoce Distribution China Holding Ltd, Wanchai	Chine	100,000000
Arcelor Packaging International Belgium NV, Sint-Niklaas	Belgique	100,000000
Arcelor Processing Sas, Reims	France	100,000000
Arcelor Projects Pte Ltd, Singapore	Singapour	90,000000
Arcelor Projects UK Ltd, Oll Kent	Grande-Bretagne	99,991000
Arcelor Rebar Commercial SA, Rodange	Luxembourg	100,000000
Arcelor Rebar Commercial Deutschland GmbH, Waldems-Bermbach	Allemagne	100,000000
Arcelor Research Liège Srl, Liège	Belgique	100,000000
Arcelor RPS Italia Srl, Torino	Italie	100,000000
Arcelor RPS UK Ltd, Solihull	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Sections Commercial Austria GmbH, Salzburg	Autriche	100,000000
Arcelor Sections Commercial Benelux BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Sections Commercial Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Arcelor Sections Commercial France SA, Puteaux	France	99,990000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor Sections Commercial Italia Srl, Torino	Italie	100,000000
Arcelor Sections Commercial Schweiz AG, Basel	Suisse	100,000000
Arcelor Sections Commercial UK Ltd, Birmingham	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Servicios SA, Queretaro	Mexique	100,000000
Arcelor Slovakia Ssc, Senica	Slovaquie	100,000000
Arcelor SSC Development Aiguebelle Sas, Aiguebelle	France	85,000000
Arcelor SSC Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Arcelor SSC Salvatierra SL, Salvatierra	Espagne	100,000000
Arcelor Stainless (China) Company Ltd, Tsim Sha Tsui	Chine	99,900000
Arcelor Stainless Australia Pty Ltd, Southport	Australie	100,000000
Arcelor Stainless Canada Inc., Burlington	Canada	100,000000
Arcelor Stainless India Private Ltd, Mumbai	Inde	99,999633
Arcelor Stainless International - Korea Branch BO, Seoul	République de Corée (Sud)	100,000000
Arcelor Stainless Singapore Pte Ltd, Singapore	Singapour	100,000000
Arcelor Systems España SL, Gozón	Espagne	100,000000
Arcelor Technologies Belgium SA, Flémalle	Belgique	100,000000
Arcelor Technologies España SL, Gozón	Espagne	100,000000
Arcelor Turkey Holding (Luxembourg) Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arceo SA, Flémalle	Belgique	65,163934
Arceval SA, Bruxelles	Belgique	100,000000
Armar Prestação de Servicos Ltda, São Paulo	Brésil	99,999996
Armasteel SA, Wavre	Belgique	100,000000
Armatures SA, Pontpierre	Luxembourg	100,000000
Association Coopérative Zélandaise de Carbonisation BV, en liquidation, Terneuzen	Pays-Bas	100,000000
Assuraciens Snc, Puteaux	France	100,000000
Beijing Arcelor Shougang Steel Construction Co. Ltd, Beijing	Chine	70,000000
Belgo Trade SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Bemex Belgo-Mineira Comercial Exportadora SA, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Beriso SA, en liquidation, Bruxelles	Belgique	100,000000
Blahove BV, Amsterdam	Pays-Bas	97,500000
Bme Belgo-Mineira Engenharia Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Bms Belgo-Mineira Sistemas SA, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Bometal NV, Mechelen	Belgique	100,000000
Brema Warmwalz GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Broyeur Charbon de Fos Sas, Puteaux	France	100,000000
C3S Sàrl, Puteaux	France	100,000000
CDSA SA, Buenos Aires	Argentine	100,000000
Centre Auvergne Pliage Sas, Puteaux	France	100,000000
Cepi Services SA, Flémalle	Belgique	100,000000
Cfa Management Inc., Granby	Canada	100,000000
Changzhou Uginox Products Company Ltd, Jiang Su	Chine	90,000000
Circuit Foil Asia Pacific (Hongkong) Ltd, Kwai Chung	Chine	75,000000
Circuit Foil Asia Pacific (Zhangjiagang) Ltd, Zhangjiagang	Chine	100,000000
Circuit Foil Engineering Sàrl, Weidingen/Wiltz	Luxembourg	100,000000
Circuit Foil Trading USA Inc., Glenside	Etats-Unis	100,000000
Circuit Foil UK Ltd, Carlisle	Grande-Bretagne	100,000000
Cofralux SA, Differdange	Luxembourg	100,000000
Cogeaf NV, Schoten	Belgique	95,933333
Color Profil GmbH, München	Allemagne	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
ColorProfil Ltd, Moscou	Fédération de Russie	100,000000
Cordelia SA, Puteaux	France	99,998000
Corea SA, Senningerberg	Luxembourg	100,000000
Corporations Efficiency Growth Through Information Systems Scrl, Ougrée	Belgique	88,362069
Crois-sens Scrl, Ougrée	Belgique	99,733333
Csn Chrome SA, Liège	Belgique	100,000000
Dania Grundstückverwaltungs-GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Daval Nederland BV, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Dencrest Limited Plc, Nicosia	Chypre	100,000000
Dh - Sollac Beteiligung GmbH, Stuttgart	Allemagne	100,000000
Didier-M&P Energietechnik GmbH, Wiesbaden	Allemagne	100,000000
Dikema Projecten BV, Born	Pays-Bas	100,000000
Distrisid Sàrl, Vitry sur Seine	France	99,750000
e-Arbed Distribution SA, Esch s/Alzette	Luxembourg	100,000000
EBT - Electron Beam Technology GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Efoam SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Eisenhüttenstädter Schlackenaufbereitung und Umwelttechnik GmbH, en liquidation, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Feinblechhandel GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Ferrit GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Handelsunion GmbH, en liquidation, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Nederland BV, Bennebroek	Pays-Bas	100,000000
Eko Recycling GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Recycling Cottbus GmbH, Cottbus	Allemagne	75,000000
Eko Stahl Spzoo, Slubice	Pologne	100,000000
Eko Transportgesellschaft mbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Ekosto NV, Sint Gillis Waas	Belgique	100,000000
Electro Holding Company SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Esp Vertrieb Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Estate Wire Ltd, Sheffield	Grande-Bretagne	100,000000
Euro Cubage Services Sas, en liquidation, Ennery	France	100,000000
Fabest Sas, Ludres	France	100,000000
Fbh Eko Feinblechhandel GmbH, Burbach	Allemagne	100,000000
Ferrometalli-Safem Commerciale Spa, Milano	Italie	100,000000
Ferrometalli Plaques et Découpes Srl, Calderara di Reno	Italie	100,000000
Fers et Maintenance Industriels Sàrl, Pont sur Sambre	France	100,000000
Fersthal Sagl, Lugano	Suisse	99,000000
Fi 2000 Sas, Limas	France	100,000000
Finansider SA, Puteaux	France	99,999004
Firma Kama Spzoo, Syców	Pologne	100,000000
Forschungs-und Qualitätszentrum Brandenburg GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Frecolux SA, Luxembourg	Luxembourg	99,999915
Galva Service Réunion Sas, Saint Paul	France	100,000000
Gecs SA, Puteaux	France	99,940000
Geopar SA, en liquidation, Couillet	Belgique	50,950604
Gepor Sas, Illange	France	100,000000
Gie Primus®fonte, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
H & E SA, Puteaux	France	100,000000
Haidon Hubin SA, Liège	Belgique	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Haironville Bohemia Sro, Ceske Budejovice	République Tchèque	100,000000
Haironville Danmark AS, Rodovre	Danemark	100,000000
Haironville do Brasil Industria e Comercio Lta, São Paulo	Brésil	100,000000
Haironville Guyane Sas, Cayenne	France	100,000000
Haironville Hungaria Kft, Budapest	Hongrie	100,000000
Haironville Nederland BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Haironville Norge AS, Vestby	Norvège	100,000000
Haironville Polska Spzoo, Poznan	Pologne	100,000000
Haironville Slovensko Sro, Bratislava	Slovaquie	100,000000
Haironville Sverige AB, Karlstad	Suède	100,000000
Hein, Lehmann Montage GmbH, Ratingen	Allemagne	100,000000
Homburger Rohrenwerk GmbH, Homburg	Allemagne	100,000000
Hughes and Spencer Steel Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	99,992672
Huta Serwis Spzoo, Warszawa	Pologne	100,000000
Huta Warszawa Spzoo, Warszawa	Pologne	100,000000
Icpe Immob.du Centre Polyv.de l'Enfance Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Imhua Special Metal Co. Ltd, Foshan	Chine	65,000000
Immobilière Campus Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Immobilière Cité Judiciaire 2025 Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Immobilière Contourdiff Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Immobilière Draï Eechelen Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Immobilière Justicia 2026 Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Immobilière Tudor Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Imphy Deutschland GmbH, Erkrath	Allemagne	100,000000
Imphy Far East Co. Ltd, Kowloon	Chine	99,993103
Imphy Italiana Srl, Torino	Italie	100,000000
Imphy Service Snc, Puteaux	France	100,000000
Imphy Ugin Precision BV, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Imphy Ugin Precision Espana SA, Viladecans	Espagne	100,000000
Imphy Ugin Precision Suisse SA, Préverenges	Suisse	94,000000
Imphy Ugin Precision UK Ltd, Buckinghamshire	Grande-Bretagne	100,000000
Industeel Canada Inc., Montréal	Canada	100,000000
Industeel Deutschland GmbH, Grevenbroich	Allemagne	100,000000
Industeel Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Industeel UK Ltd, Worcester	Grande-Bretagne	100,000000
Inspection, Protective Survey and Certification Bureau – Insurec SA, Bruxelles	Belgique	100,000000
Instituto Técnico de la Estructura del Acero SL, Villafranca de Ordizia	Espagne	69,750000
Intersteel BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Isc Holdings Inc., New York	Etats-Unis	100,000000
Itaúna Siderúrgica Ltda, Itaúna	Brésil	100,000000
IUP Deutschland GmbH, Erkrath	Allemagne	100,000000
JH Group Sci, Yutz	France	100,000000
K.I.V. I NV, Genk	Belgique	99,998951
Kempes & Koolen Bouwsystemen BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Klinger & Partner Profilvertrieb-Verkauf-GmbH, München	Allemagne	100,000000
Kontiom Trade Spa, Pantalimon	Roumanie	99,999642
Krisper Doo, Kranj	Slovénie	100,000000
Kwaliteitsbeheer voor Stortplaatsen NV, Gent	Belgique	100,000000
L'équipement par l'acier inoxydable SA, Puteaux	France	99,833000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Lapandry Acier Sàrl, Casablanca	Maroc	100,000000
Lasram Technology Kft, Szentendre	Hongrie	100,000000
Le Fer à Béton Sas, Yutz	France	100,000000
Luxembourg Steel (Si Chuan) Co. Ltd, Chengdu	Chine	100,000000
Marocacier SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Matthey & Pum SA, Reims	France	100,000000
Matthey Iberica Comercial Tubo Inoxidable SL, Barcelona	Espagne	100,000000
Matthey UK Ltd, Dudley	Grande-Bretagne	100,000000
Matthey US Llc, New York	Etats-Unis	100,000000
Mecachim SA, Lusignan	France	99,833333
Memnous SA, Puteaux	France	100,000000
Metaalzetters de Betuwe BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Metal Presse Sàrl, Puteaux	France	99,800000
Midi Aciers Profils Génie Civil SA, Beuzelle	France	99,995872
Nango SA, Puteaux	France	99,842932
Norsteel Corp. Inc., New York	Etats-Unis	100,000000
Ocas GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Orsane SA, Puteaux	France	99,837838
Osirus SA, Puteaux	France	99,760000
P.P.Z. Crapex Spzoo, Krakow	Pologne	100,000000
P.P.Z. Silscrap Spzoo, Bielsko Biala	Pologne	100,000000
Palfroid SA, Carignan	France	99,993879
Panneaux Frigorifiques Français Sas, Val d'Ize	France	100,000000
Panneaux Sandwich Guadeloupe SA, Baie Mahault	France	99,993750
Paul Wurth AS, Ostrava	République Tchèque	100,000000
Paul Wurth Inc., Canonsburg	Etats-Unis	100,000000
Paul Wurth Ltd, Burlington	Canada	100,000000
Paul Wurth Belgium SA, Bruxelles	Belgique	100,000000
Paul Wurth de Chile Ltda, Santiago	Chili	100,000000
Paul Wurth do Brasil Tecnologia e Equipamentos Para Metalurgia Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Paul Wurth Iberica Srl, Gijón	Espagne	100,000000
Paul Wurth India Plc, New Delhi	Inde	100,000000
Paul Wurth International SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Paul Wurth Italia Spa, Genova	Italie	100,000000
Paul Wurth Metal Technology Co. Ltd, Beijing	Chine	100,000000
Paul Wurth Umwelttechnik GmbH, Essen	Allemagne	100,000000
Perry Investments Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000
Philaeus SA, Puteaux	France	99,842932
Plaques et Découpes Services SA, Eupen	Belgique	100,000000
Pliage Midi Pyrenees Sas, La Magdeleine sur Tarn	France	100,000000
Plima Sas, Mallemort	France	100,000000
Plon Pliage Service Sas, Vitrolles	France	100,000000
Pre-Finished Steels Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000
Prekon Spzoo, Starachowice	Pologne	100,000000
Primorec SA, Differdange	Luxembourg	100,000000
Profilage de la Martinique Sas, Fort-de-France	France	100,000000
Profilage de Saint-Martin Sas, Saint Martin	France	100,000000
Profilage Dominicana SA, Santo Domingo	République Dominicaine	87,025547
Profistahl-Centrum Thüringen GmbH, Saalfeld	Allemagne	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Promo Pum Sas, Reims	France	100,000000
Qualifizierungszentrum der Wirtschaft GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Ramrod Welding Products Ltd, Glasgow	Grande-Bretagne	100,000000
Retrimeuse Scrl, Seraing	Belgique	76,000000
Rwm Rohrwerke Muldenstein GmbH, en faillite, Muldenstein	Allemagne	100,000000
Safem Distribuzione Srl, Tavagnacco	Italie	100,000000
Safem Servizi Srl, Padova	Italie	100,000000
Sci des 1 et 3 de la place Max Rousseaux, Reims	France	100,000000
Sci Espace Saint Léonard, Nantes	France	100,000000
Sibral Participações Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Sidlease NV, Gent	Belgique	100,000000
Sidmar Finance (Groupe Arbed) SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Sirus Sas, Saint Ouen l'Aumone	France	100,000000
Sitek Srl, Torino	Italie	95,000000
Skyline Comercial de Mexico SA, Mexico DF	Mexique	100,000000
SLP - Société Lorraine de Plaques SA, Basse-Ham	France	99,760000
Sobesteel SA, Wavre	Belgique	100,000000
Société Carolorégienne de Cokéfaction SA, en liquidation, Liège	Belgique	85,785133
Société Civile Immobilière du 3 rue de l'industrie à Basse-Yutz, Yutz	France	100,000000
Société de Gestion pour la Protection Sociale SA, Puteaux	France	99,800000
Société des Mines d'Ottange II Sàrl, en cessation d'activité, Yutz	France	99,966667
Société des Mines de Sacilor -Lormines SA, Puteaux	France	100,000000
Société Immobilière Audunoise SA, Audun le Tiche	France	99,955057
Société Immobilière du Fort Thüngen Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	60,000000
Société Nouvelle de Participation dans les Produits Plats SA, Puteaux	France	99,760000
Société pour la Réalisation d'Etudes Techn. et Econom. en Sidérurgie Sàrl, Puteaux	France	76,300000
Sollac Acos SA, Lisboa	Portugal	99,200000
Solvi Sas, Puteaux	France	100,000000
Stahlhandel Burg GmbH, Burg	Allemagne	100,000000
Steel Finance Center NV, Geel	Belgique	100,000000
Steelhold Plc, St Albans	Grande-Bretagne	99,999997
Steelinter (UK) Ltd, St Albans	Grande-Bretagne	100,000000
Sylar SA, Puteaux	France	99,837838
Tailor Steel Deutschland GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Tôlerie Industrielle et Agricole du Centre Sas, Herbault	France	100,000000
TradeArbed Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
TradeArbed España SA, Madrid	Espagne	100,000000
TradeArbed France SA, Paris	France	99,900000
Trans Ocean Logistics BV, IJssel	Pays-Bas	100,000000
TrefilArbed (UK) Ltd, Nantwich	Grande-Bretagne	100,000000
TrefilArbed Benelux BV, s'Hertogenbosch	Pays-Bas	100,000000
TrefilArbed CR Sro, Cheb	République Tchèque	80,000000
TrefilArbed Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
TrefilArbed France SA, Vincennes	France	99,828571
TrefilArbed Greenhouse SA, Bissen	Luxembourg	80,000000
TrefilArbed Gremlingen SA, en cessation d'activité, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Italia Srl, en liquidation, Milano	Italie	100,000000
TrefilArbed Sales Holding Sàrl, Bissen	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Solarhouse Kft, Kecskemet	Hongrie	53,333333

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
TrefilArbed Welding NV, en faillite, Gent	Belgique	100,000000
Tubes & Formes SA, Puteaux	France	99,800000
Tubeurop Deutschland GmbH, Homburg	Allemagne	100,000000
Uci SA, Fleurus	Belgique	70,000000
Uf Aciers -Groupe Industeel Sas, Puteaux	France	100,000000
Ugine & Alz Austria GmbH, Ansfelden	Autriche	100,000000
Ugine & Alz Nordic AB, Eskilstuna	Suède	100,000000
Ugine & Alz Polska Spzoo, Bytom	Pologne	100,000000
Ugine & Alz Praha Sro, Praha	République Tchèque	100,000000
Ugine & Alz Suisse SA, Niederhasli	Suisse	100,000000
Ugine & Alz UK Ltd, Nottingham	Grande-Bretagne	100,000000
Ugine Nederland BV, en liquidation, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Ugine Portugal Spq, Lisboa	Portugal	98,000000
Ugine Savoie Italia Srl, Peschiera Borromeo	Italie	100,000000
Uginov Vietnam Company Ltd, Trung Trac	Vietnam	70,000000
Ugitech Asia Ltd, Wanchai	Chine	100,000000
Ugitech Iberica SA, Barcelona	Espagne	100,000000
Ugitech Suisse SA, Bevilard	Suisse	99,998519
Ugitech UK Ltd, Birmingham	Grande-Bretagne	99,999960
Uniba SA, Puteaux	France	64,000000
Unikonti Llc, Beograd	Serbie et Monténégro	51,000000
Union des Consommateurs de Ferrailles de France SA, Puteaux	France	99,960000
United Continental Steels Ltd, Hatfield	Grande-Bretagne	100,000000
USB Unterwellenborner Schneidbetrieb GmbH, Unterwellenborn	Allemagne	100,000000
Usinor Achats Snc, en liquidation, Puteaux	France	100,000000
Usinor Industeel (Iberica) SA, St. Cugat del Valles	Espagne	100,000000
Usinor Industeel Nordic AB, Vastra Frolunda	Suède	100,000000
Usinor UK Ltd, St Albans	Grande-Bretagne	100,000000
Valacier Sas, Reims	France	100,000000
Verwaltungsgesellschaft RAG-Beteiligung mbH, Essen	Allemagne	65,000000
Vikam Praha AS, Praha	République Tchèque	100,000000
Vulcain Holding SA, Seraing	Belgique	100,000000
Vulkan Energiewirtschaft Oderbrücke GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	51,000000
Wellstead Ltd, Dublin	Irlande	100,000000
Willenhall Steel Stockholders Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000
Ymos Belgium SA, Couillet	Belgique	100,000000
Zeeland Participatie BV, Terneuzen	Pays-Bas	100,000000

2) Entreprises associées non mises en équivalence (72 sociétés)

Adfad Cockerill Ltd, Lagos	Nigéria	40,000000
Alberteum Aedes Scientiae SA, en liquidation, Bruxelles	Belgique	45,000000
Arcelor Construction Magreb SA, Ben Arous	Tunisie	49,999000
Bamesa Celik Servis Sanayii Ticaret AS, Orhangazi	Turquie	39,990700
CAIT Llc, Baltimore	Etats-Unis	50,000000
Cjsc "Severgal" Ltd, Cherepovets	Fédération de Russie	25,010000
Compagnie des Fers Sàrl, en sommeil, Lyon	France	50,000000
Comptoir Belge des Cokes Scrl, en liquidation, Bruxelles	Belgique	20,130000
Considar do Brasil Ltda, Belo Horizonte	Brésil	20,000000
Considar Far East Ltd, en liquidation, Hong Kong	Chine	50,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Dikema Steel Sdn Bhd, Kuala Lumpur	Malaisie	30,000000
Enersid SA, Paris	France	49,800000
Ensilectric SA, Llanera	Espagne	40,000000
Erzkontor Ruhr GmbH, Essen	Allemagne	33,333023
Espra Sas, Puteaux	France	35,000000
Euratool SA, Raismes	France	24,901639
Forges Profil AG, Kirchdorf	Suisse	25,000000
Forschungs und Qualitätszentrum Oderbrücke GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	24,000000
Fti Faserbetontechnik GmbH, St.Florian a/Inn	Autriche	33,333333
Global Facilities SA, Luxembourg	Luxembourg	33,333333
Groupe Alliance Métal SA, Arnas	France	34,018280
Immobilière 2007 Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	50,000000
Innovative Gasverwertungs-GmbH, en cessation d'activité, Bremen	Allemagne	50,000000
IUP Jindal Metals & Alloys Ltd, New Delhi	Inde	27,000000
Kaag Management CV, Gentbrugge	Belgique	33,880000
Kanzen Stainless Processors Sdn Bhd, Kuala Lumpur	Malaisie	30,000000
Kr Wertstoffaufbereitungs-GmbH, Bremen	Allemagne	25,100000
La Filière Bois Scrl, Ougrée	Belgique	33,333333
La Revue de Métallurgie SA, Puteaux	France	43,044000
Laser Welded Blanks Ltd, London	Grande-Bretagne	50,000000
Les Hautles Trixhes Scrl, Flémalle	Belgique	22,860838
Luxcontrol SA, Esch s/Alzette	Luxembourg	22,000000
Nord-Chrome Snc, Grande Synthe	France	50,000000
Oriental Sheet Piling Pte Ltd, Singapore	Singapour	49,000000
Oriental Sheet Piling Sdn Bhd, Petaling Jaya	Malaisie	25,000000
Pbm Picchioni BM Distr. de Tit. e Val. Mobil. SA, Belo Horizonte	Brésil	48,999991
Perfilor SA, São Paulo	Brésil	38,395115
Phenix Rousies SA, Rousies	France	25,565161
Portal NV, en liquidation, Bruxelles	Belgique	39,999988
Profilage Océan Indien SA, Riche Terre	Ile Maurice	49,000000
Promopanel Srl, Piombino	Italie	50,000000
Retrival Scrl à finalité sociale, Couillet	Belgique	33,311111
Rolanfer Recyclage SA, Yutz	France	40,000000
Sci Kuntzig, Yutz	France	50,000000
Shanghai Baosteel & Arcelor Tailor Metal Co. Ltd, Shanghai	Chine	25,000000
Société de Canal des Mines de Fer de la Moselle Sas, Metz	France	25,913497
Société de développement AGORA Sàrl, Esch s/Alzette	Luxembourg	50,000000
Société de développement AGORA Sàrl et Cie, Esch s/Alzette	Luxembourg	49,964589
Société de Pose Armatures Travaux Publics Sàrl, Marignane	France	37,500000
Société des Arquebusiers de la Ville de Luxembourg SA, en liquidation, Luxembourg	Luxembourg	33,391710
Société du Port Fluvial de Mertert SA, Mertert	Luxembourg	40,000000
Société du Train à Fil de Schiffange SA, Esch s/Alzette	Luxembourg	25,000000
Société Liégeoise de Gestion Foncière SA, Liège	Belgique	50,000000
Sodie SA, Paris	France	44,999333
Sorealor Sàrl, Saint Laurent du Var	France	33,333333
Sorepark SA, Hagondange	France	26,295794
Steel 24-7 NV, Drogenbos	Belgique	25,000000
Steeltrack SA, Puteaux	France	33,296296
Studiengesellschaft für Eisenerzaufbereitung GbR, Liebenburg	Allemagne	33,320000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Telindus SA, Strassen	Luxembourg	35,307000
TMT - Tapping Measuring Technology GmbH, Siegen	Allemagne	50,000000
TMT - Tapping Measuring Technology Sàrl, Luxembourg	Luxembourg	50,000000
TradeArbed Mexico SA, en cessation d'activité, Mexico DF	Mexique	49,000000
Tramway Sàrl, Saint Julien lès Metz	France	22,857143
Union pour la promotion des industries de l'Appertisé Sàrl, Paris	France	33,333333
Union pour le service de l'électricité SA, en liquidation, Briey	France	43,300000
United Slitting Services Ltd, Halesowen	Grande-Bretagne	39,000000
Wansey Limited Plc, Limasol	Chypre	50,000000
- et sa filiale Ooo TA Cord Ltd, Orel	Fédération de Russie	100,000000
Weserport GmbH, Bremen	Allemagne	49,000000
WKS Pty. Ltd, Wollongong	Australie	33,333333
WSA - Warehouses Service Agency Sàrl, Sanem	Luxembourg	25,000000

14.1.5.2 Notes annexes aux comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003

Note 1 – Généralités

Arcelor S.A. est une société de droit luxembourgeois, constituée le 8 juin 2001 dans le cadre du regroupement d'Aceralia, Arbed et Usinor, effectif au 28 février 2002.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2004 reflètent la situation comptable de Arcelor S.A. et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration a arrêté les états de synthèse consolidés au 31 décembre 2004 le 16 février 2005 et donné son autorisation à la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2004 le 18 mars 2005. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

L'établissement des comptes consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière « IFRS » implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Note 2 – Méthodes comptables

1) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) adoptées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et aux interprétations des normes IFRS publiées par l'*International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC).

Les comptes consolidés ont été préparés en conformité avec les dispositions de la section XVI de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, à l'exception notable de la comptabilisation et de l'évaluation des instruments financiers en application de la norme IAS 39. De plus, la présentation du bilan consolidé et du compte de profits et pertes consolidé diffère de celle prévue par cette même loi. La présentation adoptée donne, de l'avis des administrateurs, une image plus appropriée du patrimoine et de la situation financière du Groupe.

Une réconciliation du résultat net et des capitaux propres du Groupe, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2004 avec les montants qui auraient été déterminés selon les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, est détaillée en note 29.

2) Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche.

Les comptes consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

3) Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les comptes consolidés des filiales significatives sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les titres de filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Les comptes consolidés des entreprises associées sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date où l'influence notable est constatée jusqu'à la date où l'influence notable cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dont le Groupe a un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel.

Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de la coentreprise.

Les comptes consolidés des coentreprises sont inclus dans les comptes consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des comptes consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 31 décembre 2004 est fourni dans la note 31.

4) Regroupement d'entreprises

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2004, la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises en remplacement de la norme IAS 22.

Goodwill

En application de la norme IFRS 3 :

- Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et dettes identifiables sont comptabilisées comme *goodwills* à l'actif du bilan. Ces différences positives ne font plus l'objet d'un amortissement mais sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur (voir paragraphe 8 ci-après sur les dépréciations d'actifs).
- Les différences négatives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et dettes identifiables acquis (*goodwills* négatifs) sont enregistrées directement en résultat de l'exercice et ne font plus l'objet de traitement différé (affectation à des charges ou pertes futures ou reprise en résultat sur base de la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des actifs amortissables acquis). En première application de ce principe, le solde résiduel des *goodwills* négatifs au 31 décembre 2003 a été transféré en capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 (voir note 4).

Acquisition d'entreprises par achats successifs

Lorsque le regroupement (l'acquisition) s'effectue par achats successifs, chaque transaction importante est traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et pour celle du *goodwill* provenant de cette opération.

Les justes valeurs des actifs et passifs identifiables peuvent varier à la date de chaque opération. Lorsqu'un achat complémentaire permet l'obtention du contrôle d'une entreprise, la part d'intérêt détenue précédemment par l'acquéreur est réévaluée sur base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire. La contrepartie de la réévaluation est enregistrée en capitaux propres.

Lorsque les achats complémentaires interviennent après la prise de contrôle, la transaction est considérée comme une simple opération sur titres avec les actionnaires minoritaires : les actifs et passifs identifiables de l'entreprise contrôlée ne font pas l'objet de réévaluation ; l'écart positif ou négatif généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré directement dans les capitaux propres de l'acquéreur.

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

5) Méthodes de conversion

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Comptes consolidés libellés en devises

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en devises étrangères, y compris le *goodwill* et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de l'année. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

6) Actifs incorporels

Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles, sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement ayant pour but d'améliorer de manière substantielle la production de produits et de procédés nouveaux sont capitalisées si le produit ou le procédé est jugé techniquement et commercialement viable et que le Groupe dispose de ressources suffisantes pour en achever le développement.

Les dépenses ainsi capitalisées incluent le coût des matériaux, la main-d'œuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux.

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées au coût moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les dépenses relatives au *goodwill* généré en interne sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les actifs incorporels autres que le *goodwill* incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement sur une période maximale de 5 ans.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux actifs incorporels sont capitalisées si elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif spécifique auquel elles se rapportent, et que ce coût peut être évalué et attribué à l'actif de façon fiable. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé comme charge sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Brevets et marques : 5 ans ;
- Coûts de développement capitalisés : 5 ans.

7) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles. Le coût des actifs produits par le Groupe pour lui-même inclut le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux. Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont immobilisés, comme élément du coût, sur la période de temps nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les immobilisations corporelles sont par la suite comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément.

Le coût de réfection périodique des hauts-fourneaux est capitalisé et amorti sur la durée prévue de la campagne de production.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de profits et pertes sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains ne sont pas amortis.

Les actifs corporels acquis antérieurement au 1^{er} janvier 2001 sont amortis sur des durées d'utilisation variant de 12 à 20 ans pour les constructions et installations industrielles et de 5 à 12 ans pour les autres immobilisations corporelles.

Pour les autres actifs corporels, les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

	Produits plats	Produits longs et inox	
		Fours électriques	Laminoirs
Bâtiments industriels	25 ans	25 ans	
Installations techniques et machines			
Phase à chaud : nouveaux investissements	25 ans	15 ans	25 ans
Phase à chaud : rénovation	15 ans	10 ans	15 ans
Phase à froid : nouveaux investissements	18 ans		18 ans
Phase à froid : rénovation	12 ans		15 ans
Phase à froid en aval	12 ans		12 ans
Autres		5 – 20 ans	

Contrats de location

Comptabilisation chez le preneur

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location-financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles. Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges de la période dans le compte de profits et pertes.

8) Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. Les *goodwills* générés dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont affectés, pour les besoins de cette identification, aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition.

En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient fait l'objet d'une estimation.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de profits et pertes.

Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers.

Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Une perte de valeur comptabilisée pour un *goodwill* n'est pas reprise.

9) Valeurs mobilières et autres titres de placement

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs disponibles à la vente est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

10) Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) Stocks

Contrats de construction

Les contrats de construction sont comptabilisés à leur coût de contrat augmenté des produits liés, déduction faite des facturations intermédiaires. Le coût du contrat inclut toutes les dépenses directement imputables au projet ainsi qu'une quote-part des frais généraux fixes et variables encourus dans le cadre de l'activité.

Autres stocks

Les matières premières et fournitures sont évaluées au plus faible du coût d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré ou du Premier Entré, Premier Sorti (PEPS) et de la valeur nette de réalisation. Les produits finis et les produits en-cours sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation.

Les coûts de production incluent les coûts directs de matière première, de main-d'œuvre et une quote-part des frais généraux, à l'exclusion des frais généraux administratifs. La valeur de marché des matières premières et des autres éléments stockés se fonde sur la valeur nette de réalisation et tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence des stocks à rotation lente.

12) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

13) Capital et réserves

Rachat d'actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres. Les actions rachetées / actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'elles soient annulées ou cédées.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en dettes dans la période où ils ont été approuvés par l'assemblée générale.

14) Emprunts obligataires convertibles en actions

Les emprunts obligataires convertibles en actions à la demande du porteur et dont le nombre d'actions à émettre ne varie pas en fonction des fluctuations de l'emprunt, sont comptabilisés comme des instruments financiers composés, déduction faite des coûts de transaction imputables. La composante des emprunts obligataires convertibles reprise en capitaux propres correspond à l'excédent de la valeur de remboursement sur la valeur actualisée des intérêts futurs et du nominal, déterminée en fonction du taux d'intérêt du marché d'une dette similaire n'ayant pas de composante « capitaux propres ». La charge d'intérêt reprise en résultat est calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

15) Emprunts portant intérêt

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont, par la suite, comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) Avantages du personnel

Types de régimes

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de salariés, des cotisations définies à une société d'assurance ou fonds de pension externes. Les cotisations sont versées en contrepartie des services rendus par les salariés au titre de l'exercice. Elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, selon la même logique que les salaires et traitements. Les régimes à cotisations définies, ne générant pas d'engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies sont exclusivement des régimes de retraite. Ils sont, dans la plupart des cas, complémentaires à la pension légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires contractuelles (ou par le biais de conventions collectives). Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé. Le calcul de la provision s'effectue en estimant le montant des avantages que les employés auront accumulés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices précédents.

Les prestations sont actualisées afin de déterminer la valeur actualisée de l'engagement au titre des prestations définies. Elles sont renseignées au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime qui couvrent, le cas échéant, les engagements.

Le taux d'actualisation utilisé à la date de clôture correspond au taux de rendement des emprunts obligataires dont le risque de crédit est évalué AA et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire qualifié selon la méthode des unités de crédit projetées.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, la quote-part relative à l'accroissement des avantages afférents à des services passés du personnel est renseignée comme une charge et comptabilisée sur base linéaire en fonction de la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

Dans la mesure où les droits sont immédiatement acquis, la charge est reprise directement en résultat.

Le Groupe comptabilise une fraction de ces écarts actuariels en produits ou en charges, si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent dix pour cent du montant le plus élevé entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à la clôture (politique du corridor). En deçà, les écarts actuariels latents ne sont pas considérés.

Lorsque le calcul des écarts actuariels conduit à une diminution de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, l'actif correspondant n'est reconnu qu'à hauteur du montant total net des pertes actuarielles, de la valeur actualisée du coût des services passés et d'éventuelles diminutions des cotisations futures.

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies regroupent des régimes complémentaires de retraite, d'indemnités de départ, de médailles du travail et de couverture médicale.

Nature des engagements des régimes à prestations définies

Régimes complémentaires de retraite

Ces régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Indemnités de départ

Les indemnités de départ sont le plus souvent liées à des conventions collectives signées avec les salariés et concernent principalement des indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

Programmes de médailles du travail

Les programmes de médailles du travail, prévus le cas échéant par des accords d'entreprise, constituent des gratifications supplémentaires versées aux salariés qui justifient d'une certaine ancienneté au sein de leur société.

Régimes de couverture médicale

Les régimes de couverture médicale concernent les filiales américaines du Groupe (couverture médicale du personnel durant la retraite – « *post retirement medical care* »). Les engagements comprennent également certains avantages annexes octroyés par des sociétés européennes du Groupe. La couverture médicale des salariés pour les entités européennes est assurée dans son ensemble par le biais de cotisations obligatoires auprès d'organismes sociaux étatiques. Ces cotisations obligatoires sont comptabilisées en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Couverture des engagements des régimes à prestations définies

Les engagements de certains régimes sont tout ou partiellement couverts par des contrats souscrits auprès de sociétés d'assurances ou fonds de pension, en fonction de la réglementation en vigueur dans le pays où les avantages sont octroyés (notion de « *funded obligation* »).

Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

Rémunérations en actions ou liées aux actions

Arcelor S.A dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2004. Par ailleurs, des options sur actions Usinor ont été attribuées à certains directeurs et employés d'Usinor.

Les options sur actions ont été émises au cours du marché à la date de l'attribution et peuvent être exercées à ce prix.

Aucun coût lié à ces avantages n'est comptabilisé en compte de résultat selon les normes internationales en vigueur au 31 décembre 2004. Lorsque les options sont exercées, les encaissements reçus diminués des coûts de transaction sont crédités au capital souscrit et à la prime d'émission.

Les politiques comptables du Groupe seront modifiées au 1^{er} janvier 2005 en application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions. Conformément à cette nouvelle norme, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 feront l'objet d'une valorisation spécifique (correspondant à la valeur de l'option à la date d'octroi) dont les effets seront pris en charge sur base linéaire sur la période d'acquisition des droits donnant lieu à la rémunération (voir note 13.3 ci-après).

17) Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail

Des indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en provision et en charges lorsque le Groupe est engagé à mettre fin au contrat de travail d'une ou plusieurs catégories de salariés avant l'âge de la retraite ou suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Ces indemnités de fin de contrat de travail ne confèrent pas au Groupe d'avantages économiques futurs (prestation de service des salariés) et sont donc comptabilisées immédiatement en charges.

Au sein du Groupe, les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail se décomposent en deux catégories :

Provisions sociales dans le cadre de plans de restructuration

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a annoncé auprès de l'ensemble des salariés concernés ou de leurs représentants un plan social détaillé et formalisé en application de la norme IAS 37. Ces plans sociaux peuvent se traduire par des mesures de licenciement ou de mise en départ en préretraite.

Les indemnités sont calculées en fonction du nombre approximatif des personnes pour lesquelles il doit être mis fin au contrat de travail. Lorsqu'elles sont exigibles à plus de douze mois après la clôture, elles

sont actualisées par application d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés de première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

Plans de préretraite

Au sein du Groupe, les programmes de préretraite constituent le plus souvent la mise en œuvre de plans sociaux ; cette mise en œuvre est considérée effective lorsque les salariés concernés ont été formellement informés et que les engagements ont fait l'objet d'un calcul actuariel approprié. Les plans de préretraite peuvent également être liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

Les engagements, dans les deux cas de figure évoqués, sont calculés sur base du nombre effectif de personnes susceptibles de partir en préretraite conformément à la norme IAS 19. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire. Les engagements sont actualisés en fonction d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

18) Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe.

Garanties techniques

Une provision pour garanties techniques est comptabilisée lorsque des produits ou services sujets à garantie technique sont vendus. L'estimation du montant à provisionner est fonction de l'expérience passée et se fonde sur la simulation de tous les scénarios possibles en fonction de leur probabilité de survenance respective.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en œuvre ou que les détails du plan de restructuration ont fait l'objet d'une annonce publique.

Environnement

Le Groupe, de manière générale, évalue les risques environnementaux au cas par cas, en fonction des exigences légales applicables, et comptabilise une provision sur base des meilleures informations disponibles, sous réserve que ces informations permettent de déterminer une perte probable, estimée de façon suffisamment fiable.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables permettant de satisfaire aux obligations contractuelles.

19) Fournisseurs et autres créiteurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

20) Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le Groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont

l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par conséquent, compte tenu du caractère cyclique de l'activité, des actifs d'impôt peuvent être comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices.

21) Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Ventes de biens et prestations de services

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat et les coûts du contrat associés sont comptabilisés respectivement en produits et charges en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat de construction. Le degré d'avancement est évalué sur base d'examen des travaux réalisés.

Les pertes attendues sur les contrats de construction sont immédiatement comptabilisées en charges.

Produits d'intérêts et dividendes

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat, prorata temporis, sur base du taux de rendement effectif.

Les dividendes à recevoir sont comptabilisés en résultat à la date à laquelle l'assemblée générale les a approuvés.

22) Politique de gestion des risques financiers

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, options, *swaps* « *commodities* », *swaps* de taux d'intérêt et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de change, de prix sur matières premières et de taux d'intérêt qui découlent des activités d'exploitation, de financement et d'investissement.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits ou pertes latentes qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

À la date de clôture, la juste valeur des *swaps* de taux d'intérêt est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêts actuels et du risque de crédit des contreparties.

La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est-à-dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

Couverture des flux de trésorerie

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisée sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

Si l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte conduit à comptabiliser un actif ou un passif, les profits ou pertes associés qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres sont sortis des capitaux propres et intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition ou dans toute autre valeur comptable de l'actif ou du passif.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte cumulé dégagé sur l'instrument de couverture est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Lorsque la transaction se produit, le principe de comptabilisation détaillé ci-dessus s'applique. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se produise, le produit ou la charge net cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

Couverture de juste valeur

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat net.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, tout le profit ou la perte réalisé est porté en résultat.

23) Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et le deuxième niveau de l'information sectorielle du Groupe sont respectivement le « secteur d'activité » et le « secteur géographique ».

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants. Ces actifs sont identifiés dans la ligne « actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs

courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont identifiés dans la ligne « passifs non alloués ».

Note 3 - Variations du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2004, le périmètre de consolidation du groupe Arcelor comprend, au côté d'Arcelor S.A., 361 sociétés consolidées par intégration globale (31 décembre 2003 : 442 sociétés consolidées par intégration globale). Par ailleurs, le Groupe met 185 sociétés en équivalence (31 décembre 2003 : 227 sociétés mises en équivalence). La diminution du nombre d'entreprises consolidées par intégration globale s'explique principalement par l'exclusion du périmètre de consolidation, au 1^{er} janvier 2004, de 59 sociétés non significatives. Dans le même contexte, 2 entités ont été retirées des sociétés mises en équivalence. Par ailleurs, le Groupe a également procédé à certaines cessions et acquisitions dont les principales sont reprises ci-dessous :

Acquisitions

CST

Au 31 décembre 2003, le groupe Arcelor détenait 29,61 % dans la société mise en équivalence Companhia Siderúrgica de Tubarão (CST – Brésil, Aciers Plats Carbone). Au cours de l'exercice 2004, le Groupe a pris le contrôle de CST par étapes successives débutées en 2003 et concrétisées par l'exercice d'options d'achat-vente négociées avec les autres actionnaires inclus dans le pacte d'actionnaires de CST.

Cette acquisition inclut une première prise de participation complémentaire de 20,11 % le 29 juillet, au terme de laquelle Arcelor détient 49,72 %. Le 14 octobre, la renonciation au profit d'Arcelor, aux droits de préemption par les parties au pacte d'actionnaires CST, en particulier JFE Steel Corporation (JFE), les autres actionnaires japonais et California Steel Industries Inc. (CSI), permet au Groupe d'exercer à tout moment les options d'achat-vente signées avec Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) et ACESITA et portant sur les actions ordinaires soumises au pacte d'actionnaires CST.

Aussi, à cette même date, le Groupe a conclu des accords définitifs avec CVRD, JFE, les autres actionnaires japonais et CSI, tous signataires du pacte d'actionnaires de CST. Ces accords portaient sur la cession, le transfert de droits et obligations, ainsi que sur des options d'achat relatives à des actions ordinaires CST. La conclusion de ces accords permet à Arcelor de consolider pleinement CST à partir du 1^{er} octobre 2004 avec un pourcentage d'intérêt total de 71,23 %.

Cette augmentation s'explique de la façon suivante :

- 14 octobre : les accords précédemment cités, incluant notamment le transfert de droits et obligations, permettent au Groupe de considérer ces actions dans le pourcentage d'intérêt total en conformité avec IFRS 3. Ces accords portent sur 24,51 % des droits votants ou 9,46 % des intérêts totaux de CST,
- 3 novembre : concrétisation de l'option d'achat-vente signée avec ACESITA, augmentant le taux de contrôle du Groupe de 10,74 % et le pourcentage d'intérêts total de 4,14 %,
- 17 décembre : concrétisation de l'option d'achat-vente signée avec CVRD, augmentant le taux de contrôle du Groupe de 20,51 % et le pourcentage d'intérêt total de 7,91 %.

Par ailleurs, au 7 décembre, le Groupe a pu racheter les actions ordinaires détenues par le fonds de pension des employés de CST (FUNSSEST) et augmentait ainsi son taux de contrôle à 94,71 % et son pourcentage d'intérêt total à 73,34 % (ou 70,20 % respectivement 63,89 % abstraction faite des options d'achat-vente négociées avec JFE, les autres actionnaires japonais et CSI).

Acindar

Le 7 mai 2004, Arcelor, via sa filiale Belgo-Mineira (Brésil, Aciers Longs Carbone), a pris le contrôle d'Acindar (Industria Argentina de Aceros S.A., Argentine, Produits Longs Carbone) en portant sa participation de 20,40 % à 66,06 %. En tenant compte des minoritaires de Belgo-Mineira, les droits nets d'Arcelor dans Acindar sont de 35,6 %. Acindar, précédemment mis en équivalence, est consolidé par intégration globale à partir du 1^{er} mai 2004. Par ailleurs, le 3 octobre 2004, suite à l'exercice par Belgo-Mineira de l'option de conversion attachée aux warrants, le taux de participation du Groupe est

passé de 66,06 % à 72,68 %. Au 31 décembre 2004, les droits nets du Groupe dans Acindar s'établissent à 41,04 %.

Autres acquisitions

Le Groupe a également acquis en avril 2004 le contrôle de la société Ravené Schäfer GmbH (anciennement DEAG) (Allemagne, Distribution – Transformation – Trading).

Par ailleurs, Arcelor a procédé au cours de l'exercice 2004 à des rachats significatifs d'intérêts minoritaires.

Le 8 janvier 2004, l'assemblée générale d'Aceralia a décidé le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) de ses propres actions au prix de 17 euros par action. Au terme de l'offre qui portait sur 6 207 061 actions, soit 4,97 % du capital, 5 006 342 actions ont été acquises. L'action a été retirée de la cote des bourses espagnoles le 2 mars 2004.

Au 31 décembre 2004, la répartition du capital d'Aceralia s'établit comme suit : Arcelor (95,59 %), actions propres (4,01 %) et autres actionnaires minoritaires (0,4 %). Étant donné que le droit de vote attaché aux actions propres est suspendu, le pourcentage de contrôle et le pourcentage d'intérêt d'Arcelor s'établit à 99,58 %.

Depuis le 23 décembre 2004, Arcelor détient par ailleurs 100 % de sa filiale Stahlwerke Bremen (Allemagne, Aciers Plats Carbone) suite à l'acquisition de 30,3 % encore détenus par l'actionnaire minoritaire BIG (Bremer Investitions-Gesellschaft).

Cessions

Le 19 mars 2004, Arcelor a procédé à la cession de l'intégralité de sa participation (96 %) dans Thainox Steel Ltd (Thaïlande, Aciers Inoxydables).

Le 12 mai 2004, Arcelor a conclu un accord de cession de deux tréfileries espagnoles Emesa Trefilería SA et Industrias Gálicas SA (Espagne, Aciers Longs Carbone) à la société portugaise Socitrel.

Le 2 juin 2004, Arcelor a annoncé la cession de la majeure partie des actifs J&L Specialty Steel (États-Unis, Aciers Inoxydables) à Allegheny Technologies conformément aux termes d'un contrat signé le 17 février 2004.

Le 3 juin 2004, Arcelor et Bagoeta SL, actionnaire majoritaire de Conducciones y Derivas SA (Condesa), ont conclu une convention d'achat et de vente relative à l'activité Tubes du groupe Arcelor. Les sociétés ont obtenu l'autorisation des autorités de la concurrence compétentes. Arcelor a vendu à Bagoeta SL 100 % du capital des sociétés Arcelor Tubes SA, Alessio Tubi Spa, Exma SA et Aceralia Tubos SL, 5 % du capital de Industube (les 5 % restant du capital de Industube ont été vendus aux autres associés de la Société) et 30 % du capital de Condesa. Les 18 % détenus dans Condesa par le groupe Arcelor ont fait l'objet d'une option d'achat exercée par Bagoeta SL dans le courant du 3e trimestre 2004.

Le 22 juin 2004, Arcelor a vendu sa filiale détenue à 100 %, Aciérie de l'Atlantique SAS (Espagne, Aciers Longs Carbone) à la société Siderúrgica Añón SA.

Le 22 juillet 2004, Arcelor et la SNCI ont procédé à la cession de l'intégralité du capital détenu dans la société mise en équivalence IEE International Electronics & Engineering SA (Luxembourg, Autres activités) et spécialisée dans le développement de systèmes de sécurité automobiles à base de capteurs, à Apax Partners, associé aux sociétés BGL Investment Partners, Luxempart et au management d'IEE.

Le 23 juillet 2004, Arcelor et le fonds d'investissement Chequers Capital sont parvenus à un accord définitif en vue de l'acquisition, par la société Financière Mistral, holding contrôlée par Chequers Capital, pour un prix de 5 euros par action, de la participation de 36 % détenue par le Groupe dans IMS-International Métal Service (France, Distribution, Transformation, Trading).

Arcelor a cédé fin juillet 2004 la totalité de sa participation 100 % dans la société J&F Steel LLC (États-Unis, Distribution, Transformation, Trading) à Ryerson-Tull.

Le 30 novembre 2004, Arcelor et le groupe Duferco ont signé un protocole d'accord en vue de la reprise par Duferco des 40 % du capital détenus par Arcelor dans Carsid (Belgique, Aciers Plats Carbone). L'ensemble des opérations a été finalisé le 15 décembre 2004.

Enfin, dans le cadre d'une réorganisation générale de la structure et de l'actionnariat du groupe Gonvarri au cours du dernier trimestre 2004, Arcelor a cédé 25 % de sa participation dans ce dernier et ramené ainsi son taux de détention de 60 % à 35 %. Ces opérations incluaient notamment la cession de 36,05 % dans Gonsider SL par Aceralia ainsi que l'apport par Usinor de sa participation de 30 % dans Gonvarri Industrial à Holding Gonvarri, désormais seule participation d'Arcelor dans le groupe Gonvarri.

La juste valeur des actifs nets acquis est présentée ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Immobilisations incorporelles	3	-
Immobilisations corporelles	2 570	157
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	10
Autres participations	62	-
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	290	6
Stocks	248	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	257	4
Impôts différés actifs / passifs nets	- 345	43
Emprunts portant intérêts	- 631	- 3
Provisions pour pensions et avantages assimilés	-	- 3
Autres provisions	- 50	- 1
Dettes (fournisseurs et autres)	- 175	- 6
Intérêts minoritaires	- 624	-
Juste valeur des actifs nets acquis	1 605	207
Élimination de la contribution dans les entreprises mises en équivalence	- 504	-
Goodwill négatif net comptabilisé	- 78	- 30
Réévaluation des participations détenues lors de l'acquisition	- 186	-
Coût d'acquisition total	837	177
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	- 257	- 4
Solde payé au cours des exercices antérieurs	- 74	- 115
À payer lors d'exercices ultérieurs	- 204	- 17
DECAISSEMENT LIE A L'ACQUISITION	302	41

Concernant CST, les acquisitions successives ont été comptabilisées en conformité avec IFRS 3. La détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables a été réalisée au 1^{er} octobre 2004, date de consolidation de CST dans les comptes du Groupe. La juste valeur des actifs nets acquis s'établissait à 1 385 millions d'euros, diminuée du prix d'acquisition (721 millions d'euros) et de la contribution mise en équivalence (fin septembre : 504 millions d'euros) afin d'obtenir l'écart d'acquisition s'élevant à

160 millions d'euros. Cet écart d'acquisition, calculé à hauteur de 100 % part du Groupe, se décompose en :

- un écart d'acquisition négatif (37 millions d'euros) pour les acquisitions nouvelles jusqu'à obtention du contrôle ;
- une évaluation de la participation historique à la juste valeur. En tenant compte des acquisitions supplémentaires postérieures au contrôle, la réévaluation des fonds propres s'élève à 123 millions d'euros.

Dans une optique de tableau de flux de trésorerie, le décaissement net lié à l'acquisition de CST au titre de l'exercice 2004 (418 millions d'euros) s'obtient en soustrayant du prix d'acquisition (721 millions d'euros) le montant à payer en 2005 à JFE, les autres actionnaires japonais et CSI (162 millions d'euros) et la trésorerie acquise de CST (141 millions d'euros).

Quant à Acindar, la juste valeur des actifs et passifs identifiables au 1^{er} mai 2004 s'établit à 220 millions d'euros, correspondant à la quote-part de Belgo-Mineira dans sa filiale. Avec un prix d'acquisition de 116 millions d'euros (les options de conversion en actions liées aux warrants pour 32 millions d'euros étant une opération intra-Groupe), un écart d'acquisition de 104 millions d'euros a été obtenu, se répartissant comme suit :

- un écart d'acquisition négatif de 41 millions d'euros, dont une part Groupe de 21 millions d'euros lié à la prise de contrôle au 1^{er} mai ;
- une évaluation de la participation historique à la juste valeur et un écart d'acquisition négatif comptabilisé en capitaux propres venant de la conversion des warrants (dilution des minoritaires) totalisant 63 millions d'euros, dont 35 millions en part Groupe.

Du point de vue du tableau de flux de trésorerie, le décaissement net positif de 116 millions d'euros lié à l'acquisition d'Acindar correspond à la situation de trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} mai 2004, étant donné que le Groupe a d'une part décaissé 74 millions d'euros au cours des années antérieures et aura d'autre part des décaissements sous forme d'annuités totalisant 42 millions d'euros jusqu'en 2011.

La juste valeur des actifs nets cédés est présentée ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Immobilisations incorporelles	2	-
Immobilisations corporelles	168	120
Participations dans les entreprises mises en équivalence	211	97
Autres participations	14	2
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	328	162
Stocks	246	186
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48	19
Impôts différés actifs / passifs nets	- 4	- 3
Emprunts portant intérêts	- 207	- 149
Provisions pour pensions et avantages assimilés	- 24	- 5
Autres provisions	- 8	- 7
Dettes (fournisseurs et autres)	- 339	- 160
Intérêts minoritaires	-	- 23
Juste valeur des actifs nets cédés	435	239
Reprise goodwill net comptabilisé	-	- 13
SOUS-TOTAL (2)	435	226
PRIX DE CESSIION (1)	515	339
RESULTAT DE CESSIION (1)-(2)	80	113
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	- 5	- 11
Remboursement des dettes envers les sociétés cédées	- 11	- 13
À recevoir lors d'exercices ultérieurs	- 40	- 31
ENCAISSEMENT LIE A LA CESSIION	459	284

Note 4 - Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2004 <i>En millions d'euros</i>	Écart d'acquisition	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	- 766	239	228	- 299
1ère application IFRS 3	1 032	-	-	1 032
Valeur brute à l'ouverture retraitée	266	239	228	733
Acquisitions	-	26	45	71
Cessions	-	- 40	-	- 40
Variations de périmètre	-	- 6	2	- 4
Écart de conversion	- 1	- 1	-	- 2
Transferts et autres		9	- 18	- 9
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	265	227	257	749
Amortissements cumulés à l'ouverture	121	- 175	- 198	- 252
1ère application IFRS 3	- 356	-	-	- 356
Amortissements cumulés à l'ouverture retraitée	- 235	- 175	- 198	- 608
Acquisitions / Cessions	-	40	-	40
Variations de périmètre	-	7	4	11
Dépréciations	- 12	-	-	- 12
Amortissements	-	- 34	- 8	- 42
Écart de conversion	2	-	-	2
Transferts et autres	3	- 6	20	17
AMORTISSEMENTS CUMULES A LA CLOTURE	- 242	- 168	- 182	- 592
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	- 645	64	30	- 551
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	23	59	75	157

Au 31 décembre 2003 <i>en millions d'euros</i>	Écart d'acquisition	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	- 1 041	216	235	- 590
Acquisitions	- 30	33	1	4
Cessions	23	- 3	- 3	17
Variations de périmètre	- 50	-	-	- 50
Écart de conversion	3	- 2	1	2
Autres	329	- 5	- 6	318
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	- 766	239	228	- 299
Amortissements cumulés à l'ouverture	- 5	- 144	- 211	- 360
Acquisitions / Cessions	- 10	2	-	- 8
Amortissements	111	- 38	-	73
Écart de conversion	-	1	-	1
Autres	25	4	13	42
AMORTISSEMENTS CUMULES A LA CLOTURE	121	- 175	- 198	- 252
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	- 1 046	72	24	- 950
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	- 645	64	30	- 551

4.1 – Écarts d'acquisition positifs

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2004

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2003	Dépréciations	Autres	Valeur nette 2004
Usinor / S3P	8	-	-	8
Avis Steel	1	-	- 1	-
Arcelor Profil	3	-	-	3
Galtec	3	-	-	3
Weha Edelstahl	2	-	- 2	-
CFA	10	- 10	-	-
Haironville Portugal	2	-	-	2
Belgo Mineira / Dedini	-	-	5	5
Trefilados Mexico	2	- 2	-	-
Autres	-	-	2	2
TOTAL	31	- 12	4	23

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2003

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2002	Acquisitions	Dotations	Autres	Valeur nette 2003
Sollac / S3P	9	-	- 1	-	8
Avis Steel	2	-	-	- 1	1
Profil ARBED Distribution France	4	-	-	- 4	-
Arcelor Profil	-	-	- 1	4	3
Galtec	5	-	- 2	-	3
Weha Edelstahl	3	-	- 1	-	2
CFA	-	13	- 3	-	10
Haironville Portugal	-	2	-	-	2
Trefilados Mexico	-	2	-	-	2
TOTAL	23	17	- 8	- 1	31

Les écarts d'acquisition positifs nets relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés sous la rubrique « participations dans les entreprises mises en équivalence ».

4.2 – Écarts d'acquisition négatifs

Détail des écarts d'acquisition négatifs nets en 2004

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2003	1ère application IFRS 3	Valeur nette 2004
La Magona	10	- 10	-
Cockerill Sambre	496	- 496	-
Arbed/Aceralia	74	- 74	-
APSL	40	- 40	-
BMP Siderurgica S.A.	28	- 28	-
Investissements Technologies	14	- 14	-
Alinox	2	- 2	-
Autres	12	- 12	-
TOTAL	676	- 676	-

Les *goodwills* négatifs, dont la valeur nette s'établit à 676 millions d'euros au 31 décembre 2003, ont été transférés en capitaux propres au 1^{er} janvier 2004, dans le cadre de l'application de la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises.

Détail des écarts d'acquisition négatifs nets en 2003

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2002	Acquisitions	Dotations	Cessions	Autres	Valeur nette 2003
La Magona	12	-	- 2	-	-	10
Cockerill Sambre	673	-	- 103	- 13	- 61	496
Arbed/Aceralia	362	-	- 5	-	- 283	74
APSL	-	43	- 3	-	-	40
BMP Siderurgica S.A.	-	30	- 2	-	-	28
Investissements Technologies	-	17	- 3	-	-	14
Alinox	-	3	- 1	-	-	2
Autres	22	4	-	-	- 14	12
TOTAL	1 069	97	- 119	- 13	- 358	676

Note 5 – Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	Terrains & Constructions	Installations techniques et machines	Acomptes & Immobilisations corporelles en-cours	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	3 152	12 930	780	703	17 565
Variation de périmètre	288	2 047	189	67	2 591
Cessions	- 79	- 463	- 37	- 89	- 668
Acquisitions	103	284	917	49	1 353
Écarts de conversion	- 46	- 241	- 20	- 9	- 316
Transferts	92	662	- 805	15	- 36
VALEUR BRUTE A LA CLOTURE	3 510	15 219	1 024	736	20 489
Amortissements cumulés à l'ouverture	- 1 043	- 7 129	- 15	- 431	- 8 618
Variation de périmètre	13	- 167	3	- 34	- 185
Cessions	52	417	13	79	561
Amortissements	- 144	- 880	- 1	- 104	- 1 129
Dépréciations	- 3	- 20	- 1	0	- 24
Écart de conversion	16	75	0	6	97
Autres	- 14	29	0	24	39
AMORTISSEMENTS CUMULES A LA CLOTURE	- 1 123	- 7 675	- 1	- 460	- 9 259
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	2 109	5 801	765	272	8 947
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	2 387	7 544	1 023	276	11 230

En 2004, la valeur brute des contrats de crédit-bail capitalisés est de 131 millions d'euros (101 millions d'euros en 2003) ; la valeur nette est de 85 millions d'euros (49 millions en 2003).

Des immobilisations corporelles pour une valeur de 279 millions d'euros sont données en garantie de dettes financières (2003 : 157 millions).

Les acquisitions de 1 353 millions d'euros en 2004 comprennent un montant de 94 millions d'euros d'investissements ayant comme objectif exclusif de prévenir, réduire ou réparer les dommages pouvant être occasionnés à l'environnement. Ces investissements environnementaux concernent principalement la réduction des rejets atmosphériques (gaz et poussières).

La répartition par pays et par nature d'investissement environnemental est présentée ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	Protection de l'air ambiant et du climat	Lutte contre le bruit et les vibrations (à l'exclusion du lieu de travail)	Gestion des eaux usées	Gestion des déchets	Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface	Total
Belgique	24	-	2	1	1	28
France	15	1	4	1	2	23
Espagne	13	-	2	-	1	16
Brésil	7	1	1	7	-	16
Luxembourg	-	8	-	-	1	9
Allemagne	2	-	-	-	-	2
TOTAL	61	10	9	9	5	94

Note 6 – Participations dans les entreprises mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	Valeur de mise en équivalence	Écarts d'acquisition nets	Total
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2003	1 711	47	1 758
Acquisitions	47	-	47
Cessions	- 141	8	- 133
Résultat de l'exercice	413	-	413
Distribution	- 77	-	- 77
Variations du pourcentage d'intégration	- 670	- 16	- 686
1ère application IFRS 3	-	10	10
Écarts de conversion	- 7	- 4	- 11
Augmentation de capital	17	-	17
Autres	29	- 1	28
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2004	1 322	44	1 366

La valeur nette comptable des sociétés mises en équivalence cotées est de 153 millions d'euros au 31 décembre 2004 (2003 : 579 millions). La valeur de marché de ces sociétés est de 215 millions d'euros au 31 décembre 2004 (2003 : 654 millions). Dans les deux cas, la réduction est essentiellement liée au changement de méthode de consolidation de CST.

La valeur nette comptable des sociétés mises en équivalence non cotées s'élève à 1 213 millions d'euros (2003 : 1 179 millions) et ne s'écarte pas de manière significative de leurs valeurs de marché.

Les principales participations dans les entreprises associées et coentreprises sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	% d'intérêt à fin 2004	Valeur bilan au 31/12/04	% d'intérêt à fin 2003	Valeur bilan au 31/12/03
Entreprises associées				
ACIERS PLATS CARBONE				
CST (Brésil)	-	-	29,6 %	424
Gestamp (Espagne)	35,0 %	129	35,0 %	109
Gonvarri Industrial (Espagne)	35,0 %	96	59,8 %	181
Holding Gonvarri SRL (Espagne)	35,0 %	92	58,8 %	60
CLN (Italie)	35,0 %	70	35,0 %	68
Borcelik (Turquie)	40,3 %	54	40,3 %	50
Carsid (Belgique)	-	-	40,0 %	16
Cia Hispano-Brasileira de Pelotização (Brésil)	49,1 %	19	49,1 %	12
Dosol Galva (Canada)	20,0 %	13	20,0 %	14
ACIERS INOXYDABLES				
Acesita (Brésil)	27,7 %	153	27,7 %	111
DISTRIBUTION, TRANSFORMATION, TRADING				
Condesa (Espagne)	-	-	48,8 %	53
IMS (France)	-	-	36,0 %	44
Traxys SA (Luxembourg)	50,0 %	27	50,0 %	22
Hierros y Aplanaciones (Espagne)	-	-	15,0 %	11
ACIERS LONGS CARBONE				
LME (France)	34,0 %	30	34,0 %	17
Société Nationale de Sidérurgie (Maroc)	7,5 %	11	8,5 %	12
San Zeno Acciai-Duferco (Italie)	49,9 %	9	49,9 %	9
AUTRES ACTIVITES				
Soteg (Luxembourg)	20,0 %	24	20,0 %	13
Groupe Atic (France)	42,3 %	22	45,1 %	19
Coentreprises				
ACIERS LONGS CARBONE				
Trefil ARBED Kiswire (Corée)	50,0 %	78	50,0 %	74
Aquarius (Brésil)	50,0 %	47	-	-
AUTRES ACTIVITES				
Ensemble DHS (Allemagne)	51,3 %	394	51,3 %	361
Diverses entreprises associées et coentreprises	-	98	-	78
TOTAL		1 366		1 758

Les principaux écarts d'acquisition relatifs aux sociétés mises en équivalence sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2004	Valeur nette 2003
----------------------------	--------------------------	--------------------------

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette 2004	Valeur nette 2003
Acesita	44	48
CST	-	16
Groupe DHS	-	- 10
Carsid	-	- 8
Autres	-	1
TOTAL	44	47

Note 7 – Autres participations

	Parts dans les entreprises liées			Titres de participations			Autres titres			Total		
	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette	Valeur brute	Dépr.	Valeur nette
<i>En millions d'euros</i>												
SOLDE AU 31/12/2003	458	- 332	126	171	- 100	71	161	- 51	110	790	- 483	307
Acquisitions	56	-	56	1	-	1	48	-	48	105	-	105
Cessions	- 12	2	- 10	- 11	11	-	- 32	-	- 32	- 55	13	- 42
Augmentation de capital	41	-	41	4	-	4	-	-	-	45	-	45
Variation de périmètre	132	- 6	126	12	1	13	- 5	2	- 3	139	- 3	136
Dépréciations	-	- 20	- 20	-	- 3	- 3	-	3	3	-	- 20	- 20
Écarts de conversion	- 3	-	- 3	-	-	-	-	-	-	- 3	-	- 3
Autres mouvements	- 40	42	2	- 13	7	- 6	11	- 7	4	- 42	42	-
SOLDE AU 31/12/2004	632	- 314	318	164	- 84	80	183	- 53	130	979	- 451	528

Les principales acquisitions de la période incluent une prise de participation (Autres titres) de 12 % pour 36 millions d'euros dans la joint-venture conclue entre Bao Steel d'une part, Nippon Steel Corporation et Arcelor d'autre part. Par ailleurs, le Groupe a également acquis la société argentine Fortunato Bonelli (26 millions d'euros, Parts dans les entreprises liées) et allemande Didier M&P Energietechnik (14 millions d'euros, Parts dans les entreprises liées).

La principale cession de la période concerne Telindus (26 millions d'euros).

La principale augmentation de capital de la période concerne la société Arceo (16 millions d'euros, Parts dans les entreprises liées).

La déconsolidation, au 1^{er} janvier 2004 de 59 sociétés non significatives se traduit par une augmentation de 112 millions d'euros des parts dans les entreprises liées.

Enfin, les autres mouvements incluent l'annulation des titres Cockerill Sambre DRC (36 millions d'euros) et Cockerill Yard Hoboken (9 millions d'euros) qui étaient intégralement dépréciés.

Note 8 – Créances et autres actifs financiers

Créances rattachées à des participations, prêts et autres immobilisations financières

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
SOLDE AU 31/12/2003	839	- 146	693
Augmentation	275	-	275
Remboursements	- 169	36	- 133
Dépréciations nettes	-	- 24	- 24
Variation de périmètre	- 92	1	- 91
Autres mouvements	- 25	- 8	- 34
Écarts de conversion	- 4	1	- 3
SOLDE AU 31/12/2004	824	- 140	684

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Siderurgica Añon	41	-
Acindar	-	121
Allegheny Technologies	30	1
Bagoeta SL	57	-
Carsid	45	89
Duferco	-	17
Forcast international	-	7
ThyssenKrupp Stahl	-	13
Prêts de SODISID	9	11
Titrisation de SODISID	21	30
Dépôts de garantie	141	142
Réévaluation des instruments de couverture de taux d'intérêt – Note 25	86	68
Couverture de régime de pensions	26	10
Autres	228	184
TOTAL	684	693

Note 9 – Stocks

Les stocks sont présentés ci-dessous en distinguant la part maintenue au coût historique de celle comptabilisée à la valeur nette de réalisation.

Au 31 décembre 2004, les stocks sont évalués comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Stocks maintenus au coût historique	Stocks valorisés à la valeur nette de réalisation	Total
Matières premières et marchandises	969	1 807	2 776

Produits en cours de production	689	808	1 497
Produits finis	485	1 527	2 012
Contrats en cours	88	-	88
Pièces de rechange	48	361	409
Avances et acomptes sur commandes	19	-	19
TOTAL	2 298	4 503	6 801

Au 31 décembre 2003, les stocks sont évalués comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Stocks maintenus au coût historique	Stocks valorisés à la valeur nette de réalisation	Total
Matières premières et marchandises	629	1 365	1 994
Produits en cours de production	607	750	1 357
Produits finis	471	1 177	1 648
Contrats en cours	95	-	95
Pièces de rechange	93	293	386
Avances et acomptes sur commandes	17	-	17
TOTAL	1 912	3 585	5 497

Les dépréciations ramenant les stocks à leur valeur nette de réalisation s'élèvent à 560 millions d'euros au 31 décembre 2004 (531 millions au 31 décembre 2003).

Note 10 – Clients

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
<i>Valeurs brutes</i>	3 889	3 431
<i>Dépréciations</i>	- 132	- 178
TOTAL	3 757	3 253

Note 11 - Autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Créances d'impôt	126	158
Autres créances envers les organismes publics	430	288
Réévaluation des instruments de couverture de change – Note 25	45	16
Réévaluation des instruments de couverture sur matières premières – Note 25	48	50
Charges constatées d'avance	61	71
Débiteurs divers	662	795
TOTAL	1 372	1 378

Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Valeurs mobilières de placement	2 298	1 024
Liquidités détenues en banque et en caisse	1 392	687
Dépôts bancaires à court terme	353	179
TOTAL	4 043	1 890

Note 13- Capitaux propres

13.1 - Capital social et prime d'émission

Au terme des offres publiques d'échange en février 2002, 118 792 739 titres d'Aceralia (soit 95,03 %), 11 559 672 titres d'Arbed (soit 99,45 %) et 245 697 269 titres d'Usinor (soit 97,58 %) ont été convertis en 528 354 061 titres Arcelor. Ces titres viennent s'ajouter aux 6 450 actions émises lors de la création de Arcelor S.A. le 8 juin 2001.

L'apport des titres chez Arcelor S.A. a été effectué à une valeur unitaire de 14 euros pour un montant total de 7 397 millions d'euros réparti à hauteur de 2 642 millions d'euros en capital social et 4 755 millions d'euros en prime d'émission.

Dans le cadre de l'exercice de la faculté d'échange des actions Usinor contre des actions Arcelor, 104 477 actions ont été émises le 9 avril 2004 (674 387 en 2003) conduisant à une augmentation de capital de 1 506 558 euros (dont 522 385 euros de capital social et 984 173 de prime d'émission). Au 31 décembre 2004, Arcelor S.A détient ainsi 99,63 % des titres Usinor (compte tenu des actions d'autocontrôle détenues par Usinor SA).

Le 27 juillet 2004, Arcelor S.A. a procédé à l'émission de 106 629 054 nouvelles actions pour un total de 1 133 659 382 dont 553 145 270 euros de capital social et 600 514 112 de prime d'émission.

Au 31 décembre 2004, le capital est ainsi composé de 639 774 327 actions ordinaires, entièrement libérées et représentant 3 198 871 635 euros. La prime d'émission s'élève à 5 396 604 061 euros.

Le capital autorisé, y compris le capital souscrit, s'élève à cinq milliards d'euros.

Le nombre d'actions en circulation a évolué comme suit :

	Nombre d'actions (milliers)
31 décembre 2002	532 366
Augmentations de capital	675
31 décembre 2003	533 041
Augmentations de capital	106 733
31 décembre 2004	639 774

13.2 - Écarts de conversion

La variation des écarts de conversion de - 95 millions d'euros (- 71 millions d'euros en 2003) correspond principalement aux effets de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro, renforcés par l'arrêt des couvertures des investissements nets dans les sociétés brésiliennes en devise fonctionnelle dollar à l'aide de dettes libellées en dollar.

13.3 - Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Arcelor S.A. a conclu le 30 juin 2003 un premier plan d'attribution d'options de souscription d'actions.

1 300 000 actions ont été attribuées à 73 bénéficiaires. Suite à l'augmentation de capital du 27 juillet 2004, le nombre d'options attribuées est passé à 1 336 282 actions au prix d'exercice de 9,67 euros contre 9,94 euros avant l'augmentation de capital.

Le 30 juin 2004, un second plan a été conclu et a conduit à l'attribution de 1 180 000 options à 91 bénéficiaires. Le prix d'exercice a été fixé à 13,48 euros. Suite à l'augmentation de capital du 27 juillet 2004, le nombre d'options attribuées est passé à 1 212 942 et le prix d'exercice a été révisé à 13,11 euros.

Par ailleurs, les bénéficiaires des plans d'attribution d'options de souscription d'actions d'Usinor disposent de la faculté de convertir leurs actions Usinor en actions Arcelor.

Au 31 décembre 2003, Usinor S.A. disposait de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions.

Le premier plan conclu le 21 novembre 1997 et portant sur 1 374 000 actions attribuées à 295 bénéficiaires est arrivé à expiration le 21 novembre 2004. Au terme de ce plan, 950 900 actions ont été levées.

Le deuxième plan, conclu le 7 mars 2000, porte sur 2 380 000 actions attribuées à 460 bénéficiaires. 6 300 actions ont été levées au cours de l'exercice 2004.

Les mouvements du nombre d'options d'achat au cours de l'exercice se présentent comme suit :

<i>(En nombre d'options)</i>	2004	2003
Options au début de l'exercice	4 679 500	3 465 400
Options émises durant l'exercice	1 249 224	1 300 000
Options exercées durant l'exercice	- 957 200	
Options arrivées à échéance durant l'exercice et non exercées	- 247 700	- 85 900
OPTIONS A LA FIN DE L'EXERCICE	4 723 824	4 679 500

Les options d'achat émises au 31 décembre 2004 ont les caractéristiques suivantes :

Date d'échéance	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options
07/04/2003 - 07/04/2007	15,24	2 174 600
01/07/2006 - 30/06/2010	9,67	1 336 282
01/07/2007 - 30/06/2011	13,11	1 212 942
TOTAL		4 723 824

En application de la nouvelle norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 feront l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2005. Les deux plans Arcelor octroyés les 30 juin 2003 et 2004 auront, dans ce contexte, un impact de 2,66 millions d'euros dans les capitaux propres du Groupe au 1^{er} janvier 2005. La charge de l'exercice 2005 relative à ces deux plans est pour sa part établie à 2,70 millions d'euros.

13.4 - Actions propres

	Nombre de titres	Valeur (millions d'euros)
31 décembre 2002	54 667 232	756
Acquisitions	511 715	4
Cessions	- 534 158	- 4
31 décembre 2003	54 644 789	756
Acquisitions	1 251 818	19
Cessions	- 29 094 200	- 408
31 décembre 2004	26 802 407	367

Les cessions incluent l'utilisation de 22 490 577 actions propres dans le cadre du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire convertible O.C.E.A.N.E. 3 % échéant en principe au 1^{er} janvier 2006.

13.5 - Dividendes

Le Conseil d'administration proposera comme distribution relative à l'exercice 2004 un dividende brut de 0,65 euro par action qui sera mis en paiement le 2 mai 2005. Ces comptes consolidés présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en assemblée générale le 29 avril 2005.

13.6 - Prise de contrôle de CST et Acindar

Conformément à la norme IFRS 3, les actifs et passifs d'Acindar et CST déjà détenus au moment de la prise de contrôle par le Groupe ont fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur conduisant à enregistrer une augmentation des capitaux propres consolidés de 181 millions (dont 158 millions en part Groupe afférant respectivement à CST pour 123 millions et Acindar pour 35 millions).

Note 14 - Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

	2004	2003
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	2 314	257
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	543 784 725	478 278 668
Résultat en euros par action	4,26	0,54

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs. Par ailleurs, le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière nette d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des bons de souscriptions et des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour de l'exercice pour les années suivantes.

	2004	2003
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action (en millions d'euros)	2 350	257
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	613 391 132	478 278 668
Résultat dilué en euros par action	3,83	0,54

Note 15 - Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2004, les intérêts minoritaires augmentent de 685 millions dont 376 millions liés aux variations de périmètre, principalement CST (511 millions), Acindar (113 millions) et Aceralia (- 158 millions). La part des minoritaires dans le résultat 2004 contribue également à une augmentation des intérêts minoritaires de 403 millions.

Au 31 décembre 2003, les intérêts minoritaires augmentent de 69 millions notamment suite à la comptabilisation de la part des minoritaires dans le résultat 2003 (159 millions). Cette augmentation est partiellement compensée par la distribution des dividendes aux minoritaires (37 millions) et des variations de périmètre (87 millions).

Note 16 - Emprunts portant intérêt

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Emprunts obligataires convertibles	657	1 488
Emprunts obligataires non convertibles	2 455	1 914
Dettes envers les établissements de crédit	786	1 268
Dettes sur immobilisations en crédit-bail	82	35
Juste valeur des instruments financiers de couverture sur taux d'intérêt – Note 25	2	3
Emprunts et dettes financières divers	366	163
Emprunts portant intérêt à long terme	4 348	4 871
Partie court terme des emprunts obligataires convertibles	484	-
Partie court terme des emprunts obligataires non convertibles	115	57
Dettes envers les établissements de crédit	187	220
Billets de trésorerie	487	619
Concours bancaires courants	178	215
Dettes sur immobilisations en crédit-bail	8	5
Intérêts courus non échus	92	110
Juste valeur des instruments financiers de couverture sur taux d'intérêt – Note 25	12	-
Emprunts et dettes financières divers*	730	325
Emprunts portant intérêt à court terme	2 293	1 551

* Les emprunts et dettes financières divers comprennent une dette de 142 millions d'euros relative aux options d'achat-vente de titres CST exerçables durant la période du 26 mai au 25 juin 2005 (voir Note 3) ainsi qu'une dette de 115 millions d'euros liée à l'indemnisation de Staal Vlaanderen dans le cadre de la cession de titres Sidmar.

16.1 - Emprunts obligataires convertibles

En mars 2004, Arcelor a procédé au remboursement anticipé de l'O.C.E.A.N.E. 3 % échéant au 1^{er} janvier 2006, les conditions de mise en œuvre de ce remboursement étant réalisées. Au terme de cette offre 22 490 577 O.C.E.A.N.E., soit 81,05 % de l'émission initiale, ont été échangées contre des actions Arcelor.

Les emprunts obligataires convertibles sont présentés au bilan comme suit (hors intérêts courus) :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Valeur nominale des obligations convertibles	1 254	1 633
Composante capitaux propres, nette d'impôts différés	- 79	- 101
Passif d'impôts différés	- 34	- 44
COMPOSANTE PASSIF AU BILAN	1 141	1 488

16.2 - Analyse par devise (hors dettes à court terme)

	2004	%	2003	%
Euro	3 336	77	4 162	85
US dollar	695	16	530	11
Réal brésilien	272	6	-	-
Divers	45	1	179	4
TOTAL	4 348	100	4 871	100

16.3 - Analyse par échéance (hors dettes à court terme)

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
2005	-	917
2006	618	1 055
2007	217	331
2008	893	834
2009	244	-
Plus de 5 ans	2 376	1 734
TOTAL	4 348	4 871

16.4 - Taux d'intérêt

a) Dettes à long terme

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement Euribor et Libor. Lorsque des couvertures de taux d'intérêt transforment le financement à taux fixe en taux variable, l'emprunt est réputé être à taux variable.

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Total taux fixe	1 761	2 171

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Total taux variable	2 587	2 700
TOTAL	4 348	4 871

b) Instruments financiers de couverture

Le résultat net relatif aux instruments de couverture de la dette est un gain de 18 millions d'euros en 2004 (perte de 18 millions d'euros en 2003).

16.5 - Principaux emprunts à long terme individuels

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Arcelor Finance		
Emprunt obligataire 5,375 % 1998 / 2006	62	62
Emprunt obligataire 6,385 % 2003 / 2015 (120 millions USD)	91	97
Emprunt obligataire Euribor 3 mois 2003 / 2006	-	100
Emprunt obligataire 3,395 % 2004 / 2009	100	-
Emprunt obligataire 6 % 2000/2005	-	102
Emprunt obligataire 5,125 % 2003 / 2010	621	598
Emprunt obligataire 6,125 % 2001 / 2008	640	636
Emprunt obligataire 5,50 % 2004 / 2014	107	-
Emprunt obligataire 4,625 % 2004 / 2014	494	-
Emprunt Euribor 3 mois 2002 / 2006	9	18
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2009	-	127
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2007	-	150
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2007	-	22
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2007	-	25
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2005	-	55
Emprunt 6,4 % 2001 / 2011	40	48
Émission de titres de créances cessibles	80	80
Emprunt 4,06 % 2003 / 2008	21	28
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2013	94	-
Autres emprunts	53	72
SOUS-TOTAL	2 412	2 220
Arcelor		
Emprunt obligataire convertible 3,875 % 2000 / 2005	-	487
Emprunt obligataire convertible 3 % 1998 / 2006	-	350
Emprunt obligataire convertible 3 % 2002 /2017	657	651
Usinor		
Emprunt obligataire 7,25 % (300 millions USD) 1996 / 2006	235	258
Arbed		
Emprunt Euribor 2000 / 2007	30	40
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2006	70	70
Emprunt 5,06 % 2001 / 2011 (AIS Finance)	112	125
Aceralia		
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2013	-	100

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Belgo Mineira		
Emprunt obligataire TJLP 1998 / 2010 (97 millions BRL) - BMP	22	25
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2011 (93 millions BRL) - BMPS	20	19
Emprunt Libor 2003 / 2006 (60 millions BRL) – Belgo Mineira	7	17
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2017 (29 millions BRL) - BMPS	7	7
Emprunt obligataire convertible 2004 / 2012 (47 millions USD) - Acindar	35	
Emprunt TC+4 % 2003 / 2009 (100 millions ARP)-Acindar	24	
CST*		
Emprunt TJLP 2000 / 2010 (BRL 264 millions)	44	-
Emprunt TJLP 2000 / 2007 (BRL 149 millions)	14	-
Emprunt TJLP 2003 / 2012 (BRL 104 millions)	25	-
Emprunt LIBOR 2003 / 2013 (USD 99 millions)	51	-
Emprunt LIBOR 2004 / 2006 (USD 75 millions)	29	-
Vega do Sul		
Emprunt Libor 2002-2014 (50 millions USD)	34	40
Emprunt Libor 2002-2012 (100 millions USD – 2003 : 83 millions USD)	63	66
Emprunt TJLP 2002-2010 (280 millions BRL – 2003 : 179 millions BRL)	77	49
Autres emprunts	380	347
TOTAL	4 348	4 871

* Les dettes financières de CST ont fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur en appliquant les taux de marché en vigueur au 1^{er} octobre 2004.

Note 17 - Provisions pour pensions et avantages assimilés

17.1 - Introduction

La majeure partie des sociétés reprises dans le périmètre de consolidation du groupe Arcelor sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur dans ces pays, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle. Le Groupe fait appel à des actuaires indépendants pour évaluer ces engagements. Une firme indépendante est en outre chargée de coordonner et superviser l'ensemble des calculs actuariels pour le Groupe.

Afin de refléter l'évolution en 2004 du taux de rendement des emprunts obligataires, le Groupe a décidé de réduire son taux d'actualisation pour la zone Euro de 5,75 % à 5 %.

La perte actuarielle latente ainsi générée (197 millions d'euros) a été comptabilisée en application de la politique du corridor et est incluse dans la ligne « Gains / (pertes) actuariels non encore reconnus ».

Certaines filiales externalisent tout ou partie de leurs engagements de retraite par des actifs placés auprès de sociétés d'assurance (notion de « funded obligation »).

C'est en particulier le cas pour la filiale brésilienne CST, consolidée par intégration globale à partir du 1^{er} octobre 2004, qui couvre l'ensemble de ses engagements pour pensions par des actifs externalisés.

Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

La différence entre la valeur actualisée de l'engagement et celle des actifs externalisés destinés à couvrir cet engagement (229 millions d'euros au total, tous avantages complémentaires confondus) représente l'engagement net du Groupe sur ce type de régimes. Elle ne correspond pas à une insuffisance globale de financement mais traduit dans la presque totalité des cas des options de financement prises par les filiales.

Dans le cadre de la vente des actifs de sa filiale américaine J&L Speciality Steel, le Groupe a cédé les engagements pour pensions de cette société auprès d'un assureur externe et a soldé les contrats de couverture médicale du personnel durant la retraite.

17.2 - Information financière

17.2.1 - Détail des provisions par nature d'engagement

Les plans de préretraite ont été reclassés sous la rubrique du bilan « provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » (voir Note 18 ci-après).

Détail des provisions pour pensions et autres avantages assimilés :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Régimes complémentaires de pension	1 196	1 218
Indemnités de départ	379	391
Régimes de couverture médicale	26	75
Médailles du travail	51	49
TOTAL PROVISIONS POUR PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILES	1 652	1 733

Les charges de l'exercice relatives à l'ensemble de ces avantages complémentaires octroyés au personnel (y compris la charge d'intérêt liée à l'actualisation des engagements) sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de profits et pertes telle que détaillée dans la Note 21 de l'annexe.

17.2.2 - Pensions

	France		Belgique		Allemagne		Luxembourg		États-Unis		Brésil		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Actifs financiers de couverture																
Valeur en début d'exercice	19	27	294	257	7	7	1	-	68	76	24	23	47	65	460	455
Variations de périmètre	-	-	- 20	-	-	-	-	-	-	-	186	-	4	-	170	-
Rendement constaté des actifs	-	- 7	8	16	-	-	-	-	1	11	24	5	6	-	39	25
Versements complémentaires	-	-	26	31	1	-	-	1	4	3	6	4	2	2	39	41
Prestations payées	-	- 1	- 24	- 10	- 1	-	-	-	- 2	- 9	- 4	- 2	- 2	- 4	- 33	- 26
Acquisitions/cessions/liquidations	-	-	-	-	-	-	-	-	- 59	-	-	-	-	- 16	- 59	- 16
Variations de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 13	- 18	- 6	-	-	- 18	- 19
VALEUR EN FIN D'EXERCICE	19	19	284	294	7	7	1	1	12	68	218	24	57	47	598	460
Provisions renseignées au bilan																

	France		Belgique		Allemagne		Luxembourg		États-Unis		Brésil		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	150	137	344	309	8	7	3	2	12	136	208	23	76	52	801	666
Juste valeur des actifs financiers	- 19	- 19	- 284	- 294	- 7	- 7	- 1	- 1	- 12	- 68	- 218	- 24	- 57	- 47	- 598	- 460
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	131	118	60	15	1	-	2	1	-	68	- 10	- 1	19	5	203	206
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	631	519	31	21	366	337	196	177	-	6	-	-	-	6	1 224	1 066
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnus	- 83	6	- 76	- 17	- 37	- 7	- 42	- 21	- 1	- 1	8	-	- 20	- 11	- 251	- 51
Coût des modifications du régime non encore reconnu	-	-	-	-	- 5	- 9	- 2	- 3	-	-	-	-	1	-	- 6	- 12
Sous-total : Obligation nette	679	643	15	19	325	321	154	154	- 1	73	- 2	- 1	-	-	1 170	1 209
Montant des obligations financées en situation active nette	-	-	16	-	-	1	-	-	1	-	2	1	7	7	26	9
PROVISION AU BILAN	679	643	31	19	325	322	154	154	-	73	-	-	7	7	1 196	1 218
Composante de la charge annuelle																
Coût des services rendus au cours de l'exercice	40	41	10	10	4	4	5	7	1	3	2	1	1	6	63	72
Charge d'intérêt	44	45	19	16	19	17	10	10	9	9	6	2	5	4	112	103
Rendement escompté des actifs	- 1	- 2	- 16	- 15	-	-	-	-	- 7	- 6	- 6	- 2	- 3	- 3	- 33	- 28
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	- 4	- 3	1	-	-	-	4	-	6	47	-	-	2	-	9	44
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	-	-	11	12	1	1	2	2	-	-	-	-	1	- 7	15	8
Réductions et liquidations	- 3	- 1	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	5	- 1
CHARGE DE L'EXERCICE	76	80	25	23	24	22	21	19	17	53	2	1	6	-	171	198
Variation des provisions au bilan																
Provisions au début de l'exercice	643	604	19	24	322	307	154	152	73	34	-	1	7	6	1 218	1 128
Variations de périmètre	- 8	- 3	-	-	-	-	- 1	-	-	-	-	-	-	-	- 9	- 3
Variations de change	-	-	-	-	-	-	-	-	1	- 11	-	-	-	- 1	1	- 12
Variation de la situation active nette des obligations financées	-	-	16	-	- 1	1	-	-	1	-	1	1	-	7	17	9
Reclassements de provisions	-	-	-	3	4	16	-	-	- 22	-	-	-	-	-	- 18	19
Décassements	- 32	- 38	- 29	- 31	- 24	- 24	- 20	- 17	- 70	- 3	- 3	- 3	- 6	- 5	- 184	- 121
Charge de l'exercice	76	80	25	23	24	22	21	19	17	53	2	1	6	-	171	198
PROVISIONS A LA CLOTURE D'EXERCICE	679	643	31	19	325	322	154	154	-	73	-	-	7	7	1 196	1 218
Hypothèses actuarielles	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%				

	France		Belgique		Allemagne		Luxembourg		États-Unis		Brésil		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
principales																
Taux d'actualisation	5,00	5,75	5,00	5,75	5,00	5,75	5,00	5,75	6,00	6,07	12,35	12,35	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers	5,75	5,75	4,08	5,75	4,00	4,00	4,00	4,00	8,50	9,07	12,35	12,35	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00	3,00	3,47	3,00	2,51	2,54	3,91	2,71	* 0,00	3,18	7,63	7,63	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	5,00	5,00	-	-	-	-
Régimes à cotisations définies																
Cotisations de l'exercice	-	-	11	9	-	-	2	-	1	2	-	-	1	-	15	11

* Hypothèse traduisant les changements intervenus dans les termes du régime.

17.2.3 - Indemnités de départ

	France		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Actifs financiers de couverture						
Valeur en début d'exercice	12	13	-	-	12	13
Variations de périmètre	- 5	-	-	-	- 5	-
Rendement constaté des actifs	1	- 1	-	-	1	- 1
Versements complémentaires	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	-	-	-	-	-	-
Acquisitions /cessions /liquidations	-	-	-	-	-	-
Variations de change	-	-	-	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	8	12	-	-	8	12
Provisions renseignées au bilan						
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	10	15	-	-	10	15
Juste valeur des actifs financiers	- 8	- 12	-	-	- 8	- 12
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	2	3	-	-	2	3
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	264	260	30	35	294	295
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnus	78	94	3	- 1	81	93
Coût des modifications du régime non encore reconnu	2	-	-	-	2	-
PROVISION AU BILAN	346	357	33	34	379	391
Composante de la charge annuelle						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	8	11	2	2	10	13
Charge d'intérêt	15	17	1	1	16	18
Rendement escompté des actifs	-	-	-	-	-	-

	France		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	- 8	- 6	1	-	- 7	- 6
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	2	-	6	-	8	-
Réductions et liquidations	- 6	- 2	-	-	- 6	- 2
CHARGE DE L'EXERCICE	11	20	10	3	21	23
Variation des provisions au bilan						
Provisions au début de l'exercice	357	347	34	30	391	377
Variations de périmètre	- 8	-	- 8	4	- 16	4
Variations de change	-	-	-	-	-	-
Décassements	- 14	- 10	- 3	- 3	- 17	- 13
Charge de l'exercice	11	20	10	3	21	23
PROVISIONS A LA CLOTURE D'EXERCICE	346	357	33	34	379	391
Hypothèses actuarielles principales	%	%				
Taux d'actualisation	5,00	5,75	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers	5,75	5,75	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00	3,00	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00	2,00	-	-	-	-

17.2.4 - Autres avantages (régimes de couverture médicale, médailles du travail)

	France		États-Unis		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Actifs financiers de couverture								
Valeur en début d'exercice	-	-	6	5	-	-	6	5
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Rendement constaté des actifs	-	-	-	2	-	-	-	2
Versements complémentaires	-	-	-	-	4	-	4	-
Prestations payées	-	-	-	-	- 1	-	- 1	-
Acquisitions /cessions /liquidations	-	-	- 6	-	-	-	- 6	-
Variations de change	-	-	-	- 1	-	-	-	- 1
VALEUR EN FIN D'EXERCICE	-	-	-	6	3	-	3	6
Provisions renseignées au bilan								
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	-	-	-	80	27	-	27	80
Juste valeur des actifs financiers	-	-	-	- 6	- 3	-	- 3	- 6
Sous-total : Valeur nette des obligations financées	-	-	-	74	24	-	24	74
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	35	36	-	2	21	12	56	50
Gains/(pertes) actuariels non encore reconnus	-	-	-	1	- 3	-	- 3	1
Coût des modifications du régime non encore reconnu	-	-	-	- 1	-	-	-	- 1
PROVISION AU BILAN	35	36	-	76	42	12	77	124
Composante de la charge annuelle								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1	1	2	1	-	3	3
Charge d'intérêt	2	2	2	4	3	1	7	7
Rendement escompté des actifs	-	-	-	-	-	-	-	-
(Gains)/pertes actuariels reconnus dans l'année	3	- 1	- 1	38	1	-	3	37
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	-	-	- 1	-	27	-	26	-
Réductions et liquidations	-	-	- 76	-	-	-	- 76	-
CHARGE DE L'EXERCICE	6	2	- 75	44	32	1	- 37	47
Variation des provisions au bilan								
Provisions au début de l'exercice	36	42	76	48	12	2	124	92

	France		États-Unis		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Variations de périmètre	-	- 1	-	-	-	-	-	- 1
Variations de change	-	-	1	- 12	-	-	1	- 12
Reclassements de provisions	-	-	-	-	-	10	-	10
Décassements	- 7	- 7	- 2	- 4	- 2	- 1	- 11	- 12
Charge de l'exercice	6	2	- 75	44	32	1	- 37	47

**PROVISIONS A LA CLOTURE
D'EXERCICE**

	35	36	-	76	42	12	77	124
Hypothèses actuarielles principales	%	%	%	%				
Taux d'actualisation	5,00	5,75	6,00	6,01	-	-	-	-
Taux de rendement des actifs financiers		-	8,50	9,00	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00	3,00	* 0,00	3,03	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00	2,00	2,00	2,00	-	-	-	-

* *Hypothèse traduisant les changements intervenus dans les termes du régime.*

Note 18 - Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail reflètent les engagements sociaux du Groupe dans le cadre de plans de restructuration annoncés (qui se traduiront ou non ultérieurement sous forme de plans de préretraite) ou des plans de préretraite liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

<i>En millions d'euros</i>	Provisions sociales	Plans de préretraite	Total
Solde au 1^{er} janvier 2004	269	531	800
Dotations	240	69	309
Utilisations et reprises	- 54	- 100	- 154
Reclassements (plans sociaux transformés en plan de préretraite au cours de l'exercice)	0	0	0
Autres reclassements, variations de périmètre et de taux de change	- 14	- 4	- 18
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2004	441	496	937

Les charges de l'exercice relatives aux provisions sociales sont reprises sous la ligne générale « autres charges opérationnelles » du compte de profits et pertes. Les charges de l'exercice relatives aux plans de préretraite sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de profits et pertes telle que détaillée dans la note 21 de l'annexe.

18.1 - Provisions sociales

Les provisions sociales à la clôture comprennent notamment les indemnités estimées dans le cadre des plans de restructuration suivants :

- Secteur Aciers Plats Carbone (332 millions d'euros), comprenant principalement le plan social lié à la restructuration de la phase à chaud de Liège doté en 2003 (148 millions d'euros) et la dotation aux provisions sociales en Espagne dans le cadre du plan ARCO (90 millions d'euros).

- Secteur Aciers Inoxydables (78 millions d'euros), incluant principalement les provisions sociales relatives à la restructuration de Ugitech S.A. (20 millions d'euros) et la dotation aux provisions sociales relatives à la fermeture du site d'Isbergues chez Ugine & ALZ France (25 millions d'euros).
- Secteur Distribution, Transformation, Trading (26 millions d'euros).

18.2 - Plans de préretraite

Les plans de préretraite dans le cadre de plans de restructuration ou liés à des conventions collectives font l'objet d'un calcul actuariel. Les hypothèses principales de calcul et les mouvements de l'exercice sont renseignés dans le tableau récapitulatif ci-après.

	Belgique		Allemagne		Luxembourg		Autres		Total	
<i>En millions d'euros</i>	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Provisions renseignées au bilan										
Valeur actuarielle des engagements	373	399	63	62	13	17	47	46	496	524
Gains / (pertes) actuariels non encore reconnus	-	2	-	- 4	-	8	-	1	-	7
PROVISION AU BILAN	373	401	63	58	13	25	47	47	496	531
Composante de la charge annuelle										
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-	5	12	7	-	1	7	9	19	22
Charge d'intérêt	16	15	3	2	1	1	2	2	22	20
(Gains) / pertes actuariels reconnus dans l'année	18	-	8	- 2	- 15	-	1	0	12	- 2
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	9	19	-	11	7	-	-	0	16	30
CHARGE DE L'EXERCICE	43	39	23	18	- 7	2	10	11	69	70
Variation des provisions au bilan										
Provisions au début de l'exercice	401	248	58	46	25	33	47	37	531	364
Variations de périmètre	- 2	-	-	-	-	-	- 2	0	- 4	-
Variations de change	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-
Transferts de montants auparavant cantonnés en <i>goodwill</i> négatif	-	19	-	-	-	-	-	-	-	19
Reclassements (plans sociaux transformés en plan de préretraite au cours de l'exercice)	-	175	-	6	-	-	-	3	-	184
Décassements	- 69	- 80	- 18	- 12	- 5	- 10	- 8	- 4	- 100	- 106
Charge de l'exercice	43	39	23	18	- 7	2	10	11	69	70
PROVISIONS A LA CLOTURE DE	373	401	63	58	13	25	47	47	496	531

L'EXERCICE

Hypothèses actuarielles principales

	%	%	%	%	%	%				
Taux d'actualisation	4,22	5,75	4,00	5,75	4,00	5,75	-	-	-	-
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,00	2,31	2,51	1,53	2,00	3,00	-	-	-	-
Taux d'inflation	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	-	-	-	-

Note 19 - Autres provisions

<i>En millions d'euros</i>	Restructurations	Risques commerciaux	Risques environnementaux	Autres risques	TOTAL
Solde à l'ouverture	105	83	249	759	1 196
Dotations	34	31	46	158	269
Utilisations et reprises	- 35	- 39	- 78	- 304	- 456
Reclassements, variations de périmètre et de taux de change	11	- 11	- 2	112	110
TOTAL PROVISIONS	115	64	215	725	1 119

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Autres provisions à long terme	920	983
Autres provisions à court terme	199	213
TOTAL AUTRES PROVISIONS	1 119	1 196

19.1 - Provisions pour restructurations

Les provisions pour restructurations renseignées sous cette rubrique n'incluent pas les engagements sociaux qui sont classés séparément sous la rubrique « provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » détaillée dans la note 18.

Les provisions pour restructurations comprennent notamment des charges liées au coût de démantèlement et assainissement des sites en voie de restructuration.

L'analyse par secteur se présente comme suit :

- Secteur Aciers Plats Carbone : 52 millions d'euros
- Secteur Aciers Inoxydables : 37 millions d'euros
- Autres secteurs : 26 millions d'euros

19.2 - Risques commerciaux

Les risques commerciaux incluent principalement les litiges avec les clients, les risques de non-recouvrement de créances échues et les pertes en carnet ou à terminaison, garanties et autres.

19.3 - Risques environnementaux

Les provisions pour risques environnementaux se répartissent par zones géographiques de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Allemagne	2	2
Belgique	97	142
France	70	71
Luxembourg	40	33
Autres	6	1
TOTAL	215	249

Les risques couverts concernent essentiellement des mesures de protection et d'assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface (108 millions d'euros), le traitement de résidus (31 millions d'euros) et d'autres mesures environnementales (76 millions d'euros). Les provisions sont constituées en application des normes réglementaires locales et/ou nationales en vigueur.

19.4 - Autres risques

Les provisions pour autres risques couvrent notamment les risques suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Litiges	249	188
Risques fiscaux	176	111
Charges liées au personnel	15	6
Autres	285	454
TOTAL	725	759

Afin de présenter des données homogènes et comparables, l'ouverture de 2003 a été reclassée.

Les provisions pour risques fiscaux reprennent des montants provisionnés dans le cadre de contentieux avec les autorités fiscales locales et/ou nationales.

Les provisions pour litiges reprennent des montants provisionnés dans le cadre de contentieux de nature autre que fiscale.

Les provisions pour charges liées au personnel comprennent les charges provisionnées qui ne sont pas renseignées sous la rubrique des « provisions pour pensions et avantages assimilés ».

Note 20 - Autres créiteurs

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Fournisseurs d'immobilisations	280	222
Avances et acomptes versés sur commandes	214	188
Réévaluation des instruments de couverture de change – Note 25	185	25
Dettes fiscales et sociales	1 593	1 348
Dividendes à payer	23	4
Autres dettes	478	298
Produits constatés d'avance	75	109

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
TOTAL	2 848	2 194

Note 21 - Charges de personnel

Pour une meilleure lisibilité, la charge d'intérêt liée à l'actualisation des provisions pour pensions et avantages assimilés et des provisions pour préretraite sera renseignée à compter du 1^{er} janvier 2005 en résultat financier et non plus sous la rubrique « charges de personnel ».

Les charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions comprenaient en 2003 et 2004 des mouvements non récurrents liés à la cession de la filiale américaine J&L Speciality Steel.

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Salaires et traitements	3 298	3 395
Charges sociales	1 075	1 095
Cotisations aux régimes de pension complémentaire à cotisations définies - Note 17	15	11
Charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions - Note 17	155	268
<i>dont charge d'intérêt liée à l'actualisation des provisions</i>	<i>102</i>	<i>100</i>
Charges de l'exercice relatives aux provisions pour préretraite - Note 18	69	70
<i>dont charge d'intérêt liée à l'actualisation des provisions</i>	<i>22</i>	<i>20</i>
Participation des salariés	84	69
Autres charges de personnel	172	163
TOTAL	4 868	5 071

Note 22 - Résultat financier net

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Produits d'intérêts	196	192
Charges d'intérêts	- 347	- 408
Dividendes reçus	31	29
Résultat de change	- 173	2
Charges liées aux programmes de titrisation *	-	- 7
Revalorisation d'instruments financiers à la juste valeur	- 18	26
Dépréciation des immobilisations financières	- 28	- 43
Résultats sur cession d'immobilisations financières	60	- 27
Autres	- 88	- 85
TOTAL	- 367	- 321

* Les programmes de titrisation ont été remplacés par un contrat de cession de certaines créances commerciales en 2003.

Le résultat de change inclut des pertes de change latentes de 185 millions liées à la revalorisation d'instruments financiers dérivés acquis afin de couvrir les achats de matières premières de l'exercice 2005. Ces transactions s'inscrivent dans le cadre de la politique de couverture des risques de change du Groupe.

Note 23 - Impôts sur les résultats

Charge d'impôts

Analyse de la charge d'impôts :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Impôts courants	- 360	- 46
Impôts différés	- 163	- 95
TOTAL IMPOTS SUR LES RESULTATS	- 523	- 141

Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Résultat net	2 314	257
Intérêts minoritaires	403	159
Résultat net des sociétés mises en équivalence	- 413	- 140
Charge d'impôt	523	141
RESULTAT AVANT IMPOT	2 827	417
Charge d'impôt théorique (34,95 % en 2004, 30,96 % en 2003)	- 988	- 129
Rapprochement :		
Différences permanentes	147	48
Variation des impôts différés actifs non reconnus	122	- 22
Opérations imposées à taux réduit	-	1
Variations des taux d'impôt	-	1
Ajustements des impôts différés actifs constatés au cours d'exercices antérieurs	-	- 42
Variation des impôts différés passifs liée aux effets de change sur les actifs et passifs non monétaires en devises	35	-
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	133	15
Crédit d'impôt et autres impôts	28	- 13
CHARGE REELLE D'IMPOT	- 523	- 141

Les différences permanentes sont liées principalement aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Dépréciation	- 4	- 94
Écarts d'acquisition et amortissements excédentaires	27	34
Résultats exonérés	110	43
Autres charges et produits non déductibles ou non imposables	14	43

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
TOTAL	147	26

Impôts différés

Variation de la provision pour impôts différés passifs :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Situation au 1 ^{er} janvier	289	359
Charge (produit) de l'exercice	57	21
Variation des impôts différés passifs liée aux effets de change sur les actifs et passifs non monétaires en devises	- 35	-
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements *	323	- 96
Impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres	- 5	5
SITUATION AU 31 DECEMBRE	629	289

* L'intégration globale de CST et Acindar entraîne une augmentation des impôts différés passifs de 343 millions d'euros.

Variation des impôts différés actifs :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Situation au 1 ^{er} janvier	1 436	1 523
Produit (charge) de l'exercice	- 275	- 32
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	133	-
Ajustement des impôts différés actifs constatés au cours d'exercices antérieurs	-	- 42
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements	- 4	- 13
Impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres	- 6	-
SITUATION AU 31 DECEMBRE	1 284	1 436

Origine des impôts différés actifs et passifs :

<i>En millions d'euros</i>	Actifs		Passifs		Net	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Immobilisations incorporelles	6	6	- 2	- 1	4	5
Immobilisations corporelles	287	326	- 710	- 422	- 423	- 96
Stocks	110	134	- 26	- 13	84	121
Instruments financiers	32	2	- 32	- 40	-	- 38
Autres actifs	56	99	- 76	- 65	- 20	34
Provisions :	556	660	- 109	- 161	447	499
<i>dont pensions</i>	<i>271</i>	<i>267</i>	<i>- 6</i>	<i>- 5</i>	<i>265</i>	<i>262</i>
<i>dont autres provisions sociales</i>	<i>148</i>	<i>160</i>	<i>- 2</i>	<i>- 17</i>	<i>146</i>	<i>143</i>
<i>dont autres provisions</i>	<i>137</i>	<i>233</i>	<i>- 101</i>	<i>- 139</i>	<i>36</i>	<i>94</i>
Autres passifs	166	131	- 117	- 122	49	9
Reports fiscaux déficitaires	514	613	-	-	514	613
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	1 727	1 971	- 1 072	- 824	655	1 147
Impôts différés actifs au bilan					1 284	1 436
Impôts différés passifs au bilan					- 629	- 289
SOLDE NET					655	1 147

Au 31 décembre 2004, le Groupe dispose de reports fiscaux déficitaires dont l'échéance se répartit comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
2004	-	114
2005	-	15
2006	1	21
2007	6	108
2008	10	-
2008 et au-delà	-	721
2009 et au-delà	418	-
Sans limite	4 840	4 708
TOTAL	5 275	5 687
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 313	1 590

Les impôts différés actifs non reconnus par le Groupe s'appliquent au 31 décembre 2004 aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	5 275	1 817	514	1 303
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 313	451	-	451
Immobilisations corporelles	1 541	548	287	261
Autres	2 945	1 020	926	94
TOTAL		3 836	1 727	2 109

Les impôts différés actifs non reconnus par le Groupe s'appliquent au 31 décembre 2003 aux éléments suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	5 687	1 961	613	1 348
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 590	546	-	546
Immobilisations corporelles	2 117	791	326	465
Autres	3 253	1 125	1 032	93
TOTAL		4 423	1 971	2 452

Note 24 - Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses participations non consolidées ou mises en équivalence. Les transactions se font au prix du marché.

24.1 - Prêts et garanties données

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Prêts (y compris court terme) aux sociétés non intégrées	42	256
Garanties données aux sociétés non intégrées	159	115

24.2 - Achats et ventes de biens et services

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Ventes	1 111	684
Achats	500	409

24.3 - Rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

En millions d'euros	2004	2003
Conseil d'administration et Direction générale	8,3	5,9

Un détail des rémunérations est fourni dans le chapitre Gouvernance d'entreprise du Rapport annuel.

Note 25 - Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change et de prix sur les matières premières et l'énergie. Le Groupe gère le risque de contrepartie associé à ces instruments au moyen d'une centralisation des engagements et de procédures spécifiant, par type d'opération, des limites de risque et/ou des qualités de contrepartie. En revanche, en général, il ne donne pas à ses contreparties et ne requiert pas d'elles de sûretés couvrant le risque encouru.

Les risques de change, de taux et de prix sur les métaux de base et l'énergie de l'ensemble des sociétés du Groupe font l'objet d'une gestion centralisée au niveau de la maison mère. Les principales exceptions à cette règle sont les sociétés nord et sud-américaines du Groupe. Ces sociétés gèrent en concertation avec leur maison mère, leurs risques de marchés.

Risque de taux

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières, couvrir le risque de change associé aux emprunts en devises et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable.

Les contrats d'échange (« *swaps* ») de taux d'intérêt permettent au Groupe d'emprunter à long terme à taux variable, ou inversement, et d'échanger le taux de la dette ainsi levée, dès l'origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe ou variable. Le Groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du *swap*.

Les *swaps* peuvent également être utilisés pour échanger une devise contre une autre, dans le cadre de la gestion du risque de change, ou pour échanger des taux variables contre d'autres taux variables.

Les FRA (« *forward rate agreements* ») et les contrats à terme sur taux d'intérêt sont utilisés par le Groupe principalement pour couvrir les taux payés sur les dettes et instruments financiers à taux variable ou, dans certains cas, une dette existante ou à venir. Les contrats à terme sont également utilisés par le Groupe pour couvrir, dans certains cas et dans le cadre de la gestion du risque de change, le différentiel de taux entre deux devises. Ces contrats sont des engagements soit d'acheter (ou de vendre) un instrument financier à une date future et pour un prix convenu, soit de recevoir (ou de payer) à une date future un différentiel entre deux taux donnés. Certains instruments donnent lieu au règlement d'une différence en numéraire, d'autres peuvent être dénoués par la livraison de l'instrument sous-jacent ou le règlement d'une différence en numéraire. Le Groupe ne s'engage en général que sur des contrats à terme aisément négociables, comme les futures de taux Euribor ou Eurodollar.

Lorsqu'ils existent, les appels de marge initiaux et quotidiens sur contrats à terme sont payés ou encaissés en numéraire. Les contrats à terme présentent peu de risque de crédit puisque les échanges se font au travers d'un organisme de compensation. Les FRA sont principalement conclus avec de grandes banques.

Le Groupe peut aussi acheter (ou vendre) des options sur taux d'intérêt, des caps (plafonds sur taux) ou des collars (tunnels) dans le cadre de sa stratégie de couverture de la dette et des instruments financiers à taux variable. Les options de taux donnent au souscripteur, moyennant le paiement d'une prime, le droit, à une date ou pendant une période donnée, d'acheter (ou de vendre) au vendeur de l'option un instrument financier donné à un prix convenu et/ ou de recevoir (ou de payer) un différentiel entre deux taux ou prix donnés.

Les dérivés de taux utilisés par le Groupe pour couvrir les variations de valeur des dettes à taux fixes sont qualifiés de couverture de juste valeur en IAS 39. Ces produits dérivés sont réévalués dans le bilan avec impact en résultat. Cet impact est neutralisé par une réévaluation symétrique de la composante couverte des dettes.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2004 d'autres dérivés de taux qui ne soient qualifiés d'instruments de couverture en IAS 39. Au 31 décembre 2003, une variation de valeur brute de - 2,5 millions d'euros ainsi qu'une perte nette de 18 millions d'euros lors du dénouement avaient été enregistrées.

Risques de change

Le Groupe utilise les achats et ventes à terme de devises et d'autres produits dérivés pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères de la plupart de ses filiales. La règle habituelle dans le Groupe est de facturer les clients dans leur devise.

Le Groupe utilise aussi ces instruments pour couvrir au niveau consolidé la dette libellée en devises étrangères ou le risque bilantiel encouru sur certains actifs.

La politique générale du Groupe est de couvrir le risque de change transactionnel. Dans le cadre de cette politique générale, le Groupe peut ne pas couvrir ou couvrir par anticipation certains risques transactionnels dans le cas de certaines devises et pour des risques et des montants parfaitement identifiés et autorisés à un niveau de Direction générale.

Tous les produits dérivés utilisés par le Groupe pour couvrir son risque de change ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture en IAS 39 dans la mesure où ils sont gérés de manière globale.

Au 31 décembre 2004, l'enregistrement de ces produits dérivés dans le bilan à la valeur de marché s'est traduit par une perte de 185 millions d'euros (2003 : - 8,5 millions d'euros).

Risque de matières premières et énergie

Le Groupe utilise des instruments financiers (achats à terme, options et *swaps* « *commodities* ») pour réduire le risque de volatilité des cours sur certains métaux de base et sur l'énergie. Le Groupe est exposé à ces risques compte tenu de ses contrats d'achat de matières premières et d'énergie liés à la production et de ses contrats de vente.

Le Groupe gère ses risques de façon globale. Les produits dérivés sur métaux de base utilisés par le Groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie en IAS 39. Au 31 décembre 2004, une réserve de couverture de 48 millions d'euros est enregistrée dans les capitaux propres du Groupe (2003 : -).

Au 31 décembre 2004, l'enregistrement dans le bilan à la valeur de marché des autres produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières et énergie s'est traduit par un gain de 0,8 million d'euros (2003 : 49,6 millions d'euros).

Risque de trading

Dans le cadre de positions ouvertes et de niveaux de pertes ou de profits limités, ainsi que d'échéances définies, le Groupe réalise des opérations de « *trading* » sur la base de l'assiette de risques de taux, de change, de matières premières et d'énergie. Les positions ouvertes globales sur ces opérations ne sont pas significatives au regard du volume d'opérations de couverture traitées ou du risque de taux global. Dans ce contexte, les types d'instruments et les devises qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus, sont déterminés à un niveau de direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement. En 2004 et 2003, le résultat net dégagé par les opérations de « *trading* » n'a pas été significatif pour le Groupe.

Le portefeuille des actifs liés aux instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2004 :

2004

2003

<i>En millions d'euros</i>	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*
Instruments de taux d'intérêt						
SWAPS DE TAUX ET DE DEVISES						
- Emprunteur taux fixe	-	-	-	10	1	7,71 %
- Prêteur taux fixe	-	-	-	11	-	6,75 %
- Variable / Variable	100	1	6,57 %	-	-	-
SWAPS DE TAUX – EMPRUNTEUR TAUX FIXE						
- EUR	-	-	-	4	-	3,66 %
- Devises	220	2	2,74 %	-	-	-
SWAPS DE TAUX - PRETEUR TAUX FIXE						
- EUR	1 400	72	4,72 %	1 529	45	4,66 %
- USD	308	11	5,51 %	333	21	5,51 %
- Autres devises	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux – Variable / Variable	88	-	2,35 %	120	1	2,46 %
Contrats de FRA - Achats	100	-	2,26 %	500	-	2,68 %
Contrats de FRA - Ventes	100	-	2,46 %	400	-	2,86 %
Achats de cap	-	-	-	100	-	4,50 %
Ventes de cap	-	-	-	50	-	4,50 %
TOTAL DES ACTIFS - NOTE 8		86			68	
Instruments de change						
Achat à terme de devises	77	4	-	43	6	-
Vente à terme de devises	890	41	-	619	10	-
TOTAL DES ACTIFS - NOTE 11		45			16	
Matières premières						
Contrats à terme- Ventes	96	- 13	-	34	- 5	-
Contrats à terme- Achats	401	65	-	215	55	-
Swaps indice de prix matière	9	0	-	-	-	-
Options – Ventes	236	- 5	-	-	-	-
Options – Achats	179	1	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS - NOTE 11		48			50	

* Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.

Le portefeuille des passifs liés aux instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2004 :

	2004			2003		
<i>En millions d'euros</i>	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*	Montants notionnels	Valeurs de marché	Taux moyen*
Instruments de taux d'intérêt						

SWAPS DE TAUX – EMPRUNTEUR TAUX FIXE						
- EUR	50	- 2	4,24 %	50	- 2	4,24 %
- Devises	-	-	-	238	- 1	2,74 %
Contrats de FRA taux long terme - Achats	190	- 12	4,53 %	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS - NOTE 16		- 14			- 3	
Instruments de change						
Achat à terme de devises	1 583	- 118	-	527	- 25	-
Vente à terme de devises	-	-	-	-	-	-
Options de change - Achats	1 975	- 22	-	45	-	-
Options de change - Ventes	1 675	- 45	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS - NOTES 20 ET 22		- 185			- 25	

** Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.*

Les actifs et passifs liés aux instruments de taux d'intérêt sont répartis selon les échéances suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
< 1 an	- 10	5
1 - 5 ans	48	55
> 5 ans	34	5
TOTAL	72	65
Actifs liés aux instruments de taux d'intérêt	86	68
Passifs liés aux instruments de taux d'intérêt	- 14	- 3
TOTAL	72	65

Les instruments de change sont exprimés dans les devises suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	Devises achetées				2004	2003
Devises vendues	USD	EUR	GBP	JPY		
USD	-	- 11	1	1	- 9	14
EUR	- 139	-	- 1	-	- 140	- 25
CAD	1	-	-	-	1	1
GBP	-	8	-	-	8	1
2004	- 138	- 3	-	1	- 140	-
2003	- 25	16	-	-		- 9

Les instruments sur matières premières concernent les sous-jacents suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Métaux de base	46	50

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Gaz	1	-
Pétrole	1	-
TOTAL	48	50

Les instruments de couverture relatifs aux métaux de base (zinc, nickel, aluminium, étain et cuivre) et au pétrole sont négociés en USD tandis que les instruments relatifs au gaz sont négociés en GBP.

Note 26- Engagements donnés ou reçus

Les engagements détaillés dans cette note n'incluent pas les engagements mentionnés dans la note 25.

Engagements donnés

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Garanties personnelles de dettes financières et d'ouvertures de crédits de tiers	106	154
Autres garanties personnelles	448	462
Garanties réelles	394	165
Effets escomptés non échus	29	33
Engagements d'acquisitions et de cessions d'immobilisations	1 013	380
Autres engagements donnés	424	429
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	2 414	1 623

Engagements reçus

<i>En millions d'euros</i>	2004	2003
Avals cautions et garanties reçus des sociétés non consolidées	188	138
Autres engagements reçus	129	134
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	317	272

Les garanties personnelles de dettes financières et d'ouvertures de crédits de tiers comprennent les garanties personnelles couvrant des dettes financières et ouvertures de crédits contractées par des sociétés mises en équivalence ou non consolidées.

Les autres garanties personnelles reprennent les cautions, les garanties à première demande, les crédits documentaires, les lettres de crédit et autres lettres similaires.

Les garanties réelles sont composées notamment d'hypothèques pour un montant de 279 millions d'euros (157 millions d'euros en 2003).

Les autres engagements donnés comprennent notamment les engagements relatifs à l'usage à long terme de biens appartenant à des tiers, les engagements relatifs aux leasings opérationnels et les engagements dans le cadre de programmes de titrisation.

Par ailleurs, au 31 décembre 2004 comme au 31 décembre 2003, le Groupe dispose de lignes de crédit accordées par des établissements financiers pour un total supérieur à 4 milliards d'euros.

Note 27 - Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités puis par zones géographiques.

27.1 - Informations par activités

Les cessions interactivités se font aux conditions de marché. Le résultat d'exploitation est établi en contribution, donc après éliminations.

Par ailleurs, au 31 décembre 2004 comme au 31 décembre 2003, le groupe dispose de lignes de crédits accordées par des établissements financiers pour un total supérieur à 4 milliards d'euros.

2004 <i>(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)</i>	Aciers Plats Carbone	Aciers Longs Carbone	Aciers Inoxydables	Distrib., Transf., Trading	Autres Activités	Éliminations	Total
Compte de profits et pertes							
Chiffre d'affaires	16 139	6 221	4 577	8 267	1 081	- 6 109	30 176
Ventes interactivités	- 3 480	- 1 096	- 84	- 814	- 635	6 109	-
TOTAL	12 659	5 125	4 493	7 453	446	-	30 176
Résultat brut opérationnel	2 299	1 287	258	513	- 16	-	4 341
Amortissements	- 667	- 249	- 123	- 105	- 36	-	- 1 180
Dépréciations	- 3	- 1	- 18	- 13	- 10	-	- 45
Résultat opérationnel (hors écarts d'acquisition)	1 629	1 037	117	395	- 62	-	3 116
Écarts d'acquisition	37	41	-	-	-	-	78
Résultat opérationnel	1 666	1 078	117	395	- 62	-	3 194
Quote- part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	212	52	32	14	103	-	413
Bilan							
Actifs sectoriels	15 445	5 401	3 156	3 729	8 056	- 8 427	27 360
<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>7 374</i>	<i>2 239</i>	<i>904</i>	<i>514</i>	<i>199</i>	<i>-</i>	<i>11 230</i>
Participations dans les entreprises mises en équivalence	492	169	153	38	514	-	1 366
Actifs non alloués	-	-	-	-	-	-	2 496
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS	15 937	5 570	3 309	3 767	8 570	- 8 427	31 222
Passifs sectoriels	6 592	1 867	1 679	1 807	1 615	- 1 925	11 635
Passifs non alloués	-	-	-	-	-	-	7 270
TOTAL DES PASSIFS CONSOLIDÉS	6 592	1 867	1 679	1 807	1 615	- 1 925	18 905
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	738	416	151	79	40	-	1 424
Autres informations							
Effectifs moyens (équivalent temps plein)	48 825	20 364	12 055	11 586	2 999	-	95 829

2003

(Chiffres en millions
d'euros,
à l'exception des effectifs)

	Aciers Plats Carbone	Aciers Longs Carbone	Aciers Inoxydables	Distrib., Transf., Trading	Autres Activités	Éliminations	Total
Compte de profits et pertes							
Chiffre d'affaires	13 994	4 381	4 280	7 954	836	- 5 522	25 923
Ventes interactivités	- 3 352	- 767	- 121	- 732	- 550	5 522	-
TOTAL	10 642	3 614	4 159	7 222	286	-	25 923
Résultat brut opérationnel	1 365	493	23	284	58	5	2 228
Amortissements	- 636	- 172	- 162	- 142	- 41	-	- 1 153
Dépréciations	- 20	- 10	- 324	- 59	- 35	-	- 448
Résultat opérationnel (avant amortissement des écarts d'acquisition)	709	311	- 463	83	- 18	5	627
Amortissements écarts d'acquisition	65	-	-	42	4	-	111
Résultat opérationnel	774	311	- 463	125	- 14	5	738
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	125	25	- 26	7	9	-	140
Bilan							
Actifs sectoriels	11 701	3 631	2 990	3 698	4 829	- 6 404	20 445
<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>5 379</i>	<i>1 768</i>	<i>1 009</i>	<i>604</i>	<i>187</i>	<i>-</i>	<i>8 947</i>
Participations dans les entreprises mises en équivalence	967	147	111	133	400	-	1 758
Actifs non alloués	-	-	-	-	-	-	2 405
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS	12 668	3 778	3 101	3 831	5 229	- 6 404	24 608
Passifs sectoriels	6 032	1 355	1 629	1 875	1 796	- 2 253	10 434
Passifs non alloués	-	-	-	-	-	-	6 711
TOTAL DES PASSIFS CONSOLIDÉS	6 032	1 355	1 629	1 875	1 796	- 2 253	17 145
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	727	293	194	83	30	-	1 327
Autres informations							
Effectifs moyens (équivalent temps plein)	46 749	18 115	14 409	15 129	3 140	-	97 542

27.2 - Informations par zone géographique

2004

(chiffres en millions
d'euros,
à l'exception des effectifs)

	Union européenne (UE 25)	Amérique du Nord*	Amérique du Sud	Autres	Total
Chiffre d'affaires	23 377	2 308	2 146	2 345	30 176
Actifs sectoriels	21 851	539	4 851	119	27 360
Immobilisations corporelles	7 840	55	3 323	12	11 230
Résultat brut opérationnel	3 345	86	897	13	4 341
Résultat opérationnel	2 312	67	809	6	3 194
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 153	13	256	2	1 424
Effectifs moyens (équivalent temps plein ETP)	79 344	1 414	14 770	301	95 829

* Amérique du Nord y compris Mexique.

	Union européenne (UE 25)**	Amérique du Nord*	Amérique du Sud	Autres	Total
2003					
Chiffre d'affaires	20 141	2 127	1 193	2 462	25 923
Actifs sectoriels	18 009	648	1 409	379	20 445
Immobilisations corporelles	7 844	91	890	122	8 947
Résultat brut opérationnel	1 951	- 69	290	56	2 228
Résultat opérationnel	830	- 350	229	29	738
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 097	29	194	7	1 327
Effectifs moyens (équivalent temps plein ETP)	86 324	2 707	7 671	840	97 542

* Amérique du Nord y compris Mexique.

** Union européenne (UE 25) : les données 2003 ont été corrigées afin de tenir compte de l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays à partir du 1^{er} mai 2004.

Note 28 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

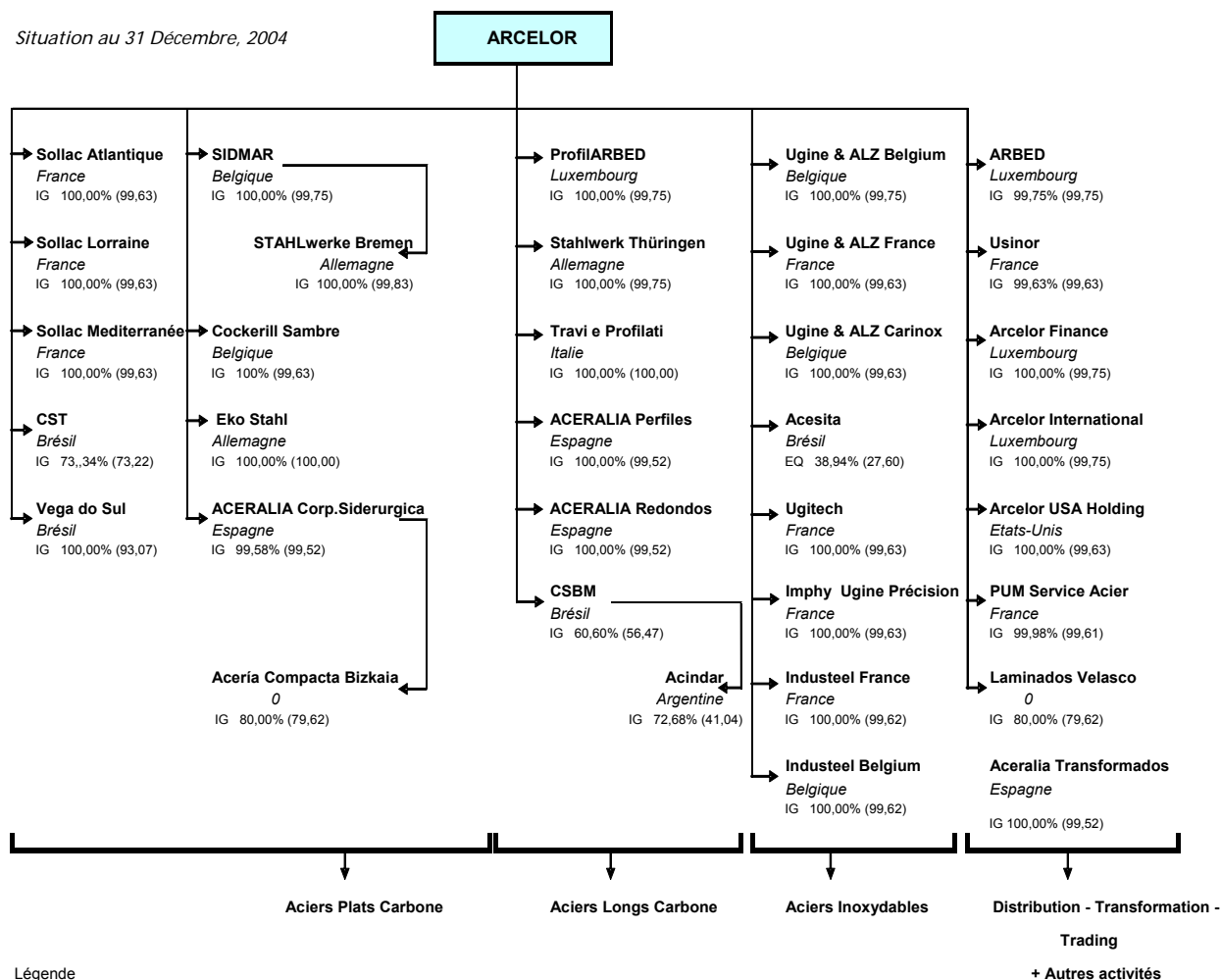
Au terme de la clôture le 11 janvier 2005 de l'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire (« OPR-RO ») des actions Usinor, le Groupe a acquis 1 094 006 actions représentant 0,43 % du capital de la société et détient donc désormais 100 % d'Usinor.

Note 29 - Rapprochement des informations financières du groupe Arcelor établies selon les principes comptables luxembourgeois et selon les principes adoptés par Arcelor au 31 décembre 2004

	2004	2003
Situation nette (part Groupe) selon les principes comptables luxembourgeois	10 421	7 321
Écarts d'acquisition négatifs non transférés en capitaux propres	686	-
Actions propres	- 364	- 751
Résultat sur actions propres	11	17
Comptabilisation des obligations convertibles	79	101
Instruments financiers	69	45
Situation nette (part Groupe) selon les principes adoptés par Arcelor	10 902	6 733
Résultat net (part Groupe) selon les principes comptables luxembourgeois	2 284	232
Résultat sur actions propres	6	-
Instruments financiers	24	25
Résultat net (part Groupe) selon les principes adoptés par Arcelor	2 314	257

Note 30 – Organigramme simplifié du Groupe

Situation au 31 Décembre, 2004



Note 31 – Liste des sociétés du Groupe

PERIMETRE DE CONSOLIDATION, SITUATION AU 31 DECEMBRE 2004

361 sociétés consolidées par intégration globale (au côté d'Arcelor S.A)

185 sociétés en équivalence

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
SECTEUR ACIERS PLATS CARBONE			
Aceralia Planos sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• ACERALIA Corporación Siderúrgica SA, Gozón	Globale	Espagne	99,577610
• Acería Compacta de Bizkaia SA, Sestao	Globale	Espagne	80,004286
• Acb, Acr Decapado AIE, Sestao	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Construcciones SL, Sestao	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor España SA, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
• Cia Hispano-Brasileira de Pelotizacao SA, Vitoria	Équivalence	Brésil	49,111101
• Ensilectric SA, Avilés	Équivalence	Espagne	40,000000
• Ferramentas e Accessorios Industriais Lda, Agueda	Équivalence	Portugal	39,999864
• Instituto Técnico de la Estructura del Acero SL, Saint-Sébastien	Équivalence	Espagne	69,750000
• Metalúrgica Asturiana SA, Mieres	Globale	Espagne	100,000000
• Tetracero SA, Gijón	Globale	Espagne	100,000000
Aceros URS SA, Viladecans	Équivalence	Espagne	45,024739
Apsl Onpn Participacoes SA, São Paulo	Globale	Brésil	100,000000
Arcelor Acos Planos Brasil Ltda, São Paulo	Globale	Brésil	100,000000
Arcelor FCS Commercial Deutschland GmbH, Köln	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Packaging International SA, Puteaux	Globale	France	99,999801
Arcelor Packaging International España SL, Gozón	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Packaging International Italia Srl, Canossa	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Planos Sagunto SL, Valencia	Globale	Espagne	99,999999
Arcelor Research SA, Puteaux	Globale	France	99,779150
Borcelik Celik Sanyii Ticaret AS, Istanbul	Équivalence	Turquie	40,466215
Bregal Bremer Galvanisierungs-GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	75,050000
Bre.M.A Warmwalz GmbH & Co KG, Bremen	Globale	Allemagne	88,888889
Coils Lamiere Nastri Spa, Caselette, sous-Groupe comprenant 20 sociétés	Équivalence	Italie	35,000000
Cockerill Mécanique Prestations SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Cockerill Sambre SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Comercial de Hojalata y Metales SA, San Adrian	Équivalence	Espagne	22,999561

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Companhia Siderúrgica de Tubarão SA (CST) sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Companhia Siderúrgica de Tubarão SA (CST), Serra	Globale	Brésil	* 73,340000
• CST Corporation BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
• CST Overseas Ltd, Grand Cayman	Globale	Îles Cayman	100,000000
• Skaden SA, Palmela	Globale	Portugal	100,000000
Cortes y Aplanados Siderúrgicos SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Daval SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Decosteel NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Decosteel 2 NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Dermach SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Eko Stahl GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eurogal SA, Flémalle	Globale	Belgique	100,000000
Ewald Giebel-Luxemburg GmbH, Dudelange	Équivalence	Luxembourg	33,333333
Galtec NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Galvalange SARL, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
Gestamp Automocion SL, Abadiano, sous-Groupe comprenant 58 sociétés	Équivalence	Espagne	35,000000
Gonvarri Industrial SA, Madrid, sous-Groupe comprenant 18 sociétés	Équivalence	Espagne	35,000000
Groupeement de l'Industrie Sidérurgique SA, Puteaux	Globale	France	99,999908
Holding Gonvarri Srl, Bilbao	Équivalence	Espagne	35,000000
La Magona sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• La Magona d'Italia Spa, Firenze	Globale	Italie	99,791940
• Centro Acciai Rivestiti Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
• Magona International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,990000
• Societa Mezzi Portuali Piombino Spa, Piombino	Équivalence	Italie	50,000000
• Tubisud Srl, Luogosano	Globale	Italie	55,000000
Laminoir de Dudelange SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
R.Bourgeois SA, Besançon	Équivalence	France	29,996667
Siderúrgica del Mediterráneo SA, Puerto Sagunto	Globale	Espagne	100,000000
Sidmar NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sidstahl NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sikel NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Sol Coqueria Tubarão SA, Serra	Globale	Brésil	99,000000
Solcan Fininvest sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Solcan Fininvest Inc., Westmount	Globale	Canada	100,000000
• Dosol Galva Inc., Hamilton	Équivalence	Canada	20,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Sollac Ambalaj Celigi SA, Levent-Istanbul	Globale	Turquie	74,999931
Sollac Atlantique SA, Puteaux	Globale	France	99,999900
Sollac Lorraine SA, Puteaux	Globale	France	99,999832
Sollac Méditerranée SA, Puteaux	Globale	France	99,999867
Stahlwerke Bremen GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	100,000000
Tailor Steel America Llc, Holt	Globale	États-Unis	70,602704
Tailored Blank Bremen GmbH & Co.KG, Bremen	Globale	Allemagne	100,000000
Tailored Blank Eisenhüttenstadt GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Tailored Blank Genk NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Tailored Blank Lorraine SA, Uckange	Globale	France	99,992126
Tailored Blank Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Tailored Blanks SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Toleries Delloye-Matthieu SA, Marchin	Globale	Belgique	99,744737
Usinor Auto SA, Puteaux	Globale	France	99,969510
Vega do Sul SA, São Francisco	Globale	Brésil	99,999996

SECTEUR ACIERS LONGS CARBONE

Aceralia Perfiles sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :

• Aceralia Perfiles SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Perfiles Bergara SA, Bergara	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Perfiles Madrid SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Perfiles Olaberria SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Perfiles U.K. Ltd, Rayleigh	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
• Arcelor Long Commercial Bordeaux SA, Mérignac	Globale	France	97,800000
• Arcelor Long Commercial Torino Srl, Torino	Globale	Italie	100,000000
• Aristrain Hispano Trade GmbH, Düsseldorf	Globale	Allemagne	100,000000
• Fercome Trading SL, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
• Ilsacer 2000 SL, Zaragoza	Équivalence	Espagne	50,000000
• Kramer & Sons Trading Co, Detroit	Équivalence	États-Unis	50,000000
• Servicios Complementarios del Norte SL, Bilbao	Équivalence	Espagne	49,000000
• Sociedad Auxiliar del Puerto de Pasajes SA, Renteria	Équivalence	Espagne	50,000000
• Triturados Férricos SL, Madrid	Équivalence	Espagne	33,300000

Aceralia Redondos sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :

• Aceralia Redondos Comercial SA, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Alambon Zumárraga SA, Zumárraga	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Barras Comercial SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
• Arcelor Corrugados Azpeitia SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Corrugados Getafe SL, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Corrugados Lasao SA, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Laminados Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
• Société Nationale de Sidérurgie SA, Al-Hoceima	Équivalence	Maroc	7,500000
Aquarius Holdings SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	50,000000
Arbed-Finanz Deutschland GmbH, Saarbrücken	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Rails, Piles & Special Sections SARL, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Sections Commercial SA, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Ares SA, Rodange	Globale	Luxembourg	80,467895
Asbm SARL, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Belgo-Mineira sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Companhia Siderúrgica Belgo-Mineira SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	60,599059
• Acindar Industria Argentina de Aceros SA, Buenos Aires	Globale	Argentine	72,680000
• Belgo Bekaert Arames SA, Contagem	Globale	Brésil	55,000000
• Belgo Bekaert Nordeste SA, Feira de Santana	Globale	Brésil	99,997872
• Belgo-Mineira Participação Indústria e Comércio SA, Juiz de Fora	Globale	Brésil	99,984460
• Belgo Siderurgia SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	99,997875
• Belgo-Mineira Uruguay SA, Montevideo	Globale	Uruguay	100,000000
• BelgoPar Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
• Bemex International Ltd, Hamilton	Globale	Bermudes	100,000000
• Bmb Belgo-Mineira Bekaert Artefatos de Arame Ltda, Vespasiano	Globale	Brésil	55,499970
• Bmf Belgo-Mineira Fomento Mercantil Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
• Caf Santa Bárbara Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
• Cimaf Cabos SA, São Paulo	Équivalence	Brésil	50,000000
• Procables SA, Lima	Équivalence	Pérou	47,739239
• Productos de Acero SA, Santiago	Équivalence	Chili	50,000000
• Usina Hidrelétrica Guilman-Amorim SA, Belo Horizonte	Équivalence	Brésil	51,000000
• Wire Rope Industries SA, Montréal	Équivalence	Canada	50,000000
LME Laminés Marchands Européens SA, Trith-Saint-Léger, sous-Groupe comprenant 3 sociétés	Équivalence	France	33,999260
MecanArbed Dommeldange SARL, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco SARL, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco SARL & Cie Secs, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed SA, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Redalsa SA, Valladolid	Équivalence	Espagne	26,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
San zeno acciai - Duferco Spa, San Zeno Naviglio	Équivalence	Italie	49,900001
Socabel (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Socadi (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Société du Train Universel de Longwy SA, Herserange	Globale	France	99,999993
Stahlwerk Thüringen GmbH, Unterwellenborn	Globale	Allemagne	100,000000
Travi e Profilati di Pallanzeno Spa, Pallanzeno	Globale	Italie	100,000000
TrefilArbed Arkansas Inc, Pine Bluff	Globale	États-Unis	62,962963
TrefilArbed Bettembourg SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Bissen SA, Bissen	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Cheb Sro, Jesenice u Chebu	Globale	République tchèque	80,000000
TrefilArbed Hungary KFT, Szentgotthard	Globale	Hongrie	100,000000
TrefilArbed Kiswire Ltd, Kyung-Nam	Équivalence	Corée du Sud	50,000000
TrefilArbed Stahlcord Austria AG, Fürstenfeld	Globale	Autriche	96,502722
SECTEUR ACIERS INOXYDABLES			
Acesita SA, Belo Horizonte sous-Groupe comprenant 11 sociétés	Équivalence	Brésil	38,938262
AL-Fin NV, Genk	Globale	Belgique	99,996377
Alinox Srl, Aosta	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Stainless International SA, Puteaux	Globale	France	99,997909
Haven Genk NV, Genk	Globale	Belgique	50,000000
Imphy Alloys SA, Puteaux	Globale	France	99,999829
Imphy Alloys Nevada sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Imphy Alloys Nevada Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000
• Hood and Company Inc., Hambourg	Globale	États-Unis	100,000000
• IAI Holding Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000
• Metalimphy Alloys Corp, Collegeville	Globale	États-Unis	100,000000
• Rahns Speciality Metals Inc., Collegeville	Globale	États-Unis	100,000000
Imphy Ugine Précision SA, Puteaux	Globale	France	99,999916
Industeel Belgium sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Industeel Belgium SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
• Aval Metal Center SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
• Charleroi Déroulage SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
Industeel France sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Industeel France SA, Puteaux	Globale	France	99,999400
• Industeel Creusot Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
• Industeel Loire Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
• Creusot Métal SA, Puteaux	Globale	France	99,999167
July Products Llc sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• July Products Llc, Coraopolis	Globale	États-Unis	100,000000
• J&L Speciality Steel International Sales Corp, Christiansted	Globale	États-Unis	100,000000
• Midland Terminal Company Corp, Midland	Globale	États-Unis	100,000000
La Meusienne Italia Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Longtain Aciers Spéciaux et Inoxydables SA, Strepy-Bracquegnies	Globale	Belgique	100,000000
Matthey et Cie SA, Apples	Globale	Suisse	100,000000
Matthey France Sas, Ancerville	Globale	France	100,000000
Matthey Holding SA, Fribourg	Globale	Suisse	100,000000
Matthey US Inc., Detroit	Globale	États-Unis	100,000000
Mecagis SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
RCC & Weha sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• RCC & Weha GmbH, Erkrath	Globale	Allemagne	100,000000
• Ugine & Alz Deutschland GmbH, Erkrath	Globale	Allemagne	100,000000
Société Meusienne de Constructions Mécaniques SA, Ancerville	Globale	France	99,910716
Société Savoisienne de Métaux SA, Annecy	Globale	France	100,000000
Sprint Metal Edelstahlziehereien GmbH, Hemer	Globale	Allemagne	100,000000
Techalloy Company Inc., Mahwah	Globale	États-Unis	100,000000
Trafilerie Bedini Srl, Peschiera Borromeo	Globale	Italie	100,000000
Trefilados Inoxidables de Mexico SA, Huamantla	Globale	Mexique	100,000000
Ugine & Alz SA, Puteaux	Globale	France	99,851852
Ugine & Alz Belgium NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz Benelux Service NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz Carinox SA, Châtelet	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz France SA, Puteaux	Globale	France	99,999978
Ugine & Alz France Service SA, Gonesse	Globale	France	100,000000
Ugine & Alz Iberica SA, Viladecans	Globale	Espagne	99,999480
Ugine & Alz Italia Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Ugine & Alz Luxembourg SA, Rodange	Globale	Luxembourg	100,000000
Ugine Savoie Rostfrei GmbH, Renningen	Globale	Allemagne	100,000000
Ugine Stainless & Alloys Inc., Doylestown	Globale	États-Unis	100,000000
Uginox Sanayi ve Ticaret AS, Gebze Kocaeli	Globale	Turquie	65,000000
Ugitech SA, Ugine	Globale	France	99,999948
Usi Holding Inc.Corp, Carson City	Globale	États-Unis	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
SECTEUR DISTRIBUTION, TRADING, TRANSFORMATION			
Aceralia Construcción Obras Srl, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Distribución sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Aceralia Distribución SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Distribución Valencia SA, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
• Lusitana de Distribucao Siderúrgica Lda, Ribatejo	Globale	Portugal	100,000000
• Perfiles Especiales SA, Pamplona	Équivalence	Espagne	100,000000
Aceralia Transformados sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Aceralia Transformados SA, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
• Aceralia Color Acero SL, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
• Ach Paneles AIE, Azuqueca de Henares	Équivalence	Espagne	40,000000
Arbed Americas sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Arbed Americas Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
• Arcelor International Mexico SA, Queretaro	Équivalence	Mexique	100,000000
• Arcelor Tradind USA Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Arbed Damwand België NV, Overpelt	Globale	Belgique	100,000000
Arbed Damwand Nederland BV, Moerdijk	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Bauteile GmbH, Kreuztal-Eichen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Construcción España SL, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Construction France SA, Hainville	Globale	France	99,999216
Arcelor International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor International America Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Arcelor International Antwerp SA, Antwerpen	Globale	Belgique	99,900000
Arcelor International Canada Inc., Westmount	Globale	Canada	100,000000
Arcelor International Export SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor International Singapore sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Arcelor International Singapore Ltd, Singapore	Globale	Singapore	100,000000
• Arcelor International Malaysia Sdn. Bhd., Kuala Lumpur	Globale	Malaisie	100,000000
Arcelor Négoce Distribution Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Arcelor Profil SA, Yutz	Globale	France	99,900000
Arcelor Projects SARL, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Projects International BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Stahlhandel GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Stahlhandel Holding GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Ask Mac Gowan Ltd, Halesowen	Globale	Grande-Bretagne	90,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Asturiana de Perfiles SA, Langreo	Globale	Espagne	67,645946
Avis Steel UK Ltd, Manchester	Globale	Grande-Bretagne	92,500000
Baechler SA, Thionville	Globale	France	100,000000
Berton Sicard Produits Métallurgiques SA, Avignon	Globale	France	100,000000
Chaillous SA, Nantes	Globale	France	100,000000
Cima SA, Bertrichamps	Globale	France	100,000000
Cisatol SA, Montataire	Globale	France	99,999603
Cockerill Stahl Service GmbH, Essen	Globale	Allemagne	100,000000
Cofrastra SA, Fribourg	Globale	Suisse	100,000000
Color Profil NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Comptoir Métallurgique du Littoral SA, Nice	Globale	France	100,000000
Contisteeel sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Contisteeel (Holdings) Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
• Contisteeel (Southern) Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
• Contisteeel Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
D.T.T. Purchasing Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Delta Zinc SA, Saint-Jorioz	Globale	France	100,000000
Dikema & Chabot Holding BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Dikema Staal Nederland BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Disteel NV, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
Disteel Cold NV, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
Europese Staal Prefabricatie NV, Geel	Globale	Belgique	99,999911
Établissement Alfred André SA, Harfleur	Globale	France	100,000000
Établissements Jean Letierce et Cie, Bolbec	Globale	France	100,000000
Etilam SA, Saint-Dizier	Globale	France	99,388333
Eucosider Commercial SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
Eurinter France SA, Reims	Globale	France	100,000000
Eurinter Svenska AB, Karlstad	Globale	Suède	100,000000
Fermatec SA, Nîmes	Globale	France	100,000000
Ferrometalli-Safem Spa, Milano	Globale	Italie	96,446073
Flachform Stahl GmbH, Schwerte	Globale	Allemagne	100,000000
Galva Service SA, Douzy	Globale	France	99,998383
Guillot SA, Poitiers	Globale	France	50,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Haironville Metal Profil SA, Herstal	Globale	Belgique	100,000000
Haironville Portugal SA, Cartaxo	Globale	Portugal	99,988462
Haironville UK Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Haironville Tac Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Jean Guille SA, Thionville	Globale	France	49,997500
Konti Steel Hellas SA, Magnissia	Globale	Grèce	100,000000
Laminados Velasco sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Laminados Velasco SL, Basauri	Globale	Espagne	80,002547
• Arcelor Distribución Murcia SA, San Ginés	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Distribución Valladolid SA, Valladolid	Globale	Espagne	100,000000
• Arcelor Distribución Vigo SA, Porriño	Globale	Espagne	100,000000
• Auxiliar Laminadora Alavesa SA, Olaeta	Globale	Espagne	100,000000
• Calibrados Pradera SA, Miravalles	Équivalence	Espagne	50,000000
• Cántabra de Laminados Velasco SA, Santander	Globale	Espagne	100,000000
• Castellana de Laminados Velasco SA, Burgos	Globale	Espagne	100,000000
• Elaborados y Construcción SA, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
• Ferronía SA, Andoain	Globale	Espagne	100,000000
• Grupo Velasco Desarrollo SL, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
• Industrias Zarra SA, Galdacano	Équivalence	Espagne	25,000000
• Laminados Canarias SA, Telde	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Comavesa SA, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Gonvelsa SL, Llanera	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Arbizu SA, Arbizu	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Duero SA, Aranda de Duero	Globale	Espagne	90,000000
• Laminados Siderúrgicos La Coruña SA, Arteixo	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Miranda SA, Miranda de Ebro	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Orense SA, San Ciprian de Viñas	Globale	Espagne	90,000000
• Laminados Siderúrgicos Sampol SL, Palma de Mallorca	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Sevilla SA, Alcalá de Guadaira	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Toledo SA, Villaluenga de la Sagra	Globale	Espagne	100,000000
• Laminados Siderúrgicos Vitoria SA, Vitoria	Globale	Espagne	100,000000
• SA Productos Empresas Metalúrgicas, Salvatierra	Globale	Espagne	100,000000
• Servicio del Acero SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
• Tremad SA, Icazteguieta	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
• Tubos y Decapados SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
Laserflash SA, Eupen	Globale	Belgique	100,000000
Lille Aciers SA, Lomme	Globale	France	100,000000
Megaço Jma Comercio Siderúrgico Ltda, Palmela	Équivalence	Portugal	38,666500
Mirouze Novacier SA, Toulouse	Globale	France	100,000000
Monteferro Stahl Service GmbH, Leichlingen	Globale	Allemagne	100,000000
Mosacier SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Plaques et Découpes France SA, Reims	Globale	France	99,998933
Perry Willenhall Steel Service Centres Ltd, Willenhall	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Produits d'Usines Métallurgiques Pum-Station Service Acier SA, Reims	Globale	France	99,983629
Produits Métallurgiques de l'Orléanais Sas, Ingre	Globale	France	100,000000
Produits Métallurgiques des Ardennes SA, Donchery	Globale	France	100,000000
Produits Métallurgiques du Sud-Ouest SA, Langon	Globale	France	100,000000
Produits Sidérurgiques de la Moselle SA, Yutz	Globale	France	100,000000
ProfilArbed Distribution SA, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Exploitation Luxembourg SA, Differdange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Luxembourg SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Staalhandel sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• ProfilArbed Staalhandel BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
• AND-Steel NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
• Borotrans Born BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Bouwstaal Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Demanet-Cassart Aciers SA, Seneffe	Globale	Belgique	100,000000
• Leduc Trading NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
• Limbustaal BV, Meersen	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Lommaert Walserijprodukten BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Lommaert/Montan Wapeningsstaal BV, Nijmegen	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Montan Staal BV, Den Haag	Globale	Pays-Bas	100,000000
• ProfilArbed Staalhandel Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
• Stelexpress NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
Profilsteel SA, Bouffioulx	Globale	Belgique	100,000000
Pum Paris-Normandie SA, Bonneuil-sur-Marne	Globale	France	100,000000
Pum Sud Est Sas, Lyon	Globale	France	100,000000
Pum Steel Service Centre Sas, Reims	Globale	France	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Ravené Schäfer GmbH, Halle	Globale	Allemagne	100,000000
SA Lardier et compagnie, Blois	Globale	France	100,000000
Sar Stahlservice GmbH, Neuwied	Globale	Allemagne	100,000000
Savoie Métal SA, Saint-Jorioz	Globale	France	100,000000
Sirus Ssc, Saint-Ouen-l'Aumône	Globale	France	100,000000
Skyline Steel sous-Groupe comprenant les sociétés suivantes :			
• Skyline Steel Llc, Parsippany	Globale	États-Unis	100,000000
• Arkansas Steel Processing Llc, Armoral	Globale	États-Unis	100,000000
• Arkansas Steel Processing Llc, Bessemer	Globale	États-Unis	100,000000
• Associated Pile and Fitting Llc, Clifton	Globale	États-Unis	100,000000
• Casteel Llc, Belpre	Globale	États-Unis	100,000000
• Midwest Steel & Tube Llc, Chicago	Globale	États-Unis	100,000000
• PA Pipe Llc, Camp Hill	Globale	États-Unis	100,000000
• Sheeting Solutions Llc, Belpre	Globale	États-Unis	100,000000
• Skyline (Php) Canada Ltd, Saint-Bruno	Globale	Canada	100,000000
• Skyline Canada Holding Inc., Montréal	Globale	Canada	100,000000
Slpm SA, Saint-Ouen-l'Aumône	Globale	France	100,000000
Société Belge d'Oxycoupage SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Société de transports de produits d'usines Métallurgiques SA, Reims	Globale	France	100,000000
Société Industrielle Métallurgique et d'entreprise SA, La Chapelle-Saint-Luc	Globale	France	100,000000
Sotracier SA, Pontcharra	Globale	France	99,997500
Sotracier Pontoise Sas, Saint-Ouen-l'Aumône	Globale	France	100,000000
Sps Altensteig Stahl-Service-Center GmbH, Altensteig-Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Sps Lichtenstein Stahl-Service-Center GmbH, Lichtenstein	Globale	Allemagne	100,000000
Srw-Sps Verwaltungs GmbH, Altensteig Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Station-service Acier Lopez Sas, Valencia	Globale	France	100,000000
Südband Stahl-Service GmbH, Ludwigshafen	Globale	Allemagne	100,000000
Traxys SA, Bertrange sous-Groupe comprenant 14 sociétés	Équivalence	Luxembourg	50,000000
Upac Sas, Saint-Ouen-l'Aumône	Globale	France	100,000000
Usinor Stal Serwis Spzoo, Bytom	Globale	Pologne	100,000000
Welbeck Steel Service Centre Ltd, Barking	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
SECTEUR AUTRES ACTIVITES			
Arcelor S.A, Luxembourg		Luxembourg	
Aceralia Constructalia SL, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Aceralia Steel Trading BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Ais Finance (Groupe Arbed) Snc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arbed SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,773651
Arbed Investments SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arbed Investment Services SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Finance and Services Belgium SA, Bruxelles	Globale	Belgique	100,000000
Arcelor Finance Sca, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,999998
Arcelor Finanziara Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Germany Holding GmbH, Düsseldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Holding SARL, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Italy Holding Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Netherlands BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Persebras SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Purchasing Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor Spain Holding SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Treasury Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor USA Holding Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000
Aster SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Atic Services SA, Paris, sous-Groupe comprenant 13 sociétés	Équivalence	France	43,461528
Bail Industrie SA, Hayange	Globale	France	99,999646
Cfl Canada Investment Inc., Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil America Secs, Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil Luxembourg SARL, Wiltz	Globale	Luxembourg	76,910010
Circuit Foil Service SA, Weidingen/Wiltz	Équivalence	Luxembourg	49,000000
Cockerill Forges and Ringmill SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Daf Group NV, Gent	Globale	Belgique	50,000000
Dhs-Dillinger Hütte Saarstahl AG, Dillingen, sous-Groupe comprenant 13 sociétés	Équivalence	Allemagne	51,250000
Esperbras SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Finindus NV, Bruxelles	Globale	Belgique	50,000000
Foil Coatings Luxembourg - FCL Gie, Wiltz	Équivalence	Luxembourg	100,000000
G.Fer Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000
Groupeement Immobilier Scrl, Bruxelles	Globale	Belgique	100,000000
Immobilière Schlassgoart (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Imphy SA, Puteaux	Globale	France	99,999702
InvestAR SARL, Luxembourg	Équivalence	Luxembourg	50,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Paul Wurth SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	48,092003
Seridev SA, Puteaux	Globale	France	99,400000
Sidarfin NV, Gent	Globale	Belgique	99,999979
Sidarsteel NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sidmar Finance (Groupe Arbed) SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Sodisid SA, Courbevoie	Globale	France	99,998800
Sofinus SA, Puteaux	Globale	France	99,999856
Sogepass SA, Hayange	Globale	France	99,999745
Sollac Verwaltung GmbH, Stuttgart	Globale	Allemagne	100,000000
Somef SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Soteg Société de Transport de Gaz SA, Luxembourg	Équivalence	Luxembourg	20,000000
Sotel SC, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	75,000000
Sotel Réseau et Cie Secs, Esch-sur-Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Tixis Sytems Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Tixis Systems Belgium SA, Flémalle	Globale	Belgique	100,000000
Tixis Technologies Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
USINOR SA, Puteaux	Globale	France	99,625368
Usinor Belgium SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Usinor Imports & Trading SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Victoria Bay Overseas Spain SL, Gozón	Globale	Espagne	100,000000
Victoria Steel Overseas Ltd, Gozón	Globale	Espagne	100,000000

Entreprises non comprises dans la consolidation

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
1) ENTREPRISES LIEES NON CONSOLIDEES (356 SOCIETES)		
Abc BV, Nijmegen	Pays-Bas	100,000000
Acdo Llc, New York	États-Unis	100,000000
Aciers Solcan Inc., Burlington	Canada	100,000000
Acindar Belgo-Mineira Exports SA, Buenos Aires	Argentine	100,000000
Acindar do Brasil Ltda, São Paulo	Brésil	100,000000
Acindar Uruguay Indústria Argentina de Aceros SA, Montevideo	Uruguay	100,000000
Agifep, Arbed Group Investors for Electronic Purchasing SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Agifesa, Arbed Group Investors for Electronic Sales SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Agrinsa - Agro Industrial SA, La Rioja	Argentine	100,000000
Airdix SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Alpha Profil SA, Paris	France	99,760000
Arbed Building Concepts SA, en cessation d'activité, Differdange	Luxembourg	100,000000
Arc-Air SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor Acelkereskedelmi Kft, Kecskemét	Hongrie	99,967208
Arcelor Assekuranz Vermittlungs-GmbH, en cessation d'activité, Bremen	Allemagne	100,000000
Arcelor Auto Argentina SA, Buenos Aires	Argentine	99,996078
Arcelor Auto Brasil Ltda, São Paulo	Brésil	99,999882
Arcelor Consultants SA, Puteaux	France	99,813333
Arcelor Distribuce - CZ Sro, Praha	République tchèque	100,000000
Arcelor Distribúcia Slovensko Sro, Kosice	Slovaquie	100,000000
Arcelor Distribucija Doo, Sarajevo	Croatie	100,000000
Arcelor Distribucija Doo, Beograd	Serbie-Monténégro	100,000000
Arcelor Distribucion Barcelona SL, Parets del Valles	Espagne	100,000000
Arcelor Distributie Srl, Pantelimon	Roumanie	100,000000
Arcelor Distribution Bulgaria Eood, Sofia	Bulgarie	100,000000
Arcelor Dystrybucja Polska Spzoo, Katowice	Pologne	100,000000
Arcelor FCS Celik Ticaret AS, Istanbul	Turquie	99,998400
Arcelor FCS Commercial Austria GmbH, Steyr	Autriche	100,000000
Arcelor FCS Commercial Belgium SA, Bruxelles	Belgique	99,960000
Arcelor FCS Commercial Central and Eastern Europe GmbH, Berlin	Allemagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial CZ Sro, Praha	République tchèque	100,000000
Arcelor FCS Commercial Denmark A/S, Kobenhavn	Danemark	100,000000
Arcelor FCS Commercial Finland OY, Helsinki	Finlande	100,000000
Arcelor FCS Commercial France SA, Puteaux	France	99,949999
Arcelor FCS Commercial Greece Llc, Kifissia	Grèce	99,666667
Arcelor FCS Commercial Hungary Kft, Budapest	Hongrie	100,000000
Arcelor FCS Commercial Iberica SL, Madrid	Espagne	99,999999
Arcelor FCS Commercial Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Arcelor FCS Commercial Luxembourg SA, Dudelange	Luxembourg	100,000000
Arcelor FCS Commercial Netherlands BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Arcelor FCS Commercial Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor FCS Commercial Poland Spzoo, Poznan	Pologne	100,000000
Arcelor FCS Commercial Portugal SL, Cascais	Portugal	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor FCS Commercial Schweiz AG, Zürich	Suisse	99,950000
Arcelor FCS Commercial Sweden AK, Göteborg	Suède	100,000000
Arcelor FCS Commercial UK Ltd, Birmingham	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Germany Services GmbH, Berlin	Allemagne	100,000000
Arcelor Grundstücksverwaltung Thüringen GmbH, Ratingen	Allemagne	100,000000
Arcelor Inoxidables de Mexico SA, Mexico DF	Mexique	99,999971
Arcelor Insurance Belgium NV, Gent	Belgique	100,000000
Arcelor Insurance Consultants SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor International Africa SA, Casablanca	Maroc	99,966102
Arcelor International Baltics OÜ, Tallinn	Estonie	100,000000
Arcelor International Celik Dis Ticaret AS, Istanbul	Turquie	99,753086
Arcelor International Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor International (Proprietary) Ltd, Sandton	Afrique du Sud	100,000000
Arcelor Long Commercial Austria GmbH, Salzburg	Autriche	100,000000
Arcelor Long Commercial Benelux BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Arcelor Long Commercial Denmark AS, Kobenhavn	Danemark	100,000000
Arcelor Long Commercial Norway AS, Oslo	Norvège	100,000000
Arcelor Long Commercial Polska Spzoo, Katowice	Pologne	100,000000
Arcelor Long Commercial Schweiz AG, Basel	Suisse	100,000000
Arcelor Long Commercial Sweden AB, Stockholm	Suède	100,000000
Arcelor Metal Endüstri Ve Ticaret AS, Istanbul	Turquie	100,000000
Arcelor Négoce Distribution - Europe Est SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor Négoce Distribution China Holding Ltd, Wanchai	Chine	100,000000
Arcelor Packaging International Belgium SA, Sint-Niklaas	Belgique	100,000000
Arcelor Projects Pte Ltd, Singapore	Singapore	90,000000
Arcelor Rebar Commercial Deutschland GmbH, Waldems-Bermbach	Allemagne	100,000000
Arcelor Rebar Commercial SA, Differdange	Luxembourg	100,000000
Arcelor RPS Italia Srl, Torino	Italie	100,000000
Arcelor RPS UK Ltd, Solihull	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Salesco SARL, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arcelor Sections Commercial Austria GmbH, Salzburg	Autriche	100,000000
Arcelor Sections Commercial Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Arcelor Sections Commercial France SA, Puteaux	France	99,990000
Arcelor Sections Commercial Italia Srl, Torino	Italie	100,000000
Arcelor Sections Commercial UK Ltd, Birmingham	Grande-Bretagne	100,000000
Arcelor Slovakia Ssc, Bratislava	Slovaquie	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor Stainless (China) Company Ltd, Tsim Sha Tsui	Chine	99,900000
Arcelor Stainless Australia Pty Ltd, Southport	Australie	100,000000
Arcelor Stainless Canada Inc., Westmount	Canada	100,000000
Arcelor Stainless Processing Llc, Troy	États-Unis	100,000000
Arcelor Stainless Singapore Pte Ltd, Singapore	Singapore	100,000000
Arcelor Stainless USA Inc., New York	États-Unis	100,000000
Arcelor Trading Luxembourg SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Arceo SA, Flémalle	Belgique	65,163934
Arceval SA, Bruxelles	Belgique	100,000000
Armar Prestação de Servicos Ltda, São Paulo	Brésil	99,999996
Armasteel SA, Wavre	Belgique	100,000000
Armatures SA, Pontpierre	Luxembourg	100,000000
A.S. Build SA, Liège	Belgique	100,000000
A.S.C.Praha Spo.r.o., Praha	République tchèque	100,000000
Association Coopérative Zélandaise de Carbonisation BV, en liquidation, Terneuzen	Pays-Bas	100,000000
Assuraciens Snc, Puteaux	France	100,000000
Aster Finances Snc, Puteaux	France	100,000000
A'Tol Sas, La Ravoire	France	100,000000
Belegings-Maatschappij Almafund BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Belgo Trade SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Bemex Belgo-Mineira Comercial Exportadora SA, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Berry Fer Sas, Vierzon	France	100,000000
Betonijzer Buigcentrale Limburg BV, Born	Pays-Bas	100,000000
Blahove BV, Amsterdam	Pays-Bas	97,500000
Bme Belgo-Mineira Engenharia Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Bms Belgo-Mineira Sistemas SA, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Bometal NV, Mechelen	Belgique	100,000000
Bre.M.A Warmwalz GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
C3S SARL, Puteaux	France	100,000000
C.S.T.R. Sas, Reims	France	100,000000
Caen Métaux Sas, Mondeville	France	100,000000
Calimco BV, Born	Pays-Bas	100,000000
Central Pedro de Mendoza SA, en liquidation, Buenos Aires	Argentine	86,399990
Centre Auvergne Pliage Sas, Saint-Étienne	France	100,000000
Cepi Services SA, Flémalle	Belgique	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Cfa Management Inc., Montréal	Canada	100,000000
Changzhou Uginox Products Company Ltd, Jiang Su	Chine	90,000000
Circuit Foil Asia Pacific (Hongkong) Ltd, Kwai Chung	Chine	75,000000
Circuit Foil Engineering SARL, Weidingen/Wiltz	Luxembourg	100,000000
Circuit Foil Trading USA Inc., Glenside	États-Unis	100,000000
Circuit Foil UK Ltd, Silloth Carlisle	Grande-Bretagne	100,000000
Cofralux SA, Differdange	Luxembourg	100,000000
Cogeaf NV, Schoten	Belgique	95,930000
Color Profil GmbH, München	Allemagne	100,000000
Comercial Bagual Ltda, Santiago	Chili	100,000000
Considar do Brasil Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Considar Far East Ltd, en liquidation, Hong Kong	Chine	50,000000
Cordelia SA, Puteaux	France	99,998000
Corea SA, Senningerberg	Luxembourg	100,000000
Corporations Efficiency Growth Through Information Systems Scrl, Ougrée	Belgique	88,744589
Crois-sens Scrl, Ougrée	Belgique	99,733333
Csn Chrome SA, Liège	Belgique	100,000000
Daficus SA, Puteaux	France	99,760000
Danderaus SA, Puteaux	France	99,842932
Dania Grundstückverwaltungs-GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Daval Nederland BV, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Dilling-GTS Ventes France SA, Puteaux	France	99,990000
e-Arbed Distribution SA, Esch-sur-Alzette	Luxembourg	100,000000
Ebt Electron Beam Technology GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Efoam SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Eisen. Schlackenaufbereitungund Umwelttechnik GmbH, en liquidation, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Feinblechhandel GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Ferrit GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Handelsunion GmbH, en liquidation, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Nederland BV, Bennebroek	Pays-Bas	100,000000
Eko Recycling GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Eko Stahl Recycling Cottbus GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	75,000000
Eko Stahl Spzoo, Slubice	Pologne	100,000000
Eko Transportgesellschaft mbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Ekosto NV, Sint Gillis Waas	Belgique	75,676114

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Electro Holding Company SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Esp Vertrieb Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Estate Wire Ltd, Sheffield	Grande-Bretagne	100,000000
Eurinbel SA, Liège	Belgique	100,000000
Fabest Sas, Ludres	France	100,000000
Fbh Eko Feinblechhandel GmbH, Burbach	Allemagne	100,000000
Ferrometalli Taglio e Lamiera Srl, Calderara di Reno	Italie	100,000000
Ferropol SA, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Fers et Maintenance Industriels SARL, Pont-sur-Sambre	France	100,000000
Fersthal Sagl, Lugano	Suisse	99,000000
Fi 2000 Sas, Limas	France	75,000000
Finansider SA, Puteaux	France	99,999004
Forschungs-und Qualitätszentrum Brandenburg GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Frecolux SA, Luxembourg	Luxembourg	99,999915
Frère Bourgeois UK Ltd, Hatfield	Grande-Bretagne	99,991000
Galva Service Réunion SA, Saint-Paul	France	100,000000
Geco Srl, Milano	Italie	100,000000
Gecs SA, Puteaux	France	99,940000
Geopar SA, en liquidation, Couillet	Belgique	50,950604
Gepor Sas, Illange	France	100,000000
Gie pour la réalisation d'actifs immobiliers du groupe Arbed, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
Gie Primus®fonte, Luxembourg	Luxembourg	80,000000
Groupe des Industries Sidérurgiques Luxembourgeoises SC, Luxembourg	Luxembourg	94,782609
H & E SA, Puteaux	France	100,000000
Haidon Hubin SA, Liège	Belgique	100,000000
Haironville Sas, Haironville	France	100,000000
Haironville Austria GmbH, Neuhofen	Autriche	99,997500
Haironville Bohemia SARL, Ceske Budejovice	République tchèque	99,000000
Haironville Danmark AS, Rodovre	Danemark	100,000000
Haironville do Brasil Industria e Comercio Lta, Lorena	Brésil	100,000000
Haironville Guyane Sas, Cayenne	France	100,000000
Haironville Hungaria Kft, Budapest	Hongrie	100,000000
Haironville Nederland BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Haironville Norge AS, Vestby	Norvège	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Haironville Polska Spzoo, Poznan	Pologne	100,000000
Haironville Slovensko Sro, Bratislava	Slovaquie	100,000000
Haironville Sverige AB, Karlstad	Suède	100,000000
Hathersage Metals Ltd, en cessation d'activité, Chippenham	Grande-Bretagne	100,000000
Hein, Lehmann Montage GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
Homburger Rohrenwerk GmbH, Homburg	Allemagne	100,000000
Hughes and Spencer Steel Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	99,992672
I.T.S. Inox Tubi Sicilia Srl, Priolo Gargallo	Italie	100,000000
Imhua Special Metal Co. Ltd, Foshan	Chine	65,000000
Impeco SA, San Luis	Argentine	100,000000
Imphy Deutschland GmbH, Erkrath	Allemagne	100,000000
Imphy Far East Co. Ltd, Kowloon	Chine	99,993103
Imphy Italiana Srl, Torino	Italie	100,000000
Imphy Service SA, Puteaux	France	100,000000
Imphy UGINE Precision BV, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Imphy Espana, SA, Barcelona	Espagne	100,000000
Imphy UGINE Precision Suisse SA, Préverenges	Suisse	94,000000
Imphy UGINE Precision UK Ltd, Buckinghamshire	Grande-Bretagne	100,000000
Industeel Deutschland GmbH, Grevenbroich	Allemagne	100,000000
Industeel Italia Srl, Milano	Italie	100,000000
Industeel UK Ltd, Worcester	Grande-Bretagne	100,000000
Inspection, Protective Survey and Certification Bureau – Insurec SA, Bruxelles	Belgique	99,900000
Intersteel BV, Rotterdam	Pays-Bas	100,000000
Isc Holdings Inc., New York	États-Unis	100,000000
Isoform Snc, Puteaux	France	100,000000
Itaúna Siderúrgica Ltda, Itaúna	Brésil	100,000000
JH Group Sci, Yutz	France	100,000000
K.I.V. I NV, Genk	Belgique	99,998951
Kempes & Koolen Bouwsystemen BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Kielco Nederland BV, Born	Pays-Bas	100,000000
Kontiom Trade Srl, Bucarest	Roumanie	99,999642
Krisper Doo, Kranj	Slovénie	100,000000
Lasram Technology Kft, Szentendre	Hongrie	78,461538
Le Fer à Béton SA, Yutz	France	100,000000
L'équipement par l'acier inoxydable SA, Puteaux	France	99,833000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Luxembourg Steel (Si Chuan) Co. Ltd, Chengdu	Chine	100,000000
Luxembourg Steel Trading Shanghai Co. Ltd, Shanghai	Chine	100,000000
Luxembourg Steel Wuhan Co. Ltd, Wuhan	Chine	100,000000
Maison Mathieu Romania SARL, Bucarest	Roumanie	100,000000
Marocacier SA, Luxembourg	Luxembourg	80,000000
Marona SA, Buenos Aires	Argentine	100,000000
Matthey & Pum SA, Reims	France	99,720000
Matthey Deutschland GmbH, Landau	Allemagne	100,000000
Matthey Iberica SL, Madrid	Espagne	100,000000
Matthey Sro, Praha	République tchèque	100,000000
Matthey UK Ltd, Dudley	Grande-Bretagne	100,000000
Mecachim SA, Lusignan	France	99,833333
Memnous SA, Puteaux	France	99,842932
Metaalzetters de Betuwe BV, Tiel	Pays-Bas	100,000000
Metal Presse SARL, Puteaux	France	99,800000
Midi Aciers Profils Génie Civil SA, Beauzelle	France	99,995872
Montan SARL, Luxembourg	Luxembourg	90,000000
Nango SA, Puteaux	France	99,842932
Norsteel Corp., New York	États-Unis	100,000000
Ocas GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Olis Sas, Puteaux	France	100,000000
Osirus SA, Puteaux	France	99,760000
Pab Sas, Onnaing	France	100,000000
Pab Sud Sas, Hagetmau	France	100,000000
Palfroid SA, Carignan	France	99,995103
Panneaux Frigorifiques Français Sas, Val-d'Ize	France	100,000000
Panneaux Sandwich Guadeloupe SA, Baie-Mahault	France	99,993750
Parements Métalliques d'Architecture SA, Cerons	France	99,988000
Parrec SA, Audun-le-Tiche	France	85,250000
Profistahl-Centrum Thüringen GmbH, Saalfeld	Allemagne	100,000000
Perry Investments Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000
Philaeus SA, Puteaux	France	99,842932
Pliage Midi Pyrénées SAS, Saint-Jory	France	100,000000
Plima Sas, Mallemort	France	100,000000
Plon Pliage Service SAS, Vitrolles	France	100,000000
Pre-Finished Steels Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Prekon Spzoo, Starachowice	Pologne	100,000000
Profil du futur SAS, Horbourg Wihr	France	100,000000
Profilage de Guadeloupe SAS, Baie-Mahault	France	100,000000
Profilage de la Martinique Sas, Fort-de-France	France	100,000000
Profilage de La Réunion SA, Le Port	France	94,203612
Profilage de Saint-Martin SA, Saint-Martin	France	99,983333
Profilage Dominicana SA, Santo Domingo	République dominicaine	87,025547
Promo Pum Sas, Reims	France	100,000000
Qualifizierungszentrum der Wirtschaft GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	100,000000
Rbm Rohr Beschichtung Muldenstein GmbH, Muldenstein	Allemagne	100,000000
Recherche et Développement du groupe Cockerill Sambre Scrl, Liège	Belgique	96,000000
Retrimeuse Scrl, Seraing	Belgique	76,000000
Riss Transport SA, Puteaux	France	99,935135
Robert Smith Steels Ltd, Mersyside	Grande-Bretagne	100,000000
Rodange Finance SA, Rodange	Luxembourg	100,000000
Rwm Rohrerwerke Muldenstein GmbH, en faillite, Muldenstein	Allemagne	100,000000
Safem Distribuzione Srl, Tavagnacco	Italie	100,000000
Safem Raccordi Spa, Padova	Italie	100,000000
SARL Balleux Lardier, Blois	France	100,000000
Sci des 1 et 3 de la place Max-Rousseaux, Reims	France	100,000000
Sci Espace Saint-Léonard, Nantes	France	100,000000
Sfif SA, Puteaux	France	100,000000
Sibral Participações Ltda, Belo Horizonte	Brésil	100,000000
Sidlease NV, Gent	Belgique	100,000000
Sitek Srl, Torino	Italie	95,000000
Slci Société Luxbg. de Comm. International SA, Bertrange	Luxembourg	100,000000
SLPM Atlantique SAS, Reims	France	100,000000
Snst Scories France SA, Puteaux	France	99,963934
Sobesteel SA, Wavre	Belgique	100,000000
Société Carolorégienne de Cokéfaction SA, en liquidation, Liège	Belgique	85,785133
Société Civile Immobilière du 3, rue de l'Industrie à Basse-Yutz, Reims	France	100,000000
Société de Gestion pour la Protection Sociale SA, Puteaux	France	99,840000
Société des Mines de Sacilor SA, en liquidation, Puteaux	France	100,000000
Société des Mines d'Ottange II SARL, en cessation d'activité, Yutz	France	99,966667
Socété d'Intéressement et de Participation SA, Puteaux	France	99,997521

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Société Havraise de représentation Industrielle Sas, Le Havre	France	100,000000
Société Immobilière Audunoise SA, Audun-le-Tiche	France	99,955057
Société Nouvelle de Participation dans les Produits Plats SA, Puteaux	France	99,800000
Société pour la Distribution de Produits Sidérurgiques SA, Vitry-sur-Seine	France	99,750000
Société pour la Réalisation d'Etudes Techn. et Econom. en Sidérurgie SA, Puteaux	France	76,300000
Sollac Acos SA, Lisboa	Portugal	99,200000
Solvi Sas, Puteaux	France	100,000000
Stahlhandel Burg GmbH, Burg	Allemagne	100,000000
Steel Finance Center NV, Geel	Belgique	100,000000
Steelhold Plc, St Albans	Grande-Bretagne	100,000000
Steelinter (UK) Ltd, St Albans	Grande-Bretagne	100,000000
Sunbrite NV, en liquidation, Genk	Belgique	100,000000
Tabare Regent SARL, La Chapelle-Saint-Luc	France	100,000000
Tailor Steel Deutschland GmbH, Bremen	Allemagne	100,000000
Tixis Technologies Belgium SA, Flémalle	Belgique	100,000000
Tixis Technologies Italia Srl, Piombino	Italie	100,000000
TradeArbed Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
TradeArbed España SA, Madrid	Espagne	100,000000
TradeArbed France SA, Paris	France	99,900000
Trans Ocean Logistics NV, Antwerpen	Belgique	99,999999
Trans Ocean Logistics BV, IJssel	Pays-Bas	100,000000
TrefilArbed Benelux BV, s'Hertogenbosch	Pays-Bas	100,000000
TrefilArbed CR Sro, Cheb	République tchèque	80,000000
TrefilArbed Deutschland GmbH, Köln	Allemagne	100,000000
TrefilArbed France SA, Vincennes	France	99,828571
TrefilArbed Greenhouse SA, Bissen	Luxembourg	80,000000
TrefilArbed Grembergen SA, en cessation d'activité, Luxembourg	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Italia Srl, en liquidation, Milano	Italie	100,000000
TrefilArbed (UK) Ltd, Nantwich	Grande-Bretagne	100,000000
TrefilArbed Sales Holding SARL, Bissen	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Solarhouse Kft, Kecskemet	Hongrie	53,333333
TrefilArbed Welding NV, en faillite, Gent	Belgique	100,000000
Tuberie de Differdange SA, Differdange	Luxembourg	100,000000
Tubes & Formes SA, Puteaux	France	99,800000
Tubeurop Deutschland GmbH, Homburg	Allemagne	100,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Uci SA, Fleurus	Belgique	70,000000
Ugine & Alz Suisse SA, Niederhasli	Suisse	100,000000
Ugine & Alz Nordic AB, Eskilstuna	Suède	100,000000
Ugine & Alz Polska Spzoo, Poczta Bytom	Pologne	100,000000
Ugine & Alz Praha Sro, Praha	République tchèque	100,000000
Ugine & Alz (UK) Ltd, Nottingham	Grande-Bretagne	100,000000
Ugine Nederland BV, Amsterdam	Pays-Bas	100,000000
Ugine Portugal Spq, Lisboa	Portugal	98,000000
Ugine Savoie Italia Srl, Peschiera Borromeo	Italie	100,000000
Ugitech Iberica SA, Barcelona	Espagne	100,000000
Ugitech Suisse SA, Bevilard	Suisse	99,998519
Ugitech UK Ltd, Birmingham	Grande-Bretagne	99,999960
Uniba SA, Puteaux	France	64,000000
Unikonti Llc, Beograd	Serbie-Monténégro	51,000000
Union des Consommateurs de Ferrailles de France SA, Puteaux	France	99,960000
Usb Unterwellenborner Schneidbetrieb GmbH, Saalfeld	Allemagne	100,000000
Usinor Achats Snc, Puteaux	France	100,000000
Usinor Industeel (Iberica) SA, Barcelona	Espagne	100,000000
Usinor Industeel Nordic AB, Vastra Frolunda	Suède	100,000000
Usinor Tubes SA, Puteaux	France	99,760000
Usinor Uk Ltd, St Albans	Grande-Bretagne	100,000000
Valacier SARL, Reims	France	100,000000
Verwaltungsgesellschaft RAG-Beteiligung mbH, Essen	Allemagne	65,000000
Vikam Praha AS, Praha	République tchèque	100,000000
Vulcain Holding SA, Couillet	Belgique	100,000000
Vulkan Energiewirtschaft Oderbrücke GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	51,000000
Weha Edelstahl Handels-GmbH, Ansfelden	Autriche	100,000000
Wellstead Ltd, Dublin	Irlande	100,000000
Willenhall Steel Stockholders Ltd, Willenhall	Grande-Bretagne	100,000000
Wolmet Ltd, en liquidation, Chippenham	Grande-Bretagne	99,999966
Ymos Belgium SA, Couillet	Belgique	100,000000
Zeeland Participatie BV, Terneuzen	Pays-Bas	100,000000
2) ENTREPRISES ASSOCIEES NON MISES EN EQUIVALENCE (77 SOCIETES)		
Arcelor Construction Magreb SA, Ben Arous	Tunisie	49,998000
Arcelor Stainless India Private Ltd, Mumbai	Inde	48,979592

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Bamesa Celik Servis Sanayii Ticaret AS, Sanayii Ticaret	Turquie	39,990081
Belgian Bunkering Considar Trading NV, Bruxelles	Belgique	50,000000
Brema Warmwalz GmbH, Bremen	Allemagne	50,000000
Cjsc «Severgal» Ltd, Cherepovets	Fédération de Russie	25,010000
CoalArbed Internat.Trading Partnership Co, Baltimore	États-Unis	50,000000
Compagnie des Fers SARL, Lyon	France	50,000000
Comptoir Belge des Cokes Scrl, en liquidation, Bruxelles	Belgique	20,130000
Dcfr Sas, Puteaux	France	35,000000
Dh - Sollac Beteiligung GmbH, Stuttgart	Allemagne	47,000000
Dikema Steel Sdn Bhd, Kuala Lumpur	Malaysia	30,000000
Enersid SA, Paris	France	49,800000
Erzkontor Ruhr GmbH, Essen	Allemagne	33,333023
Euratool SA, Raismes	France	24,901639
Europertil SA, L'Hospitalet	Espagne	50,000000
Fafer Orient Pte Ltd, en liquidation, Singapore	Singapore	33,332667
Forges Profil AG, Kirchdorf	Suisse	25,000000
Forschungs und Qualitätszentrum Oderbrücke GmbH, Eisenhüttenstadt	Allemagne	24,000000
Fortunato Bonelli y Cia SA, Buenos Aires	Argentine	49,000000
Fti Faserbetontechnik GmbH, St. Florian/Inn	Autriche	33,333333
Gie pour l'étude de la reconversion des sites sidérurgiques au Luxembourg, en liquidation, Luxembourg	Luxembourg	50,000000
Groupe Alliance Métal SA, Arnas	France	34,018280
I.P.H. S.A.I.C.F. SA, Buenos Aires	Argentine	33,000000
Icpe Immo. du Centre Polyv. de l'Enfance SARL, Luxembourg	Luxembourg	20,000000
Immobilière Contourdiff SARL, Luxembourg	Luxembourg	25,000000
Kanzen Stainless Processors Sdn Bhd Llc, Kuala Lumpur	Malaisie	30,000000
Kr Wertstoffaufbereitungs-GmbH, Bremen	Allemagne	25,100000
Kwaliteitsbeheer voor Stortplaatsen NV, Gent	Belgique	50,000000
La Filière Bois Scrl, Ougrée	Belgique	33,333333
La Revue de Métallurgie SA, Puteaux	France	43,044000
Laser Welded Blanks Ltd, London	Grande-Bretagne	50,000000
Les Hauts Trixhes Scrl, Flémalle	Belgique	22,860838
Luxcontrol SA, Esch-sur-Alzette	Luxembourg	22,000000
Mathieu (Thailand) Co Ltd, Bangkok	Thaïlande	48,548387
Mathieu Malaisie SA, Kuala Lumpur	Malaysia	25,410448
Matthey India Private Ltd, New Delhi	Inde	50,000000

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Nord-Chrome Snc, Grande-Synthe	France	50,000000
Ocas - Onderzoekscentrum voor Aanwending van Staal NV, Zelzate	Belgique	49,223008
Oriental Sheet Piling Pte Ltd, Singapore	Singapore	49,000000
Oriental Sheet Piling Sdn Bhd, Petaling Jaya	Malaysia	25,000000
Pbm Picchioni BM Distr. de Tit. e Val. Mobil. SA, Belo Horizonte	Brésil	48,999991
Perville SA, Lorena	Brésil	38,395115
Phenix Rousies SA, Rousies	France	25,565161
Portal NV, en liquidation, Bruxelles	Belgique	39,999988
Primorec SA, Differdange	Luxembourg	39,000000
Profilage Océan Indien SA, Riche-Terre	Île Maurice	49,000000
Promopanel Srl, Piombino	Italie	50,000000
Retrival Scrl à finalité sociale, Couillet	Belgique	33,311111
Rolanfer Recyclage SA, Woippy	France	40,000000
Sci Kuntzig, Thionville	France	50,000000
Shanghai Baosteel & Arcelor Tailor Metal Co. Ltd, Shanghai	Chine	25,000000
Sidergal SA, Paris	France	29,999500
Sci et Industrielle de l'arrondissement de Valenciennes, en liquidation, Valenciennes	France	41,250000
Société de développement AGORA SARL, Esch-sur-Alzette	Luxembourg	50,000000
Société de développement AGORA SARL et Cie, Esch-sur-Alzette	Luxembourg	49,964589
Société de Pose Armatures Travaux Publics SARL, Marignane	France	37,500000
Société des Arquebusiers de la Ville de Luxembourg SA, en liquidation, Luxembourg	Luxembourg	33,391710
Société de Canal des Mines de Fer de la Moselle SA, Metz	France	25,913498
Société du Port Fluvial de Mertert SA, Mertert	Luxembourg	40,000000
Société du Train à Fil de Schiffange SA, Esch-sur-Alzette	Luxembourg	25,000000
Société Immobilière du Fort Thüngen SARL, Luxembourg	Luxembourg	20,000000
Sodie SA, Courbevoie	France	44,999333
Sorealor SARL, Saint-Laurent-du-Var	France	33,333333
Sorepark SA, Hagondange	France	26,295794
Steel24-7 NV, Bruxelles	Belgique	50,000000
Steeltrack SA, Puteaux	France	33,296296
Taymacolor SA, Madrid	Espagne	35,000000
Telindus SA, Strassen	Luxembourg	35,307000
TradeArbed Mexico SA, Mexico DF	Mexique	49,000000
Tramway SARL, Saint-Julien-lès-Metz	France	22,857143
Union pour la promotion des industries de l'Appertisé SARL, Paris	France	33,333333

Sociétés	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Union pour le service de l'électricité SA, en liquidation, Briey	France	43,266667
United Continental Steels Ltd, Hatfield	Grande-Bretagne	50,000000
United Slitting Services Ltd, Halesowen	Grande-Bretagne	39,000000
Weserport GmbH, Bremen	Allemagne	23,900000
WSA - Warehouses Service Agency SARL, Sanem	Luxembourg	25,000000

14.1.5.3 Notes annexes aux comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2003 et 31 décembre 2002

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1 – Généralités

Note 2 – Méthodes comptables

Note 3 – Variations du périmètre de consolidation

Note 4 – Immobilisations incorporelles

Note 5 – Immobilisations corporelles

Note 6 – Participations dans les entreprises mises en équivalence

Note 7 – Autres participations et actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

Note 8 – Créances et autres actifs financiers

Note 9 – Stocks

Note 10 – Clients

Note 11 – Autres débiteurs

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Note 13 – Capitaux propres

Note 14 – Résultat par action

Note 15 – Intérêts minoritaires

Note 16 – Emprunts portant intérêt

Note 17 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Note 18 – Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail

Note 19 – Autres provisions

Note 20 – Autres créditeurs

Note 21 – Charges de personnel

Note 22 – Résultat financier net

Note 23 – Impôts sur les résultats

Note 24 – Transactions avec les parties liées

Note 25 – Instruments financiers et produits dérivés

Note 26 – Engagements donnés ou reçus

Note 27 – Informations sectorielles

Note 28 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Note 29 – Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Note 30 – Organigramme simplifié du Groupe

Note 31 – Liste des sociétés du Groupe

Notes aux états financiers consolidés

Introduction

Les états financiers du groupe Arcelor pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 sont préparés en application des normes comptables internationales IFRS en vigueur à cette date. Ces normes ont été partiellement adaptées par l'IASB en décembre 2003 (treize standards modifiés ont été publiés avec prise d'effet postérieure à la clôture 2003) et continueront de l'être, notamment dans la perspective de l'échéance 2005 fixée par l'Union européenne.

Arcelor a adopté une démarche proactive afin d'anticiper et d'adapter le cas échéant ses politiques comptables en fonction de ces évolutions en cours.

Note 1 - Généralités

Arcelor S.A. est une société de droit luxembourgeois, constituée le 8 juin 2001 dans le cadre du projet de regroupement d'Aceralia, Arbed et Usinor, effectif au 28 février 2002.

En application des normes internationales d'information financière IFRS (auparavant dénommées « IAS ») et notamment de la norme IAS 22, l'opération de rapprochement entre Aceralia, Arbed et Usinor, effective au 28 février 2002, est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2003 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'Administration a donné son autorisation à la publication des comptes au 31 décembre 2003 le 18 février 2004. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière « IFRS » implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ses estimations.

Note 2 – Méthodes comptables

1) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux interprétations des normes IFRS publiées par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Le Groupe applique les normes IFRS pour la première fois à compter de l'exercice 2002.

Les ajustements résultant tant du passage des normes comptables françaises appliquées par Usinor aux normes IFRS que de l'application des politiques comptables adoptées par Arcelor ont été reconnus dans les capitaux propres du bilan d'ouverture au 31 décembre 2000 afin de refléter l'application rétroactive des IFRS conformément à l'interprétation du Standing Interpretation Committee (« SIC ») et notamment SIC 8.

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les dispositions de la section XVI de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, à l'exception notable de la comptabilisation et de l'évaluation des instruments financiers suite à l'adoption en 2001 de la norme IAS 39. De plus, la présentation du bilan consolidé et du compte de profits et pertes consolidé diffère de celle prévue par la Loi. La présentation adoptée donne, de l'avis des Administrateurs, une image plus appropriée du patrimoine et de la situation financière du Groupe.

Une réconciliation du résultat net et des capitaux propres du Groupe, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003 avec les montants qui auraient été déterminés selon les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg est détaillée en note 29.

2) Présentation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Afin de présenter des données homogènes et comparables, les données comparatives de l'exercice 2002 incluent également un Compte de Profits et Pertes Consolidé Pro Forma Non Audité pour la période se clôturant au 31 décembre 2002 ainsi qu'un Tableau de Flux de Trésorerie Consolidés Pro Forma Non Audité pour la période se clôturant au 31 décembre 2002. Par ailleurs, les notes 21 et 22 concernant respectivement les charges de personnel et le résultat financier net comprennent également un comparatif Pro Forma Non Audité au 31 décembre 2002.

Au 31 décembre 2002, les comptes consolidés pro forma se distinguent des comptes consolidés établis selon des normes internationales d'information financière « IFRS » pour deux raisons.

D'une part, les résultats des sociétés des groupes Aceralia et Arbed réalisés entre le 1er janvier et le 28 février 2002 sont inclus dans le résultat consolidé total du Groupe. Ils en sont exclus dans les comptes consolidés établis selon les normes internationales d'information financière « IFRS ».

D'autre part, les effets de l'allocation du goodwill négatif sont pris en compte dans les comptes consolidés pro forma sur la totalité de l'exercice 2002 alors qu'ils ne le sont qu'à compter du 1er mars 2002 dans les comptes consolidés établis selon les normes internationales d'information financière « IFRS ».

Par ailleurs, afin de mieux refléter la nature des engagements à caractère social du Groupe, les provisions constituées dans le cadre de plans de restructuration annoncés (qui se traduiront ou non ultérieurement sous forme de plans de préretraite) ainsi que les plans de préretraite liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés sont désormais présentés au bilan sous la rubrique « Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » et détaillés dans la note 18. Les données comparatives au 31 décembre 2002 ont été modifiées en conséquence.

3) Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les titres de filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Les états financiers des entreprises associées sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où l'influence notable est constatée jusqu'à la date où l'influence notable cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dont le Groupe a un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel.

Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de la coentreprise.

Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Une liste des principales filiales et des entreprises mises en équivalence est fournie dans la note 30. Le relevé complet des sociétés du Groupe au 31 décembre 2003 a été déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

4) Regroupement d'entreprises

Goodwill

Toute différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et dettes identifiables est comptabilisée comme *goodwill* ou *goodwill* négatif à l'actif du bilan.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

Le goodwill est amorti sur base linéaire en fonction de sa durée d'utilité estimée. La durée d'utilité estimée est de 5 ans pour les activités en aval (transformation et distribution) et 10 ans pour les activités en amont (hauts-fourneaux, production d'acier et laminiers).

Un *goodwill* négatif est comptabilisé en produit selon les modalités suivantes :

- Lorsque le goodwill négatif peut être affecté à des charges ou pertes futures identifiées lors de l'opération d'acquisition et quantifiées de manière fiable, il est repris en résultat à concurrence des pertes ou charges futures encourues ;
- Lorsque le *goodwill* négatif ne peut pas être affecté à des charges ou pertes futures identifiables, il est repris en résultat sur base de la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des actifs amortissables acquis ;
- Le *goodwill* négatif excédentaire par rapport aux justes valeurs des actifs non monétaires acquis est enregistré immédiatement en résultat.

5) Méthodes de conversion

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

États financiers libellés en devises

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en devises étrangères, y compris le goodwill et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de l'année. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

6) Actifs incorporels

Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles, sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement ayant pour but d'améliorer de manière substantielle la production de produits et de procédés nouveaux sont capitalisées si le produit ou le procédé est jugé techniquement et commercialement viable et que le Groupe dispose de ressources suffisantes pour en achever le développement.

Les dépenses ainsi capitalisées incluent le coût des matériaux, la main d'oeuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux.

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées au coût moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les dépenses relatives au goodwill généré en interne sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les actifs incorporels autres que le goodwill incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement sur une période maximale de 5 ans.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux actifs incorporels sont capitalisées si elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif spécifique auquel elles se rapportent, et que ce coût peut être évalué et attribué à l'actif de façon fiable. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé comme charge sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Coûts de développement capitalisés : 5 ans
- Brevets et marques : 5 ans

7) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles. Le coût des actifs produits par le Groupe pour lui-même inclut le coût des matières premières, de la main-d'oeuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux. Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont immobilisés, comme élément du coût, sur la période de temps nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les immobilisations corporelles sont par la suite comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément.

Le coût de réfection périodique des hauts-fourneaux est capitalisé et amorti sur la durée prévue de campagne de production.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de profits et pertes sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains ne sont pas amortis.

Les actifs corporels acquis antérieurement au 1er janvier 2001 sont amortis sur des durées d'utilisation variant de 12 à 20 ans pour les constructions et installations industrielles et de 5 à 12 ans pour les autres immobilisations corporelles.

Notes aux états financiers consolidés

Note 2 – Méthodes comptables

	<u>Produits longs et inox</u>		
	<u>Produits plats</u>	<u>Fours électriques</u>	<u>Laminoirs</u>
Bâtiments industriels	25 ans	25 ans	
Installations techniques et machines			
Phase à chaud : nouveaux investissements.....	25 ans	15 ans	25 ans
Phase à chaud : rénovation.....	15 ans	10 ans	15 ans
Phase à froid : nouveaux investissements	18 ans	—	18 ans
Phase à froid : rénovation.....	12 ans	—	15 ans
Phase à froid en aval	12 ans	—	12 ans
Autres.....	5 - 20 ans		

Contrats de location

Comptabilisation chez le preneur

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location-financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles. Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges de la période dans le compte de profits et pertes.

8) Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de profits et pertes.

Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers.

Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise, à moins que cette perte de valeur n'ait été provoquée par un événement externe spécifique, de nature exceptionnelle, qui ne devrait pas se reproduire, et que des événements externes ultérieurs ne soient intervenus pour annuler l'effet de cet événement.

9) Valeurs mobilières et autres titres de placement

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs disponibles à la vente est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

10) Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) Stocks

Contrats de construction

Les contrats de construction sont comptabilisés à leur coût de contrat augmenté des produits liés, déduction faite des facturations intermédiaires. Le coût du contrat inclut toutes les dépenses directement imputables au projet ainsi qu'une quote-part des frais généraux fixes et variables encourus dans le cadre de l'activité.

Autres stocks

Les matières premières et fournitures sont évaluées au plus faible du coût d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré ou du Premier Entré, Premier Sorti (PEPS) et de la valeur nette de réalisation. Les produits finis et les produits en-cours sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation.

Les coûts de production incluent les coûts directs de matière première, de main-d'oeuvre et une quote-part des frais généraux, à l'exclusion des frais généraux administratifs. La valeur de marché des matières premières et des autres éléments stockés se fonde sur la valeur nette de réalisation et tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence des stocks à rotation lente.

12) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

13) Capital et réserves

Rachat d'actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres. Les actions rachetées / actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'elles soient annulées ou cédées.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en dettes dans la période où ils ont été approuvés par l'assemblée générale.

14) Emprunts obligataires convertibles en actions

Les emprunts obligataires convertibles en actions à la demande du porteur et dont le nombre d'actions à émettre ne varie pas en fonction des fluctuations de l'emprunt, sont comptabilisés comme des instruments financiers composés, déduction faite des coûts de transaction imputables. La composante des emprunts obligataires convertibles reprise en capitaux propres correspond à l'excédent de la valeur de remboursement sur la valeur actualisée des intérêts futurs et du nominal, déterminée en fonction du taux d'intérêt du marché d'une dette similaire n'ayant pas de composante « capitaux propres ». La charge d'intérêt reprise en résultat est calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

15) Emprunts portant intérêt

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont, par la suite, comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) Avantages du personnel

Types de régimes

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de salariés, des cotisations définies à une société d'assurance ou fonds de pension externes. Les cotisations sont versées en contrepartie des services rendus par les salariés au titre de l'exercice. Elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, selon la même logique que les salaires et traitements. Les régimes à cotisations définies, ne générant pas d'engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies sont exclusivement des régimes de retraite. Ils sont, dans la plupart des cas, complémentaires à la pension légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires contractuelles (ou par le biais de conventions collectives). Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé. Le calcul de la provision s'effectue en estimant le montant des avantages que les employés auront accumulés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices précédents.

Les prestations sont actualisées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Elles sont renseignées au bilan déduction faite de la juste valeur des actifs du régime qui couvrent, le cas échéant, les engagements.

Le taux d'actualisation utilisé à la date de clôture correspond au taux de rendement des emprunts obligataires dont le risque de crédit est évalué AAA et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire qualifié selon la méthode des unités de crédit projetées.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, la quote-part relative à l'accroissement des avantages afférents à des services passés du personnel est renseignée comme une charge et comptabilisée sur base linéaire en fonction de la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis. Dans la mesure où les droits sont immédiatement acquis, la charge est reprise directement en résultat.

Le Groupe comptabilise une fraction de ces écarts actuariels en produits ou en charges, si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent dix pour-cent du montant le plus élevé entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à la clôture (politique du corridor). En deçà, les écarts actuariels latents ne sont pas considérés.

Lorsque le calcul des écarts actuariels conduit à une diminution de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, l'actif correspondant n'est reconnu qu'à hauteur du montant total net des pertes actuarielles, de la valeur actualisée du coût des services passés et d'éventuelles diminutions des cotisations futures.

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies regroupent des régimes complémentaires de retraite, d'indemnités de départ, de médailles du travail et de couverture médicale.

Nature des engagements des régimes à prestations définies

Régimes complémentaires de retraite

Ces régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social et qui est comptabilisée en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Indemnités de départ

Les indemnités de départ sont le plus souvent liées à des conventions collectives signées avec les salariés et concernent principalement des indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

Programmes de médailles du travail

Les programmes de médaille du travail, prévus le cas échéant par des accords d'entreprise, constituent des gratifications supplémentaires versées aux salariés qui justifient d'une certaine ancienneté au sein de leur société.

Régimes de couverture médicale

Les régimes de couverture médicale concernent exclusivement les filiales américaines du Groupe (couverture médicale du personnel durant la retraite—« post retirement medical care »). Pour les entités européennes, la couverture médicale est assurée par le biais de cotisations obligatoires auprès d'organismes sociaux étatiques. Ces cotisations obligatoires sont comptabilisées en résultat selon la même logique que les salaires et traitements.

Couverture des engagements des régimes à prestations définies

Les engagements de certains régimes sont tout ou partiellement couverts par des contrats souscrits auprès de sociétés d'assurances ou fonds de pension, en fonction de la réglementation en vigueur dans le pays où les avantages sont octroyés (notion de « funded obligation »).

Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

Rémunération en actions ou liées aux actions

Arcelor S.A. dispose d'un plan d'attribution d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2003. Par ailleurs, des options sur actions Usinor ont été attribuées à certains directeurs et employés d'Usinor.

Les options sur actions ont été émises au cours du marché à la date de l'attribution et peuvent être exercées à ce prix. Aucun coût lié à ces avantages n'est comptabilisé en compte de résultat. Lorsque les options sont exercées, les encaissements reçus diminués des coûts de transaction sont crédités au capital souscrit et à la prime d'émission.

17) Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail

Des indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en provision et en charges lorsque le Groupe est engagé à mettre fin au contrat de travail d'une ou plusieurs catégories de salariés avant l'âge de la retraite ou suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Ces indemnités de fin de contrat de travail ne confèrent pas au Groupe d'avantages économiques futurs (prestation de service des salariés) et sont donc comptabilisées immédiatement en charges.

Au sein du Groupe, les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail se décomposent en deux catégories :

Provisions sociales dans le cadre de plans de restructuration

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a annoncé auprès de l'ensemble des salariés concernés ou de leurs représentants un plan social détaillé et formalisé en application de la norme IAS 37. Ces plans sociaux peuvent se traduire par des mesures de licenciement ou de mise en départ en préretraite.

Les indemnités sont calculées en fonction du nombre approximatif des personnes pour lesquelles il doit être mis fin au contrat de travail. Lorsqu'elles sont exigibles à plus de douze mois après la clôture, elles sont actualisées par application d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés de première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

Plans de préretraite

Au sein du Groupe, les programmes de préretraite constituent le plus souvent la mise en oeuvre de plans sociaux ; cette mise en oeuvre est considérée effective lorsque les salariés concernés ont été formellement informés et que les engagements ont fait l'objet d'un calcul actuariel approprié. Les plans de préretraite peuvent également être liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

Les engagements, dans les deux cas de figure évoqués, sont calculés sur base du nombre effectif de personnes susceptibles de partir en préretraite conformément à la norme IAS 19. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire. Les engagements sont actualisés en fonction d'un taux correspondant au taux de rendement des emprunts obligataires de sociétés première catégorie et dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

18) Autres Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe.

Garanties techniques

Une provision pour garanties techniques est comptabilisée lorsque des produits ou services sujets à garantie technique sont vendus. L'estimation du montant à provisionner est fonction de l'expérience passée et se fonde sur la simulation de tous les scénarios possibles en fonction de leur probabilité de survenance respective.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en oeuvre ou que les détails du plan de restructuration ont fait l'objet d'une annonce publique.

Environnement

Le Groupe, de manière générale, évalue les risques environnementaux au cas par cas, en fonction des exigences légales applicables, et comptabilise une provision sur base des meilleures informations disponibles, sous réserve que ces informations permettent de déterminer une perte probable, estimée de façon suffisamment fiable.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables permettant de satisfaire aux obligations contractuelles.

19) Fournisseurs et autres créiteurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

20) Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le Groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par conséquent, compte tenu du caractère cyclique de l'activité, des actifs d'impôt peuvent être comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices.

Notes aux états financiers consolidés

Note 2 – Méthodes comptables

21) Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Ventes de biens et prestations de services

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat et les coûts du contrat associés sont comptabilisés respectivement en produits et charges en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat de construction. Le degré d'avancement est évalué sur base d'examen des travaux réalisés.

Les pertes attendues sur les contrats de construction sont immédiatement comptabilisées en charges.

Produits d'intérêts et dividendes

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat, prorata temporis, sur base du taux de rendement effectif.

Les dividendes à recevoir sont comptabilisés en résultat à la date à laquelle l'Assemblée générale les a approuvés.

22) Politique de gestion des risques financiers

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, swaps de taux d'intérêts et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de change et de taux d'intérêt qui découlent des activités d'exploitation, de financement et d'investissement.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits ou pertes latentes qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

À la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêts est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêts actuels et du risque de crédit des contreparties.

La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est-à-dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

Couverture des flux de trésorerie

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisée sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

Si l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte conduit à comptabiliser un actif ou un passif, les profits ou pertes associés qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres sont sortis des capitaux propres et intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition ou dans toute autre valeur comptable de l'actif ou du passif.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte cumulé dégagé sur l'instrument de couverture est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Lorsque la transaction se produit, le principe de comptabilisation détaillé ci-dessus s'applique. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se produise, le produit ou la charge net cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

Couverture de juste valeur

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat net.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, tout le profit ou la perte réalisé est porté en résultat.

23) Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et le deuxième niveau de l'information sectorielle du Groupe sont respectivement le « secteur d'activité » et le « secteur géographique ».

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants. Ces actifs sont identifiés dans la ligne « actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs

courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont identifiés dans la ligne « passifs non alloués ».

Note 3 – Variations du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2003, le périmètre de consolidation du Groupe Arcelor comprend, au côté d'Arcelor S.A. 442 sociétés consolidées par intégration globale (31 décembre 2002 : 474 sociétés consolidées par intégration globale). Par ailleurs, le Groupe met 227 sociétés en équivalence (31 décembre 2002 : 168 sociétés mises en équivalence). L'augmentation du nombre d'entreprises mises en équivalence s'explique par la prise en compte au 31 décembre 2003 de sociétés incluses dans des sous-groupes mis en équivalence et non dénombrées individuellement au 31 décembre 2002.

Les principales évolutions du périmètre de consolidation depuis le 31 décembre 2002 sont les suivantes :

Acquisitions

Suite au rachat auprès du groupe Duferco du laminoir de Pallanzeno, produisant des petites et moyennes poutrelles, et d'une participation de 49,9 % dans l'aciérie de San Zeno, la société Travi e Profilati di Pallanzeno SPA (Italie, Aciers Longs Carbone) est intégrée globalement et la société San Zeno Acciai—Duferco SPA (Italie, Aciers Longs Carbone) est mise en équivalence depuis le 1er juillet 2003.

Cessions

Conformément à ses engagements auprès de la Commission européenne, le Groupe a procédé au cours de l'année 2003 aux cessions suivantes (la participation de 49 % dans la société espagnole Bamesa ayant déjà été cédée en septembre 2002) :

Conformément à ses engagements auprès de la Commission européenne, le Groupe a procédé au cours de l'année 2003 aux cessions suivantes (la participation de 49 % dans la société espagnole Bamesa ayant déjà été cédée en septembre 2002) :

- Cession de la participation de 75,5 % dans la ligne de galvanisation au trempé Galmed (Espagne, Aciers plats au carbone) au groupe ThyssenKrupp Stahl le 31 mars 2003 ;
- Cession des sociétés Beautor (Belgique, Aciers plats au carbone) et Sorral (France, Aciers plats au carbone), spécialisées dans le laminage à froid, l'électro-zingage et la galvanisation au trempé, au groupe Duferco en avril 2003 ;
- Cession, également en mars et avril 2003 de l'ensemble des sites et filiales de la société Cofrafer (France, Distribution-Transformation-Trading), spécialisées dans le refendage, l'oxycoupage et la distribution ;
- En juin 2003, cession des 50 % détenus dans la société de laminage à froid et galvanisation Lusosider (Portugal, Aciers Plats Carbone) au groupe Corus ;
- Cession en septembre 2003 de la ligne de galvanisation de Laminoir de Dudelage (Luxembourg, Aciers Plats Carbone) à la société Dugal ;
- Cession en octobre 2003 de la participation de 66,67 % dans l'unité de galvanisation Segal (Belgique, Aciers Plats Carbone) au groupe Corus ;
- Enfin, cession en décembre 2003 à l'actionnaire majoritaire de la participation de 39,93 % dans la société Finarvedi (Italie, Aciers Plats Carbone)

Par ailleurs, le groupe Arcelor a cédé son activité Plastiques (groupe PUM Plastiques—France, Distribution-Transformation-Trading) à la société Point.P (Filiale du groupe Saint-Gobain). PUM Plastiques, avec un chiffre d'affaires de 234 millions d'euros, est spécialisé dans la distribution de produits plastiques destinés aux marchés du Bâtiment et des Travaux Publics.

Enfin, le sidérurgiste finlandais Rautaruukki a racheté fin décembre Dikema Stal AS (Norvège, Distribution-Transformation-Trading), spécialisée dans la préfabrication de produits en métal et les centres de services.

Autres opérations

La société BMP Siderurgica S.A. (Brésil, Aciers Longs Carbone) est consolidée par intégration globale depuis le 1er avril 2003. En effet, la société, anciennement Mendes Júnior Siderurgia SA, est devenue une filiale du groupe à travers Belgo-Mineira Participação Indústria e Comércio, qui détient 99 % de son capital social. Depuis le mois de juin 2003, BMP Siderurgica S.A. opère sur le site de Juiz de Fora, terminant ainsi le contrat de leasing que Belgo-Mineira Participação Indústria e Comércio avait auparavant avec le Groupe Mendes Júnior.

Le Groupe a également augmenté sa participation dans la société Companhia Siderurgica de Tubarao (CST) au Brésil (Aciers Plats Carbone). Celle-ci passe de 24,4 % au 31 décembre 2002 à 29,4 % au 31 décembre 2003 suite notamment à la cession au Groupe et à CVRD de la participation d'Acesita (Brésil, Aciers Inoxydables) dans Aços Planos do Sul (Brésil, Aciers Plats Carbone).

Les sociétés suivantes du secteur Distribution-Transformation-Trading ont été consolidées pour la première fois en 2003 :

- Arcelor Dystrybucja Polska SP.Z.O.O. (Pologne),
- Arcelor Distribucia Slovensko SRO (Slovaquie),
- Arcelor Acelkereskedelmi KFT (Hongrie),
- Arcelor Distribuce-CZ SRO (République Tchèque).

Dans le secteur Aciers Inoxydables les sociétés suivantes ont été consolidées pour la première fois en 2003 :

- Trefilados Inoxydables de Mexico (Mexique),
- TEVI-Trafilerie e Viterie Italiana S.R.L et Alinox S.R.L. (Italie),
- Ugitech UK Ltd (Royaume-Uni),
- Ugine-Savoie Iberica S.A. (Espagne),
- Ugine-Savoie Suisse S.A. (Suisse),
- Ugine & ALZ S.A. (France),
- Longtain Aciers Spéciaux et Inoxydables-Longtain Inox (Belgique).

Dans le cadre de l'optimisation et de la restructuration des activités du Groupe, les opérations suivantes ont également été effectuées :

- Absorption par Usinor S.A. des sociétés Valinter, Auxidev, Indus, Sideco et Société Industrielle de Souvigny (France, Autres activités) ;
- Absorption de Bruyères Acier Service par Cisatol (France, Distribution-Transformation-Trading),
- Absorption de Sprint Métal par Ugitech (France, Aciers Inoxydables),
- Absorption de Rostfrei Coil Center Beteiligung GmbH par RCC GmbH (Allemagne, Aciers Inoxydables),
- Absorption de Profilarbed Distribution France SAS par Arcelor Profil (France, Distribution-Transformation-Trading),
- Liquidation des sociétés Sidinvest (Belgique, Autres activités) et Financieringmaatschappij Dikema B.V.(Pays-Bas, Distribution- Transformation-Trading).

Enfin, le groupe Traxys (Luxembourg, Distribution-Transformation-Trading), sous contrôle conjoint entre le Groupe Arcelor et Umicore et issu de l'apport par Arcelor des sociétés Considar Inc., Considar

Europe S.A., actives dans le trading de ferro-alliages, est mise en équivalence depuis le 3ème] trimestre 2003.

La juste valeur des actifs nets acquis est présentée ci-après. Elle correspond à l'acquisition des sociétés Travi e Profilati di Pallanzano SPA, San Zeno Acciai—Duferco SPA ainsi qu'à l'intégration globale de BMP Siderurgica S.A. décrites plus haut :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
	En millions d'euros	
Immobilisations incorporelles	—	1
Immobilisations corporelles	157	4
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10	29
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	6	6
Stocks	—	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	—
Impôts différés actifs / passifs nets	43	—
Emprunts portant intérêts	-3	-9
Provisions pour pensions et avantages assimilés	-3	—
Autres provisions	-1	-2
Dettes (fournisseurs et autres)	-6	-4
Intérêts minoritaires	—	1
Juste valeur des actifs nets acquis	207	28
Goodwill net comptabilisé	-30	3
Coût d'acquisition total	177	31
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	4	—
Solde payé au cours des exercices antérieurs	-115	—
À payer lors d'exercices ultérieurs	-17	-1
Décassement lié à l'acquisition	-41	-30

La juste valeur des actifs nets cédés est présentée ci-après :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Immobilisations corporelles	120	44
Participations dans les entreprises mises en équivalence.....	97	45
Autres participations	2	21
Créances et actifs financiers (commerciales et autres)	162	-6
Stocks	186	77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	19
Impôts différés actifs / passifs nets	-3	-2
Emprunts portant intérêts	-149	-40
Provisions pour pensions et avantages assimilés	-5	-2
Autres provisions.....	-7	-34
Dettes (fournisseurs et autres)	-160	-118
Intérêts minoritaires.....	-23	-5
Juste valeur des actifs nets cédés.....	239	-1
Reprise goodwill net comptabilisé	-13	-41
Prix de cession.....	339	67
Résultat de cession	113	25
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	-11	-19
Remboursement des dettes envers les sociétés cédées	-13	—
À recevoir lors d'exercices ultérieurs.....	-31	—
Encaissement lié à la cession.....	284	48

Note 4 – Immobilisations incorporelles

En millions d'euros	<u>Écart d'acquisition</u>	<u>Concessions, brevets, licences et droits similaires</u>	<u>Autres</u>	<u>TOTAL</u>
Valeur brute à l'ouverture.....	-1 041	216	235	-590
Acquisition.....	-30	33	1	-4
Cessions.....	23	-3	-3	17
Variations de périmètre.....	-50	—	—	-50
Ecarts de conversion.....	3	-2	1	2
Autres.....	329	-5	-6	318
Valeur brute à la clôture.....	-776	239	228	-309
Amortissements cumulés à l'ouverture.....	-5	-144	-211	-360
Acquisitions / Cessions.....	—	2	—	2
Amortissements.....	111	-38	—	73
Ecarts de conversion.....	—	1	—	1
Autres.....	25	4	13	42
Amortissements cumulés à la clôture.....	121	-175	-198	-252
Valeur nette comptable à l'ouverture.....	-1 046	72	24	-950
Valeur nette comptable à la clôture.....	-645	64	30	-551

4.1 - Ecarts d'acquisition positifs

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2003

En millions d'euros	<u>Valeur nette 2002</u>	<u>Acquisitions</u>	<u>Dotations</u>	<u>Autres</u>	<u>Valeur nette 2003</u>
Sollac / S3P.....	9	—	-1	—	8
Avis Steel.....	2	—	—	-1	1
ProfilARBED Distribution France.....	4	—	—	-4	—
Arcelor Profil.....	—	—	-1	4	3
Galtec.....	5	—	-2	—	3
Weha Edelstahl.....	3	—	-1	—	2
CFA.....	—	13	-3	—	10
Haironville Portugal.....	—	2	—	—	2
Trefilados Mexico.....	—	2	—	—	2
TOTAL.....	23	17	-8	-1	31

Détail des écarts d'acquisition positifs nets en 2002

En millions d'euros	<u>Valeur nette 2001</u>	<u>Acquisitions</u>	<u>Dotation</u>	<u>Valeur nette 2002</u>
Sollac / S3P	10	—	-1	9
Avis Steel	2	—	—	2
ProfilARBED Distribution France	—	5	-1	4
Galtec	—	6	-1	5
Weha Edelstahl	—	3	—	3
TOTAL	12	14	-3	23

4.2- Ecarts d'acquisition négatifs

Détail des écarts d'acquisition négatifs nets en 2003

En millions d'euros	<u>Valeur nette 2002</u>	<u>Acquisitions</u>	<u>Dotations</u>	<u>Cessions</u>	<u>Autres</u>	<u>Valeur nette 2003</u>
La Magona	12	—	-2	—	—	10
Cockerill Sambre	673	—	-103	-13	-61	496
Arbed/Aceralia	362	—	-5	—	-283	74
APSL	—	43	-3	—	—	40
BMP Siderurgica S.A.	—	30	-2	—	—	28
Investissements Technologies	—	17	-3	—	—	14
Alinox	—	3	-1	—	—	2
Autres	22	4	—	—	-14	12
TOTAL	1 069	97	-119	-13	-358	676

La rubrique Autres inclut un solde de 330 millions repris en résultat suite à la survenance en 2003 de frais de restructuration identifiés lors de la comptabilisation de l'opération de rapprochement entre Aceralia, Arbed et Usinor au 28 février 2002.

Détail des écarts d'acquisition négatifs nets en 2002

En millions d'euros	<u>Valeur nette 2001</u>	<u>Acquisitions</u>	<u>Dotation</u>	<u>Autres</u>	<u>Valeur nette 2002</u>
La Magona	14	—	-2	—	12
Cockerill Sambre	905	—	-116	-116	673
Arbed/Aceralia	—	432	-4	-66	362
Autres	—	26	-4	—	22
TOTAL	919	458	-126	-182	1 069

Les écarts d'acquisition nets relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés sous la rubrique « participations dans les entreprises mises en équivalence ».

Note 5—Immobilisations corporelles

En millions d'euros	<u>Terrains & Constructions</u>	<u>Installations techniques et machines</u>	<u>Acomptes & Immobilisations corporelles en-cours</u>	<u>Autres</u>	<u>TOTAL</u>
Valeur brute à l'ouverture..	3 139	12 200	757	589	16 685
Acquisitions.....	53	303	869	68	1 293
Cessions	-154	-270	-4	-49	-477
Variation de périmètre.....	48	243	5	5	301
Écarts de conversion.....	-46	-180	-22	-10	-258
Autres	112	634	-825	100	21
Valeur brute à la clôture	3 152	12 930	780	703	17 565
Amortissements cumulés à l'ouverture	-866	-6 193	—	-358	-7 417
Amortissements	-109	-882	—	-73	-1 064
Dépréciations.....	-87	-340	-16	-5	-448
Cessions	34	183	—	29	246
Variation de périmètre.....	-8	-139	—	-3	-150
Écarts de conversion.....	21	116	1	6	144
Autres	-28	126	—	-27	71
Amortissements cumulés à la clôture	-1 043	-7 129	-15	-431	-8 618
Valeur nette comptable à l'ouverture	2 273	6 007	757	231	9 268
Valeur nette comptable à la clôture	2 109	5 801	765	272	8 947

En 2003, la valeur brute des contrats de crédit-bail capitalisés est de 101 millions d'euros (112 millions d'euros en 2002) ; la valeur nette est de 49 millions d'euros (48 millions en 2002).

Les dépréciations concernent à concurrence de 323 millions d'euros le secteur des Aciers Inoxydables, dont J&L, filiale du Groupe aux États-Unis.

Des immobilisations corporelles pour une valeur de 60 millions d'euros sont données en garantie de dettes financières (2002 : 231 millions).

Note 6—Participations dans les entreprises mises en équivalence

En millions d'euros	<u>Valeur de mise en équivalence</u>	<u>Écarts d'acquisition nets</u>	<u>TOTAL</u>
Solde au 31 décembre 2002.....	1 702	78	1 780
Acquisitions	32	—	32
Cessions	-97	-19	-116
Résultat de l'exercice.....	145	-5	140
Distribution	-92	—	-92
Variations du pourcentage d'intégration.....	112	19	131
Écarts de conversion	-106	-13	-119
Augmentation de capital	23	—	23
Autres.....	-8	-13	-21
Solde au 31 décembre 2003.....	1 711	47	1 758

La valeur nette comptable des sociétés mises en équivalence cotées est de 579 millions d'euros au 31 décembre 2003 (2002 : 529 millions). La valeur de marché de ces sociétés est de 654 millions d'euros au 31 décembre 2003 (2002 : 288 millions).

La valeur nette comptable des sociétés mises en équivalence non cotées s'élève à 1 179 millions d'euros (2002 : 1 251 millions) et ne s'écarte pas de manière significative des leurs valeurs de marché.

Les principales participations dans les entreprises associées et coentreprises sont les suivantes :

En millions d'euros	<u>% d'intérêt à fin 2003</u>	<u>Valeur bilan au 31/12/03</u>	<u>% d'intérêt à fin 2002</u>	<u>Valeur bilan au 31/12/02</u>
ENTREPRISES ASSOCIÉES				
<i>Aciers Plats Carbone</i>				
CST (Brésil).....	29,6 %	424	24,6 %	386
Gonsider (Espagne)	—	—	42,9 %	222
Holding Gonvarri SRL (Espagne).....	58,8 %	60	—	—
Gonvarri Industrial (Espagne).....	59,8 %	181	—	—
Gestamp (Espagne).....	35,0 %	109	35,0 %	101
CLN (Italie)	35,0 %	68	35,0 %	66
Finarvedi (Italie)	—	—	39,9 %	52
Borcelik (Turquie)	40,3 %	50	40,3 %	52
Carsid (Belgique).....	40,0 %	16	40,0 %	23
Cia Hispano-Brasileira de Pelotização (Brésil).....	49,1 %	12	49,1 %	11
<i>Aciers Inoxydables</i>				
Acesita (Brésil)	27,7 %	111	27,7 %	98
<i>Distribution, Transformation, Trading</i>				
Condesa (Espagne)	48,8 %	53	48,8 %	50
IMS (France).....	36,0 %	44	36,0 %	45
Traxys SA (Luxembourg).....	50,0 %	22	—	—
Alfonso Gallardo (Espagne)	—	—	30,0 %	11
Hierros y Aplanaciones (Espagne).....	15,0 %	11	15,0 %	10
<i>Aciers Longs Carbone</i>				
LME (France)	34,0 %	17	34,0 %	14
Société Nationale de Sidérurgie (Maroc)	8,5 %	12	8,5 %	11
San Zeno Acciai—Duferco (Italie)	49,9 %	9	—	—
<i>Autres Activités</i>				
Groupe Atic (France).....	45,1 %	19	45,1 %	18
Soteg (Luxembourg).....	20,0 %	13	20,0 %	12
COENTREPRISES				
<i>Aciers Plats Carbone</i>				
Lusosider (Portugal)	—	—	50,0 %	30
<i>Aciers Longs Carbone</i>				
TrefilARBED Kiswire (Corée)	50,0 %	74	50,0 %	77
<i>Autres activités</i>				
Ensemble DHS (Allemagne).....	51,3 %	361	51,3 %	381
Divers entreprises associées et coentreprises	—	92	—	110
TOTAL		1 758		1 780

Le sous-groupe Gonvarri, constitué de la société Holding Gonvarri SRL et du sous-groupe Gonvarri Industrial, est mis en équivalence étant donné que le Groupe ne contrôle pas la holding Gonsider SL. Au 31 décembre 2002, ce sous-groupe était mis en équivalence via l'ensemble Gonsider Groupe incluant les mêmes sociétés.

Les principaux écarts d'acquisition relatifs aux sociétés mises en équivalence sont les suivants :

En millions d'euros	Valeur nette 2003	Valeur nette 2002
Acesita	48	63
CST	16	—
Finarvedi	—	19
Groupe DHS	-10	—
Gestamp	—	7
Carsid	-8	-12
Autres	1	1
TOTAL	47	78

Note 7—Autres participations

Principales participations non consolidées et autres titres non consolidés :

En millions d'euros	2003	2002
Parts dans les entreprises liées	126	196
Titres de participation	71	78
Autres titres à caractère d'immobilisations	110	192
TOTAL	307	466

La diminution des parts dans les entreprises liées correspond essentiellement à la dépréciation des titres en fonction de leur juste valeur.

La diminution des autres titres à caractère d'immobilisations comprend principalement une réduction de 103 millions liée à l'intégration globale de BMP Siderurgica S.A. (Brésil, Aciers Longs Carbone), précédemment dénommée Mendes Junior.

Note 8—Créances et autres actifs financiers

Créances rattachées à des participations, prêts et autres immobilisations financières :

En millions d'euros	2003	2002
Acesita	—	55
Acindar	121	95
Carsid	89	110
Forecast international	7	8
Duferco	17	—
ThyssenKrupp Stahl	13	—
Prêts de Sodisid	11	21
Titrisation Sodisid	30	26
Réévaluation des instruments de couverture de taux d'intérêt et de change	68	86
Dépôts de garantie	142	217
Couverture de régime de pensions et assimilés	10	5
Autres	185	143
TOTAL	693	766

Note 9—Stocks

Les stocks sont présentés ci-dessous en distinguant la part maintenue au coût historique de celle comptabilisée à la valeur nette de réalisation.

Au 31 décembre 2003, les stocks sont évalués comme suit :

En millions d'euros	<u>Stocks</u> <u>maintenus au</u> <u>coût</u> <u>historique</u>	<u>Stocks</u> <u>valorisés à</u> <u>la valeur</u> <u>nette de</u> <u>réalisation</u>	<u>TOTAL</u>
Matières premières et marchandises	629	1 365	1 994
Produits en-cours de production	607	750	1 357
Produits finis.....	471	1 177	1 648
Contrats en cours	95	—	95
Pièces de rechange.....	93	293	386
Avances et acomptes sur commandes	17	—	17
TOTAL	1 912	3 585	5 497

Au 31 décembre 2002, les stocks sont évalués comme suit :

En millions d'euros	<u>Stocks</u> <u>maintenus au</u> <u>coût</u> <u>historique</u>	<u>Stocks</u> <u>valorisés à</u> <u>la valeur</u> <u>nette de</u> <u>réalisation</u>	<u>TOTAL</u>
Matières premières et marchandises	554	1 896	2 450
Produits en-cours de production	976	486	1 462
Produits finis.....	604	1 229	1 833
Contrats en cours	85	—	85
Pièces de rechange.....	13	232	245
Avances et acomptes sur commandes	16	—	16
TOTAL	2 248	3 843	6 091

Les corrections de valeurs ramenant les stocks à leur valeur nette de réalisation s'élèvent à 531 millions d'euros au 31 décembre 2003 (610 millions au 31 décembre 2002).

Note 10—Clients

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Valeurs brutes.....	3 431	4 460
Dépréciation	-178	-140
TOTAL	3 253	4 320

Le poste « clients » incluait au 31 décembre 2002 un montant de 1 097 millions d'euros de créances faisant l'objet de contrats de titrisation. Ces créances, conformément aux dispositions actuelles de l'IAS 39, ne pouvaient être comptabilisées comme des cessions et étaient donc maintenues au bilan. Leur contrepartie en terme de financement était renseignée sous la rubrique du passif « Partie à court terme des emprunts ».

Note 10 – Clients

Par ailleurs, le Groupe a conclu un contrat d'achat et de vente de certaines créances commerciales à un tiers. Ce contrat remplace l'ensemble des contrats de titrisation existant au 31 décembre 2002. Les risques et bénéfices substantiels liés aux créances cédées sont supportés par le tiers, le Groupe n'assumant pas le risque de crédit associé. Le Groupe conserve le risque de taux sur une période de trois mois après cession des créances et assure le recouvrement des fonds pour compte du tiers. La rémunération correspondante à recevoir ou la pénalité à payer, tels que définis dans le contrat cadre

d'achat et vente, dépendent du bon recouvrement des créances. L'encours net relatif aux créances cédées s'élève à 1 459 millions d'euros au 31 décembre 2003 (2002 : 498 millions d'euros).

Note 11—Autres débiteurs

En millions d'euros	2003	2002
Créances d'impôt.....	444	449
Réévaluation des instruments de couverture de change.....	16	29
Réévaluation des instruments de couverture sur matières premières.....	50	3
Débiteurs divers.....	868	852
TOTAL.....	1 378	1 333

Note 12—Trésorerie et équivalents de trésorerie

En millions d'euros	2003	2002
Valeurs mobilières de placement.....	1 024	228
Liquidités détenues en banque et en caisse.....	687	782
Dépôts bancaires à court terme.....	179	229
TOTAL.....	1 890	1 239

13.1 – Capital social et prime d'émission

Au terme des Offres Publiques d'Échange en février 2002, 118 792 739 titres d'Aceralia (soit 95,03 %), 11 559 672 titres d'Arbed (soit 99,45 %) et 245 697 269 titres d'Usinor (soit 97,58 %) ont été convertis en 528 354 061 titres Arcelor. Ces titres viennent s'ajouter aux 6 450 actions émises lors de la création de Arcelor S.A. le 8 juin 2001.

L'apport des titres chez Arcelor S.A. a été effectué à une valeur unitaire de 14 euros pour un montant total de 7 397 millions d'euros réparti à hauteur de 2 642 millions d'euros en capital social et 4 755 millions d'euros en prime d'émission.

Dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait par voie d'échange lancée par Arcelor S.A. le 9 juillet 2002 sur les actions Usinor, 3 351 776 actions Arcelor ont été émises en échange de la livraison d'actions Usinor au 31 décembre 2002. Après la radiation des titres Usinor du premier marché d'Euronext Paris et dans le cadre de l'exercice de la faculté d'échange des actions Usinor, 654 122 actions Arcelor ont été émises en 2002 et 674 387 actions supplémentaires en 2003.

Au terme de ces opérations, Arcelor SA détient 99,24 % des titres Usinor.

Au 31 décembre 2003, le capital est composé de 533 040 796 actions ordinaires, entièrement libérées et représentant 2 665 203 980 euros. La prime d'émission s'élève à 4 795 105 775 euros.

Le capital autorisé s'élève à cinq milliards d'euros.

Le nombre d'actions en circulation a évolué comme suit :

	Nombre d'actions (milliers)
31 décembre 2001 (Usinor) :	251 776
Capital initial Newco	6
Augmentations de capital—Apport à Arcelor.....	282 657
Actions Usinor non converties.....	-2 073
31 décembre 2002 (Arcelor)	532 366
Augmentations de capital.....	675
31 décembre 2003.....	533 041

13.2 Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion de -71 millions d'euros (-309 millions d'euros en 2002) correspond principalement aux effets de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

13.3 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Arcelor S.A. a conclu le 30 juin 2003 un plan d'attribution d'options de souscription d'actions.

1 300 000 actions ont été attribuées à 73 bénéficiaires.

Par ailleurs, les bénéficiaires des plans d'attribution d'options de souscription d'actions d'Usinor disposent de la faculté de convertir leurs actions Usinor en actions Arcelor.

Au 31 décembre 2002, Usinor S.A. disposait de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions.

Le premier plan, conclu le 21 novembre 1997, porte sur 1 374 000 actions attribuées à 295 bénéficiaires.

Le deuxième plan, conclu le 7 mars 2000, porte sur 2 380 000 actions attribuées à 460 bénéficiaires.

Le plan conclu le 11 décembre 1995 et portant sur 757 000 actions attribuées à 66 bénéficiaires est arrivé à expiration le 10 décembre 2002. Au terme de ce plan, 628 000 actions ont été levées et 129 000 perdues.

Les mouvements du nombre d'options d'achat au cours de l'exercice se présentent comme suit :

(En nombre d'options)	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Options au début de l'exercice	3 465 400	4 139 900
Options émises durant l'exercice	1 300 000	—
Options exercées durant l'exercice.....		-539 000
Options arrivées à échéance durant l'exercice	-85 900	-135 500
Options à la fin de l'exercice	4 679 500	3 465 400

Les options d'achat émises au 31 décembre 2003 ont les caractéristiques suivantes :

<u>Date d'échéance</u>	<u>Prix d'exercice</u> <u>(en euros)</u>	<u>Nombre</u> <u>d'options</u>
21/11/2002 - 21/11/2004	13,92	1 198 600
07/04/2003 - 07/04/2008	15,24	2 180 900
01/07/2006 - 30/06/2010	9,94	1 300 000
TOTAL.....		4 679 500

13.4 Actions propres

	<u>Nombre de titres</u>	<u>Valeur(millions</u> <u>d'euros)</u>
31 décembre 2001	—	—
Acquisitions liées à l'opération de regroupement	68 420 405	958
Autres acquisitions	214 990	3
Cessions.....	-13 968 163	-205
31 décembre 2002*	54 667 232	756
Acquisitions.....	511 715	4

Cessions.....	-534 158	-4
31 décembre 2003	54 644 789	756
* 6 000 000 de titres ont fait l'objet d'un prêt court terme à des tiers		

13.5 Dividendes

Le Conseil d'administration proposera comme distribution relative à l'exercice 2003 un dividende brut de 0,40 euro par action qui sera mis en paiement le 24 mai 2004. Ces états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée générale le 30 avril 2004.

Note 14—Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

	<u>2003</u>	<u>2002</u> <u>pro forma</u>	<u>2002</u>
Résultat net Part du Groupe (en millions d'euros)	257	-121	-186
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	478 278 668	485 279 429	485 279 429
Résultat en euros par action	0,54	-0,25	-0,38

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs. Par ailleurs, le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière nette d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des bons de souscriptions et des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour de l'exercice pour les années suivantes.

	<u>2003</u>	<u>2002</u> <u>pro forma</u>	<u>2002</u>
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action (en millions d'euros)	257	-121	-186
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action.....	478 278 668	485 279 429	485 279 429
Résultat dilué en euros par action *	0,54	-0,25	-0,38

* Le résultat dilué par action est égal au résultat par action. En effet, les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (O.C.E.A.N.E.) ayant un impact anti-dilutif, n'ont pas été considérées conformément aux normes IFRS, tant au regard de la charge financière que de leur conversion.

Note 15—Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2003, les intérêts minoritaires augmentent de 69 millions notamment suite à la comptabilisation de la part des minoritaires dans le résultat 2003 (159 millions). Cette augmentation est partiellement compensée par la distribution des dividendes aux minoritaires (37 millions) et des variations de périmètre (87 millions).

Au 31 décembre 2002, les intérêts minoritaires augmentent de 603 millions principalement suite à l'acquisition d'Arbed/Aceralia (865 millions). Cette variation inclut également une réduction des intérêts minoritaires de 1,39 % dans Usinor suite à l'offre publique de retrait par voie d'échange ainsi

qu'une augmentation de l'écart de conversion négatif (-297 millions) principalement lié à la dépréciation du réal brésilien par rapport à l'euro dans le sous-groupe Belgo Mineira.

Note 16—Emprunts portant intérêts

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
	En millions d'euros	
Emprunts obligataires convertibles.....	1 488	1 495
Emprunts obligataires non convertibles.....	1 914	1 170
Emprunts subordonnés remboursables en actions.....	—	250
Dettes envers les établissements de crédit	1 268	1 335
Dettes sur immobilisations en crédit-bail.....	35	40
Juste valeur des instruments financiers de couverture sur taux d'intérêt.....	3	81
Emprunts et dettes financières divers	163	223
Emprunts portant intérêts à long terme	4 871	4 594
Partie court terme des emprunts obligataires	57	56
Dettes envers les établissements de crédit	220	580
Billets de trésorerie.....	619	909
Concours bancaires courants	215	493
Financement net lié à la titrisation *	—	1 097
Emprunts subordonnés remboursables en actions.....	—	189
Dettes sur immobilisations en crédit-bail.....	5	11
Intérêts courus non échus.....	110	96
Emprunts et dettes financières divers	325	390
Emprunts portant intérêts à court terme	1 551	3 821

* Ce financement est annulé au 31 décembre 2003 suite au remplacement des contrats de titrisation par un contrat d'achat et de vente de certaines créances commerciales

16.1 Emprunts obligataires convertibles

En décembre 1998, Usinor a émis 29 761 904 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (O.C.E.A.N.E.) de 12,81 euros à échéance 1^{er} janvier 2006 avec faculté de rachat ou de remboursement anticipé au gré de l'émetteur, et convertibles ou échangeables à raison d'une action pour une obligation. En l'absence de conversion, ces obligations sont remboursables à l'échéance au cours de 14,20 euros.

Le 18 février 2000, Usinor a émis 25 000 000 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (O.C.E.A.N.E.) de 19,87 euros à échéance 1^{er} janvier 2005 avec faculté de rachat ou de remboursement anticipé au gré de l'émetteur, et convertibles ou échangeables à raison d'une action pour une obligation. En l'absence de conversion, ces obligations sont remboursables à l'échéance au cours de 19,87 euros.

Au terme des Offres Publiques d'Échange, 24 680 648 « O.C.E.A.N.E. Usinor 2005 » (soit 98,72 %) et 27 720 876 « O.C.E.A.N.E. Usinor 2006 » (soit 97,01 %) ont été converties en titres obligataires Arcelor.

En juin 2002, Arcelor a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible pour un montant nominal de 750 millions d'euros représenté par 38 961 038 titres. Cet emprunt vient à échéance en 2017 et porte un intérêt de 3 %.

Dans la période postérieure aux Offres Publiques d'Échange, les titres obligataires « Arbed 3,25 % senior convertible note 2004 » ont été convertis contre remise de 8 775 712 actions propres Arcelor. Le solde non converti a fait l'objet d'un remboursement anticipé au 27 avril 2002.

Les emprunts obligataires convertibles sont présentés au bilan comme suit (hors intérêts courus) :

En millions d'euros	2003	2002
Valeur nominale des obligations convertibles	1 633	1 640
Composante capitaux propres, nette d'impôts différés.....	-101	-101
Passif d'impôts différés.....	-44	-44
Composante passif au bilan	1 488	1 495

16.2 Emprunts subordonnés remboursables en actions

Auxidev (société holding absorbée par Indus le 15 septembre 2003, société elle-même absorbée par Usinor le 16 septembre 2003) a émis en décembre 1998 un montant de 259 millions d'euros de titres subordonnés remboursables en actions de priorité (TSAR), à échéance 31 décembre 2003.

Valinter (société holding absorbée par Indus le 15 septembre 2003, société elle-même absorbée par Usinor le 16 septembre 2003) a émis le 22 décembre 2000 un montant de 250 millions d'euros de titres subordonnés remboursables en actions de priorité (TSAR) à échéance 31 décembre 2005.

Les deux emprunts ont fait l'objet d'un remboursement anticipé le 30 juin 2003.

16.3 Analyse par devise (hors dettes à court terme)

	2003	%	2002	%
Euro	4 162	85	3 897	85
US Dollar.....	530	11	539	12
Divers	179	4	158	3
TOTAL	4 871	100	4 594	100

Note 16—Emprunts portant intérêts

16.4 Analyse par échéance (hors dettes à court terme)

En millions d'euros	2003	2002
2004	—	385
2005	917	1 131
2006	1 055	960
2007	331	333
2008	834	—
Plus de 5 ans	1 734	1 785
TOTAL	4 871	4 594

16.5 Taux d'intérêt

a) Dettes à long terme

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement Euribor et Libor. Lorsque des couvertures de taux d'intérêt transforment le financement à taux fixe en taux variable, l'emprunt est réputé être à taux variable.

En millions d'euros	2003	2002
Total taux fixe	2 171	2 833
Total taux variable	2 700	1 761
TOTAL	4 871	4 594

b) Instruments financiers de couverture

Le résultat net relatif aux instruments de couverture de la dette est une perte de 18 millions d'euros en 2003 (perte de 24 millions d'euros en 2002).

16.6 Principaux emprunts à long terme individuels

En millions d'euros	2003	2002
Arcelor Finance		
Emprunt obligataire 5,375 % 1998 / 2006	62	—
Emprunt obligataire 6,385 % 2003 / 2015 (120 millions USD)	97	—
Emprunt obligataire Euribor 3 mois 2003 / 2006	100	—
Emprunt obligataire 6 % 2000/2005	102	—
Emprunt obligataire 5,125 % 2003 / 2010	598	—
Emprunt obligataire 6,125 % 2001 / 2008	636	600
Emprunt Euribor 3 mois 2002 / 2006	18	37
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2009	127	—
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2007	150	—
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2007	22	—
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2007	25	—
Emprunt Euribor 3 mois 2003 / 2005	55	—
Emprunt 6,4 % 2001 / 2011	48	—
Emission de titres de créances cessibles	80	—
Emprunt 4,06 % 2003 / 2008	28	—
Autres emprunts	72	—
SOUS-TOTAL	2 220	637
Arcelor		
Emprunt obligataire convertible 3,875 % 2000 / 2005	487	483
Emprunt obligataire convertible 3 % 1998 / 2006	350	330
Emprunt obligataire convertible 3 % 2002 / 2017	651	646
Usinor		
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2007	—	150
Titres subordonnés remboursables en actions de priorité (TSAR)—Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2005 (Valinter)	—	250
Emprunt obligataire convertible 3,875 % 2000 / 2005	—	10
Emprunt obligataire convertible 3 % 1998 / 2006	—	26
Emprunt obligataire 7,25 % (300 millions USD) 1996 / 2006	258	286
Arbed		
Emprunt obligataire 6 % 2000 / 2005	—	104
Emprunt obligataire 5,375 % 1998 / 2006	—	62
Emprunt Euribor 2000 / 2007	40	40
Emprunt Euribor 3 mois 2002 / 2007	—	50
Emprunt Euribor 3 mois 2000 / 2006	70	48
Emprunt 4,75 % 2000 / 2006	—	23
Emprunt Euribor 3 mois 2001 / 2011 (AIS Finance)	125	120
Aceralia		

Emprunt Euribor 3 mois 2002 / 2013	100	100
<i>Sidmar Finance</i>		
Emprunt obligataire 5,75 % 1997 / 2004	—	50
<i>Belgo Mineira</i>		
Emprunt LIBOR 1998 / 2013 (66 millions USD)—Guilman.....	—	63
Emprunt 10 % 2001 / 2004 (30 millions USD)—BMU	—	29
Emprunt 10 % 2001 / 2004 (30 millions USD)—BMU	—	29
Emprunt obligataire TJLP 1998 / 2010 (97 millions BRL)—BMP	25	26
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2011 (83 millions BRL)—BMPS	19	—
Emprunt Libor 2003 / 2006 (65 millions BRL)—Belgo Mineira.....	17	—
Emprunt obligataire IGPM 2003 / 2017 (28 millions BRL)—BMPS	7	—
<i>Vega do Sul</i>		
Emprunt Libor 2002-2014 (50 millions USD)	40	—
Emprunt Libor 2002-2012 (83 millions USD)	66	—
Emprunt TJLP 2002-2010 (179 millions BRL).....	49	—
<i>Cockerill Sambre</i>		
Emprunt Euribor 1997 / 2005 (1milliard BEF)	—	12
Autres emprunts	347	1 020
TOTAL.....	4 871	4 594

Note 17—Provisions pour pensions et avantages assimilés

17.1 Introduction

La majeure partie des sociétés reprises dans le périmètre de consolidation du Groupe Arcelor sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur dans ces pays, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle. Le Groupe fait appel à des actuaires indépendants pour évaluer ces engagements. Une firme indépendante est en outre chargée de coordonner et superviser l'ensemble des calculs actuariels pour le Groupe.

Dans la plupart des pays où est implanté le Groupe, à l'exception de la Belgique, de l'Espagne et des États-Unis où une externalisation est obligatoire, il n'existe pas d'obligation de couvrir les engagements par des contrats souscrits auprès de sociétés d'assurances ou fonds de pension (notion de « funded obligation »).

L'obligation légale d'externalisation concerne principalement Sidmar en Belgique (retraites) et J&L aux États-Unis (retraites et couverture médicale complémentaires). Certaines autres filiales (principalement Usinor SA en France) ont également opté pour cette modalité et externalisent tout ou partie de leurs engagements de retraite par des actifs placés auprès de sociétés d'assurance. Les engagements externalisés sont évalués par des experts indépendants.

La différence entre la valeur actualisée de l'engagement et celle des actifs externalisés destinés à couvrir cet engagement (283 millions d'euros au total, tous avantages complémentaires confondus) représente l'engagement net du Groupe sur ce type de régimes. Elle ne correspond pas à une insuffisance globale de financement mais traduit dans la presque totalité des cas des options de financement prises par les filiales.

17.2 Information financièreDétail des provisions par nature d'engagement

17.2.1 Détail des provisions par nature d'engagement

Les plans de préretraite ont été reclassés sous la rubrique du bilan « provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » (voir note 18 ci-après).

Détail des provisions pour pensions et autres avantages assimilés :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Régimes complémentaires de pension	1 218	1 128
Indemnités de départ	391	377
Régime de couverture médicale	75	49
Médailles du travail	49	43
Total provisions pour pensions et autres avantages assimilés	1 733	1 597

Les charges de l'exercice relatives à l'ensemble de ces avantages complémentaires octroyés au personnel (y compris la charge d'intérêt liée à l'actualisation des engagements) sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de profits et pertes telle que détaillée dans la note 21 de l'annexe.

17.2.2 Pensions

En millions d'euros	<u>France</u>		<u>Belgique</u>		<u>Allemagne</u>		<u>Luxembourg</u>		<u>États-Unis</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Actifs financiers de couverture														
Valeur en début d'exercice..	27	25	257	14	7	7	—	—	76	89	88	51	455	186
Variations de périmètre.....	—	—	—	219	—	—	—	—	—	11	—	41	—	271
Rendement constaté des actifs	-7	2	16	9	—	—	—	—	11	-10	5	2	25	3
Versements complémentaires	—	—	31	24	—	—	1	—	3	8	6	5	41	37
Prestations payées.....	-1	—	-10	-9	—	—	—	—	-9	-9	-6	-3	-26	-21
Acquisitions /cessions /liquidations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-16	—	-16	—
Variations de change.....	—	—	—	—	—	—	—	—	-13	-13	-6	-8	-19	-21
Valeur en fin d'exercice	19	27	294	257	7	7	1	—	68	76	71	88	460	455
Provisions renseignées au bilan														
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers.....	137	120	309	256	7	7	2	—	136	128	75	89	666	600
Juste valeur des actifs financiers	-19	-27	-294	-257	-7	-7	-1	—	-68	-76	-71	-88	-460	-455
Sous-total.....	118	93	15	-1	—	—	1	—	68	52	4	1	206	145
Situation active nette issue des actifs financiers venant en couverture des engagements	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	8	—	9	—
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers.....	519	543	21	19	337	307	177	152	6	11	6	5	1 066	1037
Gains / pertes actuariels non encore reconnus	6	-32	-17	6	-7	—	-21	—	-1	-28	-11	1	-51	-53
Coût des modifications du régime non encore reconnu	—	—	—	—	-9	—	-3	—	—	-1	—	—	-12	-1
Provision au bilan	643	604	19	24	322	307	154	152	73	34	7	7	1 218	1 128
Composante de la charge annuelle														
Coût des services rendus au cours de l'exercice	41	45	10	11	4	3	7	2	3	3	7	17	72	81
Charge d'intérêt.....	45	46	16	14	17	8	10	7	9	9	6	4	103	88
Rendement escompté des actifs	-2	-1	-15	-12	—	—	—	—	-6	-8	-5	-5	-28	-26
Gains / pertes actuariels reconnus dans l'année.....	-3	3	—	—	—	—	—	—	47	—	—	—	44	3
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives.....	—	—	12	—	1	1	2	1	—	5	-7	—	8	7
Réductions et liquidations...	-1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-1	—

En millions d'euros	<u>France</u>		<u>Belgique</u>		<u>Allemagne</u>		<u>Luxembourg</u>		<u>États-Unis</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Charge de l'exercice	80	93	23	13	22	12	19	10	53	9	1	16	198	153
Variation des provisions au bilan														
Provisions au début de l'exercice	604	535	24	21	307	22	152	—	34	34	7	—	1 128	612
Variations de périmètre.....	-3	7	—	19	—	294	—	151	—	5	—	6	-3	482
Variations de change.....	—	—	—	—	—	—	—	—	-11	-5	-1	-1	-12	-6
Situation active nette issue des actifs financiers venant en couverture des engagements	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	8	—	9	—
Reclassements de provisions.....	—	—	3	—	16	—	—	—	—	—	—	—	19	—
Décassements.....	-38	-31	-31	-29	-24	-21	-17	-9	-3	-9	-8	-14	-121	-113
Charge de l'exercice	80	93	23	13	22	12	19	10	53	9	1	16	198	153
Provisions à la clôture de l'exercice	643	604	19	24	322	307	154	152	73	34	7	7	1 218	1 128
Hypothèses actuarielles principales														
Taux d'actualisation	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	6,07 %	6,75 %	—	—	—	—
Taux de rendement des actifs financiers	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	4,00 %	5,75 %	4,00 %	5,75 %	9,07 %	9,00 %	—	—	—	—
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	2,54 %	3,00 %	2,71 %	3,00 %	3,18 %	3,00 %	—	—	—	—
Taux d'inflation.....	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	—	—	—	—
Régimes à contribution définie														
Cotisations de l'exercice.....	—	—	9	9	—	2	—	—	2	1	—	—	11	12

17.2.3 Indemnités de départ

En millions d'euros	<u>France</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Actifs financiers de couverture						
Valeur en début d'exercice	13	13	—	—	13	13
Variations de périmètre.....	—	—	—	—	—	—
Rendement constaté des actifs	-1	—	—	—	-1	—
Versements complémentaires.....	—	—	—	—	—	—
Prestations payées	—	—	—	—	—	—
Acquisitions /cessions /liquidations	—	—	—	—	—	—
Variations de change.....	—	—	—	—	—	—
Valeur en fin d'exercice	12	13	—	—	12	13
Provisions renseignées au bilan						
Valeur actuarielle des engagements couverts par des actifs financiers	15	21	—	—	15	21

En millions d'euros	France		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Juste valeur des actifs financiers	-12	-13	—	—	-12	-13
Sous-total	3	8	—	—	3	8
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	260	253	35	30	295	283
Gains / pertes actuariels non encore reconnus	94	86	-1	—	93	86
Coût des modifications du régime non encore reconnu	—	—	—	—	—	—
Provision au bilan	357	347	34	30	391	377
Composante de la charge annuelle						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	11	11	2	5	13	16
Charge d'intérêt	17	15	1	—	18	15
Rendement escompté des actifs	—	—	—	—	—	—
Gains / pertes actuariels reconnus dans l'année	-6	-6	—	—	-6	-6
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	—	—	—	—	—	—
Réductions et liquidations	-2	—	—	—	-2	—
Charge de l'exercice	20	20	3	5	23	25
Variation des provisions au bilan						
Provisions au début de l'exercice	347	337	30	29	377	366
Variations de périmètre	—	—	4	—	4	—
Variations de change	—	—	—	—	—	—
Décassements	-10	-10	-3	-4	-13	-14
Charge de l'exercice	20	20	3	5	23	25
Provisions à la clôture de l'exercice	357	347	34	30	391	377
Hypothèses actuarielles principales						
Taux d'actualisation	5,75 %	5,75 %	—	—	—	—
Taux de rendement des actifs financiers	5,75 %	5,75 %	—	—	—	—
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00 %	3,00 %	—	—	—	—
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	—	—	—	—

17.2.4 Autres avantages (régimes de couverture médicale, médailles du travail)

En millions d'euros	France		États-Unis		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Actifs financiers de couverture								
Valeur en début d'exercice	—	—	5	8	—	—	5	8
Variations de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendement constaté des actifs	—	—	2	-2	—	—	2	-2
Versements complémentaires	—	—	—	4	—	—	—	4
Prestations payées	—	—	—	-5	—	—	—	-5
Acquisitions / cessions / liquidations	—	—	—	—	—	—	—	—
Variations de change	—	—	-1	—	—	—	-1	—
Valeur en fin d'exercice	—	—	6	5	—	—	6	5
Provisions renseignées au bilan								
Valeur actuarielle des engagements	—	—	80	59	—	—	80	59

En millions d'euros	<u>France</u>		<u>États-Unis</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
couverts par des actifs financiers								
Juste valeur des actifs financiers	—	—	-6	-5	—	—	-6	-5
Sous-total	—	—	74	54	—	—	74	54
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	36	44	2	2	12	2	50	48
Gains / pertes actuariels non encore reconnus	—	-2	1	-6	—	—	1	-8
Coût des modifications du régime non encore reconnu	—	—	-1	-2	—	—	-1	-2
Provision au bilan	36	42	76	48	12	2	124	92
Composante de la charge annuelle								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	2	2	4	—	2	3	8
Charge d'intérêt	2	2	4	4	1	—	7	6
Rendement escompté des actifs	—	—	—	-1	—	—	—	-1
Gains / pertes actuariels reconnus dans l'année	-1	—	38	—	—	—	37	—
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	—	—	—	-17	—	—	—	-17
Réductions et liquidations	—	—	—	—	—	—	—	—
Charge de l'exercice	2	4	44	-10	1	2	47	-4
Variation des provisions au bilan								
Provisions au début de l'exercice	42	43	48	72	2	—	92	115
Variations de périmètre	-1	4	—	—	—	-1	-1	3
Variations de change	—	—	-12	-10	—	—	-12	-10
Reclassements de provisions	—	—	—	—	10	—	10	—
Décassements	-7	-9	-4	-4	-1	1	-12	-12
Charge de l'exercice	2	4	44	-10	1	2	47	-4
Provisions à la clôture de l'exercice	36	42	76	48	12	2	124	92
Hypothèses actuarielles principales								
Taux d'actualisation	5,75 %	5,75 %	6,01 %	6,75 %	—	—	—	—
Taux de rendement des actifs financiers	5,75 %	5,75 %	9,00 %	9,00 %	—	—	—	—
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	3,00 %	3,00 %	3,03 %	3,00 %	—	—	—	—
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	—	—	—	—

Note 18—Provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail reflètent les engagements sociaux du Groupe dans le cadre de plans de restructuration annoncés (qui se traduiront ou non ultérieurement sous forme de plans de préretraite) ou des plans de préretraite liés à des conventions collectives signées avec certaines catégories de salariés.

En millions d'euros	Provisions sociales	Plans de préretraite	Total
Solde au 1^{er} janvier 2003	330	364	694
Dotations	64	70	134
Utilisations et reprises	-69	-106	-175
Transfert de montants auparavant cantonnés en goodwill négatif	148	19	167
Reclassements (plans sociaux transformés en plan de préretraite au cours de l'exercice)	-184	184	0
Autres reclassements, variations de périmètre et de taux de change	-20	—	-20
Total au 31 décembre 2003	269	531	800

Les charges de l'exercice relatives aux provisions sociales sont reprises sous la ligne générale « autres charges opérationnelles » du compte de profits et pertes. Les charges de l'exercice relatives aux plans de préretraite sont reprises sous la ligne générale « charges de personnel » du compte de profits et pertes telle que détaillée dans la note 21 de l'annexe.

18.1 Provisions sociales

Les provisions sociales à la clôture comprennent notamment les indemnités estimées dans le cadre des plans de restructuration suivants :

- Secteur Aciers Plats Carbone (148 millions d'euros) ;
- Secteur Aciers Inoxydables (44 millions d'euros), provisions sociales relatives à la restructuration ou à la fermeture des sites du Creusot, d'Ardoise et de Ugitech S.A. ;
- Secteur Distribution-Transformation-Trading (10 millions d'euros).

Le plan de restructuration de Eko Stahl initié en 2003 (11 millions d'euros) a été immédiatement traduit par des mesures de préretraite. La dotation et la provision correspondantes sont donc directement renseignées sous la rubrique « préretraite ».

Les plans Delta pour la sidérurgie wallonne (162 millions d'euros) et FIT en Allemagne (58 millions d'euros) engagés en 2002 ont été partiellement mis en oeuvre sous forme de plans de préretraite au cours de l'exercice 2003.

18.2 Plans de préretraite

Les plans de préretraite dans le cadre de plans de restructuration ou liés à des conventions collectives font l'objet d'un calcul actuariel. Les hypothèses principales de calcul et les mouvements de l'exercice sont renseignés dans le tableau récapitulatif ci-après.

En millions d'euros	<u>Belgique</u>		<u>Allemagne</u>		<u>Luxembourg</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Provisions renseignées au bilan										
Valeur actuarielle des engagements	399	245	62	46	17	33	46	37	524	361
Gains / pertes actuariels non encore reconnus	2	3	-4	—	8	—	1	—	7	3
Provision au bilan	401	248	58	46	25	33	47	37	531	364
Composante de la charge annuelle										
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5	13	7	22	1	1	9	10	22	46
Charge d'intérêt	15	12	2	2	1	—	2	2	20	16
Gains / pertes actuariels reconnus dans	—	—	-2	—	—	—	—	—	-2	—

En millions d'euros	<u>Belgique</u>		<u>Allemagne</u>		<u>Luxembourg</u>		<u>Autres</u>		<u>Total</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
l'année										
Amortissement du coût des modifications du régime ou des prestations rétroactives	19	—	11	—	—	—	—	—	30	—
Charge de l'exercice	39	25	18	24	2	1	11	12	70	62
Variation des provisions au bilan										
Provisions au début de l'exercice	248	142	46	10	33	—	37	—	364	152
Variations de périmètre	—	132	—	15	—	34	—	26	—	207
Variations de change	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts de montants auparavant cantonnés en goodwill négatif	19	—	—	—	—	—	—	—	19	—
Reclassements (plans sociaux transformés en plan de pré retraite au cours de l'exercice)	175	—	6	—	—	—	3	—	184	—
Décassements	-80	-51	-12	-3	-10	-2	-4	-1	-106	-57
Charge de l'exercice	39	25	18	24	2	1	11	12	70	62
Provisions à la clôture de l'exercice ..	401	248	58	46	25	33	47	37	531	364
Hypothèses actuarielles principales										
Taux d'actualisation	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	5,75 %	—	—	—	—
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,31 %	3,00 %	1,53 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	—	—	—	—
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	—	—	—	—

Note 19—Autres provisions

En millions d'euros	<u>Restructurations</u>	<u>Risques commerciaux</u>		<u>Risques environnementaux</u>		<u>Autres risques</u>	<u>Total</u>
Solde à l'ouverture	51		92		195	701	1 039
Dotations	53		47		23	220	343
Utilisations et reprises	-38		-44		-24	-206	-312
Transfert de montants auparavant cantonnés en goodwill négatif	20				54		74
Reclassements, variations de périmètre et de taux de change	19		-12		1	44	52
Total provisions	105		83		249	759	1 196

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Autres provisions à long terme	983	849
Autres provisions à court terme	213	190
Total autres provisions	1 196	1 039

19.1 Provisions pour restructurations

Les provisions pour restructurations renseignées sous cette rubrique n'incluent pas les engagements sociaux qui sont classés séparément sous la rubrique « provisions pour indemnités de rupture de contrat de travail » détaillée dans la note 18.

Les provisions pour restructurations comprennent notamment des charges liées au coût de démantèlement et assainissement des sites en voie de restructuration.

L'analyse par secteur se présente comme suit :

- Secteur Aciers Plats Carbone : 47 millions d'euros
- Secteur Aciers Inoxydables : 32 millions d'euros
- Autres secteurs : 26 millions d'euros

19.2 Risques commerciaux

Les risques commerciaux incluent principalement les litiges avec les clients, les risques de non-recouvrement de créances échues et les pertes en carnet ou à terminaison, garanties et autres.

19.3 Risques environnementaux

Les provisions pour risques environnementaux se répartissent par zones géographiques de la manière suivante :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Allemagne.....	2	4
Belgique.....	142	91
France	71	71
Luxembourg.....	33	28
Autres.....	1	1
TOTAL	249	195

19.4 Autres risques

Les provisions pour autres risques couvrent notamment les risques suivants :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Litiges	63	23
Risques sociaux.....	24	95
Risques fiscaux	149	163
Autres.....	523	420
TOTAL	759	701

Note 20—Autres créditeurs

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Fournisseurs d'immobilisations.....	222	248
Avances et acomptes versés sur commandes	188	166
Réévaluation des instruments de couverture de change	25	27
Dettes fiscales et sociales.....	1 348	1 235
Dividendes à payer	4	24
Autres dettes	298	233
Produits constatés d'avance.....	109	90
TOTAL	2 194	2 023

Note 21—Charges de personnel

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002 Pro forma (non audité)</u>	<u>2002</u>
Salaires et traitements	3 395	3 500	3 243
Charges sociales.....	1 095	1 086	1 020
Contributions aux régimes de pension complémentaires à contributions définies ...	11	12	12
Charges de l'exercice relatives aux avantages complémentaires octroyés au personnel donnant lieu à des provisions.....	338	254	236
Participation des salariés.....	69	37	32
Autres.....	163	174	156
TOTAL	5 071	5 063	4 699

Note 22—Résultat financier net

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002 Pro forma (non audité)</u>	<u>2002</u>
Produits d'intérêts.....	192	243	185
Charges d'intérêts.....	-408	-527	-527
Dividendes reçus.....	29	27	27
Gains de change	751	710	710
Pertes de change.....	-749	-695	-695
Charges liées aux programmes de titrisation *	-7	-73	-73
Revalorisation d'instruments financiers à la juste valeur.....	26	-6	-6
Dépréciation des immobilisations financières.....	-43	-83	-83
Pertes sur cession d'immobilisations financières.....	-27	-28	-28
Autres.....	-85	-32	56
TOTAL	-321	-464	-434

* Les programmes de titrisation ont été remplacés par un contrat de cession de certaines créances commerciales en 2003

Note 23—Impôts sur les résultats

Charge d'impôts

Analyse de la charge d'impôts :

En millions d'euros	2003	2002
Impôts courants.....	-46	-124
Impôts différés.....	-95	-364
Total impôts sur les résultats	-141	-488

Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts :

En millions d'euros	2003	2002
Résultat net.....	257	-186
Intérêts minoritaires.....	159	46
Résultat net des sociétés mises en équivalence.....	-140	-102
Charge d'impôt.....	141	488
Résultat avant impôt	417	246
Charge d'impôt théorique (30,96 % en 2003, 33,74 % en 2002).....	-129	-83
Rapprochement :		
Différences permanentes.....	26	-74
Opérations imposées à taux réduit	1	34
Variations des taux d'impôt.....	1	-77
Ajustements des impôts différés actifs constatés au cours d'exercices antérieurs	-42	-290
Crédit d'impôt et autres impôts	2	2
Charge réelle d'impôt	-141	-488

Les différences permanentes sont liées principalement aux éléments suivants :

En millions d'euros	2003	2002
Dépréciation (impairment).....	-94	-62
Écarts d'acquisition et amortissements excédentaires	34	35
Résultats de cession exonérés	43	—
Autres charges et produits non déductibles ou non imposables	43	-47
TOTAL	26	-74

Impôts différés

Variation de la provision pour impôts différés passifs :

En millions d'euros	2003	2002
Situation au 1 ^{er} janvier	359	102
Charge (produit) de l'exercice.....	21	-1
Acquisition Arbed/Aceralia	—	150
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements.....	-96	64
Autres variations ⁽¹⁾	5	44
Situation au 31 décembre	289	359

(1) impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres

Variation des impôts différés actifs :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Situation au 1 ^{er} janvier	1 523	1 396
Produit (charge) de l'exercice	-32	-75
Ajustement des impôts différés actifs constatés au cours d'exercices antérieurs	-42	-290
Acquisition Arbed/Aceralia	—	396
Effets des variations de taux de change, de périmètre et reclassements	-13	74
Autres variations ⁽¹⁾	—	22
Situation au 31 décembre	1 436	1 523

(1) impôts différés sur éléments imputés directement en fonds propres

Origine des impôts différés actifs et passifs :

En millions d'euros	<u>Actifs</u>		<u>Passifs</u>		<u>Net</u>	
	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Immobilisations incorporelles	6	6	-1	—	5	6
Immobilisations corporelles	326	391	-422	-385	-96	6
Stocks	134	161	-13	-11	121	150
Instruments financiers	2	—	-40	-42	-38	-42
Autres actifs	99	64	-65	-125	34	-61
Provisions :	660	640	-161	-137	499	503
—dont pensions	267	306	-5	-6	262	300
—dont autres provisions sociales	160	155	-17	-12	143	143
—dont autres provisions	233	179	-139	-119	94	60
Autres passifs	131	228	-122	-140	9	88
Reports fiscaux déficitaires	613	514	—	—	613	514
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	1 971	2 004	-824	-840	1 147	1 164
Impôts différés actifs au bilan					1 436	1 523
Impôts différés passifs au bilan					-289	-359
Solde net					1 147	1 164

Au 31 décembre 2003, le Groupe dispose de reports fiscaux déficitaires dont l'échéance se répartit comme suit :

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
2003		41
2004	114	25
2005	15	9
2006	21	240
2007	108	—
2007 et au-delà		1 009
2008 et au-delà	721	—
Sans limite	4 708	3 320
TOTAL	5 687	4 644
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 590	697

Les impôts différés actifs non reconnus par le Groupe s'appliquent au 31 décembre 2003 aux éléments suivants :

En millions d'euros	Valeur <u>brute</u>	Impôt différé <u>actif total</u>	Impôt différé <u>actif reconnu</u>	Impôt différé <u>actif non reconnu</u>
Reports fiscaux déficitaires.....	5 687	1 961	613	1 348
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	1 590	546	—	546
Immobilisations corporelles.....	2 217	791	326	465
Autres	3 253	1 125	1 032	93
TOTAL		4 423	1 971	2 452

Note 24—Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses participations non consolidées ou mises en équivalence. Les transactions se font au prix du marché.

24.1 Prêts et garanties données

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Prêts (y compris court terme) aux sociétés non intégrées.....	256	309
Garanties données aux sociétés non intégrées.....	115	24

24.2 Achats et ventes de biens et services

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Ventes.....	684	744
Achats.....	409	458

24.3 Rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction générale

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Conseil d'administration et Direction Générale	5,9	5,3

Un détail des rémunérations est fourni dans le chapitre Gouvernance d'entreprise du rapport annuel.

Note 25—Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change et de prix sur les matières premières. Le Groupe gère le risque de contrepartie associé à ces instruments au moyen d'une centralisation des engagements et de procédures spécifiant, par type d'opération, des limites de risque et / ou des qualités de contrepartie. En revanche, en général, il ne donne pas à ses contreparties et ne requiert pas d'elles de sûretés couvrant le risque encouru.

Les risques de change, de taux et de prix sur les métaux de base de l'ensemble des sociétés du Groupe font l'objet d'une gestion centralisée au niveau de la maison mère. Les principales exceptions à cette règle sont les sociétés nord et sud-américaines du Groupe. Ces sociétés gèrent en concertation avec leur maison mère, leurs risques de marchés.

Notes aux états financiers consolidés

Note 25—Instruments financiers dérivés

Risque de taux :

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières, couvrir le risque de change associé aux emprunts en devises et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable.

Les contrats d'échange (« swaps ») de taux d'intérêt permettent au Groupe d'emprunter à long terme à taux variable, ou inversement, et d'échanger le taux de la dette ainsi levée, dès l'origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe ou variable. Le Groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du swap.

Les swaps peuvent également être utilisés pour échanger une devise contre une autre, dans le cadre de la gestion du risque de change, ou pour échanger des taux variables contre d'autres taux variables.

Les FRA (« forward rate agreements ») et les contrats à terme sur taux d'intérêt sont utilisés par le Groupe principalement pour couvrir les taux payés sur les dettes et instruments financiers à taux variable ou, dans certains cas, une dette existante ou à venir. Les contrats à terme sont également utilisés par le Groupe pour couvrir, dans certains cas et dans le cadre de la gestion du risque de change, le différentiel de taux entre deux devises. Ces contrats sont des engagements soit d'acheter (ou de vendre) un instrument financier à une date future et pour un prix convenu, soit de recevoir (ou de payer) à une date future un différentiel entre deux taux donnés. Certains instruments donnent lieu au règlement d'une différence en numéraire, d'autres peuvent être dénoués par la livraison de l'instrument sous-jacent ou le règlement d'une différence en numéraire. Le Groupe ne s'engage en général que sur des contrats à terme aisément négociables, comme les futures de taux Euribor ou Eurodollar.

Lorsqu'ils existent, les appels de marge initiaux et quotidiens sur contrats à terme sont payés ou encaissés en numéraire. Les contrats à terme présentent peu de risque de crédit puisque les échanges se font au travers d'un organisme de compensation. Les FRA sont principalement conclus avec de grandes banques.

Le Groupe peut aussi acheter (ou vendre) des options sur taux d'intérêt, des caps (plafonds sur taux) ou des collars (tunnels) dans le cadre de sa stratégie de couverture de la dette et des instruments financiers à taux variable. Les options de taux donnent au souscripteur, moyennant le paiement d'une prime, le droit, à une date ou pendant une période donnée, d'acheter (ou de vendre) au vendeur de l'option un instrument financier donné à un prix convenu et / ou de recevoir (ou de payer) un différentiel entre deux taux ou prix donnés.

Les dérivés de taux utilisés par le Groupe pour couvrir les variations de valeur des dettes à taux fixes sont qualifiés de fair value hedge en IAS 39. Ces produits dérivés sont réévalués dans le bilan avec impact en résultat. Cet impact est neutralisé par une réévaluation symétrique de la composante couverte des dettes.

Les autres dérivés de taux ne sont pas qualifiés comme instrument de couverture en IAS 39. Au 31 décembre 2003, une variation de valeur brute de -2,5 millions d'euros a été enregistrée (2002 : -0,1 million).

Tous les gains et les pertes sur instruments de couverture dénoués sont comptabilisés en résultat. Au 31 décembre 2003, une perte nette de 18 millions d'euros a été enregistrée (2002 : -23 millions).

Risques de change :

Le Groupe utilise les achats et ventes à terme de devises et d'autres produits dérivés pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères de la plupart de ses filiales. La règle habituelle dans le Groupe est de facturer les clients dans leur devise.

Le Groupe utilise aussi ces instruments pour couvrir au niveau consolidé la dette libellée en devises étrangères ou le risque bilantiel encouru sur certains actifs. La politique générale du Groupe est de couvrir complètement le risque de change transactionnel. À titre d'exception à cette politique générale, dans le cas de certaines devises et pour des risques et des montants parfaitement identifiés et autorisés à un niveau de direction générale, le Groupe peut cependant ne pas couvrir ou couvrir par anticipation certains risques transactionnels.

Pour ce qui concerne le risque de change sur endettement, la politique du Groupe est que chaque société s'endette dans la devise dans laquelle elle opère. Cette politique est susceptible de connaître des exceptions au niveau du Groupe, dans le cadre d'un arbitrage entre les niveaux relatifs de taux d'intérêt et le risque de change, ou dans le but de couvrir un risque bilantiel sur un ou des actif(s) identifié(s).

Tous les produits dérivés utilisés par le Groupe pour couvrir son risque de change ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture en IAS 39 dans la mesure où ils sont gérés de manière globale.

Au 31 décembre 2003, l'enregistrement de ces produits dérivés dans le bilan à la valeur de marché s'est traduit par une perte de 8,5 millions d'euros (2002 : -1 million).

Risque de matières premières :

Le Groupe utilise des instruments financiers (achats à terme, options et swaps « commodities ») pour réduire le risque de volatilité des cours sur certaines matières premières. Le Groupe est exposé aux risques sur matières premières compte tenu de son activité tant sur les contrats d'achat de matières premières liés à la production que dans les contrats de vente.

Le Groupe gère son risque sur matières premières de façon globale. Les produits dérivés sur matières premières utilisés par le groupe ne sont donc pas qualifiés de couverture en IAS 39.

Au 31 décembre 2003, l'enregistrement des produits dérivés dans le bilan à la valeur de marché s'est traduit par un gain de 49,6 millions d'euros (2002 : -1 million).

Risque de trading :

Dans le cadre de positions ouvertes et de niveaux de pertes ou de profits limités, ainsi que d'échéances définies, le Groupe réalise des opérations de « trading » sur la base de l'assiette de risques de taux, de change et de matières premières. Les positions ouvertes globales sur ces opérations ne sont pas significatives au regard du volume d'opérations de couverture traitées ou du risque de taux global. Dans ce contexte, les types d'instruments et les devises qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus, sont déterminés à un niveau de direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement. En 2003 et 2002, le résultat net dégagé par les opérations de « trading » n'a pas été significatif pour le Groupe.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2003 :

En millions d'euros	<u>Montants notionnels</u>	<u>Valeurs de marché</u>	<u><1 an</u>	<u>1 - 5 ans</u>	<u>>5 ans</u>	<u>Taux moyen⁽¹⁾</u>
Maturité résiduelle						
2003						
Instruments de taux d'intérêt						
Swaps de taux et de devises						
—Emprunteur taux fixe	10	1	10			7,71 %
—Prêteur taux fixe	11		11			6,75 %
—Variable / Variable						
Swaps de taux—Emprunteur taux fixe						
—EUR	54	2	4	50		4,19 %
—Devises	238	-1		238		2,74 %
Swaps de taux—Prêteur taux fixe						
—EUR	1.529	45	229	700	600	4,66 %
—USD	333	21		238	95	5,51 %
—Autres devises						
Swaps de taux—Variable / Variable	120	1	32	88		2,46 %
Swaptions—Achats						
Swaps—Ventes						
Contrats de FRA—Achats	500		500			2,68 %
Contrats de FRA—Ventes	400		400			2,86 %
Achats de cap	100		100			4,50 %
Ventes de cap	50		50			4,50 %
Achats de floor						
Ventes de floor						
Swaps à barrières						
Instruments de change						
Achat à terme de devises	570	-61	566	4		
Vente à terme de devises	619	95	619			
Options de change—Achats	45		45			
Options de change—Ventes						
Matières premières						
Contrats à terme—Ventes	34	-5	33	1		
Contrats à terme—Achats	215	53	200	15		
Swaps indice de prix matière						
Options—Ventes						
Options—Achats						

(1) Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 31 décembre 2002 :

En millions d'euros	<u>Montants notionnels</u>	<u>Valeurs de marché</u>	<u><1 an</u>	<u>1 - 5 ans</u>	<u>>5 ans</u>	<u>Taux moyen⁽¹⁾</u>
<u>Maturité résiduelle</u>						
<u>2002</u>						
Instruments de taux d'intérêt						
Swaps de taux et de devises						
—Emprunteur taux fixe	33	—	22	11	—	5,88 %
—Prêteur taux fixe	—	—	—	—	—	—
—Variable / Variable	11	—	—	11	—	3,20 %
Swaps de taux—Emprunteur taux fixe						
—EUR	187	1	83	104	—	3,99 %
—Devises	29	—	—	29	—	6,69 %
Swaps de taux—Prêteur taux fixe						
—EUR	1 111	57	110	401	600	5,18 %
—USD	286	29	—	286	—	5,70 %
Swaps de taux—Variable / Variable ..	299	2	251	48	—	2,85 %
Swaptions—Achats	50	—	50	—	—	5,20 %
Swaps—Ventes	50	—	50	—	—	5,20 %
Contrats de FRA—Achats	160	—	160	—	—	3,86 %
Contrats de FRA—Ventes	50	—	50	—	—	4,79 %
Achats de cap	339	—	91	248	—	4,64 %
Ventes de cap	50	—	—	50	—	4,50 %
Achats de floor	137	—	137	—	—	4,19 %
Ventes de floor	77	—	77	—	—	4,00 %
Swaps à barrières	—	—	—	—	—	—
Instruments de change						
Achat à terme de devises	325	-31	315	10	—	—
Vente à terme de devises	928	38	928	—	—	—
Options de change—Achats	—	—	—	—	—	—
Options de change—Ventes	—	—	—	—	—	—
Matières premières						
Contrats à terme—Ventes	10	—	10	—	—	—
Contrats à terme—Achats	187	-7	160	27	—	—
Swaps indice de prix matière	—	—	—	—	—	—
Options—Ventes	—	—	—	—	—	—
Options—Achats	—	—	—	—	—	—

(1) Les taux fixes moyens sont déterminés à partir de taux euro et devises, les taux variables sont généralement basés sur l'Euribor ou le Libor.

Note 26—Engagements donnés ou reçus

Les engagements détaillés dans cette note n'incluent pas les engagements mentionnés dans la note 25.

26.1 Engagements donnés

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Garanties sur dettes de tiers	779	212
Effets escomptés non échus	33	23
Passifs garantis par des actifs	65	441
Sous-total engagements sur dettes	877	676
Engagements d'acquisitions et de cessions d'immobilisations	380	323
Autres engagements donnés	366	328
Total engagements donnés	1 623	1 327

26.2 Engagements recus

En millions d'euros	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Avais cautions et garanties reçus des sociétés non consolidées	138	120
Autres engagements reçus	134	255
Total engagements reçus	272	375

Au 31 décembre 2003, Arcelor Finance S.C.A. dispose de lignes de crédit accordées par des établissements financiers pour un total de 4 631 millions d'euros.

Arcelor Finance S.C.A. a émis des lettres de confort par le biais d'Arcelor S.A. afin de permettre à des sociétés du groupe, non consolidées ou mises en équivalence, d'obtenir des lignes de crédit auprès d'établissements financiers pour un total de 9 millions d'euros.

Notes aux états financiers consolidés

Note 27—Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités puis par zones géographiques.

27.1 Informations par activités

Les cessions interactivités se font aux conditions de marché. Le résultat d'exploitation est établi en contribution, donc après éliminations.

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Aciers Plats Carbone</u>	<u>Aciers Longs Carbone</u>	<u>Aciers Inoxydables</u>	<u>Distrib., Transf., Trading</u>	<u>Autres Activités</u>	<u>Éliminations</u>	<u>Total</u>
<u>2003</u>							
<i>Compte de profits et pertes</i>							
Chiffre d'affaires	13 994	4 381	4 280	7 954	836	-5 522	25 923
Ventes inter activités	-3 352	-767	-121	-732	-550	5 522	—
Total	10 642	3 614	4 159	7 222	286	—	25 923
Résultat brut opérationnel	1 365	493	23	284	58	5	2 228
Amortissements	-656	-182	-486	-201	-76	—	-1 601
<i>dont dépréciations non récurrentes</i>	-20	-10	-323	-78	-35	—	-466
Résultat opérationnel (avant amortissement des écarts d'acquisition)	709	311	-463	83	-18	5	627
Amortissements écarts d'acquisition	65	—	—	42	4	—	111

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Aciers Plats Carbone</u>	<u>Aciers Longs Carbone</u>	<u>Aciers Inoxydables</u>	<u>Distrib., Transf., Trading</u>	<u>Autres Activités</u>	<u>Éliminati ons</u>	<u>Total</u>
2003							
<i>dont dépréciations non récurrentes</i>	—	—	—	-2	—	—	-2
Résultat opérationnel	774	311	-463	125	-14	5	738
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	125	25	-26	7	9		140
Bilan							
Actifs sectoriels	11 701	3 631	2 990	3 698	4 829	-6 404	20 445
<i>dont immobilisations corporelles</i>	5 379	1 768	1 009	604	187	—	8 947
Participations dans les entreprises mises en équivalence	967	147	111	133	400	—	1 758
Actifs non alloués	—	—	—	—	—	—	2 405
Total des actifs consolidés .	12 668	3 778	3 101	3 831	5 229	-6 404	24 608
Passifs sectoriels	6 032	1 355	1 629	1 875	1 796	-2 253	10 434
Passifs non alloués	—	—	—	—	—	—	6 711
Total des passifs consolidés	6 032	1 355	1 629	1 875	1 796	-2 253	17 145
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	727	293	194	83	30	—	1 327
Autres informations							
Effectifs (moyen)	48 510	18 115	14 598	15129	3 160	—	99 512

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Aciers Plats Carbone</u>	<u>Aciers Longs Carbone</u>	<u>Aciers Inoxydables</u>	<u>Distrib., Transf., Trading</u>	<u>Autres Activités</u>	<u>Éliminations</u>	<u>Total</u>
2002							
Compte de profits et pertes							
Chiffre d'affaires	12 312	3 605	4 097	8 780	880	-5 141	24 533
Ventes inter activités.....	-3 437	-670	-108	-331	-595	5 141	—
Total	8 875	2 935	3 989	8 449	285	—	24 533
Résultat brut opérationnel	909	484	197	294	-73	—	1 811
Amortissements	-747	-153	-151	-144	-39	—	-1 234
<i>dont dépréciations non récurrentes</i>	<i>-185</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>-185</i>
Résultat opérationnel (avant amortissement des écarts d'acquisition).....	162	331	46	150	-112	—	577
Amortissements écarts d'acquisition.....	68	-3	-6	42	2	—	103
Résultat opérationnel	230	328	40	192	-110	—	680
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	28	29	21	7	17	—	102
Bilan							
Actifs sectoriels	12 183	3 396	3 330	4 495	4 226	-6 300	21 330
<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>5 248</i>	<i>1 553</i>	<i>1 300</i>	<i>928</i>	<i>239</i>	<i>—</i>	<i>9 268</i>
Participations dans les entreprises							
mises en équivalence	1 008	146	101	111	414	—	1 780
Actifs non alloués	—	—	—	—	—	—	2 726
Total des actifs consolidés ...	13 191	3 542	3 431	4 606	4 640	-6 300	25 836
Passifs sectoriels	5 353	1 200	1 408	2 033	1 014	-1 339	9 669
Passifs non alloués.....	—	—	—	—	—	—	8 774
Total des passifs consolidés .	5 353	1 200	1 408	2 033	1 014	-1 339	18 443
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.....	734	211	173	162	32	—	1 312
Autres informations							
Effectifs (moyen).....	50 035	17 953	15 041	19 289	3 238	—	105 556

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Aciers Plats Carbone</u>	<u>Aciers Longs Carbone</u>	<u>Aciers Inoxydables</u>	<u>Distrib., Transf., Trading</u>	<u>Autres Activités</u>	<u>Éliminations</u>	<u>Total</u>
2002 Pro forma (non audité)							
<i>Compte de profits et pertes</i>							
Chiffre d'affaires	13 222	4 256	4 248	9 444	910	-5 486	26 594
Ventes inter activités.....	-3 600	-778	-120	-379	-609	5 486	—
Total	9 622	3 478	4 128	9 065	301	—	26 594
Résultat brut opérationnel	925	613	200	319	-79	—	1 978
Amortissements	-777	-183	-149	-151	-42	—	-1 302
<i>dont dépréciations non récurrentes</i>	<i>-185</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>-185</i>
Résultat opérationnel (avant amortissement des écarts d'acquisition).....	148	430	51	168	-121	—	676
Amortissements écarts d'acquisition	68	—	-6	41	1	—	104
Résultat opérationnel	216	430	45	209	-120	—	780
Quote part dans les résultats des							
Sociétés mises en équivalence ..	24	7	21	7	18	—	77
<i>Bilan</i>							
Actifs sectoriels.....	12 213	3 401	3 338	4 495	4 228	-6 300	21 375
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	<i>5 278</i>	<i>1 558</i>	<i>1 308</i>	<i>928</i>	<i>240</i>	<i>—</i>	<i>9 312</i>
Participations dans les entreprises							
Mises en équivalence	1 008	146	101	111	414	—	1 780
Actifs non alloués	—	—	—	—	—	—	2 719
Total des actifs consolidés.....	13 221	3 547	3 439	4 606	4 642	-6 300	25 874
Passifs sectoriels	5 353	1 200	1 408	2 033	1 014	-1 339	9 669
Passifs non alloués	—	—	—	—	—	—	8 774
Total des passifs consolidés	5 353	1 200	1 408	2 033	1 014	-1 339	18 443
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.....	782	245	181	168	39	—	1 415
<i>Autres informations</i>							
Effectifs (moyen)	50 035	17 953	15 041	19 289	3 238	—	105 556

27.2 Informations par zones géographiques

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Union Européenne</u>	<u>Amérique du Nord*</u>	<u>Amérique du Sud</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Chiffre d'affaires	19 628	2 127	1 193	2 975	25 923
Actifs sectoriels	17 923	648	1 409	455	20 445
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>7 819</i>	<i>91</i>	<i>890</i>	<i>147</i>	<i>8 947</i>
Résultat opérationnel brut	1 945	-69	290	62	2 228
Résultat opérationnel	828	-350	229	31	738
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 085	29	194	19	1 327
Effectifs (moyen)	87 699	2 707	7 671	1 435	99 512

2002

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Union Européenne</u>	<u>Amérique du Nord*</u>	<u>Amérique du Sud</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Chiffre d'affaires	18 359	2 901	1 253	2 020	24 533
Actifs sectoriels	18 388	1 318	1 237	387	21 330
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>7 989</i>	<i>382</i>	<i>727</i>	<i>170</i>	<i>9 268</i>
Résultat opérationnel brut	1 480	50	251	30	1 811
Résultat opérationnel	483	2	182	13	680
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 049	28	231	4	1 312
Effectifs (moyen)	93 632	3 111	7 437	1 376	105 556

2002 Pro forma (non audité)

(Chiffres en millions d'euros, à l'exception des effectifs)	<u>Union Européenne</u>	<u>Amérique du Nord*</u>	<u>Amérique du Sud</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Chiffre d'affaires	19 901	3 145	1 358	2 190	26 594
Actifs sectoriels	18 490	1 318	1 237	330	21 375
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>8 045</i>	<i>382</i>	<i>727</i>	<i>158</i>	<i>9 312</i>
Résultat opérationnel brut	1 558	59	331	30	1 978
Résultat opérationnel	513	7	247	13	780
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ..	1 133	36	242	4	1 415
Effectifs (moyen)	93 632	3 111	7 437	1 376	105 556

* Amérique du Nord y compris Mexique

Note 28—Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

L'Assemblée générale des Actionnaires d'Aceralia du 8 janvier 2004 a décidé le lancement d'une Offre Publique d'Achat (OPA) de ses propres actions à un prix de 17 euros par action, payable en espèces. Le prix offert a été approuvé le 20 janvier 2004 par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), l'organe espagnol de contrôle des marchés et l'OPA a été lancée le 22 janvier pour une période d'un mois. L'offre portait sur 6 207 261 actions Aceralia, c'est-à-dire 4,97 % du capital.

Au terme de l'offre, 5 006 342 actions ont été acquises par Aceralia, ce qui représente un taux de succès de 80,65 %. La répartition du capital d'Aceralia s'établit donc comme suit : Arcelor (95,03 %), actions propres (4,01 %) et autres actionnaires minoritaires (0,96 %).

Étant donné que le droit de vote attaché aux actions propres (au nombre de 1 200 919) est suspendu, le pourcentage de contrôle d'Arcelor (qui détient 117 792 739 actions sur un total de 119 993 658) s'établit donc à 99,00 %. L'action a été retirée de la cote des Bourses Espagnoles le 2 mars 2004.

Aceralia a l'intention de permettre aux actionnaires minoritaires qui n'ont pas participé à l'OPA de racheter leurs titres sur une base individuelle.

Dans le cadre d'une optimisation de la structure de son bilan et de la réduction du coût de sa dette, Arcelor a décidé de procéder au remboursement anticipé de l'O.C.E.A.N.E. 3 % échéant au 1.1.2006, les conditions de mise en oeuvre de ce remboursement étant réalisées. Ces O.C.E.A.N.E. représentent 350 millions d'euros de dette à fin décembre 2003.

Les porteurs d'O.C.E.A.N.E. ont eu la faculté jusqu'au 11 mars 2004 (inclus) d'exercer leur droit à l'attribution d'actions, servies dans ce cas par mise à disposition d'actions détenues en autocontrôle, jouissance au 1^{er} janvier 2004.

Au terme de cette offre, qui renforce les fonds propres consolidés du Groupe, 22 490 577 O.C.E.A.N.E., soit 81,05 % de l'émission initiale, ont été échangées contre des actions.

Le groupe Arcelor a signé un accord avec Bagoeta S.L., actionnaire majoritaire de Conducciones y Derivados S.A. en vue de la cession de son activité tubes. La finalisation de la transaction reste soumise à l'approbation des autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à la conclusion des accords initiés avec les institutions de crédit devant financer l'opération.

Par ailleurs, le Groupe a annoncé son intention de vendre une majeure partie des actifs de sa filiale américaine J&L Speciality Steel à Allegheny Technologies. La transaction pourrait être finalisée le 3 mai 2004, mais reste suspendue à la conclusion d'un nouvel accord avec les syndicats, à l'autorisation des créanciers d'Allegheny Technologies et à l'approbation des autorités de la concurrence compétentes.

Le 15 mars 2004, le Groupe a mis en place un programme d'American Depositary Receipts (« ADR ») de niveau I, dans le but d'améliorer la liquidité du titre Arcelor et sa diffusion auprès d'investisseurs non qualifiés américains. Les ADR sont des « certificats » émis par une banque dépositaire, représentant des actions d'une société non américaine (American Depositary Shares, ADS). Ils donnent un droit de vote et un droit au dividende à leur détenteur. Ils offrent aux investisseurs américains un accès aux actions Arcelor au travers du marché des valeurs non négociées sur les marchés officiels (« Over the Counter Market ») sur lesquels les ADR sont librement négociables aux États-Unis.

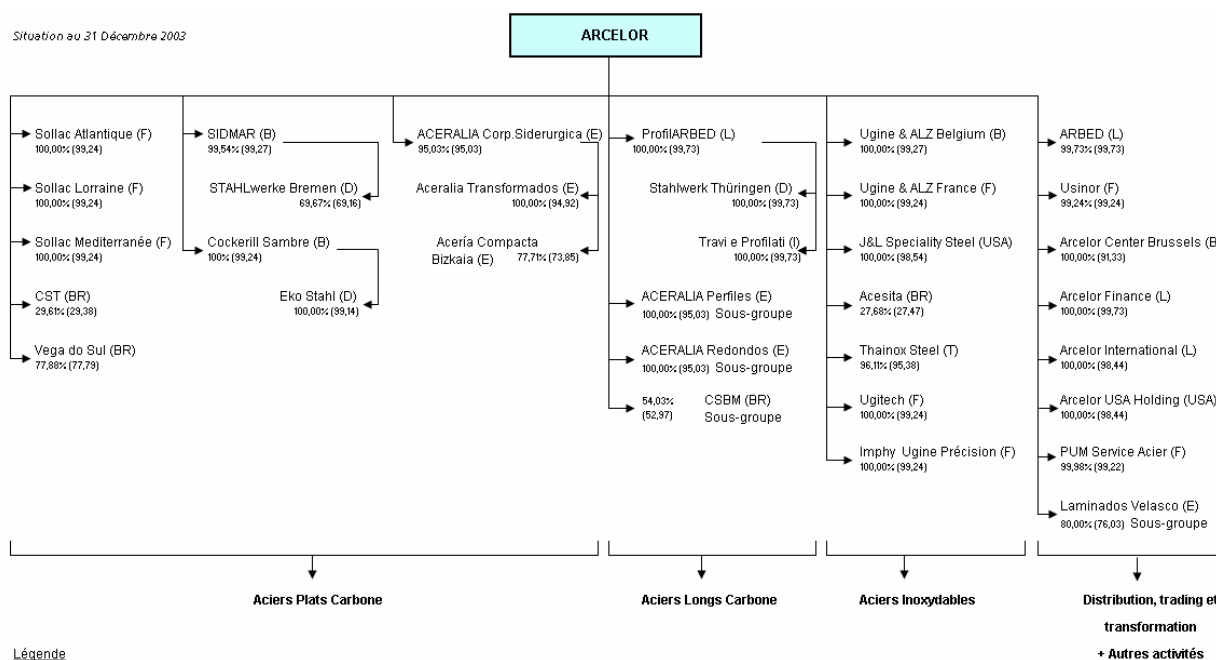
Enfin, le 19 mars 2004, le Groupe a annoncé la cession de l'intégralité de sa participation (96 %) dans le capital de la société Thainox Ltd., implantée en Thaïlande.

Note 29—Rapprochement des informations financières du groupe Arcelor établies selon les principes comptables luxembourgeois et selon les principes adoptés par Arcelor au 31 décembre 2003

En millions d'euros	2003	2002
Situation nette (part groupe) selon les principes comptables luxembourgeois	7 321	7 362
Actions propres	-751	-745
Résultat sur actions propres	17	17
Comptabilisation des obligations convertibles	101	101
Instruments financiers	45	-3
Situation nette (part groupe) selon les principes adoptés par Arcelor	6 733	6 732

En millions d'euros	2003	2002
Résultat net (part groupe) selon les principes comptables luxembourgeois	232	-197
Résultat sur actions propres	—	17
Instruments financiers	25	-6
Résultat net (part groupe) selon les principes adoptés par Arcelor	257	-186

Note 30—Organigramme simplifié du groupe



La liste complète des sociétés du Groupe est déposée au greffe du Tribunal à Luxembourg.

Note 31—Liste des sociétés du groupe

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Situation au 31 décembre 2003

442 sociétés consolidées par intégration globale (au côté d'ARCELOR SA)

227 sociétés en équivalence

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
SECTEUR ACIERS PLATS AU CARBONE			
Aceralia Planos sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
ACERALIA Corporación Siderúrgica SA, Gozón	Globale	Espagne	95,034191
Acería Compacta de Bizkaia SA, Sestao	Globale	Espagne	77,714286
Acb, Acr Decapado AIE, Sestao	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Construcciones SL, Sestao	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor España SA, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial Iberica SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Cia Hispano-Brasileira de Pelotizacao SA, Vitoria	Équivalence	Brésil	49,111101
Ensilectric SA, Avilés	Équivalence	Espagne	40,000000
Ferramentas e Accessorios Industriais Lda, Águeda	Équivalence	Portugal	39,999864
Instituto Técnico de la Estructura del Acero SL, San Sebastian	Équivalence	Espagne	69,750000
Metalúrgica Asturiana SA, Mieres	Globale	Espagne	100,000000
Recuperaciones Medioambientales Ind. SA, Sestao	Équivalence	Espagne	52,000772
Recuperaciones Férricas Integrales SA, Sestao	Équivalence	Espagne	100,000000
Refeinsa Cataluña SL, Castellbisbal	Équivalence	Espagne	100,000000
Samper Refeinsa Galicia SL, Vigo	Équivalence	Espagne	50,000000
Tetracero SA, Gijón	Globale	Espagne	100,000000
Aceros URS SA, Viladecans	Équivalence	Espagne	45,024739
Acos Planos do Sul SA, Belo Horizonte	Équivalence	Brésil	48,906896
Amitor SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Apsl Arcelor Participacoes SA, Sao Paulo	Globale	Brésil	100,000000
Apsl ONPN Participacoes SA, Belo Horizonte	Équivalence	Brésil	50,000000
Arcelor Acos Planos Brasil Ltda, Sao Paulo	Globale	Brésil	100,000000
Arcelor Auto SA, Puteaux	Globale	France	99,957314
Arcelor FCS Commercial France SA, Paris	Globale	France	99,958333
Arcelor FCS Commercial Deutschland GmbH, Köln	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor FCS Commercial Luxembourg SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor FCS Commercial SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor FCS Commercial Italia Srl, Milan	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Packaging International SA, Puteaux	Globale	France	99,999768
Arcelor Packaging International España SL, Gozón	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Packaging International Italia Srl, Canossa	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Sagunto SL, Madrid	Globale	Espagne	99,999999
Borcelik SA, Istanbul	Équivalence	Turquie	40,466215
Bregal Bremer Galvanisierungs-GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	75,050000
Bre.M.A Warmwalz GmbH & Co KG, Bremen	Globale	Allemagne	90,000000
Carsid SA, Marcinelle	Équivalence	Belgique	40,000000
Coils Lamiere Nistri Spa, Caselette, sous-groupe comprenant 29 sociétés	Équivalence	Italie	35,000000
Cockerill Mécanique Prestations SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Cockerill Sambre SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Comercial de Hojalata y Metales SA, San Adrian	Équivalence	Espagne	22,999561
Companhia Siderúrgica de Tubarão SA, Serra	Équivalence	Brésil	6,019382
Cortes y Aplanados Siderúrgicos SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Daval SA, Puteaux	Globale	France	99,996000
Decosteel NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Decosteel 2 NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Dermach SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Eko Feinblechhandel GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eko Recycling GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eko Stahl GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eko Transport GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Eurogal SA, Flemalle	Globale	Belgique	100,000000
Ewald Giebel-Luxembourg GmbH, Dudelange	Équivalence	Luxembourg	33,333333
Fbh Eko Feinblechhandel GmbH, Burbach	Globale	Allemagne	100,000000
Galtec NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Galvalange Sàrl, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
Gestamp Automocion SL, Abadiano, sous-groupe comprenant 58 sociétés	Équivalence	Espagne	34,999989
Gonvarri Industrial SA, Madrid, sous-groupe comprenant 16 sociétés	Équivalence	Espagne	29,850431
Hierros y Aplanaciones SA, Corvera	Équivalence	Espagne	15,001999
Holding Gonvarri Srl, Bilbao	Équivalence	Espagne	30,000000
Gonsider SL, Madrid	Équivalence	Espagne	42,871384
Groupe de l'Industrie Sidérurgique SA, Puteaux	Globale	France	99,999908
Irsid SA, Puteaux	Globale	France	99,779149
La Magona sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
La Magona d'Italia Spa, Firenze	Globale	Italie	99,791940
Centro Acciai Rivestiti Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Magona International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,990000
Societa Mezzi Portuali Piombino Spa, Piombino	Équivalence	Italie	50,000000
Tubisud Srl, Luogosano	Globale	Italie	55,000000
Laminoir de Dudelange SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
Ocas NV, Zelzate	Globale	Belgique	100,000000
R. Bourgeois SA, Besançon	Équivalence	France	29,996667
Recherche et Développement du Groupe Cockerill Sambre Scrl, Liège	Globale	Belgique	96,000000
Sidgal ESV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Siderúrgica del Mediterráneo SA, Puerto Sagunto	Globale	Espagne	100,000000
Sidmar NV, Gent	Globale	Belgique	99,542813
Sidstahl NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sikel NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Solblank France SA, Uckange	Globale	France	51,481081
Solcan Fininvest sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Solcan Fininvest Inc., Westmount	Globale	Canada	100,000000
Dosol Galva Inc., Hamilton	Équivalence	Canada	20,000000
Sollac Ambalaj Celigi SA, Levent-Istanbul	Globale	Turquie	74,999931
Sollac Atlantique SA, Puteaux	Globale	France	99,999900
Sollac Lorraine SA, Puteaux	Globale	France	99,999832
Sollac Méditerranée SA, Puteaux	Globale	France	99,999867
Solvi SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Stahlhandel Burg GmbH, Burg	Globale	Allemagne	100,000000
Stahlwerke Bremen GmbH, Bremen	Globale	Allemagne	69,668370
Taylormetal SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Tailor Steel NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Tailor Steel America Llc, Holt	Globale	États-Unis	70,602704
Tailor Steel GmbH & Co KG, Bremen	Globale	Allemagne	100,000000
Tailor Steel Investment Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Tailored Blank GmbH, Eisenhüttenstadt	Globale	Allemagne	100,000000
Tailored Blanks Genk SA, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Tailored Blanks Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Tailored Blanks SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Toleries Delloye-Matthieu SA, Marchin	Globale	Belgique	99,743421
Vega do Sul SA, Sao Francisco	Globale	Brésil	68,852457

SECTEUR ACIERS LONGS AU CARBONE

Aceralia Perfiles sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :

Aceralia Perfiles Bergara SA, Bergara	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia LC Torino Srl, Torino	Globale	Italie	100,000000
Aceralia Perfiles SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Perfiles Madrid SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Perfiles Olaberria SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Perfiles U.K. Ltd, Rayleigh	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Aceralia Perfiles Zaragoza SA, Zaragoza	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor LC Bordeaux SA, Merignac	Globale	France	97,800000
Aristrain Hispano Trade GmbH, Düsseldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Consignaciones Asturianas SA, Gijón	Équivalence	Espagne	50,000000
Fercome Trading SL, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
Ilsacer 2000 SL, Zaragoza	Équivalence	Espagne	50,000000
Kramer & Sons Trading Co, Detroit MI	Équivalence	Grande-Bretagne	50,000000
Servicios Complementarios del Norte SL, Bilbao	Équivalence	Espagne	49,000000
Sobrinos De Manuel Cámara SA, Renteria	Équivalence	Espagne	50,000000
Sociedad Auxiliar del Puerto de Pasajes SA, Renteria	Équivalence	Espagne	50,000000
Triturados Férricos SL, Madrid	Équivalence	Espagne	33,300000

Aceralia Redondos sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :

Aceralia Redondos Azpeitia SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Redondos Comercial SA, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Redondos Getafe SL, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Redondos Lasao SA, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Redondos Zumárraga SA, Zumárraga	Globale	Espagne	100,000000
Acierie de l'Atlantique SA, Boucau	Globale	France	100,000000
Arcelor Barras Comercial SL, Azpeitia	Globale	Espagne	100,000000
Société Nationale de Sidérurgie SA, Al Hoceima	Équivalence	Maroc	8,500000
Acindar Industria Argentina de Aceros SA, Buenos Aires, sous-groupe comprenant 13 sociétés	Équivalence	Argentine	21,635885
Arbed-Finanz Deutschland GmbH, Saarbrücken	Globale	Allemagne	99,000000
Arcelor Long Commercial SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Long Commercial Deutschland GmbH, Köln	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Rails, Piles & Special Sections Sàrl, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Ares SA, Rodange	Globale	Luxembourg	80,760303
Armasteel SA, Wavre	Globale	Belgique	100,000000
Asbm Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000

Belgo-Mineira sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :

Companhia Siderúrgica Belgo-Mineira SA, Belo Horizonte	Globale	Brésil	60,599059
Belgo Bekaert Arames SA, Contagem	Globale	Brésil	54,871282
Belgo-Mineira Participação Indústria e Comércio SA, Juiz de	Globale	Brésil	99,999999

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Fora			
Belgo-Mineira Uruguay SA, Montevideo	Globale	Uruguay	100,000000
BelgoPar Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	33,355571
Bemex International Ltd, Hamilton	Globale	Bermudes	100,000000
Bmb Belgo-Mineira Bekaert Artefatos de Arame Ltda, Vespasiano	Globale	Brésil	55,499970
Bmf Belgo-Mineira Fomento Mercantil Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
Bmp Siderurgia SA, Juiz de Fora	Globale	Brésil	75,791484
Caf Santa Bárbara Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	100,000000
Cimaf Cabos SA, Sao Paulo	Équivalence	Brésil	50,000000
Jossan SA, Feira de Santana	Globale	Brésil	99,994789
Procables SA, Lima	Équivalence	Pérou	47,739239
Productos de Acero SA, Santiago	Équivalence	Chili	50,000000
Usina Hidrelétrica Guilman-Amorim SA, Belo Horizonte	Équivalence	Brésil	51,000000
Wire Rope Industries SA, Montréal	Équivalence	Canada	50,000000
Emesa Trefilería SA, Arteixo	Globale	Espagne	100,000000
Estate Wire Ltd, Sheffield	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Europrofil France SA, Paris	Globale	France	99,990000
Industrias Gálcyas SA, Vitoria	Globale	Espagne	100,000000
LME Laminés Marchands Européens SA, Trith Saint Léger, sous-groupe comprenant 3 sociétés	Équivalence	France	33,999260
MecanArbed Dommeldange Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Newco Sàrl & Cie Secs, Luxembourg	Globale	Luxembourgs	100,000000
ProfilArbed SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Redalsa SA, Valladolid	Équivalence	Espagne	26,000000
San zeno acciai—Duferco Spa, San Zeno Naviglio	Équivalence	Italie	49,900001
Socabel (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Socadi (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Société du Train Universel de Longwy SA, Herserange	Globale	France	99,999994
Stahlwerk Thüringen GmbH, Unterwellenborn	Globale	Allemagne	100,000000
Travi e Profilati di Pallanzeno Spa, Pallanzeno	Globale	Italie	100,000000
TrefilArbed Arkansas Inc, Pine Bluff	Globale	États-Unis	99,999999
TrefilArbed Bettembourg SA, Dudelange	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Bissen SA, Bissen	Globale	Luxembourg	100,000000
TrefilArbed Cheb Sro, Jesenice u Chebu	Globale	Tchéquie	80,000000
TrefilArbed Korea Co Ltd, Yangsan	Équivalence	Corée	50,000000
TrefilArbed Stahlcord Austria AG, Fürstenfeld	Globale	Autriche	96,502722
TrefilArbed Stahlcord Gyártó Kft, Szentgotthard	Globale	Hongrie	100,000000
SECTEUR ACIERS INOXYDABLES			
Acesita SA, Belo Horizonte	Équivalence	Brésil	38,938281
AL-Fin NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Alinox Srl, Aosta	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Stainless International SA, Puteaux	Globale	France	99,997648
Haven Genk NV, Genk	Globale	Belgique	50,000000
Horst Zaabel GmbH, Garbsen	Globale	Allemagne	100,000000
Imphy Alloys sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Imphy Alloys Nevada Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000
Hood and Company Inc., Hamburg	Globale	États-Unis	100,000000
IAI Holding Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Metallimphy Alloys Corp, Collegeville	Globale	États-Unis	100,000000
Rahns Speciality Metals Inc., Collegeville	Globale	États-Unis	100,000000
Imphy Ugine Précision SA, Puteaux	Globale	France	99,999916
Industeel Belgium sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Industeel Belgium SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
Aval Metal Center SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
Charleroi Déroulage SA, Charleroi	Globale	Belgique	100,000000
Industeel France sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Industeel France SA, Puteaux	Globale	France	99,999400
Industeel Creusot Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Creusot Métal SA, Puteaux	Globale	France	74,999167
J&L sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
J&L Speciality Steel Inc., Coraopolis	Globale	États-Unis	100,000000
J&L Speciality Steel International Sales Corp, Christiansted	Globale	États-Unis	100,000000
Midland Terminal Company Corp, Midland	Globale	États-Unis	100,000000
La Meusienne Italia Srl, Milan	Globale	Italie	100,000000
Longtain Aciers Spéciaux et Inoxydables SA, Strepv-Bracquegnies	Globale	Belgique	97,967211
Matthey et Cie SA, Apples	Globale	Suisse	100,000000
Matthey France Sas, Ancerville	Globale	France	100,000000
Matthey Holding SA, Fribourg	Globale	Suisse	100,000000
Matthey US Inc., Detroit	Globale	États-Unis	100,000000
Mecagis SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
RCC GmbH, Erkrath	Globale	Allemagne	100,000000
Société Carolorégienne de Laminage SA, Couillet	Globale	Belgique	100,000000
Société Meusienne de Constructions Mécaniques SA, Ancerville	Globale	France	99,910716
Société Savoisienne de Métaux SA, Annecy	Globale	France	100,000000
Sprint Metal Edelstahlziehereien GmbH, Hemer	Globale	Allemagne	100,000000
Staalcentrum Limburg NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Sunbrite NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Techalloy Company Inc., Mahwah	Globale	États-Unis	100,000000
Thainox Holding Ltd, Bangkok	Globale	Thaïlande	96,110011
Trafilerie Bedini Srl, Peschiera Borromeo	Globale	Italie	100,000000
Trafilerie e Viterie Italiane Srl, Ponte dell'Olio	Globale	Italie	99,920000
Trefilados Inoxidables de Mexico SA, Huamantla	Globale	Mexique	100,000000
Ugine & Alz SA, Puteaux	Globale	France	99,851852
Ugine & Alz Belgium NV, Genk	Globale	Belgique	100,000000
Ugine & Alz France SA, Puteaux	Globale	France	99,999978
Ugine & Alz France Service SA, Gonesse	Globale	France	100,000000
Ugine & Alz Iberica SA, Viladecans	Globale	Espagne	99,999480
Ugine & Alz Italia Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Ugine & Alz Luxembourg SA, Rodange	Globale	Luxembourg	100,000000
Ugine France Service SA, Gonesse	Globale	France	100,000000
Ugine Iberica SA, Viladecans	Globale	Espagne	99,999480
Ugine Savoie Iberica SA, Barcelona	Globale	Espagne	100,000000
Ugine Savoie Imphy SA, Ugine	Globale	France	99,999948
Ugine Savoie Italia Srl, Peschiera Borromeo	Globale	Italie	100,000000
Ugine Savoie Rostfrei GmbH, Renningen	Globale	Allemagne	100,000000
Ugine Savoie Suisse SA, Belivard	Globale	Suisse	99,998519
Ugine Savoie UK Ltd, Birmingham	Globale	Grande-Bretagne	99,999960
Ugine Stainless sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Ugine Stainless & Alloys Inc., Colmar	Globale	Etats-Unis	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Ugine Stainless & Alloys—N.J. Inc., Colmar	Globale	Etats-Unis	100,000000
Ugitech SA, Ugine	Globale	France	99,999948
Ugitech Iberica SA, Barcelone	Globale	Espagne	100,000000
Ugitech Suisse SA, Belivard	Globale	Suisse	99,998519
Ugitech UK, Birmingham	Globale	Grande-Bretagne	95,999960
Uginox Sanayi ve Ticaret AS, Gebze Kocaeli	Globale	Turquie	65,000000
Usi Holding Inc. Corp, Carson City	Globale	États-Unis	100,000000
Usinor Empreendimentos e Participacoes Ltda, Sao Paulo	Globale	Brésil	100,000000
Weha Edelstahl GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
SECTEUR DISTRIBUTION, TRADING ET TRANSFORMATION			
Aceralia Construcción Obras Srl, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Constructalia SL, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Distribución sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Aceralia Distribución SL, Madrid	Globale	Espagne	100,000000
Lusitana de Distribuição Siderúrgica Lda, Ribatejo	Équivalence	Portugal	100,000000
Perfiles Especiales SA, Pamplona	Équivalence	Espagne	100,000000
Aceralia Transformados sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Aceralia Transformados SA, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Color Acero SL, Pamplona	Globale	Espagne	100,000000
Ach Paneles AIE, Azuqueca de Henares	Équivalence	Espagne	40,000000
Aceralia Tubos sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Aceralia Tubos SL, Lesaka	Globale	Espagne	100,000000
Aceralia Rotec SL, Vera de Bidasoa	Équivalence	Espagne	100,000000
Alessio Tubi Spa, Torino	Globale	Italie	100,000000
Arbed Americas sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Arbed Americas Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Arbed Americas Atlantic Spc, en liquidation, Wilmington	Globale	États-Unis	100,000000
Arcelor International Mexico SA, Queretaro	Équivalence	Mexique	100,000000
Arcelor Tradind USA Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
JBF Commercial Corp, en liquidation, New York	Globale	États-Unis	100,000000
TrefilArbed Inc., en liquidation, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Arcelor Acelkereskedelmi Kft, Kecskemet	Globale	Hongrie	99,800000
Arcelor Bauteile GmbH, Kreuztal-Eichen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Construcción España SL, Berrioplano	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Construction France SA, Haironville	Globale	France	99,999215
Arcelor Distribuce-CZ Sro, Praha	Globale	Tchéquie	100,000000
Arcelor Distribúcia Slovensko Sro, Kosice	Globale	Slovaquie	100,000000
Arcelor Dystrybucja Polska Spzoo, Katowice	Globale	Pologne	100,000000
Arcelor Grundstücksverwaltung Neckarsulm GmbH, Neckarsul	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Grundstücksverwaltung Thüringen GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor International SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor International America sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Arcelor International America Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Norsteel Corp, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Arcelor International Canada Inc., Westmount	Globale	Canada	100,000000
Arcelor International Export SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Arcelor International Singapore sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Arcelor International Singapore Ltd, Singapore	Globale	Singapour	100,000000
Arcelor International Malaysia Sdn. Bhd., Kuala Lumpur	Globale	Malaysie	100,000000
Arcelor Négoce Distribution Sas, Reims	Globale	France	100,000000
Arcelor Profil SA, Yutz	Globale	France	99,900000
Arcelor Projects Pte Ltd, Singapore	Globale	Singapour	90,000000
Arcelor Projects Sàrl, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Stahlhandel GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Stahlhandel Holding GmbH, Ratingen	Globale	Allemagne	100,000000
Arcelor Trading Antwerp SA, Antwerpen	Globale	Belgique	99,900000
Arcelor Tubes SA, Aubervilliers	Globale	France	99,999397
Ask Mac Gowan Ltd, Halesowen	Globale	Grande-Bretagne	65,500204
Asturiana de Perfiles SA, Langreo	Globale	Espagne	60,000000
Avis Steel UK, Manchester	Globale	Grande-Bretagne	67,500000
Baechler SA, Thionvill	Globale	France	100,000000
Berton Sicard Produits Métallurgiques SA, Avignon	Globale	France	100,000000
Chaillous SA, Nantes	Globale	France	100,000000
Cima SA, Bertrichamps	Globale	France	100,000000
Cisatol SA, Montataire	Globale	France	99,999603
Cockerill Stahl Service GmbH, Essen	Globale	Allemagne	100,000000
Cofrastra SA, Fribourg	Globale	Suisse	100,000000
Color Profil NV, Geel	Globale	Belgique	100,000000
Comptoir Métallurgique du Littoral SA, Nice	Globale	France	100,000000
Comptoir pour l'entreprise et le matériel d'entreprise Suchail SA, Saint Etienne	Globale	France	49,984615
Conducciones y Derivados SA, Vitoria-Gasteiz, sous-groupe comprenant 6 sociétés	Équivalence	Espagne	48,836344
Contisteel sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Contisteel (Holdings) Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Contisteel (Southern) Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Contisteel Ltd, Andover	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Delta Zinc SA, Saint Jorioz	Globale	France	100,000000
Deville SA, Saint Bonnet le Château	Globale	France	49,984615
Dikema & Chabot Holding BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Dikema Staal Nederland BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Dikema Top BV, Rotterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Disteel SA, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
Disteel Cold SA, Machelen	Globale	Belgique	100,000000
e-Arbed Distribution SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Europese Staal Prefabricatie NV, Geel	Globale	Belgique	99,999911
Établissement Alfred André SA, Harfleur	Globale	France	100,000000
Établissements Jean Letierce et Cie, Bolbec	Globale	France	100,000000
Etilam SA, Saint Dizier	Globale	France	99,388667
Eucosider Commercial SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
Eurinter France SA, Reims	Globale	France	100,000000
Eurinter Svenska AB, Karlstad	Globale	Suède	100,000000
Europafil SA, Barcelona	Équivalence	Espagne	50,000000
Exma SA, Yutz	Globale	France	99,994495
Fermatec SA, Nîmes	Globale	France	100,000000
Ferrometalli-Safem Spa, Milano	Globale	Italie	96,446073

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Ferrometalli-Safem Commerciale Spa, Milano	Globale	Italie	100,000000
Flachform Stahl GmbH, Schwerte	Globale	Allemagne	100,000000
Forges Profil SA, Kirchdorf	Équivalence	Suisse	25,000000
Fratelli Canessa Srl, Moncalieri	Globale	Italie	50,999889
Guillot SA, Poitiers	Globale	France	49,840000
Haironville Austria GmbH, Neuhausen	Globale	Autriche	99,997500
Haironville Bohemia Sàrl, Ceske Budejovice	Globale	Tchéquie	99,000000
Haironville Danmark AS, Rodovre	Globale	Danemark	100,000000
Haironville Guyane Sas, Cayenne	Globale	Guyane Française	100,000000
Haironville Hungaria Kft, Budapest	Globale	Hongrie	100,000000
Haironville Metal Profil SA, Herstal	Globale	Belgique	100,000000
Haironville Norge AS, Vestby	Globale	Norvège	100,000000
Haironville Polska Spzoo, Poznan	Globale	Pologne	100,000000
Haironville Portugal SA, Cartaxo	Globale	Portugal	99,988462
Haironville Slovensko Sro, Bratislava	Globale	Slovaquie	100,000000
Haironville Sverige AB, Karlstad	Globale	Suède	100,000000
Haironville UK Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Haironville Tac Ltd, St Helens	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
IMS International Métal Service SA, Neuilly, sous-groupe comprenant 20 sociétés	Équivalence	France	36,050354
J & F Steel Llc, Burns Harbor	Globale	États-Unis	100,000000
Jean Guille SA, Thionville	Globale	France	49,997500
Jh Group Sci, Yutz	Globale	France	99,999999
Kempes & Koolen Bouwsystemen BV, Tiel	Globale	Pays-Bas	100,000000
Konti Steel Hellas SA, Magnissia	Globale	Grèce	100,000000
Laminados Velasco sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Laminados Velasco SL, Basauri	Globale	Espagne	80,002547
Arcelor Distribución Valencia SA, Valencia	Globale	Espagne	100,000000
Arcelor Distribución Vigo SA, Porriño	Globale	Espagne	100,000000
Auxiliar Laminadora Alavesa SA, Olaeta	Globale	Espagne	100,000000
Calibrados Pradera SA, Miravalles	Équivalence	Espagne	50,000000
Cántabra de Laminados Velasco SA, Santander	Globale	Espagne	100,000000
Castellana de Laminados Velasco SA, Burgos	Globale	Espagne	100,000000
Elaborados y Construcción SA, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
Ferronía SA, Andoain	Globale	Espagne	100,000000
Grupo Velasco Desarrollo SL, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
Industrias Zarra SA, Galdacano	Équivalence	Espagne	25,000000
Laminados Canarias SA, Telde	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Comavesa SA, Getafe	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Gonvelsa SL, Llanera	Globale	Espagne	50,000000
Laminados Siderúrgicos Arbizu SA, Arbizu	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Siderúrgicos Duero SA, Aranda de Duero	Globale	Espagne	90,000000
Laminados Siderúrgicos La Coruña SA, Arteixo	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Siderúrgicos Miranda SA, Miranda de Ebro	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Siderúrgicos Murcia SA, San Ginés	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Siderúrgicos Orense SA, San Ciprian de Viñas	Globale	Espagne	90,000000
Laminados Siderúrgicos Sampol SL, Palma de Mallorca	Globale	Espagne	75,049900
Laminados Siderúrgicos Sevilla SA, Alcalá de Guadaira	Globale	Espagne	100,000000
Laminados Siderúrgicos Toledo SA, Villaluenga de la Sagra	Globale	Espagne	55,000000
Laminados Siderúrgicos Valladolid SA, Valladolid	Globale	Espagne	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Laminados Siderúrgicos Vitoria SA, Vitoria	Globale	Espagne	100,000000
SA Productos Empresas Metalúrgicas, Salvatierra	Globale	Espagne	100,000000
Servicio del Acero SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
Tremad SA, Icazteguieta	Globale	Espagne	90,000000
Tubos y Decapados SA, Basauri	Globale	Espagne	100,000000
Longtain SA, Manage	Globale	Belgique	99,990568
Laserflash SA, Eupen	Globale	Belgique	100,000000
Lille Aciers SA, Lomme	Globale	France	100,000000
Megaço Jma Comercio Siderúrgico Ltda, Palmela	Équivalence	Portugal	38,666500
Mirouze Novacier SA, Toulouse	Globale	France	100,000000
Monteferro Stahl Service GmbH, Leichlingen	Globale	Allemagne	100,000000
Mosacier SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Oxyflash SA, Melle	Globale	Belgique	100,000000
Pab Bazeilles SA, Douzy	Globale	France	99,998383
Pab Sud SA, Hagetmau	Globale	France	100,000000
Panneaux Frigorifiques Français SA, Val d'Ize	Globale	France	100,000000
Parements Métalliques d'Architecture SA, Cerons	Globale	France	100,000000
Perry Willenhall Steel Service Centres Ltd, Willenhall	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
Prekon Spzoo, Starachowice	Globale	Pologne	100,000000
Produits d'Usines Métallurgiques Pum-Station Service Acier SA, Reims	Globale	France	99,975443
Produits Métallurgiques de l'Orléanais Sas, Ingre	Globale	France	49,986667
Produits Métallurgiques des Ardennes SA, Donchery	Globale	France	100,000000
Produits Métallurgiques du Sud-Ouest SA, Langon	Globale	France	100,000000
Produits Siderurgiques de la Moselle SA, Yutz	Globale	France	100,000000
Profil du Futur SA, Horbouurg wihr	Globale	France	100,000000
Profilage de la Guadeloupe SA, Baie Mahault	Globale	France	100,000000
Profilage de la Réunion SA, Le Port	Globale	France	94,203612
ProfilArbed Distribution SA, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Exploitation Luxembourg SA, Differdange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Distribution Luxembourg SA, Pétange	Globale	Luxembourg	100,000000
ProfilArbed Staalhandel sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
ProfilArbed Staalhandel BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Abc BV, Nijmegen	Globale	Pays-Bas	100,000000
Arbed Damwand België NV, Overpelt	Globale	Belgique	100,000000
Arbed Damwand Nederland BV, Moerdijk	Globale	Pays-Bas	100,000000
Betonijzer Buigcentrale Limburg BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Borotrans Born BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Bouwstaal Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Calimco BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Cogeaf NV, Schoten	Globale	Belgique	95,933333
Demamet-Cassart Aciers SA, Seneffe	Globale	Belgique	100,000000
Kielco Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Leduc Trading NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
Limbustaal BV, Meerssen	Globale	Pays-Bas	100,000000
Lommaert Walserijprodukten BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Lommaert/Montan Wapeningsstaal BV, Nijmegen	Globale	Pays-Bas	100,000000
Montan Staal BV, Den Haag	Globale	Pays-Bas	100,000000
M-Soft NV, Overpelt	Globale	Belgique	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
ProfilArbed Distribution België NV, Overpelt	Globale	Belgique	100,000000
ProfilArbed Staalhandel Nederland BV, Born	Globale	Pays-Bas	100,000000
Steelexpress NV, Schoten	Globale	Belgique	100,000000
Profilsteel SA, Bouffloulx	Globale	Belgique	100,000000
Pum Paris-Normandie SA, Bonneuil sur Marne	Globale	France	100,000000
Robert Smith Steels Ltd, Mersyside	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
SA Lardier et compagnie, Blois	Globale	France	100,000000
Sar Stahlservice GmbH, Neuwied	Globale	Allemagne	100,000000
Savoie Métal SA, Saint Jorioz	Globale	France	100,000000
SCI du 1 & 3 place de la Belgique, Reims	Globale	France	100,000000
Sidmar-Stahlwerke Bremen-SSC NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000
Sirus Ssc, Saint Ouen l'Aumone	Globale	France	100,000000
Skyline Steel sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Skyline Steel Corp, Parsippany	Globale	États-Unis	100,000000
Arkansas Steel Processing Inc., Armoral	Globale	États-Unis	100,000000
Arkansas Steel Processing Inc., Bessemer	Globale	États-Unis	100,000000
Associated Pile and Fitting Corp, Clifton	Globale	États-Unis	100,000000
Casteel Inc., Belpre	Globale	États-Unis	100,000000
Midwest Steel & Tube Inc., Chicago	Globale	États-Unis	100,000000
PA Pipe Inc., Camp Hill	Globale	États-Unis	100,000000
Skyline (Php) Canada Ltd, St Bruno	Globale	Canada	100,000000
Slpm SA, Saint Ouen l'Aumone	Globale	France	100,000000
Société Belge d'Oxycoupage SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Société de transports de produits d'usines Métallurgiques SA, Reims	Globale	France	100,000000
Société Industrielle Métallurgique et d'entreprise SA, La Chapelle Saint Luc	Globale	France	100,000000
Sodif Srl, Milano	Globale	Italie	100,000000
Sotracier SA, Pontcharra	Globale	France	99,997500
Sps Altensteig Stahl-Service-Center GmbH, Altensteig Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Sps Lichtenstein Stahl-Service-Center GmbH, Lichtentein Sachsen	Globale	Allemagne	100,000000
Sps Südband Stahl-Service-Center GmbH, Altensteig Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Srw Schwarzwälder Röhrenwerk GmbH, Altensteig Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Srw-Sps Verwaltungs GmbH, Altensteig Waldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Station Service Acier Lopez Sas, Valence	Globale	France	100,000000
Südband Stahl-Service GmbH, Ludwigshafen	Globale	Allemagne	100,000000
Traxys SA, Bertrange	Équivalence	Luxembourg	50,000000
Uci SA, Fleurus	Globale	Belgique	70,000000
Usb Unterwellenborner Schneidbetrieb GmbH, Saalfeld	Globale	Allemagne	100,000000
Usinor Stal Serwis Spzoo, Byto	Globale	Pologne	100,000000
Vikam Praha AS, Praha	Globale	Tchéquie	100,000000
Wannifroid SA, Onnaing	Globale	France	99,981818
Welbeck Steel Service Centre Ltd, Barking	Globale	Grande-Bretagne	100,000000
SECTEUR AUTRES ACTIVITÉS			
ARCELOR SA, Luxembourg		Luxembourg	
Aceralia Internacional BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Aceralia Steel Trading BV, Amsterdam	Globale	Pays-Bas	100,000000
Ais Finance (Groupe Arbed) Snc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Allard Gieterij NV, Gent	Globale	Belgique	50,000000
Ancofer Stahlhandel GmbH, Mülheim	Équivalence	Allemagne	51,250000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
ARBED SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,728897
Arbed Investments SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arbed Investment Services SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Center Brussels NV, Gent	Globale	Belgique	83,159861
Arcelor Finance and Services Belgium SA, Brussels	Globale	Belgique	100,000000
Arcelor Finance Sca, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Arcelor Finanziara Srl, Piombino	Globale	Italie	100,000000
Arcelor Purchasing Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor Treasury Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000
Arcelor USA Holding Inc., New York	Globale	États-Unis	100,000000
Aster SA, Puteaux	Globale	France	99,999983
Aster Finances SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Atic Services SA, Paris, sous-groupe comprenant 12 sociétés	Équivalence	France	45,074323
Bail Industrie SA, Hayange	Globale	France	99,999647
Belsid Llc, Wilmington	Globale	États-Unis	100,000000
Berg Steel Pipe Corp, Panama City	Équivalence	États-Unis	51,250000
Cfl Canada Investment Inc., Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil America Secs, Granby	Globale	Canada	100,000000
Circuit Foil Luxembourg Sàrl, Wiltz	Globale	Luxembourg	76,910010
Circuit Foil Service SA, Weidingen/Wiltz	Équivalence	Luxembourg	49,000000
Cockerill Forges and Ringmill SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Cockerill Sambre Stahl GmbH, Düsseldorf	Globale	Allemagne	100,000000
Daf Group NV, Gent	Globale	Belgique	50,000000
Dhs-Dillinger Hütte Saarstahl AG, Dillingen	Équivalence	Allemagne	51,250000
Esperbras SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Europipe GmbH, Ratingen	Équivalence	Allemagne	51,250000
Europipe France SA, Grande Synthe	Équivalence	France	51,250000
Finindus NV, Brussel	Globale	Belgique	50,000000
Foil Coatings Luxembourg—FCL Gie, Wiltz	Équivalence	Luxembourg	100,000000
Frecolux SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	99,999915
G.Fer Snc, Puteaux	Globale	France	100,000000
G.T.S. industries SA, Grande Synthe	Equivalence	France	99,999922
Groupeement Immobilier Srl, Brussels	Globale	Belgique	100,000000
IEE International Electronics & Engineering SA, Echternach, sous-groupe comprenant 2 sociétés	Équivalence	Luxembourg	28,184282
Immobilière Schlassgoart (Groupe Arbed) Senc, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Imphy SA, Puteaux	Globale	France	99,999702
InvestAR Sàrl, Luxembourg	Équivalence	Luxembourg	50,000000
Investissement Technologie Inc, Montréal	Globale	Canada	100,000000
Paul Wurth Inc., Canonsburg	Globale	États-Unis	48,008364
Paul Wurth Ltd, Burlington	Globale	Canada	48,008364
Paul Wurth SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	48,008364
Paul Wurth do Brasil Ltda, Belo Horizonte	Globale	Brésil	48,008364
Persebras SL, Olaberria	Globale	Espagne	100,000000
Rogesa GmbH, Dillingen	Équivalence	Allemagne	51,250000
S3P SA, Puteaux	Globale	France	99,999936
SA Forges et Aciéries de Dilling, Dillingen	Équivalence	Allemagne	97,128851
Saarlux Stahl GmbH, Stuttgart	Équivalence	Allemagne	100,000000
Seridev SA, Puteaux	Globale	France	99,400000
Sidarfin NV, Gent	Globale	Belgique	99,999979
Sidarsteel NV, Gent	Globale	Belgique	100,000000

Sociétés	Méthode de consolidation	Pays	Fraction du capital détenue contrôle (%)
Sidmar Finance (Groupe Arbed) SA, Luxembourg	Globale	Luxembourg	100,000000
Sodisid SA, Courbevoie	Globale	France	99,998800
Sofinus SA, Puteaux	Globale	France	99,999856
Sogepass SA, Hayange	Globale	France	99,999745
Sollac Verwaltung GmbH, Stuttgart	Globale	Allemagne	100,000000
Somef SA, Liège	Globale	Belgique	100,000000
Soteg Société de Transport de Gaz SA, Luxembourg	Équivalence	Luxembourg	20,000000
Sotel SC, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	75,000000
Sotel Réseau et Cie Secs, Esch s/Alzette	Globale	Luxembourg	100,000000
Tixis Sytems Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Tixis Systems Belgium SA, Flemalle	Globale	Belgique	100,000000
Tixis Technologies Sas, Puteaux	Globale	France	100,000000
Tixis Technologies Belgium SA, Flemalle	Globale	Belgique	100,000000
USINOR SA, Puteaux	Globale	France	99,442181
Usinor Achats SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Usinor Belgium SA, Seraing	Globale	Belgique	100,000000
Usinor Imports & Trading SA, Puteaux	Globale	France	100,000000
Usinor USA sous-groupe comprenant les sociétés suivantes :			
Usinor USA Holding Corp, Wilmington	Globale	États-Unis	100,000000
Arcelor Stainless Processing Llc, Troy	Globale	États-Unis	100,000000
Usinor Llc, New York	Globale	États-Unis	100,000000
Usinor Industeel (USA) Inc., Wilmington	Globale	États-Unis	100,000000
Vertriebsgesellschaft Dillinger Hütte GmbH, Dillingen	Équivalence	Allemagne	51,250000

14.1.6 Rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes consolidés en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2004 et 2005

Au Conseil d'administration
d'Arcelor S.A.
19, Avenue de la Liberté
Luxembourg

Rapport du réviseur d'entreprises sur la vérification des informations portant sur les états financiers consolidés d'Arcelor pour les exercices clos le 31 décembre 2003, 2004 et le 31 décembre 2005

En notre qualité de réviseur d'entreprises de la société Arcelor S.A., ci-après «Arcelor », nous avons procédé, conformément aux normes internationales de révision, à la vérification des informations portant sur les états financiers consolidés d'Arcelor pour les exercices clos le 31 décembre 2003, 2004 et le 31 décembre 2005, (ci-après, « les comptes consolidés d'Arcelor ») telles que mentionnées par référence dans le présent chapitre à la section 14.1 de la note d'information présentée par Arcelor en réponse à la note d'information de Mittal Steel publiée à l'occasion de l'offre publique mixte visant les actions Arcelor.

Cette note d'information a été établie, pour la partie concernant la société Arcelor, sous la responsabilité du Conseil d'administration, présidé par Monsieur Joseph Kinsch. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'elle contient portant sur la seule partie relative aux comptes consolidés d'Arcelor.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes internationales de révision, à apprécier la sincérité des informations portant sur les comptes consolidés d'Arcelor et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport de notre part.

Les comptes consolidés d'Arcelor, arrêtés par le Conseil d'administration de la société, ont fait l'objet d'un audit selon les normes internationales de révision et ont fait l'objet de rapports sans réserve.

Les conclusions de nos rapports sont résumées ci-après :

- Rapports sans réserve sur les états financiers consolidés datés respectivement du 19 mars 2004 et du 18 mars 2005 pour les exercices clos le 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004.

A notre avis, les états financiers consolidés d'Arcelor, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe aux 31 décembre 2003 et 2004 ainsi que des résultats des activités et de ses flux de trésorerie pour les exercices se terminant à ces dates, conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »).

- Rapport sans réserve sur les états financiers consolidés daté du 17 mars 2006 pour l'exercice clos le 31 décembre 2005.

A notre avis, les états financiers consolidés d'Arcelor, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats des activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Ce rapport est émis aux seules fins de la note d'information présentée par Arcelor et qui sera déposée au Luxembourg, en France, en Espagne et en Belgique et visée respectivement par la CSSF, l'AMF, la CNMV et la CBFA. Il ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Luxembourg, le 5 juillet 2006

KPMG Audit S.à r.l.
Réviseurs d'Entreprises

Eric Damotte

14.2 Comptes consolidés Pro forma en normes IFRS relatifs à l'acquisition de Dofasco

14.2.1 Hypothèses retenues lors de l'élaboration des éléments financiers consolidés pro forma non audités

Ces informations pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que les acquisitions (et changements de méthode) décrites à la présente section auraient pu avoir sur le bilan et le compte de résultat consolidés d'Arcelor au 31 décembre 2005 si les opérations décrites ci-dessous avaient pris effet au 1^{er} janvier 2005. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'évènement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

Ces informations pro forma ont été établies en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations pro forma.

La présente section récapitule les principales hypothèses retenues lors de l'établissement des éléments financiers consolidés pro forma non audités.

14.2.1.1 Principes généraux d'établissement des éléments financiers consolidés pro forma

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Arcelor pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005. Les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe ont été élaborés conformément aux méthodes comptables du Groupe

au 31 décembre 2005, à l'exception des politiques comptables suivantes qui ont été modifiées par le Groupe au 1^{er} janvier 2006 :

- Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cette dernière remplace la méthode de la mise en équivalence ;
- Les écarts actuariels générés par les calculs des engagements liés aux avantages à long terme octroyés au personnel sont reconnus directement et immédiatement en capitaux propres. Cette option remplace la politique du corridor permettant de différer une partie des écarts actuariels cumulés.

L'impact de ces modifications est souligné aux sections 14.2.2 et 14.2.3 du présent chapitre de la note d'information dans la colonne intitulée « Intégration proportionnelle » en ce qui concerne l'impact du changement de la méthode de la mise en équivalence et dans la colonne « Ecarts actuariels » en ce qui concerne l'impact du changement de la méthode de comptabilisation des écarts actuariels.

Les options comptables éventuellement prises ainsi que les estimations et hypothèses qui affectent le montant des actifs, passifs, produits et charges sont conformes à celles du Groupe.

Les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe tels que présentés dans cette section ne sont pas nécessairement représentatifs des comptes consolidés du Groupe qui auraient été établis si les opérations décrites ci-après étaient survenues à une date antérieure à celle de la survenance réelle.

14.2.1.2 Périmètre de consolidation et opérations spécifiques

Le périmètre de consolidation inclut toutes les filiales significatives directes et indirectes d'Arcelor au 31 décembre 2005. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Une liste des filiales, entreprises associées et coentreprises est donnée à la note 31 annexée aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2005 (voir section 14.1.5.1 du présent chapitre de la note d'information).

Les éléments suivants sont à considérer :

Dofasco

Le groupe Dofasco, acquis au 28 février 2006, est inclus dans les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe au 31 décembre 2005. Arcelor a par ailleurs lancé fin mars 2006 une procédure d'acquisition forcée prévue par les dispositions applicables de la Loi canadienne sur les sociétés par actions portant sur toutes les actions ordinaires encore détenues par les minoritaires de Dofasco. Ainsi, les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe ont été déterminés sur la base d'un taux de détention de 100%.

Pour les besoins des comptes consolidés pro forma, une contribution de 12 mois d'activité a été considérée dans le compte de résultat. Les contributions des sociétés QCM et Copperweld, dont les acquisitions ont été finalisées par Dofasco respectivement le 22 juillet 2005 et le 3 octobre 2005 ont également été retraitées.

Les éléments financiers consolidés pro forma non audités incluent également les ajustements liés à la comptabilisation d'acquisition. En effet, le *goodwill* dégagé lors de cette acquisition a fait l'objet d'une analyse et d'un exercice de juste valeur des actifs et passifs identifiables conformément à IFRS 3. Les conclusions des experts indépendants sur les justes valeurs des actifs et passifs identifiables de Dofasco ont été affectées aux différents actifs et passifs identifiables.

Les effets financiers liés à l'acquisition de Dofasco ont été considérés, ainsi que les effets liés à l'augmentation de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles suite à leur réévaluation lors de l'exercice de juste valeur.

Acesita

Arcelor a pris le contrôle d'Acesita au 1^{er} octobre 2005 en portant sa participation de 27,68% à 40,12% (76,20% des actions votantes).

Arcelor a par ailleurs lancé le 28 mars 2006 une offre portant sur toutes les actions ordinaires et 10 396 702 actions préférentielles, soit au total 16 287 290 actions encore détenues par les minoritaires d'Acesita. Au terme de cette offre échue le 27 avril 2006, Arcelor a acquis 11 696 911 actions soit une participation complémentaire de 15,74%. Les éléments financiers consolidés pro forma non audités du Groupe ont été déterminés sur la base du taux de réussite de cette offre et donc d'un pourcentage d'intérêt de 55,86% contre 40,12% au 31 décembre 2005.

Les éléments financiers consolidés pro forma du Groupe comprennent 12 mois d'activité d'Acesita.

Huta

La société Huta, acquise par Arcelor le 1^{er} septembre 2005, contribue pour 12 mois d'activité dans les éléments financiers consolidés pro forma non audités contre 5 mois dans les comptes consolidés audités du Groupe.

14.2.1.3 Principaux retraitements du compte de résultat

Dans le cadre des ajustements de juste valeur définis lors de l'acquisition de Dofasco, Acesita et Huta :

- La charge d'amortissement des actifs corporels et incorporels a été retraitée rétroactivement et prorata temporis sur une période de 12 mois,
- Le résultat brut opérationnel n'est pas diminué de la marge réalisée sur les ventes de produits en stock au moment de l'acquisition.
- Les effets liés aux financements des acquisitions ont été considérés.

Lors de l'externalisation partielle du plan de retraite complémentaire IRUS en France fin 2005, les pertes actuarielles correspondantes auparavant neutralisées en application de la politique du corridor avaient été reconnues en résultat. Cette charge est reprise en raison de la nouvelle logique comptable du Groupe sur la reconnaissance des écarts actuariels.

14.2.2 Bilan consolidé pro forma non audité

<i>En millions d'euros</i>	Arcelor 31.12.2005	Dofasco 31.12.2005	Consolidation Dofasco	Intégration Proportionnelle	Ecart actuariels	Rachat minoritaires Acesita	Arcelor 31.12.2005 Pro forma
ACTIFS NON COURANTS	18 196	4 911	785	- 44	- 80		23 768
Ecarts d'acquisition	56		785				841
Immobilisations incorporelles	137	514					651
Immobilisations corporelles	13 767	4 317		20			18 104
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	1 478	6		-102	- 63		1 319
Autres participations	653			35			688
Créances et autres actifs financiers	758	- 13		3	- 17		731
Impôts différés	1 347	87					1 434
ACTIFS COURANTS	17 720	1 787	- 3 098	54		- 163	16 300
Stocks	7 580	1 200		12			8 792
Clients	3 716	469		14			4 199
Autres débiteurs	1 779	29		1			1 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 645	89	- 3 098	27		- 163	1 500
TOTAL ACTIFS	35 916	6 698	- 2 313	10	- 80	- 163	40 068
CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE	15 109	3 298	- 3 298		- 202	- 15	14 892
CAPITAUX PROPRES – PART DES MINORITAIRES	2 524	31				- 148	2 407
PASSIFS NON COURANTS	8 279	2 702	985		122		12 088
Emprunts portant intérêt	4 341	426	985				5 752
Provisions pour pensions et avantages assimilés	1 431	1 188		1	186		2 806
Provisions	1 795	121					1 916
Impôts différés	571	967		- 1	- 64		1 473
Autres dettes	141	0					141
PASSIFS COURANTS	10 004	667		10			10 681
Fournisseurs	5 228	204		7			5 439
Partie à court terme des emprunts portant intérêt	1 623	199					1 822
Autres créditeurs	2 879	264		3			3 146
Provisions	274						274
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	35 916	6 698	- 2 313	10	- 80	- 163	40 068

14.2.3 Compte de résultat consolidé pro forma non audité

<i>En millions d'euros</i>	Arcelor 2005	AJUSTEMENTS						Arcelor 2005 Pro forma
		Acesit	Huta	Dofasco	Financement	Intégration proportionnelle	Ecarts actuariels	
Chiffre d'affaires	32 611	804	135	3 459		90		37 009
EBITDA	5 641	305	20	548		10	41	6 565
Amortissements et dépréciations	- 1 294	- 53	- 7	- 347		-4		- 1 705
Ecarts d'acquisition négatifs	29							29
EBIT	4 376	252	13	201	0	6	41	4 889
Charges financières nettes	- 254		- 6	- 71	- 36	1		- 366
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	317	- 46				-4		267
Résultat avant impôts	4 439	206	7	130	- 36	3	41	4 790
Impôts sur les résultats	- 161	- 58	3	- 47		-3	-14	-280
Résultat de l'exercice	4 278	148	10	83	- 36		27	4 510
Résultat net – part des minoritaires	- 432	- 80		- 3				- 526
Résultat net – part du Groupe	3 846	68	10	80	- 36		27	3 984

14.2.4 Rapport du réviseur d'entreprises sur les éléments financiers pro forma

Au Conseil d'administration
d'Arcelor S.A.
19, Avenue de la Liberté
Luxembourg

Rapport du réviseur d'entreprises sur le bilan et le compte de résultat consolidés résumés pro forma non audités du Groupe Arcelor au 31 décembre 2005

En notre qualité de réviseur d'entreprises et en application du règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur le bilan et le compte de résultat consolidés résumés pro forma non audités du Groupe Arcelor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005 (ci-après « les informations pro forma ») inclus dans la section 14.2 du chapitre 3 de la note d'information présentée par Arcelor en réponse à la note d'information de Mittal Steel publiée à l'occasion de l'offre publique mixte visant les actions Arcelor.

Ces informations pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que les acquisitions décrites à la section 14.2 du chapitre 3 auraient pu avoir sur le bilan et le compte de résultat consolidés non audités d'Arcelor au 31 décembre 2005 si elles avaient pris effet au 1er janvier 2005. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si ces acquisitions étaient survenues à des dates antérieures à celles de leur survenance réelle.

Ces informations pro forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations pro forma.

Il nous appartient d'exprimer sur ces informations pro forma une conclusion dans les termes requis par l'annexe II, point 7, du règlement (CE) N° 809/2004. Il ne nous appartient pas d'exprimer une autre conclusion sur aucun des éléments constitutifs de ces informations pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables au Luxembourg. Ces travaux, qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement

des informations pro forma, ont consisté principalement à rapprocher les informations financières sous jacentes non retraitées de leurs documents sources, à examiner les éléments probants supportant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction du Groupe Arcelor des informations pro forma. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires pour obtenir l'assurance raisonnable que les informations pro forma sont adéquatement établies sur la base indiquée.

A notre avis :

- les informations pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- cette base est conforme aux méthodes comptables appliquées par le Groupe Arcelor, telles que présentées dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice 2005, à l'exception de la méthode d'intégration des co-entreprises et du traitement des écarts actuariels mentionnés au chapitre 3 section 14.2.1.1 dans les hypothèses d'établissement des informations pro forma. Le bilan pro forma présenté au chapitre 3 section 14.2.2 présente le détail des impacts de ces exceptions dans les colonnes « intégration proportionnelle » et « écarts actuariels ».

Ce rapport est émis aux seules fins de la note d'information présentée par Arcelor et qui sera déposée au Luxembourg, en France, en Espagne et en Belgique et visée respectivement par la CSSF, l'AMF, la CNMV et la CBFA. Il ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Luxembourg, le 5 juillet 2006

KPMG Audit S.à r.l.
Réviseurs d'Entreprises

Eric Damotte

14.3 Résultats du premier trimestre 2006 (non audités)

Arcelor a réalisé des résultats solides au cours du premier trimestre 2006 dans un environnement caractérisé par une amélioration de la demande, des prix de vente qui commencent seulement à augmenter et ceci dans un contexte de prix de matières premières en hausse continue. Depuis la fin du trimestre la croissance de la demande s'est accélérée et les prix de vente devraient s'améliorer à partir du second trimestre.

Au cours du trimestre, Arcelor a continué d'améliorer la compétitivité structurelle de ses opérations avec des gains de gestion qui s'élèvent à 160 millions d'euros sur la période, en cohérence avec le Plan Stratégique qui vise un EBITDA normalisé de 7 milliards d'euros.

La gestion active du portefeuille d'activités s'est poursuivie avec la signature d'un accord de cession d'Ugitech, société de produits longs inoxydables à Schmolz&Bickenbach au début du second trimestre à la suite du fort redressement de cette activité.

En millions d'euros (non audité)	1 ^{er} trimestre 2005 (retraité)*	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2006 (pro forma)**
Chiffre d'affaires	8 157	9 565	10 212
Résultat Brut Opérationnel	1 700	1 427	1 564
Résultat Opérationnel	1 390	1 091	1 214
Résultat Net, part du Groupe	949	761	834
Résultats Net par action (en euro)	1,55	1,23	1,34

* L'information comparative 2005 a été retraitée afin de refléter les changements des principes comptables applicables en 2006.

** 3 mois d'activité Dofasco et pourcentage d'intérêt de 55,86% dans Acesita au terme du rachat de minoritaires clôturé le 27 avril 2006.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2006 s'est élevé à 9 565 millions d'euros, comparé à 8 157 millions d'euros pour la même période de l'année dernière, en augmentation de 17,3% (10,8% à structure comparable). Cette évolution traduit essentiellement la consolidation d'Acesita (Aciers inoxydables au Brésil) ainsi que l'intégration de Dofasco le 1^{er} mars 2006.

Le résultat brut opérationnel consolidé s'élève à 1 427 millions d'euros, soit une marge de 14,9% pour le premier trimestre 2006 comparé à 1 700 millions d'euros, soit une marge de 20,8% pour le trimestre équivalent de l'année dernière.

Le résultat opérationnel consolidé du premier trimestre 2006 est de 1 091 millions d'euros contre 1 390 millions d'euros pour la période équivalente de 2005, soit respectivement des marges de 11,4% et de 17,0%.

Après un résultat financier de -322 millions d'euros, une contribution positive de 72 millions d'euros des sociétés mises en équivalence et d'un produit d'impôt de 57 millions d'euros, le résultat net consolidé s'élève à 761 millions d'euros contre 949 millions d'euros au premier trimestre 2005. La forte hausse du résultat financier est la conséquence de la mise en conformité avec l'IAS 32 obligeant à reconnaître le prix de l'action dans la valeur de l'O.C.E.A.N.E. (295 millions d'euros). Le taux d'imposition très bas reflète la capitalisation de pertes fiscales reportables dues à la restructuration juridique du périmètre belge (285 millions d'euros).

Endettement financier net

En millions d'euros	31 décembre 2005 (retraité)**	31 mars 2006 (non audité)
Fonds propres*	17 431	18 602
Endettement financier net	1 257	5 742
Endettement financier net / Fonds propres*	0,07	0,31

* En ce compris intérêts minoritaires.

** L'information comparative 2005 a été retraitée afin de refléter les changements des principes comptables applicables en 2006

Au 31 mars 2006, l'endettement financier net s'élève à 5 742 millions d'euros comparé à 1 257 millions d'euros au 31 décembre 2005, traduisant l'acquisition de Dofasco (Canada) et inclut 765 millions d'euros de dette nette de Dofasco.

L'évolution du besoin en fonds de roulement est principalement due à la consolidation de Dofasco (1,4 milliards d'euros), le volume des stocks ayant baissé sur la période.

Les investissements industriels représentent 532 millions d'euros sur la période (dont 261 millions d'euros sont dus à des investissements de croissance, essentiellement au Brésil) et sont en ligne avec les prévisions.

Le ratio endettement financier net/fonds propres (y inclus minoritaires) est de 0,31 au 31 mars 2006, à comparer à 0,07 au 31 décembre 2005.

Chiffre d'affaires, résultat brut opérationnel et résultat opérationnel par activité

En millions d'euros (non audité)	1 ^{er} trimestre 2005 retraité)*					1 ^{er} trimestre 2006				
	Chiffre d'affaires	Résultat brut op.	%	Résultat op.	%	Chiffre d'affaires	Résultat brut op.	%	Résultat op.	%
Aciers Plats au Carbone	4 756	1 173	24,7	982	20,6	5 381	780	14,5	589	10,9
Aciers Longs au Carbone	1 562	330	21,1	266	17,0	1 875	439	23,4	359	19,1
Aciers Inoxydables, Alliages et	981	94	9,6	70	7,1	1 406	114	8,1	76	5,4

En millions d'euros (non audité)	1 ^{er} trimestre 2005 retraité)*					1 ^{er} trimestre 2006				
	Chiffre d'affaires	Résultat brut op.	%	Résultat op.	%	Chiffre d'affaires	Résultat brut op.	%	Résultat op.	%
Plaques Spéciales										
A3S	2 056	98	4,8	79	3,8	2 225	77	3,5	61	2,7
Autres	527	10	n.a.	-2	n.a.	475	13	n.a.	2	n.a.
Eliminations	-1 725	-5	n.a.	-5	n.a.	-1 797	4	n.a.	4	n.a.
Total	8 157	1 700	20,8	1 390	17,0	9 565	1 427	14,9	1 091	11,4

* L'information comparative 2005 a été retraitée afin de refléter les changements des principes comptables applicables en 2006.

Aciers Plats au Carbone

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Aciers Plats au Carbone du premier trimestre 2006 s'élève à 5 381 millions d'euros contre 4 756 millions d'euros pour le premier trimestre 2005 (Europe 4 450 millions d'euros, Brésil : 558 millions d'euros, Canada : 373 millions d'euros comparé à 4 280 millions d'euros pour l'Europe et 475 millions d'euros pour le Brésil), soit une hausse de 13,2% (5,1% à périmètre comparable). Cette hausse s'explique principalement par la consolidation de Dofasco à partir du premier mars 2006 et par un accroissement des expéditions en particulier au Brésil.

Le total des expéditions est de 8 504 milliers de tonnes au premier trimestre 2006 (dont 433 milliers de tonnes de Dofasco) contre 7 396 milliers de tonnes pour la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 6,5% en Europe (6 720 milliers de tonnes contre 6 311 milliers de tonnes en 2005) et de 24,5% au Brésil (1 351 milliers de tonnes contre 1 085 milliers de tonnes en 2005).

Le résultat brut opérationnel consolidé de l'activité s'élève à 780 millions d'euros pour le premier trimestre 2006, dont 643 millions d'euros pour l'activité Europe (921 millions d'euros en 2005) et 137 millions d'euros pour l'activité Brésil (252 millions d'euros en 2005), la contribution de Dofasco étant nulle du fait de l'application de la comptabilité d'acquisition. En dépit des coûts des matières premières très élevés et des prix de vente moyens inférieurs, les marges du premier trimestre 2006 sont de 14,4% pour les activités européennes et de 24,6% pour le Brésil contre respectivement 21,5% et 53,1% pour la même période en 2005.

Le résultat opérationnel consolidé de l'activité est de 589 millions d'euros pour le premier trimestre 2006 dont 524 millions d'euros pour l'Europe, soit une marge de 11,8% et 91 millions d'euros pour le Brésil, soit une marge de 16,3%. La contribution de Dofasco pour la période est de -26 millions d'euros. Le résultat opérationnel consolidé de l'activité pour la même période en 2005 s'élevait à 982 millions d'euros, dont 766 millions pour l'Europe, soit une marge de 17,9%, et 216 millions pour le Brésil, soit une marge de 45,5%.

La production d'acier liquide pour le premier trimestre 2006 a été de 7 209 milliers de tonnes pour l'Europe contre 7 805 milliers de tonnes pour la même période de l'exercice précédent et de 1 259 milliers de tonnes pour le Brésil en 2006, contre 1 252 milliers de tonnes pour la même période en 2005. La différence de production en Europe est due à la fermeture d'un haut-fourneau à Liège (Belgique) au mois d'avril 2005 et à la réfection d'un haut-fourneau à Gijón (Espagne). La production de Dofasco a été de 386 milliers de tonnes en mars.

Aciers Longs au Carbone

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Aciers Longs au Carbone est de 1 875 millions d'euros pour le premier trimestre 2006, soit une hausse de 19,6% par rapport au premier trimestre 2005 (+30,7% à périmètre comparable). Ce chiffre se compose de 1 074 millions d'euros pour l'activité Europe, 717 millions d'euros pour l'activité Amériques et 93 millions d'euros pour l'activité Tréfilage (Europe, Etats-Unis et Corée du Sud), comparé à 1 562 millions d'euros pour le premier trimestre 2005, dont 938 millions d'euros pour l'activité Europe, 554 millions d'euros pour l'activité Amériques et 86 millions d'euros pour l'activité Tréfilage. La variation du chiffre d'affaire tient compte de l'intégration globale de Huta Warszawa (1^{er} septembre 2005), la cession des unités de production de ronds à béton et de treillis soudés en Espagne (31 juillet 2005) et la cession des petits tubes d'Acindar (Argentine) à la fin du mois de janvier 2006.

Les expéditions totales s'élèvent à 3 458 milliers de tonnes pour le premier trimestre 2006, dont 2 187 milliers de tonnes pour l'Europe, 1 201 milliers de tonnes pour l'activité Amériques et 70 milliers de tonnes pour le Tréfilage contre respectivement 2 989 milliers de tonnes, 1 877 milliers de tonnes, 1 049 milliers de tonnes et 63 milliers de tonnes au premier trimestre 2005.

Le résultat brut opérationnel consolidé de l'activité du premier trimestre 2006 est de 439 millions d'euros, dont 151 millions d'euros, soit une marge de 14,1%, pour l'Europe, 281 millions d'euros, soit une marge de 39,2%, pour l'activité Amériques et 7 millions d'euros, soit une marge de 7,5% pour le Tréfilage. Pour la même période de l'exercice précédent, le résultat brut opérationnel consolidé était de 330 millions d'euros, dont 126 millions d'euros, soit une marge de 13,4%, pour l'Europe, 195 millions d'euros, soit une marge de 35,2%, pour l'activité Amériques et 9 millions d'euros, soit une marge de 10,5%, pour le Tréfilage. L'amélioration des résultats est essentiellement due à l'accroissement des volumes, un contrôle rigoureux des coûts et des gains de gestions en hausse. Le résultat inclut 51 millions d'euros provenant de la cession des tubes d'Acindar (Argentine).

Le résultat opérationnel consolidé de l'activité est de 359 millions d'euros. La contribution pour l'Europe est de 125 millions d'euros, soit une marge de 11,6%, de 230 millions d'euros, soit une marge de 32,1%, pour l'activité Amériques et de 4 millions d'euros, soit une marge de 4,3%, pour le Tréfilage.

La production d'acier liquide pour le premier trimestre de 2006 est de 3 077 milliers de tonnes dont 1 838 milliers de tonnes pour l'Europe et 1 239 milliers de tonnes pour l'Amérique Latine, contre 2 844 milliers de tonnes pour la même période de l'exercice précédent (dont 1 679 milliers de tonnes pour l'Europe et 1 165 milliers de tonnes pour l'Amérique Latine).

Aciers Inoxydables et Alliages

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Aciers Inoxydables et Alliages s'élève à 1 406 millions d'euros pour le premier trimestre 2006, contre 981 millions d'euros en 2005 (Acesita non inclus). Le premier trimestre 2006 est caractérisé par un impact positif des volumes et du mix alors que les prix de base malgré une amélioration en Europe, restent bas par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les expéditions du premier trimestre 2006 sont de 603 milliers de tonnes, y compris Acesita pour 169 milliers de tonnes, contre 578 milliers de tonnes pour la même période de l'année précédente, à périmètre comparable, dont 403 milliers de tonnes pour l'Europe et 175 milliers de tonnes pour Acesita.

Le résultat brut opérationnel consolidé de l'activité pour le premier trimestre 2006 est de 114 millions d'euros (soit une marge de 8,1%) contre 94 millions d'euros pour le premier trimestre 2005. L'évolution positive reflète le changement de périmètre avec la consolidation globale d'Acesita à partir du dernier trimestre 2005 (la contribution est de 74 millions pour le premier trimestre 2006) et des prix de vente supérieurs au Brésil.

Le résultat opérationnel consolidé de l'activité pour le premier trimestre 2006 est de 76 millions d'euros, soit une marge de 5,4%, contre 70 millions, soit une marge de 7,1%, pour la même période de 2005.

La production d'acier est de 713 milliers de tonnes au premier trimestre 2006, contre 633 milliers de tonnes pour la même période en 2005, à périmètre comparable.

La production de la nouvelle aciérie de Carinox (Charleroi, Belgique) monte en puissance et la production de l'aciérie d'Isbergues (France) sera arrêtée au cours du deuxième semestre.

Plaques spéciales

Le chiffre d'affaires de cette activité (Industeel) est de 274 millions d'euros au premier trimestre 2006, contre 243 millions d'euros à la même période de l'année 2005. Le résultat brut opérationnel pour le premier trimestre 2006 s'élève à 50 millions d'euros, soit une marge de 18,2%, contre 21 millions d'euros, soit une marge de 8,6%, pour le premier trimestre 2005. Le résultat opérationnel est de 45

millions d'euros, soit une marge de 16,4%, pour le premier trimestre 2006, contre 19 millions d'euros, soit une marge de 7,8%, pour la même période de l'exercice précédent.

A3S (Arcelor Steel Solutions & Services)

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2006 de l'activité A3S est de 2 225 millions d'euros contre 2 056 millions d'euros pour la même période de 2005, reflétant une amélioration de l'activité en fin de trimestre, à l'exception du secteur de la construction qui a été pénalisé par un hiver long.

Les expéditions du premier trimestre 2006 s'élèvent à 3 691 milliers de tonnes, dont 2 621 milliers de tonnes proviennent d'approvisionnements internes au Groupe et 1 070 milliers de tonnes hors du Groupe, contre 3 208 milliers de tonnes au premier trimestre 2005, dont 2 438 milliers de tonnes d'approvisionnements internes au Groupe et 770 milliers de tonnes hors du Groupe.

Le résultat brut opérationnel est de 77 millions d'euros pour le premier trimestre 2006, soit une marge de 3,5%, contre 98 millions d'euros, soit une marge de 4,8%, pour la même période de 2005 et traduit des coûts plus élevés ainsi qu'une baisse des prix et une augmentation de la valeur des stocks.

Le résultat opérationnel est de 61 millions d'euros au premier trimestre 2006, soit une marge de 2,7%, contre 79 millions d'euros, soit une marge de 3,8%, pour la même période de l'exercice précédent.

Perspectives

Si l'on exclut la Chine, la croissance de la consommation apparente d'acier devrait être de +6% après une croissance négative de -1,5% en 2005. Une plus grande tension de la demande entraîne l'augmentation des prix des produits semi-finis comme des produits finis.

Portée par un environnement économique mondial favorable s'inscrivant dans un modèle de croissance durable, la demande pour l'acier est maintenant soutenue et en augmentation, tirée par la demande finale et par des ajustements des stocks à leurs niveaux moyens. Dans ce contexte d'activité soutenue, également marqué par des prix de matières premières plus élevés, Arcelor a annoncé des augmentations de prix de vente pour l'activité plats carbone sur le troisième trimestre et déjà depuis le premier trimestre pour les produits en aciers inoxydables.

Par conséquent, grâce à une très bonne demande aux second et troisième trimestres, Arcelor attend d'excellentes performances et de très bons résultats en ligne avec ses objectifs ambitieux de création de valeur pour les actionnaires.

14.4 Politique de distribution des dividendes

Le Conseil d'administration a proposé à l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 28 avril 2006 un dividende brut de 1,85 euro par action, contre 0,65 euro au titre de l'exercice 2004. L'assemblée générale annuelle des actionnaires du 28 avril 2006 a approuvé la dite distribution de dividende de 1,85 euro par action.

Le Conseil s'est d'autre part déclaré favorable à une politique de dividende dynamique – à savoir un taux de distribution normatif de 30% sur le cycle – et a pris l'engagement de rendre le cash excédentaire aux actionnaires.

Tableau d'évolution du montant du dividende brut par action

(En euros)	2002	2003	2004	2005
Montant du dividende par action	0,38	0,40	0,65	1,85

Pour une description du plan de création de valeur 2006-2008 se reporter aux sections 9 et **Error! Reference source not found.** du présent chapitre de la note d'information.

14.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Depuis 2002, la direction des Affaires juridiques d'Arcelor effectue un recensement des litiges en cours et dont l'enjeu serait supérieur à 500 000 euros dans un rapport (*Litigation Report*) mis à jour semestriellement au 30 juin et 31 décembre de chaque année. Arcelor n'a connaissance d'aucun litige significatif qui pourrait altérer sa situation financière.

14.6 Événements récents - Changement significatif de la situation financière ou commerciale

14.6.1 Acquisition d'une participation de 38,4% dans Laiwu Steel Corporation

Le 24 février 2006, le sidérurgiste chinois Laiwu Steel Group s'est engagé à céder à Arcelor une participation de 38,41 % dans le capital de Laiwu Steel Corporation, une filiale cotée de Laiwu Steel Group Ltd.

Aux termes du contrat d'acquisition, Arcelor devrait acquérir 354 236 546 actions du type « *legal person shares* » de Laiwu Steel Group, Ltd au prix de RMB 5,88 (0,6 euro) par action, pour un montant total de RMB 2 085 760 530,86 (environ 215 134 898 euros). La contrepartie, versée exclusivement en numéraire, pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la valeur de l'actif net à une date proche de la date d'acquisition.

Laiwu Steel Corporation bénéficiera du « leadership » d'Arcelor en matière de technologie et d'innovation, de ses capacités d'approvisionnement considérables et de son réseau commercial mondial, ce qui dynamisera encore davantage son excellence opérationnelle. Laiwu Steel Corporation aura par exemple accès à la technologie d'Arcelor pour les produits et les processus, ainsi qu'à son expertise dans le domaine de la protection de l'environnement et des systèmes de gestion.

Grâce à la récente mise en service d'un laminoir pour poutrelles lourdes, Laiwu Steel Corporation est le premier producteur chinois de profilés et de poutrelles.

La réalisation de la transaction est soumise à certaines conditions suspensives notamment à l'approbation des autorités réglementaires et publiques, et au feu vert des autorités compétentes de la République Populaire de Chine.

14.6.2 Acquisition de Dofasco

Le 7 mars 2006, à l'expiration de l'offre d'Arcelor relative à l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Dofasco, 77 530 766 de ces actions, représentant 98,5% des actions ordinaires en circulation de Dofasco, ont été apportées en réponse à l'offre d'Arcelor. L'offre visant Dofasco étant expirée, Arcelor a l'intention d'acquérir, dès qu'il lui sera permis de le faire, les actions ordinaires restantes de Dofasco au même prix que celui fixé dans l'offre, à savoir 71,00 dollars canadiens par action, au moyen de la procédure d'acquisition forcée prévue par les dispositions applicables de la loi canadienne sur les sociétés par actions. Arcelor entend ensuite procéder à la radiation des actions ordinaires de Dofasco inscrites à la cote de la bourse de Toronto. La contrepartie offerte en rémunération de la totalité des actions ordinaires de Dofasco représente un montant d'environ 5,6 milliards de dollars canadiens (3,95 milliards d'euros).

Constitué en 1912, Dofasco est un important producteur d'acier en Amérique du Nord. Ses gammes de produits comportent des aciers laminés à chaud, laminés à froid, galvanisés, étamés, ainsi que des produits tubulaires, des flans soudés au laser et des aciers plaqués. Ses principaux clients sont les secteurs de l'automobile, de la construction, de l'énergie, de la transformation, de la tuyauterie, de l'électroménager, de l'emballage et de la distribution d'acier. La Société exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Dofasco détient également 98,7% de la Compagnie minière Cartier (QCM), propriétaire et exploitante de la mine de fer à ciel ouvert Mont-Wright ainsi que d'une usine de bouletage à Port-Cartier (Canada).

14.6.3 Partenariat stratégique en vue du développement de la Sonasid

Le 31 mai 2006, Arcelor, la Société Nationale d'Investissement (SNI, Maroc) et les autres actionnaires de référence de Sonasid (MAMDA-MCMA, Axa Assurance Maroc, RMA-Watanya, CIMR et

Attijariwafa bank) ont transféré leurs participations respectives dans le capital de Sonasid au prix de 1 350 dirhams marocain (« MAD ») par action à une société holding spécialement constituée à cet effet. Cette opération est fondée sur l'accord de partenariat stratégique pour le développement de la Sonasid (Société Nationale de Sidérurgie) que ces sociétés avaient conclu le 3 mars 2006. La société holding détient actuellement 64,86% du capital de Sonasid.

En outre, Arcelor a souscrit à une augmentation de capital en numéraire réservée à l'issue de laquelle le capital de la société holding est réparti à 50/50 entre Arcelor et le groupe d'actionnaires comprenant la SNI et les autres actionnaires de référence.

Conformément à la réglementation boursière marocaine, la société holding procédera au lancement d'une offre publique d'achat (« OPA ») sur le reste des actions de la Sonasid.

Cette OPA se fera aux mêmes conditions que celles des transferts de titres Sonasid à la société holding par Arcelor, la SNI, et les autres actionnaires de référence, soit 1 350 MAD par action, et ce sous réserve de la décision de recevabilité de l'offre par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

15 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

15.1 Capital social

15.1.1 Montant du capital social

Au 31 décembre 2005, le capital était composé de 639 774 327 actions ordinaires sans valeur nominale, émises, entièrement libérées et représentant 3 198 871 635 euros. Cette situation est restée inchangée durant l'année 2005.

Capital social au 31 mars 2006

Montant du capital émis	3 198 871 635 euros
Nombre d'actions émises	639 774 327
Nombre d'actions auto-détenues	18 846 449
Montant du capital autorisé non émis	1 801 128 365 euros
Nombre d'actions autorisées non émises	360 225 673
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires pour la conversion des O.C.E.A.N.E 2017	41 925 534 ²³
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires au titre du plan d'option 2000 ²⁴	457 975
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires au titre du plan d'option 2003 ²⁵	1 320 863
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires au titre du plan d'option 2004 ²⁶	1 202 663
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires au titre du plan d'option 2005 ²⁷	1 135 000
Nombre d'actions autorisées non émises nécessaires au titre du plan AESOPE 2006 ²⁸	4 000 000
Balance des actions disponibles après exercice/conversion des titres donnant accès au capital	310 183 638

15.1.2 Capital autorisé

Le capital autorisé, y compris le capital souscrit, s'élève à 5 000 000 000 euros. La partie non souscrite du capital autorisé est susceptible d'être entamée par l'exercice de droits de conversion ou de souscription d'ores et déjà conférés par Arcelor.

15.1.3 Actions non représentatives du capital

Néant.

15.1.4 Actions auto-détenues

L'assemblée générale annuelle du 28 avril 2006 a, en remplacement d'une autorisation analogue donnée le 29 avril 2005, autorisé le Conseil d'administration de la Société, ainsi que les organes d'autres sociétés du Groupe visées par l'article 49 bis de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales (la « Loi »), à acquérir des actions de la Société, dans les conditions fixées par la Loi. L'autorisation du 28 avril 2006 est stipulée valable pour une durée de 18 mois, sauf renouvellement avant cette échéance.

Elle permet l'acquisition d'actions Arcelor en nombre tel qu'à aucun moment, la limite de 10% du capital souscrit telle qu'elle découle des articles 49-2 et 49 bis de la Loi ne soit pas dépassée. La contre-valeur d'acquisition des actions ne devra pas être inférieure au cours de bourse au moment de l'opération ni supérieure à 55 euros par action. En cas d'augmentation de capital par incorporation de

²³ Ajusté pour tenir compte de la distribution de dividende de 1,85 euro approuvée lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 28 avril 2006

²⁴ Ratio doit vraisemblablement être ajusté en cas d'augmentation de capital.

²⁵ Ratio doit vraisemblablement être ajusté en cas d'augmentation de capital

²⁶ Ratio doit vraisemblablement être ajusté en cas d'augmentation de capital

²⁷ Ratio doit vraisemblablement être ajusté en cas d'augmentation de capital

²⁸ En cas de souscription de > ou = à 100%

réserves ou primes d'émission et attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas de division ou regroupement des actions, les contre-valeurs indiquées ci-dessus seront ajustées par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Au 31 décembre 2005, Arcelor S.A détenait directement 253 488 actions propres.

Au 31 décembre 2005, le Groupe détenait 19 771 296 actions propres représentant 3,09% du total des actions émises et un pair comptable total de 98 856 480 euros. Sur ces 19 771 296 actions, seules les 17 979 485 actions détenues par Arcelor S.A elle-même et par ses filiales directes Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA) et Arcelor France (anciennement Usinor SA) doivent être prises en compte pour la limite susmentionnée de 10% ; le droit de vote est suspendu sur la totalité des 19 771 296 actions propres.

Au cours de l'exercice 2005, le Groupe a effectué les mouvements suivants sur ses actions propres :

Acquisitions

- 40 000 actions achetées sur le marché au comptant par Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA) au prix de 20,00 euros. Ces achats ont été faits en vue de la régularisation du cours de bourse.
- 9 149 502 actions (dont 1 000 000 actions cédées par Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA) à Arcelor) achetées sur le marché au comptant pour des contre-valeurs se situant dans une fourchette allant de 15,06 euros à 21,21 euros, le prix moyen pondéré ayant été de 17,62 euros par titre. Ces achats ont été faits en vue de la régularisation du cours de bourse dans le cadre d'un programme de liquidité.

Cessions

- 5 281 497 actions livrées par Arcelor France (anciennement Usinor SA) dans le cadre de la réalisation du plan d'actionnariat salariés Synergie 2000, pour une contre-valeur de 12,21 euros par titre, et 1 002 012 actions livrées par Arcelor France (anciennement Usinor SA) dans le cadre du plan de *stock-options* pour une contre-valeur de 15,24 euros par titre (sur un total de 6 700 000 actions cédées par Arbed à Usinor).
- 8 896 014 actions cédées par Arcelor sur le marché au comptant pour des contre-valeurs se situant dans une fourchette allant de 15,14 euros à 21,25 euros, le prix moyen pondéré ayant été de 17,61 euros par titre. Ces ventes ont été faites en vue de la régularisation du cours de bourse.
- 41 090 actions cédées par Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA) à Arcelor au prix de 20,20 euros dans le contexte du plan d'attribution aux membres de la Direction générale.

	31.12.2004	31.12.2005	Mouvements
Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA)	24 844 086	17 142 996	- 7 701 090
Arcelor France (anciennement Usinor SA)	166 510	583 001	416 491
Sidmar NV	1 791 811	1 791 811	-
Arcelor S.A	-	253 488	253 488
TOTAL	26 802 407	19 771 296	- 7031 111

Le Groupe a par conséquent acquis 8 189 502 actions propres au cours de l'exercice 2005, représentant un pair comptable total de 40 947 510 euros soit 1,28% du capital souscrit au 31 décembre 2005. Il a d'autre part cédé 15 220 613 actions propres au cours de l'exercice 2005, représentant un pair comptable total de 76 103 065 euros soit 2,38% du capital souscrit au 31 décembre 2005. Par solde, il a donc cédé 7 031 111 actions propres, représentant un pair comptable de 35 155 555 euros soit 1,10% du capital souscrit au 31 décembre 2005.

Au 28 avril 2006 la répartition des actions détenues directement et indirectement par la Société s'établissait de la façon suivante :

	Nombre d'actions Arcelor détenues
Actions détenues par Arcelor	0
Actions détenues par des filiales directes d'Arcelor	
Arcelor Luxembourg (anciennement Arbed SA)	16 559 091
Arcelor France (anciennement Usinor SA)	409 168
Sous-Total	16 968 259
Actions détenues par des filiales indirectes d'Arcelor	
Sidmar N.V.	1 791 811
Total	18 760 070

15.1.5 Valeurs mobilières convertibles et composées

Le 27 juin 2002, Arcelor a émis un emprunt obligataire d'un montant de 749 999 981,50 euros à 3% avec échéance finale 2017, à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes d'Arcelor (O.C.E.A.N.E. 2017) représenté par 38 961 038 titres.

Ces O.C.E.A.N.E. 2017 ont été émises à 19,25 euros et viennent à échéance le 27 juin 2017 portant un intérêt annuel de 3%. A la suite de l'augmentation de capital de juillet 2004 le ratio d'attribution d'actions est porté de 1 action par obligation à 1,027 action Arcelor par O.C.E.A.N.E. 2017. En l'absence de conversion et d'amortissement anticipé, ces obligations sont remboursables à l'échéance au pair, soit 19,25 euros (pour une description détaillée des conditions d'amortissement et de conversion anticipée se reporter au prospectus d'admission ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse n°02-861 en date du 22 juillet 2002 disponible sur le site de l'AMF : www.amf-france.org).

Le 14 mars 2006 Arcelor a informé les porteurs d'O.C.E.A.N.E 2017 avoir renoncé à compter du 1^{er} janvier 2006 à l'exercice de l'option de conversion ou d'échange desdites O.C.E.A.N.E en numéraire qui lui était réservée et annoncée en conséquence que tout échange ou conversion de ces titres prendra la forme d'une remise d'actions nouvelles ou existantes ou une combinaison des deux.

Le nombre d'O.C.E.A.N.E 2017 en circulation au 31 mars 2006 était de 38 879 338.

15.1.6 Engagements visant à augmenter le capital social au 31 décembre 2005

Néant.

15.1.7 Capital des sociétés du Groupe faisant l'objet d'une option au 31 décembre 2005

Néant.

15.1.8 Evolution du capital social

Arcelor a été constituée en date du 8 juin 2001 avec un capital social de 32 250 euros.

Le 15 février 2002, Arcelor a émis 516 215 823 nouvelles actions en contrepartie des actions Aceralia, Arbed et Usinor apportées lors des offres publiques d'échange initiales sur ces sociétés et en contrepartie de l'apport de 1 561 668 actions Arbed par Staal Vlaanderen NV. Par la suite, conformément aux réglementations applicables, Arcelor a réouvert l'offre sur Arbed au Luxembourg et en Belgique et l'offre sur Usinor en France, les modalités des offres restant inchangées. Le 18 mars 2002, Arcelor a émis 12 138 238 nouvelles actions supplémentaires en contrepartie des actions Arbed et Usinor apportées lors de la réouverture des offres publiques d'échange sur Arbed et Usinor et en contrepartie de l'apport par Arbed España BV de 297 354 actions Aceralia. Le 5 août 2002, Arcelor a émis 3 351 776 actions nouvelles en contrepartie des actions Usinor apportées à l'offre publique de retrait par voie d'échange portant sur les actions Usinor encore en circulation. Par la suite, les titulaires d'actions Usinor ont pu exercer leur faculté d'échange. Dans ce cadre Arcelor a émis le 22 août 2002, 414 939 actions nouvelles en contrepartie de 414 939 actions Usinor, le 6 novembre 2002, 239 183 actions nouvelles en contrepartie de 239 183 actions Usinor, le 9 janvier 2003, 104 183 actions nouvelles en contrepartie de 104 183 actions Usinor, le 9 avril 2003, 258 985 actions nouvelles en

contrepartie de 258 985 actions Usinor, le 9 juillet 2003, 102 685 actions nouvelles en contrepartie de 102 685 actions Usinor, le 9 octobre 2003, 208 534 actions nouvelles en contrepartie de 208 534 actions Usinor, et le 9 avril 2004, 104 477 actions nouvelles en contrepartie de 104 477 actions Usinor. Le 27 juillet 2004, Arcelor a émis 106 629 054 actions nouvelles souscrites à la suite de l'émission de 533 145 273 bons de souscription d'actions. Au 31 décembre 2005, le capital social souscrit d'Arcelor s'élève à 3 198 871 635 euros et est représenté par 639 774 327 actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

Date	Nombre d'actions	Prix / Contrepartie (sans la prime d'apport)	Opérations sur le capital
08/06/2001	25 800	32 250	Création de Newco devenue Arcelor ¹
11/12/2001	6 450	32 250	Révision du pair comptable par l'assemblée générale extraordinaire ²
15/02/2002	499 434 342	2 497 171 710	Offre publique d'échange sur les actions Aceralia, Arbed et Usinor ³
15/02/2002	516 222 273	2 581 111 365	Apport des actions Arbed détenues par Staal Vlanderen NV ³
18/03/2002	528 360 511	32 250	Réouverture OPE pour Arbed et Usinor et apport d'actions Aceralia par Arbed España BV ³
05/08/2002	531 712 287	2 658 561 435	Offre publique de retrait par voie d'échange sur les actions Usinor ³
22/08/2002	532 127 226	2 660 636 130	Apport actions Usinor ³
06/11/2002	532 366 409	2 661 832 045	Apport actions Usinor ³
09/01/2003	532 470 592	2 662 352 960	Apport actions Usinor ³
09/04/2003	532 729 577	2 663 647 885	Apport actions Usinor ³
09/07/2003	532 832 262	2 664 161 310	Apport actions Usinor ³
09/10/2003	533 040 796	2 665 203 980	Apport actions Usinor ³
09/04/2004	533 145 273	2 665 726 365	Apport actions Usinor ³
27/07/2004	639 774 327	3 198 871 635	Bons de souscription d'actions Arcelor ³

1. Pair comptable 1,25 euro
2. Ajustement du pair comptable à 5 euros
3. Pair comptable à 5 euros

15.2 Acte constitutif et statuts

15.2.1 Objet social

Conformément à l'article 3 des statuts, la Société a pour objet la fabrication, le traitement et le commerce de l'acier, de produits sidérurgiques et de tous autres produits métallurgiques, ainsi que de tous les produits et matériaux utilisés dans leur fabrication, leur traitement et leur commercialisation, et toutes les activités industrielles et commerciales directement ou indirectement liées à ces objets, y compris les activités de recherche et la création, l'acquisition, la détention, l'exploitation et la vente de brevets, de licences, de savoir-faire et plus généralement de droits de propriété intellectuelle et industrielle.

La Société peut réaliser cet objet soit directement soit par la création de sociétés, l'acquisition, la détention et la prise de participations dans toutes sociétés de capitaux ou de personnes, et l'adhésion à toutes associations, groupements d'intérêts et opérations en commun.

D'une manière générale, l'objet de la Société comprend la participation, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés de capitaux ou de personnes, ainsi que l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que la cession par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de titres représentatifs de créances, de bons et d'autres valeurs et instruments de toute nature.

Elle peut prêter assistance à toute société affiliée et prendre toute mesure de contrôle et de surveillance de telles sociétés.

Elle peut effectuer toute opération ou transaction commerciale, financière ou industrielle qu'elle estime directement ou indirectement nécessaire ou utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

15.2.2 Conseil d'administration et Direction générale

Le fonctionnement des organes d'administration et de direction fait l'objet de la section 10.2 du présent chapitre de la note d'information.

15.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

Néant.

15.2.4 Modification des droits des actionnaires

Dans la mesure où les statuts ne prévoient pas de dispositions spécifiques, la modification des droits attachés aux actions est soumise aux dispositions légales.

15.2.5 Assemblées générales

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales d'actionnaires ou de s'y faire représenter par toute personne de son choix justifiant d'une procuration. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tient à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la ville de Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois d'avril de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire précédent. D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux jours, heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

La décision de convoquer l'assemblée générale appartient au Conseil d'administration. En outre, une assemblée générale peut être convoquée par le Conseil d'administration à la requête d'actionnaires représentant vingt pour cent au moins du capital social, auquel cas elle doit se tenir dans le mois qui suit cette requête écrite.

Sous réserve de ce qui est dit au dernier alinéa de la présente section 15.2.5, les assemblées générales seront convoquées conformément à la loi luxembourgeoise, par deux avis publiés à au moins huit jours d'intervalle, et huit jours au moins avant l'assemblée générale, dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois et dans le Mémorial C.

Les avis de convocation aux assemblées générales seront également publiés dans un ou plusieurs journaux belges, espagnols et français de diffusion nationale.

En Belgique, l'avis sera en outre communiqué à l'autorité de marché d'Euronext Brussels et à une agence de presse établie en Belgique ou à un système de transmission électronique à large diffusion, agréé par l'autorité de marché d'Euronext Brussels. En Espagne, l'avis sera communiqué à la CNMV et aux bourses Espagnoles. En France, l'avis sera déposé auprès de l'AMF au plus tard le jour de sa publication.

Sous réserve de ce qui est dit au dernier paragraphe de la présente section 15.2.5, tous les actionnaires inscrits sur le registre des actions sont convoqués, conformément à la loi luxembourgeoise, par courrier ordinaire, au moins huit jours avant toute assemblée générale.

Les résolutions de l'assemblée générale annuelle sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées des actionnaires présents ou représentés.

A l'exception du changement de nationalité d'Arcelor et de l'augmentation des engagements des actionnaires qui ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires, une assemblée générale extraordinaire peut décider la modification des statuts si des actionnaires représentant la moitié au moins du capital social sont présents ou représentés et si une telle modification est approuvée par la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées des actionnaires présents ou représentés. Si les actionnaires présents ou représentés ne représentent pas la moitié au moins du capital social, une nouvelle assemblée générale extraordinaire avec le même ordre du jour peut être convoquée par le Conseil d'administration. Les avis de convocation doivent alors être publiés dans au moins deux journaux luxembourgeois et le Mémorial C à au moins quinze jours d'intervalle et quinze jours avant l'assemblée générale extraordinaire. Ces avis seront également publiés dans un ou plusieurs journaux belges, français et espagnols et en conformité avec les réglementations boursières applicables. La seconde assemblée générale extraordinaire délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Les résolutions n'y seront adoptées que si la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées des actionnaires présents ou représentés est atteinte.

15.2.6 Participation aux assemblées générales

Toute action donne droit à une voix. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Chaque actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales d'actionnaires ou de s'y faire représenter par une personne de son choix munie d'une procuration, d'y prendre la parole, et d'y exercer son droit de vote, sous réserve des dispositions des statuts de la Société. Il n'y a pas de nombre minimum d'actions à détenir pour participer aux assemblées générales d'actionnaires.

La Société n'a pas recours au système de vote par correspondance.

Les titulaires d'actions nominatives inscrits sur le registre des actions nominatives cinq jours ouvrables avant une assemblée générale sont admis à l'assemblée générale sans autre formalité.

Les pouvoirs des mandataires doivent être déposés aux lieux et dans les mains des personnes désignées par le Conseil d'administration, au moins à la date précédant le cinquième jour ouvrable avant la date de toute assemblée générale.

Au cas où les actions sont inscrites, au registre des actionnaires au nom d'un dépositaire ou d'un sous-dépositaire de celui-ci, les attestations indiquant notamment le nombre d'actions détenues devront parvenir à la Société au plus tard à la date précédant le cinquième jour ouvrable avant la date de l'assemblée générale sauf si la Société fixe un délai plus court. Ces attestations devront constater l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la clôture de l'assemblée générale. Toutes procurations devront parvenir à la Société dans le même délai.

Ces attestations devront être sollicitées comme suit :

- pour les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire de Clearstream Luxembourg ou d'Euroclear Bank, auprès de la banque, du dépositaire professionnel de titres ou de l'institution financière auprès de laquelle ou duquel les actions sont détenues en compte ;
- pour les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire d'Euroclear France, auprès de leur teneur de compte dépositaire ; et
- pour les actionnaires détenant leurs actions auprès d'une entité participante d'Iberclear, l'attestation prenant dans ce cas la forme d'un « certificado de legitimación » doit être émis par l'entité participante concernée chez qui les actions sont inscrites en compte.

Les actions faisant l'objet d'une telle attestation devront être bloquées jusqu'après la tenue de l'assemblée générale concernée et ne pourront être transférées qu'après la tenue de cette assemblée générale ; ce blocage doit être confirmé dans cette attestation et en résulter.

Sous réserve des règles internes au système de règlement concerné, les actionnaires pourront également donner des instructions sur la façon dont devra être exercé leur droit de vote à la banque, au dépositaire

professionnel de titres, à l'institution financière, au teneur de compte ou à l'entité adhérente à Iberclear auprès de laquelle ou duquel leurs actions sont détenues.

Dans de tels cas, les actions devront également être bloquées jusqu'après la tenue de l'assemblée générale et ne pourront être transférées qu'après la tenue de cette assemblée générale.

15.2.7 Dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle.

15.2.8 Franchissements de seuil

Conformément à la loi luxembourgeoise du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse (la « Loi de 1992 »), lorsqu'une personne physique ou une entité juridique de droit public ou privé acquiert ou cède une participation dans la société qu'à la suite de cette acquisition ou cession, le pourcentage des droits de vote qu'elle détient, atteint ou dépasse les seuils de dix pour cent, vingt pour cent, un tiers, cinquante pour cent et deux tiers du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration ou descend en dessous de ces seuils, cette personne doit notifier la société et simultanément la Commission de Surveillance du Secteur Financier de Luxembourg, dans un délai de sept jours civils, du pourcentage des droits de vote qu'elle détient après cette acquisition ou cession.

« Acquisition d'une participation » signifie non seulement l'achat d'une participation, mais également tout autre moyen d'obtention tel que plus amplement décrit dans la Loi de 1992.

Pour apprécier si une personne est tenue de faire une déclaration prévue par la Loi de 1992, cette loi (articles 7 et 8) assimile aux droits de vote détenus par une telle personne les droits de vote détenus par certaines autres personnes, notamment en présence d'un lien de contrôle entre ces personnes ou d'une action de concert.

Si Arcelor reçoit une telle déclaration, elle doit, à son tour, en informer le public de chacun des Etats Membres de l'Union Européenne dans lesquels ses actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs, dès que possible mais au plus tard neuf jours civils après réception de la déclaration.

Tant que les informations requises n'ont pas été déclarées et publiées conformément à la Loi de 1992, l'exercice des droits de vote afférents aux actions concernées est suspendu.

Par ailleurs, les statuts de la Société prévoient en leur article 7 qu'à partir de la cotation des actions à une bourse de valeurs dans l'Union Européenne, les dispositions de la Loi de 1992 s'appliqueront également, après prise en compte des dispositions des articles 7 et 8 de cette loi, (i) à toute acquisition ou cession d'actions entraînant le franchissement à la hausse ou à la baisse du seuil de deux pour-cent et demi des droits de vote dans la Société ; (ii) à toute acquisition ou cession d'actions entraînant le franchissement à la hausse ou à la baisse du seuil de cinq pour-cent des droits de vote dans la Société ; et (iii) au-delà de cinq pour-cent des droits de vote dans la Société, à toute acquisition ou cession d'actions entraînant le franchissement à la hausse ou à la baisse de seuils successifs de un pour-cent des droits de vote dans la Société.

En outre, les statuts prévoient que toute personne qui, en application de l'article 1^{er} de la Loi de 1992, doit déclarer la détention d'actions lui conférant un droit de vote de dix pour cent ou plus dans la Société, devra informer aussitôt la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, de son intention (i) d'acquérir ou de céder des actions de la Société dans les douze prochains mois ; (ii) de tenter d'obtenir le contrôle de la Société ; ou (iii) de tenter de nommer un membre au Conseil d'administration de la Société.

En cas de non-respect des obligations de déclaration prévues par les statuts et décrites ci-dessus, les statuts prévoient que le droit de vote attaché aux actions concernées sera suspendu.

Les statuts prévoient certaines exceptions aux obligations statutaires de déclaration de franchissement de seuils qui sont décrites à la section 15.2.10 « Exceptions aux obligations statutaires de déclaration et d'offre obligatoire » ci-après.

15.2.9 Offre obligatoire en cas d'atteinte ou de franchissement du seuil de 25%

Les statuts prévoient que toute personne astreinte à une obligation de notifier à la Société l'acquisition d'actions conférant à cette personne, prenant en compte les articles 7 et 8 de la loi de 1992, un quart ou plus du total des droits de vote dans la Société, sera obligée de faire ou de faire effectuer dans chacun des pays où la Société est cotée ou a fait une offre publique de ses actions, une offre publique inconditionnelle d'acquisition à tous les actionnaires pour toutes leurs actions ainsi qu'à tous les détenteurs pour tous leurs titres donnant accès au capital, notamment les valeurs ou instruments permettant d'obtenir des actions de la Société, que ces titres soient émis par la Société ou par des entités contrôlées ou établies par elle ou des membres de son Groupe pour un prix en numéraire, chacune de ces offres publiques devant se dérouler en conformité et dans le respect des prescriptions légales et réglementaires applicables aux offres publiques dans chaque Etat concerné. Dans tous les cas, le prix devra être juste et équitable et, afin de garantir l'égalité de traitement des actionnaires et détenteurs de titres donnant accès au capital de la Société, lesdites offres publiques devront être réalisées à un prix identique qui devra être justifié par un rapport établi par un établissement professionnel de premier ordre nommé par la Société et dont les honoraires et frais devront être avancés par la personne astreinte à l'obligation décrite à la présente section.

Cette obligation de faire une offre en numéraire sans condition ne s'appliquera pas si l'acquisition des actions de la Société par la personne effectuant cette notification a reçu l'assentiment préalable des actionnaires de la Société par une résolution adoptée par une assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification statutaire y inclus notamment en cas de fusion ou d'apport en nature rémunéré par une émission d'actions.

Si l'offre publique telle que décrite ci-dessus n'a pas été faite dans une période de deux mois après la notification à la Société de l'augmentation de la participation donnant droit au quart ou plus des droits de vote dans la Société ou de la notification par la Société à l'actionnaire de la connaissance par la Société de la réalisation d'une telle augmentation, ou si la Société est informée qu'une autorité compétente d'un des pays où la Société est cotée (ou d'un des pays où la Société a fait une offre publique de ses actions) a déterminé que l'offre publique a été effectuée en violation des prescriptions légales ou réglementaires en matière d'offres publiques applicables dans ce pays, à partir de l'expiration du susdit délai de deux mois ou de la date à laquelle la Société a reçu cette information, le droit d'assister et de voter aux assemblées des actionnaires et le droit de recevoir des dividendes ou autres distributions seront suspendus sur les actions correspondant au pourcentage des actions détenues par l'actionnaire en question dépassant le quart des droits de vote dans la Société.

L'actionnaire ayant dépassé le seuil d'un quart des droits de vote dans la Société et qui requiert la convocation d'une assemblée générale des actionnaires conformément à l'article 70 de la loi luxembourgeoise sur les Sociétés commerciales, devra, afin de pouvoir voter à cette assemblée générale, avoir procédé à l'offre publique définitive et irrévocable telle que décrite ci-dessus, avant la tenue de cette assemblée générale. A défaut, le droit de vote attaché aux actions dépassant le quart des droits de vote dans la Société sera suspendu.

Lorsque, à la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle, un actionnaire dépasse un quart des droits de vote dans la Société, ses droits de vote seront suspendus à hauteur du pourcentage dépassant le quart des droits de vote dans la Société sauf au cas où l'actionnaire concerné s'engage par écrit à ne pas voter pour les actions dépassant le seuil d'un quart, ou si l'actionnaire a procédé définitivement et irrévocablement à l'offre publique telle que prévue à la présente section.

15.2.10 Exceptions aux obligations statutaires de déclarations et d'offre obligatoire

Les dispositions des statuts prévoyant des obligations de déclaration décrites à la section 15.2.8 « Franchissements de seuils » et celles prévoyant une offre obligatoire décrites à la section 15.2.9 « Offres obligatoires en cas d'atteinte et de franchissement du seuil de 25% » ne s'appliquent pas (sans préjudice cependant des obligations légales) :

- à la Société elle-même, pour les actions qu'elle détiendrait directement ou indirectement ;
- aux Dépositaires agissant en cette qualité, étant cependant précisé que ces dispositions s'appliqueront aux personnes détenant leurs actions par l'intermédiaire d'un tel Dépositaire et aux actions détenues par un tel Dépositaire pour le compte de personnes n'ayant pas respecté les obligations contenues dans les statuts et décrites dans les sections 15.2.8 « Franchissement de seuils » et 15.2.9 « Offre obligatoire en cas d'atteinte et de franchissement du seuil de 25% ». Le terme « Dépositaire » est défini à l'article 6.3 des statuts de la Société comme étant un système de règlement d'opérations sur titres ou l'opérateur d'un tel système ou un dépositaire professionnel de titres ou tout autre dépositaire ;
- à toute cession et à toute émission d'actions par la Société dans le cadre d'une fusion ou d'une opération similaire ou de l'acquisition par la Société de toute autre société ou activité ; et
- à l'acquisition d'actions résultant d'une offre publique d'acquisition de toutes les actions de la Société.

15.2.11 Modifications du capital social

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par décision d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des statuts.

Aux termes de la loi luxembourgeoise et des statuts, chaque actionnaire a un droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions nouvelles en contrepartie d'apports en numéraire. Ce droit préférentiel de souscription sera proportionnel à la partie du capital que représentent les actions qu'il détient.

L'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des statuts, peut limiter ou supprimer ce droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil d'administration à le supprimer dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil par l'assemblée générale des actionnaires d'augmenter le capital dans les limites du capital autorisé.

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en cas d'augmentation de capital par apport en nature.

Le capital de la Société pourra également être augmenté par une résolution du Conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents et représentés et en vertu d'une autorisation donnée par une assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. Cette autorisation est inscrite dans les statuts de la Société et ne peut être donnée que pour un maximum de cinq ans à compter de la publication au Mémorial C de l'acte modificatif des statuts. Cette autorisation peut être renouvelée par une assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 11 décembre 2001 a fixé le capital autorisé (y compris le capital souscrit) à 5 000 000 000 euros représenté par 1 000 000 000 d'actions et a donné au Conseil d'administration l'autorisation d'augmenter le capital social de la Société jusqu'à ce que le capital souscrit atteigne le montant du capital autorisé. Une telle augmentation de capital peut s'opérer par apports en numéraire ou en nature ainsi que par incorporation de réserves, de primes d'émission ou de bénéfices reportés, avec ou sans émission d'actions nouvelles, ou par suite de l'émission et de l'exercice d'obligations, subordonnées ou non, convertibles ou remboursables ou échangeables en actions ou assorties de bons ou de droits de souscription à des actions, ou moyennant l'émission de toute autre valeur ou instrument donnant droit à des actions. Cette assemblée générale a également autorisé le Conseil d'administration de la Société à limiter ou à supprimer le droit préférentiel de souscription. Les autorisations mentionnées ci-avant sont valables pour une période qui, sauf renouvellement, viendra à échéance le 10 décembre 2006.

Le capital social souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être réduits par décision d'une assemblée générale extraordinaire statuant comme en cas de modification des statuts, sous réserve des dispositions légales applicables.

16 CONTRATS IMPORTANTS

16.1 Alliance stratégique avec Nippon Steel Corporation

Arcelor et Nippon Steel Corporation (« NSC ») ont conclu un accord d'alliance stratégique mondiale en janvier 2001²⁹. Cet accord a créé un modèle d'entreprise innovant, permettant à une entreprise européenne et à une entreprise japonaise d'accroître leur compétitivité et d'utiliser au mieux leurs ressources, sans aucune fusion ni aucune intégration d'activités. Les deux entreprises ont décidé de remettre à plat l'ensemble de leur portefeuille d'activités communes, d'analyser les progrès enregistrés jusqu'à présent et d'identifier clairement tous les résultats obtenus.

Une offre commune de produits techniques

L'un des principaux objectifs de l'alliance consiste à bâtir progressivement un réseau d'approvisionnement mondial de tôles de haute qualité pour nos clients « mondiaux », qui ont besoin de tôles d'acier « équivalentes » dans toutes les régions du monde où ils ont des unités de production.

Pour satisfaire les clients qui exigent aujourd'hui des produits équivalents pour toutes leurs implantations dans le monde, les deux sociétés ont sélectionné une centaine de produits, dont des aciers à très haute résistance (de 1200 à 1500 Mpa), en comparant en détail leurs produits respectifs et en évaluant leurs différents procédés de fabrication. Elles sont ainsi parvenues à élaborer une offre technique et un ensemble de produits communs pour les grandes zones de production automobiles telles que l'Europe, le Japon, l'Amérique du Nord et la Chine.

Pour étendre encore cette offre, les deux sociétés ont également échangé des licences.

Un travail de R&D commun

Pour regrouper leurs efforts en matière de Recherche et Développement, les deux sociétés ont axé leur coopération sur le développement de nouveaux aciers et de nouvelles solutions en matière de procédé de production, en particulier pour l'acier à haute résistance. Elles ont d'ores et déjà réalisé en la matière la plupart des études qu'elles s'étaient fixées il y a quatre ans et ont commencé un travail de Recherche et Développement commun sur un certain nombre de projets ainsi identifiés.

Évaluation croisée

Les deux sociétés ont pu accroître leur rentabilité, grâce à un échange de ratios techniques entre ingénieurs chargés des opérations d'élaboration du fer, de l'acier et du laminage, pour les produits plats. Elles sont convenues de poursuivre ce type d'échange entre différentes aciéries et même de l'étendre à d'autres activités, au-delà de la production proprement dite.

16.2 Autres contrats importants du Groupe

Concernant les autres contrats importants du Groupe voir la section 2.5 intitulée « Approvisionnement – Risques de dépendance » du présent chapitre de la note d'information.

17 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Néant.

18 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les statuts d'Arcelor peuvent être consultés au siège social. Les statuts sont également déposés auprès du Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, auprès du greffe du tribunal de commerce de Bruxelles et auprès du greffe du tribunal de commerce de Paris et en Espagne (accompagnés d'une

²⁹ Arcelor et NSC collaborent étroitement dans le cadre d'un accord « d'alliance stratégique mondiale » signé le 22 janvier 2001 entre Usinor et NSC, puis confirmé entre Arcelor et NSC le 22 avril 2002.

traduction en langue espagnole) auprès de la *Comisión Nacional del Mercado de Valores* (CNMV), des bourses espagnoles et de l'entité espagnole de liaison. Le rapport annuel, les comptes annuels non consolidés, les comptes consolidés ainsi que les données financières semestrielles et trimestrielles publiées par la Société peuvent être consultés au siège social où une copie pourra en être obtenue. Les comptes annuels non consolidés et les comptes consolidés sont également déposés auprès du Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, en Belgique auprès de la Banque nationale de Belgique et en France auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). En Espagne, ces documents ainsi que les données financières semestrielles et trimestrielles sont déposés auprès de la CNMV et des bourses espagnoles et auprès de l'entité espagnole de liaison. Ces documents peuvent également être consultés sur le site internet www.arcelor.com.

19 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Une liste des participations du Groupe est présentée à la note 31 annexée aux comptes consolidés du Groupe figurant à la section 14.1.5 du présent chapitre de la note d'information. Par ailleurs une liste des principales filiales du Groupe figure à la section 5.3 du présent chapitre de la note d'information.

20 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

Réviseur d'entreprises

KPMG Audit, société civile

31 Allée Scheffer

L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Nommé commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2002, ce mandat expire à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2007.

21 ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA NOTE D'INFORMATION

« La Société atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente note d'information sont, à sa connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

La Société a obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la Société données dans la présente note d'information (autres que les données au 31 mars 2006) ainsi qu'à la lecture d'ensemble de cette dernière.

Les informations financières historiques, pro forma et prévisionnelles présentées dans la présente note d'information ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, ces rapports figurent respectivement aux Sections 14.1.5.3, 14.2.4 et 9.2 de son chapitre 2. »

Arcelor

GLOSSAIRE

Acier au carbone	Nuance d'acier contenant seulement une quantité négligeable d'éléments autres que carbone, silicium, manganèse, soufre ou phosphore, c'est-à-dire ne contenant aucune quantité significative d'éléments d'alliage.
Aciers inoxydables	Les aciers inoxydables se distinguent de l'acier au carbone par leur teneur en chrome (acier ferritique) et, dans certains cas, en nickel (acier austénitique). Le fait d'ajouter du chrome à de l'acier le rend plus résistant à la rouille et le fait d'ajouter du nickel aux aciers inoxydables au chrome améliore les propriétés mécaniques de l'acier.
Aciers revêtus	Les aciers sont revêtus par voie thermique ou électrolytique d'une couche protégeant le métal de base contre la corrosion. La matière la plus utilisée pour le revêtement est le zinc qui peut être appliqué soit par voie thermique (galvanisation au trempé) ou électrolytique (électrozingage). Un revêtement organique (peinture, matières plastiques) peut également être déposé sur la couche de zinc.
Agglomération	Installation dans laquelle du minerai de fer fin, homogénéisé, est mélangé à de la chaux et à du poussier de coke puis cuit (« fritté ») par combustion de coke. L'aggloméré, sorte de mâchefer, constitue l'essentiel de la charge minérale du haut-fourneau.
Billette	Produit semi-fini ayant une section carrée pouvant atteindre 155 x 155 mm. Ce produit est soit laminé, soit coulé en continu, puis transformé par laminage pour obtenir des produits finis tels que fil machine, barres marchandes et autres profilés. La gamme des demi-produits de dimension supérieure à 155 x 155mm est appelée Bloom.
Bloom	Voir Billette
Brame	Produit semi-fini obtenu en laminant des lingots ou coulé en continu à l'aciérie, et coupé en différentes longueurs. La brame a une section transversale rectangulaire et est utilisée comme matériau de départ dans le processus de production de produits plats, c'est-à-dire des bobines laminées à chaud ou des plaques.
Consommation apparente	Le total des livraisons nettes dans un pays ou une région donnée, augmenté des importations et diminué des exportations de ce pays ou de cette région.
Consommation réelle	Pour tout pays ou région, consommation apparente pour ce pays ou cette région, corrigée des variations de stock des négociants et utilisateurs finaux.
Coulée non-continue de bandes minces	Technique de coulée qui part de l'acier liquide et le solidifie directement en tôles minces. Ce procédé

	supprime l'étape intermédiaire de laminage à chaud des brames.
Demi-produits	Produits d'aciers tels que les billettes, les blooms et les brames. Ces produits peuvent être obtenus par coulée continue de l'acier en fusion ou en coulant l'acier liquide en lingots et en laminant ensuite ces derniers.
Feuillards	Produit plat de faible largeur, présenté en bobines et laminé à chaud (largeur inférieure à 600 mm) ou à froid (largeur inférieure à 500 mm). Les produits plats de plus grande largeur sont appelés larges bandes.
Flan	Tôle d'acier de grande précision dimensionnelle, de forme simple ou complexe, parfois de multi-épaisseur, constituant principalement des éléments de carrosserie automobile.
Four électrique	Four utilisé pour la production de l'acier à partir de ferrailles. Une fois que le four est chargé et recouvert, des électrodes en graphite sont descendues au travers d'orifices dans la voûte. Le passage de l'arc électrique entre les électrodes et la charge métallique provoque une chaleur intense qui fait fondre la ferraille. Des éléments d'alliage peuvent être ajoutés au cours de la transformation.
Haut-fourneau	Appareil utilisé dans la filière intégrée dans lequel le coke et le fer réagissent ensemble sous un courant d'air chaud pour former de la fonte liquide.
Laitier	Sous-produit, regroupant les éléments stériles, obtenu au cours du procédé de fusion au haut-fourneau et des opérations de fabrication de l'acier.
Laminoir à chaud et à froid	Équipement sur lequel l'acier solidifié préalablement réchauffé à haute température est écrasé en continu entre deux cylindres rotatifs. Le laminoir à froid réduit l'épaisseur des aciers plats en laminant le métal entre deux cylindres à température ambiante.
Recuit	Traitement thermique par lequel les produits sidérurgiques sont réchauffés à la température appropriée afin d'éliminer les contraintes résultant des traitements précédents et les adoucir et/ou améliorer leur usinabilité et propriétés de formage à froid.
Station d'affinage	Une étape dans le processus de production de l'acier brut au cours de laquelle l'acier brut est affiné à nouveau (c'est-à-dire où la plus grande part des impuretés résiduelles est enlevée) et au cours de laquelle il est impossible d'ajouter d'autres métaux avant la coulée continue.
Taux de fréquence des accidents du travail	Nombre d'accidents par million d'heures travaillées.
Taux de gravité des accidents du travail	Nombre de journées perdues pour accident du travail par million d'heures travaillées.

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
1.	PERSONNES RESPONSABLES	21
1.1.	Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	21
1.2.	Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	21
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	20
2.1.	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur	0
2.2.	Contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été re-désignés durant la période couverte	N/A
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	1
3.1.	Informations financières historiques sélectionnées	1
3.2.	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	N/A
4.	FACTEURS DE RISQUE	2
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	3
5.1.	Histoire et évolution de la société	3.1
5.1.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	3.1.1
5.1.2.	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	3.1.2
5.1.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	3.1.3
5.1.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège statutaire	3.1.4, 3.1.5
5.1.5.	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	3.1.6
5.2.	Investissements	3.2
5.2.1.	Principaux investissements réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement	3.2.1
5.2.2.	Principaux investissements de l'émetteur qui sont en cours	3.2.1
5.2.3.	Principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes	3.2.2
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	4
6.1.	Principales activités	4.1
6.1.1.	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	4.1
6.1.2.	Nouveau produit ou service important lancé sur le marché	N/A
6.2.	Principaux marchés	4.3
6.3.	Événements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis conformément aux points 6.1 et 6.2	6.3
6.4.	Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	2.5, 4.5

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
6.5.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	N/A
7.	ORGANIGRAMME	5
7.1.	Description du Groupe et de la place occupée par l'émetteur	5.2
7.2.	Liste des filiales importantes de l'émetteur	5.3
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	4.6
8.1.	Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	4.6.1
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles	4.6.2
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	6
9.1.	Situation financière de l'émetteur, évolution de cette situation financière et résultat des opérations effectuées durant chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées	6.1, 6.2
9.2.	Résultat d'exploitation	6.1, 6.2
9.2.1.	Facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	6.1, 6.2
9.2.2.	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	6.1, 6.2
9.2.3.	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte sur les opérations de l'émetteur	6.3 , 6.4, 6.5
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX	7
10.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	7.1
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	7.2
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	7.3
10.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	7.4
10.5.	Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	7.5

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	4.4
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	8
12.1.	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	6.3, 8
12.2.	Tendance connue, incertitude ou demande ou engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	8
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	9
13.1.	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	9
13.2.	Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	9.2
13.3.	Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	9
13.4.	Déclaration indiquant si la prévision du bénéfice est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus	9
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	10

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
14.1.	<p>Nom, adresse professionnelle, fonction et principales activités exercées en dehors de la société émettrice des (a) membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, (b) associés commandités, s'il s'agit d'une société en commandite par actions, (c) fondateurs, s'il s'agit d'une société fondée il y a moins de cinq ans et (d) directeurs généraux dont le nom peut être mentionné pour prouver que la société émettrice dispose de l'expertise et de l'expérience appropriées pour diriger ses propres affaires.</p> <p>Nature de tout lien familial existant entre ces personnes.</p> <p>Pour toute personne membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance et pour toute personne visée aux points (b) et (d), informations détaillées sur leur expertise et leur expérience en matière de gestion et (a) nom des sociétés et sociétés en commandite au sein desquelles cette personne a été membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité, à tout moment des cinq dernières années, (b) condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins, (c) détail de toute faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années au moins, et (d) détail de toute incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires ainsi que de tout empêchement prononcé par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.</p> <p>Déclaration précisant qu'aucune information ne doit être divulguée.</p>	10.2.2, 10.2.4
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	10.2.6
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	10.3
15.1.	Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales	10.3
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	10.4
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	10.2
16.1.	Date d'expiration du mandat actuel et période durant laquelle la personne est restée en fonction	10.2.2
16.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages, ou une déclaration négative appropriée	10.5

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
16.3.	Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	10.2.3
16.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	10.1.1
17.	SALARIÉS	11
17.1	Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques ou nombre moyen durant chaque exercice de cette période et répartition des salariés par principal type d'activité et par site	11.1
17.2.	Participation et <i>stock options</i>	10.3.1.1, 10.3.1.2
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	11.3
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	12
18.1.	Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance détenant, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable ainsi que le montant de la participation détenue, ou à défaut, déclaration négative appropriée	12.1
18.2.	Droits de vote différents, ou déclaration négative appropriée	12.2
18.3.	Détention ou contrôle, direct ou indirect, de l'émetteur	12.3
18.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	12.4
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	13
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	14
20.1.	Informations financières historiques	14.1
20.2.	Informations financières pro forma	14.2

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
20.3.	Etats financiers	14.1
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	14.1.5.3
20.4.1.	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	14.1.5.3
20.4.2.	Autres informations contenues dans le document d'enregistrement ayant été vérifiées par les contrôleurs légaux	14.2.4 et 9.2
20.4.3.	Indiquer la source et préciser l'absence de vérification des informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des comptes consolidés vérifiés de l'émetteur	N/A
20.5.	Date des dernières informations financières vérifiées	14.1.5.3 et 14.2.4
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	14.3
20.6.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles publiées depuis la date des derniers comptes consolidés et, le cas échéant, rapport d'examen ou d'audit	14.3
20.6.2.	Informations financières intermédiaires, éventuellement non vérifiées, couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice si le document d'enregistrement a été établi plus de neuf mois après la fin du dernier exercice vérifié	N/A
20.7.	Politique de distribution des dividendes	14.4
20.7.1.	Dividende par action	14.4
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	14.5
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	14.6
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	15
21.1.	Capital social	15.1

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
21.1.1.	Montant du capital souscrit, nombre d'actions autorisées, nombre d'actions émises et totalement libérées, nombre d'actions émises mais non totalement libérées, valeur nominale par action et rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice	15.1.1, 15.1.2
21.1.2.	Actions non représentatives du capital	15.1.3
21.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur, lui-même ou en son nom, ou par ses filiales	15.1.4
21.1.4.	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	15.1.5
21.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	15.1.6
21.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	15.1.7
21.1.7.	Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques	15.1.8
21.2.	Acte constitutif et statuts	15.2
21.2.1.	Objet social	15.2.1
21.2.2.	Membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	15.2.2
21.2.3.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	15.2.3
21.2.4.	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	15.2.4
21.2.5.	Convocation et conditions d'admission aux assemblées générales annuelles et aux assemblées générales extraordinaires des actionnaires	15.2.5

Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 I		Chapitre 3 / Présentation d'Arcelor
Annexe N°	Rubrique	Référence
1.2.6.	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	15.2.7
21.2.7.	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	15.2.8
21.2.8.	Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	15.2.11
22.	CONTRATS IMPORTANTS	16
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	N/A
23.1.	Informations concernant les personnes ayant établi une déclaration ou un rapport	N/A
23.2.	Attestation confirmant que les informations ont été fidèlement reproduites et qu'aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses	N/A
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	18
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	19